

Rapports d'activité 2022 des CTRA

*Coordination Stéphane RÉVILLION
Délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation*

Octobre 2023

Table des matières

INTRODUCTION.....	6
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE CENTRE-NORD.....	9
Présentation de la CTRA Centre-Nord	10
Recherche archéologique en Centre-Val de Loire : bilan chiffré et résultats significatifs	14
Recherche archéologique en Hauts-de-France : bilan chiffré et résultats significatifs.....	20
Recherche archéologique en Île-de-France: bilan chiffré et résultats significatifs.....	24
Bilan 2022 de la CTRA Centre-Nord.....	26
PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE	26
NÉOLITHIQUE.....	29
ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER	32
SECOND ÂGE DU FER.....	38
ANTIQUITÉ.....	40
ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE	44
Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Centre-Nord.....	54
PALÉOLITHIQUE, MÉSOLITHIQUE ET NÉOLITHIQUE.....	54
ÂGES DES MÉTAUX.....	57
PÉRIODE ANTIQUE.....	61
PÉRIODES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE.....	63
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE EST.....	67
Présentation de la CTRA Est.....	68
Recherche archéologique en Bourgogne-Franche-Comté : bilan chiffré et résultats significatifs.....	74
Recherche archéologique en Grand Est : bilan chiffré et résultats significatifs.....	78
Bilan 2022 de la CTRA Est	85
PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE	85
NÉOLITHIQUE.....	90
ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER	92
SECOND ÂGE DU FER.....	96
ANTIQUITÉ (ESPACE URBAIN)	98
ANTIQUITÉ (ESPACE RURAL).....	100
ANTIQUITÉ TARDIVE ET HAUT MOYEN ÂGE.....	102
ÉPOQUE MÉDIÉVALE (HABITAT RURAL ET CHÂTEAUX)	105
ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (HABITAT URBAIN, ÉDIFICES RELIGIEUX).....	105
ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE.....	106
Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Est.....	109
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE OUEST	111
Présentation de la CTRA Ouest.....	112
Recherche archéologique en Bretagne : bilan chiffré et résultats significatifs	116
Recherche archéologique en Normandie : bilan chiffré et résultats significatifs.....	123
Recherche archéologique en Pays de la Loire : bilan chiffré et résultats significatifs.....	128
Bilan 2022 de la CTRA Ouest	139
PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE	139
NÉOLITHIQUE.....	141
ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER	142
ÂGE DU FER.....	149
ANTIQUITÉ.....	151
MOYEN ÂGE, ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE	154

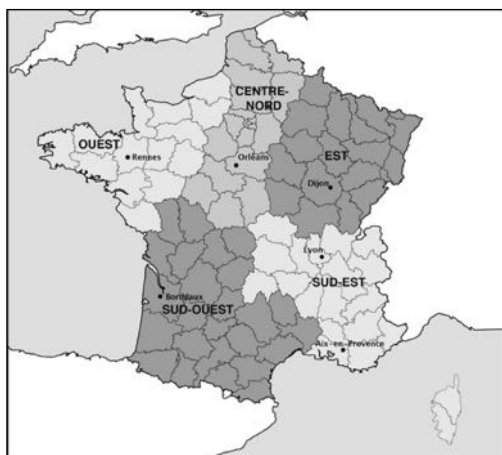
Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Ouest	160
À LA RECHERCHE DES SITES DU PALÉOLITHIQUE ET DU MÉSOLITHIQUE DANS L'OUEST DE LA FRANCE.....	160
AMÉLIORER LES CONNAISSANCES SUR LA PÉRIODE NÉOLITHIQUE DANS L'OUEST DE LA FRANCE.....	162
LES ÂGES DU BRONZE ET DU FER : DES DONNÉES ABONDANTES, MAIS DE FORTES DISPARITÉ	168
AMÉLIORER LES CONNAISSANCES SUR L'ANTIQUITÉ DANS L'OUEST DE LA FRANCE	173
PÉRIODES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE.....	176
RESTITUTION DES DÉBATS DU SÉMINAIRE INTERRÉGIONAL DU 29 JUIN 2022	178
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE OUTRE-MER.....	181
Présentation de la CTRA Outre-Mer.....	182
Recherches archéologiques en Martinique : bilan et perspectives.....	199
Recherche archéologique dans l'Océan Indien : bilan chiffré et résultats significatifs	202
Bilan 2022 de la CTRA Outre-Mer	208
PÉRIODE PRÉCOLONIALE	208
PÉRIODES MODERNE ET CONTEMPORAINE.....	209
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE SUD-EST	213
Présentation de la CTRA Sud-Est.....	214
Recherche archéologique en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan chiffré et résultats significatifs.....	217
Recherche archéologique en Corse : bilan chiffré et résultats significatifs.....	230
Recherche archéologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan chiffré et résultats significatifs.....	238
Bilan 2022 de la CTRA Sud-Est.....	243
PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE	243
NÉOLITHIQUE.....	245
ÂGES DES MÉTAUX.....	247
ANTIQUITÉ.....	250
MOYEN ÂGE	251
ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE	253
ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE.....	255
Restitution du séminaire du 15 septembre 2022 du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Sud Est ..	257
LES CARACTÉRISTIQUES DE L'INTERREGION SUD-EST	257
PALÉOLITHIQUE.....	258
NÉOLITHIQUE.....	258
ÂGES DES MÉTAUX.....	258
ANTIQUITÉ.....	259
MOYEN ÂGE	259
ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE.....	260
REMARQUES GÉNÉRALES DES RAPPORTEURS CTRA.....	260
RÉACTIONS DE LA SALLE ET DÉBATS ENTRE CTRA ET SRA.....	261
COMMISSION TERRITORIALE DE LA RECHERCHE ARCHEOLOGIQUE SUD-OUEST.....	265
Présentation de la CTRA Sud-Ouest.....	266
Recherche archéologique en Nouvelle-Aquitaine : bilan chiffré et résultats significatifs.....	274
Recherche archéologique en Occitanie : bilan chiffré et résultats significatifs.....	281
Bilan 2022 de la CTRA Sud-Ouest.....	286
PALÉOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN	286
PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR ET MÉSOLITHIQUE.....	288
NÉOLITHIQUE.....	289
AGE DU BRONZE	291
PREMIER ET SECOND ÂGES DU FER.....	296
ANTIQUITÉ.....	297
ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (PREMIER MOYEN ÂGE)	302

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (CHÂTEAUX, ÉDIFICES RELIGIEUX, BÂTI).....	304
ARCHÉOLOGIE FUNÉRAIRE.....	307
Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2021 de la CTRA Sud-Ouest.....	311
PALÉOLITHIQUE.....	311
NÉOLITHIQUE ET PROTOHISTOIRE	313
ANTIQUITÉ.....	314
MÉDIÉVAL, MODERNE, CONTEMPORAIN	315
OUTILS, MÉTHODES, DÉTECTION	317
ARCHÉOLOGIE FUNÉRAIRE.....	318
ARCHÉOLOGIE DU BÂTI	319
SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS	320
LE DÉPARTEMENT DES RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES SUBAQUATIQUES ET SOUS-MARINES	324
Recherche archéologique sous-marine : bilan chiffré	325

Abréviations

AE : aide à l'édition
APP : aide à la préparation de publication
APRAB : association pour la promotion des recherches sur l'âge du Bronze
BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières
BSR : bilan scientifique régional
BVSG : Blicquy-Villeneuve-Saint-Germain
CAG : Carte archéologique de la Gaule
CCE : centre de conservation et d'étude
CCS : cahier des charges scientifiques
CIAP : centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine
CNRA : conseil national de la recherche archéologique
COS : contournement ouest de Strasbourg
COSM : commission des opérations sous-marines
CRA : conservateur régional de l'archéologie
CRPA : commission régionale du patrimoine et de l'architecture
CRMH : conservation régionale des monuments historiques
CTRA : commission territoriale de la recherche archéologique
CST : contrôle scientifique et technique
DAC : direction des affaires culturelles
DAI : Deutsches Archäologisches Institut
DGPA : direction générale des patrimoines et de l'architecture
DPM : domaine public maritime
DRAC : direction régionale des affaires culturelles
DRASSM : département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines
EA : équipe d'accueil
EPCC : établissement public de coopération culturelle
FP : fouille programmée
FPP : fouille programmée pluriannuelle
GDR : groupement de recherche
IBCM : identification de bien culturel maritime
JEP : journées européennes du patrimoine
ONF : Office national des forêts
OPP : opération de préparation de publication
PAS : projet d'activité scientifique
PCR : projet collectif de recherche
PI : prospection-inventaire
PMA : première partie du Paléolithique moyen
PSI : projet scientifique d'intervention
PT : prospection thématique
RFO : rapport final d'opération
RO : responsable d'opération
SDA : sous-direction de l'archéologie
SIM : stade isotopique marin
SPDRA : soutien à la publication et à la diffusion de la recherche archéologique
SRA : service régional de l'archéologie
UMR : unité mixte de recherche
VSG : Villeneuve-Saint-Germain
ZPPA : zone de présomption de prescription archéologique

Introduction



Les 5 CTRA métropolitaines depuis 2017.

L'activité globale des six commissions interrégionales de la recherche archéologique est en augmentation de plus de 5 %, avec 1 881 dossiers examinés (hors ZPPA) en 2022 contre 1 785 en 2021, et de plus de 1 % en considérant la moyenne des 1 855 dossiers expertisés entre 2017 et 2020.

55 % des dossiers examinés relèvent de l'archéologie préventive. Dans ce domaine, le déséquilibre entre l'examen de dossiers *a priori* (diagnostics, CCS, PSI) et *a posteriori* (RFO) s'accroît : le nombre de diagnostics/CCS/PSI examinés atteint en effet un maximum depuis 6 ans avec 675 dossiers traités, soit 6 % de plus qu'en 2021 ; à l'opposé le nombre des RFO (289) pour lesquels les commissions ont émis un avis, est en baisse de plus de 8 %. Les difficultés pour les experts d'examiner l'ensemble des dossiers mis à l'ordre du jour des commissions et le fait que la priorité soit donnée à l'examen des prescriptions préventives et des dossiers d'archéologie programmée, expliquent en grande partie cette situation.

Les experts ont eu à se prononcer sur 847 dossiers d'archéologie programmée, nombre en progression d'un peu moins de 10% par rapport à 2021 (771).

	OUEST	CENTRE-NORD	EST	SUD-EST	SUD-OUEST	OUTRE-MER	TOTAL
Diagnostics	104 41,11%	124 38,87%	141 38,32 %	100 28,82%	176 32,29%	30 60%	675 35,87%
RFO	53 20,95%	62 19,44%	96 26,09%	39 11,24%	37 6,79%	2 4%	289 15,36%
Programmées	84 33,20%	121 37,93%	125 33,97%	188 54,18%	311 57,06%	18 36%	847 45,01 %
Publications	12 4,74%	12 3,76%	6 1,63%	20 5,76%	21 3,85%	0 0%	71 3,772%
TOTAL	253	319	368	347	544	50	1881

Répartition des dossiers examinés par les ctra en 2021 (*hors informations et zonages*).

Rappelons que l'année 2022 a été marquée par la présentation au CNRA des rapports quadriennaux rédigés par les experts des CTRA à l'issue de la mandature 2017-2020, selon

l'article R. 545-17 du Code du patrimoine. Le 8 juin 2022, les différents experts mandatés des CTRA et les inspecteurs de la DIRI ont ainsi présenté des bilans chronologiques et thématiques, synthétisant les points forts et proposant des orientations pour la recherche, qui ont donné lieu à des échanges avec l'ensemble du conseil national et avec les présidents des CTRA.

En raison de la richesse de ces bilans, tant au niveau de l'analyse de l'activité qu'en terme de constats et de suggestions d'orientation de la recherche, le Directeur général des patrimoines et de l'architecture a souhaité que les rapports quadriennaux rédigés par les CTRA après leur présentation au CNRA, puissent constituer le socle de séminaires de réflexions rassemblant les agents des services régionaux de l'archéologie et les experts de la précédente mandature et des actuelles commissions. L'objectif de ces séminaires est la définition de stratégies interrégionales de la recherche et de leurs déclinaisons régionales permettant à chaque agent des SRA de situer son action dans le cadre de priorités établies sur la base des constats dressés, contribuant à faire ainsi émerger les priorités régionales de la recherche archéologique pour les années à venir.

Ces séminaires, ont été organisés selon des modalités propres à chaque CTRA, sous la forme d'ateliers thématiques, chronologiques, ou transversaux, suivis de synthèses. La commission Ouest a ainsi organisé six ateliers en visioconférence en mai et juin, précédant la synthèse à Rennes le 29 juin 2022. Le séminaire organisé le 6 décembre 2022 pour l'interregion Centre-Nord a été précédé de deux ateliers en visioconférence en octobre-novembre. Dans le Sud-Est, le séminaire a eu lieu à Aix-en-Provence le 15 septembre 2022. Dans le Sud-Ouest, le séminaire de synthèse organisé à Bordeaux le 8 décembre 2022 a été précédé de huit ateliers d'octobre à novembre, à Toulouse, Bordeaux, Limoges, Poitiers et Montpellier. Quatre ateliers organisés en janvier et février 2022 ont précédé deux journées de synthèse et de débat tenus à Dijon pour l'interrégion Est, les 23 et 24 mars 2023. Les ateliers et séminaire prévus pour la commission Outre-Mer n'ont pu être mis en place en raison du renouvellement important des personnels dans les différents services concernés.

Le constat est unanime pour saluer le bien-fondé et l'utilité de ces séminaires, qui furent une première pour l'ensemble des agents des services invités à rencontrer les experts des CTRA, tant du point de vue du dialogue établi autour des méthodologies, que des constats sur la nature des stratégies susceptibles de concourir à une meilleure programmation de la recherche archéologique. Les questions relatives à l'archéologie préventive sur les modalités de prescriptions et du contrôle scientifique par exemple, ont été omniprésentes, comme l'ont été les sujets liés aux rapports d'opérations, aux publications scientifiques ou à la mobilisation des analyses et des études paleoenvironnementales dans le cadre de l'élaboration des cahiers des charges scientifiques. La programmation de la recherche et la nature des priorités scientifiques, thématiques ou chronologiques, des services ont fait l'objet de constats peu ou au contraire très prospectifs, les niveaux de réflexion apparaissant très contrastées en fonction des régions, des équipes des SRA des différents sites et de l'activité archéologique d'une région à l'autre.

Il faut remercier pour leur investissement l'ensemble des collègues des SRA et les experts des commissions qui ont permis le succès de ces séminaires dont ce rapport d'activité 2022 se fait l'écho en publiant les textes élaborés dans chaque interrégions à cette occasion.

Enfin, rappelons que ce rapport, qui est un document préparatoire au rapport de synthèse prévu pour la fin de la mandature quadriennale, comprend pour chaque CTRA une présentation par les experts des principaux résultats des opérations archéologiques examinées et les problématiques abordées. Elle est précédée par une introduction par les conservateurs

régionaux de l'archéologie, d'un bilan chiffré de l'activité de la région accompagné d'une sélection d'opérations dont les résultats ont été remarquables, qu'il s'agisse de découvertes majeures effectuées lors d'opérations de terrain, d'avancées considérables effectuées dans le cadre de projets collectifs de recherche ou d'autres études ou d'opérations de valorisation dont le retentissement est national.

François FICHET de CLAIRFONTAINE
Jean Olivier GUILHOT
Murielle LEROY
Stéphane RÉVILLION
Inspecteurs généraux des patrimoines

Commission territoriale de la recherche archéologique Centre-Nord

Présentation de la CTRA Centre-Nord

Par Murielle LEROY

Inspectrice générale des patrimoines

Activités de la commission

La CTRA Centre-Nord, qui regroupe les régions Centre-Val de Loire (CvdL), Hauts-de-France (HdF) et Île-de-France (IdF), s'est réunie 8 fois¹ en 2022, ce qui a représenté 26 journées de travail. Si les deux premières séances se sont encore déroulées en visio-conférence du fait des conditions sanitaires liées à la covid-19, les autres se sont tenues à la Drac à Orléans, siège de la commission, à l'exception de celle de septembre qui a été délocalisée au musée de Préhistoire à Nemours. À cette occasion, la commission a pu rencontrer l'équipe de recherche animée par D. Simonin qui travaille sur les roches gravées du massif de Fontainebleau dans les locaux du musée.

L'année 2022 a également été consacrée à la restitution par les experts du bilan quadriennal de la mandature 2017-2020 auprès des agents des services régionaux de l'archéologie. Cette restitution a pris la forme de deux réunions préparatoires qui se sont déroulées en visioconférence le 20 octobre (Paléolithique-Mésolithique-Néolithique-âges des Métaux) et le 21 novembre (époque romaine, Moyen Âge, périodes moderne et contemporaine) et d'une réunion de synthèse qui s'est tenue à Paris dans les locaux de l'INP le 6 décembre (cf. compte-rendu *infra*). La commission est composée de dix experts :

- Raphaël Angevin (SRA Auvergne-Rhône-Alpes), au titre de spécialiste, pour la Préhistoire ancienne ;
- Christophe Gilabert (SRA Auvergne-Rhône-Alpes), au titre de spécialiste, pour le Néolithique ;
- Thibault Lachenal (UMR 5140, Montpellier), au titre du CNRS, pour la protohistoire ancienne ;
- Jenny Kaurin (SRA Bourgogne-Franche-Comté), au titre du ministère de la Culture, pour la protohistoire récente ;
- Nadine Dieudonné-Glad (Université de Poitiers), au titre de l'enseignement supérieur, pour l'Antiquité ;
- Michiel Gazenbeek (Inrap Grand Est), au titre de spécialiste, pour l'Antiquité ;
- Gaétan Le Cloirec (Inrap Grand Ouest), au titre de l'Inrap, pour l'Antiquité ;
- Pierre Papin (Service archéologique du département d'Indre-et-Loire), au titre de spécialiste, pour le Moyen Âge ;
- Isabelle Caillot (Éveha), remplacée en avril par Isabelle Pignot (Éveha), au titre d'un opérateur agréé, pour le Moyen Âge et l'Époque moderne ;
- Claude Héron (Bureau du patrimoine archéologique du département de Seine-Saint-Denis, puis Unité archéologique de Saint-Denis), au titre d'une collectivité territoriale, pour le Moyen Âge et l'Époque moderne.

Les membres de la commission ont été ponctuellement assistés dans plusieurs spécialités par sept experts extérieurs : pour le Paléolithique (Mathieu Langlais), les grottes ornées (Geneviève Pinçon), l'archéologie des conflits contemporains (Yves Desfossés), l'archéologie subaquatique (Annie Dumont et Yves Billaud) et la métallurgie (Marc Leroy). Ils ont aussi été

¹ Du 7 au 9 février, du 14 au 17 mars, du 11 au 13 avril, du 16 au 18 mai, du 4 au 6 juillet, du 19 au 21 septembre, du 24 au 26 octobre, du 5 au 8 décembre.

renforcés une partie de l'année par Gertrui Blancquaert pour l'expertise des dossiers de l'âge du Fer (10 dossiers) suite à l'absence de l'experte chargée de cette période.

En 2022, le nombre total de dossiers examinés a été assez stable par rapport à 2021 : 330 dossiers ont ainsi été analysés, soit 28 à 64 par séance, les séances les plus chargées étant celles de février et mars (45 à 64) consacrées à l'examen des dossiers d'archéologie programmée. Le nombre d'avis rendus par les experts a quant à lui augmenté de 10 % passant de 370 en 2021 à 411 en 2022. C'est en partie imputable à l'accroissement du nombre de dossiers examinés par plus de 2 experts (entre 3 et 5) qui ont représenté 11,7 % des dossiers contre 5,7 % en 2021.

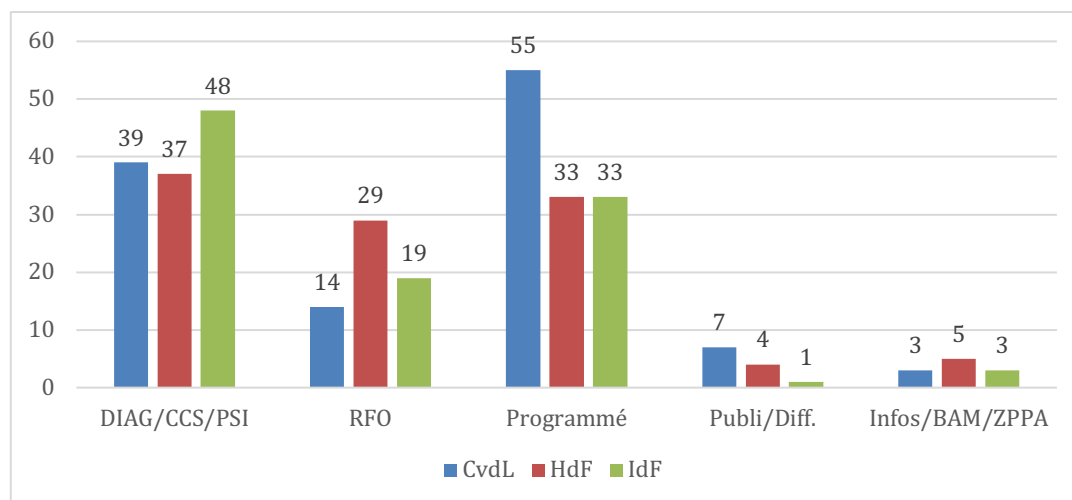
2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
356	396	326	355	351	378	331	310	325

Nombre de dossiers (hors ZPPA) examinés annuellement en ctra Centre-Nord de 2014 à 2022.

Rapporteur	Nombre d'avis	Chronologie
R. Angevin	26	Paléolithique - Mésolithique
C. Gilabert	39	Néolithique
T. Lachenal	35	Âge du Bronze - premier âge du Fer
J. Kaurin	39	Âge du Fer
M. Gazenbeek	40	Antiquité
N. Dieudonné-Glad	25	Antiquité
G. Le Cloiréc	38	Antiquité
P. Papin	33	Moyen Âge
I. Caillot (février)	9	Moyen Âge et moderne
I. Pignot (à partir d'avril)	27	Moyen Âge et moderne
C. Héron	72	Moyen Âge et moderne
Experts extérieurs	28	

Nombre de dossiers examinés par expert en 2022.

Dossiers examinés



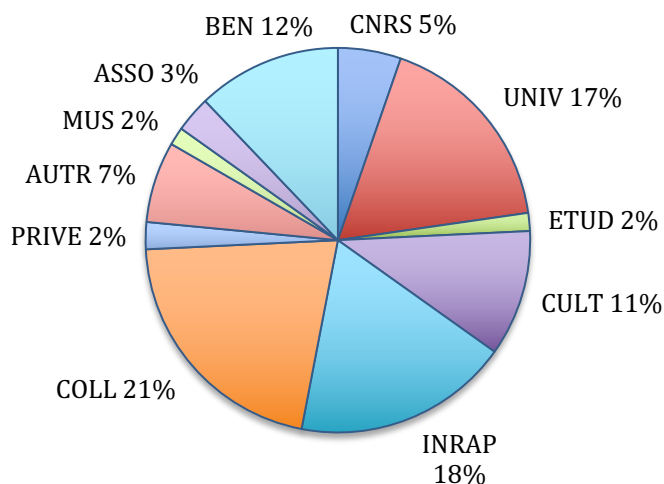
Types de dossiers examinés par région en 2022.

L'**archéologie programmée** a représenté 133 dossiers. Ce nombre est en augmentation d'environ 20 % par rapport à 2021 et au précédent quadriennal 2017-2020. Cette augmentation est fortement marquée en Centre-Val de Loire. Il en résulte que la part de l'archéologie programmée représente à présent plus de 40 % du nombre de dossiers de l'interrégion. Il s'agit principalement de fouilles (46), de PCR (44) et de prospections (21). Après une baisse continue depuis 2020, le nombre de fouilles a augmenté de 12 en 2022 pour retrouver un niveau proche de 2019 (50 fouilles), tandis que le nombre de PCR, en augmentation depuis le dernier quadriennal, s'est stabilisé. À noter que 12 dossiers se rapportent à des projets de publication (8 opérations de préparation de publication et 4 demandes d'aide à l'édition, dont 3 destinées au SPDRA).

	Fouille	Sondage	Prospec- tions	PCR	Analy- ses	AE-APP	Total
Centre – Val de Loire	14	5	16	19	1	7	62
Hauts-de-France	14	3	4	12	0	4	37
Île-de-France	18	1	1	13	0	1	34
Total	46	9	21	44	1	12	133

Archéologie programmée : types de dossiers examinés par région en 2022.

Les porteurs de projet sont principalement rattachés à des universités françaises ou belge, à des collectivités territoriales de l'interrégion (13 collectivités) ou à l'Inrap, dans une moindre mesure au ministère de la Culture. On soulignera la présence d'une part non négligeable de bénévoles.



Organismes de rattachement (opérations programmées).

L'**archéologie préventive** a concerné 186 dossiers : 124 ont été examinés *a priori*, principalement des diagnostics, en général accompagnés de CCS, et dans quelques cas des CCS seuls (11 cas) ; 62 rapports de fouilles ont été examinés *a posteriori*. Par rapport à 2021, le nombre de dossiers examinés *a priori* est stable ; le nombre de RFO a quant à lui encore légèrement baissé, alors qu'il se situait déjà bien en dessous de la moyenne du précédent quadriennal (114) et qu'il est très en deçà du nombre de dossiers débouchant sur une prescription de fouille. Cette baisse résulte de l'augmentation de la charge de travail des

experts, l'examen des RFO étant très souvent reporté d'une séance à l'autre. Il conviendra de rester attentif à ce décrochage.

	Diag/CCS/PSI	RFO
Centre-Val de Loire	39	14
Hauts-de-France	37	29
Île-de-France	48	19
Total	124	62

Archéologie préventive : types de dossiers examinés par région en 2022.

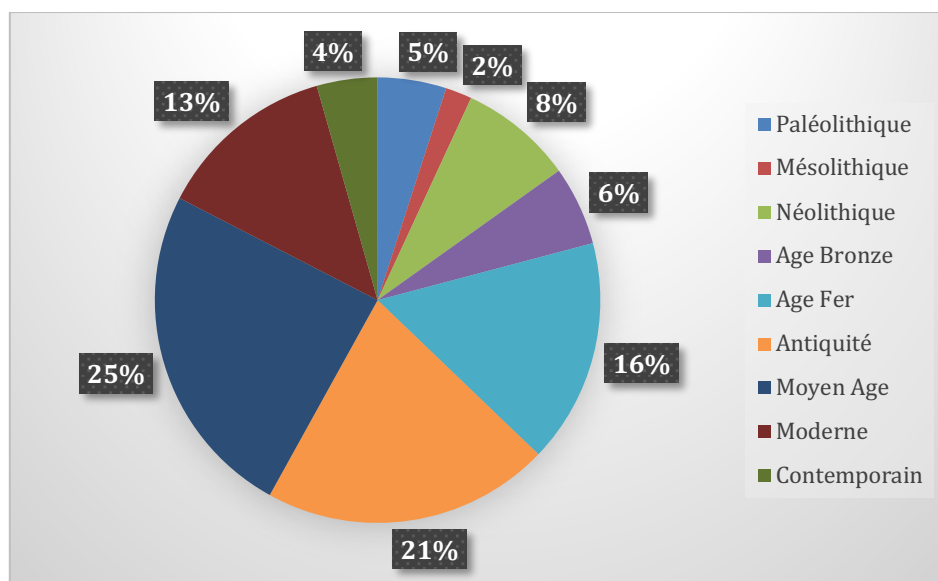
Les opérateurs d'archéologie préventive qui sont intervenus dans l'interrégion en 2022 connaissent une répartition stable par rapport à 2021 :

- 65 % (114) des dossiers ont émané de l'Inrap ;
- près de 27 % (47) sont portés par les nombreuses collectivités territoriales de l'interrégion : 10 en Hauts-de-France (Aisne, Amiens Métropole, Arras, Beauvais, communauté d'agglomération de Béthune, Château-Thierry, Douaisis, Oise, Pas-de-Calais, Valenciennes), 5 en Centre-Val de Loire (Bourges Plus, Chartres Métropole, Eure-et-Loir, Indre-et-Loire, Loiret) et 4 en Île-de-France (Paris, Yvelines/Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Val-d'Oise) ;
- 8 % (14) émanent de 3 entreprises privées, dont 10 portés par Éveha, les autres par Archeodunum et Archéopole.

Enfin, outre quelques points d'informations apportés par les conservateurs régionaux, la CTRA a eu à examiner les projets de zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) sur 33 communes localisées dans les départements de l'Aisne (Hauts-de-France) et du Cher (Centre-Val de Loire).

Périodes traitées

Comme en 2021, on note des déséquilibres importants entre les périodes traitées. Ainsi, les plus anciennes, Paléolithique-Mésolithique-Néolithique, représentent seulement 15,1 % des dossiers examinés. Les âges des Métaux en représentent quant à eux 22 %, l'Antiquité 20,9 % et les périodes médiévales et modernes 37,6 %. Enfin, l'époque contemporaine est présente avec 4,4 % des dossiers.



Périodes chronologiques traitées en 2022.

Recherche archéologique en Centre-Val de Loire : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Christian VERJUX

Conservateur régional de l'archéologie

	Centre-Val de Loire	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2400	/
Diagnostics prescrits	232	2131
Fouilles prescrites	35	/
Diagnostics réalisés	152	623
Fouilles réalisées	37	34
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	10	
PCR	17	
PT	14	
PI	7	
SD	7	
OPP	2	
Relevés art rupestre	0	

Archéologie préventive

2 400 dossiers ont été instruits en 2022. Deux cent trente deux diagnostics ont été prescrits (soit 8,8 % des dossiers) pour une surface totale de 2 131 ha, ainsi que 35 fouilles préventives (1,4 % des dossiers). L'activité régionale est toujours fortement impactée par l'extension des marges franciliennes, avec une augmentation constante des zones d'activités, des Zac et des carrières. De plus, les dossiers liés au développement des énergies renouvelables, en particulier les projets photo- et agrivoltaïques ont connu une très nette augmentation en deux ans, conduisant à un doublement des surfaces prescrites en diagnostic : 9 dossiers en 2021 pour une surface totale de 161 ha, contre 49 en 2022 pour 1 026 ha. Ces projets se situent pour la majeure partie dans le Cher, l'Indre et l'Indre-et-Loire.

En 2022, 152 diagnostics ont été réalisés, pour une surface de 623 ha. Les six services archéologiques de collectivités de la région (ville d'Orléans, Chartres Métropole, Bourges +, départements d'Eure-et-Loir, d'Indre-et-Loire et du Loiret) ont pris en charge plus d'un tiers de ces opérations, tant en nombre qu'en surface. L'Inrap, qui assure toujours la majeure partie des diagnostics, a connu de grandes difficultés pour les mettre en œuvre dans des délais compatibles avec la réalisation des aménagements, tant en termes de disponibilités de moyens logistiques que de personnels.

En lien avec la relance de l'activité économique, 38 fouilles préventives ont été autorisées en 2022, pour une surface totale de 37 ha. Le nombre d'opérations et la surface totale sont nettement en hausse par rapport aux années précédentes, avec en moyenne 20 fouilles par an depuis 2018. Par voie de conséquence, les moyens afférents sont en très forte augmentation et représentent un total de 26 860 jours/homme engagés, pour un budget de 18,1 M€ TTC. Tous les départements ont été concernés par cet accroissement d'activité, mais plus de la moitié des opérations ont eu lieu en Eure-et-Loir (8) et dans le Loiret (11) et représentent les deux tiers de la surface totale. Le nombre de fouilles réalisées par l'Inrap (16)

est en hausse, mais hors groupement, il ne correspond qu'au tiers des opérations engagées. Celui des collectivités (12) est en augmentation sensible, d'autant que seules 3 opérations ont été réalisées en groupement avec l'Inrap. Pour les opérateurs privés, le nombre de fouilles a augmenté très nettement et représente le tiers des fouilles autorisées (pour mémoire, 4 fouilles en 2018 et en 2019, 2 en 2020, 5 en 2021). Éveha, avec 7 opérations à son actif, est toujours le plus présent.

Comme les années précédentes, la majeure partie des opérations a porté sur les âges des Métaux (13), l'Antiquité (8) et la période médiévale (7). La Préhistoire dans son ensemble est minoritaire avec une seule fouille pour le Paléolithique et le Mésolithique, et deux pour le Néolithique. On soulignera le nombre significatif de fouilles en contexte urbain avec la fin des opérations sur la Zac Saint-Vincent à Blois et celles du Pôle Gare à Chartres, la fouille de la Place Saint-Bonnet à Bourges et l'engagement d'une très importante fouille dans la Zac des casernes Beaumont, à l'emplacement de l'abbaye de Beaumont-les-Tours, fondée au tout début du XI^e siècle. Il convient également de mentionner la part notable des opérations sur des bâtiments inscrits ou classés au titre des monuments historiques avec les études archéologiques du bâti sur les maisons doubles de Gien et de Montargis dans le Loiret, la poursuite des fouilles sur les châteaux de Montrichard et de Vendôme et celle sur le fort du Coudray à Chinon.

Archéologie programmée

On pourrait considérer que l'archéologie programmée dans la région a atteint depuis quelques années un rythme de croisière, avec plus d'une soixantaine de dossiers par an et 57 opérations autorisées en 2022, en comptant les prospections-inventaire. Ces dernières comptent encore une demi-douzaine de prospecteurs aériens, ce qui doit constituer une originalité au plan national. Parmi les acteurs de l'archéologie programmée, on peut noter le rôle important des enseignants chercheurs des universités (12), d'agents du ministère de la Culture (8) et de l'Inrap (9), mais surtout des archéologues de services de collectivités (14), qui représentent désormais le plus grand nombre de porteurs de projets. La part encore significative des associations et bénévoles est également à signaler.

Par catégories, les opérations les plus nombreuses sont toujours les projets collectifs de recherche (17) et les prospections thématiques (14). Les fouilles programmées (10) sont en nombre insuffisant, alors qu'elles sont primordiales pour former les étudiants en archéologie. On peut se féliciter en revanche de l'augmentation du nombre d'opérations de préparation de publication (7), dont le développement est encouragé.

Six opérations sont consacrées aux périodes allant du Paléolithique au Néolithique (axes 1 à 4 de la programmation nationale), avec seulement une fouille, sur la minière de silex néolithique de Lisle (Loir-et-Cher). Celles se rapportant à l'axe 5 de la programmation nationale (les âges des Métaux) sont au nombre de 5. Une unique opération, mais emblématique, sur le complexe cultuel gallo-romain de Saint-Martin-au-Val à Chartres, concerne l'axe 6 (Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine). Le projet collectif de recherche Antarec et une nouvelle opération sur l'îlot Saint-Euverte à Orléans contribuent à l'étude des phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité (axe 7). Les travaux portant sur les édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité (axe 8) comprennent notamment la fin du programme de recherches et de publication sur l'abbaye de Marmoutier à Tours et la poursuite du projet collectif de recherches sur l'abbaye de Déols (Indre). Une dizaine d'opérations contribuent à l'étude du phénomène urbain (axe 9), parmi lesquelles peut être mentionné l'achèvement du programme de publication des fouilles menées sur le plateau des

Mersans à Argentomagus. Les recherches sur l'espace rural, les productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne (axe 10), comptent une demi-douzaine d'opérations avec, entre autres, la reprise d'une fouille programmée sur l'agglomération antique de Crouzilles-Mougou en Indre-et-Loire. Trois opérations s'insèrent dans l'axe 11 (constructions élitaires fortifiées ou non du début du haut Moyen Âge à la période moderne). Enfin, 8 opérations subaquatiques en Loire, mais aussi dans le Cher et l'Eure, s'inscrivent dans les deux derniers axes de la programmation sur les aménagements portuaires et le commerce (axe 13) et l'archéologie des périodes moderne et contemporaine (axe 14). À noter également pour ce dernier, une opération sur le site du crash d'un bombardier B17 en Eure-et-Loir.

Bien que ces recherches témoignent globalement d'un fort dynamisme de la région en ce domaine, certaines opérations s'inscrivent dans la longue durée et mobilisent ainsi durablement des équipes et des moyens humains et financiers, tant du ministère de la Culture que des autres institutions. On regrettera donc, malgré les incitations du service régional de l'archéologie, le petit nombre de projets nouveaux.

Quelques opérations particulièrement significatives

Fouillé sur une surface de près de 2 000 m², le site des Haut-de-Montlouis, dans la Zac éponyme à **Montlouis-sur-Loire** (Indre-et-Loire) a révélé deux locus attribuables à l'extrême fin du Paléolithique supérieur. Le locus 1, exploré sur plus de 70 m², semble s'organiser autour d'un foyer. Il a livré plus de 4 000 silex taillés avec des densités de vestiges variables et des concentrations particulières (poste de taille, aire de rejet...) pouvant attester d'une sectorisation des activités. Parmi la trentaine d'armatures recueillies, les pointes de Malaurie et les rectangles, en proportions équivalentes, permettent de rapporter cette occupation au Laborien ancien. Situé à une vingtaine de mètres au sud-ouest du premier, le locus 2 a été fouillé sur environ 30 m² et a livré un peu moins de 1 000 pièces. Si les caractéristiques du débitage sont proches du précédent, la présence de pointes des Blanchères conduit à l'attribuer à la phase récente du Laborien. Fait exceptionnel, dans ce locus a été découvert un galet oblong, long de 7 cm, portant sur une face de nombreux traits gravés dont une double série de traits parallèles. Ces tracés présentent des similitudes avec les productions artistiques de cette période.

Dans le Loiret, à **Boisseaux**, deux fouilles ont été réalisées avant l'implantation d'une plateforme logistique. La première a porté sur deux secteurs de 500 m² chacun et distants de 200 mètres qui ont livré des petites concentrations de silex taillés comprenant des armatures, des micro-burins et une production lamellaire, attribuables au premier Mésolithique (vers 8 000 av. J.-C.). Les variations observées entre les deux secteurs, par exemple sur les proportions de silex chauffés et d'outils, pourraient signaler des aires dédiées à des activités différentes. Un vaste site protohistorique a également été exploré sur plus de 7 ha. Les vestiges datés du Hallstatt final à La Tène finale (V^e au II^e s. av. J.-C.) s'organisent au sein d'un ensemble de fossés parcellaires, qui sans être organisés en enclos distincts, regroupent des ensembles cohérents. Seulement une douzaine de bâtiments, dont un à abside couvrant plus de 40 m² a pu être observée au cours de la fouille, au sein des dizaines de trous de poteau. Plus de 350 silos ont été fouillés, pour certains regroupés dans des secteurs très denses. Les volumes de stockage des céréales sont très variés, de moins de 1 m³ jusqu'à 30 m³, peut-être en relation avec les différentes phases d'occupation. Les activités sont également diversifiées comme l'attestent les mobiliers (textile, parure, armement...). Des dépôts d'animaux complets ont également été découverts ainsi que 11 squelettes humains, dont 9 dans des silos.



Boisseaux (Loiret). Sépultures installées dans deux silos de l'âge du Fer (cliché A. David, Éveha).



Chartres (Eure-et-Loir). Sanctuaire antique de Saint-Martin-au-Val. Les deux bassins découverts en 2022 (cliché Drac CVdL).

En périphérie sud de la ville antique de **Chartres-Autricum** (Eure-et-Loir), la fouille se poursuit sur le vaste sanctuaire aménagé au bord de l'Eure, sur plus de 10 ha, à la fin du I^{er} siècle et au début du II^e siècle apr. J.-C. Depuis 2011, un programme de recherches est conduit sur le

site par le service archéologique de Chartres Métropole, avec un important soutien financier de la Drac CVdL. Il a permis notamment la découverte d'une fontaine monumentale, située en façade est du sanctuaire, comprenant un grand bassin quadrangulaire orné de marbre blanc. Fait exceptionnel, la nappe phréatique a permis la conservation de nombreux éléments en bois, en partie calcinés. Les archéologues ont pu reconstituer un plafond à caissons en bois peints et sculptés. La seule découverte d'un plafond similaire provient du site de la *villa de Telephus* à Herculaneum en Italie.

En 2022, les fouilles ont révélé l'existence de deux autres bassins. La fontaine monumentale était constituée d'un bâtiment avec trois bassins : le bassin central qui devait servir pour les ablutions des pèlerins et deux bassins d'ornementation de part et d'autre, tous deux entourés de galeries en bois aux plafonds richement décorés.



Blois (Loir-et-Cher). Zac Saint-Vincent. Vue d'ensemble de la fouille (cliché D. Josset, Inrap)

Au nord-ouest du château de **Blois** (Loir-et-Cher), mais juste à l'extérieur de l'enceinte du XIII^e siècle, la fouille de l'**îlot Saint-Vincent** a permis d'étudier une importante stratigraphie urbaine sur plus de 5 m d'épaisseur, à l'emplacement de l'ancienne vallée de l'Arrou. La fouille préventive conduite par une équipe de l'Inrap sur une surface de 4 000 m² s'est étalée sur une année entière à partir d'octobre 2021. Quelques rares vestiges attestent une occupation dès le Haut-Empire, précédant l'implantation d'un habitat carolingien au cours des IX^e et X^e siècles, comportant des fonds de cabane et des silos, accompagnés de dépotoirs implantés au bord d'une voie, située à l'emplacement de l'actuelle rue du Pont du Gast. Un faubourg s'installe au cours des XII^e-XIII^e siècles, de part et d'autre de la voie de circulation, un réseau dense de maisons sur caves se développant ensuite à l'ouest, au cours des périodes médiévale et moderne. Les nombreuses transformations qu'a connues la ville de Blois à l'avènement de Louis XII, ont concerné également la vallée de l'Arrou. Après des travaux de remblaiement, des jardins royaux sont aménagés et, au début du XVI^e siècle, un jeu de paume est construit. La fouille a mis en évidence deux états successifs de l'édifice : le premier, bordé d'une seule

galerie à l'est, mesure 26 m de longueur par 6 m de largeur, tandis que le second, de 30 m par 9 m, présente trois galeries. Au XVII^e siècle, l'installation de la confrérie des Jésuites entérine le phénomène de constitution de vastes parcelles à l'est de la rue, caractéristique, qui perdura jusqu'à nos jours.

Enfin, les recherches conduites dans le **lit de la Loire**, tant sous la direction d'A. Dumont que de V. Serna, ont attiré l'attention sur la dégradation croissante des vestiges, liée aux périodes de basses eaux prolongées, résultant du changement climatique. Les observations faites en 2022 sont particulièrement alarmantes, notamment pour l'épave médiévale de Veuzain-sur-Loire (Loir-et-Cher), les pêcheries de Saint-Père-sur-Loire (Loiret) pouvant remonter au XIII^e siècle, ou encore l'épave d'un chaland naufragé en 1795 à Langeais (Indre-et-Loire).

Recherche archéologique en Hauts-de-France : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Jean-Luc COLLART

Conservateur régional de l'archéologie

	Hauts-de-France	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	8800	/
Diagnostics prescrits	414	/
Fouilles prescrites	40	/
Diagnostics réalisés	295	873,9
Fouilles réalisées	33	47,5
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	9	
PCR	9	
PT	29	
PI		
SD	14	
OPP-AE	5	
Relevés art rupestre	0	

Archéologie préventive

Dans le bilan de l'année dernière, il était souligné que la tendance à un accroissement de l'activité archéologique préventive observée depuis 2019, s'était confirmée en 2021. En 2022, le haut niveau d'activité s'est maintenu, mais la croissance semble avoir cessé. Toutefois, l'activité de diagnostic s'est nettement accrue sur le canal Seine – Nord Europe et a pesé sur les capacités d'intervention des opérateurs dans la région, qui n'ont pas les effectifs humains suffisants pour faire face, notamment l'Inrap (puisque les collectivités ne réalisent que les diagnostics qu'elles choisissent de réaliser – sauf Beauvais). L'année 2022 a donc encore été une année compliquée, « sous tension », en dépit des efforts du SRA pour prescrire avec plus de sélectivité. *In fine*, comme en 2021, l'année 2023 a commencé avec un stock de diagnostics reportés de l'ordre de 1/5, ce qui est considérable et pèse de façon évidente sur les moyens d'intervention.

Année	Dossiers instruits	Diagnostics prescrits	Taux de prescription	Diagnostics réalisés	Hectares diag.	Fouilles prescrits	Taux de prescription	Fouilles réalisés	Hectares fouillés	Coût en millions €
2018	7417	347	4,7%	268	1271	60	0,8%	44	48,8	16,5
2019	8472	338	4,0%	287	1224,1	72	0,9%	45	44,8	19
2020	7460	290	3,9%	236	876	46	0,6%	51	96,3	37
2021	9576	326	3,4%	240	781,8	48	0,5%	38	42	16,8
2022	8800	414	4,7%	295	873,9	40	0,5%	33	47,5	20,7

Hauts-de-France : évolution de l'archéologie préventive sur 5 ans

Pour les fouilles, la tendance déjà observée depuis 2021 est à une baisse de leur nombre. Mais, les surfaces progressent ainsi que les coûts. Cela montre clairement que les opérations sont globalement plus conséquentes, ce qui est logique dans cette période de « surchauffe ». Les choix sont plus sélectifs et cela se fait au détriment (peut-on dire) des sites de moindre

surface ou densité. Comme exposé l'an passé, cette intensification de l'activité de fouille est probablement liée aux suites du plan de relance et d'autres facteurs stimulants tels les programmes de rénovation urbaine, la multiplication des énergies alternatives (méthaniseurs, fermes photovoltaïque et éoliennes), de l'application prochaine du zéro artificialisation nette - ZAN, des travaux du Grand Paris (carrières) et des jeux olympiques de Paris 2024 (équipements sportifs et hébergements).

Archéologie programmée

La recherche constitue le premier poste dans le budget géré par le SRA (action 175-9). Cependant, ces masses financières sont sans commune mesure avec celles de l'archéologie préventive. Ces opérations étaient autrefois bien soutenues par les collectivités territoriales, en particulier les conseils départementaux, mais ce financement s'est réduit ou a disparu.

Année	sondages	Fouilles	PCR	Publications (APP-AE)	Prospections (hors détecteur)	Total
2018	1	17	9	3	16	46
2019	4	12	7	3	12	38
2020	4	10	7	6	12	39
2021	6	10	7	2	20	45
2022	14	9	9	5	29	66

Hauts-de-France : les opérations programmées sur 5 ans

Le nombre de fouilles tend à se réduire au fil des ans, car les conditions matérielles limitées rendent difficile la réalisation des opérations sur le terrain et plus encore, celle des études nécessaires à l'établissement des rapports. En revanche, le nombre de projets collectifs de recherche (PCR) progresse, ce qui montre le succès de ce type d'opération qui permet l'établissement de synthèses. Les aides à la publication fluctuent au gré des années.

Résultats significatifs

La Préhistoire occupe une place notable dans l'activité programmée. Certes, les diagnostics préventifs permettent de reconnaître des sites, mais les fouilles préventives sont rares, car beaucoup de ces sites sont enfouis profondément et ne sont pas menacés par les aménagements réalisés en surface. Les deux fouilles emblématiques sont situées dans la vallée de la Somme : Amiens, dans le faubourg de Renancourt, où ont été découverts de nouveaux fragments de « vénus paléolithiques » et Caours, dans la banlieue d'Abbeville, où s'est poursuivie l'exploration de niveaux émiens. Comme les années précédentes, le travail réalisé dans le cadre du PCR *Palé'Hauts* est remarquable : à terme, les spécialistes disposeront d'une somme d'informations jusqu'alors dispersées, avec des interventions complémentaires qui permettent d'actualiser les données disponibles.

Cette année encore, les découvertes concernant le Néolithique ont été rares et modestes. Cependant, les premiers sondages ont été ouverts sur l'enceinte néolithique de Fresnicourt (Nord) qui a été récemment découverte sur les levés lidar. Implantée dans une forêt qui semble n'avoir jamais été mise en culture, elle présente un état de conservation exceptionnel : les levées de terre des deux à trois enceintes concentriques et leurs fossés sont encore bien marquées dans le paysage. La chronologie a été confirmée par le mobilier recueilli : Néolithique moyen 2. D'autre part, à Paillart (Oise), la fouille d'une probable sépulture collective a été entreprise, mais devant l'ampleur considérable de la tâche, une solution

technique a été recherchée avec l'aménageur pour assurer la conservation de ces vestiges remarquables.

En ce qui concerne la protohistoire, une étape est observée dans le PCR *Habata* qui étudie l'habitat de la protohistoire ancienne dans les Hauts-de-France. Le recensement des découvertes ayant trait à l'habitat et son analyse s'achèvent. Le renouvellement partiel de l'équipe accompagne de nouveaux objectifs. Une petite nécropole du IV^e siècle av. J.-C. a été étudiée à Mercin-et-Vaux (Aisne). Des vestiges du second âge du Fer ont été mis au jour à diverses occasions, comme c'est habituel dans la région, par exemple à Douvrin (Pas-de-Calais) et à Breteuil (Oise), où un établissement à enclos fossoyé fondé à La Tène est réaménagé au début de l'époque romaine. La fouille de l'établissement à enclos fossoyé dont le riche mobilier permet d'envisager un statut élevé s'est poursuivie à Athies (Pas-de-Calais). À Bresles (60), une voie rurale dotée de fossés bordiers et longuement utilisée, a été reconnue sur une assez grande longueur. Les fouilles programmées entreprises à Saint-Michel-en-Thiérache (Aisne) dans la forêt de Macquenoise, ont documenté cette très vaste carrière de meules qui a commencé à être exploitée durant la protohistoire.

Les campagnes romaines sont généralement bien documentées dans le cadre du préventif. En ce qui concerne les aménagements et occupations agropastorales de cette période, signalons la fouille intégrale de deux *villae* classiques de taille moyenne respectivement à Saint-Quentin-La-Motte-Croix-Au-Bailly (Somme) et Haynecourt (Nord), dans l'emprise de l'ancienne base aérienne 103 (BA 103). Des établissements apparemment moins structurés ont été fouillés à Amiens (80), route de Rouen et dans la Zac Intercampus à Nomain (Nord) ainsi qu'à Nanteuil-le-Haudoin (Oise). Au Crotoy (Somme), la fouille d'un vaste habitat groupé implanté sur le littoral antique, a permis d'étudier un ensemble cultuel original en raison de dépôts particuliers (très jeunes animaux placés dans des vases, en grand nombre), à proximité de ce qui semble identifiable comme un temple de plan original, ainsi qu'un grand four à sel remarquablement conservé.

Plusieurs capitales de cité gallo-romaines ont fait l'objet de fouilles : à Saint-Augustin (Pas-de-Calais) a été étudié un faubourg de Thérouanne. Non loin, sur le territoire même de Thérouanne, la fouille d'un autre secteur de ce faubourg a livré des vestiges particulièrement intéressants sur la berge d'un bras de l'Aa. La fouille s'est poursuivie en 2023 et la présentation sera complétée l'an prochain. À Amiens, rue Lamarck, une fouille a documenté le cœur de la ville antique et une autre, rue Zamenhof, a documenté un secteur du très vaste faubourg Nord de la cité antique, encore très mal connu. À Beauvais (Oise), la fouille entreprise dans la crypte archéologique construite dans le Quadrilatère (ex Galerie de la Tapisserie), à l'occasion d'un projet de mise en valeur, permet de mieux comprendre les vestiges du monument public découvert dans les années 1950. Les agglomérations secondaires ont aussi fait l'objet d'investigations : il y a eu trois fouilles à Famars (Nord) et plusieurs sondages à Vendeuil-Caply (Oise) dans le cadre du PCR qui lui est consacré, pour étudier un grand complexe monumental (sanctuaire ?). À Pont-Sainte-Maxence (Oise), une fouille a permis de reconnaître un quartier de la bourgade antique implanté au contact de la grève de l'Oise. La reconnaissance des différents aménagements de la berge et du bâti contigu permet d'espérer des résultats inédits pour la région.

Des habitats ruraux du haut Moyen Âge ont été étudiés dans le cadre préventif, à Villers-Bocage (Somme) et Bresles (Oise) dont la fouille se poursuit en 2023 et sera évoquée l'an prochain. Le site de Croixrault (Somme) a confirmé le grand intérêt du site alto-médiéval, intégralement fouillé et assez complexe en raison de sa densité et de sa longue occupation :

L'occupation principale concerne les VIII^e-XI^e siècles, mais des occupations antérieures depuis l'âge du Bronze ont été étudiées. Environ 500 défunts ont été exhumés dans le cimetière contigu à l'habitat. Un cimetière contemporain (VIII^e-IX^e siècles) a été partiellement fouillé à Harnes (Nord), où quelques 250 corps ont été collectés. L'occupation rurale postérieure est moins documentée : une grange du XVI^e siècle a été étudiée à Rumigny (Somme).

Plusieurs fouilles ont concerné les villes médiévales : à Amiens, rue de Condé, Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais) et Maubeuge (Nord), La Clouterie, où un béguinage médiéval et moderne a été en partie étudié. À Saint-Quentin (Aisne) un vaste projet de rénovation urbaine (il porte sur près de 1,5 ha) au contact de la basilique, est à l'origine d'une fouille préventive pluriannuelle qui a permis de reconnaître une partie du cloître des chanoines, des bâtiments associés, ainsi que le palais comtal et la nécropole alto-médiévale sous-jacente.

L'archéologie des résidences élitaires médiévales et modernes est une thématique dynamique de la région, notamment programmée. La fouille du château de Boves (Somme) qui se poursuit depuis 1996, s'intéresse depuis quelques années à la basse-cour située au pied de la motte castrale. Grâce à une excellente conservation stratigraphique, cette fouille documente de façon remarquable les occupations initialement denses de cet espace (nombreux bâtiments sur poteaux des X^e et XI^e siècles) ainsi que les aménagements ultérieurs. Le célèbre château de Coucy-le-Château-Auffrique (Aisne) possède une grande basse-cour fortifiée où les nombreux édifices médiévaux ont été en partie arasés et remblayés à l'Époque moderne. La fouille programmée en cours porte sur une maison refuge des Prémontrés adossée à l'enceinte. Le château de Villers-Cotterêts (Aisne) fait l'objet d'un programme de réhabilitation très ambitieux qui a permis de découvrir les états médiévaux qui ont précédé la reconstruction sous François I^{er}, dans le cadre d'une opération préventive de grande ampleur qui s'est pratiquement achevée en 2022 (quelques compléments en 2023). La documentation réunie sur les états du château médiéval est remarquable.

Recherche archéologique en Île-de-France : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Stéphane DESCHAMPS

Conservateur régional de l'archéologie

	Île-de-France	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2288	
Diagnostics prescrits	197	600,69
Fouilles prescrites	45	43,31
Diagnostics réalisés	111	
Fouilles réalisées	29	
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	18	
PCR	11	
PT	4	
PI	12	
SD	2	
OPP	0	
Relevés art rupestre	1	

Comme nous l'avions évoqué en 2021, l'année 2022 fut également marquée par une forte activité liée, notamment, aux grands projets d'aménagement qui mobilisent la région capitale dans la perspective des jeux olympiques, qu'il s'agisse de projets directement liés aux Jeux olympiques, ou bien de projets connexes liés, par exemple, aux infrastructures de transport.

Le suivi des travaux de Notre-Dame de Paris s'est également poursuivi après l'achèvement de la phase de prélèvement des vestiges effondrés dans l'édifice : chaque aménagement présentant un impact au sol, même de faible ampleur (fondations pour l'installation d'une grue, poste électrique, réseau...), fait l'objet d'un accompagnement archéologique dans des conditions de calendrier extrêmement contraintes. En 2022, une phase importante des travaux a concerné la croisée du transept, en amont de l'aménagement de l'échafaudage nécessaire au remontage de la flèche. Cette opération, conduite par l'Inrap, a permis de mettre au jour un certain nombre d'éléments antérieurs au réaménagement du chœur à la suite du Vœu de Louis XIII (sarcophages en plomb...), et surtout un exceptionnel ensemble de blocs sculptés enfouis après le réaménagement du chœur et appartenant à l'ancien jubé du XIII^e siècle. Au total, 1036 éléments sculptés ont été mis au jour et prélevés, dont 746 présentent un décor polychrome. En raison du caractère exceptionnel de cette découverte, des mesures particulières ont été prises pour assurer la bonne conservation de ces éléments sculptés et, à la demande du SRA, un projet collectif de recherche sera proposé dès 2023 afin de conduire l'étude de cet ensemble.

Hasard du calendrier, l'archéologie préventive s'est également intéressée à une seconde flèche, celle de la basilique de Saint-Denis. En préalable au projet de reconstruction de la flèche nord, une fouille préventive a été engagée dès 2022, pour partie à l'extérieur de l'édifice et pour partie à l'intérieur dans la partie nord du massif occidental. Cette opération, qui se poursuivra en 2023, est conduite par un groupement associant les services archéologiques des collectivités (bureau du patrimoine archéologique de la Seine-Saint-Denis, unité d'archéologie de Saint-Denis) et l'Inrap. Plus de 200 sépultures ont ainsi été mises au jour, de

même qu'un certain nombre d'éléments qui suggèrent la présence d'une galerie funéraire dès la période mérovingienne.

D'une manière générale, l'archéologie préventive demeure assez constante avec une moyenne annuelle de 2 100 saisines, même si l'on note une augmentation des demandes volontaires de réalisation d'un diagnostic (en moyenne 38,5 % des dossiers). 197 diagnostics ont ainsi été prescrits, totalisant une surface de plus de 600 ha, et 45 fouilles préventives pour un total d'un peu plus de 43 ha, ce qui montre une légère augmentation par rapport aux deux années précédentes. 23 fouilles préventives ont été autorisées et engagées après examen préalable des offres des opérateurs, ce qui représente près de 32 ha soumis à une fouille préventive. On relèvera l'accentuation d'une tendance déjà perceptible en 2021, avec une forte présence de l'Inrap (69,5 % des marchés en 2022) et un rééquilibrage des marchés entre les services archéologiques de collectivités et les opérateurs privés (respectivement 13 % et 17,5 %).

Dans le domaine de la valorisation du patrimoine archéologique, la Drac Île-de-France poursuit son investissement dans le cadre du projet sur les derniers chasseurs-cueilleurs dans le sud de l'Île-de-France (Ormesson, Pincevent, Étiolles, Les Tarterêts, les abris gravés du massif de Fontainebleau, en lien avec le musée de Préhistoire de Nemours et le Musée d'archéologie nationale), avec une étude de faisabilité en cours pour l'aménagement et la valorisation de ces sites. Enfin, dans le domaine des données scientifiques de l'archéologie (biens archéologiques mobiliers et archives de fouilles) avec le soutien apporté par la Drac à plusieurs chantiers des collections (Ville de Paris, unité d'archéologie de Saint-Denis...) et plusieurs chantiers documentaires en cours. En revanche, la question du centre de conservation et d'études régional demeure dans l'impasse.

Diffusion et valorisation de la recherche

Comme nous l'avions déjà évoqué lors du bilan 2021, le service régional de l'archéologie d'Île-de-France a achevé la numérisation des rapports d'opérations antérieurs aux rapports numériques devenus systématiques au milieu des années 2000, ainsi que du précieux fichier de la direction des antiquités préhistoriques d'Île-de-France. Intégré dans l'instance francilienne de l'application Ishtar, ce dernier complète aujourd'hui cette base de données géoréférencées. Pour la mise en ligne des rapports d'opérations archéologiques, un travail est en cours en collaboration avec la Drac, service régional de l'archéologie de Bretagne, afin de développer un outil de recherche et de consultation commun.

Le travail de reprise du Bilan scientifique régional se poursuit également avec, en parallèle, une mise en ligne des notices sur le site internet Archéologie de la France – Informations (AdIFI). Enfin, après trois années d'interruption, nous avons également repris le rythme des journées archéologiques (JA) régionales d'Île-de-France, dont les dernières ont été organisées les 26 et 27 novembre 2021 au pôle universitaire départemental Léonard de Vinci à La Défense (92), puis les 2 et 3 décembre 2022 au Musée d'archéologie nationale – domaine de Saint-Germain-en-Laye. Après une première journée consacrée à l'actualité de la recherche, la seconde fut consacrée à *La recherche archéologique programmée en Île-de-France : où en est-on ?*

Bilan 2022 de la CTRA Centre-Nord

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Par Raphaël ANGEVIN
Membre de la CTRA

En 2022, 27 dossiers ont été examinés par la CTRA Centre-Nord au titre des périodes paléolithique et mésolithique. Ce décompte, un des plus faibles depuis dix ans, est sensiblement équivalent à ceux avancés en 2020 (25) et 2021 (27). Cette baisse, loin d'être conjoncturelle, accompagne donc un mouvement de fond qui voit la réduction progressive du nombre de dossiers relatifs à la Préhistoire ancienne, dans un contexte de recentrage des opérations programmées et de baisse significative des moyens accordés aux diagnostics d'archéologie préventive.

	ARCHEOLOGIE PROGRAMMEE						ARCHEOLOGIE PREVENTIVE		TOTAL
	FP	SD	PT	PCR	APP	AE	DIAG	RFO	
CENTRE VAL DE LOIRE	1			3			3		7
HAUTS-DE-FRANCE	2	1		1		1	1		6
ÎLE-DE-FRANCE	5			3	1		5		14
TOTAL	8	1	0	7	1	1	9	0	27

Typologie des opérations mises en œuvre en 2022, par régions.

De fait, les dossiers examinés se répartissent inégalement entre archéologie programmée (18) et préventive (9). Les fouilles (8) dominent nettement le premier champ d'intervention, ce qui est évidemment une excellente nouvelle. Pour nuancer ce constat, on rappellera que l'interrégion bénéficie de longue date des travaux conduits sur des gisements paléolithiques emblématiques (Caours, Ormesson, Étiolles, Pincevent) et que les opérations de prospection thématique et de sondages visant à détecter de nouveaux sites à fort potentiel demeurent, par contraste, anecdotiques ou totalement absentes. Sept PCR complètent toutefois ce panorama, signant la volonté des différents acteurs de valoriser les données déjà acquises, notamment en contexte préventif, et de faire porter l'effort sur les « délaissés » (chronologiques, géographiques, etc.) de cette recherche. Si cette dynamique doit être soutenue et amplifiée, elle doit également être supportée jusqu'au stade de la publication : or, en miroir, seules une APP (Ormesson) et une aide à l'édition (thèse) sont à rapporter en 2022, ce qui apparaît extrêmement faible et doit nous alerter – comme en 2020 et 2021 – sur les suites données à certaines opérations d'envergure qui se sont achevées au cours des précédentes mandatures.

Dans le domaine préventif, aucun rapport final d'opération (RFO) n'a été expertisé, ce qui semble marquer un pas, après plusieurs années consacrées à l'évaluation de rapports de fouilles réalisées avant 2016. On constate une nouvelle fois – et par comparaison avec les autres périodes – l'ampleur des délais nécessaires à la mise en place, à la conduite et à l'achèvement des opérations relatives à la Préhistoire ancienne, impliquant des décalages parfois importants entre l'analyse des diagnostics et celle des RFO. Par effet de balancier, neuf rapports de diagnostics ont été examinés en 2022 par la commission. Huit avis ont été suivis de prescriptions de fouille préventive et/ou de MCP ; un rapport, trop peu documenté (contexte trop rapidement présenté, problématiques relatives à la Préhistoire ancienne mal maîtrisées, absence des résultats d'analyses pourtant indispensables : géomorphologie, taphonomie, caractérisation techno-économique de l'industrie lithique), n'a pas permis en dernière instance

de se prononcer sur l'intérêt des vestiges mis au jour, ce qui soulève d'évidentes questions quant à la qualité de l'opération réalisée et le contrôle scientifique et technique dont elle a pu faire l'objet. Dans de nombreux cas, la réduction des délais d'intervention, combinée à une inadéquation des compétences aux contextes évalués, a bien souvent conduit à un défaut de caractérisation des indices d'occupation et, pour y répondre, à la tentation de recourir à des prescriptions de MCP pour assurer la conservation physique de vestiges mal datés et/ou mal cernés, par principe plus que par intérêt patrimonial.

Nous ne reviendrons pas sur ce point, déjà abordé dans les bilans quadriennaux 2017-2020 de la CTRA Centre-Nord et du CNRA. Dans cette même logique visant à réduire les incertitudes soulevées par des diagnostics mal exécutés, nous avons toutefois pu constater en 2022 une tendance dangereuse des services régionaux de l'archéologie à prendre en charge ces inconnues par l'intégration d'une évaluation complémentaire à des prescriptions de fouilles préventives plus vastes. Une telle démarche, sans doute louable dans ses intentions, ne constitue cependant qu'un pis-aller et se révèle *in fine* peu opérante : dans de nombreux cas, l'évaluation projetée reprend en effet les attendus d'un diagnostic classique et renvoie l'étude des vestiges détectés à une hypothétique tranche conditionnelle, souvent peu ou mal ajustée. Dans une interrégion marquée par un investissement notable dans la construction méthodologique de la discipline, un tel constat doit nous alerter sur la mise en œuvre de méthodes appropriées à la détection des indices paléo- et mésolithiques dans le cadre conventionnel des diagnostics. Bien plus, le caractère hétéroclite des approches envisagées, d'une région à l'autre, appelle un nécessaire retour sur expérience, en vue d'une meilleure harmonisation des pratiques.

	Axe 1 - PALEOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN ANCIEN	Axe 1 - PALEOLITHIQUE MOYEN RECENT	Axes 1 & 2 - PALEOLITHIQUE MOYEN RECENT/ PALEOLITHIQUE RECENT ANCIEN	Axes 1 & 3 - PALEOLITHIQUE MOYEN RECENT/ EXPRESSIONS GRAPHIQUES PREHISTORIQUES	Axe 2 - PALEOLITHIQUE RECENT ANCIEN	Axe 2 - PALEOLITHIQUE RECENT FINAL	Axes 2 & 4 - PALEOLITHIQUE RECENT FINAL/ MESOLITHISATION(S)	Axe 4 - MESOLITHISATION(S)	Axes 3 & 4 - MESOLITHISATION(S)// EXPRESSIONS GRAPHIQUES PREHISTORIQUES	Axes 1-4 - ÉCONOMIE DES MATIÈRES PREMIÈRES	Axes 1-4 — DIACHRONIE	TOTAL
CENTRE-VAL DE LOIRE		2		1		1	1	1		1		7
HAUTS-DE-FRANCE	1	1	1		2			1				6
ÎLE-DE-FRANCE		1	1		3	3		1	2	1	2	14
TOTAL	1	4	2	1	5	4	1	3	2	2	2	27

Classement des dossiers examinés en 2022 par régions, axes de la programmation nationale, champs chrono-culturels et/ou thématiques.

Synthèse chronologique et thématique

D'un point de vue chronologique, l'ensemble des grandes périodes sont représentées, depuis le Paléolithique ancien (site acheuléen de Wissant) jusqu'au Mésolithique. Si des disparités sont encore perceptibles d'une séquence à l'autre, on constate cependant un rééquilibrage

partiel de la recherche au profit des champs chrono-culturels jusque-là peu ou pas investis. Au cours de l'année 2022, ces grandes phases ont en outre été abordées dans le cadre d'opérations à large spectre visant l'acquisition de nouvelles données de terrain et la révision de collections anciennes (PCR *Palé'Hauts*). Suivant la tendance mise en lumière dans le cadre du bilan quadriennal 2017-2020, il apparaît toutefois que les périodes les mieux représentées sont, à part égale, le Paléolithique moyen récent (7 dossiers), le Paléolithique récent ancien (7 dossiers), le Paléolithique récent final (5 dossiers) et le Mésolithique (6 dossiers), sanctionnant au passage un équilibre géographique entre les différentes régions du ressort territorial de la CTRA. On notera également que les écarts relevés jusque-là dans le domaine préventif tendent à se résorber, puisque trois sites du Paléolithique moyen, deux sites du Paléolithique récent et trois sites mésolithiques ont finalement été expertisés à l'issue des diagnostics. Au sein de ce corpus – et cela constitue un fait notable –, on relèvera la découverte d'un site du Paléolithique récent ancien, contemporain du Dernier Maximum Glaciaire weichsélien (Poissy, Yvelines : technocomplexe à pièces d'Orville caractéristique de la transition Badegoulien/Magdalénien), preuve s'il en était besoin que la connaissance de ces gisements vient désormais structurer le paysage scientifique de l'interrégion, avec pour corollaire une meilleure capacité à les repérer et les caractériser.

On terminera cette synthèse sur une note non pas négative, mais lucide, en regrettant une nouvelle fois l'absence de véritables programmes de prospection-inventaire ou thématique portant, en tout ou partie, sur les périodes paléolithique ou mésolithique. Ce type d'opération, exigeant en temps et en investissement personnel, apparaît toutefois indispensable pour identifier et caractériser de nouveaux potentiels pouvant faire l'objet, à moyen terme, d'études plus poussées.

Forme éditoriale, contenu et qualité des rapports, recommandations

Sur le fond comme sur la forme, les rapports d'opérations programmées examinés sont de grande qualité et répondent, sans exception ou presque, aux attendus d'une présentation complète, documentée et argumentée des résultats des différentes interventions. Dans le cadre d'opérations au long cours se pose toutefois de manière prégnante le problème de la distinction entre rapport intermédiaire et rapport final d'opération triennale. Sur ce point, on rappellera que le rapport final doit livrer l'ensemble des résultats des études conduites durant les différentes campagnes de fouille et fournir une synthèse actualisée des connaissances sur le site. Or, dans de nombreux cas, cette dernière est réduite à la portion congrue et les résultats des analyses présentés au rythme des contributions des différents spécialistes, sans effort de récolement des données. D'importants efforts restent donc à consentir pour la suite. Il s'agit là d'un enjeu majeur qui pourrait à terme questionner les équipes de recherche sur le rythme même des opérations conduites et le niveau de leur investissement, à chaque étape. La mise en sommeil de tout ou partie des activités de terrain lors d'une dernière année de triennale (ou de quadriennale) pourrait ainsi se révéler salutaire en vue de la remise d'un RFO de plein exercice.

La situation apparaît plus contrastée pour ce qui concerne les diagnostics, les délais contraints et le faible investissement parfois accordé à la caractérisation des sites – notamment d'un point de vue taphonomique – rendant particulièrement délicates la compréhension des résultats et, par extension, l'appréciation de l'intérêt des vestiges. Dans ces conditions, il y a donc urgence à consolider les opérations relatives au Paléolithique et au Mésolithique, tant sur le terrain (mise en œuvre de méthodologies appropriées : tests de tamisage, géoréférencement systématique du mobilier et analyse de la géométrie des nappes de

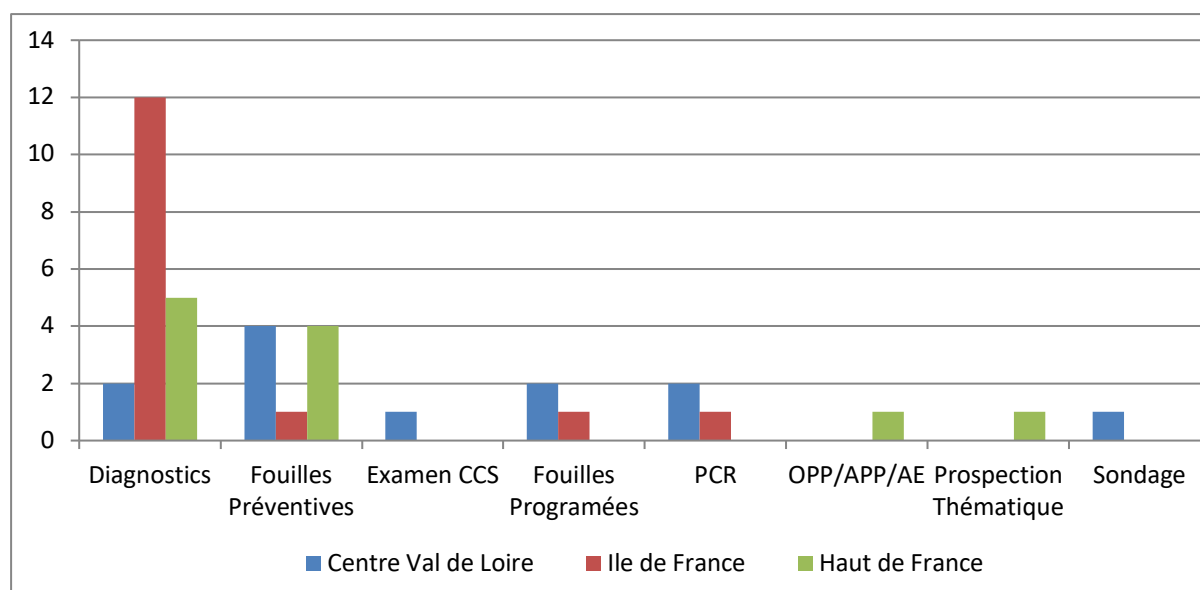
vestiges, restitution cohérente des observations géomorphologiques en fonction des configurations rencontrées, etc.) qu'en phase d'étude (analyse granulométrique de l'industrie par la réalisation de colonnes-tests de tamisage, examen approfondi des états de surface des mobiliers, réalisation de diagnostics technologiques fondés, non sur l'identification de marqueurs isolés, mais sur la description de tout ou partie de systèmes techniques cohérents, etc.), suivant un protocole reconnu et accepté par tous. Ce n'est qu'au prix du réajustement méthodologique de ces opérations et de leur dotation spécifique (en j/h, moyens mécaniques et compétences *ad hoc*) que les évaluations conduites pourront être pleinement adaptées aux attendus des prescriptions et gagner en qualité.

NÉOLITHIQUE

Par Christophe GILBERT
Membre de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

Quarante-trois dossiers ont concerné la période néolithique, pour 40 avis spécifiques rendus lors des CTRA tenues en 2022, soit une augmentation des dossiers examinés significative, notamment en Île-de-France, par rapport aux années précédentes. Toutes ces opérations s'intègrent dans l'axe 4 de la programmation nationale : Mésolithisations, néolithisations, chalcolithisations.



Répartition des dossiers par types et par régions.

Au sein des dossiers spécifiquement examinés pour le Néolithique, l'on retrouve pour l'archéologie programmée 10 dossiers avec 4 opérations de fouille dont les programmes sont en cours soit sous forme de pluri-annuelle (pour 3 d'entre elles) soit sous la forme d'une opération annuelle en année probatoire pour la quatrième. Enfin, on notera la réalisation d'un sondage et d'une prospection thématique et sondage sur une enceinte à Fresnicourt dans les Hauts-de-France. Les thématiques et les chronologies abordées par ces opérations programmées sont diverses allant de l'habitat à Jablines (IdF) au site d'extraction et de production spécialisée de hache à l'Isle (CVdL).

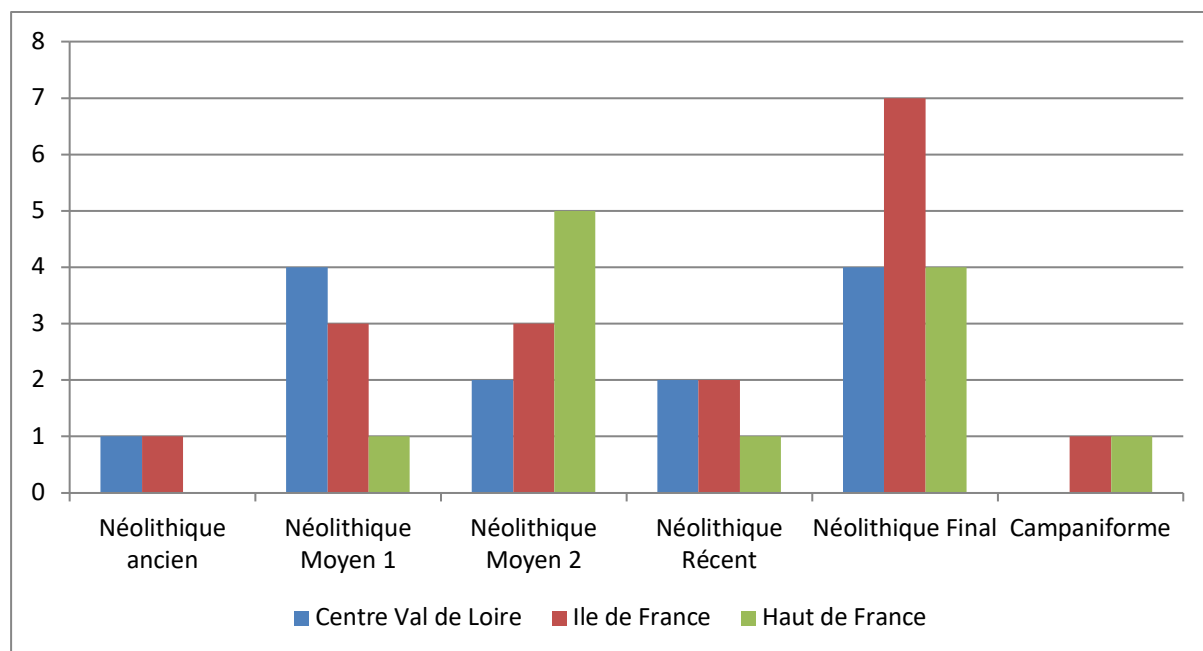
Le nombre de PCR reste logiquement stable avec 4 opérations pluri-annuelles. Seuls trois ont rendu un rapport d'activité, le quatrième, sur les silicrètes cénozoïques du Bassin parisien, ayant demandé un report de rendu en année n+1 pour son rapport de synthèse de triennale.

À noter qu'une demande d'aide l'édition a été examinée. Elle concerne la publication du site du Néolithique moyen du Mont-Hubert à Escalles (Pas-de-Calais) dans un supplément de la SPF qui a fait l'objet d'un avis très favorable au regard de la très grande qualité de l'ouvrage examiné. En effet, cette publication est au cœur des enjeux majeurs de la recherche, tant sur le plan de la définition des entités culturelles de la période qu'en ce qui concerne la, ou plutôt les, « fonctions » des enceintes et leur signification dans le contexte socio-culturel contemporain. Tout ceci dans un secteur très peu documenté, stratégique pour la dernière colonisation néolithique de l'Europe, avec à l'appui une richesse tout à fait exceptionnelle et des aspects inédits concernant les données matérielles.

Pour l'archéologie préventive, 19 opérations de diagnostic et 10 rapports de fouilles ont été examinés. Les diagnostics examinés sont, pour 14 d'entre eux, le fait de l'Inrap et 5 le fait de collectivités assez également réparties entre les trois régions. Le nombre de dossiers est donc en forte hausse par rapport à l'exercice précédent, pour ce type d'opération, avec, logiquement, une augmentation importante du nombre d'hectares investigués.

Par rapport aux années précédentes, la répartition des opérations de fouille évolue avec une majorité d'opérations réalisées par les collectivités territoriales avec 5 RFO rendus et 3 opérations pour l'Inrap et 2 pour les opérateurs privés (Éveha et Archéodunum).

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées



Répartition des dossiers par périodes chronologiques et par régions.

Si l'on regarde la répartition des fouilles par grandes périodes chrono-culturelles et par typologie de site, sur les 10 opérations de fouilles dont le RFO a été examiné et ayant livré des vestiges d'occupation néolithique au sens large, ce sont les occupations à caractère domestique *latu sensu* et notamment les habitats de la première moitié du Néolithique (fin du Néolithique ancien et Néolithique moyen 1) qui sont très majoritaires. Ce constat est également valable pour les découvertes en diagnostic et s'applique davantage à l'Île-de-

France et au Centre-Val de Loire qu'à la région des Hauts-de-France qui reste la région qui livre le plus de découvertes de la fin du Néolithique dans l'interrégion. À noter cependant, une hausse des découvertes de cette dernière partie de la période en Île-de-France. Enfin, on signalera la mise au jour d'une probable sépulture du Campaniforme dans les Hauts-de-France à Pécquencourt et d'une possible nécropole du Néolithique moyen à Loches en Centre-Val de Loire. Des vestiges qui viennent documenter un fait funéraire toujours aussi rarement mis en évidence : le classement des dossiers par thématiques abordées (habitat funéraire, site d'activités spécialisées...) montre toujours un déséquilibre très marqué toutes périodes confondues en faveur de l'habitat, le funéraire étant très peu représenté et uniquement sous la forme de sépultures isolées présentes au cœur de l'habitat et déconnectées de toute autre occupation contemporaine.

À noter que dans la continuité des années précédentes, les problématiques diachroniques et relatives à l'acquisition et la circulation des matières premières, et par extension d'objets particuliers, constituent également toujours, notamment pour la fin du Néolithique, un axe important de la recherche dans cette CTRA. Elles sont au cœur de plusieurs opérations de PCR dynamiques comme les deux PCR *Lithothèque en Centre-Val de Loire et en Île-de-France* ou encore le PCR *Val-d'Oise* qui s'empare aussi fortement de cette problématique, mais aussi de l'opération de reprise des recherches sur le site de Jablines et ses liens avec la minière proche en rapport avec le PCR *Silex cenéozoïques de l'Île-de-France*.

Réflexions méthodologiques

On insistera cette année sur une problématique particulière, celle de la caractérisation en diagnostic des sites « à niveaux ou nappes de mobilier » qui a posé à plusieurs reprises des difficultés dans plusieurs diagnostics en Île-de-France et dans les Hauts-de-France.

Si la nécessité de mieux questionner les approches géomorphologiques et paléo-environnementales en regard des problématiques archéologiques et taphonomiques des occupations reste un préalable à améliorer, ce n'est pas le seul problème. En effet, plusieurs opérations n'ont pas permis, pour des raisons liées à un manque de moyens consacrés à cette question ou à une méthodologie inadaptée et trop minimaliste, d'appréhender suffisamment les couches archéologiques contenant un mobilier abondant. Ce type de configuration nécessite des moyens et des méthodes particulières souvent croisées entre traitement manuel (test), approche stratigraphique et spatiale précise et contextualisation taphonomique des vestiges par l'analyse morpho-sédimentaire et géomorphologique *a minima* des niveaux à mobilier. Sur plusieurs opérations, les responsables d'opération n'ont pas pu et/ou pas su mettre en œuvre ces protocoles minimum et la nature des sites n'a été que très partiellement appréhendée voire mal comprise.

D'autres exemples ont à l'inverse démontré que, lorsque l'approche archéologique globale est la bonne, ce type de site est caractérisable, ce qui permet la mise en œuvre d'opérations de fouille à fort potentiel heuristique. Il est donc nécessaire de mobiliser les compétences scientifiques adaptées à l'analyse de ce type de contexte et de mettre en œuvre les moyens adéquats pour la réalisation de ces diagnostics complexes. Un effort reste donc à faire sur le montage des opérations de diagnostic sous peine, dans le meilleur des cas, de mettre en place des prescriptions de fouille inadaptées ou à l'inverse de laisser passer des ensembles remarquables, notamment pour des phases du Néolithique où les formes de l'habitat sont encore mal documentées car souvent moins structurées *a priori* sur le terrain.

Forme éditoriale et qualité des rapports et des études

Les constats réalisés précédemment restent pour la plupart d'actualité. Les rapports de diagnostic ou de fouille préventive sont de qualité très inégale, mais, majoritairement, le travail sur le terrain dont ils rendent compte comme l'analyse des données est satisfaisante. On peut souligner une qualité particulièrement perceptible dans les analyses de mobilier très majoritairement de bon niveau, que cela soit pour les diagnostics comme pour les fouilles. C'est essentiellement la contextualisation et la mise en perspective des données qui peut parfois poser problème.

Si les rapports de diagnostic sont globalement corrects, plus de la moitié ont néanmoins fait l'objet de remarques sur des insuffisances dans le travail sur le terrain ou dans la description des vestiges et l'analyse des données de terrain. D'autres encore, plus d'un quart cette année (soit 5 rapports sur 19), ont été reçus avec réserves, ou ont fait l'objet d'un avis négatif du rapporteur car ils ne remplissaient pas ou trop partiellement leurs objectifs et rendaient la décision post-diagnostic très complexe.

Pour les fouilles, qu'elles soient préventives ou programmées, elles sont satisfaisantes avec quelques-unes d'un très bon niveau. Toutes ces opérations ont d'ailleurs fait l'objet d'un avis favorable, et pour la plupart d'un encouragement à la publication de leurs résultats sous la forme d'articles ou de monographies.

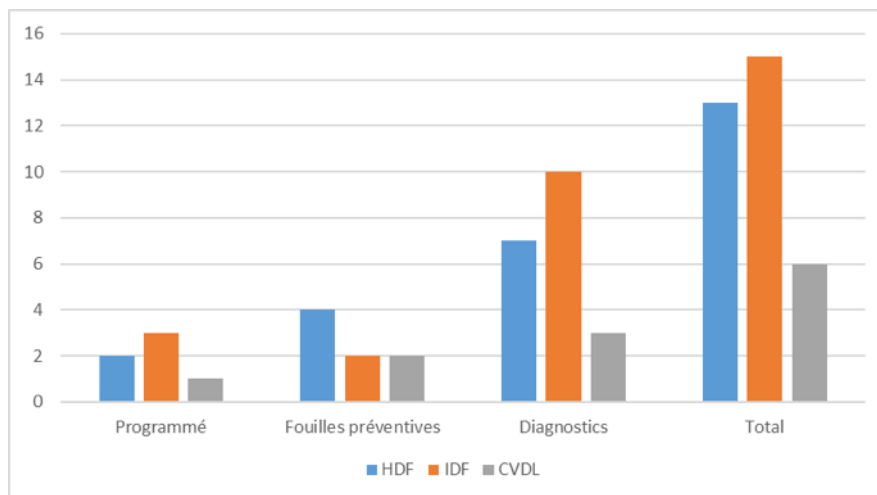
ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER

Par Thibault LACHENAL

Membre de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

En 2022, 34 dossiers ont été examinés pour la Protohistoire ancienne (âge du Bronze et premier âge du Fer), lesquels se répartissent inégalement entre les différentes régions concernées, avec 15 avis concernant l'Île-de-France, 13 pour les Hauts-de-France et 6 en Centre-Val de Loire (fig. 1 et 5). Il s'agit dans la majorité des cas de travaux d'archéologie préventive, avec 20 diagnostics et 8 fouilles. Ces travaux ont été menés en majorité par l'Inrap (14 diagnostics et 4 fouilles), secondairement par des collectivités territoriales (5 diagnostics) et par l'opérateur privé Éveha (2 fouilles). Cela correspond à plus de 148 ha diagnostiqués pour un peu plus de 11 ha fouillés.



Répartition des types de dossier par région.

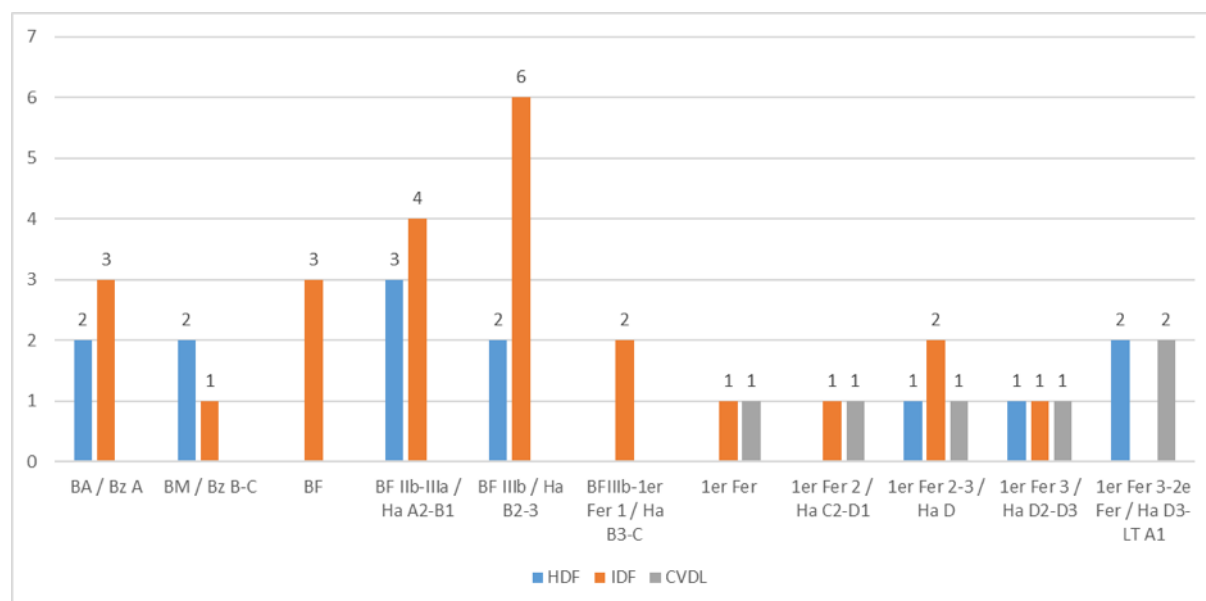
Concernant la répartition des types de dossiers entre les régions, il faut noter que la plus grande partie de l'activité préventive (12 dossiers) s'est tenue en Île-de-France. La situation est inverse à celle de 2021 et c'est cette année en Centre-Val de Loire que l'activité préventive a été la moins importante, avec 3 diagnostics et 2 fouilles. Enfin, elle est en légère augmentation dans les Hauts-de-France, avec 4 fouilles préventives et 7 diagnostics.

L'archéologie programmée est concernée par 6 dossiers, dont 4 PCR et 1 prospection thématique. La seule fouille programmée concernée (Larchant, Grotte à la Peinture, Seine-et-Marne), intéresse prioritairement le Mésolithique. L'absence de fouille sur la protohistoire ancienne reposant sur une programmation pluriannuelle reste donc toujours aussi regrettable dans l'interrégion, en dépit de la présence de plusieurs pôles universitaires. Il convient d'ajouter à ces dossiers ceux qui ont été examinés par d'autres experts dans le cadre de programmes diachroniques ou de fouilles documentant d'autres périodes, soit pour l'âge du Bronze : 2 PCR, 1 fouille programmée, 2 diagnostics et 1 fouille préventive.

Principaux résultats obtenus et problématiques abordées

Chronologie

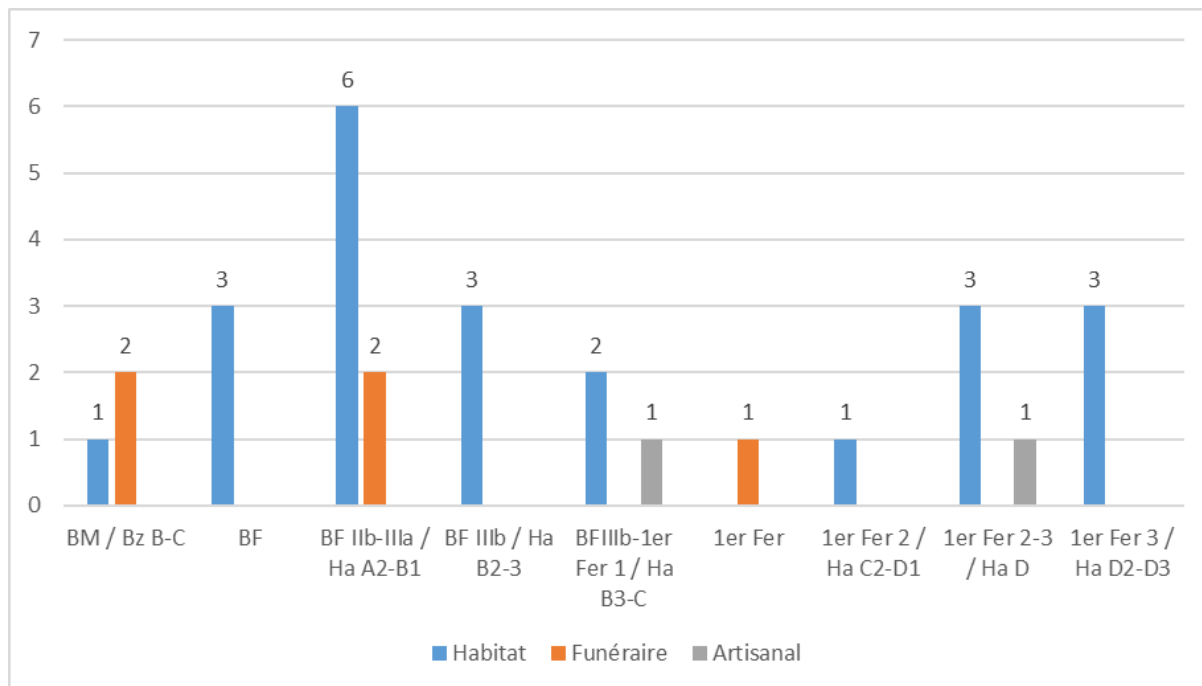
La répartition des sites par période chronologique fait cette année encore la part belle à l'âge du Bronze, avec 25 opérations ou programmes s'y rapportant, contre 15 pour le premier âge du Fer ou la transition avec le second. L'âge du Bronze n'est toutefois concerné par aucun dossier provenant de la région Centre-Val de Loire.



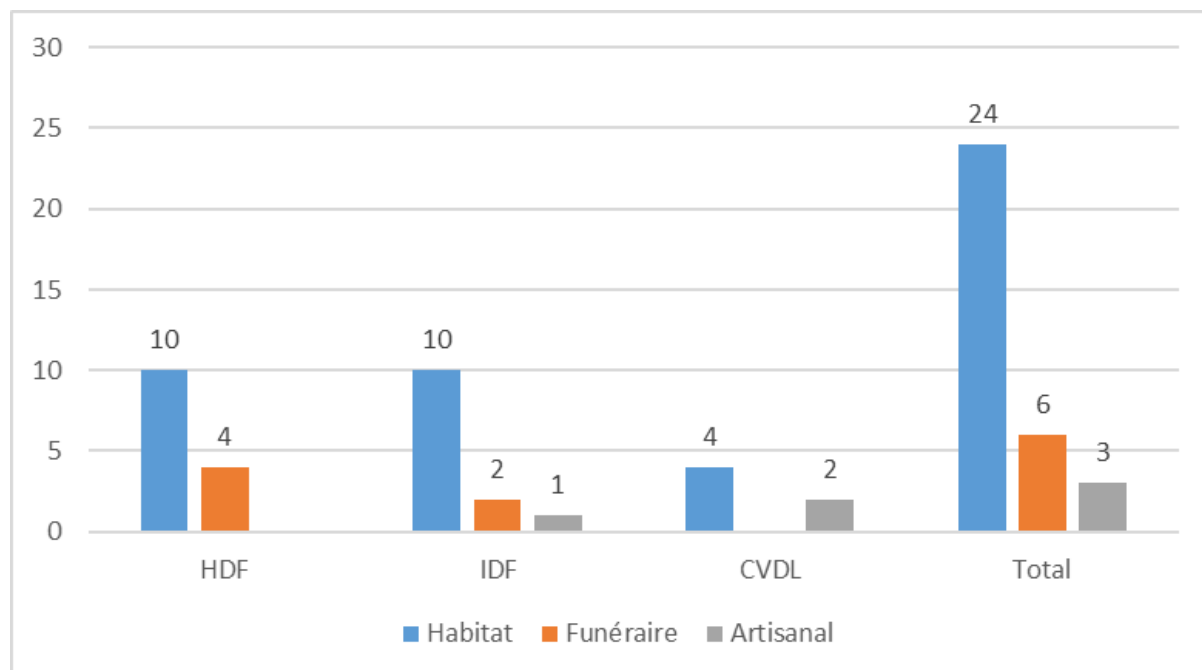
Répartition chronologique des dossiers par région.

Pour les sites les plus anciens, une datation générique au Bronze ancien (5 cas) ou au Bronze moyen (3 sites) est notable. Ces attributions sont souvent obtenues par le radiocarbone, lequel permet rarement d'être plus précis. Les données sont toujours aussi indigentes pour les débuts du Bronze final. En revanche, son étape moyenne, ou Bronze final IIb-IIIa (Ha A2-B1), s'illustre particulièrement bien cette année avec 7 sites. C'est le cas également pour le Bronze final IIIb (Ha B2-3) qui concerne 8 dossiers. Deux contextes doivent également être mentionnés qui n'ont pu être datés avec précision de l'extrême fin de l'âge du Bronze ou des tous premiers temps de l'âge du Fer (Ha B3-C). Bien souvent, la pérennité des formes céramiques encourage les spécialistes à privilégier des datations couvrant deux phases, notamment pour la fin du premier âge du Fer et le début du second (Hallstatt D3-La Tène A1).

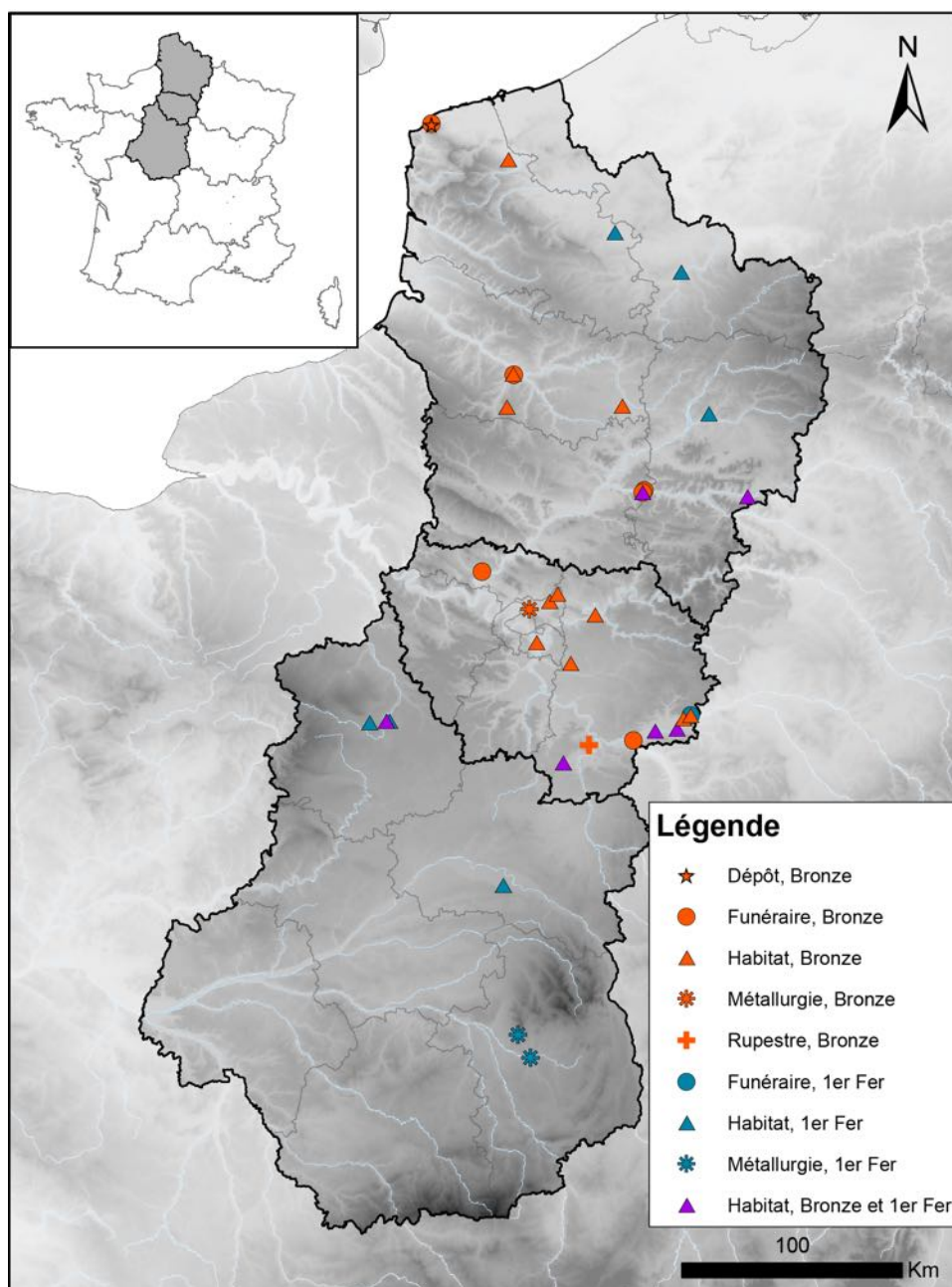
La majorité des occupations mises en évidence par la fouille ou intéressant un programme spécifique sont de nature domestique, avec 24 dossiers concernant l'habitat, contre 6 ayant pour objet le monde des morts. Cette répartition n'est pas équivalente entre les régions, puisque les découvertes concernant le funéraire ne sont présentes que dans la partie nord du territoire, dans les Hauts-de-France et l'Île-de-France. Il s'agit par ailleurs surtout de sites de l'âge du Bronze, avec 7 occurrences, contre une seulement datant du premier âge du Fer. À l'inverse, les opérations documentant des activités artisanales concernent surtout le début de l'âge du Fer, en Centre-Val de Loire et en Île-de-France.



Répartition thématique et chronologique des dossiers.



Répartition thématique des dossiers par région.



Carte de répartition des dossiers examinés en 2022.

Sépultures, nécropoles et pratiques funéraires

La majorité des sites funéraires identifiés se matérialisent par des enclos circulaires. Pour les périodes les plus anciennes, ils peuvent accueillir des inhumations en leur centre, comme au Bronze ancien à Bitry, La Petite Ecluse, Le Poirier Rouge (Oise) et au Bronze moyen à Amiens, Zac Intercampus (Somme). Sur ces mêmes sites, des fosses à résidus de combustion contenant peu d'os associés à des restes du bûcher ont été découverts à proximité des enclos. À Amiens, des sépultures à crémation en urne étaient également présentes au centre de la structure. Une autre fosse, à proximité, contient une inhumation et deux autres incinérations en urne. L'étude de grande qualité menée sur ce site éclaire le fonctionnement et la variabilité des pratiques funéraires au Bronze moyen, à un moment où inhumation et crémation se côtoient encore, avant que la seconde ne prenne le dessus sur la première. Une crémation en urne associée à seize fosses à résidus de combustion se retrouve aussi à Bitry, Le Bord du

Ru où les datations s'échelonnent entre le XIV^e et le IX^e siècle av. J.-C. Comme à Amiens, ces tombes se trouvent non loin d'un habitat contemporain.

Signalons cette année encore, qu'en l'absence de tombes directement associées, la nature funéraire des enclos circulaires n'est pas toujours avérée. C'est également le cas des *Langgräben*, comme ceux identifiés à Presles-et-Boves, Les Bois Plantés (Aisne).

La fouille d'un enclos double à Osny, Zac Multi-sites de La Demi-Lieue, a mis en application, pour la première fois en Île-de-France, la méthodologie de fouille élaborée dans le Douaisis. Celle-ci permet d'observer, à l'aide de tranchées longitudinales, la trace d'aménagements inscrite dans l'évolution pédologique des loess sous-jacents. Elle confirme ici la présence de levées de terre entre les fossés et suggère la présence d'une fosse, éventuellement sépulcrale.

Pour ce qui concerne l'archéologie programmée, la thématique funéraire est aussi toujours traitée dans le cadre de la prospection thématique *Autour d'un dépôt de l'âge du Bronze à Escalles* (E. Leroy-Langelin, dir.) qui a notamment permis de repérer plusieurs tumuli à proximité d'un exceptionnel dépôt de haches du Bronze ancien. En 2021, la réalisation de prospections géophysique a confirmé la présence de ces monuments munis d'un enclos.

Le monde des morts est aussi au cœur du PCR *Bronz'Pal* (R. Peake, dir.), qui propose une approche novatrice visant à étudier la mobilité et la paléoolimentation des populations de l'âge du Bronze par la réalisation d'analyses isotopiques et radiogéniques sur des sépultures de la vallée de la haute Seine.

Les occupations domestiques

Comme remarqué lors des précédents bilans, les habitats de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer se caractérisent par des occupations peu denses, à maille lâche, mais pouvant être étendues en surface. Il en découle une difficulté à détecter ces sites, puis à les caractériser et à en étudier l'organisation interne, du fait d'un phasage délicat. L'interrégion est toutefois toujours attentive à leur prescription sur des surfaces pertinentes. Les sites les plus anciens sont toujours difficiles à caractériser et se signalent le plus souvent par des structures isolées ou des épandages de mobilier. Les occupations du Bronze final et du premier âge du Fer adoptent le plus souvent des structurations similaires. Elles sont matérialisées par des fosses de stockage alimentaire (silos, caves-silos) et la nature domestique des établissements est souvent déduite de la nature des rejets identifiés dans les dépotoirs. Des fosses polylobées signalent l'extraction de terre à bâtir tandis que des structures de calage de poteau montrent la présence de bâtiments. Si les plans sont trop souvent illisibles, quelques greniers surélevés peuvent être identifiés. Un habitat à plan circulaire de l'étape moyenne du Bronze final doit aussi être signalées à Bitry, Le Bord du Ru, dans l'Oise. Il montre l'extension orientale de ce type d'architecture caractéristique de l'espace atlantique (îles britanniques, nord-ouest de la France, Belgique).

Bien que la majorité des habitats soient ouverts, quelques découvertes pourraient indiquer la présence de sites plus structurés, avec un système de délimitation de l'espace. Il s'agit notamment de la fouille menée à Aulnay-sous-Bois, rue Utrillo/rue Alessandro Botticelli/Boulevard Marc Chagall, où un petit habitat des IX^e ou VIII^e siècle av. J.-C., semble limité au sud par une palissade sur poteaux. À Chartres, Plateau Nord-Est (Eure-et-Loire), une occupation de la fin du premier âge du Fer ou du début du second semble pareillement limitée au sud par un fossé. De même, à Beaurieux, Les Grèves (Aisne), un diagnostic a intéressé un

enclos palissadé à porche déjà partiellement fouillé par C. Haselgrove dans les années 1980 et attribué au Hallstatt D.

Enfin, signalons que la thématique de l'habitat de la protohistoire ancienne bénéficie toujours d'un dynamisme important dans les Hauts-de-France, grâce à la pérennité du PCR *HABATA* qui lui est dédiée (E. Leroy-Langelin, dir.).

Artisanat

La question de l'artisanat spécialisé est toujours au cœur des prospections thématiques concernant les ateliers de réduction du minerai de fer protohistoriques de la région d'Allogny (N. Dieudonné-Glad, dir.). La campagne 2022 a ainsi permis d'identifier à Saint-Eloy-de-Gy (Cher) des scories pouvant correspondre à un site de production sidérurgique ayant alimenté Bourges/*Avaricum* au premier âge du Fer. Ce programme fait écho à la fouille menée 12 rue Béthune-Charost qui a intéressé un quartier artisanal du site princier, matérialisé par des fosses ateliers liées au travail du fer, mais aussi à l'artisanat de la céramique et du lignite.

Enfin, il faut signaler un projet de fouille directe concernant une parcelle voisine d'un exceptionnel atelier de production d'objets en alliage cuivreux du Bronze final à Aubervilliers, rue de Saint-Denis.

Pratiques symboliques

Les domaines symboliques et spirituels enfin, par le biais de l'art rupestre, sont au cœur du PCR consacré aux gravures protohistoriques de la forêt de Fontainebleau (D. Simonin, dir.). Cet ensemble exceptionnel attribué au Bronze final IIIb permet pour la première fois d'approcher les systèmes de croyance des sociétés de la fin de l'âge du Bronze, dans lesquelles la mythologie celtique pourrait trouver ses racines. Notons qu'une fouille programmée est menée à proximité à Larchant, Grotte à la Peinture. Si elle a livré des occupations protohistoriques, celles-ci ne sont toutefois pas contemporaines des ensembles gravés.

Forme éditoriale, valorisation scientifique et qualité des rapports

Les dossiers examinés sont comme en 2021 de qualité inégale dans leur présentation (en particulier pour les photographies), mais restent majoritairement de bonne tenue et rendent compte, dans le cas du préventif, d'opérations bien menées sur le terrain comme en phase d'étude. Les données sont le plus souvent bien remises en contexte. Les études spécialisées, généralement de bonne à très bonne qualité, sont toujours inégalement intégrées dans l'analyse du site, alors que cet aspect est primordial.

Les PCR se distinguent par une importante activité de valorisation scientifique, avec de nombreux articles déjà parus et des participations à des colloques. La plupart des RFO examinés méritent d'être publiés en intégrant des synthèses territoriales ou en faisant l'objet d'articles monographiques. Deux fouilles de structures funéraires se détachent du lot pour leur intérêt scientifique et leurs apports méthodologiques : Amiens, Zac Intercampus et Osny, Zac Multi-sites de La Demi-Lieue.

Difficultés rencontrées et recommandations

Comme l'an dernier, il est constaté que certains manquements signalés lors des bilans précédents (espacement des tranchées ou problèmes d'illustrations par exemple) n'affectaient pas les rapports examinés en 2022, signe d'une amélioration de certaines pratiques sur le terrain comme en phase de rédaction. En revanche, comme dit par le passé, il apparaît que

des améliorations doivent être faites dans l'utilisation des datations par le radiocarbone, qui mériteraient parfois d'être mobilisées dès la phase de diagnostic.

Parmi les lacunes aisément identifiables à l'échelle de l'interrégion, le manque de fouilles programmées sur des sites de l'âge du Bronze ou du premier âge du Fer doit à nouveau être souligné. Il serait souhaitable que ces périodes soient plus investies par la recherche de terrain, notamment pour des types d'occupations peu intéressés par l'archéologie préventive, comme les habitats de hauteur.

Concernant le préventif, on observe toujours une certaine dichotomie entre le nord et la partie sud de l'interrégion. Même si cela est moins marqué qu'en 2021, il y a plus de sites funéraires et de site de l'âge du Bronze dans la moitié nord, tandis qu'en Centre-Val de Loire, ce sont surtout des occupations domestiques du premier âge du Fer qui sont découvertes.

SECOND ÂGE DU FER

Par Jenny KAURIN
Membre de la CTRA

Trente-neuf² dossiers ont été donnés à examiner au rapporteur plus spécifiquement en charge du second âge du Fer. Ces dossiers se signalent par une répartition inégale, que l'on considère leur nature ou la région à laquelle ils se rapportent. Ainsi, le nombre de rapports de diagnostic et de cahiers des charges est en forte hausse par rapport à l'année précédente (26 contre 17 en 2021). Cette augmentation est portée par la région Centre-Val de Loire. Le nombre de rapports finaux d'opération de fouille préventive examinés est en forte baisse (7 contre 24 en 2021), contrecoup de la fin du plan de résorption de rapports en retard engagé par les Hauts-de-France. S'agissant des dossiers d'archéologie programmée (fouilles, PCR, prospections et opérations de préparation de publication), seule la région Centre-Val de Loire a reçu des dossiers portant sur des problématiques ou des sites relatifs au second âge du Fer. Ce constat, déjà émis en 2021, apparaît fortement préjudiciable au vu de la qualité de la documentation disponible dans les Hauts-de-France et en Île-de-France et des problématiques qui pourraient être mises en œuvre. De plus, cela suggère que les recommandations de la commission en termes de publication ne suscitent pas la mise en œuvre de projets faisant l'objet d'une demande auprès des services régionaux de l'archéologie.

	Diagnostics	RFO	Programmé	Totaux
HDF	6	4	0	10
CVL	14	1	6	21
IDF	6	2	0	8
Totaux	26	7	6	39

Répartition des dossiers examinés par le rapporteur en charge du second âge du Fer en 2022.

Les 26 diagnostics examinés couvrent une surface totale de plus de 297 ha (soit une vingtaine d'hectares en moins qu'en 2021 alors pour 17 opérations), contre près de 30 ha pour les fouilles. Si la surface cumulée des opérations de fouille préventive est en baisse par rapport à 2021 (42 ha), ce constat doit être relativisé compte tenu du nombre d'opérations considéré (7 en 2022, 24 en 2023). Cela traduit l'augmentation de la surface des emprises soumises à prescription de fouille : le nombre important de dossiers en 2021 concernait des dossiers anciens aux emprises restreintes, souvent inadaptées à la bonne appréhension des occupations ouvertes des âges des Métaux. Depuis plusieurs années, conformément aux

² Tous les décomptes sont issus du tableau de suivi réalisé par Murielle Leroy.

recommandations de la commission, les emprises envisagent de larges décapages à même de mieux cerner ces occupations.

Si l'on examine la répartition de ces dossiers par grande thématique (habitat, funéraire, lieux de culte), on note d'abord, comme à l'accoutumée, une écrasante majorité d'habitats, au détriment des ensembles funéraires et, surtout des lieux de culte. Ce déséquilibre prévaut en archéologie préventive, tout comme dans la recherche programmée.

	Habitat	Funéraire	Lieu de culte	Autre
Transition 1 ^{er} -2 ^e âge du Fer	2	0	0	0
2 ^e âge du Fer	7	1	0	2
Totaux	9	1	0	2

Répartition des RFO examinés par le rapporteur en charge du second âge du Fer en 2022 par grande thématique (à raison d'une occurrence par site quand plusieurs sont avérés et par phase d'occupation avec hiatus avéré).

Parmi les habitats, les établissements ruraux des III^e-I^{er} siècles av. J.-C. (La Tène C2-D) inscrits dans des systèmes d'enclos et/ou dans des parcellaires matérialisés par des fossés sont largement majoritaires. Au vu du nombre de sites documentés et dans l'attente de travaux de synthèses, plusieurs enjeux peuvent être aujourd'hui identifiés. Il s'agit d'abord de systématiser la fouille exhaustive des enclos *a minima* dans les secteurs où d'autres types de structures sont attestés (bâtiments, silos, etc.) pour recueillir le maximum de rejets permettant de caractériser le faciès de consommation et de production des établissements. Dans les secteurs les mieux documentés, il s'agit ensuite de privilégier les recherches sur les sites bénéficiant d'un bon état de conservation en ne se limitant pas aux seules zones définies par les enclos mais en élargissant les décapages à leurs abords.

	Habitat	Funéraire	Lieu de culte	Autre
1 ^{er} âge du Fer	1	0	0	0
Transition 1 ^{er} -2 ^e âge du Fer	4	1	0	0
2 ^e âge du Fer	16	3	0	2
Totaux	21	4	0	2

Répartition des diagnostics examinés par le rapporteur en charge du second âge du Fer en 2022 par grande thématique (à raison d'une occurrence par site quand plusieurs sont avérés et par phase d'occupation avec hiatus avéré).

En revanche, les habitats ouverts à l'organisation beaucoup plus lâche caractéristique des V^e-III^e siècles av. J.-C. (de la fin du Hallstatt D au début de La Tène C) restent toujours aussi difficiles à détecter en diagnostic ainsi qu'à prescrire et à analyser en fouille. De fait, leur appréhension nécessite de grands décapages pour dépasser une appréhension limitée aux concentrations de structures considérées comme les plus significatives (par exemple : les zones d'ensilage) et qui n'offrent qu'une vision tronquée de ces occupations.

Si, à l'instar de ce qui est observé à l'échelle nationale, la genèse du phénomène urbain reste délicate à appréhender, il faut souligner que l'interrégion offre plusieurs cas d'étude particulièrement intéressants qui ont donné lieu à des opérations (préventive ou programmée) significatives : contributions à la compréhension des *oppida* de Châteaumeillant (Centre-Val de Loire, fouille programmée en cours de publication), Amboise (Centre-Val de Loire) et Chartres (Centre-Val de Loire) ainsi que des agglomérations ouvertes d'Ymonville (Centre-Val de Loire) et de Levroux (Centre-Val de Loire).

Les ensembles funéraires et les lieux de culte restent les parents pauvres de la recherche sur le second âge du Fer. On attirera l'attention sur les résultats apportés par la fouille de la nécropole gauloise de Bonneuil-en-France, découverte inopinément lors du décapage d'une vaste occupation médiévale objet de la prescription. À défaut de lieux de culte, les travaux conduits sur l'établissement rural de haut statut de Batilly-en-Gâtinais ont livré les témoignages de pratiques rituelles significatives en lien avec cet habitat de la fin de La Tène (dépôts, inhumations en position assise).

Concernant les dossiers d'archéologie préventive, la majeure partie des dossiers rendent compte d'opérations généralement bien menées tant sur le terrain qu'en phase étude, se caractérisant par des rapports de bonne qualité formelle.

Néanmoins, les mêmes pistes d'amélioration que celles suggérées en 2021 peuvent être proposées. Considérant les diagnostics, il s'agit d'abord de veiller à la réalisation de tests de fouille sur un échantillonnage représentatif des structures identifiées, permettant de disposer d'éléments de caractérisation (état de conservation, chronologie, nature) pour la bonne évaluation du gisement. Il convient ensuite que des moyens suffisants soient mobilisés pour permettre la réalisation des études de mobilier et le cas échéant de mesures radiocarbones.

Considérant les fouilles, les études de mobiliers ne doivent pas se limiter à une compilation rejetée dans une section dédiée du rapport. Leurs apports doivent être pleinement intégrés à la présentation des résultats et faire l'objet d'illustrations adaptées (planches synoptiques, tableaux de synthèse, cartes de répartition, etc.). Cela suppose évidemment que des moyens adaptés aient été prévus en amont (incluant le traitement des prélèvements et du mobilier métallique). Un autre enjeu repose sur le nécessaire équilibre à trouver entre surinterprétation des données et analyse limitée aux seules structures datées précisément. De fait, une analyse spatiale intégrant d'autres critères (métriques des trous de poteaux, modules de bâtiment, etc.) peut permettre de formuler des hypothèses limitant le nombre de structures restant sans quoi totalement inexploitées.

Quelle que soit la nature des opérations, on attirera l'attention sur la nécessité de produire une documentation graphique adaptée, proposant des plans à échelle lisible (plans généraux dont au moins un plan matérialisant l'intégralité des structures mises au jour avec leur numéro ; plans de secteurs, vignettes de localisation dans les cas d'opérations portant sur de grandes surfaces) réalisés à l'aide d'une charte graphique claire. Il convient également d'être vigilant sur l'usage de la photographie, qui ne peut se substituer aux dessins conventionnels présentant les mobiliers (hors vaisselle en céramique qui ne souffre pas de ce problème) sous différentes vues, avec les sections attendues et, si nécessaire, les restitutions utiles à leur compréhension.

ANTIQUITÉ

Par Nadine DIEUDONNÉ-GLAD, Michiel GAZENBEEK et Gaétan LE CLOIREC
Membres de la CTRA

Les chiffres donnés correspondent aux dossiers contenant des découvertes datées de l'Antiquité. Certains de ces dossiers ont pu concerner plusieurs périodes et apparaîtront donc plusieurs fois, une fois dans le bilan de chaque période. Les sites expertisés pour l'Antiquité en 2022 sont au nombre de 99.

Bilan urbain antique (Gaétan Le Cloirec)

Nombre de dossiers examinés : 38, dont 12 en Hauts-de-France, 13 en Île-de-France et 13 en Centre-Val de Loire.

Observations générales

- Le nombre de dossiers examinés est toujours très équilibré entre les régions (12 à 13 chacune).
- L'activité des Hauts-de-France est dominée par le préventif (seulement 2 dossiers programmés sur 12) alors que c'est le contraire pour le Centre-Val de Loire (4 dossiers préventifs pour 9 dossiers programmés). C'est un peu plus équilibré en Île-de-France même si le préventif domine (8 dossiers préventifs pour 5 dossiers programmés).
- La ville de Chartres présente le plus d'interventions (4), suivi de Soissons et Saint-Marcel (3), puis Amiens, Bobigny, Bourges, Châteaubateau, Genainville et Paris (2).

Observations pour le préventif

Nombre d'opérations préventives : 22, dont 14 diagnostics, 6 RFO, 2 CCS.

- Les opérations préventives sont majoritaires, mais de peu (57 %), ce qui traduit une forte dynamique de la recherche interrégionale en programmé.
- Les collectivités et l'Inrap se partagent les opérations à parts égales (10 pour les collectivités et 9 pour l'Inrap).
- La part du privé dans l'archéologie urbaine antique reste extrêmement marginale avec une seule fouille préventive conduite par Éveha (à Bourges).
- Plus de la moitié des diagnostics ont eu lieu dans les Hauts-de-France.

Alors que la plupart des diagnostics se prolongeront par des fouilles qui enrichiront les connaissances sur les agglomérations concernées, trois d'entre eux sont plus particulièrement prometteurs au regard des découvertes attendues. On citera tout d'abord l'intervention réalisée par C. Delozanne au 4 rue C. Guérin à Meaux (Seine-et-Marne) car elle a révélé la présence de riches constructions bien conservées de part et d'autre d'un *decumanus* qui passe au cœur de la cité. On peut s'attendre à des découvertes du même ordre à l'angle du bld A. Dumas et de la rue Bara à Soissons (Aisne) suite au diagnostic conduit par J. Lamant en avril-mai 2022. L'ensemble résidentiel mis en évidence ici était visiblement représentatif des classes urbaines privilégiées avec ses sols de béton ornés, ses probables pièces chauffées et sa très belle décoration picturale. Il faut enfin noter la mise au jour d'une partie de la nécropole sud de Lutèce dans le cadre d'un réaménagement des accès à la gare du RER B de Port-Royal. Il s'agit sans doute là d'une des dernières opportunités pour aborder les restes d'un espace funéraire majeur du chef-lieu des *Parisii*.

Parmi les fouilles préventives, on soulignera la très belle opération conduite par Jacques Legriel au cours de l'été 2017 sur une nécropole à inhumations du I^{er} au V^e siècle apr. J.-C. à Nanterre. Il convient également de mettre en avant la fouille du 19-21 rue des Capucins à Chartres conduite par S. Fissette car ses résultats complètent, avec une belle maîtrise, les données sur un quartier méridional de la cité des *Carnutes*.

Observations pour le programmé

Nombre d'opérations programmées : 16, dont 5 fouilles, 1 sondage (lié à un PCR), 1 prospection thématique, 8 PCR, 1 OPP.

- Le nombre de PCR reste largement majoritaire avec une répartition équilibrée entre les trois régions (2 ou 3).
- Il n'y a aucune fouille programmée dans les Hauts-de-France.
- Le thème des lieux de culte concerne quatre fouilles programmées sur cinq.
- La plupart des PCR font le point sur l'état des connaissances d'une ville ou d'un secteur urbain (Châteaubleau, Famars, Genainville, Saint-Marcel, Orléans, Vendeuil-Caply). Les autres s'intéressent à un thème particulier concernant une ville ou une région (enduits peints de Chartres, sanctuaires d'Île-de-France).
- Quatre dossiers programmés sont menés par des universitaires, ce qui reste assez peu. De plus trois d'entre eux concernent l'Île-de-France, ce qui dénote un désintérêt des universitaires des autres régions pour l'archéologie locale. De fait, il semble important d'encourager l'opération de Genainville malgré les difficultés qui ont pu être mises en évidence.

La fouille chartreuse de Saint-Martin-au-Val, conduite par B. Bazin, dénote toujours dans l'ensemble par le caractère exceptionnel des vestiges mis au jour. Ceux-ci ont été présentés sur place aux membres de la commission le 27 octobre 2021. À cette époque, la fontaine monumentale en était l'élément le plus spectaculaire avec les restes d'un plafond sculpté en bois qui la comblaient. Les méthodes de prélèvement et la multitude d'études engagées distinguent tout aussi fortement cette opération que l'intérêt historique et la qualité de l'édifice. Les archéologues font ici un travail remarquable et les premiers résultats livrent des perspectives d'études architecturales, décoratives ou environnementales très variées qui feront sans nul doute référence pour beaucoup de spécialistes. La direction de l'archéologie de Chartres Métropole conduit un autre programme important qui concerne les enduits peints de la ville romaine. Ces travaux sont également très bien menés sous la responsabilité de R. Huchin, mais le dynamisme de la recherche archéologique à Chartres ne doit pas occulter d'autres travaux importants menés sur d'autres sites antiques urbains de l'interrégion. On pense ici à la fouille de Châteaubleau (Seine-et-Marne), où F. Pilon explore depuis quelques années un secteur cultuel et artisanal d'une riche agglomération antique localisée sur la voie d'*Agrippa* reliant Lyon et Boulogne-sur-Mer. On évoquera aussi l'imposant travail de synthèse en cours par F. Dumasy sur quatre fouilles réalisées au cœur d'*Argentomagus*. Enfin, pour ce même site, Y. Rabasté a rendu un bilan très complet de six années de recherche (2012-2016). Nous espérons maintenant une belle publication d'envergure nationale sur l'ouvrage de franchissement qui constitue l'essentiel du propos.

Bilan rural antique (Michiel Gazenbeek, Nadine Dieudonné-Glad)

Nombre de dossiers : 61, dont 27 rapports de diagnostic, 13 RFO, 4 demandes d'aide à la publication, 9 PCR, 2 fouilles programmées, 4 prospections, inventaires ou thématiques.

Archéologie préventive

Les rapports de diagnostic : 8 en Île-de-France, 10 en Centre-Val de Loire et 9 en Hauts-de-France, c'est donc équilibré. Dix d'entre eux (37%) ont été effectués par une collectivité territoriale (HdF : 3 ; IdF : 3 ; CVdL : 4).

Certains de ces diagnostics ont mis en évidence des vestiges assez inhabituels pour être signalés : un puits à dromos à Levroux (Indre), des zones funéraires de part et d'autre d'une voie à Annay-sous-Lens (Pas-de-Calais), des dépôts volontaires d'animaux ainsi que des vestiges liés à la pratique de l'enchytrismos à Jaulnes et Grisy-sur-Seine (77) et, plus récents,

des vestiges liés aux captages des eaux pour alimenter les fontaines de Versailles (Villiers-le-Bâcle, Yvelines).

Les RFO : 3 en Île-de-France, 3 en Centre-Val de Loire et 7 en Hauts-de-France. C'est déjà beaucoup moins équilibré et deux régions apparaissent en net déficit. Cinq de ces rapports proviennent d'opérateurs privés (1 en CVdL, 3 en HdF, 1 en IdF), 4 d'une collectivité territoriale (2 en HdF, 2 en CVdL), le reste de l'Inrap (4).

- Quatre de ces rapports concernent des établissements ruraux dont l'origine remonte à La Tène (Lesquin, Carvin, Wimille en HdF ; Moissy en IdF).
- Un réseau parcellaire rural mis en place dès la période augustéenne est associé, à partir du II^e siècle, à une activité artisanale de fabrication et de traitement de fibres textiles à Pecquencourt (HdF).
- Une carrière antique d'extraction de craie à Seclin (HdF).
- À Cercottes (Loiret) la fouille a porté sur des sépultures de chiens et de dépôts de vases dans les fossés parcellaires, alimentant très utilement les dossiers de recherche sur les inhumations d'animaux, les marques de bornage ou encore les dépôts rituels ou de magie, qui peuvent par ailleurs être liés. Notons que les résultats de cette fouille sont très différents de ce qui était attendu à l'issue du diagnostic, à savoir des sépultures humaines dans un possible enclos funéraire.

De manière globale, les rapports sont plus ou moins satisfaisants avec quelques défauts assez récurrents et dont les principaux sont : le contexte archéologique qui n'est pas adapté aux résultats et qui n'est souvent pas cartographié ; des plans incomplets ou illisibles issus des SIG ; un phasage souvent trop poussé par rapport aux éléments de datation dont on dispose.

Archéologie programmée

Pour l'archéologie programmée, les PCR sont de loin les plus nombreux, en archéologie antique rurale, comme en archéologie urbaine. En revanche, les fouilles programmées sont plus nombreuses pour l'urbain que pour le rural (il faut noter que les études d'agglomérations secondaires sont plus nombreuses que les programmes qui concernent des chefs-lieux (11 sur 16).

PCR

Nombre : 1 en Île-de-France, 5 en Centre-Val de Loire et 3 en Hauts-de-France.

- Centre-Val de Loire : PCR AlThéRé – *Recherche sur le contenu des récipients de la protohistoire au Moyen Âge* ; PCR Adrien Blanchet (1866-1957), *valorisation des archives d'un archéologue numismate* ; PCR Atelier monétaire gaulois de Cenabum (ATMOCE) ; PCR Fermes Beauce ; PCR Antiquité tardive ;
- Île-de-France : PCR *La villa gallo-romaine de La Millière aux Mesnuls (Yvelines)* ;
- Hauts-de-France : PCR *Les bûchers en question* ; PCR *meules* ; PCR *Forêt Compiègne*.

Les prospections inventaires et thématiques

Cette technique de recherche retrouve une certaine vitalité dans le cadre, en particulier, de programmes sur l'étude du patrimoine archéologique des forêts, associée à des images Lidar (3 projets sur 5, dont un lié à un PCR). Les deux autres projets sont des prospections pédestres dans des labours. Quatre des cinq projets sont situés sur le territoire des Hauts-de-France, le cinquième en Île-de-France.

Fouilles programmées

Les fouilles programmées sont rares : on en compte deux dans les Hauts-de-France, une en Île-de-France car le PCR des Mesnuls englobe une fouille programmée qui s'apparente plus à un nettoyage de fouilles anciennes et à des sondages. Une seule fouille programmée est encadrée par des universitaires, ce qui accentue la remarque à ce propos pour l'urbain.

Aide à la publication

Nombre d'APP : 0 en Île-de-France, 2 en Centre-Val de Loire et 2 en Hauts-de-France.

Ces projets ne sont pas les résultats de programmes de recherche spécifiques. L'un est la publication d'actes d'une table ronde, les trois autres concernant respectivement deux publications monographiques de site et une publication de corpus d'études de faune et de carpologie issues de diverses opérations d'archéologie préventive dans la région Centre.

Centre-Val de Loire :

- *Exploitation des ressources animales et végétales en territoire Carnute, du second âge du Fer à la période antique (V^e siècle av. J.-C. au V^e siècle apr. J.-C.) ;*
- *GAAF Typo-chronologies des tombes à inhumation en France métropolitaine et ses marges, 11^e Rencontre Gaaf).*

Hauts-de-France :

- *La Mare aux Canards à Noyon : un nouvel éclairage sur les très grandes villae de plan régulier en Gaule du Nord.*

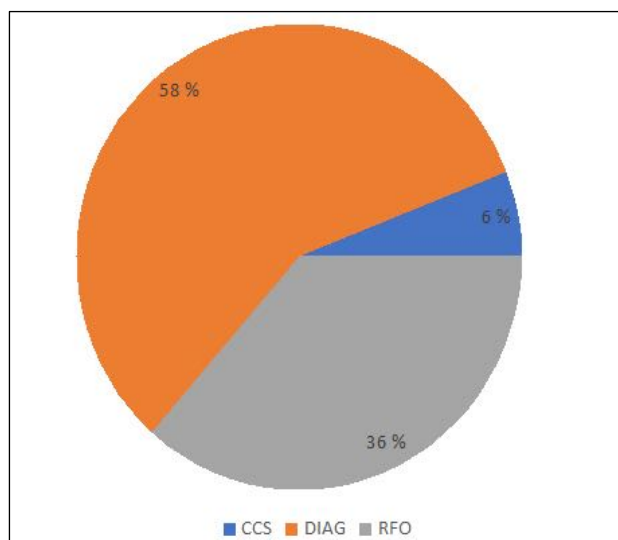
ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE

Par Isabelle CAILLOT, Claude HÉRON, Pierre PAPIN et Isabelle PIGNOT

Membres actuels et anciens membres de la CTRA

Bilan de l'activité d'expertise

Le présent bilan s'appuie sur un corpus de **148 dossiers** examinés lors des 8 séances de l'année 2022. C'est un corpus sensiblement supérieur à ceux examinés annuellement entre 2017 et 2020, le nombre moyen de dossiers pris en compte durant cette période s'établissant à 137, tandis qu'en 2021, 120 dossiers avaient pu être étudiés par la commission.



Part respective des différents types de dossiers d'archéologie préventive.

Sur ce point, on notera que l'année 2022 (et le début de l'année 2023) a été marquée par la démission de deux rapporteurs médiévistes/modernistes, et par la grande difficulté de trouver des remplaçants, ce qui peut pour une grande part s'expliquer par la charge de travail demandée. Aussi, la tendance observée du nombre de dossiers pour le début de l'année 2023 étant similaire, les rapporteurs souhaitent attirer l'attention sur la difficulté croissante à traiter l'ensemble des dossiers.

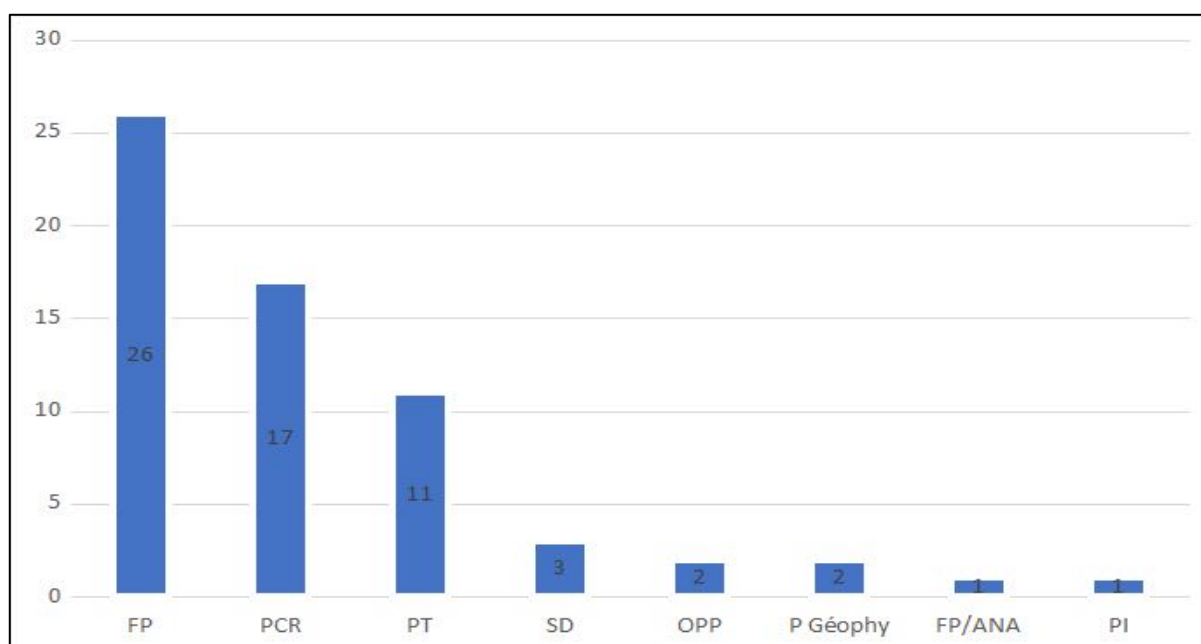
85 dossiers relevaient de l'archéologie préventive :

- 5 examens de projets de cahier des charges scientifique seuls (CCS) ;
- 49 rapports de diagnostic / projets de cahier des charges scientifique (rapport diag) ;
- 31 rapports finaux d'opération (RFO).

63 dossiers relevaient de l'archéologie programmée (contre 50 en 2021, soit une augmentation significative) :

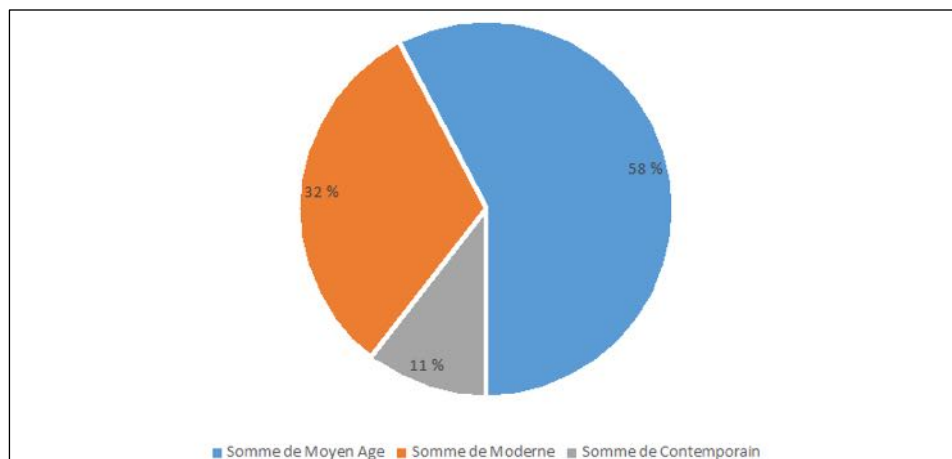
- 26 rapports de fouilles programmées (FP) ; 1 dossier pour des compléments d'analyses sur une fouille programmée (FP/ANA) ;
- 2 rapports relatifs à des opérations de préparation de publication (OPP) ;
- 17 rapports de projet collectif de recherche (PCR) ;
- 1 rapport de prospection-inventaire (PI) ;
- 11 rapports de prospection thématique (PT) ;
- 2 rapports de prospection géophysique ;
- 3 rapports de sondage (SD).

L'augmentation du nombre de dossiers par rapport à 2021 profite essentiellement aux opérations de fouille programmées (+10). On regrettera, mais c'est une constante, la part toujours très faible du nombre de dossiers relatifs aux préparations à la publication.



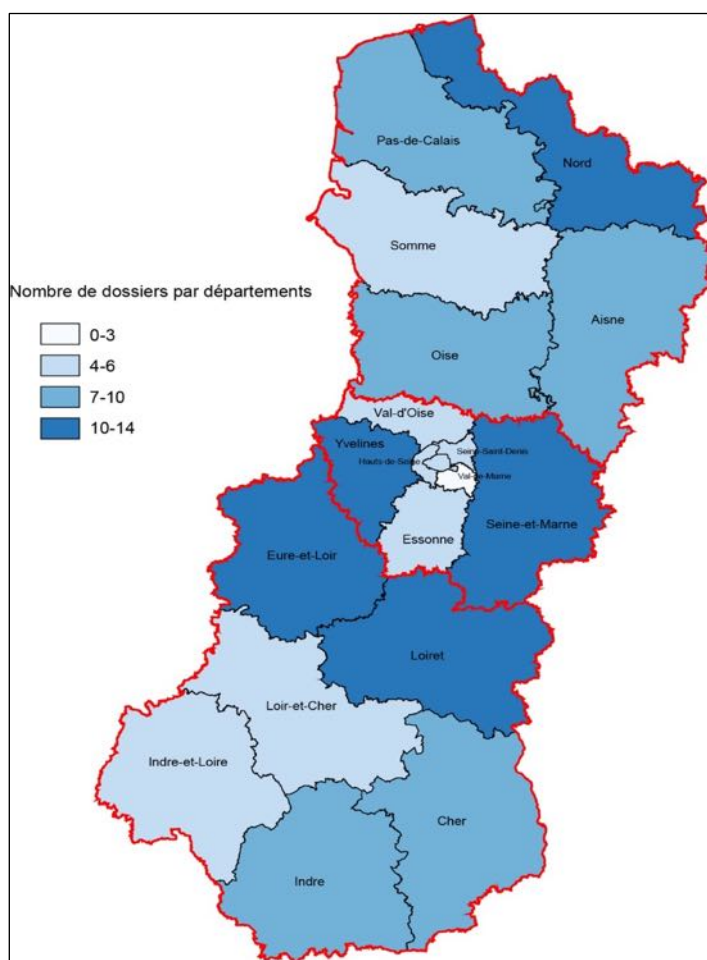
Part respective des différents types de dossiers d'archéologie programmée.

En terme chronologique, ces dossiers documentent les époques médiévale, moderne et contemporaine de la façon suivante : 120 pour le Moyen Âge, 66 pour l'Époque moderne et 22 pour l'époque contemporaine. La part respective de chacune de ces périodes apparaît très stable.



Part respective des époques médiévale, moderne et contemporaine.

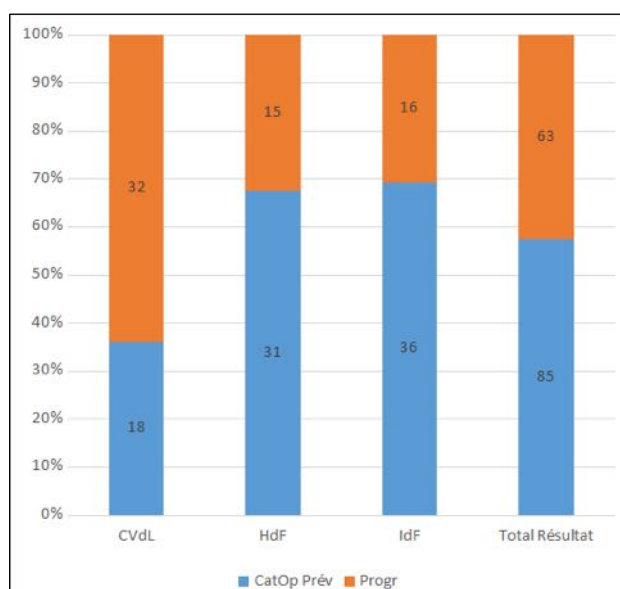
En terme géographique, les dossiers se répartissent comme suit : 50 en Centre-Val-de-Loire, 52 en Île-de-France, 46 en Hauts-de-France.



Répartition des dossiers par département.

L'équilibre de la répartition des dossiers au sein de l'interrégion à l'échelle régionale, déjà sensible à l'instar de ce qui avait pu être observé pour la période 2017-2020, ainsi qu'en 2021, apparaît encore renforcée en 2022. Elle est en revanche très déséquilibrée au sein de chaque région à l'échelle départementale, dans un rapport qui varie de 1 à 14 en Île-de-France (Val-de-Marne/Seine-et-Marne), de 1 à 3 en Centre Val de Loire (Indre-et-Loire/Loiret), ou de 1 à 3,5 en Hauts-de-France (Somme/Nord). Ces disparités départementales récurrentes sont pour une large part issues de dynamiques d'aménagement différentes et de ce fait de prescriptions d'archéologie préventive en nombre très variables. Pour autant certaines disparités apparaissent étonnantes (seulement 1 dossier en Val-de-Marne ; 5 en Indre-et-Loire...), qui ne peuvent être entièrement expliquées par ce seul facteur.

Mesuré en nombre d'opérations, le rapport entre archéologie préventive (85 dossiers) et archéologie programmée (63 dossiers) est légèrement déséquilibré en faveur de l'archéologie préventive (qui compte pour 58 %, à savoir le même ratio préventif/programmé qu'en 2021). On peut remarquer la place significative des fouilles programmées en région Centre-Val de Loire pour l'année 2022 (32 dossiers), alors qu'en 2021 la répartition des dossiers était beaucoup plus équilibrée (25 dossiers programmés et 20 dossiers en préventif l'an passé).



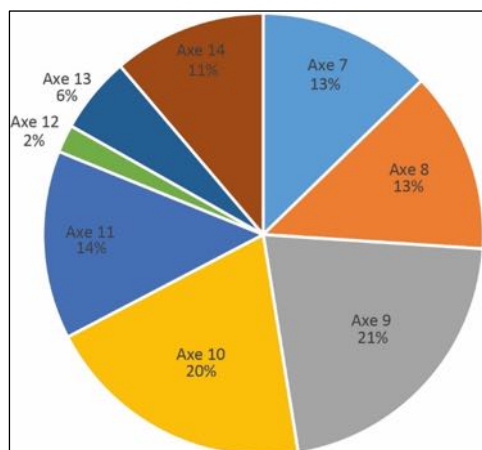
Part respective de l'archéologie préventive et de l'archéologie programmée dans les trois régions.

Réparti en fonction des axes de la programmation nationale, le corpus, qui comprend 196 entrées, se distribue comme suit, sachant qu'une même opération peut relever de plusieurs axes :

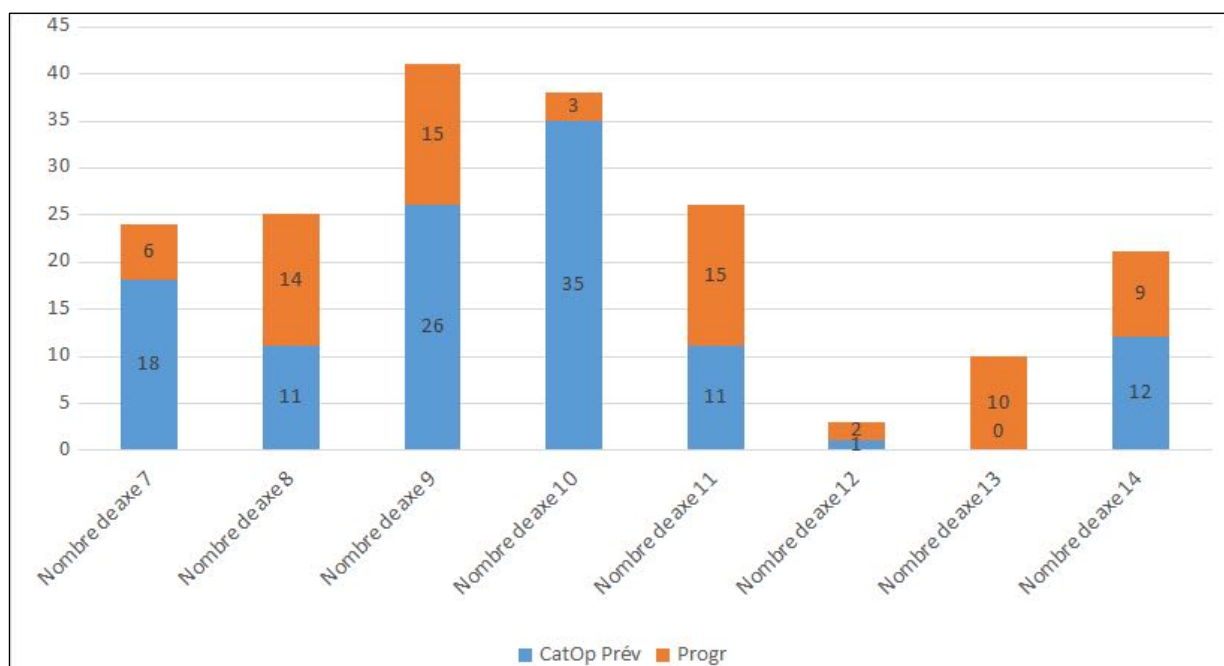
- axe 7 – Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions : 25 ;
- axe 8 – Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité : 26 ;
- axe 9 – Le phénomène urbain : 42 ;
- axe 10 – Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne : 39 ;
- axe 11 – Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne : 27 ;
- axe 12 – Mines et matériaux associés : 4 ;
- axe 13 – Aménagements portuaires et commerce : 11 ;
- axe 14 – L'archéologie des périodes moderne et contemporaine : 22.

On constate comme les années précédentes que les axes 9 et 10 sont les mieux représentés en nombre de dossiers, avec une part beaucoup plus importante pour les dossiers préventifs,

tandis que l'archéologie programmée reste beaucoup plus discrète (particulièrement pour l'axe 10). L'axe 13 n'est quant à lui pour l'heure investi que par l'archéologie programmée.



Part respective des dossiers par axes de la programmation nationale.



Part respective de l'archéologie préventive et de l'archéologie programmée au sein des différents axes de la programmation nationale.

Principaux résultats obtenus, problématiques abordées et valorisations scientifiques

Les paragraphes suivants proposent de détailler par axe, les points forts de l'activité de 2022. Signalons d'emblée que la commission a préconisé la publication, sous une forme ou une autre, des résultats de la quasi-intégralité des rapports qui seront cités, précisément du fait de leur intérêt manifeste. On insistera toutefois ponctuellement sur quelques travaux d'un grand intérêt et sur la nécessité que ceux-ci soient publiés à court terme.

Axe 7 : Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions

Vingt-quatre opérations viennent alimenter l'axe 7 de la programmation nationale consacré aux Phénomènes funéraires depuis la fin de l'Antiquité. Comme pour les axes 9 et 10, le corpus est assez déséquilibré en faveur de l'archéologie préventive : seules 6 opérations

relèvent de l'archéologie programmée. Dans ce contexte, quelques dossiers sont à mettre en exergue :

- le PCR sur l'îlot Saint-Euverte à Orléans attire particulièrement l'attention (axes 7, 8 et 9) : il aborde les débuts du christianisme à Orléans (autour de l'arrivée du corps de Saint-Euverte vers 390), ainsi que le glissement d'un quartier d'habitation antique à une nécropole et un cimetière *ad sanctos* et son évolution en couvent. Ce programme de recherche s'annonce prometteur et repose sur un collectif de chercheurs aguerris qui mêleront étude documentaire, analyse de bâti et reprise des données anthropologiques issues de plusieurs opérations archéologiques, ce en vue d'une publication de synthèse sur ce quartier en 2024 ;
- la fouille préventive réalisée à Saint-Pathus (Seine-et-Marne) a livré un ensemble funéraire des V^e-VII^e siècles extrêmement intéressant de part, entre autres, sa forte structuration et la richesse de son mobilier funéraire. La publication de cet ensemble funéraire mérovingien, dans une revue de rang régional, voire national, apparaît s'imposer. Toutefois, les modalités d'identification des restes organiques sur les objets métalliques, particulièrement novateurs, pourraient faire l'objet d'un article spécifique, à visée méthodologique ;
- à Châteauroux (Indre) – Avenue des Marins, a eu lieu l'étude rare d'un cimetière juif dans le cadre d'une fouille programmée, qui mérite sans aucun doute une publication scientifique, intégrant les résultats des analyses ADN en attente lors du dépôt du rapport.

Axe 8 : Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité

Vingt-cinq opérations renvoient à l'axe 8 de la programmation nationale et concernent donc les Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité. La répartition est un peu plus équilibrée entre dossiers préventifs et fouilles programmées, avec une légère augmentation des dossiers de fouilles programmées depuis 2021 (9 dossiers programmés en 2021, 14 en 2022). On saluera dans cet axe l'une des rares opérations de préparation à la publication, concernant l'abbaye de Thiron-Gardais (Eure-et-Loir), dont les fouilles programmées et préventives réalisées entre 1994 et 2016 ont permis de bien documenter l'établissement monastique et son évolution du XII^e au XVIII^e siècle.

Cet axe connaît donc un certain nombre de dossiers d'archéologie programmée au long court. On rappellera la qualité et l'intérêt de certaines d'entre elles :

- à l'abbaye de Marmoutier (Indre-et-Loire), où les études désinvestissent progressivement le terrain pour largement se concentrer sur l'exploitation et la valorisation des données, ce qui augure de belles publications à l'instar de celle achevée relative à l'hôtellerie ;
- le PCR relatif à l'abbaye de Noirlac (Cher) se doit d'être également remarqué. Il ambitionne de consolider l'ensemble des données relatives à ce site objet de plusieurs opérations d'archéologie préventive, et dont la publication monographique, en bonne voie, est très attendue.

Parmi les opérations préventives, on retiendra :

- la fouille préventive menée à Soissons (Aisne – 13 avenue de Reims) concernant les vestiges de l'abbaye Saint-Crepin-le-Grand, a livré des ensembles bâtis monumentaux documentant l'évolution de l'établissement monastique, dont la belle conservation et l'intérêt scientifique retiennent l'attention. Les résultats de cette fouille mériteraient leur publication dans une revue nationale, sous forme d'au moins deux articles ;

- la fouille préventive réalisée à Lille (Nord) au 27-35 rue de Tournai, relative à l'évolution d'un couvent de dominicaines du XIV^e au XVIII^e siècle, en dépit d'un cadre opérationnel très contraint a conduit à une étude de grande qualité et d'un intérêt scientifique majeur. Là encore, la publication des données dans des revues nationales peuvent être envisagées, l'une consacrée à l'évolution topographique de l'établissement, l'autre aux témoins mobiliers et anthropologiques de la communauté.

Axe 9 : Le phénomène urbain

Quarante-et-une opérations renvoient à l'axe 9 de la programmation nationale et concernent donc Le phénomène urbain. Il s'agit de l'ensemble numériquement le plus important du corpus total. Seuls 26 dossiers se rapportaient à cet axe en 2021. Comme l'an passé, la part des fouilles préventives demeure plus importante, avec 63 % des dossiers traités. On notera, comme en 2021, que ces opérations en milieu urbain, bénéficiant souvent de moyens importants, se signalent globalement par une bonne qualité des rapports. En témoignent les deux dossiers de fouilles archéologiques préventives de Dunkerque (Nord), offrant pour la première fois un regard éclairant sur l'évolution des marges sud de la ville, depuis l'ensablement de l'estuaire jusqu'au développement du faubourg et son intégration aux fortifications et à l'installation de l'Arsenal de la Marine. Concernant les opérations programmées, on soulignera la qualité :

- des PCR relatifs à la ville de Blois et au territoire ligérien (Centre-Val de Loire), ou encore à Paris (*R&Cap : Référentiel et cartographie de l'archéologie parisienne*), qui constituent deux exemples remarquables de programmes de recherche débouchant sur des relectures significatives du phénomène urbain ; et on sera à ce titre attentif à la suite des travaux du nouveau PCR portant sur la ville de Soissons (Aisne) ;
- des prospections thématiques portant sur le bâti médiéval conduites dans la vallée du Loir autour de Lavardin (Loir-et-Cher), désormais achevées, et qui ont enrichi notablement les connaissances relatives aux petites villes médiévales, qui demeurent largement moins bien connues que les plus grandes.

Axe 10 : Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne

Avec trente-huit occurrences, l'axe 10, Espace rural, peuplement et productions agricoles, est le deuxième axe le mieux représenté du corpus après l'axe 9. Le nombre de dossiers préventifs est largement sur-représenté puisque seuls trois dossiers se rapportent à la recherche programmée. Ceci est une constante observée d'année en année, s'expliquant de manière structurelle, principalement pour des raisons opérationnelles évidentes, une grande partie des diagnostics et fouilles étant réalisée dans des zones rurales ou ex-rurales. Parmi les opérations qui retiennent l'attention en 2022, on évoquera :

- la fouille préventive de grande ampleur réalisée à Bonneuil – aéroport du Bourget – Zone Nord-Ouest (Val-d'Oise), qui a permis la documentation d'un habitat villageois évoluant du V^e au XII^e siècle, fortement structuré par un dense réseau de chemins et s'étalant sur plus de 9 ha. La publication de cet ensemble dans une revue d'audience nationale s'impose ;
- la fouille préventive réalisée à Lévignen (Oise), sur la même thématique, quoique dans une moindre importance, a donné tout de même une rare occasion de fouille quasi intégrale d'un habitat groupé du premier Moyen Âge dans les Hauts-de-France, s'étendant sur plus de 3 ha ;

- la fouille préventive de Vanves (Hauts-de-Seine) a permis de documenter de fort belle manière l'extension des importants ateliers de potiers alimentant la région parisienne au cours du haut Moyen Âge. Sur ces ateliers, l'élaboration d'une synthèse serait fort bienvenue afin de faire l'objet d'une publication d'ensemble, sous réserve, et l'on conçoit toute la difficulté de l'entreprise, d'un travail collectif réunissant les différents responsables d'opérations qui ont œuvré sur la commune ces dernières décennies ;
- la fouille préventive menée à Moussy-le-Neuf, ayant livré sur une surface de 1,2 ha, de denses vestiges relatifs à un secteur d'habitat remontant à l'époque mérovingienne, faisant parti de ces rares fouilles sises au sein même d'un bourg rural et documentant de manière pertinente l'origine d'un village médiéval ;
- parmi les travaux d'archéologie programmée, on saluera de nouveau le PCR relatif à l'évolution du sol durant le premier Moyen Âge à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), commune objet d'une très intense activité archéologique depuis les années 1980 et dont le PCR donne l'occasion d'une synthèse, ce type d'étude étant encore bien trop rare dans ce domaine.

Axe 11 : Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne

La recherche relative aux Constructions élitaires, fortifiées ou non, relevant de l'axe 11 de la programmation nationale, est représentée par 26 opérations issues majoritairement de l'archéologie programmée (15 dossiers). Là encore, il s'agit souvent d'opérations pluriannuelles, parmi lesquelles on soulignera la qualité des travaux conduits sur les sites de :

- Coucy (Aisne), qui après l'achèvement des fouilles des cuisines, s'attellent à une autre partie de la basse-cour tout aussi prometteuse en termes de résultats ;
- la basse-cour du château de Boves (Somme), qui apportent à ce thème une exceptionnelle contribution à l'archéologie médiévale en révélant avec une grande précision un site remarquablement conservé ;
- Metz-le-Maréchal à Dordives (Loiret), remarquable ensemble de la fin du XII^e siècle, qui connaît la poursuite de travaux de prospection thématique de grande qualité.

On se doit également de mentionner le PCR relatif aux places-fortes des Hauts-de-France, ambitieux projet constituant un cadre d'intégration très adapté pour les résultats de travaux relevant de l'axe 11 mais également de l'axe 9.

Concernant l'archéologie préventive, quelques diagnostics prometteurs peuvent être mentionnés, augurant la poursuite prometteuse des investigations :

- au château de Versailles (Yvelines) le diagnostic réalisé dans la cour de la Reine et la cour du Dauphin révèle le très grand potentiel archéologique de ce secteur situé au cœur de l'ensemble palatial ;
- à Flixecourt sur le site dit de l'Ancien Château (Somme), se révèle un site castral manifestement bien conservé et dont l'intérêt scientifique apparaît évident.

Axe 12 : Mines et matériaux associés

L'axe 12 de la programmation nationale consacré aux Mines et aux matériaux associés n'est documenté que par 3 dossiers en 2022 – 8 dossiers avaient été examinés en 2021 –, à savoir un dossier préventif et deux opérations programmées. Il s'agit du plus petit corpus du bilan annuel relatif aux époques médiévale, moderne et contemporaine. Dans cet axe, la poursuite

des opérations sur la grange de Preuilly à Egligny (Seine-et-Marne), site particulièrement important pour l'histoire de la métallurgie cistercienne, retient l'attention.

Axe 13 : Aménagements portuaires et commerce

L'axe 13 de la programmation nationale, consacré aux Aménagements portuaires et commerce, est illustré par 10 dossiers relevant tous de l'archéologie programmée, ce qui se comprend du fait que les aménagements touchent peu le domaine fluvial. Toutefois, on signalera dans le contexte programmé la forte surreprésentation des opérations en Centre-Val de Loire, avec des recherches relatives à la Loire moyenne qui sont conduites dans le cadre de plusieurs opérations de prospection thématique et de sondage, et qui se signalent par une grande productivité scientifique.

En Île-de-France, à Fontaine-le-Port, dans la Seine, la fouille d'une épave du XIII^e siècle retient toujours l'attention, autant par la qualité des travaux conduits que par le bateau mis au jour qui est atypique dans un bassin fluvial français, évoquant de fait l'architecture navale du monde anglo-normand.

Axe 14 L'archéologie des périodes moderne et contemporaine

L'axe 14 de la programmation nationale, consacré à L'archéologie des périodes moderne et contemporaine, est documenté par 21 dossiers relevant pour 9 d'entre eux de l'archéologie programmée (comme en 2021) et pour 12 d'entre eux de l'archéologie préventive (soit deux fois plus qu'en 2021). Quelques dossiers retiennent l'attention :

- celui du campement de Presles-les-Boves, Bois plantés, qui compte tenu de l'intérêt scientifique des vestiges de la Première Guerre mondiale mis au jour et la qualité des recherches menées sur ces aménagements de seconde ligne, mérite une publication dans une revue nationale ;
- la fouille préventive réalisée à Blendecques (Pas-de-Calais), rue du Vieux Moulin, relative à l'évolution de plusieurs moulins du XIII^e au XIX^e siècle, et pour lesquels les vestiges mis au jour, relatifs aux états moderne et contemporain présentent un grand intérêt, et méritent sans doute une publication, d'une part dans une revue interrégionale et d'autre part dans une revue spécialisée dans l'histoire des techniques ;
- l'archéologie des jardins des châteaux apparaît particulièrement active en Île-de-France, dont les opérations programmées de Noisy-le-Roi (Yvelines) ou préventives à Versailles (Yvelines), apparaissent significatives.

Remarques diverses

Il semblerait que les rapports de diagnostic livrés en 2022 soient de qualité très inégale. Alors même que certains diagnostics sont réalisés à *minima* notamment sur les parties contextuelles, certaines collectivités soignent particulièrement les dossiers en livrant notamment des études documentaires complètes et éclairantes, parfaitement remobilisées lors de la description des vestiges découverts. On peut citer notamment ces quelques rapports de diagnostic plutôt qualitatifs, concernant notamment les axes 8 et 9 :

- Blois (Loir-et-Cher), 17 rue Abbé Grégoire, présentant un contexte historique particulièrement étayé et maîtrisé, et une confrontation éclairante des plans anciens avec les résultats des sondages archéologiques ;
- Valenciennes (Nord), Impasse Badin et Sarrazin, livrant une analyse claire d'un site urbain pourtant stratifié et complexe mais accompagnée d'une étude documentaire minutieuse présentant une iconographie fournie ;

- Maubeuge (Nord), La Clouterie, qui présente une première synthèse de l'occupation péri-urbaine de Maubeuge pour partie sur le franchissement de la Sambre à la période médiévale et moderne, intégrant un diagramme stratigraphique complet, remobilisant parfaitement les études géomorphologique et documentaire.

Les bons résultats de ces diagnostics dévoilent tout l'intérêt de bénéficier de telles approches documentaires lorsqu'il s'agit de donner suite à ces opérations, que ce soit par la fouille préventive ou par des mesures de conservation (modification de consistance de projet). Ces études documentaires mériteraient, dans certains contextes, d'être systématisées, voire imposées dès la phase du diagnostic.

Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Centre-Nord

Par Thierry LORHO

Conservateur régional adjoint de Centre-Val de Loire

La restitution du bilan quadriennal 2017-2021 de la CTRA Centre-Nord auprès des agents des SRA de l'interrégion a été coordonnée par le service régional Centre-Val de Loire, région siège de la CTRA en collaboration avec M. Leroy, inspectrice des patrimoines. Cette restitution s'est organisée sur trois journées, les 21 octobre, 20 novembre et 6 décembre 2022.

Les deux premières se sont déroulées en visioconférence et ont pris la forme d'ateliers chronologiques qui ont réuni jusqu'à une soixantaine de personnes. Chaque grande période a fait l'objet d'une présentation synthétique de sa partie du bilan quadriennal par la ou les experts de la CTRA qui y ont contribué, suivie d'un temps d'échanges avec le public connecté concernant les avancées et les lacunes constatées ainsi que des disparités régionales. La dernière journée, s'est déroulée en présentiel dans les locaux de l'Institut national du patrimoine à Paris. Elle a rassemblé 42 personnes, ainsi qu'un représentant de la sous-direction de l'archéologie. Chaque expert a synthétisé les échanges concernant sa chronologie respective lors des deux premières journées, accompagnée d'une liste d'« angles morts » correspondant à des pans de la connaissance sous-exploités ou non pris en compte par l'activité archéologique de l'interrégion. À l'issue de chacune d'entre elles, s'en sont suivis des échanges riches sur les modalités techniques ou scientifiques à mettre en œuvre pour pallier ces manques et éventuellement hiérarchiser les actions.

La restitution de ces trois journées prend la forme d'une série de fiches synthétiques qui regroupent, pour chaque grande période chronologique, un résumé du bilan quadriennal rédigé par la CTRA, les échanges ayant eu lieu dans le cadre des différents séminaires chronologiques et enfin les actions à mettre en œuvre pour améliorer l'enrichissement des connaissances. Ces actions peuvent être déclinées, selon les cas, suivant les axes de la programmation nationale, par action ou suivant les acteurs pressentis pour les mettre en œuvre.

PALÉOLITHIQUE, MÉSOLITHIQUE ET NÉOLITHIQUE

Restitution des séminaires du 21 octobre et du 6 décembre 2022.

La présentation des bilans des deux grandes périodes chronologiques Paléolithique-Mésolithique et Néolithique a eu lieu le 21 octobre 2022. À l'issue de cette première étape, les deux rapporteurs, R. Angevin et C. Gilabert ont souhaité faire une restitution commune le 6 décembre compte tenu des grandes similitudes observées dans leur bilan respectif, qu'il s'agisse des angles morts constatés ou de leurs propositions d'action.

Retour sur le bilan quadriennal

En préambule, les rapporteurs soulignent que leurs propos sont fondés sur les dossiers qu'ils ont été amenés à examiner en CTRA et qui ne reflètent qu'une partie de l'activité des SRA. Les diagnostics non suivis de prescription archéologique, mais pas obligatoirement négatifs, les modifications de consistance de projet ou les dossiers d'urbanisme sans suite constituent une information qui le plus souvent ne leur est pas communiquée. Ils expriment le souhait de pouvoir échanger avec les SRA sur ce type d'information afin d'avoir une idée « des conditions du réel ». Ils poursuivent par une présentation synthétique des données chiffrées des dossiers

examinés par la CTRA selon différents critères que sont la nature des opérations archéologiques, leur localisation géographique, la chronologie associée, l'institution de rattachement du responsable d'opération, etc.

Débat

À l'issue de cette présentation et afin d'animer les échanges, les rapporteurs ont articulé leur propos selon huit points principaux communs à leur période respective et qui ont fait l'objet d'une présentation et de débats.

Atouts (et faiblesse) de la recherche interrégionale

La recherche interrégionale n'est pas forcément mise en avant dans le bilan mais elle constitue un vrai sujet de discussion. Elle est dense, bien structurée et organisée sur l'ensemble du territoire. Toutefois la question du renouvellement générationnel et de la formation est préoccupante au regard de la pyramide des âges des acteurs de l'archéologie, toutes institutions confondues, et du nombre conséquent de départs en retraite dans les prochaines années. Le risque de la perte de nombreux savoir-faire est important et il est urgent d'agir.

La détection des sites et leur caractérisation

Celle-ci s'opère à deux niveaux.

À la carte archéologique, il existe des zones blanches parce que non prospectées ou jamais investies par l'archéologie préventive comme les terrasses alluviales ou les bas plateaux. Les rapporteurs suggèrent de développer des programmes de type PCR adossés à des prospections pédestres ou relevés Lidar en associant systématiquement des géomorphologues. Le principe est d'arrêter de chercher uniquement des aménagements anthropiques et de rechercher également des structures naturelles, comme des abris sous roche, susceptibles d'avoir accueilli des occupations humaines. Ces PCR pourraient être également l'occasion de dresser des cartes de potentialité à partir d'une analyse géomorphologique des zones blanches et de la compilation des données présentes dans les rapports de diagnostic et de fouille. Ces travaux d'approche de terrain seraient également l'occasion de repasser sur les sites déjà inventoriés pour estimer l'évolution de leur état de conservation depuis leur découverte qui peut parfois dater de plusieurs dizaines d'années.

Au niveau des diagnostics archéologiques, bien que leur qualité depuis 15 ans ait très sensiblement augmenté, le constat est fait qu'un nombre de plus en plus grand de rapports dans lesquels les sites n'ont pas été caractérisés est transmis à la CTRA. Malgré une tradition des sondages profonds dans l'interrégion, les rapporteurs évoquent la nécessité d'une démarche plus volontariste de la part des services régionaux qui doivent remettre la détection des sites au centre de la prescription archéologique et des opérateurs d'archéologie préventive qui doivent pouvoir adapter en fonction des cas le taux d'ouverture, la densité du maillage.

Intégration du paramètre géomorphologique lors de la réalisation des diagnostics

Cette intégration doit être systématique pendant la phase terrain mais aussi durant la phase d'études. Les rapporteurs ont constaté que trop souvent l'analyse géomorphologique est faite *a posteriori*. Même si l'explication évoquée régulièrement par les opérateurs est la présence d'un seul poste de géomorphologue par base, la sensibilité du responsable d'opération est également à prendre en compte. Ce dernier doit être sensibilisé à la discipline et être en mesure de définir une problématique et de poser des questions précises au géomorphologue. Ceci d'autant plus que ce dernier est souvent spécialiste d'un contexte morfo-sédimentaire

précis qui ne correspond pas toujours à celui de l'opération sur laquelle on lui demande d'intervenir.

La taphonomie et sa compréhension

Une question importante est de comprendre quelle est la nature du site qui est diagnostiqué et son état de conservation. Les rapporteurs de la CTRA ont observé une tendance lourde de la part des archéologues à ranger les sites dans deux catégories uniques, les sites en place et les sites non en place. Dans le second cas, même si certains éléments d'un site peuvent sembler déformés ou dilatés, cela ne signifie pas pour autant que des éléments de sa structuration ou de son organisation ne soient pas encore en place et qu'ils ne méritent pas qu'on s'y intéresse.

La caractérisation des nappes de mobilier illustre parfaitement ce constat. Lors de leur description, il est souvent fait état de mélanges ce qui pose des problèmes pour les agents du SRA mais aussi aux rapporteurs de la CTRA. Les données de terrain ne semblent pas suffisamment exploitées en phase d'étude, même si tout le monde reconnaît que les moyens sont contraints. Le cas de carrés de densité réalisés sur le terrain mais non exploités en phase d'étude est signalé. Le cas des études des séries lithiques est également évoqué. Elles sont souvent fondées sur quelques éléments caractéristiques alors qu'il faudrait qu'elles soient plus systématiques avec une analyse spatiale associée pour mieux comprendre la genèse et l'évolution du site. Ces deux approches à des échelles de travail différentes ne sont pas à opposer mais complémentaires.

Conservation physique des sites : les modifications de consistance de projet

Une tendance lourde à la protection des sites préhistoriques par des arrêtés de modification de consistance de projet est observée. Ceci est souvent lié à la complexité d'établir le cahier des charges scientifique, les difficultés techniques de sa mise en œuvre et le coût élevé qu'elle représente pour l'aménageur.

Les rapports

Les rapports sont globalement de bonne qualité à l'échelle de l'interrégion. La nécessité de faire une réunion de CST au démarrage de la phase d'étude est réaffirmée ceci afin d'adapter les choix d'études ou d'analyses initialement prévus dans le PSI à la réalité des résultats du terrain. La discussion revient sur le cloisonnement des études de spécialistes qui souvent sont déconnectées de leur contexte stratigraphique démontrant l'absence d'échange avec le responsable d'opération. Le dessin du mobilier, notamment lithique, est parfois un peu grossier. Le champ des matières premières lithiques est à investir. Il faudrait s'appuyer sur le travail réalisé dans le cadre des différents PCR qui sont déjà achevés, ou en cours. La dimension paléo-environnementale est à considérer mais pas systématiquement. Il faut réfléchir à sa mise en place et aux moyens qu'on lui alloue.

Les publications

Le problème de la gestion du passif accumulé sur parfois plusieurs dizaines d'années, notamment sur des sites préhistoriques, est évoqué. La solution parfois adoptée, dans plusieurs régions, a été de consacrer les moyens d'une ou deux triennales uniquement à un travail de phase d'étude afin de résorber le retard pris dans l'analyse des données de terrain. Ceci est effectué sans pause dans le temps afin que les équipes de terrain restent mobilisées. La nature des publications est aussi évoquée. Les monographies sont trop souvent proposées par la CTRA qui devrait porter la réflexion sur d'autres formes comme des articles de synthèse.

Angles morts

Au-delà des points forts ou faibles observés sur l'activité scientifique dans l'interrégion à l'issue de l'élaboration du bilan, il a été constaté que différents axes de la programmation nationale ne sont jamais abordés et qu'ils constituent des angles morts de la programmation interrégionale :

- axe 1 : le Paléolithique ancien et moyen ancien ; l'interglaciaire éémien ;
- axe 2 : le Paléolithique supérieur ancien ; le dernier Maximum glaciaire ;
- axe 3 : l'art pariétal en contexte ;
- axe 4 : la transition Paléolithique final/premier Mésolithique ; la diversité des formes de l'habitat ; le fait funéraire ;
- axes 1-4 : l'économie des matières premières lithiques ; l'archéologie des paysages ; les domaines loessiques dérivés ; *back to the cave...* et au-delà : les contextes stratifiés ; la révision des gisements de référence ; des synthèses collectives à engager.

Proposition d'actions

SRA :

- recruter des agents formés aux périodes anciennes dans les SRA ;
- sensibiliser les agents des SRA à la géomorphologie ;
- favoriser le développement de PCR associés à des programmes de prospection pédestre ou lidar dans les différentes régions, avec des géomorphologues dans l'équipe, afin de définir des cadres géomorpho-chronologiques fiables dans les zones blanches mais aussi celles déjà bien documentées ;
- mettre en place des ZPPA fondées sur des critères géomorphologiques.

Opérateurs d'archéologie préventive :

- renforcer le nombre d'agents spécialisés dans les périodes anciennes et de géomorphologues avec des profils différents ;
- former les agents à la géomorphologie afin de les sensibiliser à la discipline et pour qu'ils l'intègrent à leur réflexion dans le cadre de la caractérisation des sites ;
- fournir les moyens nécessaires (humains et mécaniques), dans le cadre des diagnostics notamment, pour la caractérisation des sites.

Universités, CNRS :

- proposer des formations en géomorphologie aux acteurs de l'archéologie ;
- développer dans les parcours de formation universitaire des modules dédiés à la géomorphologie ;
- développer des partenariats avec les opérateurs d'archéologie préventive ;
- favoriser l'accès et l'étude des collections par des étudiants.

ÂGES DES MÉTAUX

Restitution des séminaires du 21 octobre et du 6 décembre 2022.

La présentation du bilan pour la période des âges des Métaux a eu lieu le 21 octobre 2022 et la restitution des échanges avec des propositions d'évolution le 6 décembre 2022. Ces deux journées ont été préparées et présentées par G. Blancquaert, J. Kaurin et I. Kerouanton.

Retour sur le bilan quadriennal

La présentation commence par un bref rappel, tiré du bilan, de la typologie des 350 dossiers examinés par la CTRA durant le précédent quadriennal. Ils sont présentés selon leur nature (fouille programmée, fouille préventive, prospection, PCR et publication) et par chronologie (âge du Bronze, premier et second âge du Fer et indéterminé). Une carte de répartition, issue du bilan, de ces différents dossiers à l'échelle de l'interrégion est également présentée. Si les dossiers de demandes de fouilles programmées, PCR et publications restent stables, il faut noter le déficit des demandes de prospections. L'archéologie préventive demeure le principal moteur de l'activité archéologique dans l'interrégion, ce que confirme la carte de répartition des opérations qui suit les bassins économiques et les grands tracés. Le second âge du Fer est très majoritaire. Trois axes de la programmation nationale sont concernés pour ces périodes dans l'interrégion : axe 5 (âges des Métaux), axe 9 (phénomène urbain), axe 13 (aménagement portuaires et commerce).

Débat

Avant de débattre sur différentes catégories de nature de site et de proposer des évolutions quant à la manière de les étudier, les experts souhaitent engager la discussion sur des remarques générales au sujet des dossiers qu'ils ont eus à examiner durant leur mandature :

- la protohistoire semble moins intéresser la nouvelle génération d'archéologues qui s'oriente vers d'autres périodes ou spécialités. Cela pose le problème du renouvellement des effectifs dans les différentes institutions et le risque de perte de savoir-faire. Un déficit de responsables d'opération protohistoriens commence à se faire sentir. Cette baisse est également constatée dans les SRA qui depuis la fin des années 80 ont perdu près de 50 postes sur les 300 identifiés à l'époque ;
- le constat est encore plus criant pour les céramologues. Cette spécialité est délaissée au profit d'autres comme la géomatique ou la gestion des bases de données par exemple. Cela a un impact direct sur la qualité des rapports et tout particulièrement sur les études de mobilier ;
- l'importance du rôle des universitaires dans ce domaine est soulignée pour encourager des vocations pour cette période chronologique, qu'il s'agisse de former de futurs responsables d'opération ou des céramologues. Toutefois, l'encadrement des étudiants est l'affaire de tous (SRA, opérateurs, CNRS) en permettant l'accueil dans leur structure respective de stagiaires. La baisse du nombre d'opérations programmées est préjudiciable, compte tenu de leur rôle formateur dans la pratique de terrain. De nombreuses collections de mobilier sont en attente d'études dans les CCE, même si leur accès est parfois compliqué, qui pourraient faire l'objet de sujets de stage ;
- bien que les données engrangées pour cette période soient conséquentes, un déficit de synthèses à l'échelle de territoires est constaté. Ces synthèses permettraient de mieux comprendre l'organisation spatiale et économique de ces sociétés ;
- avec le développement de nouvelles technologies comme les relevés par drone ou par photogrammétrie, celles-ci ont tendance de plus en plus souvent à se substituer à la fouille des structures ce qui souvent engendre une perte d'information ;
- la qualité scientifique des rapports a très nettement progressé en 20 ans et leur volumétrie également ;

- les études de spécialistes notamment sont de plus en plus conséquentes sans pour autant nécessiter une augmentation des moyens en proportion. Il faut avoir un dialogue régulier avec les responsables, tout particulièrement en phase d'étude afin de veiller à ce qu'ils ne se fassent pas dépasser par les spécialistes. La première réunion de CST de post-fouille est à ce titre fondamentale ;
- notre modèle de publication a 30 ans et a tendance à s'essouffler au regard de la quantité d'opérations archéologiques réalisées par an et des difficultés que rencontrent certaines revues à maintenir ou remplacer leur secrétariat d'édition. La mise en ligne des rapports par certaines régions peut être une solution pour la diffusion de cette littérature grise, mais cela reste des rapports et non des publications ;
- la CTRA ne peut être considérée comme un comité de lecture.

La protohistoire ancienne : âge du Bronze et premier âge du Fer

Les habitats de la protohistoire ancienne : une problématique à développer

Il s'agit d'occupations mal connues : les sites sont peu marqués, avec une faible densité de structures et un mobilier assez rare, ce qui complique leur détection et leur caractérisation dans le cadre du diagnostic. Pour tenter de remédier à ces difficultés, le choix de favoriser la réalisation de tranchées intermédiaires au détriment, parfois, de l'ouverture de fenêtres complémentaires peut être une alternative. Pour les prescriptions de fouille, il faudrait encourager la mise en place de stratégies d'intervention basées sur de grands décapages avec des fenêtres de fouilles plus réduites et des tranches optionnelles d'agrandissement de ces emprises de fouilles en fonction des résultats.

La pauvreté du mobilier

Cette indigence pose le problème de la datation qui donc devrait être compensée par les analyses ¹⁴C. Toutefois si les datations ne sont pas possibles, compte tenu du plateau pour cette période, il est suggéré de l'exprimer plutôt que de bâtir des hypothèses infondées.

Les enclos circulaires

Attention, ils ne sont pas systématiquement de l'âge du Bronze. Quand ils sont mis au jour dans le cadre du diagnostic surtout ne pas les décapier entièrement et pour la partie centrale il est important de laisser des bernes. Les analyses géomorphologiques du monument sont importantes mais ne doivent pas se substituer à la fouille intégrale des fossés de l'enclos sinon cela ne sert à rien. Il ne s'agit pas forcément de monuments funéraires. Attention également à ce que la fenêtre de fouille ne soit pas trop resserrée sur l'enclos. Pour les dépôts de mobilier métallique, ils peuvent être multiples. La géophysique peut apporter des éléments complémentaires pour connaître leur distribution.

Les sites de hauteur

Leur situation topographique particulière les écarte très souvent du champ d'intervention de l'archéologie préventive. Il est dommageable qu'aucune fouille programmée ne soit mise en place afin de reprendre leur étude et favoriser l'apport de connaissances.

La protohistoire récente : le second âge du Fer

L'habitat ouvert de la protohistoire récente : une problématique à développer

De fortes similitudes existent avec les sites de l'âge du Bronze, même si le corpus est beaucoup plus étoffé avec notamment de nombreuses occupations constituées de structures d'ensilage. Les sites sont également peu marqués et donc il serait nécessaire d'adapter la méthode de diagnostic selon les mêmes principes que ceux évoqués pour l'habitat de l'âge du Bronze. Pour les prescriptions de fouille, le parallèle est identique, à savoir des décapages sur

de grandes surfaces, avec une prise de risque certes, mais nécessaire pour enrichir les connaissances. Les emprises de fouilles peuvent être plus modestes, quitte à avoir des tranches optionnelles en fonction des observations faites à l'issue du décapage.

L'habitat à enclos du second âge du Fer, pour une meilleure caractérisation de l'habitat rural de la fin de La Tène

Ce type de site fait l'objet de nombreuses fouilles, en moyenne 50 par an, ce qui représente beaucoup de données cumulées mais pas pour autant un renouvellement conséquent de connaissances. En effet la prescription est souvent centrée sur l'emprise de l'enclos alors qu'il se passe beaucoup de chose dans leurs abords. En effet de nombreuses structures se développent, et pas seulement le parcellaire, comme les sites funéraires qui sont encore déficitaires. Leur dénomination a évolué en passant de ferme indigène (traduction de l'anglais *native farm*) à exploitation agricole rurale. Il faudrait parler maintenant de domaine.

Il faudra être vigilant à la mise en œuvre d'un certain nombre de fondamentaux comme la fouille exhaustive des fossés car ils accueillent les rejets des occupations situées à proximité et leurs distributions différentielles sont riches d'informations. Le mobilier mis au jour peut effectivement apporter des informations sur la fonction des bâtiments. Cela peut sembler lourd mais un traitement différentiel peut être mis en place. Une fois que les entrées, notamment, ont été fouillées finement et la stratigraphie des fossés comprise, il est possible de passer à la mécanisation des sections restantes.

Les études de mobilier devraient être mieux intégrées aux rapports, car elles sont trop souvent en déconnexion avec l'analyse des structures. Associer à ces dernières les planches de dessin du mobilier pourrait faciliter la lecture et la compréhension du site. Le constat trop souvent fait est celui d'une perte d'une partie des informations issues de l'analyse fine des structures.

Comme précédemment, le problème de l'articulation entre les spécialistes et le responsable d'opération dans la perspective de faire de véritables synthèses des données est constaté. Cela confirme la nécessité et l'importance de provoquer la réunion de début de phase d'études pour déterminer, au regard des données de terrain, les analyses et les études à réaliser en priorité compte tenu des moyens disponibles et donc éventuellement faire des choix concertés avec le SRA. L'objectif est de sortir d'une habitude qui a tendance à lancer des analyses tous azimuts sans qu'aucun enjeu argumenté n'ait été avancé.

Proposition d'actions

Différentes propositions d'actions à soutenir sont faites pour rééquilibrer l'enrichissement des connaissances et faciliter leur diffusion.

SRA :

- encouragement de la recherche programmée pour la protohistoire récente. Il peut s'agir de programmes à l'échelle régionale comme l'analyse d'un terroir ou bien encore sur des thématiques comme l'organisation de l'habitat. L'étude des lieux de cultes, qui souffre d'un déficit de connaissance, est à encourager même si cela demande des moyens conséquents pour la restauration et la stabilisation du mobilier souvent mis au jour en quantité importante durant les phases terrain ;
- développement des ZPPA afin de récupérer des dossiers susceptibles de développer une activité d'archéologie préventive dans des zones déficitaires actuellement ;
- incitation et soutien des publications. Plusieurs sites de niveau national voire international ont été mis au jour dans l'interrégion sans pour autant avoir fait l'objet

d'une publication à la hauteur des enjeux scientifiques. Plus largement la politique de publication et les moyens qui lui sont alloués est à revoir en profondeur. La mise en ligne des rapports initiée par certaines régions, si elle ne peut remplacer un article ou une monographie, est à prendre en considération dans cette réflexion ;

- faciliter l'accès aux collections dans le cadre de stages universitaires ;
- inciter à la mise en place de PCR à vocation de synthèse des données à l'échelle d'un territoire.

Opérateurs d'archéologie :

- datations radiocarbone : les analyses radiocarbone servent uniquement à discriminer les sites de l'âge du Bronze de ceux de l'âge du Fer. Vouloir aller au-delà n'a pas de sens compte tenu de l'effet de plateau constaté pour cette période. Il ne faut donc pas sacraliser le ¹⁴C et préférer l'étude de mobilier. En préalable à l'analyse radiocarbone, il est conseillé de faire une analyse anthracologique afin de sélectionner les échantillons les plus pertinents et éviter un effet « vieux bois » ;
- encourager leurs agents, surtout les plus jeunes, dans le cadre des moyens PAS à prendre la direction ou à participer à des PCR ;
- repenser les phases d'études afin de mieux imbriquer les études de spécialistes avec les données de terrain au sein des rapports.

Universités, CNRS :

- encourager les étudiants à se spécialiser en protohistoire et tout particulièrement dans les études de mobilier ;
- mettre en place des formations professionnalisantes avec des stages de 6 mois dans une structure ou alors en alternance.

PÉRIODE ANTIQUE

Restitution des séminaires du 20 novembre et du 6 décembre 2022.

La présentation du bilan pour la période antique a eu lieu le 20 novembre 2022 et la restitution des échanges avec des propositions d'évolution le 6 décembre 2022. Ces deux journées ont été préparées et présentées par M. Gazebeeck et M. Heijmans.

Retour sur le bilan quadriennal

Durant le quadriennal, 450 dossiers concernant la période antique ont été examinés par la CTRA. La recherche sur cette période émerge sur quatre axes de la programmation nationale :

- axe 6 – Paysages religieux, sanctuaires et rites d'époque romaine : une douzaine de dossiers ont été examinés par la CTRA soit 2,7 % du total ;
- axe 9 – Le phénomène urbain : cet axe représente près de 40 % des dossiers examinés ;
- axe 10 – Espace rural, peuplement et productions agricoles : cet axe représente près de 54 % des dossiers ;
- axe 12 – Mines et matériaux associés : cet axe représente un peu plus de 3 % des dossiers.

Pour le milieu urbain, l'équilibre entre la recherche programmée et l'archéologie préventive est respecté. Il faut toutefois noter une absence marquée des universitaires et du CNRS pour la recherche programmée à l'échelle de l'interrégion, ce qui pose question. Les principaux acteurs dans ce domaine sont les services de collectivité, l'Inrap et les opérateurs privés.

L'interrégion possède une dizaine de chefs-lieux de cité mais pour certains d'entre eux aucun dossier n'a été transmis à la CTRA en quatre ans.

Pour le milieu rural, la très grande majorité des données est issue de l'archéologie préventive.

Sur un plan chronologique, les sites de la transition La Tène finale\Haut-Empire sont les mieux représentés. À l'inverse, l'Antiquité tardive est le parent pauvre de cette période et représente une vraie lacune notamment pour le milieu rural.

Débat

L'élan portée par les PCR dans l'interrégion est très fort et source d'une grande accumulation de données, malheureusement quasi-exclusivement en milieu urbain. Les PCR urbains sont très dynamiques et apportent des résultats tangibles. La difficulté réside plus dans leur encadrement et le resserrement de leurs objectifs afin que des synthèses puissent être publiées. L'apport des données nouvelles étant constant, la synthèse est régulièrement repoussée le temps de leur intégration. Une piste pourrait être la publication en ligne des données contenues dans les SIG dont ils sont tous dotés, ce qui permettrait de faire le lien entre une synthèse et l'actualisation des connaissances. Les modèles conceptuels de données des SIG ne sont pas toujours explicités ce qui ne facilite pas toujours la compréhension de la structuration de leur information.

Pour la restitution des résultats dans les rapports, force est de constater que le poids de la photogrammétrie est important dans la réalisation des relevés et qu'il engendre trop souvent une perte de la qualité des restitutions par rapport à ce qu'un relevé au 1/20 permettrait d'obtenir. Sans bannir le numérique pour autant, cela pose la question encore une fois de la relation entre le spécialiste et le responsable d'opération et les attentes de ce dernier quant au rendu attendu. On note trop souvent une déconnexion entre le relevé et l'analyse de ce dernier souvent faite *a posteriori*, et le plus fréquemment en phase d'étude, ce qui empêche un retour sur le terrain pour vérification ou compléments. Cette tendance lourde, renforcée par la systématisation de ce type de relevés dans les cahiers des charges des SRA, se télescope avec le renouvellement important de génération et risque d'engendrer une perte de savoir-faire.

La mise en contexte de l'opération avec une synthèse sur l'état des connaissances présenté en début du rapport est souvent imprécise et lacunaire. La restitution de la carte archéologique est souvent minimale et il arrive fréquemment que les responsables d'opération ne connaissent pas le travail de leurs collègues. Les rapports sont souvent très techniques, on passe d'une phase à l'autre mais sans lien alors que cela reste une science humaine et que le contexte historico-géographique est fondamental à l'échelle de la ville, de la cité, etc. pour comprendre des phénomènes perçus à l'échelle de la fouille.

Une baisse significative des publications est observée qui tranche avec la dynamique qui existait dans les années 1980 et ceci tout particulièrement pour les synthèses.

Les angles morts :

- l'archéologie funéraire est déficitaire. Une seule fouille de nécropole suburbaine est référencée ;
- l'antiquité tardive est oubliée également ;
- l'étude et l'interprétation des structures en creux mises au jour en milieu rural. Ce milieu est essentiellement représenté par des établissements agricoles. Les fouilles sur de grandes surfaces abordent fréquemment les *pars rustica* mais souvent cela se limite à

une accumulation de vestiges en creux sans plus de précision. Les moyens d'analyses chimiques actuels devraient permettre la mise en évidence d'éléments biologiques susceptibles d'apporter des indications quant à leur fonction ou usage.

Propositions d'actions

- continuer à soutenir les PCR sur les villes en essayant de les cadrer et de les resserrer afin qu'ils ne soient pas débordés par la quantité de données qu'ils produisent. Leur rythme doit comprendre des publications et des rencontres avec une alternance dans leur durée d'un an puis trois ans. La mise en ligne des systèmes d'information géographiques qui sont développés en parallèle doit permettre d'alléger ces publications et de favoriser une actualisation des données sans l'obligation de procéder à une nouvelle publication de synthèse ou de repousser cette dernière ;
- encourager la mise en place de nouveaux PCR pour le monde rural, organisés sur les mêmes principes, sur les agglomérations secondaires ou encore sur l'étude d'un territoire ;
- prescrire des relevés photogrammétriques de manière plus ciblée ;
- développer la recherche programmée sur les contextes funéraires et culturels plus généralement qui sont déficitaires actuellement.

PÉRIODES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE

Restitution des séminaires du 20 novembre et du 6 décembre 2022.

La présentation du bilan pour les périodes médiévale, moderne et contemporaine a eu lieu le 20 novembre 2022 et la restitution des échanges avec des propositions d'évolution le 6 décembre 2022. Ces deux journées ont été préparées et présentées par Claude Héron.

Retour sur le bilan quadriennal

La CTRA a examiné près de 500 dossiers concernés par ces périodes. Le rapporteur estime que la commission n'a qu'une vision partielle de l'activité archéologique dans l'interrégion qui se limite aux dossiers qui lui sont transmis pour examen. Les experts de la CTRA souhaiteraient avoir connaissance des diagnostics sans prescription ultérieure car ils ne sont pas pour autant négatifs scientifiquement. La même demande est faite pour les arrêtés de prescription de modification de consistance de projet. Cela permettrait d'affiner les chiffres dans les bilans. De manière plus globale, une vision statistique et si possible géographique de l'ensemble des dossiers reçus par les SRA au cours d'une année viendrait en complément des dossiers examinés.

L'archéologie programmée représente un peu plus d'un quart des dossiers traités, elle est donc un peu sous-représentée par rapport au préventif. Toutefois cette disparité varie fortement selon les axes de recherche de la programmation nationale. Les dossiers d'archéologie programmée sont composés d'une grosse moitié de fouilles et un petit quart de PCR dont un certain nombre d'entre eux se limitent à une réunion de chercheurs qui ont leur propre projet de recherche. Si on enlève les quelques 14 % que représentent les sondages, et dossiers d'aide à la publication, ils restent 20 % de prospections diachroniques et thématiques qui sont de loin à l'origine de la création du plus grand nombre de nouveaux sites. La part des prospections comme celle des aides à la publication est trop faible et devrait être rééquilibrée. Les dossiers d'archéologie préventives sont constitués à 60 % de diagnostics et 40 % d'opérations de fouille.

Débat

Les échanges s'articulent autour de la présentation des résultats des huit axes de la programmation nationale sur lesquels émerge l'activité archéologique au sein de l'interrégion. Si cette répartition est stable durant le quadriennal, elle est fortement déséquilibrée entre les axes. L'objectif est d'identifier et de mettre en avant les éléments saillants de la recherche archéologique dans l'interrégion.

Axe 10. Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques romaines, antique et médiévale et moderne

Cet axe est le plus important avec plus de 34 % des dossiers. Ceci est lié à la fois aux grands décapages qui sont essentiellement réalisés en milieu rural et à la sous-représentation du cadre urbain pour ces périodes. Ce dynamisme important reflète une réalité avec de forts contrastes. Seuls 10 % des dossiers concernent l'archéologie programmée, ce qui est nettement insuffisant. Le premier Moyen Âge est très majoritaire par rapport au second Moyen Âge et à la période moderne.

Pour les diagnostics, la faiblesse voire l'absence des études documentaires est notoire, ce qui est préjudiciable pour la bonne compréhension du contexte de l'opération et à l'origine d'une perte d'informations conséquente. Il faut souligner, également, le caractère un peu trop mécanistique dans les rapports de diagnostic qui se concrétisent par une tendance de la part des responsables d'opérations à l'expression de phasages souvent fragiles ainsi qu'à la surinterprétation des vestiges. Le cas du corpus de structures en creux, qui est souvent très important, est éloquent à ce titre. Ces structures sont trop souvent soit non interprétées soit sur-interprétées avec des propositions de plan de bâtiments sans aucun fondement architectural. Il faut également ajouter de trop nombreuses fosses, dont la présence reflète une réelle activité, qui restent sans aucune attribution fonctionnelle. Le recours à des analyses chimiques pourrait être une solution pour caractériser leur contenant et déterminer l'activité pour laquelle elles ont été creusées.

La question de fouiller des sites incomplets se pose. Ne faudrait-il pas mieux privilégier l'étude de sites dont l'intégralité dans l'emprise de prescription est avérée, ce qui permettrait de mieux comprendre les occupations et de réfléchir à la question de la répartition des moyens.

Axe 9. Le phénomène urbain

L'axe 9 représente un tiers des dossiers. C'est un point fort de l'interrégion. Les dossiers documentaires en ville sont souvent très bons, avec une transcription d'archives. La faiblesse des opérations programmées est à souligner comme pour l'axe 10. Elles consistent principalement en des PCR qui comme celui de Blois sont importants en apport de connaissances. Il faudrait donc encourager ce type de travaux. L'absence de prospection sur le bâti urbain est fortement préjudiciable. Ceci est fondamental pour comprendre la ville, ce à quoi la seule fouille des vestiges ensevelis ne peut suffire. Une seule aide à la préparation de publication en urbain a été examinée, concernant une fouille de 1981. Est-ce que la publication d'une fouille urbaine n'est pas un dossier trop gros pour l'archéologie contemporaine ? Il faudrait s'orienter vers la mise en place des SIG avec une granulométrie des données.

Axe 8. Édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité

Cet axe représente 15 % des dossiers au total, mais 40 % des dossiers en programmé. Les résultats d'opérations réalisées sur de grands monuments monastiques sont conséquents

avec notamment des analyses du bâti de haute qualité. Une bonne partie des travaux de l'axe 8 est issue de l'activité préventive, suite aux réaménagements des centres villes et autour des églises. Cela représente un grand volume de données patrimoniales consommées au regard des apports scientifiques qu'ils représentent. Ces réaménagements sont souvent liés à des plantations d'arbres qui seront replantés dans 30 ans ailleurs. La question se pose d'une solution alternative pour freiner ce processus destructif pour le patrimoine.

Axe 11. Les constructions élitaires, fortifiées ou non, du début du haut Moyen Âge à la période moderne

Cet axe représente 10 % des dossiers et leur répartition est équilibrée entre l'archéologie préventive et programmée. Les nombreux dossiers sur des sites élitaires sont un des points forts de l'interrégion. Ces opérations disposent de moyens importants. Elles peuvent ainsi servir de laboratoires d'où émergent de nouvelles techniques déclinables à d'autres types de sites. Toutefois, les sites élitaires ne se résument pas uniquement aux mottes et aux châteaux. Les palais épiscopaux par exemple sont également à considérer. En revanche, les cimetières carolingiens et les basses-cours constituent des points faibles. Ces dernières sont souvent délaissées alors que l'étude des modes de vie des populations qui y vivent est essentiel puisque ces dernières les exporteront dans les campagnes lorsqu'elles essaimeront sur le territoire. Leur étude est certainement à prioriser par rapport aux fouilles des châteaux.

Axe 7. Le phénomène funéraire depuis la fin de l'Antiquité

L'axe 11 représente 9 % des dossiers. Il émerge également sur les axes 8 et 10 et se trouve systématiquement rejeté au second plan. Il existe principalement à travers le PCR *Necmero* et la fouille programmée de Noisy-le-Grand. Il y a quelques fouilles de cimetières paroissiaux mais qui n'apportent pas beaucoup d'informations nouvelles car souvent partielles, redondantes car se limitant à la description des inhumations qui ne sont pas représentatives statistiquement de la population. Il n'y a pas d'apport quant à l'évolution de l'espace funéraire dans le temps.

Axe 12. Mines et matériaux associés

L'axe 12 représente 4 % des dossiers. Un point fort est l'exploitation des données lidar souvent articulée avec des prospections pédestres et des fouilles programmées. Deux PCR également sont consacrés à la céramique médiévale et aux ateliers de potiers. Cela pose la question des céramologues qui disparaissent et qui ne sont plus remplacés, d'où une perte d'expertise et de savoir-faire dans les prochaines années. L'analyse du bâti pêche par l'étude des matériaux de construction.

Axe 14. L'archéologie des périodes moderne et contemporaine

Cela représente 4 % des dossiers. Les traces des conflits sont de plus en plus renseignées, le fait industriel débute dès le XVIII^e siècle mais c'est à peu près tout. L'archéologie des jardins serait également à développer.

Axe 13. Aménagements portuaires et commerce

Cet axe représente 3 % des dossiers. Les problématiques de la gestion de l'eau, qui permettent de relier les châteaux aux moulins mais aussi de faire un lien avec l'archéologie fluviale, sont à développer comme le montrent les travaux sur la Loire. L'archéologie des fleuves et des rivières n'est pas seulement un enjeu scientifique mais aussi patrimonial avec des problématiques qui ne font que s'aggraver avec le dérèglement climatique.

Propositions d'actions

SRA :

- transmettre à la CTRA les dossiers de MCP ;
- informer la CTRA des dossiers de diagnostic déclarés sans suite par les SRA et qui ne sont pas strictement négatifs afin que les statistiques produites puissent être affinées (transmission des rapports pour information ?) ;
- transmettre à la CTRA des données statistiques et cartographiques de l'ensemble des dossiers reçus par les SRA ;
- mener une réflexion sur l'opportunité ou pas de fouiller des sites partiellement compris dans l'emprise de prescription ;
- encourager les PCR et les prospections thématiques ;
- développer les ZPPA sur les petits bourgs médiévaux.

Opérateurs d'archéologie préventive :

- renforcer les études documentaires/historiques et la mise en contexte des opérations dans les rapports ;
- renforcer les moyens humains dans la spécialité études de bâti ;
- réaliser plus systématiquement des analyses radiocarbone sur des structures funéraires ou des structures avec charbons de bois qui n'ont pas d'autres éléments datants.

Université et CNRS :

- encourager les étudiants à se spécialiser dans les études de mobiliers ;
- faire des demandes d'opérations de fouilles programmées ou de prospections thématiques ;
- développer des formations en alternance.

Commission territoriale de la recherche archéologique Est

Présentation de la CTRA Est

Par François Fichet de Clairfontaine
Inspecteur général des patrimoines

Activités de la commission

La CTRA Est qui regroupe les régions de Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est s'est réunie à 7 reprises en 2022, totalisant 22 journées. Ses séances se sont tenues, fonction de l'évolution de la pandémie de la Covid-19, d'abord en visioconférence (février), puis en présentiel au siège même de la CTRA à Dijon (mars, mai, juin, novembre et décembre), ou décentralisée à Langres en septembre. Le plus souvent les experts comme les CRA participent en présentiel, mais parfois en distanciel, en raison de leurs charges de travail au moment même de la tenue des sessions.

La commission se compose de 10 membres :

- Nejma Goutas (chargée de recherches CNRS, UMR 8068 CNRS – TEMPS) pour la Préhistoire ancienne ;
- Samuel Van Willigen (responsable d'opération à In Situ archéologie (Suisse), UMR 7269 Lampea) pour le Néolithique ;
- Rebecca Peake (ingénieure à l'Inrap Centre-Ile de France, UMR 6298 ArTeHIS) pour la protohistoire ancienne ;
- Jean-Marie Laruez (attaché de conservation au service de l'archéologie du département de l'Indre-et-Loire) pour la protohistoire récente ;
- Loïc Buffat (gérant et responsable scientifique de la société Mosaïques archéologie) pour l'Antiquité, milieu rural ;
- Sylvie Crogiez-Petrequin (professeur d'histoire et d'archéologie romaines à l'Université de Tours, laboratoire CeTHiS - EA 6298) pour l'Antiquité, milieu urbain ;
- Damien Martinez (maître de conférences en archéologie médiévale à l'Université Lyon 2 Lumière, Ciham - UMR 5648) pour le haut Moyen Âge ;
- Stéphane Augry (chargé de recherches et d'opérations à l'Inrap, UMR 6566 CreAAH) pour le Moyen Âge, archéologie castrale, établissements religieux et milieu urbain ;
- Jacky Koch (attaché de conservation à Archéologie Alsace) pour le Moyen Âge, archéologie castrale, établissements religieux et milieu rural ;
- Stéfan Tzortis (ingénieur d'études au service régional de l'archéologie, DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur, UMR 7268 ADES) pour l'anthropologie (diachronique).

Rapporteurs extérieurs ayant rendu des avis en 2022 :

- Élise Boucharlat (conservatrice générale du patrimoine honoraire) pour le Moyen Âge, artisanat ;
- Vincent Carpentier (responsable de recherche archéologique, Inrap Grand-Ouest) pour la période contemporaine, conflits contemporains ;
- Annie Dumont, (ingénieur de recherche, Drassm, Marseille) pour l'archéologie subaquatique ;
- Jean-Marc Gouédo (conservateur général du patrimoine au service régional d'archéologie d'Ile-de-France) pour la Préhistoire ancienne ;
- Geneviève Pinçon (directrice du Centre national de Préhistoire) pour la Préhistoire ancienne et les grottes ornées ;
- Georges Sauvet (chercheur associé au Centre de recherche et d'étude pour l'art préhistorique (CREAP), Cartailhac, Maison des sciences de l'homme et de la société

de Toulouse (USR 3414), Université de Toulouse Jean-Jaurès) pour la Préhistoire ancienne, art rupestre ;

- Éric Crubezy (professeur d'anthropobiologie, Université de Toulouse Paul Sabatier, UMR 5288) ;
- Alexandre Disser (chargé de recherche CNRS, Laboratoire archéomatériaux et prévision de l'altération, UMR 7065 IRAMAT, CNRS, CEA) ;
- Michaël Landolt (ingénieur d'études, SRA Grand Est) ;
- Vincent Riquier (responsable de recherche archéologique, Inrap Grand Est) ;
- Bruno Foucray (conservateur général du patrimoine, centre Ernest Babelon).

Rapporteur	Nombre d'avis	Recherche programmée	Recherche préventive	Chronologie
Nejma Goutas	24	14	10	Paléolithique et Mésolithique
Samuel Van Willigen	33	14	19	Néolithique
Rebecca Peake	53	10	43	Âge du Bronze et premier Fer
Jean-Marie Laruz	39	15	24	Second fer
Loïc Buffat	48	16	32	Antiquité rural
Sylvie Crogiez-Pétrequin	32	11	21	Antiquité urbain, monumental
Damien Martinez	39	13	26	Antiquité tardive et haut Moyen Âge
Stéphane Augry	80	21	59	Moyen Âge - Moderne (Habitat, urbain, édifices religieux)
Jacky Koch	36	11	25	Moyen Âge (habitat rural et château
Stefan Tzortzis	50	7	43	Anthropologie (diachronique)
Rapporteurs extérieurs	34	18	16	Artisanat médiéval, paléométallurgie, art rupestre
<i>Total</i>	<i>468</i>	<i>150</i>	<i>318</i>	

Nombre d'avis rendus par experts en 2022.

En 2022, le nombre de dossiers examinés s'est élevé à 330, poursuivant la remontée depuis 2019 (318 en 2021). Ce nombre comprend l'examen d'une découverte exceptionnelle réalisée en cours de fouille à Sens et pour laquelle la commission a eu à se prononcer sur la qualité des vestiges mis au jour (latrines, fosses de tanneurs, tablettes inscrites, etc.) et l'opportunité de modifier le cahier des charges scientifique. En sus quelques informations à portée souvent générale (gestion des restes humains, financement de l'archéologie programmée par exemple) ont été délivrées auprès des experts et un seul projet de création de ZPPA pour la commune de Schiltigheim (Bas-Rhin) a été examiné.

Parallèlement, on constate que le nombre des avis rendus (468) a baissé par rapport à celui de 2021 (493). Toute relative, cette baisse est liée à un plus faible nombre d'opérations nécessitant l'avis croisé de plusieurs experts. Ainsi près de 27 % des dossiers ont été concernés par l'examen de plusieurs experts (de 3 à 5) principalement les rapports finaux d'opération et les rapports de diagnostic menés sur des projets de grande superficie ou ayant livré plusieurs sites. Quelques opérations programmées de grande envergure ont aussi nécessité l'avis de plusieurs experts (Bibracte, PCR Autun en particulier), celle de Bibracte générant du reste plus de 4 fouilles associées à des prospections géophysiques et des études de mobiliers.

L'année 2022, dans le même élan que celle 2021, a généré un important travail d'expertise et certains des membres ont pu examiner 40 à 80 dossiers en tout, ce qui est conséquent. Pour pallier la lourdeur des charges (certains dossiers étant très imposant et nécessitant un temps d'examen prolongé), afin d'alléger le planning de plusieurs experts, et pour gérer enfin des dossiers spécialisés (métallurgie, artisanat, conflits contemporains, etc.), il a été fait appel aux experts extérieurs qui auront émis 34 avis (contre 40 en 2021), seuls ou en binôme avec un expert titulaire. Cela a permis de mieux répartir des dossiers, principalement ceux concernant le Moyen Âge (Près de 40 % des avis !). Il n'empêche que le développement des recherches (protohistoire, Moyen Âge) a conduit à augmenter d'une journée le calendrier annuel des réunions de la CTRA et que plusieurs experts ne cachent pas les difficultés grandissantes à pouvoir intégrer le temps d'examen suffisant dans leur planning de travail.

Pour terminer, on mentionnera une motion votée par les experts s'inquiétant des difficultés rencontrées pour le financement par l'État de la recherche programmée.

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de dossiers examinés	281	363	301	308	318	330
Nombre d'avis rendus	409	477	372	416	493	468

Nombre de dossiers examinés annuellement en CTRA Est de 2018 à 2022 et d'avis rendus.

Archéologie préventive

En 2022, 237 dossiers d'archéologie préventive (diagnostic et/ou cahier des charges scientifique, examen seul de cahier des charges scientifique pour fouille directe, PSTI, et RFO) ont été traités par la CTRA et parmi ceux-ci une découverte exceptionnelle, celle d'une aire artisanale (tannerie ? associée à des rejets de tablettes en bois) mise au jour lors de la fouille de Sens. Pour 7 diagnostics, la CTRA a souhaité dans deux cas qu'une solution de conservation soit trouvée pour éviter la fouille, étant favorable dans un troisième cas pour une modification de consistance de projet, accompagnant enfin les SRA lorsque ces derniers proposaient de ne pas prescrire au vu des résultats définitifs de 4 diagnostics.

On notera que l'augmentation des prescriptions de fouille (230 au final) est à mettre au crédit de la Bourgogne-Franche-Comté alors que Grand Est se stabilise au même niveau qu'en 2021. L'activité préventive reste cependant plus importante sur Grand Est qui représente près de 71 % des dossiers de prescription et 60 % des RFO examinés par la commission. L'écart avec la Bourgogne-Franche-Comté, même s'il demeure important, semble se réduire peu à peu depuis 4 ans. Deux points doivent être soulignés pour 2022 :

- d'une part, la baisse du nombre de prescriptions prises en Inter CTRA (25 sur 230 soit 10,8 % des dossiers prescrits) alors que le nombre de dossiers traités en inter CTRA s'élevait à 20 % en 2021. Ces décisions font toujours l'objet d'un examen préalable demandé à l'expert puis d'une information pour régularisation auprès de la CTRA. Les dossiers sont souvent traités en inter CTRA, pour respecter les délais de prescription, ce durant les périodes trop longues au cours desquelles la commission interrompt ses sessions, soit entre fin juin et début septembre, et entre fin décembre et février. Ainsi la CTRA de « régularisation » de février a pris connaissance de 7 prescriptions prises en inter CTRA et celle de septembre de 9 prescriptions ;
- d'autre part, un effort conséquent assuré par les services et la CTRA pour traiter un plus grand nombre de RFO en 2022 et résorber ainsi un retard devenu inquiétant. Mais cette augmentation est aussi liée à la remise de nombreux rapports clôturant les opérations conduites sur le contournement ouest de Strasbourg.

	Diag/CCS/PSI	RFO	Total
Bourgogne-Franche-Comté	40	38	78
Grand Est	101	58	159
<i>Total</i>	<i>141</i>	<i>96</i>	<i>237</i>

Archéologie préventive : Types de dossiers examinés par région en 2022.

Région	Diag./CCS/PSI				RFO			
	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
Grand Est	89	91	101	101	51	45	40	58
Bourgogne-Franche-Comté	33	35	25	40	13	9	15	38
<i>Total</i>	<i>122</i>	<i>126</i>	<i>126</i>	<i>141</i>	<i>64</i>	<i>56</i>	<i>55</i>	<i>96</i>

Évolution des dossiers d'archéologie préventive examinés par la CTRA de 2019 à 2022.

Archéologie programmée

131 dossiers d'archéologie programmée ont été examinés en 2022, l'un d'entre eux (Bibracte) concernant à lui seul les résultats de 13 groupes de travail et la réalisation d'au moins 4 fouilles, le responsable de l'EPCC Bibracte bénéficiant d'une autorisation de fouille globale pour l'ensemble du projet.

À la différence de ce qui est constaté pour l'activité en archéologie préventive, les deux régions connaissent un même nombre d'opérations programmées, la Bourgogne-Franche-Comté soutenant de tout temps davantage de fouilles programmées surtout pluriannuelles, et le Grand Est des PCR. De nombreuses demandes de sondages concernent des interventions sur des sites du Paléolithique, qu'ils soient de plein air ou en cavité, ainsi que des sites miniers. Comme pour le bilan 2021, on ne reviendra pas ici sur l'analyse produite pour le bilan de l'activité de la commission 2017-2020. Il reste d'actualité quant à la nature des projets de recherche, l'intérêt porté au PCR, et le développement de programmes de recherches inter-régionaux voire régionaux à l'échelle de la région fusionnée (et non plus seulement limités au territoire d'une ancienne région). Ne sont pas ici comptabilisés les sondages suscités dans le cadre de prospections thématiques sur lesquels la CTRA émet le plus souvent un avis favorable de principe, laissant le SRA concerné délivrer une autorisation en fonction de l'évolution de l'opération de prospection et/ou d'une localisation plus précise de l'intervention.

En 2022, la commission a émis plusieurs avis défavorables, l'un sur un projet de création de PCR et deux sur des projets de fouille programmée. Une demande de prospection thématique avec utilisation de détecteur à métaux a aussi été reçue négativement ainsi que deux demandes de sondages (dans un cas considérant que le sondage était prématuré en l'attente d'autres résultats). Le plus souvent parmi ses motivations, la CTRA relève soit un manque de problématiques scientifiques, soit des problèmes méthodologiques, les deux se conjuguant souvent. L'examen très exigeant peut aussi conduire la CTRA (deux cas dont une demande de fouille programmée et une demande d'aide à la préparation de publication) à ajourner son examen dans l'attente de compléments d'information.

	Fouille	Sondage	Prospections Thématiques	PCR	AE-APP	Total
Bourgogne-Franche-Comté	26	7	14	15	3	65
Grand Est	23	11	7	22	3	66
<i>Total</i>	<i>49</i>	<i>18</i>	<i>21</i>	<i>37</i>	<i>6</i>	<i>131</i>

Archéologie programmée : type de dossiers examinés par régions en 2022.

En 2022 seuls 6 projets liés à la diffusion des connaissances (colloques, aide à la préparation de publication, aide à l'édition) ont été soumis à la CTRA. Cela reste trop peu au regard de la forte activité des recherches surtout préventives. Beaucoup d'opérations donnent par ailleurs souvent lieu à de courts articles, parfois à des ouvrages qui ne passent pas par le canal de la CTRA. Mais il faut reconnaître un déficit sensible de publications (voir entre autres ci-dessous le bilan dressé par S. Van Willigen sur Le Néolithique). Plusieurs manuscrits devraient être toutefois soumis dans les années à venir, si on juge de l'avancement des PCR sur Koenigshoffen (Strasbourg), Vix, Bibracte, Autun ...

Périodes et thèmes traités

Comme chaque année, la part des périodes médiévale, moderne et contemporaine (26,9 % des avis) demeure prépondérante dans les avis, suivie de celle sur la période antique (15,1 %). On soulignera le nombre croissant des avis concernant l'âge du Bronze et le premier Fer (11,3 %) sans doute du fait de l'attention portée par les services sur cette phase du débat de l'âge des Métaux et tout particulièrement sur le champ de l'archéologie préventive. Enfin avec 10 % des avis rendus, on mesure l'intérêt de la présence d'un anthropologue au sein de la commission. À l'inverse, constat déjà avancé les années précédentes, le Paléolithique-Mésolithique et la période du Néolithique demeurent trop faiblement concernés, avec une baisse relativement importante sur une année des dossiers sur la préhistoire ancienne.

Période	Nb avis	%
Paléolithique - Mésolithique	27	5,7 %
Néolithique	33	7 %
Âge du Bronze et premier âge du Fer	53	11,3 %
Second âge du Fer	39	8,3 %
Antiquité (urbain, sanctuaires, monuments)	32	6,8 %
Antiquité (rural)	48	10,2 %
Haut Moyen Âge	39	8,3 %
Moyen Âge – Moderne - contemporain	126	26,9 %
Anthropologie	50	10,6 %
Autres (mines, métallurgie ...)	21	4,5 %
<i>Total</i>	<i>468</i>	<i>99,6 %</i>

Part des avis rendus en CTRA en 2022 (préventif comme programmé) et répartition par phases chronologiques.

Les intervenants

L'examen des procès-verbaux de la CTRA démontre la forte présence des agents de l'Inrap, non seulement pour la réalisation des diagnostics, ou des fouilles, mais aussi pour la conduite d'opérations de prospections thématiques et souvent de projets collectifs de recherche. Avec 130 mentions, ils représentent ainsi plus de 40 % des responsables. Sur le territoire de la collectivité européenne d'Alsace, l'opérateur Alsace archéologie basé à Sélestat est très actif,

réalisant une grande majorité de diagnostics comme de fouilles préventives, mais aussi soutenant des opérations de recherche programmée (PVCR, comme fouilles). Les services de collectivités ont été davantage présents et on note que 60 mentions sont ainsi recensées au fil des procès-verbaux de la CTRA, soit près de 19 % du total (13,9 en 2021). Leur importance s'est accrue depuis 2021, de même que parmi les services de collectivités, avec 56,6 % (46 % en 2021). L'importance des opérations conduites dans le cadre de l'A355 ou contournement ouest de Strasbourg est ici révélatrice. La plupart des services sur Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté, habilités ou non, sont bien mentionnés (Metz Métropole, CD Ardennes, SCAP Besançon, CD Vosges, Grand Reims, Archéologie Alsace, Autun). Il faut souligner le nombre important des chercheurs universitaires responsables d'opérations (9 %). Ils représentent les universités françaises de Lyon, Strasbourg, Dijon, Besançon et de Paris-Sorbonne, et pour l'étranger des universités de Tübingen (Allemagne), de Chieti-Pescara (Italie) et de Vienne (Autriche).

Les opérateurs privés (Éveha, Antea, Cem, Archeodunum) sont bien présents, à hauteur de 8,75 %, évidemment dans le cadre d'opérations de fouilles préventives, mais aussi sur quelques opérations programmées (tout particulièrement Éveha). Les bénévoles sont bien représentés assurant souvent la direction de sondages (sur des sites préhistoriques ou des ensembles castraux par exemple) ou des prospections thématiques.

Le CNRS (6,25 %) puis les agents Culture (6,25 %) ne sont pas absents, même s'ils demeurent peu nombreux. Comme pour 2021, l'analyse des dossiers suggère que faute de temps les agents de la Culture dirigent rarement des opérations de fouilles programmées (un cas une fouille sur un site du Mésolithique) ou des PCR (sur la céramique par exemple) mais sont souvent intégrés à des équipes auxquelles ils apportent leurs compétences. Enfin, on a distingué des bénévoles, les membres d'associations (Nord-Est archéologie, Anno Association, ou venant de Royaume-Uni, le Battlefield Archaeology Group), recrutés par ses organismes et qui demeurent actifs sur plusieurs opérations.

Origine des responsables d'opérations	Occurrences	%
Culture (DRAC et DRASSM)	20	6,25 %
Cnrs	20	6,25 %
Université	29	9 %
Inrap	130	40,2 %
Collectivités	60	18,75 %
Opérateurs privés	28	8,75%
Bénévoles	21	6,56 %
Associations	12	3,75 %
<i>Total</i>	320	99,51 %

Mentions et origines des responsables d'opérations cités dans les PV de la CTRA en 2022.

Recherche archéologique en Bourgogne-Franche-Comté : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Marc TALON

Conservateur régional de l'archéologie

	Bourgogne-Franche-Comté		Site de Dijon		Site de Besançon	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	3107	/	1053	/	2054	/
Diagnostics prescrits	202	531,29	82	369,84	122	161,45
Fouilles prescrites	35	24,84	25	21,95	10	2,89
Diagnostics réalisés	171	327,35	75	225,12	98	102,23
Fouilles réalisées	31	9,41	22	7,77	9	1,64
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	22		15		7	
PCR	18*		7		16	
PT	32**		16		8	
PI	11		3		11	
SD	7		11		3	
Relevés art rupestre	0		0		0	

* 18 PCR dont 4 régionaux et 2 interrégionaux

** 32 PT dont 18 autorisations d'utilisation d'un détecteur de métaux

Archéologie préventive

En termes d'activités en préventif, on note une légère évolution à la hausse du nombre de dossiers dont le SRA a été saisi : de 3 058 dossiers en 2021, on est passé à 3 107 en 2022, générant 202 arrêtés de diagnostic contre 194 en 2021. Par ailleurs, 35 prescriptions de fouilles ont été émises en 2022, pour 29 en 2021. L'augmentation légère du nombre des saisines confirme une reprise de l'activité, elle s'accompagne de celle du nombre d'arrêtés de diagnostic. En ce qui concerne les prescriptions de fouille, on constate après une certaine réserve des aménageurs qui restaient en 2021 dans l'expectative, une hausse dans le nombre d'opérations de fouilles engagées en 2022 avec 35 au lieu de 29 en 2021 et pour un montant total bien supérieur : 10,3 M € au lieu de 4,3 M € en 2021. Les 31 fouilles réalisées en 2022 sont réparties entre 5 opérateurs (Archeodunum, CEM, Éveha, Inrap et SCAP Besançon).

Parmi ces fouilles, on mentionnera plus particulièrement les opérations significatives suivantes :

À **Sens** (Yonne), av. de Sénigallia, une importante fouille, d'une durée de presque un an de terrain dirigée par S. Alix (Inrap), a été réalisée sur une parcelle concernée par un projet de logements sociaux porté par la société Habellis. L'opération s'étend sur plus de 6 500 m². L'opération a révélé un quartier urbain antique en limite sud de la cité. Des îlots urbains s'organise autour d'une voie bordée par des trottoirs à portique. L'occupation antique succède un établissement rural tardo-laténien. L'apport remarquable de cette fouille tient à ses conditions topographique et hydrographique dans un secteur à la confluence de la Vanne et de l'Yonne. La pérennité apparente des milieux humides anaérobies depuis la période antique fait du site un exceptionnel conservatoire des éléments organiques d'origines végétales naturels ou travaillés rejetés ou en place qui sont particulièrement bien conservés. La fouille des puits et des latrines, en cuvelage de bois, a livré un abondant mobilier céramique mais surtout des fragments de tablettes à écrire en bois (entre 15 et 20 individus) avec des traces

d'inscription encore lisibles. La phase de post-fouille qui s'est engagée en 2023, permettra non seulement d'entrevoir la restitution d'un quartier antique (mise en place, agencement, architecture et activités), mais aussi de connaître notamment grâce à des analyses en paléobotanique, palynologie, carpologie, xylogie, ainsi qu'en entomologie et paléoparasitologie, l'état sanitaire des populations de l'époque voire, via l'étude des tablettes à écrire, de quantifier et qualifier certains échanges commerciaux et éventuellement de définir le statut social des occupants.



Sens. Av. de Senigallia.
Tablette inscrite (cliché
C. Fourquin, Inrap).

À **Besançon** (Doubs), une autre grande de fouille en contexte urbain a été conduite sur 3000 m² par le Service commun d'archéologie préventive de Besançon sous la direction de A. Saggese, sur le terrain de la Grande bibliothèque, dans l'enceinte de l'ancien hôpital Saint-Jacques. Les résultats sont très intéressants, car il semble que l'on soit en présence d'entrepôts bordant un chenal du Doubs pendant la période romaine qui réoccupent au moins en partie l'emplacement d'habitations en dur, sans doute édifiées au I^{er} s. de notre ère. La particularité de ces entrepôts supposés est d'être reconstruits à plusieurs reprises en raison de l'humidité générale due à la proximité de l'eau. Si les orientations des murs demeurent, en revanche chaque campagne de reconstruction est précédée d'un exhaussement du sol, sans que l'on ne réussisse jamais vraiment à s'affranchir de la présence de l'eau.

Moins spectaculaire mais peu fréquent, il convient de mentionner la fouille de zones d'extraction d'argile moderne en lien avec le site potier de **Sevrey** (Saône-et-Loire), à l'emplacement d'une extension du centre hospitalier spécialisé de Sevrey, opération menée par A. Guicheteau (Inrap). Cette opération complète les interventions régulières faites sur des constructions de pavillons qui impactent sur cette commune, les officines de potier (VII^e au XVI^e s.), l'ensemble de ces travaux faisant l'objet d'un PCR.

Enfin signalons l'étude de la charpente médiévale sur le logis des hôtes de Clairvaux à **Dijon** (Côte-d'Or) sur un édifice classé, considéré comme remarquable. Cette intervention conduite par S. Aumard (Centre d'études médiévales) a permis de comprendre l'origine des désordres, de les dater, mais également d'aider à trouver des solutions par l'architecte. En 2022, le même responsable d'opération a poursuivi ses travaux sur la rotonde médiévale de Bénigne à Dijon, construction considérée comme majeure dont les travaux de restauration devraient s'achever en 2023.



Alésia – Monument d'Ucuetis. RO M. Ribolet (cliché M. Talon).

Archéologie programmée

En ce qui concerne les opérations programmées 2022, il convient de mentionner l'opération conduite par M. Ribolet et F. Creuzenet (UMR Artehis) sur l'agglomération antique d'Alésia à **Alise-Sainte-Reine** (Côte-d'Or), qui a permis la fouille de l'ensemble des rejets d'un grand banquet à l'époque augustéenne et également la détermination du plan du monument d'Ucuetis, jusqu'alors inconnu.

Poursuite en 2022 de la présidence française de la coordination internationale du bien sériel intitulé *Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes* inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO, assurée par K. Gernigon, conservateur régional de l'archéologie à la DRAC ARA, région qui coordonne le bien pour la France. Dans ce cadre signalons une communication de A. Richard (SRA BFC) lors du colloque international sur *les patrimoines archéologiques face au changement climatique* sur *La renaturation du lac de Chalain* (Jura) et la gestion de protection pérenne des sites archéologiques inscrits au patrimoine mondial par l'UNESCO.

L'organisation des *Journées archéologiques frontalières de l'Arc Jurassien* à **Pontarlier** (Doubs) a démontré l'intérêt de synthèses binationales à l'échelle de ce massif qui forme un espace géographique cohérent au sein duquel l'originalité des rythmes d'occupation demande à être évaluée de manière globale, dans la perspective d'une synthèse spécifique. Le colloque, organisé sur deux journées, visait à présenter les résultats des travaux archéologiques menés ces quinze dernières années sur les reliefs jurassiens, venant documenter les formes d'occupation humaine et les dynamiques d'exploitation du milieu dans cette région.

Notons également l'organisation à **Cluny** (Saône-et-Loire) sous la direction d'A. Baud de l'Université Lyon 2, du colloque international sur *les infirmeries monastiques et hospices, lieux de soin du Moyen Âge à l'Époque moderne*

En termes de publications significatives, 2022 aura permis de bénéficier de la livraison de trois ouvrages attendus :

- le PCR dirigé par H. Floss sur *le paléolithique en Bourgogne méridionale*, somme de 863 p. et 56 articles, publié par les éditions Marie Leidorf GmbH ;
- les actes du colloque sur *L'archéologie du bâti, aujourd'hui et demain*, organisé en 2019 à Auxerre et accessible en *open edition*, ouvrage de 640 p. et 44 articles, édité par l'UMR Artheis sous la direction de C. Sapin, S. Bully, M. Bizri et F. Henrion ;
- *Le témoignage des amphores du II^e siècle avant J.-C. au IV^e siècle après J.-C. Échanges et vie économique en Franche-Comté*, par F. Laubenheimer et S. Humbert, 442 p., collection : Institut des sciences et techniques de l'Antiquité (ISTA).

Il convient de signaler également le catalogue coordonné par S. Lourdaux-Jurietti et G. Colas, de la remarquable exposition du musée Denon à Chalon-sur-Saône intitulée *Des épées pour la Saône ? Les dépôts de l'âge du Bronze en milieu humide*.



Besançon, bibliothèque universitaire. RO A. Saggese. (Cliché M. Talon).

Enfin, rappelons que 2022 aura été l'année de la signature d'une convention entre le ministère de la culture et la direction générale de gendarmerie nationale et de toute une série de manifestations et de publications sur la lutte contre le pillage archéologique auxquelles le SRA BFC a contribué notamment en prêtant des objets pour les expositions du MAN à Saint-Germain-en-Laye et du musée historique de la ville de Marseille.

Recherche archéologique en Grand Est : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Frédéric SÉARA

Conservateur régional de l'archéologie

	Région Gd Est		Site Strasbourg		Site Metz		Site Châlons-en-Champagne	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	4422	/	840	/	2387	/	1195	/
Diagnostics prescrits	559	1684	134	262	226	776	199	646
Fouilles prescrites	117	128	31	37	47	41	39	49
Diagnostics réalisés	461	/	142	/	162	/	157	/
Fouilles réalisées	721	/	25	/	13	/	34	/
<i>Programmé</i>								
Fouilles	21		10		4		7	
PCR	15		6		6		3	
PT	7		1		3		3	
PI	/		/		/		/	
SD	2		/		1		1	
APP/AE	9		2		2		5	
Relevés art rupestre	/		/		/		/	

Tableau des principaux Indicateurs définis pour la région du Grand Est.

Archéologie préventive

L'année 2022 a été marquée par une importante activité dans le domaine de l'archéologie préventive, avec une distribution très inégale sur le territoire régional. Plusieurs explications à cela, la variabilité de la dynamique d'aménagement du territoire, la disparité des unités géomorphologiques plus ou moins favorables à la conservation des vestiges, et le zonage archéologique défini dans le contexte des paléo-régions.

L'instruction de 4422 dossiers d'aménagement a donné lieu à la prescription de 561 diagnostics équivalents à une surface de 1684 hectares. A l'issue de la réalisation de 461 diagnostics, 117 fouilles ont été prescrites pour une surface cumulée de 128 hectares. 72 fouilles ont été autorisées en 2022.

La disparité des données par site, reflète pour partie les éléments évoqués précédemment auxquels on peut ajouter la présence plus ou moins importantes des opérateurs en archéologie selon les secteurs considérés. C'est ainsi que le site de Strasbourg se distingue par sa moyenne basse des surfaces de diagnostics prescrits, résultat pour partie d'un aménagement qui se reporte sur les centres urbains (effet de la loi ZAN), et par son taux de mise en œuvre des diagnostics remarquable du fait de l'action cumulée de l'Inrap et d'archéologie Alsace. Le site de Châlons-en-Champagne présente des caractéristiques assez proches, tandis que celui de Metz affichent les plus faibles taux de prescription de diagnostic et de fouille, effet de la très large captation des dossiers d'aménagement induit par le zonage intégral de la paléo-région lorraine.

Des indicateurs à même de rendre compte des tendances de l'activité par site et à l'échelle régionale ont été définis en 2022, afin d'en permettre la caractérisation et d'en percevoir l'évolution.

Archéologie programmée

Le volet programmé reste d'un niveau constant, et parallèlement aux 15 opérations de sondages et de prospections, ce sont 16 projets collectifs de recherche (6 en Alsace, 6 en Lorraine et 4 en Champagne) et 18 fouilles programmées (8 en Alsace, 3 en Lorraine et 7 en Champagne) qui ont été autorisées. Ces opérations permettent de documenter des champs peu ou pas renseignés par les opérations préventives, ou favorisent la mutualisation des données à des fins de publication. Les thématiques principales qui ressortent de ce versant de l'archéologie sont les suivantes :

- occupations pleistocènes et référentiels chronostratigraphiques (Mutzig, Rain ; Wolschwiller, Blénien ; La Saulsotte, Resson ; PCR *PaléoEls* et PCR *Paléolithique en lorraine*) ;
- territoires et occupations néolithiques (PCR *Marais de Saint-Gond*) ;
- sites protohistoriques élitaires (La Cheppe ; Neubois, Frankenbourg ; Haegen, Broetschberg) ;
- le monde antique (Dehlingen, Guttelbach ; Voerlledingen ; PCR *Koenigshoffen* ; PCR *Nasium* ; PCR *Grand* ; FP Warcq, Simonelle ; Saint-Dizier, Les Crassés) ;
- les abbayes (FP Eschbourg, Graufstahl ; FP Chéhéry, abbaye ; PCR *Abbayes cisterciennes* ; Parnoy-en-Bassigny, Morimont ; Bleurville, Abbaye Saint-Maur) ;
- le domaine funéraire (FP Saint-Dizier, Les Crassés ») ;
- le domaine castral (Rosheim, Purpurkopf) ;
- l'archéologie des terroirs (PCR *Plaine de Troyes*, PCR *Seine-Aube-Noxe-Ardusson*, PCR *Bliesbrück Blies survey*) ;
- mines et transformations (PCR *Mines* ; FP Thillay, Les hautes rivières ; FP Vert-Toulon, Mâches fer) ;
- archéologie contemporaine (FP Natzweiler, Le Struthof).

Résultats significatifs

Les nombreux résultats obtenus au cours de l'année intéressent de nombreuses thématiques et problématiques archéologiques. Les données collectées confirment l'efficacité de la politique et stratégie de prescription menée par le SRA, qui semble ainsi répondre de manière satisfaisante au fort potentiel archéologique régional, ainsi qu'à la capacité des opérateurs à la traduire sur le terrain.

Parmi les résultats significatifs obtenus en 2022, dans le domaine de l'archéologie préventive, la reconnaissance de séquences pleistocènes associés à de l'industrie lithique et exceptionnellement à de la faune est un fait marquant en particulier sur le territoire de l'ex lorraine. Ce caractère s'explique par une meilleure prise en compte des enjeux de ce domaine archéologique grâce aux effets des PCR *PaléoEls* et lorrain ainsi que par le déport ponctuel et très bénéfique de certaines compétences régionales. Les opérations archéologiques menées sur le contournement ouest de Strasbourg ont assurément joué un rôle de catalyseur.

Le Néolithique, période en principe bien représentée, s'est faite plus discrète en 2022. Considérant, la part importante de ce champ chronoculturel en Grand Est, ce constat est à rapporter à une conjoncture opérationnelle moins opportune. Toutefois, et de manière assez classique pour les secteurs loessiques alsaciens, la fouille d'**Ittenheim** dans le Bas-Rhin, a livré quelques sépultures diachroniques et plusieurs plans de maison rubanées. Il convient

également d'évoquer l'achèvement de la fouille du monument funéraire très arasé du Néolithique récent à **Morschwiller-Le-Bas** dans le Haut-Rhin.



Hochfelden : Sépulture roessen avec riche mobilier d'accompagnement (perles, grande lame en silex, hache perforée, pointes de flèche, céramique).

À **Hochfelden** des nécropoles rubané, munzingen et roessen ont été fouillées avec des restes osseux présentant des états de conservation assez variables. Certaines d'entre-elles ont livré un riche mobilier à l'image d'une sépulture roessens dotée d'un mobilier d'accompagnement de grande qualité.

En ce qui concerne la protohistoire, les fouilles réalisées ont porté sur des configurations de site assez classiques et seule l'opération menée à **Pagny-sur-Moselle**, en Moselle, se singularise. Les 5000 m² décapés ont permis de conduire l'étude d'une occupation de l'âge du Fer, structurée et organisée de part et d'autre d'un paléochenal.

La période antique compte son lot de découvertes remarquables que ce soit en contexte rural et urbain. En Moselle, sur la commune de **Saint-Ruffine**, une opération de fouille a permis d'étudier sur une surface de 650 m², les vestiges de la *cavea* d'un théâtre antique, démontrant ainsi l'assez bonne conservation des vestiges enfouis de cette partie de l'édifice.

L'activité archéologique sur le secteur de **Reims** *intra* et *extra-muros* est restée d'un niveau soutenu et a conduit entre autres à la réalisation d'une fouille rue Olivier Métra. Elle a permis de compléter l'étude du tracé du fossé de l'enceinte primitive, qui forme une boucle dans ce secteur de la ville. Une succession de remblais destinés à stabiliser le terrain à des fins de construction d'un habitat du III^e siècle a également pu être fouillée.

À **Brumath** dans le Bas-Rhin, une importante partie d'une nécropole à incinérations, circonscrite sur trois côtés a été étudiée. Sans rapport avec cet ensemble, il convient de signaler sur cette même opération, la collecte d'un fragment de céramique portant des marques de comptage d'un potier. Cet élément rappelle la proximité de fours de potiers identifiés antérieurement



Sainte Ruffine, rue de la Haie Brûlée. Détail de la cavea du théâtre antique.



Brumath, rue des Aubépines. Céramique figurant des éléments de comptage.

À **Hochfelden** dans le Bas-Rhin, deux mausolées antiques dont les dépôts funéraires étaient encore présents, ont été mis au jour alors que les résultats du diagnostic, n'auguraient que l'étude d'occupations funéraires néolithique et protohistorique.



Hochfelden. Mausolée et bloc en pierre contenant une urne funéraire.

La période médiévale est particulièrement bien illustrée et a livré de nombreux résultats. La part du funéraire reste importante à l'instar de la fouille d'**Oberschaeffolsheim**, rue de la Musau, dans le Haut-Rhin qui a permis de reconnaître de nombreuses et riches sépultures des VI^e-VII^e siècles. Cette opération a contribué à confirmer l'ampleur du phénomène de pillage fréquemment observé pour ce type d'occupation.



Oberschaeffolsheim. Sépulture d'immatrice avec dépôt de gobelet et de bouteille.

Fait marquant, les périodes moderne et contemporaine ont connu un certain écho dans les opérations de fouille. La fouille de **Sand**, Rohan, dans le Bas-Rhin a constitué une occasion unique d'étudier un ensemble de sépultures en lien avec un lieu d'exécution de la période moderne. Les squelettes des suppliciés révèlent la pratique quasi systématique de la décapitation.



Sand, Rohan. Sépulture double comportant les restes de deux individus ayant subi une décapitation.

À **Strasbourg**, une opération de fouille sous la forme d'une surveillance de travaux, a permis de reconnaître et de localiser l'église Sainte-Elisabeth du couvent des Dominicains, fondée en 1224. En partie protégés par l'installation du rempart au XV^e siècle, parmi les vestiges conservés, se distingue un pavage constitué de carreaux colorés et pour certains décorés.



Strasbourg, rue des glacières. Pavage situé à proximité de la fondation de l'autel non visible sur le cliché.

À **Huningues**, dans le Haut-Rhin, une fouille a permis d'étudier un secteur des fortifications Vauban. À Liverdun, en Meurthe-et Moselle, ce sont des hauts fourneaux datés du XIX^e siècle qui ont été analysés.

La qualité et l'originalité de certains des résultats acquis pour les périodes modernes et contemporaines, soulignent s'il en était besoin, l'intérêt et l'apport aux connaissances des résultats de ces opérations. La politique volontariste et non discriminante mise en place permet ainsi un traitement égal des différents champs chronologiques. Il est ainsi possible de démontrer la nécessité de s'engager dans des domaines souvent relégués pour ne pas dire délaissés du fait de l'existence d'une documentation que l'on considérerait pouvoir se substituer à la démarche archéologique.

Cette vision large de l'activité traduit la richesse et la qualité des résultats obtenus dans de très nombreux domaines et champs chronologiques. Pour être complet, ce rapide bilan mériterait d'être étoffé, en intégrant plus spécifiquement les données de l'archéologie programmée, qui restent parfaitement complémentaire à l'activité préventive. Le choix de ne présenter que quelques opérations de fouille comporte un double biais, celui de ne pas aborder la question des diagnostics en termes de résultats et de donner le sentiment de se concentrer sur le territoire alsacien. Ce sentiment résulte en fait d'une documentation à disposition qui reste encore pour 2022 en nombre et en qualité variable et en faveur de l'Alsace.

Bilan 2022 de la CTRA Est

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Par Nejma Goutas
Membre de la CTRA

En 2022, nous avons examiné 24 dossiers soit six dossiers de moins qu'en 2021 :

- 15 concernent le Grand Est et 9 la Bourgogne - Franche-Comté ;
- 10 dossiers concernent le préventif (contre 13 en 2021), presque exclusivement en Grand Est dont 4 RFO et 6 diagnostics archéologiques ;
- 14 dossiers relèvent de l'archéologie programmée (17 en 2021) : opérations de sondages, fouilles (pluriannuelles ou annuelles), un point sur travaux (PT) et 3 PCR ;
- à ceci s'ajoutent 3 autres dossiers d'archéologie programmée évalués par des rapporteurs extérieurs : 1 relevé d'art pariétal de la grotte d'Agneux à Rully en Saône-et-Loire ; 1 aide à préparation à publication (APP) et 1 demande d'analyse sur des grottes d'Arcy-sur-Cure dans l'Yonne. Soit au total 27 dossiers examinés en CTRA concernant la Préhistoire ancienne.

Opérations d'archéologie préventive

Diagnostics archéologiques

Sur les 6 rapports de diagnostics examinés, tous ont donné lieu à des projets de CCS, discutés collégialement en CTRA sauf un passé en inter CTRA. Toutefois, sachant que les diagnostics positifs non suivis d'une prescription de fouille ne sont généralement pas discutés en CTRA, nous ne savons pas combien ont pu éventuellement concerner de près ou de loin la Préhistoire ancienne. Il serait important que les experts puissent disposer de cette information au fil de l'eau ; celle-ci pourrait en effet et dans certains cas expliquer l'image déficitaire que l'expert peut avoir dans la détection des sites relatifs à sa période.

Cinq diagnostics concernent le Grand Est, un seul la Bourgogne (plus fort dynamisme en termes d'aménagement du territoire pour le Grand Est). Certains CCS auront donné lieu à diverses recommandations (délais, surface, analyses, méthodologie de fouille, expertises du RO ou de son adjoint, etc.), et donné lieu à des échanges en bonne intelligence avec les SRA, en amont de la CTRA et/ou pendant celle-ci. On constatera cette année encore (en regard du bilan de notre prédécesseur, V. Lhomme), une meilleure prise en compte dans les prescriptions de fouilles préventives des séquences pédosédimentaires à potentiel paléolithique (même en l'absence d'indices archéologiques mis en évidence lors du diagnostic où même quand ceux-ci sont douteux en raison d'un déficit d'expertise lors du diagnostic). On restituera ci-dessous brièvement les résultats des diagnostics examinés ayant motivé une prescription de fouille pour la période qui nous intéresse.

Grand Est

Dans le Bas-Rhin, à Soultz-les-bains à l'ouest de Strasbourg (M. Chosson - Archéologie Alsace) ont été mis en évidence des dépôts weichseliens (environ 110-70 ka et 35-22 ka BP) et des vestiges lithiques épars, dont la position secondaire reste à confirmer et qui pourraient datés du Paléolithique moyen. Si cette période est bien attestée localement (ramassages de surface, présence du site de Mutzig sur le versant sud du massif), les formations quaternaires du secteur demeurent encore largement méconnues alors même qu'elles offrent un potentiel de conservation indéniable pour la Préhistoire ancienne (travaux du PCR *PaléoEls*).

Dans les Vosges, au nord d'Épinal, un diagnostic intégrant pleinement la détection de sites paléolithiques et la caractérisation du contexte géomorphologique a été conduit sur la

commune de Chavelot par L. Forelle (Inrap). L'opération, adossée à des sondages profonds, impliquait la participation d'un paléolithicien et d'un géoarchéologue pendant toute la durée de la phase terrain. La stratégie d'intervention – déjà éprouvée sur des opérations telles que le Grand Canal dans la Somme ou le Contournement ouest de Strasbourg en Alsace – a permis de caractériser la stratigraphie du site, de préciser la chronologie des dépôts et de circonscrire des secteurs pouvant offrir un potentiel archéologique. Si au final peu d'indices archéologiques ont été mis en évidence, les nouvelles données apportées quant au paléosol du « Rang du Xay » confirment son potentiel en tant qu'horizon repaire pour mieux guider la détection des sites paléolithiques dans ce secteur. On rappellera que les sites en stratigraphie restent rares dans les Vosges et les industries difficiles à dater.

En Meurthe-et-Moselle, le diagnostic de Barbonville par L. Forelle (Inrap), en contexte alluvial, a donné lieu à la découverte d'un site du premier mésolithique très bien conservé et le seul à ce jour reconnu en stratigraphie pour le département. Bien que le taux d'ouverture ait été très en deçà des attendus de la prescription, cette opération aura permis sa documentation fine sur des fenêtres certes limitées, mais selon des principes méthodologiques rigoureux permettant d'élaborer un CCS à la hauteur des enjeux scientifiques de l'occupation.

Dans la Marne, un diagnostic réalisé à La Veuve par N. Achard-Corompt (Inrap) au nord de Châlons-en-Champagne aura permis la découverte d'une séquence tardiglaciaire sans mobilier archéologique associé comprenant notamment un horizon humifère potentiellement attribuable au réchauffement climatique de l'Allerød et un autre attribuable à la péjoration climatique du Dryas récent. Cette séquence sédimentaire est d'un intérêt certain pour documenter le paléoenvironnement et mieux comprendre les potentialités d'occupation humaine de ce secteur à ces périodes.

En moyenne terrasse de la Moselle à Fameck, c'est une séquence pédosédimentaire pléistocène (4 à 2 m de profondeur) qui a été mise en évidence par S. Viller (Inrap), renfermant un paléosol qui pourrait potentiellement conserver les vestiges d'une occupation du début du paléolithique supérieur ; perspective qu'il était nécessaire de confirmer dans le cadre d'une prescription de fouille préventive au vu de la très grande rareté des sites stratifiés de plein air attribuables à cette période à l'échelle du Grand Est. Plus largement, la connaissance du Paléolithique de la vallée de l'Orne et de la Moselle reste encore très lacunaire (ramassages de surface) et ce bien que ce secteur soit fortement investi par l'archéologie préventive depuis une trentaine d'années (les plus anciennes traces d'occupation humaine reconnues jusqu'à présent ne remontent pas au-delà du Néolithique ancien).

Bourgogne-Franche-Comté

On signalera enfin le diagnostic archéologique de S. Forel-Boeckler (Inrap) à Varois-et-Chaignot en Côte-d'Or, au nord-est de Dijon qui a livré des vestiges datés du Paléolithique moyen dès 50 cm de profondeur sous le sol végétal. Le secteur n'avait jusqu'alors renseigné aucune occupation antérieure à la protohistoire. Dans un contexte régional où les indices d'occupations moustériennes demeurent peu nombreux et ténus, cette nouvelle découverte offre un intérêt scientifique certain.

RFO (n : 4)

Le premier rend compte d'une opération menée en 2017 sur la commune de Champigny (Marne), au cours de laquelle des découvertes remarquables ont été faites par N. Garmond et S. Binder (service archéologique du Grand Reims). Le site prend place sur une terrasse alluviale ancienne sur le flanc nord du Mont Saint-Pierre, au nord du massif de la montagne

de Reims. Cette opération vient renseigner des horizons wechséliens bien conservés susceptibles de livrer des occupations du Paléolithique moyen. Cette découverte est une première pour le secteur de Reims. Parallèlement, elle a permis la découverte de vestiges du premier et du second Mésolithique pour certains exceptionnels à l'échelle du nord de la France et même européenne. L'ensemble de ces découvertes signerait la présence d'habitats érodés, en bordure de la Vesle, dont n'auront été conservées que les structures en creux. La fouille de Champigny contribue très utilement à enrichir le débat sur la détection des habitats de plein air mésolithiques et sur la nécessité de reconsidérer l'opposition territoriale entre « sites à fosses » et « sites à concentration de silex ». Cette opération a en outre permis la découverte d'une inhumation en fosse isolée du 7^e millénaire avant notre ère et contenant un individu de taille adulte et de sexe indéterminé. Quelques vestiges y ont été découverts et interrogent sur leur présence intentionnelle ou fortuite. Question non anodine au vu de la grande rareté des sépultures mésolithiques dans la moitié nord de la France ayant livré du mobilier funéraire.

Le second concerne une fouille préventive (2015) à La Chapelle-Saint-Luc dans l'Aube, près de Troye par A. Rémy (Inrap), qui aura dû composer avec divers aléas dont le désengagement du géoarchéologue. Dix sept fosses, attribuées ou supposées appartenir au Mésolithique (période non identifiée au diagnostic), ont été mises au jour dans les alluvions anciennes de la moyenne terrasse de la Seine. Pour sursoir aux conséquences de découvertes surnuméraires sur le calibrage de l'opération, en concertation avec le SRA, une forte mécanisation aura été pratiquée pour fouiller un maximum de vestiges. Ce gisement est venu renforcer le corpus des sites mésolithiques à fosses, vierges de mobilier, sans site d'habitat associé, ou peut-être devrions-nous dire sans site d'habitat reconnu ou reconnaissable. Au vu des résultats de l'opération de Champigny (*cf. supra*), on peut en effet se demander dans quelle mesure des habitats érodés ne pourraient avoir existé à proximité de ces fosses, et dont la reconnaissance aura été impossible au vu de la forte mécanisation de la fouille, de sa complexité, de la richesse des faits retrouvés et fouillés en un temps limité et des manques relatifs à la géoarchéologie du site ?

Le troisième RFO concerne une opération conduite sur la commune de Sausheim, dans le Haut-Rhin par F. Bachellerie (Archéologie Alsace), au nord de Mulhouse et non loin du site d'Einsisheim-Réguisheim qui a notamment livré de riches occupations mésolithiques. Malgré des découvertes peu nombreuses, cette opération est venue confirmer le fort potentiel de conservation de la plaine de l'Ill pour les débuts de l'holocène et enrichir une connaissance encore lacunaire des sites de plein air mésolithiques en plaine d'Alsace.

Le quatrième RFO restitue les résultats de la fouille de F. Bachellerie (Archéologie Alsace) à Pfulgiesheim dans le Bas-Rhin, sur le plateau du Kochersberg, façonné dans d'épaisses formations loessiques pléistocènes. Il s'agit de l'un des sept sites paléolithiques identifiés - via des sondages profonds en puits - lors des diagnostics réalisés dans le cadre des travaux d'aménagement du COS. Il vient spécifiquement enrichir le corpus encore fragile des sites du Paléolithique moyen alsaciens et offre une rare opportunité pour la France septentrionale de documenter les modalités d'acquisition, de traitement des carcasses animales pour le Début Glaciaire Weichselien et de renseigner plus finement la mobilité des populations néandertaliennes et la complémentarité fonctionnelle des sites. La nouvelle séquence loessique mise au jour contribue à l'élaboration d'un modèle chronostratigraphique et environnemental plus robuste pour une région où ces formations sédimentaires restent mal connues. Les résultats de cette opération illustrent tout l'intérêt des collaborations interinstitutionnelles et leur redéploiement au sein de programmes de recherches régionaux.

Opérations d'archéologie programmée

On ne s'attardera pas ici sur les opérations déjà engagées de longue date et dont la qualité assure chaque année des résultats robustes :

- PCR *PaléoEls* : fin de la seconde triennale qui a été très féconde en résultats et pourvoyeuse d'une dizaine de recherches universitaires (resp. P. Wuscher, Archéologie Alsace) ; reconduite du PCR pour une nouvelle triennale (resp. F. Bachellerie - Archéologie Alsace et M. Fabre, Antéa-Archéologie) ;
- poursuite des fouilles (rapports intermédiaires) : de l'abri-sous-roche de Mutzig, Rain, dans le Bas-Rhin, devenu une référence pour le Paléolithique moyen du Nord-Ouest européen (quatrième triennale : resp. H. Koehler et F. Wegmüller - Archéologie Alsace) et dont les archéologues ont célébré en 2022 les 30 ans de sa découverte ; de l'abri de Blénien à Wolschwiller dans le Haut-Rhin (S. Griselin - Inrap et C. Beauval, Archéosphère : troisième triennale) livrant des occupations datées du Paléolithique supérieur et surtout la première séquence Magdalénien/Azilien reconnue régionalement ; du site d'Arbois dans le Jura (F. Séara, DRAC Alsace), un des très rares sites de plein air mésolithiques actuellement en cours de fouille à l'échelle nationale et où furent aussi identifiés des industries de l'extrême fin du Tardiglaciaire (fin Alleröd/Dyras récent).

Concernant les récentes ou nouvelles opérations, pour le Grand Est, on évoquera le site de Resson – les Carrières à La Saulsotte dans l'Aube (examens des résultats d'une fouille et d'un sondage conduits en 2020 et 2021 : resp. D. Hérisson et J. Dabkowski, CNRS). Ce site offre une importante formation de tuf calcaire de l'interglaciaire éémien (130 -112 ka), dilatée sur 8 à 10 m d'épaisseur, et connue depuis le XIX^e siècle pour son potentiel exceptionnel en matière d'enregistrement climatique et paléoenvironnemental et son intérêt archéologique (faunes avec traces de boucherie, vestiges lithiques du Paléolithique moyen et restes humains). Les opérations de terrain et révisions des anciennes collections de Resson apportent des informations majeures pour la reconstitution des dynamiques paléoenvironnementales en amont du bassin de la Seine au cours de l'éémien et en particulier pour le début de cette phase encore peu connue. Cet environnement forestier éémien en lien avec des occupations du Paléolithique moyen n'était jusqu'alors reconnu que sur deux sites de la moitié septentrionale de la France, et sur moins d'une dizaine sur toute l'Europe. La poursuite des analyses à haute résolution devrait permettre de faire du site de Resson une séquence de référence en la matière. La nouvelle demande concernait une série de sondages profonds en puits à la pelle mécanique afin d'explorer de manière plus extensive le potentiel archéologique de l'ensemble de la zone nord du tuf, en dehors de la carrière investiguée les années précédentes.

Concernant la Bourgogne-Franche-Comté, comme l'an passé les opérations concernent principalement la Saône-et-Loire. Pour la grotte des Furtins (resp. L. Barriquand, doctorant Edytem), nous avons examiné une demande de réalisation d'un relevé tomographique par résistivité électrique du flanc de la colline boisée surplombant la cavité. Celui-ci complètera un travail pluridisciplinaire de relecture quasi exhaustive de la cavité engagé depuis 2019. Croisée au modèle 3D de la cavité déjà acquis, cette analyse permettra de mieux appréhender les modalités de son fonctionnement au cours du temps.

Une opération a aussi été menée sur la grotte de La Grange à Rully (resp. H. Floss), à proximité des grottes d'Agneux dont l'art pariétal est actuellement en cours d'étude par l'équipe de l'Université de Tübingen. Vidée à une époque indéterminée, elle devait renfermer des

occupations du Paléolithique moyen et supérieur (résultats des prospections de surface réalisées sur les pentes jouxtant l'entrée). Dans l'objectif de rechercher des dépôts quaternaires encore en place, trois sondages ont été réalisés mais le potentiel archéologique s'est avéré totalement détruit par des activités humaines remontant sans doute au XIX^e siècle. Une nouvelle demande a aussi été instruite sur la grotte de la Mère Grand (resp. H. Floss et K. Herckert), voisine de la grotte de La Grange, où fut identifié anciennement un horizon livrant du Paléolithique moyen récent. Les objectifs de cette opération sont modestes (rechercher les limites de la tranchée réalisée par J. Combier ; réévaluer la stratigraphie ; réaliser de premières datations ¹⁴C ; évaluer les déblais et les dépôts de pente).

Toujours en lien avec les activités de l'Université de Tübingen, une fouille a été initiée sur la commune de Clessé (resp. D. Boysen, doctorant) où la découverte en surface de nombreux bifaces pouvait laisser présager la présence de dépôts MTA en place (en lien avec un possible atelier de taille). Au vu de la surface très restreinte investiguée (2 m²), et des manques dans l'analyse taphonomique du site, une poursuite de l'opération en 2022 et des compléments d'informations s'imposaient pour mieux comprendre le site. Plusieurs préconisations ont été faites dont le renforcement de l'équipe de fouille et l'intégration à l'équipe d'un géoarchéologue.

Une nouvelle opération et une première demande (resp. S. Soriano, CNRS) sont venues alimenter un programme de recherche européen dédié au Moustérien de type Quina (ERC *Quina World* - dir. G. Guérin). La première, en Saône et Loire, concerne le site de Vergisson IV, l'un des rares sites stratifiés en contexte karstique de la région pour le Paléolithique moyen. Implanté sur le flanc méridional de la Cuesta dite Roche de Vergisson, à un kilomètre à peine de la Roche de Solutré, il appartient à un ensemble de grottes dont le potentiel archéologique et/ou paléontologique est connu depuis la fin du XIX^e siècle ou le milieu XX^e siècle (fouilles J. Combier). Cette modeste opération (reprise de coupe, échantillonnages pour analyses diverses) a permis de tester la validité de l'archéoséquence nouvellement proposée dans le cadre d'une recherche doctorale en cours (M. Massoulié, univ. Paris X). La nouvelle demande a concerné une vacation pour étude de mobilier et une courte opération de terrain. En parallèle, une première demande de sondage a été déposée pour le site de plein air de La Mouillée (Nièvre) où des ramassages de surface signent la présence d'un Moustérien de type Quina qui pourrait avoir été conservé en stratigraphie au sein d'une doline. Ce site constitue actuellement l'une des occurrences Quina les plus au nord-est de la France, la seule connue au nord de la Loire, et un cas rare d'occupation de plein air pour ce faciès.

En Haute-Saône, à Fouvent-le-Bas, une opération exploratoire a été conduite sur la grotte Cuvier 2 (resp. A. Lamotte), occupée au Paléolithique moyen, à la Transition et au Paléolithique supérieur (ainsi que par l'Hyène des cavernes) afin d'évaluer le potentiel archéologique conservé au sein d'un diverticule. Cette modeste intervention a été suivie d'une demande d'opération triennale pour préciser la nature et la chronologie du remplissage, celles des occupations humaines et des carnivores, le cadre paléoclimatique et travailler à une meilleure connaissance du karst dans son ensemble.

On se réjouira enfin de la naissance de deux nouveaux PCR pour la région Grand Est. Nous avons ainsi examiné les résultats prometteurs de la première année de fonctionnement du PCR *Le paléolithique en Lorraine, peuplement et paléoenvironnement du pays Messin* (G. Asselin - Metz Métropole). Il aborde les différentes phases du Paléolithique au sein d'une fourchette chronologique définie entre - 500 000 et - 10 000 ans mais s'ancre géographique sur une zone d'étude assez restreinte : le pays messin. 248 sites ou indices de sites paléolithiques ont été

recensés en lien principalement avec des ramassages de surface. Ce premier constat permet de saisir tout l'intérêt de ce PCR au vu des lacunes évidentes sur la connaissance du Paléolithique en pays messin, alors même que l'archéologie préventive y est importante ce qui pose la question de la détection précoce des sites paléolithiques, dès la phase de diagnostic, et de l'intérêt d'une stratégie concertée apte à renseigner les contextes géomorphologiques favorables à la conservation des sites et à sensibiliser les acteurs de terrains à ces problématiques. Ce PCR vient clairement remplir un manque de connaissances sur la Préhistoire ancienne en Lorraine. Le second PCR *Réévaluation du paléolithique de la Champagne-Ardenne* (resp. M. Dachary - SRA Nouvelle-Aquitaine) a pour objectif de produire une synthèse transchronologique de l'occupation de la Champagne-Ardenne au Paléolithique, en travaillant à discriminer ce qui relèvent de véritables hiatus d'occupations humaines (contraintes environnementales vs provinces culturelles), des biais d'origine taphonomique et ceux inhérents à l'histoire de la recherche archéologique sur ce territoire. Ce PCR s'inscrit dans le prolongement des travaux engagés depuis 2018 par M. Dachary et Y. Chantereau (géoarchéologue, SRA Bretagne) dans le cadre des missions du SRA Grand Est lorsque tous deux étaient en fonction sur le site de Châlons-en-Champagne. Les bases d'une méthodologie devant favoriser la détection dès la phase de diagnostic des vestiges du Paléolithique en Champagne-Ardenne avaient alors été mises en place, en considérant la diversité des environnements associés à ce territoire nécessitant une approche géoarchéologique adaptée au cas par cas. Le travail bibliographique venant soutenir cette demande de PCR montre combien la pauvreté apparente en sites paléolithiques pour cette région se doit d'être désormais nuancée. Les terrasses alluviales de l'Aube offrent un vrai potentiel, de même que les grottes ou abris-sous-roche du Massif ardennais et de la bordure méridionale du Plateau de Langres.

In fine, ces deux nouveaux PCR, amenés à s'ouvrir à de nouvelles compétences, sont des initiatives plus que louables et qui viendront palier à un manque dans la structuration de la recherche sur le Paléolithique pour les secteurs concernés et à consolider un cadre chronostratigraphique encore très lacunaire pour le Pléistocène dans ce secteur. Ils devraient constituer dans l'avenir des appuis très utiles à la programmation des recherches archéologiques en Lorraine et en Champagne-Ardenne, à l'image de la dynamique initiée depuis 2015 par le PCR *PaléoEls* pour l'Alsace. Des échanges entre ces trois PCR seraient sans nul doute bénéfiques. Ils pourraient même, à terme, donner lieu à l'organisation d'une journée scientifique sur les forces et fragilités de l'archéologie de la Préhistoire ancienne en région Grand Est.

NÉOLITHIQUE

Par Samuel Van Willigen,
Membre de la CTRA

L'année 2022 a été marquée, pour ce qui concerne le Néolithique, par une certaine stagnation par rapport aux années précédentes, puisque 33 dossiers ont été examinés (contre 35 en 2021). La proportion préventif-programmé est à nouveau nettement en faveur du préventif dont sont issus vingt dossiers (11 RFO, 8 diagnostics et un CCS). Avec treize dossiers (3 aides à la publication, 3 demandes de sondages et prospections thématiques et 7 demandes de PCR) l'archéologie programmée a tout de même largement contribué à l'activité dans les régions Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté en 2022 et a même tendance à gagner du terrain par rapport à l'archéologie préventive.

Le rythme reste soutenu dans le Grand Est avec un total de 24 opérations, même s'il est en légère baisse (27 opérations en 2021). Ce léger recul s'inscrit dans une tendance plus large engagée depuis la fin des années 2010. Il est lié d'une part à la réduction progressive du nombre de RFO liés au contournement ouest de Strasbourg (COS), mais également à la légère diminution de l'activité dans les carrières de granulats de la zone des confluences Seine-Yonne et Seine-Aube. L'essentiel des opérations a concerné le Bas-Rhin (9), l'Aube (4) et la Marne (4). Comme les années précédentes, plusieurs départements (Haut-Rhin, Ardennes, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges) restent en marge de l'activité archéologique, même s'ils sont occasionnellement (et heureusement) concernés par des projets d'archéologie préventive.

La région de Bourgogne-Franche-Comté montre un certain regain d'activité par rapport aux années précédentes grâce à plusieurs opérations d'archéologie programmée, notamment celles mises en place autour des sites de Vix, d'Autun et de Chalain-Clairvaux ainsi que les projets d'étude et de publication des sites de la vallée de l'Yonne (PCR). Avec deux diagnostics conduits dans l'Yonne et la Saône-et-Loire, l'archéologie préventive reste, pour ce qui concerne le Néolithique, très discrète dans la région. À l'instar des années précédentes, les départements du Doubs, de la Nièvre et de la Haute-Saône n'ont fait l'objet d'aucune opération ayant concerné le Néolithique.

Dans le détail, l'année 2022 aura été marquée par le rendu de l'excellent RFO réalisé sous la direction de S. Poirier et consacré à la dernière opération en date sur le site exceptionnel de Pont-sur-Seine/La Villeneuve-au-Châtelot. Les nombreuses opérations qui se sont succédé sur ce vaste site ont permis d'explorer plusieurs dizaines d'hectares et de mettre au jour des structures monumentales (palissades, fossés et bâtiments) inédites. Un travail d'envergure regroupant les différents intervenants sera nécessaire pour avancer dans la compréhension et l'interprétation de cet ensemble unique à l'échelle de l'Europe.

Plusieurs pôles d'intense activité archéologique se dégagent de ce rapide tour d'horizon. Le premier, qui concerne l'agglomération de Strasbourg et ses environs, est lié aux opérations du COS ainsi qu'aux nombreuses interventions d'archéologie urbaine et périurbaine. Les informations recueillies cette dernière décennie sont considérable et mériteraient la mise en place de projets de synthèse. Le deuxième pôle, la zone des confluences Seine-Yonne-Aube, reste très actif malgré un ralentissement de l'extension des carrières de granulats. Le troisième pôle concerne l'agglomération de Troyes. Dans ces deux derniers cas, on notera avec satisfaction la mise en place de plusieurs PCR et APP ambitieux qui devraient permettre de commencer à exploiter et à rendre accessible une masse considérable de données acquises ces dernières décennies :

- *La Plaine de Troyes : évolution d'un territoire rural des premiers agriculteurs au premier réseau villageois* (V. Riquier) ;
- *Anthropisation du secteur de confluence Seine-Aube-Noxe-Ardusson* (A. Letor et al.) ;
- *Villeneuve-la-Guyard, Les Terres de Prépoux* (M. Prestreau) ;
- *Les enceintes néolithiques de plaine sur l'axe Yonne, Armançon, Saône* (M. Prestreau).

Le déséquilibre, récurrent depuis plusieurs décennies entre ces zones marquées par une intense activité archéologique et les départements dans lesquels les interventions de l'archéologie préventive sur des sites néolithiques restent rares, subsiste. Il faut tout de même saluer la relance des recherches autour des sites palafittiques du Jura avec la demande de prospections/sondage *L'hypothèse de l'exploitation agricole de la tourbière littorale du lac de Chalain (Jura) au Néolithique et à l'âge du Bronze* déposée par H. Richard et C. Petit, et

l'ouverture des recherches sur la région de Vix à des problématiques diachroniques dans le cadre du projet *Vix et son environnement* (B. Chaume).

Ces régions restées en marge de la recherche sur le Néolithique continuent à profiter de plusieurs projets de la recherche programmée conduits par des individus ou équipes extrêmement dynamiques. On mentionnera ainsi les différentes prospections réalisées depuis plusieurs années par S. Schmitt et son équipe dans les Vosges. Les deux PCR *Les complexes miniers néolithiques de la région des Marais de Saint-Gond (Marne)* (R. Martineau) et *Le complexe monumental de la Genetoye* (F. Ducreux pour le volet Néolithique) permettent certaines ouvertures sur le Néolithique dans deux régions où cette période est encore largement inconnue. Soulignons au passage que ces deux PCR combinent des études documentaires et des publications, mais également des travaux de terrains d'envergure.

Nous terminerons ce bref bilan par quelques inquiétudes et regrets. Comme cela a été signalé dans différentes occasions, la vallée de l'Yonne et sa confluence avec la Seine est une région importante pour la compréhension des relations entre le Bassin parisien et le Midi de la France au Néolithique. De nombreuses opérations de terrain y ont eu lieu depuis les années 1990, mais rares sont les publications de site et les synthèses. Les deux PCR actuellement en activité (*Villeneuve-la-Guyard-Les Terres de Prépoux* et *Les enceintes néolithiques de plaine sur l'axe Yonne, Armançon, Saône*, M. Prestreau) pourraient combler une partie de ce déficit. Il s'agit cependant de deux projets extrêmement ambitieux et lourds qui mériteraient d'être redimensionnés au risque qu'ils ne puissent conduire à des résultats satisfaisants. Plus largement, on regrettera que les connaissances relatives au Néolithique dans les quatre départements bourguignons stagnent à un niveau très bas. Cela est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'une région qui occupe une position clé entre les différents domaines du Néolithique d'Europe occidentale.

ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER

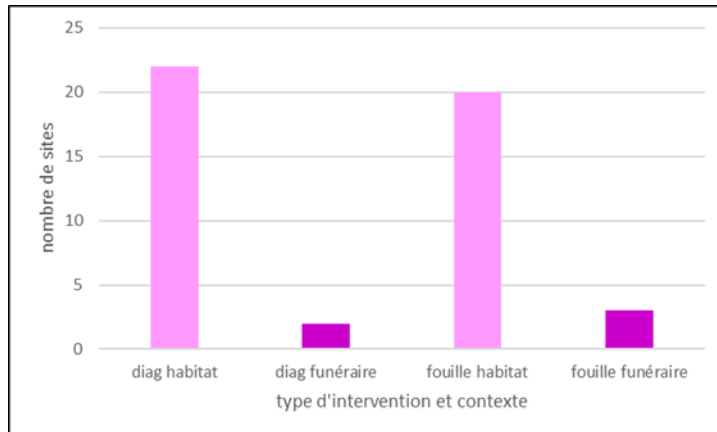
Par Rebecca Peake
Membre de la CTRA

En 2022, un total de 53 dossiers a été examiné pour les périodes chronologiques de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer, ce qui correspond à la moyenne haute du nombre de dossiers examinés par an à la CTRA Grand Est (43 dossiers en moyenne par an). On décompte pour l'archéologie préventive 23 dossiers de diagnostic (une petite baisse par rapport aux 29 dossiers examinés en 2021) et 20 dossiers de fouille (en légère hausse par rapport aux 18 dossiers de 2021). Le nombre de projets de recherche (fouille programmée, prospection, projets collectifs de recherche et projets de publication) correspond à 10 dossiers en 2022, une augmentation nette par rapport aux six dossiers examinés en 2021.

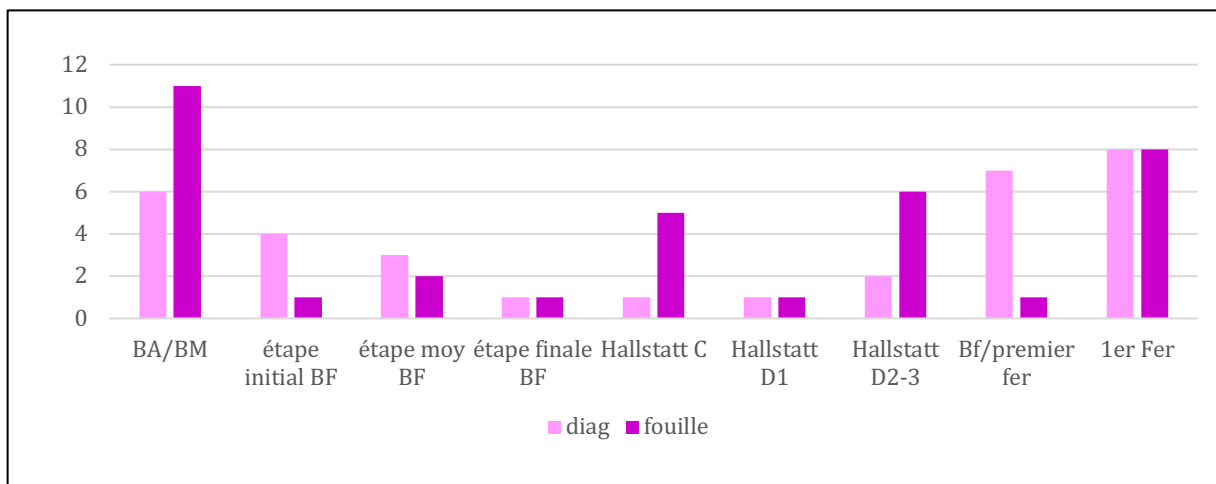
En ce qui concerne les types de contextes diagnostiqués et fouillés, les habitats arrivent nettement en tête avec 22 dossiers en diagnostic et 20 dossiers de sites ayant fait l'objet d'une fouille. Les contextes funéraires sont nettement moins nombreux, seulement deux sites détectés en diagnostic et trois dossiers examinés a posteriori de sites funéraires fouillés. Ces chiffres marquent une légère baisse par rapport à 2021.

En revanche, la ventilation des sites par période chronologique montre des différences marquées entre les différentes périodes. On constate une augmentation du nombre de sites du Bronze ancien et moyen par rapport à 2021. La hausse du nombre de sites fouillés (on passe de sept sites en 2021 à 11 sites en 2022) serait due aux rapports de fouille qui

concernent les opérations conduites sur le contournement est de Strasbourg, où les sites anciens ont été particulièrement nombreux.



En revanche, on note une baisse générale dans le nombre de sites datés du Bronze final détectés en diagnostic et fouillés par rapport à 2021. En parallèle, le nombre de sites du premier âge du Fer reste stable. On constate toujours le problème de datation des sites en diagnostic, puisque 15 sites (plus que la moitié des sites détectés en diagnostic) n'ont pas reçu de datation chronologique plus précise que Bronze final -premier âge du Fer.

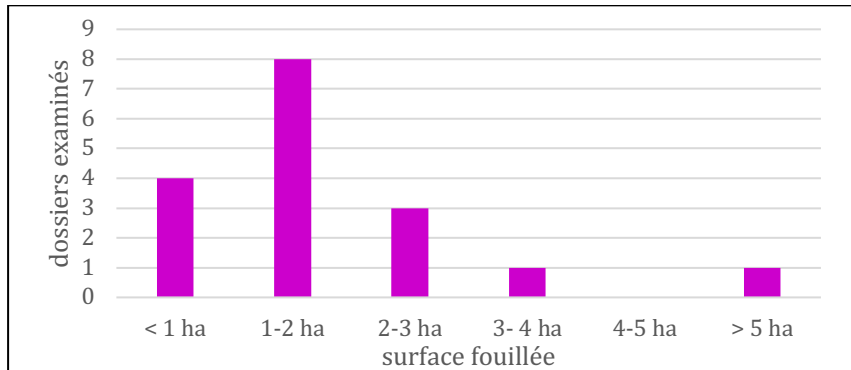


Les diagnostics

Malgré la tendance générale d'une réduction de la surface des emprises diagnostiquées, le nombre de sites de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer identifiés et prescrits, reste stable par rapport aux années précédentes. Les occupations de ces périodes ont été aussi bien détectées sur des petites opérations que sur des emprises plus importantes. Parmi les 23 dossiers de diagnostic examinés en 2021, quatre concernent des surfaces qui excèdent les 15 hectares, dont une opération à Marcilly-sur-Seine (Marne) conduite dans le cadre d'un projet de carrière sur une surface de presque 23 hectares. Sans doute le diagnostic le plus spectaculaire en termes de vestiges découverts est celui conduit sur une vaste surface de 19 hectares à Réguisheim (Haut Rhin) par M. Roth-Zehner. Cette opération a permis de mettre au jour la suite de l'important espace funéraire d'Ensisheim-Réguisheim, occupé pendant le Néolithique, l'âge du Bronze, l'âge du Fer et la période alto-médiévale. L'opération de 2022 a été menée de manière exemplaire en combinant les résultats sondages effectués, le contexte archéologique environnant, avec des informations issues des photos aériennes et des

prospections géophysiques pour minimaliser l'impact réel du diagnostic sur la zone funéraire (et les sépultures) et pour estimer avec le plus d'exactitude possible le potentiel archéologique du site.

Les fouilles



La majorité des fouilles concerne des surfaces de moins de trois hectares, la taille des emprises de fouille reste donc stable par rapport à 2021, après une baisse significative des surfaces entre 2017 et 2020. Les fouilles menées autour de Strasbourg dans le cadre du COS illustrent, comme en 2021, la richesse des vestiges de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer en Alsace, sans oublier d'autres fouilles importantes menées à Lampertheim (Alsace), à Saint Julien (Côte-d'Or) et à Champigny (Marne). Il faut aussi noter l'importante découverte faite à Colmar, rue des Aulnes (resp. L. Vergnaud) d'une sépulture à inhumation datée du Hallstatt D conservant son architecture interne en bois.

Les rapports de fouille examinés en 2022 montrent, dans la grande majorité des cas, la grande qualité du travail fourni sur le terrain et lors de la phase étude. Les fouilles sont menées par des responsables chevronnés et spécialisés dans la période, les études du mobilier sont pertinentes et les aspects paléoenvironnementaux sont aujourd'hui pleinement intégrés dans l'approche générale du site dès la phase terrain. Seul point négatif, on remarque encore un problème d'utilisation des analyses radiocarbone, encore trop souvent réalisés sur des écofacts isolés, qui ne datent pas nécessairement la structure archéologique dont ils sont issus. Puis, s'ensuit le problème d'interprétation des datations aberrantes qui ne correspondent pas à la chronologie attendue, qui sont le plus souvent rejetées.



Colmar, rue des Aulnes (resp. L. Vergnaud). Sépulture à inhumation datée du Hallstatt D conservant son architecture interne en bois.

L'archéologie programmée

L'archéologie programmée connaît une progression par rapport aux années précédentes avec 10 dossiers examinés en 2022. Il s'agit à la fois de la continuation ou le renouvellement de projets en cours et la présentation de nouveaux dossiers :

- trois demandes d'aide à la publication de résultats de PCR, PCR *Bezannes* (S. Bundgen), PCR *Plaine de Troyes* (V. Riquier) et PCR *Haguenau* (L. Cormier-Tremblay) ;
- trois PCR en cours : PCR *Saône-Doubs* (E. Dubreucq, M. Thivet), PCR *Dépôts salinois* (E. Gauthier), PCR *Métallurgistes en France* (M. Gabillot) ;
- un nouveau PCR: *Anthropisation du secteur de confluence Seine-Aube-Noxe-Ardusson : données archéologiques et environnementales, de la fin du Tardiglaciaire à aujourd'hui (2022-2026/2027)* (A. Letour et al.) ;
- trois fouilles programmées : Vix, reprise de la fouille du rempart 11 (P. Ramsi), Bragny-sur-Saône (E. Dubreucq, V. Cicolani), rapport de la fouille programmée du tumulus de Vix (B. Dubuis).

Le nouveau PCR Seine-Aube-Noxe-Ardusson vise à exploiter les nombreuses données archéologiques et environnementales de l'Aubois avec l'objectif de comprendre la relation entre l'histoire du peuplement et l'environnement naturel en suivant la dynamique des installations humaines sur une période longue de la fin du Tardiglaciaire à nos jours.



La qualité scientifique de l'opération de fouille programmée menée en 2019 sur le tumulus de Vix mérite une mention particulière dans ce bilan annuel. La fouille, motivée par un projet de valorisation des travaux archéologiques menés sur le Mont Lassois et par les résultats des prospections magnétiques conduites par le DAI de Berlin sur le monument, a permis un nouveau regard sur le tumulus et la tombe princière fouillés en 1953. Cette nouvelle approche propose entre autres un historique de la construction du monument à travers l'étude de son architecture, mettant en lumière l'aménagement d'un possible podium maçonné pour l'installation d'un statuaire sur la façade du monument qui fait face au Mont Lassois.

Bilan

Le bilan 2022 montre une petite augmentation dans le nombre de dossiers examinés 53 en 2022 par rapport à 46 en 2021, due aux rapports de fouille et aux dossiers d'archéologie programmée. Le nombre de dossiers examinés a priori est, en revanche, en légère baisse. Il faut souligner, comme en 2021, la qualité des dossiers examinés, tant sur le fond que sur la forme et les réelles avancées faites dans l'approche environnementale des sites de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer. Par ailleurs, le rendu de plusieurs très bons rapports de fouilles réalisées dans le cadre du grand projet d'aménagement du Contournement ouest de Strasbourg souligne la grande qualité des opérations menées et un suivi scientifique en adéquation. La publication synthétique des données et un bilan analytique de ce projet seraient les bienvenus dans un avenir proche.

SECOND ÂGE DU FER

Par Jean-Marie LARUAZ
Membre de la CTRA

Le bilan de l'année 2022 pour l'examen des dossiers relatifs à la période du deuxième âge du Fer se révèle conforme aux observations des années précédentes. Avec 39 dossiers, comptant au total plus de 15 000 pages, le nombre d'occurrences et leur volume restent stable par rapport à 2021 (40). La répartition géographique des interventions suit quant à elle les mêmes disparités qui ont été constatées depuis plusieurs années maintenant : l'ancienne région Champagne concerne près de la moitié des rapports examinés, tandis que la Franche-Comté n'est représentée que par une unique opération. L'Alsace et la Bourgogne sont bien couvertes avec respectivement 10 et 7 dossiers. Dans le détail, sur les 18 départements que compte la région, seuls 13 sont représentés et ce sont toujours les départements de la Marne (10) et du Bas-Rhin (7) qui connaissent l'activité la plus importante.

L'archéologie préventive reste le principal vecteur des connaissances pour cette période, avec 24 dossiers. Ils se répartissent équitablement entre les rapports de diagnostic et les RFO. La programmation n'est pas en reste, puisque plusieurs rapports de fouilles ont été examinés. Ils concernent toutefois majoritairement la Bourgogne. Le nombre de sondages est assez faible, en revanche l'activité liées aux projets collectifs de recherche, qui rassemblent de nombreux chercheurs, est particulièrement dynamique dans la région. Ces derniers sont au nombre de cinq. Ils abordent surtout des problématiques liées aux formes de l'habitat, et notamment la question de l'urbanisation (PCR *Vix et son environnement* (coord. B. Chaume) ; PCR *Confluence du Doubs et de la Saône* (coord. E. Dubreucq (Éveha) et M. Thivet (Université de Besançon) ; PCR *Nasium* (coord. B. Bonaventure, Archeodunum). L'Alsace reste un secteur pilote pour l'étude des occupations de hauteur, avec plusieurs sites explorés simultanément, et des données rassemblées au sein du PCR coordonné par C. Féliu (Inrap). Parmi les PCR relatifs à l'âge du Fer, il faut encore signaler celui qui concerne la tombe princière de Lavau (coord. B. Dubuis, Inrap), qui a donné lieu comme les années précédentes à des analyses de pointe sur le mobilier issu de cette fouille préventive.

Les acteurs de la recherche proviennent d'horizons divers. Des agents de l'Inrap ont signé la moitié des rapports qui concernent le deuxième âge du Fer, majoritairement à l'occasion de diagnostics. Les collectivités ont assuré la réalisation d'un quart des opérations. S'agissant des opérateurs privés, leur part reste globalement stable. On note toutefois cette année leur diversité (4 opérateurs pour 5 opérations).

La qualité formelle des rapports examinés est en nette amélioration depuis quelques années. On déplore encore quelques présentations inadaptées pour des rapports de diagnostics, mais les RFO se révèlent quant à eux la plupart du temps très bien conçus. L'usage de systèmes d'information géographique (SIG) s'est répandu, mais il n'est pas encore assez systématique. Dans bien des cas il permettrait de fournir des cartes plus claires pour le contexte archéologique ; des plans à différentes échelles, pour améliorer la présentation des vestiges ; et surtout des cartes de répartition du mobilier. Ce point en particulier pourrait être sensiblement amélioré à l'avenir. Pour la période considérée, où l'organisation des sites apparaît souvent diffuse, cet outil se révèle bien souvent déterminant. On note d'ailleurs que de nombreux spécialistes se sont aujourd'hui formés à l'utilisation de ces logiciels, alors que les responsables d'opération paraissent moins sensibles à son intérêt. Cela conduit parfois à des situations paradoxales, où l'analyse spatiale des sites se révèle plus poussée dans les études spécialisées que dans la synthèse des résultats.

Comme l'année précédente – ce qui constituait alors une relative nouveauté - on remarque la diversité des contextes d'interventions. Ce constat, mis sur le compte d'une politique de prescription volontariste, est à l'origine de résultats originaux. Des zones rarement investiguées ont ainsi fait l'objet de fouilles (parc éolien à Ménil-Annelles, dans les Ardennes (RO E. Morin, Éveha) et des informations intéressantes ont pu être recueillies au travers d'opérations en contexte semi-urbain (réseau de chaleur à La Veuve, Marne, RO A.-L. Edme, Inrap).

Les opérations de terrain ont principalement concerné des établissements ruraux, et couvrent toutes les phases du second âge du Fer, parfois également du premier. Plusieurs opérations de grande ampleur ont permis de documenter des sites complexes, parfois multiphasés. On signalera notamment l'important travail réalisé dans le secteur de la Villeneuve-au-Châtelot (Aube), lors d'une fouille conduite par Sandy Poirier (Éveha) sur une superficie de près de 11 ha. L'intervention a notamment permis de documenter de nouveaux témoins de l'occupation laténienne de cette zone particulièrement riche. À la Chapelle-Saint-Luc, également située dans l'Aube et à Billy-le-Grand, dans la Marne, deux autres opérations - respectivement dirigées par A. Rémy (Inrap) et C. Beauchamp (Arkemine) – ont quant à elle permis de mettre au jour des occupations très denses, du tout début de notre ère, qui contribuent à enrichir nos connaissances sur les formes de l'habitat à cette période. Des occupations plus circonscrites ont également été fouillées, notamment des batteries de silos.

Les connaissances sur l'urbanisme gaulois se sont également accrues avec la poursuite des fouilles entreprises sur l'*oppidum* de La Cheppe (Marne, coord. H. Bocquillon, Inrap) et bien entendu sur celui de Bibracte en Bourgogne. En 2022 a d'ailleurs débuté le nouveau programme quadriennal du centre de recherche (2022-2025) dirigé par V. Guichard. Dans le cadre des PCR déjà évoqués, d'autres interventions de terrain ont concerné des agglomérations de la période de La Tène, à Verdun-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire) et Boviollles (Meuse). La mise en œuvre de programmes pluridisciplinaires sur ces différents sites a permis cette année d'apporter des résultats originaux, notamment le recours à des prospections géophysiques sur de vastes surfaces, et la multiplication des prélèvements à des fins d'analyses paléo-environnementales.

Les sites de hauteur alsaciens du Frankenbourg (dir. C. Féliu, Inrap) et du Britzgyberg (dir. A.-M. Jouquand, Université de Strasbourg) ont fait l'objet d'ultimes vérifications de terrain. Il reste désormais à achever certaines études de mobilier pour pouvoir engager le travail de publication de ces sites de référence. Dans le cadre du PCR *Vix et son environnement* (*supra*),

les sondages réalisés par S. Krausz (Univ. Paris 1), au pied du Mont Lassois, ont quant à eux permis de confirmer l'hypothèse d'un développement outre-seine de la résidence princière. La présence d'un système de fortification mixte, présentant un état de conservation exceptionnel, constitue une découverte de premier plan. La mise en évidence de ce système de fortification cohérent, incluant une portion de 250 m du fleuve et des canaux artificiels, donne un crédit indéniable à l'hypothèse portuaire.

Pour achever ce panorama, les données funéraires ne sont pas en reste avec plusieurs découvertes importantes. On mentionnera en particulier un enclos funéraire à Val-de-Vesle (Marne), dont la fouille, dirigée par D. Bouquin (Service archéologique du Grand Reims), a été exemplaire depuis le terrain, jusqu'à la restitution des données. Mais aussi une portion de nécropole à Ménil-Annelles dans les Ardennes (RO E. Morin, Éveha) qui a livré un lot de mobilier particulièrement riche, et une seconde à Magny-sur-Tille en Côte-d'Or, caractérisée par la présence d'un tumulus avec de nombreuses sépultures périphériques. Le responsable de cette dernière opération, G. Videau (Inrap), est tragiquement décédé au moment d'achever ce rapport. Il appartiendra à ses collègues de mener la publication de cette importante fouille jusqu'à son terme.

ANTIQUITÉ (ESPACE URBAIN)

Par Sylvie CROGIEZ-PETREQUIN

Membre de la CTRA

En 2022, une trentaine de dossiers ont été examinés pour la catégorie « Antiquité urbain », catégorie qui comprend les villes mais aussi dans une moindre mesure les agglomérations secondaires (Ehl-Benfeld par exemple, ou Mâlain). On entend aussi dans ce terme les faubourgs des villes antiques ou actuelles, comme par exemple Koenigshofen/Strasbourg. Depuis 2017, il y a eu de vastes surfaces au cœur de plusieurs grands centres urbains antiques qui ont permis un renouvellement remarquable des connaissances pour la compréhension de la topographie, les modalités d'organisation de la trame urbaine, et le rythme des occupations.

Les dossiers examinés dans cette catégorie en 2022 appartiennent en majorité au préventif (au nombre de 21) : surtout des diagnostics avec CCS, et seulement trois RFO, notamment pour les travaux du tramway à Koenigshoffen-Strasbourg. La palme pour le préventif est remportée comme en 2021 par la région Grand Est (14 dossiers), avec pas moins de quatre dossiers chacune pour Horbourg-Wihr et pour Reims, autant que pour la région BFC dans son ensemble. Cette situation est dûe naturellement au contexte des travaux urbains actuels. Les diagnostics et les fouilles préventives sont effectués le plus souvent à l'occasion de travaux de réaménagement des espaces et transports publics, de la rénovation des réseaux enterrés, comme à Reims, ou de projets de réaménagement de places.

Les opérations programmées sont représentées par onze dossiers seulement. Cette situation illustre la configuration habituelle pour la catégorie « Antiquité urbain », et la difficulté à réaliser des fouilles programmées dans des secteurs urbanisés. Seuls les sites d'Alesia, Mâlain et de Bibracte - donc non urbanisés - ont présenté des dossiers de fouilles programmées, ou de sondages, en 2022. On note, comme les années précédentes, un nombre assez important de PCR : Ehl-Benfeld, Bliesbruck, Grand, Nasium/Naix-aux-Forges, Autun/La Genetoye, Koenigshofen, Besançon Zac Pasteur, pour ne citer qu'eux. Le PCR *Zac Pasteur* fait suite à une grosse fouille préventive qui a donné un très gros volume de connaissances et de résultats, dont la publication est indispensable et qui ne peut être préparée que dans un cadre

très collectif. Comme pour le préventif, c'est aussi la région Grand Est qui est la plus dynamique en ce qui concerne les PCR. Cependant la majorité des PCR sont des renouvellements de PCR, pour certains déjà anciens. Cette situation de prolongation pourrait-elle être inquiétante pour certains d'entre eux, si les résultats attendus, notamment en termes de publication, n'arrivent pas ?

C'est donc la région Grand Est qui constitue la majorité des avis que j'ai rendus, toutes catégories confondues, comme en 2021. L'archéologie programmée est toujours aussi un peu le parent pauvre pour ce qui est du phénomène urbain antique et monumental, si on excepte les PCR. Et dans le programmé, les opérations de fouilles sont en nombre très (trop ?) limité et de petite ampleur, alors qu'on a dans l'interrégion des sites urbains antiques majeurs, et connus ou étudiés anciennement : Grand, Mâlain, Bliesbruck pour ne citer qu'eux. Pour ces sites, les équipes se tournent désormais vers la constitution de PCR à l'intérieur desquels elles proposent parfois des sondages ou des fouilles limitées. Les pcr sont une approche intéressante qu'on peut encore amplifier pour pouvoir renouveler les méthodes, les études et surtout les connaissances sur ces sites ; les PCR permettent aussi d'agréger des équipes et des compétences plus nombreuses, de même que des sources de financement variées (que ce soit en budget initial ou consolidé). En même temps il est sans doute dommage qu'on ne fouille pas plus (en temps et en ampleur) en programmé sur des sites urbains. On doit noter que dans ces PCR, l'architecture monumentale n'est pas délaissée au profit des recherches sur l'habitat et les circulations et échanges ; et que les lieux de culte et sanctuaires sont encore particulièrement présents, phénomène déjà existant dans le bilan du mandat précédent. Pour finir sur ces PCR, ils portent sur des sujets très variés : une étude du mobilier issu des fouilles anciennes de Léon Helmer à Ehl-Benfeld, une *survey* sur le temps long à Bliesbruck, une approche globale de l'agglomération à Grand ou Naix-aux-Forges, ou d'un secteur précis comme La Genetoye à Autun. La reprise de la documentation ancienne, qu'elle soit matérielle (collections ou vestiges mobiliers issus des fouilles anciennes ou plus récentes par exemple) ou écrite (recherches historiques et fouilles non publiées), est un aspect très important dans ces PCR, ce qui est normal, et on doit remarquer qu'en général, c'est vraiment très bien fait. Il y a sur ce point beaucoup de travail à réaliser et il est indispensable. Tous ces PCR me semblent adaptés à l'abondance des données, tout autant que la nécessité et la difficulté d'en tirer des synthèses, donc des publications. La reprise des données anciennes conjuguée à de nouvelles investigations, de plus en plus souvent non invasives – que permettent ces PCR –, permet et permettra de formuler de nouvelles hypothèses ou interprétations, qui peuvent, de mon point de vue sans aucun problème, dépasser et infirmer les modèles établis. Peut-être pourrait-on songer à élargir le périmètre de recrutement des membres de ces PCR en allant plus loin que la région proche : si la connaissance du contexte local est importante, l'expérience acquise ailleurs que localement peut fournir des comparaisons fécondes et apporter des informations générales et globales qu'on aurait tort de mettre de côté pour la période romaine impériale.

Pour conclure ce bref bilan préliminaire, j'ai noté plusieurs points : les nouvelles connaissances pour l'urbain antique ont porté fréquemment sur la question des enceintes urbaines. Cela est dû évidemment à la localisation des opérations de fouille préventive, mais c'est aussi un sujet important pour cette région en raison de son histoire antique et médiévale. La question de la trame urbaine est aussi un sujet qui revient souvent, tant en préventif qu'en programmé. Horbourg, Reims et d'autres villes ont été dotées même de plusieurs enceintes successives : protohistorique, Haut-Empire, Antiquité tardive, période médiévale. Le quartier de Koenigshofen à Strasbourg, présente à la fois des vestiges funéraires importants, mais aussi

un quartier urbain issu des *canabae* du camp légionnaire, avec habitat, voies et structures artisanales. Ces nouvelles connaissances, outre leur intérêt scientifique, contribuent à la carte archéologique. En lien avec ce que je viens de dire, les phases de transition entre protohistoire/Haut-Empire et Antiquité tardive/haut Moyen Âge sont une question de plus en plus prégnante, à fort juste titre, dans les dossiers que j'ai examinés.

ANTIQUITÉ (ESPACE RURAL)

Par Loïc BUFFAT
Membre de la CTRA

Durant l'année 2022, nous avons examiné 48 dossiers. Ceux-ci concernent principalement le monde rural, même si quelques-uns ont trait à l'espace urbain. Les dossiers traités se répartissent de la façon suivante :

- 20 rapports de diagnostics (4 en Bourgogne, 4 en Alsace, 5 en Champagne-Ardenne, 7 en Lorraine) ;
- 11 rapports finaux d'opération préventive : 3 réalisés par des services de Collectivité, 3 réalisés par l'Inrap et 5 par des entreprises agréées ;
- 7 rapports de fouille programmée : 3 réalisés par des structures associatives, 1 par l'Université, 2 par l'Inrap et 1 par le CNRS ;
- 3 projets collectifs de recherche : 2 portés par l'Inrap et 1 par le DRASSM ;
- 1 rapport de prospection (CNRS) ;
- 1 rapport et 1 demande de prospection thématique (CNRS et association) ;
- 3 rapports de sondage : 2 réalisés par le CNRS, 1 par une association ;
- 1 rapport d'étude de collection (rédigé par une entreprise agréée) ;
- 1 demande de reconnaissance de découverte exceptionnelle (opération Inrap).

Ces chiffres montrent bien le dynamisme des recherches sur les campagnes antiques dans l'interrégion, tant en matière d'archéologie préventive (31 dossiers) que d'archéologie programmée (17 dossiers).

L'habitat

L'habitat rural demeure la thématique la plus étudiée avec 24 dossiers. Au sein de cet ensemble, ce sont les établissements ruraux modestes (baptisés « fermes ») qui sont les plus fréquents. 16 établissements de ce type ont été abordés, que ce soit à travers des diagnostics, des fouilles ou des sondages. Dans cette catégorie, le site de Billy-le-Grand (51), fouillé par Arkemine, sort du lot en raison de l'ampleur des observations qui y ont été menées. Un décapage effectué sur une grande surface, a permis d'appréhender l'évolution de cet habitat en matériaux périssables depuis la fin de la n jusqu'au II^e s. ap. J.-C. Plusieurs autres opérations préventives viennent illustrer cette catégorie d'établissements : Champigny (51) fouillé par le Collectivité de Reims, La Chapelle-Saint-Luc (10) étudié par l'Inrap et Crissey (71) fouillé par Archeodunum. Les sites de *villae* sont un peu moins étudiés en nombre. En tout, 8 *villae* ont bénéficié d'études dans l'interrégion. Plusieurs fouilles ont porté sur des *partes rusticae*, notamment à Argancy (57) et à Voellerdingen (67). Les espaces résidentiels des *partes urbanae* ont été étudiés à plusieurs occasions, notamment à Lupstein (67) et Saint-Dizier (52). En la matière, la découverte à Fleurville (71) d'un bâtiment résidentiel de *villa*, orné de plusieurs mosaïques fort bien conservées, doit tout particulièrement être soulignée. Parmi les établissements ruraux, on doit faire un cas à part du site de Magny-sur-Tille (21), fouillé par l'Inrap, dont il est difficile de dire s'il correspond à une grande exploitation ou à une agglomération.

L'étude des camps romains connaît un certain renouveau avec les fouilles réalisées à Lampertheim (67) par Archéologie Alsace. Une vaste opération a permis d'exhumer deux camps, marqués chacun par un fossé d'enceinte et par des portes avec *titulum*. Ces découvertes viennent compléter la série des camps temporaires identifiés autour de Strasbourg. Comme cela avait été mis en évidence à Vendenheim, il s'agit manifestement de camps d'entraînement en lien avec la garnison stationnée à *Argentorate*.

L'année 2022 a également été marquée par des découvertes significatives en matière d'hydraulique rurale. Ainsi deux sites ont livré des vestiges de *qanats* antiques, l'un situé à Kolbsheim (67), l'autre à Bures (54). Le *qanat* exhumé à Kolbsheim est celui qui est le mieux documenté puisqu'il a fait l'objet d'une fouille sur une longueur d'une centaine de mètres. La galerie souterraine est matérialisée en surface par un alignement de 21 puits, dont l'espacement varie entre 2,5 et 5 m. Apparemment, la plupart des puits n'étaient pas cuvelés et il est probable qu'ils correspondaient dans leur grande majorité à des structures de chantier, rebouchées à l'avancement lors de la mise en place de la canalisation souterraine.

L'artisanat

En ce qui concerne l'artisanat, plusieurs avancées sont à signaler pour 2021. En premier lieu, il faut souligner la découverte de fosses de charbonnages lors d'un diagnostic réalisé à Chagny (71). Ces creusements ont été identifiés dans huit tranchées disséminées en différents points de l'emprise. De gabarit standardisé, elles présentent en plan une forme rectangulaire avec des dimensions de l'ordre de 1 x 2 m. Les deux creusements testés lors du diagnostic étaient comblés par des charbons et possédaient un fond plat, ponctuellement rubéfié. Ces structures ne contenaient pas de mobilier archéologique, mais des datations ¹⁴C ont permis d'établir un premier intervalle chronologique entre la fin du I^{er} s. av. J.-C. et le début du II^e s. ap. J.-C. À Kesseldorf (67), c'est l'artisanat céramique qui a été documenté. Deux fours produisant des céramiques communes ont été exhumés. Datés du Haut-Empire, ils pourraient être associés à une villa. Plus délicates à interpréter sont les découvertes réalisées dans l'espace suburbain de Sens, où, à côté de vestiges d'habitat, des creusements quadrangulaires armés de bois pourraient être des latrines ou des bassins de tannerie.

Occupation du sol et réseaux de communication

L'interrégion bénéficie de plusieurs travaux de synthèse sur l'occupation du sol. Au-delà du programme *Ruralia*, qui traite des établissements ruraux en Bourgogne - Franche-Comté, un intéressant programme de prospection vient de débuter sur les massifs vosgiens. Dénommé *Silva Vosagus*, il porte sur une quinzaine de communes, situées au nord du seuil de Savernes, sur une surface d'environ 15 km². Il s'agit d'une zone escarpée, supposée peu occupée à la période romaine. Son étude s'annonce des plus intéressantes, les espaces forestiers demeurant moins étudiés que les espaces cultivés.

D'autres projets portant sur l'occupation du sol ont enregistré des avancées significatives durant l'année. C'est le cas de deux PCR situés dans le département de l'Aube, l'un portant sur Troyes et sa périphérie, l'autre sur la confluence entre la Seine, l'Aube et la Noxe. Les voies de circulation ont été moins au centre de l'attention que durant les années précédentes. Pour autant, des sondages sont actuellement réalisés sur les communes de Vioménil et Hennezel (88) concernant une voie de première importance, peut-être un axe de portage terrestre, constituant l'un des traits d'union terrestre entre la Saône et la Moselle.

Funéraire

Dans le domaine de l'archéologie funéraire antique, les travaux ont porté presque exclusivement sur des ensembles du Haut-Empire. À Saint-Quirin (57) une fouille programmée menée depuis plusieurs années dans une zone boisée permet d'étudier un monticule, constitué de débris de monuments funéraires (fragments de stèles et de chaperons semi-circulaires) associés à des dépôts d'ossements brûlés. À Kesseldorf (67), une fouille préventive a permis d'étudier un petit ensemble funéraire comportant neuf dépôts secondaires de crémation. L'un des dépôts funéraires attire particulièrement l'attention puisqu'il a livré un fragment de textile en or.

Globalement, ce bilan fait apparaître un bon équilibre des recherches sur les campagnes antiques. Archéologie préventive et programmée se complètent harmonieusement, l'archéologie programmée venant s'intéresser aux espaces forestiers, qui par nature sont peu concernés par l'archéologie préventive.

ANTIQUITÉ TARDIVE ET HAUT MOYEN ÂGE

Par Damien MARTINEZ
Membre de la CTRA

Le présent bilan repose sur 39 dossiers relatifs à 13 opérations d'archéologie programmée et à 26 relevant de l'archéologie préventive.

Archéologie programmée

Le nombre d'opérations d'archéologie programmée demeure globalement stable en 2022 (15 dossiers en 2021 pour 13 en 2022). L'ensemble se décline sous la forme de trois projets collectifs de recherche, de sept prospections thématiques avec sondages, de deux fouilles et d'une demande d'aide à l'édition.

On soulignera une fois de plus la vitalité des recherches entreprises sur l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge, structurées autour de projets collectifs solides en phase d'aboutissement, mais aussi autour de programmes de sondages dont une partie est amenée à évoluer en fouille. La force des PCR en question, dont ceux intitulés *Marlenheim. Dans l'environnement d'une résidence royale* et *Espaces et pratiques funéraires en Alsace aux époques mérovingienne et carolingienne*, est d'avoir réussi à fédérer sur le temps long des chercheurs issus d'horizons différents afin d'aboutir à des synthèses de grande qualité scientifique, dont on espère à présent la publication rapide.

L'une des principales fouilles de cette inter-région, conduite sur le site des Crassées à Saint-Dizier (Haute-Marne) depuis près de dix ans, touche également à sa fin (dernière année de terrain programmée en 2023). Avec le soutien important de la commune et de la DRAC Grand Est, les recherches de terrain ont permis de documenter les processus à l'œuvre dans la transformation de bâtiments d'une *villa* romaine en une église paroissiale (et son cimetière) au cours du haut Moyen Âge. S'il s'agit ici de dynamiques déjà bien connues par ailleurs, ou du moins largement théorisée dans l'historiographie médiévale, l'exemple du site des Crassées s'impose comme un cas d'école qu'il conviendra de mettre en valeur par le biais d'une publication ambitieuse. D'ailleurs, la mise en œuvre de celle-ci se fera très certainement dans le cadre d'un projet collectif de recherche à partir de 2024.

En outre, l'intérêt souligné l'année précédente pour les installations fortifiées (ou non) de hauteur est en phase ascendante, avec des recherches à présent bien engagées, à l'image de celles conduites sur le site de La Montagne de Saint-Laurent à Mesmont (Côte-d'Or) et sur celui du Purpurkopf à Rosheim (Bas-Rhin). Dans les deux cas, l'objectif principal est de documenter une forme d'occupation encore mal connue, dont on s'aperçoit qu'elle relève majoritairement du ressort des élites et dont l'étude est à même d'éclairer, à l'appui de vestiges et de mobiliers particulièrement bien conservés, les modalités du passage du régime de la cité antique vers celui des territoires médiévaux. Cette nouvelle dynamique de recherche régionale vient utilement compléter les questionnements et les premières pistes de réflexion développés depuis une quinzaine d'années dans le Midi, le Massif Central ou encore l'arc jurassien.

Elle s'est également illustrée dans le nord de la Bourgogne, dans le cadre de la prospection thématique conduite dans le Châtillonnais, ou encore en Saône-et-Loire, près de Mâcon, à Sologny, où un site répondant *a priori* à une autre logique que celle précédemment décrite est en cours d'étude. On constate en revanche un coup d'arrêt dans les recherches engagées sur le sujet dans le nord de la Franche-Comté avec l'interruption, très certainement momentanée, du PCR *Le Portois du IV^e au XII^e siècle*, qui a livré ces dernières années une moisson de résultats assez prometteuse, notamment par le biais de nouvelles enquêtes de terrain.

La tradition de recherche bourguignonne sur les premiers édifices chrétiens est également toujours vivace, grâce à des projets en phase d'achèvement ou en cours de mise en place. Les avancées récentes relèvent essentiellement du domaine monastique, avec les fouilles pluriannuelles conduites sur le prieuré Saint-Martin de Mesvres, ou encore avec les études de bâti assorties de prospections géophysiques engagées respectivement sur les prieurés de Couches (Saône-et-Loire) et de Moutiers-en-Pusaye (Yonne).

Dans l'ensemble, les rapports et les demandes d'opération déposés par les porteurs de projet sont de bonne qualité formelle et scientifique. Hormis quelques difficultés de problématisation de certains projets naissants ou de restitution, selon les normes en vigueur, de la documentation archéologique souvent foisonnante générée par les opérations pluriannuelles, la recherche portant sur l'Antiquité tardive et le haut Moyen Âge dans l'inter-région est d'un intérêt certain. On retiendra notamment qu'elle investit des domaines variés : habitat rural de plaine, habitat perché, construction de l'espace chrétien, artisanat, topographie funéraire, etc.

Archéologie préventive

Les 26 rapports d'opération d'archéologie préventive examinés en 2022 concernent cinq fouilles et 21 diagnostics accompagnés d'un cahier des charges scientifique pour la réalisation d'une fouille. Précisons cependant que cinq de ces dossiers ont concerné des occupations rurales de la seconde partie du Moyen Âge, qui m'ont été confiés afin de répartir l'importante charge de travail relative à la période médiévale. Ce sont donc 16 dossiers d'archéologie préventive qui ont porté spécifiquement sur l'Antiquité tardive et/ou le haut Moyen Âge. Sans surprise, et à l'instar de la tendance observée en 2021, la majorité des sites étudiés (13 sur 16) relèvent de contextes ruraux documentant les formes de l'habitat et/ou le domaine funéraire. Ce dernier est d'ailleurs toujours à l'honneur en Alsace, avec la découverte de six nouveaux sites en phase de diagnostic et avec la remise du rapport de fouille de la Zac de Lampertheim, dans le Bas-Rhin. Ces études illustrent, s'il le fallait, la densité du maillage des nécropoles dans la vallée du Rhin au cours de l'époque mérovingienne. On note surtout la très grande qualité scientifique et formelle des études qui sont conduites, en particulier par les trois opérateurs qui interviennent le plus dans cette ancienne région ; qualité résultant d'une expérience acquise depuis plus d'une vingtaine d'années sur ce type de contexte funéraire.

Cette expérience a d'ailleurs été mise à profit par l'un d'eux en dehors des terres alsaciennes, dans le cadre de la très belle étude de la nécropole mérovingienne de Bavans, dans la vallée du Doubs (Franche-Comté).

Les découvertes de structures d'habitat rural alto-médiéval sont également nombreuses, en particulier en région Grand Est. Sur ce point, les principales avancées réalisées en 2022 sont à mettre au crédit des anciennes régions Lorraine et Champagne-Ardenne, avec la mise au jour de six nouveaux sites dans le cadre d'opérations de diagnostic et avec la remise des rapports finaux des fouilles conduites à Argancy (Moselle) et à La Chapelle-Saint-Luc (Aube).

Dans la continuité des premiers constats faits en 2021, on note pour ces deux territoires actuels la part importante de sites émergeant au cours de la période carolingienne, tandis que l'Alsace se distingue par une densité exceptionnelle de villages se développant à partir des VI^e-VII^e siècles. Si ces constats doivent avant tout être considérés à l'aune de l'activité archéologique préventive, ils semblent néanmoins refléter une certaine réalité historique, illustrant une densité d'occupation sans commune mesure au cours de la période mérovingienne dans la plaine rhénane – autrement dit dans une zone située au cœur de la sphère culturelle « franque » – avec en marge, en régions mosellane et ardennaise, une mise en place des structures villageoises plus progressive, moins éclatée, peut-être en raison d'une continuité d'occupation plus systématique des bourgs et petites villes antiques.

D'ailleurs, la transition proprement dite entre les lieux occupés durant l'Antiquité et le haut Moyen Âge reste difficile à percevoir. Rares sont encore les traces concrètes d'habitat de la fin du IV^e et du V^e siècle mises en évidence sur les sites ruraux. En 2021, seules les fouilles préventives du lieu-dit « Les Bries », à Appoigny (Côte-d'Or), offraient des données substantielles sur le sujet, tandis qu'en 2022, aucun diagnostic ou ni aucune fouille n'a réellement permis d'approcher ces chronologies, et ce pour l'ensemble de l'inter-région. De ce point de vue, l'archéologie programmée est d'un appui inestimable en venant pallier pour partie cette lacune, en particulier *via* l'étude des sites de hauteur précédemment évoqués.

Des apports significatifs sont toutefois à signaler en contexte urbain, en l'occurrence à Autun, à la faveur du grand projet de transformation du musée Rolin. L'ambitieux programme de construction a généré plusieurs phases de diagnostic qui ont livré leur lot de résultats, avant même la réalisation des fouilles. On retiendra en premier lieu la reconnaissance du tracé exact des courtines nord et ouest de l'enceinte tardo-antique, jusqu'ici connus approximativement, ou encore la présence d'imposants bâtiments *intra muros* ainsi que les nouvelles hypothèses de restitution du dispositif de porterie nord. Les fouilles qui devraient résulter de ces premières observations permettront, espérons-le du moins, de dater précisément cette enceinte, qui pour l'instant « flotte » en chronologie relative entre le Haut-Empire et le début du haut Moyen Âge.

Du point de vue formel, la plupart des rapports d'opération d'archéologie préventive expertisés en 2022 étaient de bonne facture. On regrette toutefois de manière générale, mais de façon peut-être un peu plus prononcée chez certains opérateurs, le manque de réflexion (ou de stratégie) concernant la mise en œuvre des études spécialisées. De ce point de vue, les rapports sont généralement complets et cochent toutes les cases des cahiers des charges scientifiques des services régionaux de l'archéologie, mais souvent *a minima*, sans priorisation en fonction des contextes d'implantation et des problématiques soulevée par l'étude du site.

C'est là, à mon sens, un point de vigilance important pour les services régionaux dans le cadre du contrôle scientifique et technique des opérations en post-fouille, dont on sait qu'il est toujours plus difficile à mettre en place que lors de la phase de terrain.

ÉPOQUE MÉDIÉVALE (HABITAT RURAL ET CHÂTEAUX)

Par Jacky KOCH
Membre de la CTRA

Texte non remis

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (HABITAT URBAIN, ÉDIFICES RELIGIEUX)

Par Stéphane AUGRY
Membre de la CTRA

Du point de vue quantitatif l'année 2022 reste sur un niveau d'étiage assez haut avec un total de 80 dossiers examinés. Une grande partie est dédiée à l'archéologie préventive, on dénombre 45 dossiers de diagnostics ou fouilles directes et 14 rapports final d'opération de fouilles. Ce qui donne 21 dossiers consacrés à la recherche programmée. Pour rappel, les dossiers proposés à la commission pour la période médiévale se répartissent entre 2 voire 3 experts et les dossiers complexes d'opération, souvent ceux d'interventions en contextes urbains, font l'objet de plusieurs expertises.

Une grande partie des avis rédigés concernent l'archéologie du fait urbain (axe 9 de la programmation nationale), avec logiquement des chronologies assez longues depuis les prémises de la période médiévale, jusqu'à l'Époque moderne et très rarement contemporaine (hors conflits mondiaux qui possèdent leurs propres experts extérieurs). Les opérations archéologiques sont localisées dans les chefs-lieux de cité ou les grandes agglomérations des quatre régions. Strasbourg (6 dossiers), Metz (5 dossiers) et Dijon (5, dont le rapport emblématique de la fouille du musée des Beaux arts, intervention de longue haleine qui allie approche du bâti, sédimentaire et archivistique) sortent du lot en nombre d'opérations et en surfaces explorées. On note des interventions à Reims et Nevers, alors que ces villes étaient absentes du bilan 2021 pour la période médiévale. Il faut mettre en exergue, à nouveau, la suite de l'importante phase de diagnostic menée autour du musée d'Autun ou encore les fouilles dans les centres anciens d'Épinal et Sélestat. Ce qui prouve que des interventions avec des surfaces significatives en aires ouvertes sont encore réalisées, en corollaire on note la multiplication de nouvelles typologies d'aménagements, comme les points d'apports volontaires enterrés ou de réseaux de chaleur. Ils créent l'opportunité de renouveler la documentation archéologique, par exemple à Nancy, Saint-Dizier ou Châlons-en-Champagne, mais aussi dans des bourgs de moindre importance (Châtel-sur-Moselle par exemple). De manière générale, on soulignera à nouveau l'absence de prise en compte des sondages géotechniques, leurs études détaillées par un géomorphologue ne sont pas systématiques. On répétera également que les niveaux humides ne sont pas exploités au maximum de leurs possibilités notamment lors des diagnostics.

Dans les dossiers examinés, quelques thématiques originales pour les périodes moderne et contemporaine en lien avec la première industrialisation commencent à apparaître (brasseries à Strasbourg par exemple). Plus nombreux sont les dossiers liés aux fortifications bastionnées. Pour ces derniers, compte tenu de la nature des vestiges qui présentent des fossés très profonds et des maçonneries imposantes les contraintes techniques ne sont parfois pas

suffisamment prises en compte. Au-delà, cette archéologie liée aux fortifications urbaines est récurrente pourtant il y a des difficultés à dégager des problématiques propres et les rapports dépassent rarement la simple restitution des données. C'est d'autant plus flagrant que les études liées aux fortifications médiévales urbaines ou castrales connaissent un dynamisme constant. À ce point, il faut souligner l'activité maintenue autour des châteaux alsaciens avec la remise de plusieurs rapports de grande qualité (Kaysersberg-Vignoble, Kintzheim ou encore Scherwiller, par exemple).

Les dossiers examinés qui entrent dans le cadre du volet programmé sont moins nombreux par rapport au volume de dossiers issus du préventif. Le dossier de prospection thématique autour de la collégiale de Colmar s'avère répondre à un cahier des charges scientifiques en lien avec un projet de restauration du monument. Ce choix administratif insolite reste opportun et les acquis de l'intervention en termes de connaissances architecturales sont importants et constituent un socle solide pour les investigations à venir. En Bourgogne - Franche-Comté, trois dossiers sont particulièrement soutenus par la Drac et donnent des résultats importants. Le premier s'inscrit dans la durée et concerne le projet collectif de recherche autour des cours d'eau, il est porté par A. Dumont. Le deuxième voit plusieurs projets autour de l'abbaye de Cluny, avec notamment la publication du trésor monétaire qui s'annonce remarquable. Enfin, la publication de la fouille des passages Pasteur à Besançon s'avère également très prometteuse. Ce projet au long court porte essentiellement sur l'Antiquité mais si l'équipe en charge du projet arrive à intégrer l'étude de la dynamique de la ville dans la longue durée alors la publication pourra tout à fait rejoindre les ouvrages de référence dédiés à l'archéologie urbaine.

Vu le territoire englobé, les opérations de fouilles programmées restent relativement limitées en nombre, probablement pour des questions de financement. On signalera le chantier de l'abbaye de Morimond (Haute-Marne) qui a fait l'objet d'une visite conjointe avec le service régional de l'archéologie visant à recentrer les objectifs de la fouille. Ce type de chantier-école, ou encore celui de l'abbaye Saint-Maur à Bleurville (Vosges) et rare, ils contribuent pourtant à former les étudiants. Il faut donc continuer à les soutenir. Le PCR *Paysages et architectures des monastères cisterciens entre Seine et Rhin* s'appuie essentiellement sur des méthodes de prospection, il est un des rares programmes à prendre en compte un aussi vaste territoire. Il faut se réjouir du dynamisme de l'équipe à la tête de ce projet, d'autant qu'elle vise à la fois la réalisation de plusieurs publications tout en alimentant les recherches en cours de manière active.

Le bilan de cette deuxième année reprend donc largement des remarques déjà émises les années passées que ce soit à l'échelle de la CTRA EST mais également à l'échelle nationale. Il est également marqué par plusieurs dossiers remarquables, en particulier par des fouilles préventives dont les publications méritent d'être amplement soutenues.

ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE

Par Stéfan TZORTZIS
Membre de la CTRA

Avec 50 dossiers examinés, le volume d'activité du rapporteur pour l'archéo-anthropologie est quasiment identique à celui de l'année 2021 (seulement un dossier en moins). On rappellera ici que 2021 avait connu un net accroissement de ce volume en comparaison avec la précédente mandature de la CTRA Est (entre 12 et 21 dossiers de plus selon les années, entre

2017 et 2020). La place de cette expertise, à la fois spécifique et permanente dans la commission, semble ainsi s'être bien ancrée au fil des années dans l'intérêt des SRA. C'est d'ailleurs ce dont témoigne aussi le fait que 4 des 6 CTRA bénéficient également de telles expertises depuis le début de la mandature en cours, ce qui n'était pas le cas lors de la précédente.

Rapporté aux 7 sessions tenues en 2022, cela fait une moyenne de nombre de dossiers un peu au-dessus de 7, avec une amplitude ayant varié de 2 à 12 (maximum lors des sessions de mars, septembre et novembre).

Plus en détail et suivant les grandes tendances observées dès l'origine de cette expertise, les 50 dossiers rapportés concernent surtout l'archéologie préventive, pour laquelle un total de 43 se répartit entre 27 examens *a priori* et 16 RFO. Comparativement aux années précédentes, le nombre de dossiers d'archéologie programmée, tout en restant relativement modeste, s'est toutefois sensiblement accru pour atteindre le nombre de 7. Il s'agit de 3 PCR, parmi lesquels 2 déjà suivis la ou les années précédentes et 1 nouvellement rapporté (*Architecture funéraire et organisation de la nécropole de Koenigshoffen*, Bas-Rhin, pour l'Antiquité). Il s'agit également de 4 fouilles programmées, parmi lesquelles 2 déjà suivies les années précédentes et 2 autres nouvellement rapportées (sites du Sauvageon à Saint-Quirin, Moselle, pour l'Antiquité et cloître de l'abbaye de Cluny, Saône-et-Loire, pour le Moyen Âge *lato sensu*).

On retrouve cette année le déséquilibre entre les régions Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté, très marqué en archéologie préventive (41 dossiers dont 27 examens *a priori* et 14 RFO en Grand Est ; 2, uniquement des RFO, en Bourgogne-Franche-Comté), plus lissé pour les dossiers d'archéologie programmée (5 en Grand Est, 2 en Bourgogne-Franche-Comté). Pour Grand Est et pour le coup en ce qui concerne l'ensemble du ressort territorial de la commission, on précisera que c'est l'Alsace qui est nettement en tête par le nombre des dossiers, quelle que soit leur typologie, confiés au rapporteur pour l'archéo-anthropologie.

De façon habituelle, les dossiers examinés l'ont été aussi par un et souvent plusieurs autres experts (jusqu'à 5 de plus) en fonction des périodes chronologiques et/ou de la nature des vestiges considérés. Il n'y a que 2 exceptions cette année : comme l'année dernière, le PCR sur la reprise de l'étude de la nécropole néolithique dite de Mulhouse-Est, à Illzach (Haut-Rhin) et, par ailleurs, un diagnostic donnant lieu à une prescription de fouille préventive après la découverte d'inhumations de l'Époque moderne manifestement liées à l'existence de fourches patibulaires, à Benfeld et Sand (Bas-Rhin).

Comme les années précédentes, ce bilan reste par nature diachronique, depuis le Mésolithique jusqu'à l'époque contemporaine. Pour 2022, autant de dossiers n'ont eu trait qu'à une seule période (22 en archéologie préventive et 3 en archéologie programmée) qu'à plusieurs (21 en archéologie préventive et 4 en archéologie programmée) suivant le découpage chronologique conventionnel. Pour ces derniers, 19 se rapportent à des occupations funéraires dont le temps de fonctionnement couvre deux ou plus périodes successives. Le cas le plus rencontré, en archéologie préventive, comme en archéologie programmée est celui des opérations sur des emprises recoupant des cimetières paroissiaux ou liés à des établissements conventuels, à l'extérieur comme à l'intérieur des édifices de cultes (Moyen Âge *lato sensu*, Époque moderne et parfois époque contemporaine). Ce cas de figure est illustré en archéologie programmée par les fouilles menées sur le prieuré Saint-Martin à Mesvres ou dans le cloître de l'abbaye de Cluny (Saône-et-Loire). Mais d'autres configurations se rapportant à des périodes plus anciennes ont été vues, comme des sites en fonction durant le haut Moyen Âge, puis le Moyen Âge central, voir en particulier ici la fouille

programmée du site des Crassées à Saint-Dizier (Haute-Marne). Cela se rencontre aussi pour l'Antiquité et l'Antiquité tardive, ce qu'illustre en particulier le PCR sur le quartier de de Koenigshoffen (Bas-Rhin), ou pour la période La Tène / début de l'époque romaine (en archéologie préventive, plusieurs exemples de nécropoles, notamment en Lorraine). Il faut noter dans ce registre que la continuité des occupations funéraires est bien sûr loin d'être évidente à établir sur la longue durée, dans le cadre de fouilles préventives menées sur des surfaces conséquentes et révélant des dépôts mortuaires échelonnés sur un intervalle couvrant jusqu'à 5 phases chrono-culturelles. Il y a toutefois parmi les dossiers diachroniques au moins 4 occurrences relatives à des emprises sur lesquelles ont été étudiés des dépôts, structures et/ou occupations funéraires clairement distincts que ce soit topographiquement ou chronologiquement, avec des hiatus marqués, entre diverses phases du Néolithique, des âges des Métaux et des périodes historiques.

Toujours sur les aspects chronologiques, on notera que le haut Moyen Âge redevient la période la mieux représentée en 2022, avec 5 dossiers pour lesquels il est la seule occurrence (dont le PCR alsacien arrivé à terme cette année) et 11 autres où il concerne des sites dont la chronologie comprend aussi le second Moyen Âge et/ou l'Antiquité tardive, ou parfois des emprises de fouille préventive où sont présentes des aires funéraires des périodes antérieures. Les autres périodes sont respectivement représentées de la façon suivante, selon l'importance de leur fréquence :

- 14 dossiers pour le second Moyen Âge (4 pour lui seul et 10 dans un cadre diachronique, dont 2 fouilles programmées) ;
- 3 dossiers pour l'Antiquité et l'Antiquité tardive (période la mieux représentée en 2021, avec 3 occurrences concernant ce *continuum* dont 1 PCR, 4 occurrences pour l'Antiquité seule, dont 1 fouille programmée et 6 autres dans un cadre diachronique plus large) ;
- 12 dossiers concernant les âges du Fer I et II (7 pour Fer II et 5 pour Fer I, dont 2 occurrences concernant ce *continuum*, 5 occurrences pour Fer I ou Fer II seul et 5 occurrences pour Fer I ou Fer II dans un cadre diachronique plus large) ;
- 11 dossiers pour l'Époque moderne (4 pour elle seule et 7 dans un cadre diachronique, dont 1 fouille programmée) ;
- 6 dossiers pour le Néolithique (3 pour lui seul dont 1 PCR et 3 dans un cadre diachronique) ;
- 4 dossiers pour l'âge du Bronze (uniquement des dossiers d'archéologie préventive dans un cadre diachronique) ;
- et enfin 1 dossier, respectivement, pour le Mésolithique et pour l'époque contemporaine (tous deux dans un cadre diachronique, à l'occasion d'opérations archéologie préventive).

On renouvellera sans surprise l'appréciation générale sur la qualité des dossiers examinés cette année. Ainsi, à très peu d'exceptions près (même s'il y en a de notables), les études archéothanatologiques produites à l'occasion des opérations préventives comme programmées, qu'elles concernent des inhumations ou des structures témoignant de la pratique de la crémation, sont des travaux de très bonne facture. En ce qui concerne les prescriptions, les attendus scientifiques et les principes méthodologiques formulés par les SRA sont encore assez variables en termes de précision. Toutefois, la tendance notée l'an dernier à un meilleur équilibre entre le trop et le trop peu, en fonction des contextes funéraires ou mortuaires à étudier, de leur accessibilité et de leur potentiel informatif se confirme. Gageons que ce mouvement ne s'arrête pas.

Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Est

Par François Fichet de Clairefontaine
Inspecteur général des Patrimoines

À la demande du Directeur général des patrimoines et de l'architecture, un séminaire de réflexion reposant sur le bilan de la CTRA Est pour les années 2017-2020 a été organisé à Dijon par la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté (présidence et secrétariat de la CTRA Est). Si sa préparation s'est faite en fin 2022, par des échanges entre experts et les services régionaux de l'archéologie, sa tenue s'est déroulée en deux phases au cours du premier trimestre 2023. Ce décalage à l'année 2023 répondait tant à des raisons budgétaires (organisation en présentiel voulue pour tous les agents) qu'à l'organisation de séminaires de travail devant préparer les deux journées de restitution et de débats fixées les 23 et 24 mars 2023.

À l'incitation des experts, quatre ateliers transversaux de travail préparatoire au séminaire bilan se sont donc tenus en visio-conférence durant les mois de janvier à mars 2023 :

- archéologie en milieu rural, coordonné par R. Peake et M. Talon (vendredi 27 janvier de 14 à 17 h) ;
- archéologie en milieu urbain, coordonné par S. Augry et N. Payraud (vendredi 20 janvier de 9 à 12 h) ;
- le monde des morts, coordonné par D. Martinez et S. Tzortzis (vendredi 3 février de 14 à 17 h) ;
- productions et échanges, coordonné par F. Séara et L. Buffat (Jeudi 19 janvier de 14 à 17 h).

Chacun de ces ateliers a été voulu diachronique en mettant en avant les aspects méthodologiques tout en traitant successivement pour chaque thème de la carte archéologique (état et évolution de l'outil, cartes prédictives...), de la détection des sites (nouveaux outils, méthodes en diagnostic sur le terrain...), des politiques de prescription, du paléoenvironnement, comme des fouilles et études, enfin des publications comme des restitutions en matière de valorisation. Chacun d'entre eux était coordonné et dirigé par une équipe comprenant des experts et des conservateurs régionaux de l'archéologie (régionaux ou adjoints).

La restitution des travaux des ateliers et la tenue du séminaire bilan se sont faites devant près de 50 personnes, agents des services de l'archéologie de Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté, experts et représentants de l'inspection des patrimoines (DIRI) et de la sous-direction de l'archéologie ; le séminaire étant introduit par Mme A. Rogé, directrice régionale des affaires culturelles de Bourgogne - Franche-Comté, suivie de l'intervention de M. Talon (président par délégation la CTRA Est), puis de celle de l'Inspection. Chaque équipe de coordination des ateliers a restitué tour à tour un bilan des travaux là concernant ainsi que les suggestions avancées ; les propositions étant enrichies des débats engagés par la suite avec les agents. L'inspecteur des patrimoines a conclu la journée en résumant les principaux sujets de réflexion abordés et surtout les principales propositions avancées : soutenir le développement de la carte archéologique, favoriser un meilleur accès aux données, renforcer une politique de publications et de diffusion des connaissances, assurer une programmation scientifique claire et volontariste, clarifier et renforcer le contrôle scientifique et technique, resserrer les liens avec les universités, tout particulièrement sur la formation.

À l'issue de ce séminaire très suivi, il a été convenu que chaque atelier présenterait un bilan rédigé de ses travaux et propositions (deux bilans ont été depuis remis). Une restitution écrite des éléments marquant, réflexions, questionnements et propositions qui ont été faites lors des échanges sera produite sous la coordination du conservateur régional de Bourgogne – Franche-Comté. Ces données viendront enrichir la conclusion produite par l'Inspection des patrimoines. L'ensemble de ces travaux pourrait faire l'objet d'une publication à destination des participants et plus encore de l'ensemble de la communauté scientifique.

Commission territoriale de la recherche archéologique Ouest

Présentation de la CTRA Ouest

Par Murielle LEROY

Inspectrice générale des patrimoines

Activités de la commission

La CTRA Ouest, qui regroupe les régions Bretagne, Normandie et Pays de la Loire, s'est réunie 10 fois³ en 2022, ce qui a représenté 22 journées de travail. Après les deux premières séances organisées en visioconférence, les suivantes se sont toutes déroulées en présentiel, soit à la Drac de Bretagne à Rennes soit de manière délocalisée, au Mans et à Vannes.

L'année 2022 a également été consacrée à la restitution par les experts du bilan quadriennal de la mandature 2017-2020. Cette restitution a pris la forme d'une réunion de synthèse ouverte à la communauté scientifique qui s'est tenue à Rennes le 29 juin. Elle a été précédée d'ateliers chronologiques et thématique rassemblant experts de la commission et agents des SRA, qui se sont déroulés en visioconférence de mai à juin.

La commission est composée de huit experts :

- Émilie Goval (SRA Hauts-de-France), au titre du ministère de la Culture, pour le Paléolithique ;
- Caroline Hamon (UMR 8215, Nanterre), au titre du CNRS, pour le Néolithique ;
- Hélène Froquet-Uzel (Inrap Tours), au titre de l'Inrap, pour l'âge du Bronze ;
- Stéphane Marion (SRA Grand Est), au titre de spécialiste, pour l'âge du Fer ;
- Gaël Brkojewitsch (Pôle d'archéologie préventive de Metz Métropole), au titre d'une collectivité territoriale, pour l'Antiquité ;
- Benjamin Clément (Université de Besançon), remplacé le 1^{er} février par Bruno Bazin (Service archéologique de Chartres Métropole) au titre de spécialiste, pour l'Antiquité ;
- Sylvie Faravel (Université Bordeaux Montaigne), au titre de l'enseignement supérieur, pour les périodes médiévales et modernes ;
- Jean-Luc Piat (Éveha, Limoges), au titre d'un opérateur agréé, pour les périodes médiévales et modernes.

Les membres de la commission ont été ponctuellement assistés dans plusieurs spécialités par quinze experts extérieurs : pour le Néolithique (Jean Noël Guyodo, Olivier Lemerrier), l'art pariétal (Geneviève Pinçon), l'archéologie des conflits contemporains (Yves Desfossés), l'archéologie subaquatique (Annie Dumont, Eric Rieth), l'archéologie littorale (Marie-Yvane Daire), l'archéologie spatiale et des paysages (Nadine Dieudonnée-Glad, Cristina Gandini), la céramique antique (Gilles Amaury), la numismatique (Jérôme Jambu), la paléométallurgie (Marc Leroy, Florian Teyrégeol), l'anthropologie et la génétique (Yves Gleize, Stéphane Mazières).

2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
271	255	357	299	305	290	242	283	290

Nombre de dossiers examinés annuellement en CTRA Ouest de 2014 à 2022.

En 2022, le nombre de dossiers examinés a été équivalent à celui de 2021 : 290 ont ainsi été examinés, soit 16 à 44 par séance. Les séances les plus chargées ont été celles de février et mars, avec l'examen des dossiers d'archéologie programmée (36 et 44 dossiers), ainsi que

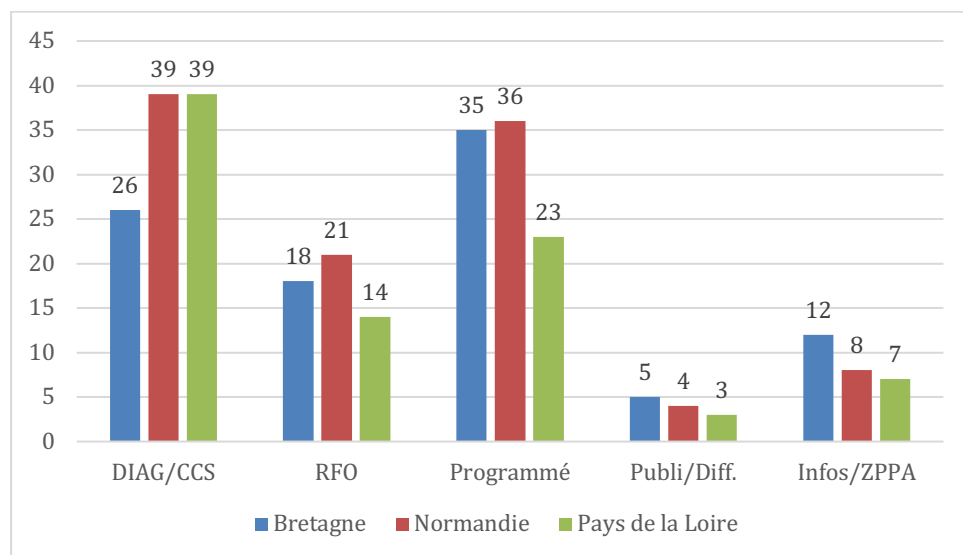
³ Les 11 et 12 janvier, les 8 et 9 février, du 15 au 17 mars, les 20 et 21 avril, les 17 et 18 mai, du 28 au 30 juin, les 13 et 14 septembre, les 18 et 19 octobre, du 7 au 9 novembre et les 13 et 14 décembre.

celle de septembre (41 dossiers dont 25 examens de dossiers d'archéologie préventive *a priori*). Les experts ont rendu 351 avis.

Rapporteur	Nombre d'avis	Chronologie
É. Goval	13	Paléolithique - Mésolithique
C. Hamon	29	Néolithique
H. Froquet-Uzel	33	Âge du Bronze - premier âge du Fer
S. Marion	54	Âge du Fer
G. Brkojewitsch	59	Antiquité
B. Clément (janvier)	4	Antiquité
B. Bazin (à compter de février)	25	Antiquité
S. Faravel	45	Périodes médiévale et moderne
J.-L. Piat	60	Périodes médiévale et moderne
Experts extérieurs	29	

Nombre de dossiers examinés par expert en 2022.

Dossiers examinés



Types de dossiers examinés par région en 2022.

L'**archéologie programmée** a représenté 94 dossiers, nombre en légère hausse par rapport à 2021. Il s'agit principalement de fouilles et d'opérations du bâti (34), de prospections (26) et de PCR (25), ces derniers en forte hausse par rapport à 2021 (18), avec 10 nouveaux projets. Trois informations du Drassm sur des prospections thématiques et une fouille complètent ces examens. Par ailleurs, on compte 12 demandes d'aide à la publication (préparation de publication ou édition) dont une destinée à bénéficier de crédits nationaux (SPDRA).

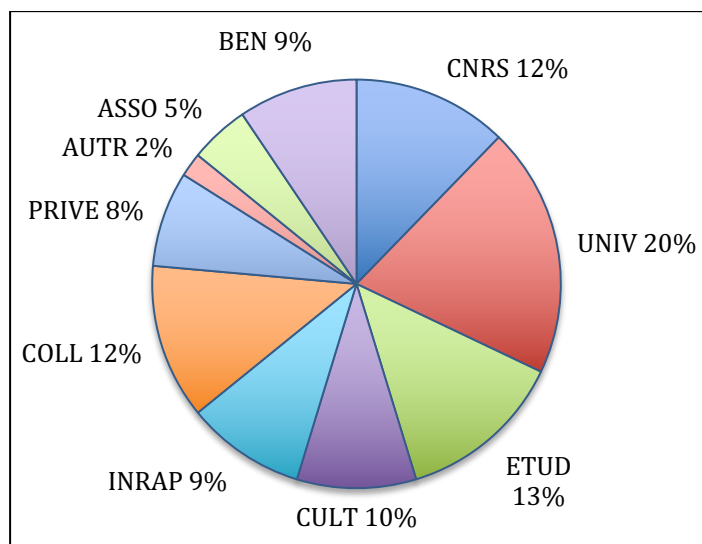
Notons aussi que le chantier de fouille du site antique de Briga (76) a fait l'objet d'une visite d'un expert de la commission en juillet, afin de revenir sur les préconisations de la commission et de discuter du calendrier des interventions.

	Fouille/ Bâti	Sondage	Prospec- tions*	PCR	Analyses	AE- APP	Total
Bretagne	15	0	14	6	0	5	40
Normandie	12	7	5	11	1	4	40
Pays de la Loire	7	0	7	8	1	3	26
Total	34	7	26	25	2	12	106

* y compris relevés d'art rupestre

Archéologie programmée : types de dossiers examinés par région en 2022.

On observe une grande variabilité dans les porteurs de projets d'opérations préventives entre 2021 et 2022. En 2022, les universitaires ont présenté 21 dossiers, auxquels s'ajoutent 14 dossiers portés par des étudiants, soit un total d'un tiers des dossiers examinés. Les autres porteurs principaux sont rattachés au CNRS, aux services de collectivité de l'interrégion (8 services), à l'Inrap et à la Culture ou sont des bénévoles.



Organismes de rattachement (opérations programmées).

L'**archéologie préventive** a concerné 157 dossiers, soit 60 % du nombre de dossiers traités par les experts : 104 ont été examinés *a priori*, auxquels on peut ajouter 11 informations de CRA sur des prescriptions de fouille n'ayant pu être évaluées par un expert du fait des délais de prescription ; 50 rapports de fouilles et 3 rapports de diagnostics sans suite ont été examinés *a posteriori*.

Par rapport à 2021, on note un net rebond du nombre des dossiers examinés *a priori* (104 contre 88 en 2021), qui dépasse même les chiffres de 2017-2020 (91 à 98 dossiers). Le nombre de RFO évalués a quant à lui connu une baisse (53 contre 83 en 2021) pour retrouver un chiffre comparable à 2019 (59). Cette baisse est le corolaire de l'augmentation des dossiers d'archéologie programmée et de préventif *a priori* qui ne permet pas aux experts de traiter tous les RFO.

	Diag/CCS	RFO*
Bretagne	26	18
Normandie	39	21
Pays de la Loire	39	14
Total	104	53

* dont les diagnostics sans suite examinés *a posteriori*

Archéologie préventive : types de dossiers examinés par région en 2022.

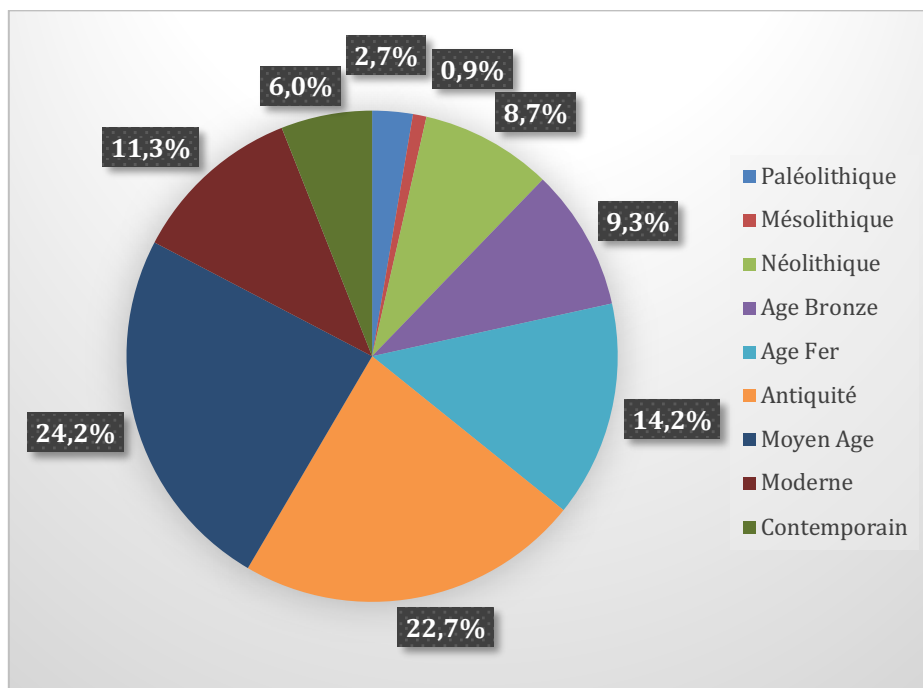
Les opérateurs d'archéologie préventive qui sont intervenus dans l'interrégion en 2022 sont au nombre de treize :

- 67 % (106) des dossiers ont émané de l'Inrap ;
- 21 % (34) sont portés par des collectivités territoriales de l'interrégion : 5 en Pays de la Loire, 2 en Normandie et 2 en Bretagne ;
- 7 % (11) émanent de 3 entreprises privées, dont 8 d'Éveha.

Enfin, outre les quelques points d'informations déjà évoqués, apportés par les conservateurs régionaux de l'archéologie et le Drassm, la CTRA a eu à examiner des projets de zone de présomption de prescription archéologique (ZPPA) sur 96 communes en Bretagne, 2 en Normandie et 7 en Pays de la Loire.

Périodes traitées

Comme en 2021, on note des déséquilibres importants entre les périodes traitées. Ainsi, les périodes les plus anciennes, Paléolithique-Mésolithique-Néolithique, représentent seulement 12,3 % des dossiers examinés. Les âges des Métaux en représentent quant à eux 23,5 %, l'Antiquité 22,7 % et les périodes médiévales et modernes 35,5 %. Enfin, l'époque contemporaine est présente avec 6 % des dossiers.



Périodes chronologiques traitées en 2022.

Recherche archéologique en Bretagne : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Yves MENEZ

Conservateur régional de l'archéologie

	Bretagne	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	1984	
Diagnostics prescrits	115	281
Fouilles prescrites	29	66
Diagnostics réalisés	81	270
Fouilles réalisées	26	57
Programmé	Nb	
Fouilles	12	
PCR	5	
PT	10	
PI	12	
SD	1	
Relevés art rupestre	4	
	0	

Les saisines au titre de l'urbanisme ont très légèrement diminué, de 26 dossiers, par rapport au pic d'activité de 2021 constaté après la pandémie. En résulte une légère baisse du nombre de diagnostics par rapport à 2021, durant laquelle 124 diagnostics avaient été prescrits et 123 réalisés, mais pas des surfaces explorées, puisque 270,5 ha ont été diagnostiqués en 2022, pour 232 ha en 2021. Seules cinq de ces opérations ont été réalisées par les services départementaux habilités, pour un total de 14 ha, les autres l'étant par l'Inrap. Le nombre de fouilles préventives est globalement constant, avec 29 opérations prescrites en 2022, sur une superficie cumulée de 66 ha, et 26 réalisées, sur une superficie cumulée de 57 ha, majoritairement par l'Inrap, hormis 5 par Éveha et 2 par les services départementaux. L'activité en archéologie préventive est donc globalement constante.

Quarante-quatre opérations de recherche programmée ont été soutenues en 2022, ce qui est en légère augmentation par rapport aux années précédentes. D'importantes opérations concernant la Préhistoire tentent de compenser le faible nombre d'interventions sur cette période dans le cadre de l'archéologie préventive. Les périodes plus récentes sont concernées par trois types de travaux : des fouilles programmées menées sur des villas romaines ou des châteaux médiévaux et modernes en partenariat avec les collectivités territoriales préalablement à une mise en valeur des vestiges ; des prospections thématiques, notamment sur les abbayes cisterciennes, effectuées dans le cadre de recherches universitaires développées par l'Université de Rennes 2 ; des projets collectifs de recherches ayant pour objectif d'exploiter les données issues notamment de l'archéologie préventive, comme ceux engagés sur les villes romaines ou sur les occupations du haut Moyen Âge en Bretagne. On notera également les aides à la préparation de publication octroyées au niveau régional, pour la publication des études de la grotte marine de Menez Dregan à Plouhinec (Finistère) occupée durant le Paléolithique, celle d'une partie de la nécropole romaine de Vannes dans le cadre d'une fouille préventive ou encore l'élaboration par deux prospecteurs aériens confirmés d'une typo-chronologie des enclos de Bretagne, fondée sur 4000 plans redressés et géoréférencés

et les résultats de plusieurs décennies de sondages ou de fouilles. Parmi les avancées majeures des recherches préventives et programmées, on signalera tout particulièrement en 2022 :

Pour le Paléolithique, les études engagées depuis 2013 par N. Naudinot sur l'occupation azilienne de l'abri sous roche du Rocher de l'Impératrice à Plougastel-Daoulas (Finistère).



Plougastel-Daoulas (Finistère)
Rocher de l'Impératrice - fouille
programmée de l'abri sous roche
(cliché N. Naudinot).

Notons également la fouille préventive réalisée en bordure de l'Elorn, sous la direction de S. Hinguant de l'Inrap, d'une occupation du Paléolithique final et du Mésolithique ancien.

Pour le Néolithique, la fouille programmée sous la direction de F. Cousseau d'un cairn long de 110 m et large de 10 m au lieu-dit Goasseac'h à Carhaix (Finistère). Neuf chambres funéraires ont déjà été reconnues, dans une moitié de ce monument en usage vers 4300 av. J.-C., demeuré inconnu jusqu'au début des années 2000 et depuis acquis par la communauté de communes avec l'aide de la Drac Bretagne.



Carhaix-Plouguer (Finistère)
Goasseac'h. Fouille d'un cairn
néolithique (cliché M. Gautier ;
fouille F. Cousseau).

On signalera également l'achèvement du projet collectif de recherche dirigé par S. Cassen pour l'établissement d'un corpus des signes gravés des édifices mégalithiques. Initié dans le cadre du projet d'inscription au patrimoine mondial des mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan, il aboutit à un imposant corpus d'enregistrement des architectures et des signes sur

l'ensemble de la région. Un diagnostic réalisé par S. Bourne sur le site de Kermout à Plozévet (Finistère) a par ailleurs permis de mettre au jour les vestiges d'un atelier de fabrication de bracelets en roche du Néolithique ancien.

Pour l'âge du Bronze, une fouille préventive conduite par Stéphane Blanchet sur plus de 5 ha sur le site de Kerozer à Saint-Avé (Morbihan) a mis au jour une dizaine de maisons du Bronze final III de plan circulaire et un bâtiment de plan ovalaire interprété comme un atelier de bronzier, suite à la découverte d'un four, de fragments de moules ou de tuyères et d'un dépôt d'une douzaine de fragments d'objets (lingots, haches ou lame). Sur le site de Kerchopine à Cléguer (Morbihan), L. Le Clézio a mis au jour les vestiges d'un habitat de la fin de l'âge du Bronze et du début du premier âge du Fer. Les plans des bâtiments sont très variés, circulaires ou quadrangulaires, sur poteaux porteurs ou tranchées de fondation. Sur le site de Kervrangen à Ploulec'h (Côtes-d'Armor), J. Cavanillas a mis au jour une vaste enceinte abritant plusieurs bâtiments.



Cléguer (Morbihan) Kerchopine : fondations de bâtiments du Bronze final III (cliché L. Le Clézio).

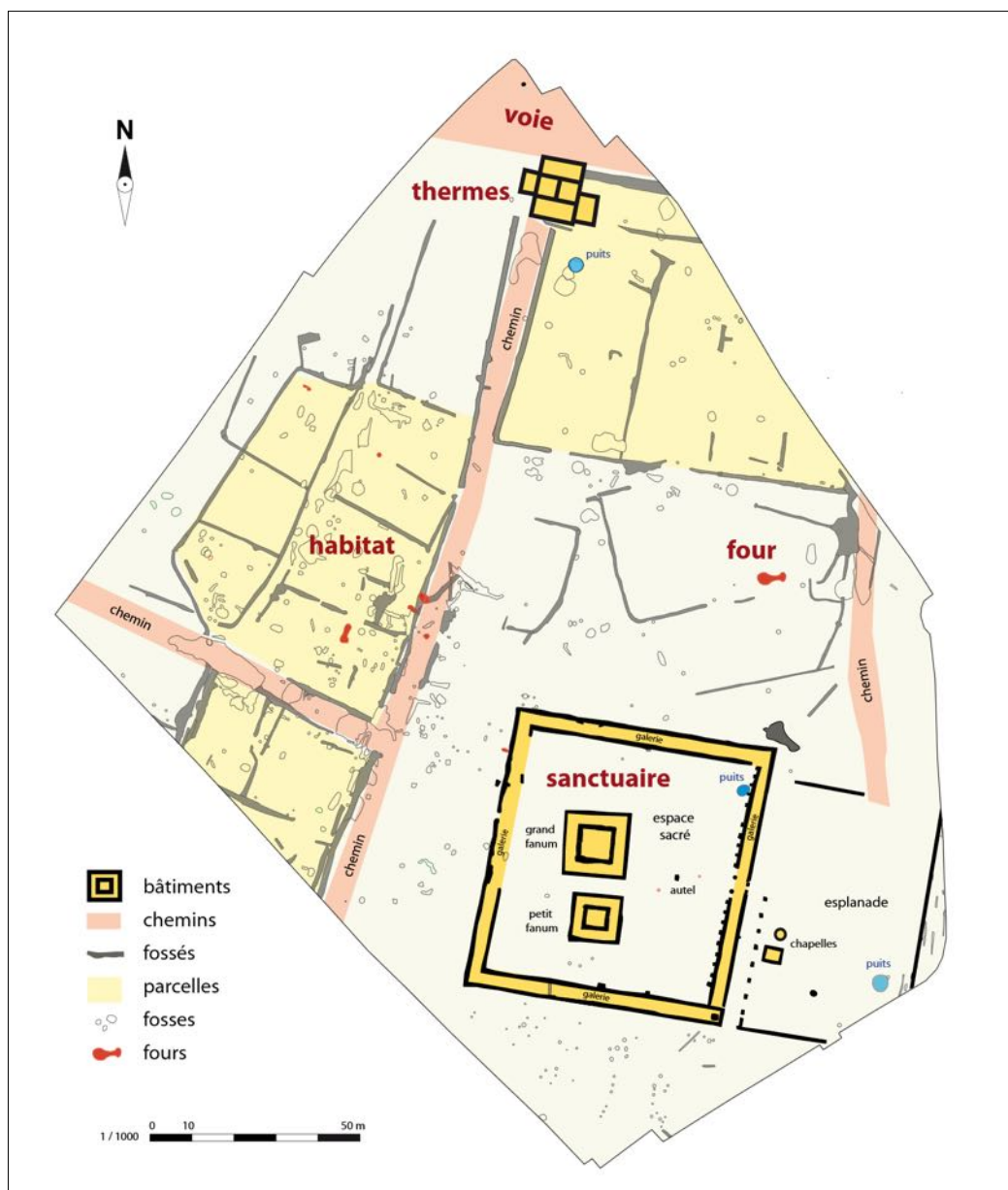
Pour l'âge du Fer, la fouille programmée dirigée par D. Tanguy sur le site de Manetanet à Plouay (Morbihan) a mis au jour un monument funéraire de plan circulaire de 7,6 m de diamètre, d'un type caractéristique du Morbihan et du sud-Finistère. Daté des VI^e et V^e siècles av. J.-C., il a livré deux vases au sein d'un caveau. À proximité, les vestiges d'une aire de crémation et d'un bûcher en fosse ont été mis au jour, ainsi que 6 autres vases recelant des dépôts de crémation. L'un était surmonté d'une stèle haute de 30 cm. Les vestiges d'un monument antérieur sont apparus, sous la forme d'un enclos circulaire d'une dizaine de mètres de diamètre recelant une fosse en son centre. Une prospection magnétique réalisée sur 4 ha, complétée par l'examen de clichés aériens verticaux, a permis d'identifier immédiatement à l'ouest l'habitat vraisemblablement contemporain de ces monuments funéraires : un vaste enclos de plan ovalaire d'environ 1,2 ha.



Plouay, Manétanet (Morbihan). Ensemble funéraire (cliché D. Tanguy).

Plusieurs habitats enclos du second âge du Fer ont par ailleurs été fouillés, sur les sites de Kerabuse à Moréac (Morbihan) par Y. Dufay-Garel, de Saint-Eustache à Maen Roch (Ille-et-Vilaine) par A.-L. Hamon, et de la vallée du Couchant à Pipriac (Ille-et-Vilaine) par J. Cornec. Le site étudié par C. Baillieu au lieudit Les Perrières à Vern-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine) apparaît comme particulièrement original, avec une construction organisée autour d'une cour et englobée dans un vaste enclos. Il pourrait s'agir d'une place de marché implantée le long d'une voie, non loin d'une résidence aristocratique précédemment étudiée.

Pour la période romaine, on signalera tout particulièrement la fouille à La Chapelle-des-Fougeretz (Ille-et-Vilaine), sous la direction de B. Simier, d'un important sanctuaire et d'une petite bourgade associée incluant des thermes. Parmi les objets caractéristiques, une dizaine d'épées accompagnées d'autres pièces d'armement ont été mises au jour, ainsi qu'une statuette en bronze de Mars et une coupe ornée des attributs de Jupiter. Une nécropole d'une quarantaine de tombes de la fin de l'Antiquité a été découverte dans l'une des parcelles.



La Chapelle-des-Fougeretz (Ille-et-Vilaine). Plan du sanctuaire et d'une partie de la bourgade mise au jour (Inrap).

Sur le site de Saint-Eustache à Maen Roch (Ille-et-Vilaine) déjà évoqué, A.-L. Hamon a mis au jour un ensemble funéraire constitué de 8 dépôts de crémation en vases dans des fosses rectangulaires. À Douarnenez (Finistère), B. Ephrem développe un projet collectif de recherche afin de préciser l'histoire de cette agglomération portuaire caractérisée par une intense activité de fabrication de *garum*. Une fouille préventive dirigée rue Ernest-Renan par Y. Dieu a par ailleurs mis au jour, près de la base d'un monument funéraire de plan circulaire, un ensemble de quelques dizaines de tombes.

À Carhaix-Plouguer/*Vorgium*, capitale de la cité des Osismes, un quartier de la périphérie a été étudié par G. Le Cloirec sur une superficie de 2 500 m², près d'une entrée principale au nord-ouest de l'agglomération. Des locaux commerciaux ou artisanaux de 20 à 50 m² de superficie bordaient des venelles desservies par une voie majeure de la ville.



Carhaix-Plouguer (Finistère), rue de Bazeilles (cliché G. Le Cloirec)

À Rennes-*Condate*, capitale de la cité des Riedones, les probables vestiges d'un sanctuaire urbain qui a succédé à un quartier de la ville antique ont été étudiés sur le site de l'Hôtel-Dieu par R. Ferrette. L'étude d'importantes villas se poursuit par ailleurs dans le Finistère, dans le cadre de fouilles programmées dirigées par R. Bourgaut, sur le site de Keradenec à Saint-Frégant et par J.-C. Arramond sur celui du Pérennou à Plomelin.

Concernant le Moyen Âge et la période moderne, L. Beuchet a achevé à Trémuson (Côtes-d'Armor), rue de la Morandais, l'étude d'un manoir fondé au XIV^e siècle et de son pourpris, enceinte qui abritait verger, jardin et dépendances. Les vestiges d'un habitat du haut Moyen Âge ont été mis au jour à proximité. Des fouilles programmées réalisées en partenariat avec les collectivités territoriales sont par ailleurs toujours en cours, par R. Pérennec sur le château de Roc'h Morvan à La-Roche-Maurice (Finistère) et par K. Vincent sur celui de Suscinio à Sarzeau (Morbihan). À Dinan, un partenariat entre l'État, la Ville de Dinan et l'Inrap a été établi pour l'étude archéologique de l'enceinte urbaine la mieux conservée de Bretagne.

M. Millet a étudié sur 800 m² place des Écoles à Quimperlé les vestiges d'un quartier de la ville, incluant quatre maisons et leurs dépendances, détruit lors de la construction d'un couvent par l'ordre des Capucins. Le dépôt de fondation de cet édifice construit sous la direction de l'architecte Mathurin Grellepoix d'Hennebont a été découvert, sous la forme d'une plaque de plomb scellée entre deux blocs de granite et relatant la pose de la première pierre le 1^{er} mai 1654.

Signalons également la remarquable étude conduite à Roscanvel (Finistère) par R. Louessard d'un four à boulets du fort de la Fraternité édifié durant la Révolution. Les vestiges de cet édifice ont été depuis consolidés et sont désormais présentés au public. Concernant l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale, un crash d'avion a été étudié par G. Collaveri à Sainte-Sève, dans le Finistère.



Quimperlé, place des Ecoles (Finistère). Fouille préventive (cliché E. Collado, Inrap).

Si ces découvertes montrent la vitalité de la recherche régionale, il n'en demeure pas moins une question essentielle : que va-t-on faire de ces données ? Aucun centre de conservation et d'étude n'existe dans la région et les dépôts, simples lieux de stockage, sont saturés. La construction d'un CCE régional à Rennes, sur le terrain affecté par l'État, constitue une priorité de la Drac Bretagne affirmée avec le soutien du préfet de région pour la période 2023-2025. Il revient au ministère de la Culture de la doter des financements nécessaires.

Un état des lieux de la médiation en archéologie en Bretagne a par ailleurs été réalisé à la demande de la Drac par C. Tardieu, de l'association Les Landes de Monteneuf. Avec 33 structures, aux deux tiers de statut public, menant spécifiquement des actions de médiation en archéologie sur l'ensemble de la région, et 39 médiateurs de niveau en moyenne Bac + 4, le potentiel de développement de l'EAC est certain. Restent à mettre en œuvre des processus de développement de ces actions. Ce sera l'objet d'une poursuite de l'enquête en 2023, avec l'établissement de propositions. À n'en pas douter, un centre de conservation et d'étude comme celui envisagé sur le campus universitaire de Beaulieu à Rennes constituerait un lieu privilégié pour développer de l'EAC en archéologie dans la capitale régionale.

Recherche archéologique en Normandie : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Nicola COULTHARD, Cyrille BILLARD et Fabrice HENRION

Conservatrice régionale et conservateurs régionaux adjoints de l'archéologie

	Normandie		Site de Caen		Site de Rouen	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	1283	/	627	/	656	/
Diagnostics prescrits	224	483	120	257	104	226
Fouilles prescrites	53	52	31	30	22	22
Diagnostics réalisés	197	406	120	230	77	176
Fouilles réalisées	34	21	25	11	9	10
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	11		6		5	
PCR	8		4		4	
PT	13		9		4	
PI	2		2		0	
SD	15		10		5	
Etudes de bâti	4		1		3	
Relevés art rupestre	/		/		/	

Après une hausse notable du nombre de dossiers d'aménagement reçus au titre de l'archéologie préventive en 2021, le taux est resté élevé en 2022 avec 1283 dossiers. Pour rappel, cela représente une augmentation de plus d'une centaine de dossiers par an par rapport au taux *ante* Covid. On a constaté cependant une baisse marquée pendant le dernier trimestre 2023, amorçant un début d'année en décroissance après le bond d'activité *post* Covid, certainement exacerbée par la crise économique. L'analyse fait surtout ressortir un flux très irrégulier avec un pic marqué pendant l'été, flux difficile à gérer à la fois par les instructeurs du SRA et par les opérateurs d'archéologie préventive. Malgré cette irrégularité, les taux de prescription sont très stables : 19 % de prescriptions de diagnostics dont 20 % donnant lieu ensuite à des prescriptions de fouilles. Les fouilles préventives prescrites représentent toujours environ 4 % des dossiers instruits.

En archéologie préventive, l'année a été marquée par de nombreuses interpellations préfectorales ou d'élus au sujet de projets sensibles, notamment liés aux nouvelles énergies tels que des méthaniseurs. Le SRA a dû user de beaucoup de pédagogie et déployer toute son énergie pour réduire les délais d'instruction tout en respectant les procédures réglementaires. Une différence en termes de gestion des dossiers dans les deux anciennes Normandie est clairement ressentie, avec un interventionnisme politique beaucoup plus pressant en Normandie orientale, nécessitant un temps d'investissement administratif plus important des agents du service.

Les fouilles préventives les plus importantes en surface, en complexité et en durée concernent l'Eure, dont deux, liés à des travaux urbains, se déroulant sur deux ans. Il s'agit d'une part de la fouille du site de l'hôpital Saint-Louis à Évreux, représentant 1,5 ha dans le secteur des thermes antiques de *Mediolanum Aulercorum*, livrant des vestiges antiques et médiévaux, et d'autre part la requalification du centre-ville de Vernon, documentant l'évolution médiévale et moderne de la ville à travers l'habitat, la défense de la ville et trois nécropoles. Pour ces deux dossiers, le SRA avait opté pour des arrêtés de prescription cadres comprenant le déclenchement de tranches au fur et à mesure de l'avancement des projets d'aménagements

complexes. Si ce procédé permet de dimensionner les interventions finement, priorisant la conservation des vestiges et permettant une maîtrise des coûts et des délais pour l'aménageur, la mise en œuvre par la Mission archéologique départementale de l'Eure (MADE), l'opérateur retenu pour ces deux opérations d'envergure, n'a pas été simple. Devant ajuster ses interventions au rythme de l'aménagement, la MADE a énormément diminué sa capacité d'intervention par ailleurs. La baisse de sa capacité à réaliser des diagnostics à leur hauteur habituelle en 2022 a mécaniquement conduit à une surcharge d'activité pour l'Inrap. En carrière, la fouille importante menée par l'Inrap à Daubeuf (Eure) a permis l'étude d'une partie d'un grand site antique avec une intéressante réoccupation funéraire d'un bâtiment agricole, quinze inhumations livrant un riche mobilier métallique et céramique datant du haut Moyen Âge. Le marché archéologique pour la phase suivante de l'ouverture de la carrière a été remporté par Éveha ; les échanges scientifiques entre opérateurs ont déjà lieu.

La recherche programmée a souffert d'une baisse considérable des financements. La poursuite du soutien aux projets en cours a été privilégiée au détriment de nouveaux projets, aussi intéressants soient-ils. Malgré cela, tous les projets ont vu leurs subventions à la baisse. Ensuite, la gestion par les universités normandes des sommes accordées engendre des frais de gestion atteignant désormais les 16 %, diminuant d'autant les crédits véritablement disponibles pour la recherche. Seules échappent à ce taux les opérations gérées par le CNRS à Rennes (0 %) et le PCR *Seconde Guerre mondiale à Caen* (4 %). De lourdes difficultés administratives, notamment au niveau du CRAHAM, sont également à signaler. Logiquement les porteurs de projets cherchent d'autres supports de gestion, de type associatif.

On constate une inquiétante diminution de projets pouvant accueillir et former des bénévoles, à la faveur de demandes financières faites par des professionnels (universitaires et chercheurs d'opérateurs préventifs) s'appuyant très essentiellement sur des prestations de services. La répartition chronologique des projets appelle également à la vigilance car on constate une courbe ascendante en nombre de projets portant sur la période médiévale à la nette défaveur des âges des Métaux et de la Préhistoire. La période antique est encore bien visible au travers des projets collectifs bien identifiés portant sur les agglomérations, tels que Le Vieil-Evreux (Eure), Valognes (Manche) et Eu, Bois L'Abbé-Briga (Seine-Maritime), mais tous ces projets sont en fin de cycle. Aujourd'hui le SRA ne constate pas l'émergence de nouveaux projets permettant de lancer une nouvelle dynamique.

Le financement de l'exceptionnel site paléolithique du Rozel (Manche), obligatoire en raison de son inéluctable destruction par l'érosion marine, grève automatiquement les crédits affectés à la recherche. Aujourd'hui, malgré les alertes de toutes les régions maritimes françaises, aucun fond spécifique n'est mis en place pour la fouille de ces sites menacés de destruction. Afin d'anticiper les besoins, le SRA continue sa veille sur le littoral, mais est souvent obligé d'intervenir sur l'estran au pied levé, avec l'aval du Drassm qui lui n'a pas les moyens d'intervenir rapidement. Aussi, une fouille d'évaluation a eu lieu cette année à la fois sur le DPM et sur la « terre ferme » à Réthoville dans le Val de Saire (Manche), où des niveaux d'occupation néolithiques *in situ* livrant de nombreux et originaux vestiges ont été révélés par l'action de la mer.

La mise en place de schémas régionaux de centres de conservation et d'étude restant une priorité pour le ministère de la Culture et un besoin urgent pour le SRA, le service a poursuivi son travail avec l'Oppic sur la rédaction de l'appel d'offre pour le concours de maîtrise d'œuvre pour le CCE régional, tête de réseau, qui se localisera à Caen. En parallèle, pour préparer l'emménagement de celui-ci en 2025, un chantier des collections pluriannuel comprenant le

récolement, tri et reconditionnement des biens archéologiques mobiliers s'est poursuivi au dépôt de Saint-André-le-Bohon dans la Manche. Il reste une dernière tranche de ce chantier à réaliser dans le cadre du marché cadre. Le recrutement ciblé d'une chargée d'étude documentaire spécialisée en données scientifiques de l'archéologie (DSA) à l'automne a permis la définition d'un rétro-planning pluriannuel précis qui doit permettre de préparer l'ensemble des biens archéologiques mobiliers et les archives de fouilles, ainsi que le choix et déploiement d'une application de gestion globale, pour le déménagement en 2025-2026.

Le site du Rozel a fait l'objet de toute notre attention cette année. Avec le soutien du préfet de la Manche, des démarches ont été entamées pour obtenir la maîtrise foncière de la falaise surplombant le site. Le gisement paléolithique, dans son ensemble, a fait l'objet d'une protection au titre des Monuments Historiques avec un avis de classement, tout comme la coupe stratigraphique de référence internationale de Saint-Pierre-lès-Elbeuf (Seine-Maritime). D. Cliquet, conservateur général responsable de la fouille du Rozel était également co-commissaire de l'exposition *ArchéoCotentin* qui a eu lieu pendant l'hiver au musée Thomas-Henry de Cherbourg, et co-auteur de son catalogue. L'exposition a retracé les occupations de la presqu'île de 300 000 à 30 av. J.-C., avec un focus sur Le Rozel. Une collaboration avec le Manoir du Tourp à Omonville-la-Rogue (Manche) a également été engagée cette année en vue d'une exposition s'appuyant sur un long métrage (Court-Jus productions) et une bande dessinée (E. Roudié) sur Le Rozel qui ont été livrés à la fin du printemps 2023.

Parmi les fouilles préventives effectuées en 2022 et ayant donné des résultats remarquables, on peut signaler :

- Vaucelles (14) : habitat du haut Moyen Âge ;
- Bernières-sur-Mer (14) : nécropole antique ;
- Hérouville-Saint-Clair (14) : petite nécropole du haut Moyen Âge et occupation néolithique ;
- Graye-sur-Mer (14) : établissement gaulois et antique ;
- Grandcamp-Maisy (14) : occupations et chemins (antiques et alto-médiévaux) ;
- Pont-Lévêque (14) : habitat ouvert de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer ;
- Jort (14) : deux interventions sur l'agglomération antique et médiévale ;
- Cagny (14) : occupation néolithique ;
- Formigny-la-Bataille (14) : occupation du Néolithique ancien ;
- Rosel (14) : habitat du haut Moyen Âge ;
- Saint-Pierre-de-Varengeville (76) : occupation gauloise et périphérie d'une agglomération antique ;
- Valognes (50) : fosses de piégeage ;
- Portbail (50) : deux interventions sur l'agglomération antique ;
- Les Pieux (50) : enclos laténiens ;
- Daubeuf-près-Vatteville (27) : occupations protohistoriques et antiques ;
- Vernon (27) : suivi de réseau.



Évreux (Eure). Vue aérienne de la fouille de l'Hôpital Saint-Louis (cliché Eure©MADE).



Vernon (Eure), place de Paris. Vue de la fouille d'un cimetière moderne (cliché Eure©MADE).



Réthoville (Manche). Vue aérienne d'un gisement néolithique révélé par l'action de la mer (cliché H. Gandois)



Exposition ArchéoCotentin

Recherche archéologique en Pays de la Loire : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Isabelle BOLLARD-RAINEAU

Conservatrice régionale de l'archéologie

	Pays de la Loire	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2541	
Diagnostics prescrits	234	710
Fouilles prescrites	46	52
Diagnostics réalisés	160	455
Fouilles réalisées	27	32
Programmé	Nb	
Fouilles	4	
PCR	7	
PT	4	
PI	7	
SD	1	
Relevés art rupestre	1	

Archéologie préventive : une région d'activité forte mais déséquilibrée

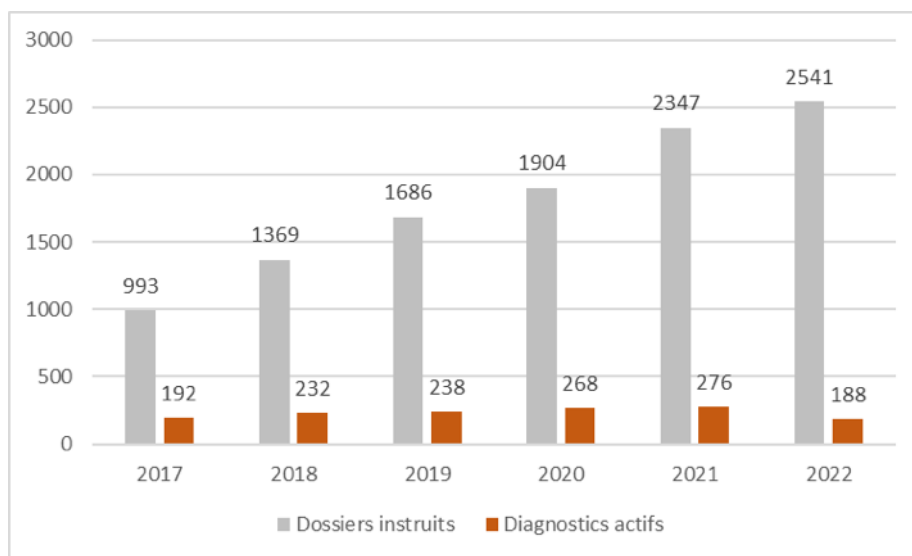
Afin de mieux cerner les enjeux autour de l'archéologie dans la région en 2022 et pour les années à venir, il est indispensable de faire un focus rapide sur son dynamisme. Les Pays de la Loire comprennent cinq départements pour une population de 3,8 millions d'habitants : la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Mayenne, la Sarthe et la Vendée. Le territoire se structure autour de trois grands pôles (Nantes/Saint-Nazaire, Angers et Le Mans) et d'un réseau de villes moyennes denses (Laval, la Roche-sur-Yon notamment). Nantes constitue la sixième aire urbaine française. La région se caractérise par son dynamisme, aussi bien démographique qu'économique. Les Pays de la Loire sont la huitième région la plus peuplée de France, et l'une des plus jeunes. La population s'accroît fortement d'année en année, notamment par l'essor de la façade atlantique et des aires urbaines. La région se distingue par son tissu économique à forte composante industrielle, l'expansion des services au sein des trois pôles urbains, et l'importante attractivité touristique du littoral et du Val de Loire. Neuf villes dont Saumur, Châteaubriant, Laval, bénéficient du programme national Action cœur de ville.

En regard du développement des Pays de la Loire, depuis au moins 2017, il existe une forte tension dans les délais de réalisation des diagnostics. L'Inrap, principal opérateur, ne peut assurer l'ensemble des diagnostics actifs prescrits dans l'année et crée ainsi un stock qu'il est difficile de réduire. Nous aurions pu penser que l'année 2020, avec l'apparition du Covid et du confinement, aurait connu une baisse des aménagements et par conséquent de l'archéologie préventive, mais cela a été le contraire.

Depuis la fin du confinement, plusieurs facteurs ont entraîné une progression des projets d'aménagement : reprise économique, plan de relance du gouvernement, autres dispositifs liés à la politique de la ville (Zéro artificialisation, logements sociaux, Action cœur de ville...). Tout ceci a inévitablement eu des conséquences sur le nombre de dossiers à instruire et par ricochet sur le nombre de prescriptions. Le plan France 2030, le Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) ou encore le projet de loi sur les énergies renouvelables

commencent également à produire leurs effets avec notamment une montée du nombre de dossiers de projet photovoltaïque.

L'année 2022 a ainsi été marquée, encore une fois, par une augmentation du nombre de dossiers (+7,6 % en une année, + 47,7 % en 5 ans). Toutefois, dans le même temps, une baisse du taux de prescription a été enregistrée (de 14,1 % en 2020 à 9,2 % en 2022 ; soit 268 et 234 diagnostics prescrits). En effet, depuis 2020, le SRA a pris la décision de renforcer ses critères de prescription afin, sinon de s'adapter aux moyens de l'Inrap, du moins de ne pas faire de l'archéologie préventive un frein à l'aménagement avec des délais d'intervention dépassant les 12 mois.



Pays de la Loire : évolution de l'archéologie préventive (diagnostic) en fonction des dossiers d'urbanisme instruits.

L'année 2022 s'est terminée avec 160 diagnostic réalisés (chiffre équivalent à 2020 mais de moins 20 % par rapport à 2021) et un stock de diagnostic reporté à l'année suivante équivalant à la programmation d'une année. L'Inrap réalise 74 % des diagnostics avec 118 opérations dans la région en 2022.

Les surfaces prescrites traduisent les projets d'aménagement :

- 51 diagnostics dont l'emprise est comprise entre 0 et 1000 m² (44 en 2021) : essentiellement des permis de construire individuels ou encore des prescriptions d'archéologie du bâti ;
- 85 diagnostics dont l'emprise est comprise entre 1000 et 10 000 m² (112 en 2021) : liés à la densification du tissu urbain ;
- 74 diagnostics dont l'emprise est comprise entre 10 000 et 100 000 m² (92 en 2021) : ils concernent essentiellement des projets de lotissement ainsi que le projet de rééquilibrage de la Loire ;
- 15 diagnostics dont l'emprise est supérieure à 100 000 m² (18 en 2021) : ils portent sur des projets de parcs photovoltaïques ou de carrières.

Alors que le nombre de prescriptions de fouille était plutôt stable depuis 2018, les années 2021-2022 montrent une réelle instabilité. Après une baisse en 2021, l'année 2022 est marquée par une hausse avec 46 arrêtés de prescription de fouille préventive notifiés. *A contrario*, 33 opérations de fouille préventive ont été réalisées au cours de l'année 2021, ce qui correspond à une année record pour les Pays de la Loire, contre seulement 27 opérations

réalisées en 2022, couvrant une superficie cumulée de 32,1 ha. Près des deux tiers d'entre elles l'ont été par l'Inrap ; près d'un tiers par des opérateurs privés (Éveha, Hadès, Archeodunum, CEM) et deux opérations ont été prises en charge par des services archéologiques de collectivités dans le cadre de fouilles en régie directe (CD44 et Nantes Métropole).

Ces fouilles représentent un budget de 10,6 M € TTC. Entre 2021 et 2022, 26 fouilles d'archéologie préventive ont bénéficié d'une prise en charge, soit un total de 4,2 M € et 6 d'une subvention au titre du FNAP. Un changement majeur est observé depuis deux ans, alors que le nombre d'arrêtés de modification de consistance de projet était faible (moins de 5 par an) jusqu'en 2020, celui-ci a plus que triplé et s'élève aujourd'hui à 14 arrêtés notifiés annuellement. Sur ces 27 opérations, les deux tiers ont concerné le territoire de la Loire-Atlantique. La majorité des opérations concernent les âges des Métaux et le Moyen Âge.

En résumé, les fouilles archéologiques préventives restent inégalement réparties sur le territoire régional ; cette disparité s'explique par le nombre plus important de prescriptions de diagnostic liées à l'aménagement du territoire et des grands projets comme le rééquilibrage de la Loire. La nature des projets d'aménagement évolue. Les aménageurs, face aux coûts des opérations et à l'instabilité économique, cherchent de plus en plus à réaliser des modifications de leur projet afin d'assurer la protection du patrimoine archéologique sur tout ou partie de leur projet.

La répartition de ces opérations selon les différents axes de la programmation scientifique nationale, établie par le CNRA, reste homogène par rapport aux années précédentes. La répartition par axe de recherche montre que les périodes les plus anciennes restent absentes malgré toute l'attention que porte le service sur ces thématiques.

Une recherche archéologique en renouvellement

Le dynamisme de la recherche archéologique ressenti en 2020-2021 se confirme en 2022. De nouveaux projets s'installent (PCR *Agglomérations laténiennes*, PCR *Gennes antique*) ou sont en cours de construction (PCR *Le Langon*, PCR *Archéologie des conflits*, *Fouille du château de Tiffauges*). Le nombre de fouilles programmées tend malgré tout à se réduire au fil des ans. Les raisons évoquées sont le manque de temps des porteurs de projet et la difficulté à trouver des financements croisés (20 % des opérations sont soutenues uniquement par le ministère). Les collectivités ont réduit ou ne subventionnent plus ce type de projet, privilégiant ceux à vocation de valorisation touristique. En revanche, le nombre de projets collectifs de recherche est en augmentation. Les aides à la publication fluctuent au gré des années ; toutefois le SRA porte une attention particulière à l'accompagnement scientifique et au soutien financier des publications en souffrance. La mise en place d'une programmation de publication pluriannuelle permet de sortir certaines publications très attendues par la communauté scientifique : château d'Angers, abbaye de Maillezais, lancement du château de Mayenne.

Année	prospection PT-PI	sondages	Fouilles	PCR	Publication (APP+AE)	Exposition	Total
2020	9	0	5	2	2	2	20
2021	13	0	4	3	8	1	29
2022	12	1	4	7	4	1	29

Pays de la Loire : les opérations programmées autorisées et le soutien aux expositions sur 3 ans.

Signalons le développement des recherches sur le littoral. Il n'existe pas, à ce jour, de stratégie commune au niveau national alors même que cette thématique intègre plusieurs axes de la

programmation nationale du CNRA. Depuis plusieurs années, le SRA se retrouve face à des découvertes fortuites, de plus en plus nombreuses, qui doivent être gérées dans l'urgence, sans programmation financière ciblée. C'est pourquoi le SRA a décidé de mettre en place une réflexion autour de la mise en place d'un outil prédictif et évolutif pour une meilleure gestion et sauvegarde du patrimoine archéologique du littoral des Pays de la Loire.

Cet outil qui doit être une aide à la décision et à l'organisation opérationnelle a été présenté lors du colloque international intitulé *Les patrimoines archéologiques face aux changements climatiques* en novembre 2022 à Lyon. En effet, la mise en place d'une stratégie opérationnelle permet de planifier les interventions, de prévoir un financement et d'anticiper la sauvegarde de ces vestiges. La grande difficulté de gérer ces opérations d'urgence est de les inscrire dans les procédures existantes et de tenir compte des contraintes environnementales associées à ces milieux fragiles.

C'est pourquoi l'outil mis en place intègre plusieurs bases de données externes comme les découvertes fortuites, les données paléo-environnementales ainsi que par exemple les cartographies des risques littoraux, les données du BRGM. Grâce à une analyse comparative et croisée des différentes données, il permet de visualiser les territoires exposés et de leur attribuer un critère de risque. À partir de ces données, le SRA met en place une stratégie d'intervention à adopter en fonction de l'intérêt scientifique et du degré de menace. Ainsi, en 2021, la fouille programmée de Longeville-sur-Mer a été mise en place car le site était menacé de disparaître l'hiver suivant ; en 2022, une campagne de relevé générale a été réalisée sur l'île du Pilier afin d'améliorer notre connaissance et ainsi de disposer des éléments probants pour orienter les décisions à venir. La fouille de La Planche à Puare sur l'île d'Yeu a été programmée sur ce site menacé par l'érosion.



L'île-d'Yeu (Vendée). Opération programmée de la Planche à Puare, (cliché C. Moreau SRA)

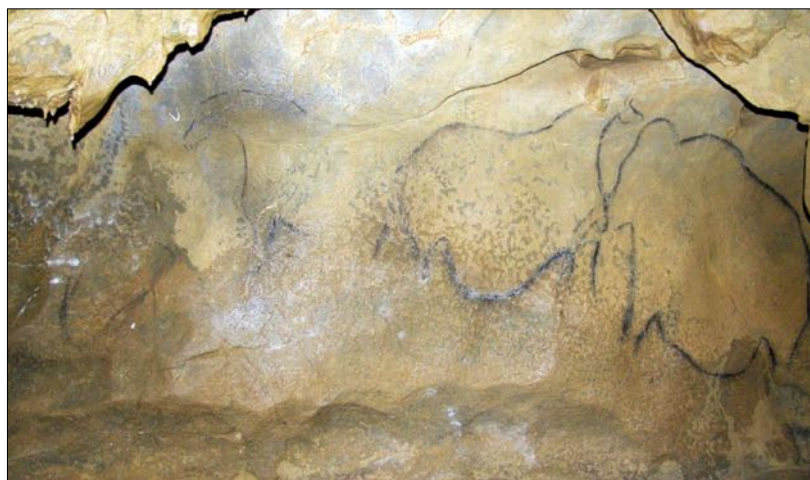
Après quelques années, nous observons une bonne corrélation entre les différents indicateurs et les sites menacés vérifiés sur le terrain. Le SIG, qui intègre également les dates de visite et l'état sanitaire, constitue un outil pour enrichir l'aide à la décision auprès des différents acteurs (Drac, Dreal, élus, collectivités, acteur de la recherches...) et pour développer une médiation si besoin. Dans les Pays de la Loire, la construction de cet outil s'est faite en plusieurs étapes et aujourd'hui encore, il n'est pas finalisé. L'archéologie littorale en Pays de la Loire associe aujourd'hui les partenariats scientifiques et techniques du Conseil départemental de la Vendée, de Grand

Patrimoine Loire-Atlantique, du service Patrimoine de L'Ile-d'Yeu, du Conservatoire du littoral, de l'Inrap, de l'Université de Rennes (AleRT, Gvcp) et de l'ONF.

Focus sur des opérations de 2022

Comme l'année dernière, nous revenons ici sur les opérations archéologiques de 2022 tant en préventif qu'en programmé, présentant des résultats scientifiques à portée nationale. On signalera par ordre chronologique, les résultats suivants :

Dans la vallée de l'Erve (Mayenne), l'équipe de R. Pigeaud a poursuivi ses recherches sur l'art pariétal des grottes de Margot et Mayenne Science. Une nouvelle campagne d'analyse, d'étude et de relevé des unités graphiques non encore répertoriées a été menée. Elle a permis également de réaliser des prises de vues, des reconstitutions numériques et des analyses de gravures en lumière spectrale, qui ont révélé de nouvelles gravures. Nous disposons donc enfin d'un état des lieux global du décor des parois de Margot, prélude à la future publication prévue en 2024.



Thorigné-en-Charnie (Mayenne).
Relevé des peintures de la grotte
Mayenne Science, (cliché
R. Pigeaud)

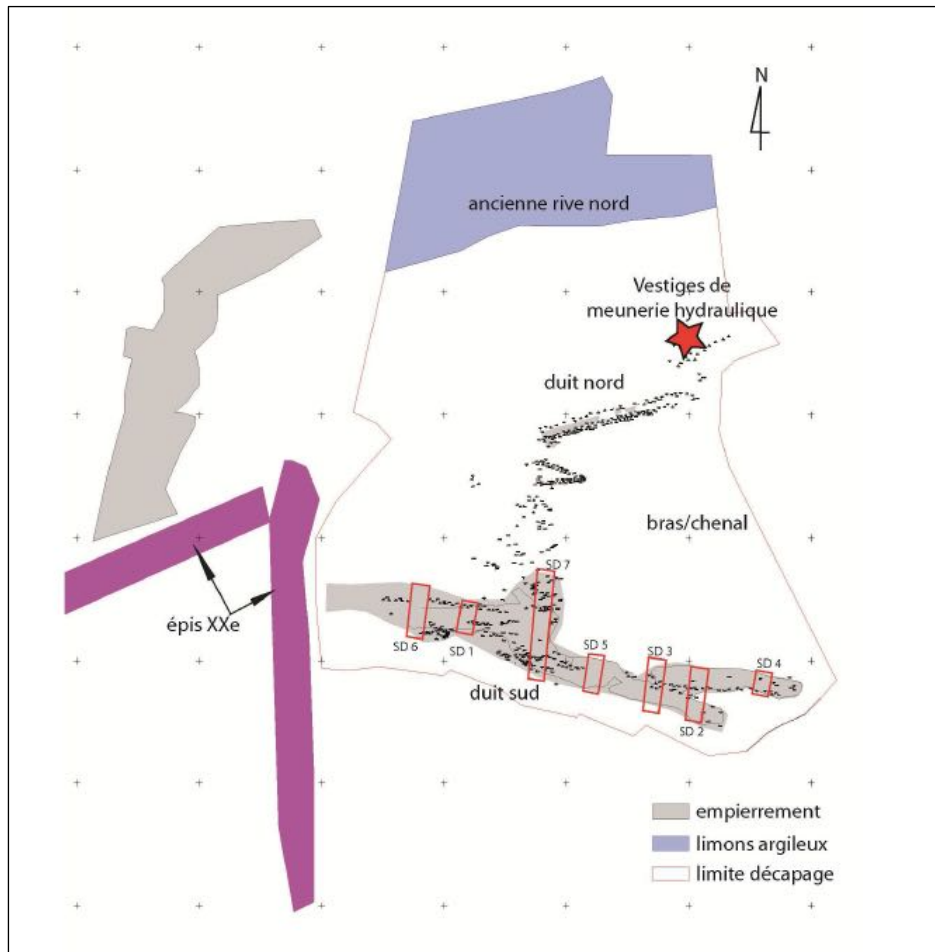
La fouille préventive dirigée par B. Houdusse (Inrap) a permis d'étudier le rempart défensif du premier âge du Fer du promontoire de la Sangle à Bouguenais (Loire-Atlantique). Sur ce site connu depuis le XIX^e siècle, les investigations récentes ont permis de caractériser plusieurs états de la fortification, exceptionnellement bien conservée, d'une longueur de plus de 280 m, dont la construction remonterait au V^e siècle av. J.-C. Son architecture est complexe : d'une hauteur estimée à 2 m, associant de la terre crue (probables briques de terre crue, torchis et remblai de terre) à une armature de bois, cette architecture monumentale nous est parvenue grâce à un incendie du rempart.



Bouguenais (Loire-Atlantique), site de La Sangle. Fouille du rempart du premier âge du Fer (cliché Inrap)

Pour l'Antiquité, en Sarthe, la poursuite de la fouille programmée menée sur la *villa* de Roullée/La Selle à Mont-Saint-Jean par F. Sarreste (Éveha) alimente nos connaissances sur celle-ci. La campagne 2022 comportait deux volets : la reprise de la prospection par géoradar des terrains situés en rive orientale du ruisseau de Roullée et le dégagement de la dernière annexe agricole intitulée « le bâtiment 11 ». Les résultats de la prospection ouvrent de nouvelles problématiques concernant l'environnement immédiat de la villa qui pourront être développées au cours des prochaines campagnes. Quant à la fouille du bâtiment 11, elle a permis d'identifier deux édifices se chevauchant qui appartiennent à deux états bien distincts de l'établissement antique. Ils correspondent vraisemblablement tous les deux à des greniers à planchers surélevés en fonctionnement entre les années 30-40 apr. J.-C. et la fin du III^e siècle.

Enfin, pour les périodes médiévale et moderne, plusieurs d'opérations archéologiques ont été prescrites dans le cadre du rééquilibrage du lit de la Loire. En 2020, la Drac a prescrit un diagnostic en amont des travaux de rééquilibrage projetés par VnF sur la Loire. Après une étude documentaire, la méthodologie du diagnostic s'est adaptée à ce contexte particulier. Une prospection à l'aide d'un géoradar couplée d'une approche plus traditionnelle de tranchées à la pelle mécanique ont permis de mettre au jour plusieurs sites archéologiques. Les trois fouilles prescrites et réalisées en 2022 enrichissent nos connaissances du fleuve, de l'histoire de son aménagement et de son exploitation.



L'île Poulas, Vair-sur-Loire (Loire-Atlantique). Plan général du site au 28/10/2022, avec localisation des sondages dans le duit sud et des vestiges de meunerie hydraulique (plan Y. Viau, Inrap).

Sur l'île Poulas, associées à des activités meunières hydrauliques (moulins-bateaux), trois pêcheries, disposées en W, dont le rôle était de capturer les poissons qui remontent le courant de la Loire, tel le saumon, ou qui le redescendent, comme l'anguille, ont été étudiées. Ces aménagements de pieux et de pierres sont associés à un duit, qui contraint le poisson à emprunter un passage étroit dans lequel il sera pêché au moyen d'un instrument mobile de type filet, ou de se diriger vers une nasse d'où il ne pourra s'échapper. Des éléments en bois de type rayons et moyeux de roue de moulin ont été identifiés ainsi que des pieux de plus de 7 m de hauteur ayant un module comparable. Ces découvertes renouvellent nos connaissances sur les activités le long de la Loire et soulèvent de nouvelles questions notamment sur la gestion de la forêt. D'après les premières datations, ces moulins-bateaux et pêcheries auraient fonctionné au cours du XII^e siècle.

Une autre opération a révélé plusieurs épaves dans la partie amont de l'île Coton. Les vestiges mis au jour correspondraient potentiellement à deux digues composées chacune d'un cordon de sable bordé chacun, sur un côté, par cinq épaves. L'ensemble de ces aménagements serait lié à la protection de la tête de l'île Coton.



L'île Coton, Ancenis-Saint-Géréon et Orée d'Anjou (Maine-et-Loire). Enrochement 1, épave en cours de relevé (cliché J. Martineau, DRAC-SRA).

Ces aménagements mesurent entre 45 et 48 m de longueur par 9,5 m de largeur, ils sont orientés est-ouest et pratiquement parallèles au lit actuel de la Loire pour l'un et NNE/SSO formant un angle de 40° avec l'axe du lit actuel de la Loire pour l'autre. Les navires, construits en chêne, chargés de pierres de schiste, sont datés du XVII^e siècle. Ils sont couchés sur le flanc et reposent sur le bordé. La sole épouse la dune. Il s'agit donc d'un réemploi volontaire de ces embarcations en technique de construction de digue. Sur les dix, remarquablement bien conservés, 8 ont fait l'objet d'un démantèlement, partiel ou complet. L'étude des pièces architecturales les constituant permettra, à terme, de proposer une restitution des formes des navires à fond plat (sole), de leur mode de construction, de leur capacité de charge et de leur technique de navigation. Ces épaves permettront ainsi de restituer un corpus des navires ligériens du XVII^e siècle que nous ne possédons pour l'heure ni archéologiquement, ni iconographiquement, la documentation actuelle étant principalement basée sur les navires du XIX^e siècle. Ces embarcations transportaient des matières premières (bois, pierre, tuiles...) ou des denrées (sel, vin...).



L'île Coton, Ancenis-Saint-Géréon et Orée d'Anjou (Maine-et-Loire). Enrochement 2, en haut, épaves 2 et 4, en bas (clichés A. Hoyau Berry, Inrap).



L'île Coton, Ancenis-Saint-Géréon et Orée d'Anjou (Maine-et-Loire). Enrochement 4, vestiges gallo-romains (cliché A. Hoyau Berry, Inrap).

Le secteur 4 présente des vestiges d'un intérêt majeur du fait de leur état de conservation, de leur particularité architecturale et de leur chronologie (I^{er}-II^e siècles). Cette structure bâtie est positionnée perpendiculairement au gisement, à 2 à 7 m de celui-ci. Cette construction est composée de poteaux, de sablières, de planches, le tout en chêne, et recouverte de pierres de schiste. Son rôle est pour l'heure indéterminé. Les hypothèses s'orientent vers une digue,

une cale de déchargement, un quai ou autre. Aucune structure de ce type n'a été étudiée en contexte ligérien pour la période romaine. L'unique élément de comparaison, bien que distinct, serait le port de *Ratiatum* (Saint-Lupien, Rezé).

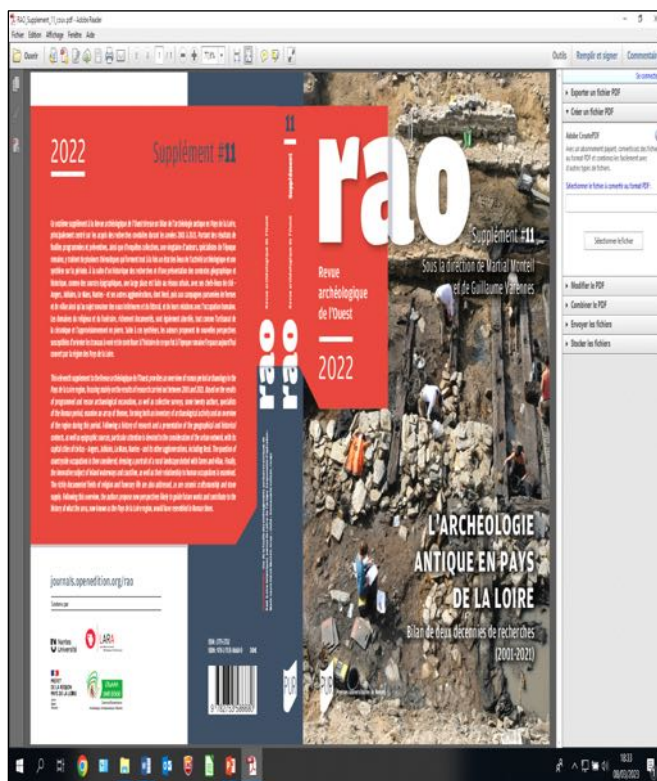
Il convient également de signaler un bel exemple « de la recherche au musée » qui a été réalisé dans le cadre du PCR sur l'enceinte romaine du Mans. L'année 2022 a ainsi été l'occasion de présenter les résultats du projet collectif de recherche initié par M. Monteil et H. Meunier et soutenu depuis 2017 par la Drac et l'UMR, à la communauté scientifique et au grand public dans le musée Jean-Claude Boulard-Carré Plantagenêt au Mans. L'exposition, accompagnée d'un catalogue et d'un hors-série d'*Archéologia*, invitait le visiteur à découvrir à la fois l'histoire et la patrimonialisation de cette enceinte à travers le temps, l'enceinte à l'époque romaine et son mode de construction mais aussi les techniques archéologiques qui nous permettent d'étudier ce monument (datation...).



Affiche de l'exposition *Au pied du mur*, musée Boulard-Carré Plantagenêt, Le Mans.

Dans le domaine de la valorisation et de la diffusion des connaissances, il convient également de mentionner la publication du *Bilan de l'archéologie antique en Pays de la Loire*, principalement centrée sur les acquis des recherches conduites durant les années 2001 à 2021. Publiée dans la *Revue archéologique de l'Ouest*, sa direction a été confiée à M. Monteil (Université de Nantes) et G. Varennes (Drac-SRA).

La publication de cet ouvrage a été financée par la Drac, Nantes Université et le LARA-UMR 6566 CReAAH. Cet ouvrage est le résultat d'un travail collaboratif de près de quarante archéologues intervenant sur l'Antiquité en région. Après un premier chapitre introductif consacré à l'histoire de l'archéologie et ses méthodes ainsi qu'aux nouveaux outils de recherche, les chapitres successifs abordent les grands champs de la recherche sur le monde gallo-romain en Pays de la Loire. Le chapitre sur le fait urbain est consacré aux chefs-lieux de cité (Angers, Jublains, Le Mans, Nantes) et aux agglomérations secondaires (avec un focus spécifique sur Rezé). Un chapitre aborde l'espace régional sous l'angle principalement des établissements ruraux et des structures, infrastructures et activités liées à l'eau. Le chapitre suivant aborde la religion et le domaine funéraire, en établissant une synthèse des données disponibles au niveau régional. Le dernier chapitre porte sur les matériaux et les lieux de production, avec l'éclairage spécifique des productions potières et de l'approvisionnement en pierres. Enfin, la dernière partie de l'ouvrage propose une réflexion sur les éléments d'orientation scientifique pour les années à venir.



Couverture du supplément de la *Revue archéologique de l'Ouest* consacré à l'archéologie antique en Pays de la Loire, 2022.

Bilan 2022 de la CTRA Ouest

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

Par Émilie GOVAL
Membre de la CTRA

Au cours de l'année 2022, quatorze dossiers relatifs au Paléolithique ou au Mésolithique ont été examinés, ce qui représente six dossiers de plus que l'année précédente. La répartition et la typologie des dossiers sont très hétérogènes à la fois géographiquement et chronologiquement. Sur les quatorze dossiers examinés, un seul provient des Pays de la Loire, cinq de Bretagne et huit de Normandie. Pour ces deux dernières régions, la proportion de dossiers est nettement plus importante dans les départements littoraux du Finistère et du Morbihan, de l'Eure et du Calvados.

Sur l'ensemble des dossiers, sept d'entre eux concernent des opérations relevant de l'archéologie préventive, six de l'archéologie programmée et une demande d'aide à la préparation à la publication. Ainsi, depuis 2020, et bien que les proportions soient faibles nous constatons une légère augmentation du nombre de dossiers examinés relevant de l'archéologie préventive.

D'emblée plusieurs observations peuvent éclairer ce constat. La crise sanitaire avait mis à mal la tenue de certaines opérations de fouille programmées, à l'inverse la reprise des aménagements du territoire, les plans d'action et d'aménagements locaux, se traduisent par une hausse des opérations d'archéologie préventive. Rappelons tout de même qu'une infime partie des rapports d'opération est examinée par la CTRA et non l'entièreté des dossiers donnant lieu à la réalisation d'un diagnostic, la perception de l'activité régionale est ainsi forcément déformée. Concernant le territoire géographique de la CTRA Ouest, l'archéologie programmée subit l'absence de renouvellement générationnel des chercheurs, où certains d'entre eux sont à l'orée de la retraite, d'autres ont quitté la région pour des raisons professionnelles sans continuer à s'investir dans le terrain.

Le nombre de dossiers portés à la connaissance et à l'examen de la CTRA pour les périodes anciennes reste très faible malgré tout puisque 290 dossiers ont été examinés en 2022, toutes périodes confondues. Bien que certains secteurs géographiques, certains contextes géomorphologiques, certaines typologies d'aménagement soient plus propices que d'autres à des découvertes de site en contexte chronostratigraphique favorable, il n'en résulte pas moins une difficulté à la mise en place de sondages permettant de déceler ce type d'occupation dans le cadre de l'archéologie préventive. La réalisation de nombreuses ZPPA dans le cadre du porter à connaissance en Bretagne et le recrutement tant attendu d'un géomorphologue au sein de l'opérateur historique en Normandie contribuent à cette hausse sensible des dossiers examinés dans le cadre de l'archéologie préventive. Le travail de fond consistant à établir des référentiels géochronologiques régionaux fiables est essentiel pour l'avenir, d'une part à des fins prédictives pour la réalisation de diagnostics ciblés mais également dans le cadre de la prescription de fouilles.

Chronologiquement, sept dossiers se rapportent au Paléolithique, dont six relevant de l'axe 1 et un relevant de l'axe 3, et sept au Mésolithique et plus particulièrement ciblés sur les axes 2 et 4 de la programmation nationale du CNRA. Pour l'année 2022, l'ensemble des diagnostics préventifs examinés, à l'image de celui réalisé sur la commune de La Roche-Maurice dans le Finistère (passage d'une ligne RTE), ou encore celui mené sur la commune de Toussaint en

Seine-Maritime (projet de lotissement) ont permis, outre des observations et analyses à visée géomorphologique, de prescrire des fouilles afin d'enrichir le corpus des données sur ces territoires.

Les fouilles relevant de l'archéologie programmée sont menées par des responsables d'opération aguerris ce qui confère une très bonne qualité des rapports. Il faut souligner la qualité des travaux menés et les collaborations scientifiques qui s'y développent. Six opérations ont été examinées en 2022, dont une prospection thématique, un projet collectif de recherche et une aide à la préparation à la publication.

Le PCR *En remontant le fleuve...Paysages et sociétés du Blavet préhistorique* a pour objectif de reconstituer les paysages anciens et les occupations humaines préhistoriques de la vallée du Blavet, en interrogeant les différences de densité d'occupations entre littoral et centre Bretagne et permet d'investir un territoire largement méconnu pour les périodes de la Préhistoire. Il est complété par l'examen du site du Rozel et du PCR associé portant sur les premiers hommes de Normandie. Les relevés d'art rupestre des grottes ornées de Mayenne-Sciences et de la grotte Margot, constituent une précieuse documentation graphique, dont l'étude et l'inventaire contribuent à la compréhension des occupations paléolithiques de la vallée de l'Erve. Enfin, si la fouille au Rocher de l'Impératrice dans le Finistère a repris sur le terrain en 2022 révélant toujours plus la richesse incontestable du site, cette année marque également la fin des opérations de Hoëdic (Morbihan) et de Plouhinec (Finistère).

On notera une importante pluralité des acteurs porteurs de projets : agent de la Culture, universitaire, chercheur au CNRS, agent de collectivités.

Au terme de cette nouvelle année d'expertise au sein de la commission, on note une légère hausse du nombre de dossiers examinés et particulièrement dans le cadre de l'archéologie préventive. Néanmoins cette tendance reste fragile. L'une des difficultés tient au faible renouvellement des chercheurs qui se fait sentir tant en archéologie préventive que programmée. Il faut toutefois souligner la qualité scientifique des travaux de recherche sur le Paléolithique menés en Bretagne et en Normandie et leur diffusion par la communication dans des colloques et la publication d'articles.

	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total
Préventif	1	6	0	7
Programmé	3	2	1	6
Publication	1	0	0	1
Total	5	8	1	14

	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total
DIAG + CCS	1	4	/	5
RFO	/	2	/	2
FP	1	1	/	2
FPP	1	/	/	1
PT	/	1	/	1
PCR	1	/	/	1
APP	1	/	/	1
RE	/	/	1	1

NÉOLITHIQUE

Par Caroline HAMON
Membre de la CTRA

Pour le Néolithique, 31 dossiers (33 en 2021) ont été rapportés dont 3 par des rapporteurs extérieurs (J.-N. Guyodo, O. Lemerrier). Treize dossiers portaient sur la Bretagne, dix sur la Normandie et six sur les Pays de la Loire ; deux dépendaient du Drassm. Il faut souligner une tendance à la baisse du nombre de RFO examinés traitant de cette période depuis plusieurs années, le nombre tombe ainsi en 2022 à cinq. Les opérations archéologiques réalisées dans l'interrégion Ouest sur le Néolithique s'inscrivent logiquement dans l'axe 4 de la programmation nationale 2016 du ministère de la Culture, même si certains programmes élargissent également sur l'axe 3 : Expressions graphiques préhistoriques. Du fait de disparités géographiques, géologiques et archéologiques importantes entre les trois régions, les thématiques les plus prégnantes ne sont pas homogènes sur le territoire, et concernent principalement le mégalithisme et les enceintes, même si les recherches sur les habitats regagnent de la visibilité.

Onze diagnostics ont livré des structures néolithiques. L'un a porté sur un habitat du Néolithique moyen à palissage et système fossoyé sur l'île d'Yeu. L'exploration dans le cadre de l'archéologie préventive des monuments prémégalithiques de Fleury-sur-Orne s'est poursuivie, tout comme celle des alentours des ensembles mégalithiques connus à Carnac et Belz. Plusieurs diagnostics ont révélé des découvertes éparses (mobiliers, fosses isolées, trous de poteau) qui pourraient néanmoins signaler la présence d'habitats néolithiques parfois difficiles à identifier (Lannion, L'hermitage, Val-de-Reuil). Des niveaux d'épandage de mobiliers, fréquents en Normandie et dans la vallée de la Seine, continuent d'être découverts (Fécamp, Romilly-sur-Andelle).

Seuls cinq rapports de fouilles préventives ont livré des occupations néolithiques (contre 11 en 2022). Deux habitats du Néolithique ancien ont fait l'objet d'une fouille préventive à Bretteville-sur-Odon (ensemble de fosses) et Colombelles le Lazarro 3. C'est également le cas pour les bâtiments du Néolithique final/Campaniforme de Saint-Vigor-d'Ymonville. Les structures de combustion, fréquemment datées du Néolithique moyen 2, font l'objet de fouilles systématiques dans un cadre préventif (Cossé-le-Vivien). Des fosses de piégeage du gibier sont régulièrement découvertes (Louviers), même si leur datation n'est pas toujours possible. Bien que souvent peu structurées et de faible ampleur, ces ensembles permettent pourtant de documenter la fréquentation de différents secteurs jusque-là peu documentés. Une demande de financement complémentaire pour l'étude paléogénomique des restes humains du monument prémégalithique exceptionnel de Porte-Joie a également été soumise à la CTRA.

L'activité d'archéologie programmée est relativement dynamique pour le Néolithique, avec néanmoins des disparités régionales importantes. Elle repose sur quelques équipes particulièrement moteur pour chacune des trois régions.

L'activité de fouille programmée en Bretagne porte principalement sur des ensembles mégalithiques, dont l'étude a été profondément renouvelée ces dernières années grâce à l'application de nouvelles méthodes (géophysiques, SIG, photogrammétrie, etc.) au service de problématiques plus architecturales. Le PCR des Corpus de signes gravés et la publication de Gavrinis en cours constituent des programmes majeurs pour l'exploration des ensembles mégalithiques gravés de la façade atlantique. La fouille du grand tumulus de Goasseac'h à **Carhaix** a permis de mettre au jour de nouveaux dolmens au sein d'un monument

exceptionnel par ses dimensions, son projet architectural complexe et sa localisation en plein cœur de la Bretagne. Les opérations de fouille se poursuivent sur les deux tumuli de Coëby. Un nouveau programme pluridisciplinaire vise depuis 2021 à explorer les habitats et amas coquilliers de la fin du Néolithique et du début de l'âge du Bronze sur l'île de Béniguet en mer d'Iroise. Plusieurs nouveaux projets de prospections thématiques ont émergé en 2022 dans des secteurs souvent peu explorés jusque-là. Un projet de numérisation 3D sur le dolmen de la Roche aux Fées a été soumis au SRA. Une nouvelle prospection thématique a été engagée sur les occupations néolithiques de l'estuaire et du bassin aval de la Vilaine, et une autre sur l'enceinte du Néolithique moyen du Lizo à Carnac. Le PCR sur la vallée du Blavet initié en 2020 permet quant à lui d'impulser une véritable dynamique pluridisciplinaire autour de l'occupation du territoire et de l'implantation des habitats néolithiques dans un secteur finalement méconnu.

En Normandie, plusieurs enceintes font l'objet de fouilles programmées. À Basly, la publication monographique de l'important site d'éperon à multiples fossés et palissades de délimitation est en cours de finalisation pour le Néolithique final. Les sites littoraux de la Manche font l'objet de nouvelles recherches tout à fait prometteuses (Chausey, Rhétoville, Réville).

Dans les Pays de la Loire, après l'arrêt de deux programmes prometteurs (le PCR sur le Néolithique ancien et la fouille de Louresse), qui permettaient de renouveler significativement les connaissances sur le Néolithique dans une région clef mais pourtant sous-explorée, plusieurs nouvelles opérations programmées ont été soumises au SRA sur les monuments mégalithiques de Noirmoutier et de l'Île d'Yeu (dont un dans le cadre d'un programme d'analyses paléogénétiques et bioarchéologiques).

Dans les trois régions, on observe une belle dynamique sur l'exploration et la fouille des sites côtiers et iliens (Chausey, Île-d'Yeu, Noirmoutier, Béniguet, Rhétoville), et un regain d'intérêt pour l'exploration de secteurs encore peu documentés comme pour les sites d'habitats.

On regrettera qu'aucun projet de publication sur le Néolithique n'ait été soumis à la CTRA Ouest en 2022, et l'absence de nouveaux PCR sur le Néolithique en Normandie et Pays de la Loire.

Néolithique	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Normandie/ Drassm	Total général
DIAG + CCS	4	6	1		11
RFO		3	2		5
FP	3				3
FPP		2	2		4
SD				1	1
PT	2		1		3
PTA	2				2
PCR	2				2
Total général	13	11	6	1	31

Tableau récapitulatif des opérations 2022 par type et région pour le Néolithique.

ÂGE DU BRONZE ET PREMIER ÂGE DU FER

Par Hélène FROQUET-UZEL
Membre de la CTRA

Pour l'âge du Bronze, 33 dossiers ont été examinés par la CTRA en 2022, ce qui représente près de 38 % des dossiers portant sur les âges des Métaux. Ils sont globalement restés stables par rapport à l'année précédente avec toutefois une augmentation significative des dossiers

documentant les Pays de la Loire, ce dont on peut se réjouir. Les rapports sont de très bonne facture et les études spécialisées sont de mieux en mieux intégrées dans le corps du texte, ce qui en facilite grandement l'analyse. Tous les dossiers s'inscrivent dans les axes 5 (habitat et mobilier) et 8 (funéraire et culturel) de la nouvelle programmation nationale.

	2022	2021	2020	2019
Âge du Bronze	33	33	23	41
Âge du Fer	54	64	51	54
Total âge des Métaux	86	97	74	97
Total des dossiers CTRA	290	283	242	290

Évolution de la répartition des dossiers traités en CTRA.

	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total
Diagnostic + CCS	7	8	2	17
RFO	3	5	2	10
Fouille programmée	2	1		3
Drassm	1			1
Prospection thématique	1			1
PCR				0
Analyse				0
AE/APP			1	1
Colloque				0
Total 2022	14	14	5	33
Total 2021	14	17	2	33
Total 2020	11	8	4	23
Total 2019	19	20	2	41

Typologie des dossiers portant sur l'âge du Bronze et le premier âge du Fer.

Typologie des dossiers et spécificités régionales

Les diagnostics

Les diagnostics (+ CCS) représentent 17 dossiers, soit 52 % des occurrences documentant l'âge du Bronze. Ils sont en très nette hausse par rapport à 2021 (12 dossiers) témoignant d'une activité économique soutenue dans ces trois régions, mais aussi d'une approche scientifique efficace des équipes archéologiques dans le cadre de la détection des sites caractérisant l'âge du Bronze (recours systématique aux datations radiocarbone pour pallier l'absence ou la rareté du mobilier céramique, une connaissance approfondie des spécificités régionales et une meilleure intégration du potentiel archéologique utile à la caractérisation des sites). Cette approche doit se poursuivre et être étendue aux aspects paléo-environnementaux afin d'affiner les prescriptions par un recours plus systématique à des prélèvements. Les tests réalisés seraient ainsi de nature à étoffer ou cibler plus spécifiquement certaines études spécialisées dans le cadre des fouilles préventives. Il s'agit là d'une des préconisations inscrites dans la nouvelle programmation nationale (axe 5) qu'il conviendrait maintenant de renforcer.

On soulignera en revanche l'aide précieuse que constitue l'étude des macrolithes et des terres cuites sur le plan régional. Ces vestiges abordés dès la phase de diagnostic permettent ensuite d'orienter significativement certains choix et prélèvements lors de la fouille des sites.

Toutes les phases chronologiques de l'âge du Bronze sont globalement représentées, mais leur représentativité varie d'une région à l'autre. En revanche, les occupations détectées couvrent l'ensemble des thématiques, avec comme les années précédentes, une plus forte représentation des implantations domestiques associées ou non à des systèmes parcellaires et/ou des ensembles funéraires, ainsi que des spécificités régionales récurrentes :

- en Bretagne, les indices d'occupation domestique du Bronze ancien signalées par des vases de stockage isolés comme à Baden ou Landiviseau ;
- en Normandie, des activités domestiques ou multifonctionnelles (?) du Bronze ancien/moyen caractérisées par des fours isolés implantés dans des fossés parcellaires ou regroupés en batterie en périphérie des unités domestiques comme à Val-de-Reuil ou Vendevre ;
- pour les Pays de la Loire, région qui doit être appréhendée comme un carrefour culturel, il est encore difficile de dégager des spécificités géographiques ou chronologiques récurrentes.

Enfin, on peut encore une fois souligner que les grandes superficies explorées s'avèrent plus propices à la détection des occupations attribuables à cette période en particulier.

Les fouilles préventives

Dix rapports de fouilles préventives ont été examinés en 2022. Les sites d'habitat identifiés et analysés apparaissent plutôt modestes, les formes étant encore largement dominées par les implantations domestiques en aire ouverte et à distribution lâche. Ces unités domestiques sont préférentiellement associées durant le Bronze ancien à des systèmes parcellaires plus ou moins bien caractérisés selon les mobiliers exhumés comme à Asnelles en Normandie. Le Bronze moyen est illustré en Bretagne par des trames parcellaires qui fournissent un abondant mobilier comme en témoigne le site de Ploudaniel dans le Finistère, site qui vient alimenter la réflexion sur les dépôts de vases collectés dans les fossés d'enclos pourtant dépourvus d'implantations domestiques consistantes.

Si le Bronze final apparaît relativement moins documenté en 2022 par les fouilles préventives, on soulignera l'enrichissement régulier de ces phases chronologiques en Bretagne avec notamment la fouille d'un petit habitat en aire ouverte du Bronze final III à Cesson-Sévigné en Ille-et-Vilaine, dans un département encore peu documenté, ou la mise au jour, en Pays de Loire, à la Baule-Escoublac en Loire-Atlantique d'un habitat prometteur de la fin de l'âge du Bronze qui a livré des indices de production de sel. Cette activité encore mal cernée pour la période considérée permettra assurément d'étoffer les référentiels en cours de constitution.

Deux habitats groupés ont été explorés en Normandie. Il s'agit de deux opérations conduites sur la commune de Louviers dans le département de l'Eure, à quelques années d'écarts, dont les rapports ont été examinés la même année. Remarquables à plus d'un titre, les superficies explorées témoignent potentiellement de la présence d'une vaste occupation qui se densifie et s'étend très vraisemblablement au cours du Bronze final jusqu'au début du premier âge du Fer. Cet habitat répond à un modèle d'habitat encore peu commun qui se distingue par un système de délimitation palissadé et l'implantation de plusieurs unités domestiques qui s'organisent en pôles distincts. Les vestiges exhumés signalent des activités métallurgiques peut-être déjà très spécialisées pour certains pôles (nombreux fragments de moules d'épées). La publication conjointe des deux opérations doit être encouragée, les vestiges témoignant la présence d'un site clé dans l'environnement du site de hauteur du Fort Harrouard.

Les ensembles funéraires documentent sans surprise plutôt le Bronze ancien et moyen et la pratique de l'inhumation. En 2022, les données font référence exclusivement au territoire normand. Si les petits ensembles sont prédominants, à l'image du site d'Asnelles dans le Calvados, la conservation même dégradée des squelettes permet en revanche d'aborder des aspects anthropologiques qui font encore largement défaut à l'échelle du territoire français. C'est pourquoi il paraît encore aujourd'hui important d'investir du temps et des études complémentaires très ciblées pour préciser les modalités de dépôt des corps, identifier des aménagements en matériaux périssables, et aussi vérifier, en l'absence d'objets d'accompagnement, si ces derniers ne sont pas introduits dans les tombes sous la forme de végétaux (litière, fleurs ou plantes...).

Le site du Lazzaro 3 à Colombelles dans le Calvados fournit des données sur une nécropole du Bronze ancien 2 qui s'inscrit au sein d'une trame parcellaire et à proximité d'un enclos à caractère communautaire. Si, pris isolément, ce site pointe des pratiques communautaires, en revanche à l'échelle de la commune et des diverses fouilles réalisées sur cette Zac, ce secteur constitue un lieu privilégié dont l'étude nécessitera une publication de grande envergure.

Les activités artisanales et/ou productions spécialisées ont été abordées à travers diverses catégories de site. Les activités métallurgiques tiennent une place prépondérante au sein du territoire étudié au regard du nombre important de dépôts mis au jour. Pourtant les vestiges demeurent, dans bien des cas, relativement fugaces. Au Bronze ancien, les débuts de la métallurgie sont représentés en Bretagne par le site de la Colignière à Trémuson qui a livré une gamme d'objets portant des traces de métal et/ou d'utilisation spécifiques issue de trois structures regroupées dans un même secteur. Ces objets dont la nature, rejet ou dépôt, nécessite encore d'être précisée, ont parfois été détournés de leur fonction première domestique, information qui démontre le caractère discret de cette activité artisanale. Les vestiges exhumés ont fait l'objet d'une publication de très grande qualité qui offre à la communauté scientifique une référence de choix pour avancer sur cette question en matière de protocole d'étude, d'analyse et de catégories d'objets représentées. Au Bronze final, ces activités, qui apparaissent semble-t-il plus spécialisées, proviennent de sites d'habitats groupés, comme le suggèrent les sites de Louviers en Normandie ou de Saint-Avé en Bretagne (diagnostic prescrit début 2022 et fouille enclenchée la même année). La détection de ces activités en diagnostic prend encore un caractère très ponctuel, les vestiges étant illustrés seulement par quelques fragments de moules à l'image du site d'Anneville-en-Saire dans la Manche.

La production de sel, autre spécificité régionale, s'illustre en 2022 par la mise au jour de godets à sel au sein d'un habitat du Bronze final à La Baule-d'Escoublac en Pays de la Loire (diagnostic 2022).

Le milieu maritime et insulaire est quant à lui documenté par des sites explorés dans le cadre de prospections thématiques.

Les dossiers d'opérations programmées

Six dossiers d'opérations programmées ont été examinés (3 fouilles, 2 prospections thématiques dont une qui émane du Drassm et 1 demande d'aide à la publication). Ces dossiers, tous de grande qualité, sont des apports majeurs pour la communauté scientifique en traitant des thématiques peu ou pas abordées par l'archéologie préventive. On déplorera en revanche l'absence d'engagement des équipes régionales dans le cadre de PCR depuis plusieurs années.

Le site de Basly dans le Calvados fait référence à un site élitare en éperon barré. Il s'agit de l'une des dernières fouilles programmées couvrant plusieurs triennales dont les interventions de terrain sont en voie d'achèvement. Plusieurs publications très attendues sont en cours et l'équipe redynamisée doit être soutenue très largement dans cette phase finale.

Des projets de taille plus réduite mais tout aussi pertinents ciblent diverses problématiques, explorées généralement dans le cadre d'une triennale : la contextualisation de dépôts métalliques issus de découvertes fortuites à Prat en Bretagne et la reprise de fouilles anciennes qui vise à compléter et étoffer la documentation de sites exceptionnels dont témoigne la fouille du tumulus de Saint-Bélec à Leuhan avec sa tombe centrale hors norme.

Le contexte maritime est abordé par deux projets. L'un porte sur l'exploration d'un vaste amas coquillier localisé sur l'île de Béniguet qui vise principalement à identifier les ressources marines consommées par les populations insulaires entre le Néolithique final et le début du Bronze ancien. Le Drassm a conduit une prospection sous-marine à l'aplomb de la Pointe de Primel dans le Finistère afin de contextualiser des lots d'objets atypiques potentiellement attribuables à l'âge du Bronze (lingots et barres).

Enfin, ce tour d'horizon ne serait pas complet sans évoquer le projet d'étude paléogénétique sur la population inhumée dans la nécropole du Bronze moyen II/début du Bronze final d'Auzay, Les Ouches, en Vendée qui permet d'affiner, dans le cadre d'une aide à la publication, l'analyse de cet ensemble funéraire exceptionnel par son état de conservation.

Quelques difficultés à souligner

La Bretagne

Bretagne	2022	2021	2020	2019
Diag + CCS	7	6	6	7
RFO	3	5	3	8
Fouille programmée	2	2	1	1
F. prog. / Prosp. thématique				1
Drassm	1			
Prospection thématique	1	1	1	1
PCR				
Analyse				
AE/APP				1
Colloque				
Total 2022	14	14	11	19
Total âge du Fer	12	16	21	13
Total âge des Métaux	26	30	32	32
Total des dossiers CTRA	290	283	242	290

Quatorze dossiers concernent la Bretagne. On observe depuis 2021 à la fois une stabilisation des dossiers et une meilleure répartition sur l'ensemble du territoire. L'Ille-et-Vilaine reste un département peu pourvoyeur de données et continue à susciter des interrogations. Ce déficit rend-il compte d'une modification des modèles d'occupations pour la période de l'âge du Bronze par rapport à la façade maritime rendant ainsi leur détection plus délicate ? Hypothèse qui mériterait d'être discutée avec les équipes locales. L'activité archéologique s'est révélée importante dans le Finistère (6 dossiers) et les Côtes-d'Armor (5 dossiers).

Les superficies explorées en diagnostics sont importantes et oscillent entre 8 000 m² et 18,2 ha (soit 48,4 ha cumulés) favorisant ainsi la détection des sites protohistoriques en aire ouverte et les parcellaires potentiellement associés.

La prescription de fouilles de grande superficie d'un seul tenant représente également un atout majeur. Elle permet de mieux appréhender les habitats et les ensembles funéraires, de saisir leur structuration interne ainsi que leur organisation au sein des parcellaires anciens identifiés.

La recherche programmée est très active. Très largement soutenue et stimulée par le SRA, les sites explorés permettent d'approfondir des thèmes de recherche à travers des vestiges ou sites particuliers peu abordés dans le cadre du préventif. On soulignera d'ailleurs le caractère remarquable des sites de **Pratz** (dépôt métallique du Bronze moyen) ou de **Leuhan** (tumulus du Bélec avec tombe aux gabarits exceptionnels). Le contexte maritime est abordé par les sites de Béniguet et de la pointe de Primel.

La Normandie

Normandie	2022	2021	2020	2019
Diag + CCS	8	5	2	8
RFO	5	10	3	8
Fouille programmée	1	1	1	2
F. prog. / Prosp. thématique				1
Drassm				
Prospection thématique			1	
PCR			1	
Analyse				1
AE/APP		1		1*
Colloque				
Total 2022	14	17	8	20
Total âge du Fer	21	24	14	21
Total âge des Métaux	35	41	22	41
Total des dossiers CTRA	290	283	242	290

* dossier qui regroupe plusieurs régions

Quatorze dossiers concernent la Normandie. Ce nombre connaît une légère baisse en raison de la résorption du passif antérieur. Comme les années précédentes, le département du Calvados connaît une activité archéologique très soutenue (9 dossiers). En revanche, le département de l'Orne ne livre pas de vestiges susceptibles de documenter l'occupation du sol durant l'âge du Bronze depuis plusieurs années.

Les superficies explorées dans le cadre des diagnostics couvrent également des superficies importantes et oscillent entre 8 400 m² et 17 ha (soit 59,4 ha cumulés). Les fouilles d'envergure telles que la fouille du site du Lazzaro 3 à Colombelles qui s'étend sur 8 ha a été propice au renouvellement des données. Le décapage extensif a permis de mieux saisir la structuration des occupations, leur densification au cours du Bronze ancien mais aussi d'appréhender plus finement leur implantation au sein d'une trame parcellaire qui ne cesse d'évoluer dans un secteur manifestement très prisé.

L'exploration des sites en fouille préventive sur de grandes superficies est donc à privilégier autant que possible, notamment lorsqu'il s'agit d'aborder la mise en place et l'évolution des trames parcellaires durant la période considérée.

Les Pays de la Loire

Pays de la Loire	2022	2021	2020	2019
Diag + CCS	2	1	2	0
RFO	2	1	2	1
Fouille programmée				
F. prog. / Prosp. thématique				
Drassm				
Prospection thématique				1
PCR				
Analyse				
AE/APP	1			
Colloque				
Total 2022	5	2	4	2
Total âge du Fer	21	24	14	19
Total âge des Métaux	26	26	18	21
Total des dossiers CTRA	290	283	242	290

Cinq dossiers concernent les Pays de la Loire, soit une augmentation significative dont on peut se réjouir s'agissant-là d'une région clé autour de laquelle s'articulent plusieurs faciès culturels : bordure du faciès médocain à préciser (au sud), faciès atlantique (sur la façade ouest) et faciès continental du Centre-Ouest (secteur est de la région).

Les superficies explorées bien que plus modestes, oscillent entre 5200 m² et 8,3 ha (soit une superficie cumulée de 16 ha). Les vestiges exhumés documentent préférentiellement la période du Bronze final et du premier âge du Fer. À noter aussi que malgré les superficies importantes explorées dans le cadre des fouilles préventives, notamment lors de l'exploration de sites d'envergures du second âge du Fer ou d'époque historique, les occupations attribuables à l'âge du Bronze et au Néolithique n'ont que très rarement été mises au jour. Ces observations témoigneraient donc potentiellement du démantèlement ou de l'arasement important de ces occupations antérieures à l'exemple du site de Cosse-le-Vivien en Mayenne.

Quelles pistes de réflexion peuvent être proposées. Le département de Loire-Atlantique livre l'essentiel des données qui concourent ainsi à mieux cerner les liens privilégiés qu'entretiennent les groupes humains installés dans ce secteur avec la Bretagne.

La Mayenne, le Maine-et-Loire et la Sarthe peuvent être considérées comme des régions importantes pour mieux appréhender une possible zone de lisière entre le faciès atlantique et le faciès continental. Elles pourraient bénéficier de programmes de recherche pour pallier les lacunes documentaires du cadre préventif. Quant à la Vendée, territoire très particulier, des programmes de recherche (PCR ?) associant des chercheurs travaillant plus spécifiquement sur les territoires de Charente-Maritime et du Bordelais doivent être encouragés.

ÂGE DU FER

Par Stéphane MARION
Membre de la CTRA

Pour l'âge du Fer, 54 dossiers ont été examinés par la CTRA en 2022. Ce nombre est en léger reflux par rapport au pic de 2021, mais se maintient à un étiage relativement élevé. Les examens préalables aux fouilles préventives (diagnostic et cahier des charge ou cahier des charges dans le cas de fouille directe) avec 23 dossiers retrouvent des valeurs proches de celles de 2019 et 2021. On note un léger déficit de la Bretagne (5 dossiers) par rapport aux deux autres régions (9 dossiers chacune). Les rapports de fouilles préventives concernent 20 opérations assez bien réparties entre les trois régions.

Sans surprise par rapport aux tendances des années antérieures, les opérations programmées, avec 5 fouilles et 4 PCR, se trouvent très nettement en deçà de l'activité préventive et représentent 17 % de l'activité de la CTRA.

Les 23 diagnostics et cahiers des charges de fouilles préventives examinés en 2021 rappellent les grandes tendances des années antérieures. Les sites de la fin de la période, avec 13 occurrences attribuées à La Tène C-D, dominent nettement au détriment des ensembles du début du second âge du Fer (4 occurrences relevant de La Tène A-B) tandis que les occupations attribuées au premier âge du Fer semblent, cette année, relativement nombreuses (9 occurrences). Les habitats enclos, plus aisément détectables, dominent toujours le corpus, bien qu'une certaine diversité des occupations mises en évidence transparaisse. Ainsi, plusieurs habitats sont associés à des ensembles funéraires (2 pour le premier âge du Fer et 1 pour la fin du second) en Normandie et en Bretagne. De plus, quelques ateliers de production de sel ont pu être mis en évidence ou sont soupçonnés en Normandie et en Pays de la Loire et un atelier sidérurgique hallstattien a été observé à Merdrignac en Bretagne.

Les 20 rapports de fouilles préventives examinés en 2022 concernent des opérations qui se sont déroulées entre 2005 et 2010, pour la plus ancienne (rapport rendu en 2012), et 2021, pour la plus récente. La grande majorité rend cependant compte de fouilles effectuées entre 2018 et 2020 (15 opérations).

Ces rapports témoignent d'une certaine diversité dans les types d'occupation et la chronologie étudiés par l'archéologie préventive cette année.

Quatre habitats ouverts du premier âge du Fer ou des débuts du second (La Tène A et B) ont en effet été fouillés, dans les trois régions. Ils viennent progressivement combler un relatif vide documentaire pour ces périodes. Bien que dotés d'aménagements souvent modestes leur intérêt se trouve par ailleurs renforcé par la réalisation d'études environnementales qui concernent en premier lieu la faune et les carporestes et qui permettent de nourrir un corpus de données encore peu fourni pour ces périodes.

L'exploration, en Normandie, de deux habitats enclos de la fin du Hallstatt et du début de La Tène est également notable (à Soliers et Colombelles dans le Calvados). Parmi les habitats enclos de la fin de la période, il convient de signaler en particulier le site de Val-de-Reuil, La Comminière, dont les aménagements et la diversité du mobilier soulignent le statut.

Plus originaux encore, deux sites des Pays de la Loire se distinguent. Il s'agit d'une part d'un vaste complexe monumental composé d'un bâtiment sur cour, situé à Vielleveigne en Loire-Atlantique, et d'autre part de la fouille sur plus de 2 ha d'un quartier d'une agglomération au

Poiré-sur-Veluire, en Vendée. Ce dernier se caractérise par une organisation en arc de cercle d'un front bâti bordant un vaste espace ouvert et par la présence d'un abondant corpus mobilier qui témoigne de la richesse du site et de ses activités, principalement consacrées à la production d'objets métalliques. Il est sans doute inutile de préciser ici que la publication de ces deux sites, qui nécessitera cependant quelques études complémentaires, est fortement attendue par la communauté scientifique.

De modestes ensembles funéraires sont associés dans deux cas à des habitats du Hallstatt final ou du début de La Tène. Plus intéressant, la fouille conduite en 2005 et 2010 à Val-de-Reuil a permis, en marge de l'établissement enclos, de poursuivre l'exploration d'une vaste nécropole de la fin du second âge du Fer connue dès les XIX^e siècle par la découverte d'une sépulture à arme. Là encore il s'agit d'un site appelé à faire référence pour la période et dont les études méritent d'être poursuivies, dans le cadre de la mise en place d'un projet de publication.

Les productions spécialisées ont principalement été abordées sur deux sites bretons qui ont fait l'objet d'études détaillées qui en relèvent l'intérêt. Il s'agit d'une part de charbonnières de La Tène finale à Ploudaniel et d'autre part d'un atelier de production sidérurgique de La Tène ancienne et moyenne à Quévert. Un second atelier sidérurgique contemporain, composé de 53 fours à scorie piégée a pu être exploré à l'occasion de la fouille programmée de Barbery, en Normandie.

En dépit de leur faible nombre, les 9 opérations programmées (5 fouilles et 4 PCR) présentent une certaine diversité dans les thématiques abordées. Les fouilles au long cours sur les sites fortifiés normands de Basly et Port-en-Bessin achèvent leur programme de terrain. Deux nouvelles opération, d'ambition plus modestes se mettent en place. Une campagne est prévue sur un petit secteur de l'agglomération présumée de la Ségourie au Fief-Sauvin en Pays de la Loire. En Bretagne, à Plouay, et suite à un premier sondage, la fouille d'un monument funéraire circulaire du premier âge du Fer permettra d'explorer l'un des rares ensembles de ce type, épargné par les archéologues des siècles derniers.

Âge du Fer	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	Total	2019	2020	2021
Diagnostic + CCS	5	9	8	22	21	30	24
RFO	6	7	7	20	26	13	33
Fouille directe			1	1			
Fouille programmée	1	3	1	5	2	3	4
PCR		2	2	4	1	1	1
Publication			1	1			
PT					2	1	1
SD						1	
Total 2022	12	21	21	54*			
Total 2019	13	21	19	53			
Total 2020	21	14	14	49			
Total 2021	16	24	24	64			

* Le dossier de fouille programmée du Fief-Sauvin La Ségourie (Pays de la Loire) a fait l'objet de deux avis successifs.

Trois nouveaux PCR sont mis en place. Il s'agit d'enquêtes thématiques, qui combinent la reprise de données existantes, des études de mobilier et la réalisation de prospections et de sondages. Ils concernent : les agglomérations du second âge du Fer dans l'ouest, les relations entre la Normandie et les îles anglo-normandes et l'occupation protohistorique de la confluence Loire-Èvre-Sèvre.

Le programme de reprise des données du site cultuel de Baron-sur-Odon en Normandie se poursuit à bon rythme. Une demande d'aide à la préparation de publications sur le complexe cultuel de Juvigné en Pays de la Loire, qui avait fait l'objet d'une ultime campagne de fouille en 2016, permettra de finaliser les études et de proposer à court terme une publication de synthèse du site. Ainsi le domaine cultuel, finalement peu abordé par l'archéologie préventive, devrait dans les prochaines années faire l'objet de plusieurs publications largement attendues par la communauté scientifique.

	Surfaces	Rapports
Diagnostics	2 179 684 m ²	3 555 pages
Fouilles préventives	379 738 m ²	8700 pages
Fouilles programmées	92 170 m ²	834 pages

ANTIQUITÉ

Par Gaël BRKOJEWITSCH et Bruno BAZIN
Membres de la CTRA

En 2022, un total de 93 dossiers concernant l'Antiquité a été examiné dans les trois régions, ce qui constitue un peu plus de 32 % de l'activité de la commission. Les dossiers sont principalement traités par les experts de la commission selon les thématiques abordées (G. Brkojewitsch, B. Bazin) mais trois rapporteurs extérieurs (G. Amaury, C. Gandini et F. Téreygeol) ont été mis à contribution pour l'examen de 4 projets ayant trait à l'archéologie programmée. Avec 9 dossiers de plus qu'en 2021, la hausse de l'activité déjà observable depuis plusieurs mois, semble se confirmer pour les interventions ayant une composante romaine.

		Archéologie préventive	Archéologie programmée	Total par rapporteur
Membres nommés	Gaël Brkojewitsch	44	16	60
	Bruno Bazin (depuis février 2022)	16	9	25
	Benjamin Clément (jusqu'à janvier 2022)	3	1	4
Rapporteurs extérieurs	Amaury Gilles		1	1
	Cristina Gandini		2	2
	Florian Téreygeol		1	1
Total Antiquité		63	30	93

Répartition des dossiers entre les membres nommés et les rapporteurs extérieurs.

Archéologie préventive

L'archéologie préventive est très largement majoritaire et constitue 67 % des dossiers examinés. Sur 63 dossiers, on compte 39 examens de rapports de diagnostic accompagnés d'un cahier des charges, une fouille directe et 33 rapports finaux d'opérations. Les diagnostics sont légèrement plus nombreux en Normandie (16) que dans les deux autres régions tandis

que le suivi des fouilles achevées est réparti à parts égales sur l'ensemble de l'aire géographique.

En Bretagne, un tiers des 12 prescriptions relève de l'archéologie urbaine avec des interventions à Rennes (10 rue de la Cochardière), à Vannes (5-7 rue Abbé-Jacob ; 54 rue de l'Hôpital) et à Douarnenez (rue Ernest-Renan). Deux établissements romains partiellement étudiés lors de précédentes fouilles vont être abordés en raison de nouveaux aménagements à Baden (rue du Lannic, route de Port-Jakez) et à Noyal-Châtillon-sur-Seiche. Sur ce site la nature de l'occupation en périphérie de la grande villa va être précisée dans le cadre de deux opérations de fouille (6 rue du Gué ; rue du Lannic, route de Port-Jakez).

En Normandie, l'activité a été plus forte que dans les deux autres régions notamment dans le département du Calvados avec 10 opérations sur les 16 prescrites. De nombreux dossiers concernent des agglomérations antiques ou des capitales de cité (Lillebonne, Vieux, Avranches, Portbail, Louviers) avec des résultats très attendus notamment à Lillebonne (angle boulevard Maréchal-Leclerc et rue du Havre) où les niveaux observés étaient peu perturbés et où la conservation des matériaux organiques signalait des aménagements de berges.

Dans les Pays de la Loire, c'est principalement dans la vallée et majoritairement en Loire-Atlantique que les opérations sont les plus nombreuses. À Mauves-sur-Loire, une nouvelle fouille a permis de mieux cerner la morphologie de la trame viaire de l'agglomération romaine tandis qu'à Jard-sur-Mer, de nouveaux éléments viennent compléter la connaissance d'une très grande villa qui constitue un rare exemple d'établissement à pavillons multiples alignés du littoral vendéen.

Concernant les résultats remarquables de fouilles préventives, on rappellera l'opération dans la proche banlieue de Rennes à Cesson-Sévigné (B. Simier, Inrap) qui aborde sur près de 7 ha un domaine agricole comportant une *pars urbana* et un balnéaire isolé au centre d'un réseau de voirie complexe. Plusieurs constructions à ossatures de bois pourraient relever d'un hameau paysan dépendant de la *villa*. Toujours dans ces catégories d'établissement, la *villa* à pavillons multiples de la Zac de la Papillonière à Vire (G. Guillier, Inrap) constitue un exemple assez singulier dans le paysage calvadosien d'un très grand ensemble dont l'implantation est régie par un plan très régulier. En Seine-Maritime, le long de la route de Candos à Saint-Pierre-de-Varengeville (S. Adam, Éveha), une étape routière et des structures artisanales découvertes en milieu stratifié dans un remarquable état de conservation pourraient faire l'objet d'une publication monographique. Concernant le fait urbain, les résultats acquis lors de la fouille des jardins de la cathédrale du Mans (S. Augry, Inrap) sont à signaler. L'intervention a permis de mettre en exergue l'évolution de l'occupation d'un îlot urbain situé à proximité du cœur de la cité antique du Mans, possiblement en bordure du centre civique. Elle est caractérisée par quelques traces d'habitats bordés d'une voie de circulation pour le Haut-Empire et surtout par l'enceinte édifiée au début du IV^e s. ap. J.-C.

	DIAG-CCS	Fouille directe	RFO	Total archéologie préventive
Bretagne	12	0	9	21
Normandie	16	0	7	23
Pays de la Loire	11	1	7	19
	39	1	23	63

Répartition des dossiers dédiés à l'archéologie préventive.

Archéologie programmée

L'archéologie programmée concerne quant à elle un tiers des travaux de la commission pour l'Antiquité. La répartition des dossiers montre clairement une volonté dans les trois régions de fédérer les recherches autour de projets collectifs de recherche, souvent interinstitutionnels, qui abordent principalement les axes 6, 9 et 10 de la programmation.

Depuis plusieurs années, des travaux collectifs sont engagés en vue de faire émerger des synthèses sur les capitales de cités (axe 9). Les villes bretonnes de Corseul (PCR *Origine, développement, disparition d'une cité antique de Bretagne*, dirigé par R. Ferrette, Inrap) et de Carhaix-Plouguer (PCR *La ville antique de Carhaix – fin du I^{er} s. av. J.-C. au V^e s. apr. J.-C.* dirigé par G. Le Cloirec, Inrap) ont été rejointes par la vaste étude sur Lillebonne (PCR *CapCal : Juliobona, capitale des Calètes*, dirigé par J. Spiesser, puis J. Parétias). En Pays de la Loire, le système de défense de la ville du Mans fait l'objet d'une relecture conjuguant étude archivistique, archéologie du bâti et fouille sédimentaire (PCR *Enceinte du Mans*, dirigé par M. Monteil et H. Meunier). Le PCR associe des chercheurs de l'université, de collectivités territoriales et de l'Inrap. En dehors des travaux sur les chefs-lieux, des quartiers d'habitat font l'objet de fouilles programmées emboîtées dans le cadre de PCR : à Gennes et Jublains pour les Pays de la Loire et à Eu Bois l'abbé en Normandie.

La Normandie porte depuis plusieurs années des projets qui touchent aux paysages religieux, aux sanctuaires et aux rites (axe 6). Au Vieil-Evreux, la découverte d'un système hydraulique complexe associé à quatre puits plongeant à plus de 20 m de profondeur devant les temples a nécessité une prolongation de la fouille alors qu'à Eu Bois l'abbé, un approfondissement des recherches en périphérie du grand sanctuaire vise à clarifier son insertion dans la ville haute et marque la fin de cet ambitieux chantier. Dans le Calvados, un nouveau projet a vu le jour à Baron-sur-Odon. L'objectif est d'y étudier un lieu de culte romain ancré sur un très fort substrat laténien.

Les productions alimentaires, sont au cœur d'un PCR sur les salaisons de poissons (PCR *Sauces et salaisons antiques de la baie de Douarnenez* dirigé par B. Ephrem, CNRS). L'approche, très originale par son caractère holistique, propose une étude globale sur le littoral de Douarnenez qui, durant le Haut-Empire, était au centre d'une économie florissante, encore mal documentée sur le littoral breton et à propos de laquelle aucune synthèse n'a à ce jour été présentée.

Les études de mobilier ne sont pas en reste. Un PCR traite de la céramique en Pays de la Loire et Morbihan du I^{er} s. av. J.-C. au VI^e s. apr. J.-C. Ce programme a pour objectif de rassembler des notices d'ateliers et de sites de consommation et d'élaborer une typologie régionale. Il a aussi pour but de définir des outils communs et d'affiner trois principales problématiques : la caractérisation et la mise en évidence des principales productions régionales, la définition des faciès céramiques, l'étude des fonctions et emplois des vases en céramique (S. Thébaud, Inrap). Les productions en plomb, notamment les réceptacles funéraires de Seine-Maritime, sont soumis à un protocole permettant de définir leur origine et de tenter de mesurer leur degré de diffusion (M. Robert, Univ).

Le paysage rural dans sa diversité (axe 10) est principalement abordé dans le cadre de fouilles programmées. Deux fouilles concernent en Bretagne les *villae* de Keradennec et de Plomelin, tandis que le SRA des Pays de la Loire soutient une étude exhaustive de la *villa* à cour de Roullée au Mont-Saint-Jean. Des projets de mise en valeur des vestiges sont en discussion pour ces différents sites, en partenariat avec les collectivités territoriales.

Malgré l'activité soutenue et la diversité des approches que recouvre l'archéologie de la période antique, les demandes d'aide à la publication et à l'édition restent peu nombreuses. Quatre dossiers ont été instruits en 2022. Les deux premiers concernent des compléments à l'étude de fouilles achevées sur les sanctuaires de La Fermerie/Mérolle à Juvigné en Mayenne (S. Bossard, Univ) et sur l'ensemble funéraire du 15 avenue Edouard-Herriot à Vannes (A. Le Martret, Éveha). Les aides à l'édition portent sur un ouvrage dédié à l'essor économique de l'Occident romain et aux spécificités de son modèle depuis la Conquête jusqu'au III^e siècle à paraître aux Éditions PHAE (M. Reddé, EPHE) et sur la monographie très attendue de la *villa* maritime de Mané-Véchen dans le golfe du Morbihan qui fera l'objet d'un supplément à la revue *Gallia* (A. Provost, archéologue indépendant).

	FP-FPP	PT	PCR	AE-APP	Total archéologie programmée
Bretagne	2	3	3	2	10
Normandie	2	1	6	1	10
Pays de la Loire	2	1	5	1	9
Total	6	5	14	4	29

Figure 3. Répartition des dossiers dédiés à l'archéologie programmée.

MOYEN ÂGE, ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Par Sylvie FARAVEL et Jean-Luc PIAT

Membres de la CTRA

En 2022, 105 dossiers ont été examinés par S. Faravel et J.-L. Piat et concernent les périodes médiévale et moderne, soit une diminution d'une vingtaine de dossiers au regard de 2021. Comme les années précédentes, l'Époque moderne est surtout présente dans les dossiers par la diachronie. Seuls trois dossiers sont spécifiques à l'Époque moderne (en dehors de deux informations du Drassm concernant un projet de fouille d'épaves modernes) avec la découverte et l'étude historique très pertinente d'un dépôt monétaire de 239 monnaies d'or des règnes de Louis XIII et Louis XIV et de ses deux boîtes métallique de changeur découvert dans le Finistère, une prospection thématique sur huit centres potiers en Pays de la Loire et un projet de prospection thématique sur les charbonnages de la forêt d'Écouves dans l'Eure (expertisé par N. Dieudonné-Glad). Les 12 dossiers concernant l'époque contemporaine ont été le plus souvent confiés à des experts extérieurs (2 pour J.-L. Piat et 5 pour Y. Desfossés pour le second conflit mondial et les autres concernant des problématiques paléométallurgiques à M. Leroy et F. Téreygeol).

Synthèse concernant la période médiévale pour 2022

La Bretagne reste sous-représentée, tandis que la Normandie et les Pays de la Loire s'équilibrent en nombre de dossiers mais avec toujours une forte proportion d'opérations programmées en Normandie et une nette progression des projets en préventif en Pays de la Loire, souvent en lien avec des dossiers d'étude de bâti dans les deux cas.

Les thèmes abordés par les opérations, qu'elles soient préventives ou programmées, documentent toujours les mêmes axes avec toujours autant de déséquilibres. Les axes 9, 10 et 11 représentent sans surprise plus de la moitié des dossiers et l'on note toujours la sous-représentation des axes 12 et 13 au regard du potentiel interrégional.

Les diagnostics examinés sont généralement associés à des projets de CCS, parfois aussi à des études sans suite. Dans ce dernier cas, l'effort des responsables d'opération pour finaliser

un dossier scientifique complet est à souligner comme par exemple dans l'étude de bâti d'une maison à Kermao (commune de Plouzévet) suite à la découverte d'un trésor monétaire.

Des améliorations sont à noter dans les études annexes menées lors des diagnostics ou à l'issue des fouilles préventives : augmentation des analyses radiocarbone ; saut qualitatif des études documentaires, de plusieurs analyses géomorphologiques et géophysiques, mais aussi des études de mobilier. Sans pouvoir tout énumérer, citons à titre d'exemple les études menées sur le site castral de Trémeven (Coatmen) et sur l'ancien chenal de la Mayenne dans la ville de Laval. À Laval, particulièrement, les études historiques et géomorphologiques menées en complément du diagnostic illustrent particulièrement les activités liées au blanchiment de toiles de drap dès le XV^e siècle, aux abords d'un mur d'enceinte.

	Bretagne	Normandie	Pays de la Loire	2022
Préventif				
Diag + CCS	7	10	18	35
Diag sans suite	1	3	0	4
CCS seul et/ou fouille directe	0	2	3	5
RFO	6	7	9	22
Total préventif 2022	14	22	20	66
Total préventif 2021	20	31	27	78
Programmé				
Fouilles achevées	0	0	1	1
Fouilles en cours dont bâti	2	6	1	9
PCR	1	3	3 (1 commun Drassm)	7
PT en cours ou achevées	5	3	4	12
Sondages	0	2	0	2
Total programmé 2022	8	14	9	31
Total programmé 2021	12	19	13	44
Valorisation				
Analyses	0	1	0	1
AE/APP	2	3	2	7
Colloque	0	0	0	0
Total valorisation 2022	2	4	2	8
Total valorisation 2021				6
Total 2022	24	40	41	105
Total 2021	33	55	40	128

Dossiers 2022 concernant le Moyen Âge (et parfois l'Époque moderne en diachronie).

axes		seul	associé	total
10	campagnes	21	9	30
11	château/fortification urbaine	18	6	24
8	culte	18	3	21
9	ville	7	13	20
7	funéraire	5	5	10
13	ports commerce	2	1	3
12	mines et matériaux	1	0	1

Répartition par axes de la programmation nationale.

Nouveautés 2022

Concernant l'axe 8, plusieurs prescriptions ou interventions qualitatives de suivis archéologiques ont porté sur l'analyse du bâti et des sondages sédimentaires sur des monuments religieux dans le cadre de programmes de restauration : l'église de Saint-Germain d'Auxerre de Barneville (Eure), l'église Saint-Mélaine de Rennes, l'église Sainte-Marguerite de Mesnil-en-Ouche (Eure) et plus particulièrement sa charpente, le tombeau sculpté de François II, duc de Bretagne, et de ses deux épouses, érigé au début du XVI^e siècle et actuellement installé dans la cathédrale de Nantes, l'abbaye de Saint-Wandrille (Seine-Maritime), le bâtiment de la Bergerie au sein de l'abbaye de L'Épau à Yvré-l'Évêque (Sarthe) et la partie basse de la façade occidentale de la cathédrale Saint-Maurice d'Angers. On relève cependant des prescriptions ou des interventions souvent limitées pour des contraintes réglementaires aux zones impactées par les travaux alors qu'il serait nécessaire pour assurer une compréhension des parties étudiées d'élargir les observations aux élévations immédiatement adjacentes. Plus rares sont les interventions en bâti sur les édifices civils : on relève néanmoins l'étude d'un logis du XV^e siècle dans le centre-ville de Bouvron (Loire-Atlantique) ou celle menée sur la maison moderne d'un notaire de Plouzévet (Finistère) déjà évoquée.

Un PCR pour l'étude des églises en Normandie de l'Antiquité tardive à la fin du XI^e siècle a été déposé afin de fédérer plusieurs chercheurs disposant de niveaux d'expertises diversifiés. L'intérêt du sujet et la qualité du dossier constitué augurent d'une nouvelle dynamique de recherche régionale visant à mettre en débat plusieurs questions : définir les termes chronologiques de la période retenue ; définir la terminologie à donner à ces sanctuaires ; réfléchir aux questions d'ordre topographique et historique avec deux premiers sanctuaires pour laboratoire : l'église Notre-Dame-d'Outre-l'Eau et celle de Vieux-Pont-en-Auge constituent les premiers sites retenus pour engager des analyses radiocarbone, des prospections géophysiques, des études de bâti plus poussées. D'autres édifices pourront s'y agréger comme les sanctuaires en cours d'étude de Saint-Jean d'Abbetot, de l'église Saint-Vigor-d'Ymonville et de l'église abbatiale de Notre-Dame de Bernay.

Les prospections thématiques engagées sur les abbayes cisterciennes de Langonnet, du Relec, de Vieuville et de Boquen en Bretagne et Normandie illustrent la méthode rigoureuse visant à établir un état de l'art de la documentation historique et topographique pour ce type d'établissements, récolement préalable à tous travaux de recherche plus ambitieux.

Des recherches plus anciennes ont abouti à la remise des rapports d'études, comme par exemple la fouille programmée conduite en 2015 sur le logis de Moullins, commune de Saint-Rémy-du-Val (Sarthe), où les découvertes de fossés d'enclos attestent d'une occupation du

XIII^e siècle, antérieure à l'édification au XIV^e siècle d'une grande salle aulique dont la fonction n'est pas encore clairement établie. La découverte d'autres fossés d'enclos ecclésiastiques est à signaler comme par exemple à Ligné (Loire-Atlantique).

L'axe 7 présente peu de dossiers, mais parmi ces derniers on peut relever celui de Gennes-Val-de-Loire (Maine-et-Loire), où une prospection thématique sur le cimetière alto-médiéval de l'église de Saint-Vétérin de Gennes dresse un très bon bilan des connaissances et soulève les nombreuses incertitudes sur le fonctionnement, la chronologie et la topographie de la nécropole. Une fouille par sondage a donc été envisagée pour les trois prochaines années, opération intégrée à un PCR sur *L'agglomération antique de Gennes et son devenir au haut Moyen Âge*. Autre dossier de recherche programmée, celui mené sur le cimetière de Lion-sur-Mer (Calvados) qui envisage une recherche intéressante sur la démographie des populations littorales aux époques médiévale et moderne tant par des analyses isotopiques sur les défunts issus des fouilles que par des études de démographie historique.

À souligner encore, un diagnostic archéologique ayant mis en évidence à Yvetot (Seine-Maritime) un cimetière du XIX^e siècle oublié et la fouille préventive réalisée en périphérie du site d'implantation du prieuré d'Ardevon, commune de Pontorson (Manche), dépendance de l'abbaye du Mont-Saint-Michel, qui a permis de confirmer une limite de la nécropole, abandonnée au XII^e siècle.

L'axe 9 peut être illustré par trois dossiers intéressants : le PCR sur l'enceinte du Mans qui a poursuivi au ralenti les investigations, mais surtout le diagnostic sur l'ancien lit de la Mayenne à Laval, déjà évoqué, enfin, une première intervention archéologique sur le centre ancien de la ville de Saint-Brieuc. Si on peut regretter le mode opératoire engagé ici, lequel n'a pas permis d'atteindre les niveaux les plus anciens, la fouille menée a mis en évidence des occupations médiévales, modernes et contemporaines couvrant près d'un millénaire entre les XI^e et XX^e siècles. On relève en particulier l'apport des études sur le mobilier céramique, faunistique et sur les cuirs, dernière contribution qui donne pour la région une série de référence de patrons de semelles de souliers pour les XIII^e-XIV^e siècles. Cette étude permet d'illustrer ce que l'étude historique réalisée lors du diagnostic avait mis en avant pour l'Époque moderne, celle d'une spécialisation de ce quartier de la ville dès le XIII^e siècle dans les activités de tanneries et de transformation des cuirs par les savetiers et cordonniers.

Commun aux axes 9, 11 et 14 on soulignera enfin les apports du RFO de l'opération Caen station Quatrans (Calvados) qui documente l'histoire d'un quartier au contact du château et de la ville, effacé de la topographie de la ville par les bombardements de la fin de la seconde Guerre mondiale.

L'axe 10 sur les campagnes médiévales et modernes est représenté par plusieurs opérations parmi lesquelles on peut noter le site de La Perrière, à Saint-Hilaire-du-Bois, ancienne commune rattachée à la commune nouvelle de Lys-Haut-Layon (Maine-et-Loire), qui a livré les structures en creux d'une exploitation agricole d'époque carolingienne datée par le mobilier céramique et numismatique du milieu du IX^e siècle. Exemple comparable à Ploudaniel (Finistère), où est ressorti un habitat rural enclos daté entre la fin du IX^e et la fin du XI^e siècle. La fouille menée sur la commune de Mésanger (Loire-Atlantique) en 2017 montre sur la longue durée l'occupation d'un terroir agricole : la découverte d'une voie antique et de sépultures à incinération, dont l'une datée par une monnaie du II^e siècle apr. J.-C., marque le paysage de façon durable puisqu'une occupation mal caractérisée s'installe après l'an mil à son abord. À celle-ci, succède l'implantation d'une motte fossoyée dans le courant du XIII^e siècle qui

recoupe et détourne la voie antique pour en faire son probable accès. Des bâtiments mal caractérisés et un puits s'implantent à l'est du tertre, intercalés avec une probable seconde motte aujourd'hui détruite qui signale un dispositif défensif plus complexe qu'il n'y paraît. Enfin, l'abandon du tertre est marqué par l'installation d'un four à chaux dont le fonctionnement semble de courte durée et peu opérant, limité au dernier quart du XIV^e siècle.

Des résultats complémentaires à une première opération menée en 2020 sur le site de Poulpry 1 à Bénodet (Finistère) sont apportés par la fouille de deux secteurs distincts immédiatement au sud, dénommés Poulpry 2. Il en ressort une vision plus précise de l'habitat fouillé, bien que très arasé, fixé vers le VII^e siècle sur l'axe d'un chemin de desserte remontant à la fin du second âge du Fer. L'occupation s'organise dans un enclos, avec les structures d'habitat au plus proche du chemin.

Toujours dans le Finistère, à Gouesnou, l'occupation médiévale, comprise entre le VIII^e siècle et l'an Mil a été mise en évidence sur deux zones de fouille. Une intéressante étude historique présente la genèse du territoire médiéval autour de la *vita* de saint Gouesnou rédigée vers l'an Mil et d'un domaine (*minihi*) ecclésiastique délimité par un circuit de fossés attesté au XVIII^e siècle. Cette délimitation est restituée avec plusieurs possibilités, mais quel que soit son tracé, elle place le site fouillé sur sa marge extérieure orientale. Par contre, les deux zones ayant livré les occupations médiévales sont établies à l'intérieur d'un circuit de procession de pardon (troménie) attesté au XIX^e siècle, qui en perpétue le souvenir. Une station de prière ou *peniti* était localisée en effet non loin d'une des deux zones fouillées. Parmi les bâtiments mis en évidence, l'un d'eux s'apparente à une structure artisanale de traitement des récoltes tandis que les autres unités correspondent davantage à des bâtiments domestiques avec foyer central, et peut-être un espace de stabulation pour un cheval. La découverte de mobilier de maréchalerie (fer à cheval, éperon, bride) interroge d'ailleurs sur le statut potentiel des occupants de ces bâtiments. Un four monumental à chambre de chauffe maçonné est à signaler pour le séchage et le grillage de céréales, retrouvées ici en grand nombre.

À Plomelin (Finistère), c'est un bâtiment médiéval établi dans la seconde moitié du XIV^e siècle qui a été mis en évidence : il était construit sur solins de pierre sèche en blocs de granit non taillés avec parements à ossature bois et terre. Les structures associées à cette construction apportent des éléments de réflexion intéressants sur l'occupation de ce terroir sur le temps long. Dans la Manche, un autre bâtiment agricole du XV^e siècle a été révélé par la fouille en périphérie du site d'implantation du prieuré d'Ardevon commune de Pontorson.

À Cossé-le-Vivien (Mayenne), les observations de terrain et les interprétations avancées documentent, à deux périodes différentes, des modes d'occupation des campagnes par de possibles fronts de défrichements et des constructions légères. Ces occupations bien que modestes, apportent néanmoins des compléments utiles aux connaissances régionales sur l'habitat rural du haut et du bas Moyen Âge. Ce mode de paysage perdure à l'Époque moderne avec des variations de parcellaires, mais avec ici, la particularité d'une tentative d'exploitation de minerai aurifère par des fosses d'extraction.

Plusieurs de ces travaux viennent donc à nouveau abonder le PCR sur les *Formes, natures et implantations des occupations rurales en Bretagne du IV^e au XI^e siècle* et le référentiel déjà constitué. Celui-ci a particulièrement bien avancé au cours de l'année 2022. Les objectifs étaient sur le point d'être clôturés avec l'envie du groupe de chercheurs de préparer un nouveau programme pour poursuivre le PCR sur trois nouvelles années de recherche (2023-2025) au vu des récentes découvertes.

L'axe 11 n'est pas marqué par de véritables nouveautés en dehors d'un projet de synthèse des données disponibles sur l'ancien château de Bayeux (Calvados) totalement effacé de la topographie urbaine actuelle.

Parmi les demandes de publication, on peut souligner celle envisagée pour l'hôtellerie de l'abbaye de Maillezais, laquelle se justifie au regard des premiers résultats obtenus dans l'étude de ce monument qui fait l'objet de travaux de restauration et de valorisation importants par les services de l'État et la collectivité propriétaire du lieu. Les études sur les bâtiments des hôtelleries monastiques sont aujourd'hui dans l'actualité de la recherche mais aucune publication monographique complète n'a encore été réalisée. Celle-ci viendrait combler cette lacune.

À signaler également le projet éditorial bien avancé de publication des fouilles réalisées dans les années 1990 sur le site du Vieux Château à Vatteville-la-Rue (Seine-Maritime).

On se doit enfin de rapporter la publication du beau catalogue d'exposition sur l'enceinte antique du Mans et ses évolutions aux époques médiévales et moderne, qui explique que le PCR ait peu progressé en 2022 sur le plan des nouvelles acquisitions de recherche, mais qui a gagné en termes de valorisation des données déjà acquises auprès du grand public.

Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Ouest

La restitution du bilan quadriennal 2017-2020 s'est déroulée en deux temps. Des ateliers préparatoires ont été organisés en mai et juin 2022 : cinq ateliers chronologiques et un atelier thématique sur l'archéologie du littoral. Ces ateliers, qui ont réuni les experts de la CTRA, ainsi que des agents des trois SRA de l'interrégion et du Drassm, ont permis l'élaboration de fiches-actions. Un séminaire interrégional associant experts de la CTRA, agents des SRA et représentants des acteurs de la recherche des trois régions (opérateurs et UMR œuvrant sur l'Ouest) s'est ensuite tenu le 22 juin 2022 sur le campus universitaire Beaulieu à Rennes. Le matin a été consacré à une restitution des ateliers chronologiques et durant l'après-midi trois thématiques ont été abordées : L'archéologie littorale : apports scientifiques, méthodologies, menaces ; Quelles suites après la remise des rapports et à leur évaluation par la CTRA ? : un dispositif de diffusion à construire ; Vers une déclinaison opérationnelle du bilan de la CTRA et de la programmation ? : le regard des opérateurs.

À LA RECHERCHE DES SITES DU PALÉOLITHIQUE ET DU MÉSOLITHIQUE DANS L'OUEST DE LA FRANCE

Atelier du 19 mai 2022. Coordination : É. GOVAL, membre de la CTRA, et O. KAYSER, conservateur régional adjoint de Bretagne. 13 participants.

Un premier temps d'échange a été consacré au rappel des objectifs et des enjeux du séminaire, ainsi qu'à la présentation du bilan régional par Émilie Goval. S'en est suivi un temps de discussions et d'échanges. Ces derniers sont retranscrits ici de manière non exhaustive mais plutôt dans un souci de synthèse et en vue de l'élaboration d'une « fiche action » permettant d'asseoir des constats et dans la perspective de faire émerger des priorités dans la recherche et des propositions d'actions à mener pour y remédier.

Retour sur le bilan quadriennal - constats

- archéologie préventive : faible nombre de dossiers examinés par an, disparités régionales et interrégionales, recherche trop souvent opportuniste, méthodologies de détection des sites diverses, rôle des services régionaux de l'archéologie dans la prescription ;
- archéologie programmée : dossiers peu nombreux, mais de très bonne qualité, *unicum* dans la recherche, seulement quelques périodes représentées, absence de chantiers-école des universités de l'interrégion ;
- valorisation scientifique : motivation de la part des équipes de valoriser les résultats des fouilles, portes ouvertes sur les chantiers, valorisation grand public, période chronologique relativement exemplaire de ce point de vue – du régional à l'international, projet souvent porté par les mêmes personnes, avec un risque d'essoufflement ;
- potentiel régional connu et indéniable pour chacune des trois régions (prospection, carte archéologique, fouille programmée). Néanmoins, la situation, contrastée et inquiétante, doit évoluer pour faire perdurer la recherche (rôle des SRA et des opérateurs, transmission *générationnelle*).

Lors des échanges, la part de discussions relatives à l'archéologie préventive a été bien plus importante que celle relative à l'archéologie programmée et à la valorisation. L'ensemble des participants s'accordent pour dire que c'est particulièrement ce pan de la recherche qui est le plus en souffrance à ce jour pour ces périodes de la Préhistoire. Bien que plusieurs points

aient été soulevés, il y en a un qui a fait l'unanimité et qui est sans doute au cœur des difficultés rencontrées aujourd'hui : il s'agit du manque général de formation et, par voie de conséquence, de recrutements. L'ensemble des sujets s'y rattachant, c'est sur ce point spécifique que nous avons décidé de mettre l'accent.

En effet, les discussions communes ont fait état d'un manque général de formation et de recrutement : formation universitaire, formation des professionnels en poste tant dans les services des Drac-SRA que chez les opérateurs (Inrap, collectivités territoriales), manque de recrutement chez les partenaires institutionnels (CNRS, Université). Durant les échanges, le constat est fait d'un désintéressement au fil du temps de la recherche documentaire ; les universitaires ne sont plus présents dans la recherche interrégionale.

Le constat est fait qu'aujourd'hui, dans le cadre de l'archéologie préventive, les sites paléolithiques et mésolithiques sont trop souvent mis au jour de façon opportuniste, au gré de la détection des sites protohistoriques ou historiques. Un véritable manque de sensibilisation des acteurs locaux est à déplorer.

La recherche des sites du Paléolithique ou du Mésolithique nécessite la présence de professionnels aguerris, formés à la reconnaissance des formations sédimentaires sur le terrain. L'hyper-spécialisation des archéologues ces dernières années a abouti au recrutement de spécialistes dont l'expertise dans leur domaine de recherche est pointue, mais pas toujours adaptée aux réalités de l'archéologie préventive. Dans ce cadre, il est nécessaire et primordial de constituer des équipes stables en capacité de mettre en œuvre des méthodologies adaptées. À ce titre, un binôme composé d'un préhistorien et d'un géomorphologue est un minimum requis au sein des équipes. On rappellera aussi que, pour la géoarchéologie, l'Inrap ne dispose que de deux agents pour 14 départements (1 à Caen, 1 au Mans). Par ailleurs l'équipe SOCIETER de l'UMR 6566 comprend 5 géoarchéologues membres permanents (Inrap, CNRS, MC) et 5 membres associés (collectivités, opérateurs privés...), sur lesquels il est possible de s'appuyer, notamment dans l'organisation de formations, de workshops, etc.

L'une des façons d'avancer sur ce problème passe par la nécessité de renforcer les liens, les passerelles, les échanges inter-institutionnels entre les chercheurs des universités, des SRA, des opérateurs ou du CNRS.

Quelques pistes de réflexion sur les actions à conduire

Au sein des services régionaux de l'archéologie

- nécessité d'avoir au moins un agent formé aux périodes anciennes ;
- former-sensibiliser l'ensemble des agents des SRA à la détection par sondages profonds, en termes de méthodologie ;
- définir en lien avec la carte archéologique, la mise en place de ZPPA, permettant l'établissement de cadres géomorpho-chronologiques fiables ;
- systématiser au sein des arrêtés de prescription de diagnostic la réalisation de sondages ponctuels permettant la détection de sites paléolithiques et mésolithiques ;
- afin de redynamiser la recherche, suite au vieillissement des équipes (départs à la retraite de deux conservateurs) et à l'achèvement de fouilles emblématiques (grotte de Menez Dregan à Plouhinec, dans le Finistère), il serait judicieux de mettre en œuvre des commandes de recherches sur certains sites fondamentaux pour l'avancée des connaissances (en Bretagne, Bois-du-Rocher, Kervouster, Mont-Dol...).

Au sein des opérateurs

- nécessité de recruter au moins un agent formé aux périodes anciennes et un géomorphologue au sein des équipes ;
- dispenser des formations, sensibiliser les agents sur la reconnaissance des formations sédimentaires (formation en interne et en externe, rôle pédagogique des géomorphologues au sein des structures) ;
- mettre en œuvre des moyens et techniques adaptés à la détection des sites paléolithiques et mésolithiques.

Au sein des universités

- enseigner, sensibiliser, diffuser nos métiers, nos politiques ;
- accompagner les étudiants dans leurs travaux, en leur mettant à disposition des collections pour études.

Plan d'action

- action 1 : formation et recrutement d'agents (préhistoriens, géomorphologues) au sein des SRA et des opérateurs publics ;
- action 2 : au sein des SRA, définir en lien avec la carte archéologique, la mise en place de ZPPA, permettant l'établissement de cadres géomorpho-chronologiques fiables ; systématiser au sein des arrêtés de prescription de diagnostic la réalisation de sondages ponctuels permettant la détection de sites paléolithiques et mésolithiques ; chez les opérateurs, mise en œuvre de moyens et techniques adaptés à la détection des sites ;
- action 3 : nouer des liens forts avec l'Université : enseigner, sensibiliser, diffuser nos métiers, nos politiques ; accompagner les étudiants dans leurs travaux en leur mettant à disposition des collections pour études.

AMÉLIORER LES CONNAISSANCES SUR LA PÉRIODE NÉOLITHIQUE DANS L'OUEST DE LA FRANCE

Atelier du 20 mai 2022. Coordination : C. HAMON, membre de la CTRA, et C. BILLARD, conservateur régional adjoint de Normandie. 16 participants

Bilan synthétique

De 2017 à 2020, le Néolithique est présent en moyenne dans 10 à 15 % des opérations avec près de 156 dossiers examinés : 39 rapports d'opérations programmées, 55 de diagnostics et 44 de fouilles préventives. Il faut souligner la bonne qualité scientifique d'ensemble de la recherche préventive comme programmée, et le dynamisme de certaines équipes particulièrement moteur à l'échelle régionale. Avec un taux d'ouverture moyen de seulement 10 %, les traces d'occupation des périodes anciennes restent encore difficiles à détecter lors des diagnostics, notamment pour les habitats légers sur poteaux ou les semis de fosses. La vigilance doit être maintenue sur la détection et la fouille de ces sites.

Du fait de disparités géographiques, géologiques et archéologiques importantes entre les trois régions, les thématiques les plus prégnantes, de même que les pratiques, ne sont pas homogènes sur l'interrégion : si les processus de néolithisation sont mieux documentés par les opérations préventives en Normandie, l'étude du phénomène mégalithique est structurant en Bretagne, tandis que l'approche des enceintes concerne surtout les Pays de la Loire.

Après une période de multiplication importante des découvertes de sites du Néolithique ancien dans l'Ouest, les opérations sur cette période apparaissent peu représentées, à l'exception de la Normandie. Les dernières découvertes mettent plutôt en lumière des groupes de fosses ou des niveaux de mobilier souvent non associés à des bâtiments. Ces informations complètent la perception des modalités d'implantation dans le territoire, hors des villages proprement dits. La fin du BMSG et le début du Néolithique moyen 1 apparaissent de loin les mieux représentés dans l'Ouest avec des questionnements spécifiques, notamment en termes de recompositions multiculturelles. Le PCR sur le Néolithique en Pays de la Loire a permis de dresser un premier bilan dans cette région d'interface majeure, mais encore mal connue.

Depuis une dizaine d'années, les découvertes de bâtiments circulaires et quadrangulaires sur tranchées ou poteaux du Néolithique moyen ou des bâtiments de type abside ou en amande de la fin du Néolithique se sont multipliées. D'autres formes d'occupations moins organisées, telles que les structures à pierres chauffées, les fosses dites de piégeage, les nappes de vestiges permettent d'aborder la multiplicité des stratégies d'occupation. L'intégration d'approches géo-archéologiques permettrait d'affiner la compréhension de leur fonctionnement.

L'étude des enceintes monumentales des Néolithiques moyen, récent et final a connu un regain d'intérêt ces dernières années grâce à la fouille de plusieurs sites importants, dont la publication finale devra être soutenue. La géophysique permet de mieux comprendre le contexte dans lequel s'implantaient ces enceintes. C'est également sur l'organisation des espaces internes des enceintes et sur le phasage relatif des différentes étapes de mise en place et de fonctionnement des fossés et palissades que se concentrent les questionnements. Une meilleure compréhension des sociétés des Néolithiques récent et final, de l'émergence puis de la diffusion du Campaniforme et de la transition avec le Bronze ancien constituent un enjeu important pour les années à venir. La question des occupations insulaires est également bien représentée pour cette période dans l'interrégion.

Les recherches sur les monuments funéraires bénéficient elles aussi d'un dynamisme tout à fait important, avec la découverte de nouveaux monuments et la mise en œuvre de stratégies novatrices d'exploration et de fouille. Plusieurs opérations importantes d'archéologie préventive ont significativement renouvelé notre compréhension des ensembles funéraires monumentaux pré-mégalithiques du milieu du V^e millénaire dans la vallée de la Seine et dans la plaine de Caen (structures fossoyées, présence de tertre, aménagements sur poteaux, blocs dressés...). Elles ont été l'occasion de mener une réflexion sur la pertinence et les stratégies d'analyses paléo-anthropologiques des populations inhumées (état sanitaire, parasitologie, isotopes sur l'alimentation et la mobilité, ADN...).

Le mégalithisme constitue depuis toujours l'un des axes de recherche phare dans l'Ouest, notamment en Bretagne. De nouvelles méthodes intégrées de cartographie (SIG), d'exploration (géophysique), de relevé (bâti, photogrammétrie, 3D) et d'analyses (archéobotanique, micromorphologie) ont permis de renouveler significativement l'étude de l'histoire de ces monuments et des dalles gravées. Ces protocoles pourraient être plus largement mis en œuvre à l'échelle de toute l'interrégion.

Deux programmes ont eu une approche diachronique permettant une réflexion sur le territoire incluant approches archéologiques et environnementales (Fonds de vallées du bassin de la Seine, Paysages et sociétés du Blavet préhistorique).

Enfin le Néolithique bénéficie d'une bonne dynamique de valorisation, via l'organisation de deux colloques (Internéo, Mégalithisme) et le soutien régulier à des publications monographiques ou universitaires, ce qui est à saluer.

Les questionnements à approfondir

La néolithisation

La néolithisation reste une question majeure, particulièrement en Bretagne, Pays de la Loire et dans la partie armoricaine de la Normandie, où les sites abordés restent rares. Une stratégie de prescription accentuée sur les zones de placages loessiques pourrait favoriser l'identification de tels sites. Une vigilance particulière pourrait aussi favoriser les prescriptions autour d'indices de sites parfois fugaces ou difficilement repérables avec des taux d'ouverture inférieurs à 10 %. Les Pays de la Loire restent une région clef en tant que carrefour d'influences multiples au milieu du V^e millénaire, tandis que les modalités de la transition néolithique à l'ouest du Bassin parisien sont encore à comprendre (phénomènes Limbourg/Hoguette, front pionnier à la fin du Rubané).

Du Néolithique récent au Campaniforme : le parent pauvre (sauf en pays de la Loire)

La fin de la période est clairement une priorité de la recherche interrégionale, notamment dans la définition de la mosaïque culturelle qui succède au Néolithique moyen, jusqu'à l'apparition du courant campaniforme et sa transition au Bronze ancien.

Des territoires peu investis ou trop peu exploités (Mayenne, Orne, Manche)

Des travaux récents de prospection ou de recherche sur les matériaux lithiques ont mis en lumière des zones relativement délaissées par la recherche et l'implication des marges armoricaines dans la constitution des réseaux d'échange à longue distance, notamment au Néolithique ancien-moyen. Sont par exemple concernés les territoires de la Mayenne, de l'Orne et de la Manche.

Les formes de l'habitat

Sur les recommandations de la commission, un rééquilibrage très important s'est opéré depuis près d'une quinzaine d'années au bénéfice des sites non funéraires, générant une documentation nouvelle sur l'habitat et les sites d'enceinte. Cet effort est à poursuivre, sans délaisser la question des relations entre la sphère monumentale/funéraire et les occupations domestiques, souvent imbriquées.

L'exploitation des sites en milieu humide

Longtemps considérée comme une interrégion peu favorable à la conservation de sites en milieu humide, les opportunités d'aborder de tels contextes existent notamment sur la bande littorale et en contexte intertidal. Des fouilles comme celles de Lillemer, Olonne-sur-Mer ou des pêcheries intertidales sont là pour nous le rappeler. Cette question rejoint celle du référentiel dendrochronologique atlantique encore très largement incomplet, mais qui pourrait donner lieu à un vaste programme d'échantillonnage, en exploitant tout particulièrement les troncs disponibles dans les tourbières sublittorales. Un tel projet pourrait s'appuyer sur l'expertise dendrochronologique bien ancrée dans l'Ouest, à la condition d'un accès libre aux données acquises.

Les structures à pierres chauffées : une question non réglée

Ce type de structures connaît une répartition très inégale dans l'interrégion Ouest. Très présentes en Bretagne et en Basse Seine, elles sont plus rarement rencontrées ailleurs. Leur fonction reste encore à préciser : de structures de combustion à vocation alimentaire ou domestique à des calages de blocs dressés, en passant par des dispositifs liés aux pratiques funéraires. Elles doivent faire l'objet de programmes d'analyses géochimiques et de datations, être appréhendées dans leur diversité et dans leur contexte large, en identifiant les liens qui les unissent à d'autres types de sites (alignements, habitats, monuments funéraires...).

Sites à « épandage » de vestiges et analyse des sols

Phénomène récurrent mais davantage représenté dans la partie rattachée au Bassin parisien, les nappes ou épandages de vestiges constituent un type de sites dont les processus de formation restent encore mal compris, et qui recouvrent des types finalement très différents. L'enjeu reste de pouvoir déterminer, si possible dès la phase diagnostic, si ces nappes constituent de simples accumulations ou de véritables paléosols, associés ou non à la présence de structures en creux. L'enregistrement et l'analyse fine de ces nappes de vestiges, lorsqu'elles sont en place, permettent de mettre en évidence de véritables habitats. L'analyse pédologique/micromorphologique, doit permettre d'avancer sur ce sujet, même si sa mise en œuvre se heurte à la difficulté de trouver des géoarchéologues. L'autre enjeu particulier porte sur la reconnaissance et l'identification d'architectures de terre crue en grande partie démantelées, telles qu'elles ont été mises en évidence dans les régions voisines (en particulier en région Centre-Val de Loire).

Les fosses de piègeage

Cette thématique émergente a connu des progrès remarquables grâce à plusieurs prescriptions de fouille spécifiques récentes, dans le cadre préventif. Aucune région n'échappe à ce phénomène qui marque tout particulièrement la fin du Mésolithique et la totalité de la période néolithique. Une réflexion est à mener pour évaluer les protocoles mis en place pour leur fouille et pour l'analyse de leurs remplissages (micromorphologie, anthracologie, malacologie, datations...), afin d'apporter également des informations d'ordre paléo-environnemental.

Des méthodes traditionnelles à évaluer, des méthodes émergentes à développerGéo- et micromorphologie : détection des architectures en terre/processus de formation des nappes de vestiges

Les intervenants à l'atelier s'accordent sur la nécessité d'une lecture pédologique et micromorphologique des contextes archéologiques, lecture qui passe à la fois par l'intervention plus fréquente de spécialistes dédiés et par une sensibilisation/formation des acteurs de terrain à la compréhension des processus.

Bioarchéologie : analyses paléogénétiques et isotopiques, protocoles et stratégies

L'émergence d'une nouvelle anthropologie biologique basée sur les analyses sur os humain (analyses paléogénétiques, isotopiques...) constitue un bouleversement majeur de notre discipline, dont les acteurs restent encore prudents dans leur mise en œuvre. L'Ouest est une région où la ressource osseuse est inégalement répartie, mais où l'on ne peut ignorer les progrès considérables qui sont et seront acquis en termes de connaissance des populations et des fonctionnements sociaux des groupes néolithiques. Des projets importants visant des

ensembles funéraires issus de fouilles anciennes apparaissent et nécessiteront des reprises des contextes avant tout dépôt de projet. Par ailleurs, l'archéologie préventive offre, comme dans le cas de la nécropole de Fleury-sur-Orne, des opportunités d'introduire de telles analyses dans le cahier des charges des opérations de fouille. Dans d'autres cas, un projet d'analyses ne pourra être établi qu'à l'examen des résultats de la fouille.

Une vigilance toute particulière devra être portée aux conditions de conservation de la ressource osseuse et à son caractère non renouvelable. Les ensembles funéraires ne peuvent se prêter à de nouvelles analyses sans une maîtrise aboutie des contextes par de solides analyses anthropologiques.

Le ^{14}C : vers plus de dates mais pour quoi faire ?

L'utilisation du ^{14}C connaît une évolution majeure, en particulier grâce à la possibilité de réaliser des séries importantes, visant parfois une forme d'exhaustivité. L'exploitation de séries de dates AMS permet de prendre en compte d'éventuelles incohérences de résultats qui ne sont pas inhabituelles avec cette méthode. Mais leur interprétation ne doit pas masquer les limites de la méthode et aboutir à des interprétations hâtives sur les durées de fonctionnement des sites et leur phasage fin.

Dans les rapports d'opération, font trop souvent défaut les indispensables explications sur la stratégie d'analyse et d'échantillonnage, et l'arsenal critique des résultats.

La géochimie des sols d'habitat et l'analyse des résidus des récipients céramiques : un bilan à dresser

L'approche géochimique a progressivement fait son apparition concernant les sols d'habitat, beaucoup moins sur les récipients. La multiplication des découvertes de nouveaux bâtiments doit amener à l'élaboration de protocoles précis d'analyse des sols (notamment dans le cadre préventif) et en évaluer les apports avec un regard critique. Cette approche des sols nécessite là aussi l'implication de spécialistes au profil adapté : pédologues/micromorphologues.

L'analyse chimique des résidus sur céramiques reste étonnamment peu investie par une communauté de chercheurs peu sensibilisée à ce type d'approches pourtant prometteuses dès lors qu'elles s'insèrent dans une réflexion sur des séries importantes. Il est possible d'envisager des projets ambitieux croisant analyses chimiques des résidus, analyse des contextes archéologiques et analyse techno-fonctionnelle des vases.

La tracéologie

Aujourd'hui, la tracéologie (tout type de mobilier confondu) apparaît moins présente dans le panel des analyses figurant dans les prescriptions de fouille. Malgré un manque de spécialistes, les grands ensembles mobiliers devraient plus souvent intégrer ces approches fonctionnelles, y compris les analyses de résidus microbotaniques (phytolithes, amidon) qui permettent d'éclairer de façon tout à fait précise les activités pratiquées sur les sites au-delà de leur simple caractérisation (habitat permanent, saisonnier spécialisé...).

Propositions d'action

La dynamique générale de publication est satisfaisante pour le Néolithique. La publication des fouilles structurantes à l'échelle de l'interrégion ces dernières années devra être encouragée et soutenue. Il manque toutefois des bilans de la recherche sur lesquels s'appuyer (exemple des Pays de la Loire évoqué).

L'interrégion connaît actuellement un renouvellement important de ses effectifs. L'expertise de terrain pour le Néolithique est toutefois mal répartie, en particulier au sein de certains opérateurs privés ou de collectivités, pour lesquels les taux de rotation sont importants. Les nouvelles générations semblent par ailleurs moins impliquées dans la recherche et moins investies dans une activité régulière de publication.

On rappellera enfin la nécessité de mener des actions de sensibilisation ou de formation à la géomorphologie et à la connaissance des sols (rejoignant en cela les préconisations de l'atelier Paléo-Méso), mais aussi à la détection des sites néolithiques.

Les chantiers de fouilles programmées restent le lieu indispensable de la formation, à la condition que les moyens alloués permettent de garantir le fonctionnement d'équipes dynamiques et pluridisciplinaires, la formation et l'accueil des fouilleurs bénévoles (pas seulement les étudiants stagiaires).

L'évolution prochaine des attendus en termes de rapports, inventaire et gestion de mobilier pour l'archéologie programmée devra être accompagnée et faire l'objet d'une réflexion spécifique en adéquation avec les moyens alloués.

Détail des enjeux (diagnostic du bilan et débats)

- paysage de la recherche sur le Néolithique très contrasté selon les régions ;
- difficulté d'identification de certaines formes d'occupation (bâtiments, occupations légères) ;
- enjeux chrono-culturels sur la néolithisation (Néolithique ancien-début du Néolithique moyen) et la fin du Néolithique ;
- formes d'occupations moins structurées : ensemble de fosses, structures à pierres chauffées, fosses de piégeage ;
- question des nappes de vestiges : mieux définir leur mode de formation et leur nature/fonctionnement ;
- enceintes : apport de la géophysique et des décapages extensifs pour explorer les espaces internes et externes aux fossés ;
- monuments funéraires et mégalithiques : nouvelle dynamique et nouvelles méthodologies à généraliser ;
- bonne dynamique de publications.

Outils et méthodes

Déficits constatés :

- manque de spécialistes chez certains opérateurs : céramologue, micromorphologue ;
- manque de moyens financiers pour une approche intégrée des approches connexes (géophysique, géochimie des sols, micromorphologie...) ;
- tracéologie des industries lithiques et osseuses ;
- chimie élémentaire des céramiques.

Initiatives à développer :

- bilan de l'apport de certaines méthodes : ^{14}C , géochimie des sols d'habitat... ;
- approches expérimentales sur les sites particuliers (fosses de piégeage, sites à structures de combustion...) ;
- référentiels dendrochronologiques et lithothèques ;
- utilisation des prospections géophysiques ;

- rééquilibrage de notre connaissance au profit des territoires peu abordés par la recherche.

Résultats scientifiques

Incertitudes subsistantes ou écarts régionaux constatés :

- déséquilibre dans les thématiques abordées par l'archéologie programmée.

Axes de recherche à développer ou soutenir :

- néolithisation ;
- Néolithique récent-final ;
- transition Néolithique final/Bronze ancien et le Campaniforme ;
- archéozoologie (peu de sites de référence notamment pour le Néolithique ancien-moyen) ;
- approches analytiques des sols (pédologie/micromorphologie, géochimie) ;
- approches anthropo-biologiques des grands ensembles funéraires ;
- approches des sites en milieu humide.

Valorisation de la recherche

Initiatives à développer :

- programmes (PCR) ou articles de synthèse régionaux ou interrégionaux sur certaines thématiques (néolithisation, ensembles pré-mégalithiques) ;
- soutien à la publication monographique de plusieurs sites importants fouillés ces dernières années.

PLAN D'ACTION

- action 1 : formation/sensibilisation à la pédologie/micromorphologie ;
- action 2 : approfondir la compréhension des sites moins structurés ;
- action 3 : améliorer les référentiels dendrochronologiques et lithologiques.

LES ÂGES DU BRONZE ET DU FER : DES DONNÉES ABONDANTES, MAIS AVEC DE FORTES DISPARITÉS CHRONOLOGIQUES ET GÉOGRAPHIQUES

Atelier du 24 mai 2022. Coordination : H. FROQUET-UZEL et S. MARION, membres de la CTRA et Y. MENEZ, conservateur régional de l'archéologie de Bretagne. 17 participants

Bilan synthétique

Les principaux constats du bilan quadriennal de la CTRA pour les âges du Bronze et du Fer peuvent être résumés de la manière suivante :

- ces périodes concernent 20 à 25 % des dossiers examinés par la commission, avec de fortes disparités géographiques et notamment une densité plus forte près du littoral et autour des métropoles ;
- l'ouest de la France regroupe un bon réseau de chercheurs, maîtrisant les problématiques nationales comme les spécificités régionales, au sein des opérateurs d'archéologie préventive comme des SRA ; l'implication des chercheurs du CNRS ou des universités est moins forte, hormis Sylvie Boulud-Gazo, à Nantes ou Marie-Yvane Daire, à Rennes ;

- on note pour la protohistoire une prédominance nette de l'archéologie préventive (142 projets de fouille et 125 RFO examinés), au regard de l'archéologie programmée (36 dossiers) ;
- cette connaissance est inégale, selon les périodes, avec 119 dossiers concernant l'âge du Bronze et le début du premier âge du Fer, jusqu'au Hallstatt C, et 192 dossiers concernant le Hallstatt D et le second âge du Fer.

Concernant les sites de la protohistoire ancienne, les ensembles funéraires et les habitats sont généralement difficiles à détecter, du fait de leurs faibles superficies et impacts sur le sous-sol et de la rareté du mobilier. Ils se présentent, le plus souvent, sous la forme d'ensembles assez modestes de quelques tombes ou, pour les habitats, de trous de poteau, de quelques fosses à comblement détritique et, parfois, une fosse d'extraction de matériaux. De faible superficie (moins d'un hectare) et distants les uns des autres, ces derniers correspondent à de petits ensembles composés de quelques maisons, environnées de leurs annexes qui se déplacent au fil du temps. Il manque le plus souvent les sites élitaires que l'on devine pourtant proches dans certains secteurs en raison de la forte densité des unités domestiques reconnues. Plusieurs interventions ont été réalisées sur des dépôts métalliques de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer dans l'Ouest, mettant en évidence leur contexte d'enfouissement et leur intégration manifeste au sein d'occupations dont la fonction nous échappe encore.

Dès le Hallstatt D pour la partie occidentale de la péninsule bretonne et quelques sites normands, et de manière accrue dès La Tène C1 pour les trois régions, la majorité des fouilles préventives concerne des habitats ruraux enclos parfois inclus dans des systèmes de parcellaire. Les occupations plus anciennes, du Hallstatt D à La Tène B, sont souvent plus difficiles à détecter, avec des fossés plus rares, moins profonds et livrant peu de mobilier. L'histoire de ces habitats est parfois mal maîtrisée, en termes de chronologie relative ou de répartition et datation des mobiliers. Des référentiels ont été établis sur les architectures et la typo-chronologie des céramiques. La connaissance des ressources végétales et animales reste très lacunaire, comme celle des artisanats. Il en est de même des sanctuaires, quelques habitats groupés ayant bénéficié par contre d'études récentes.

Échanges autour du bilan, des initiatives à développer et des actions à entreprendre

Les prospections

- un processus de *Deep Learning* pourrait être envisagé pour faciliter la reconnaissance d'indices de sites archéologiques bien caractérisés sur les couvertures photographiques et, à partir de 2025, sur les levés lidar de l'IGN. Une expérimentation est en cours en Bretagne, pour la recherche d'indices d'habitats enclos protohistoriques, à contrôler ensuite par des prospecteurs confirmés. Elle pourrait s'étendre ensuite, lorsque les levés lidar seront disponibles, à la recherche de nécropoles tumulaires ou de mines et carrières anciennes, dans les secteurs géologiquement les plus favorables ;
- des programmes de relevés d'enceintes protohistoriques devraient être poursuivis, dans la continuité des travaux dirigés par Pierre Giraud et Fabien Delrieu en Normandie ou d'Hervé Duval en Bretagne ;
- des programmes de prospection incluant l'usage de détecteurs de métaux devraient être mis en œuvre, afin de mieux caractériser des sites d'enfouissement de dépôts métalliques de l'âge du Bronze ou du premier âge du Fer ou d'identifier, parmi les milliers de sites enclos, des sanctuaires du second âge du Fer. Des expérimentations

associant des personnes fiables sachant utiliser des détecteurs ont été mises en œuvre en république tchèque, ainsi que par J.-F. Piningre dans le Jura ;

- mieux associer les bénévoles à cette dynamique de recherche et de caractérisation de sites protohistoriques devrait constituer une priorité car, sans l'aide de ce réseau, les archéologues professionnels ne pourront assurer de manière efficace la progression de la carte archéologique et le suivi au quotidien des trois régions. Développer l'archéologie participative nécessitera du temps et la mise en place de formations, et de budgets et personnes dédiées au sein des services régionaux de l'archéologie.

Les protections

- du fait de la densité de sites dans les territoires les plus favorables aux implantations humaines, notamment sur le littoral, aux abords des vallées ou lorsque les sols sont particulièrement fertiles, la mise en œuvre de zones de présomption de prescription archéologique (ZPPA) assez vastes argumentées par la topographie ou la géomorphologie doit être envisagée, avec des seuils adaptés aux projets d'aménagements. Une fois les résultats d'opérations cumulés, cela peut permettre la mise en évidence d'un réseau d'habitats et d'ensembles funéraires, reliés par des chemins et le parcellaire associé, et parfois de sites élitaires dominant ces territoires, à l'image de ce qui a été fait par exemple autour de Caen. La mise en place de ZPPA loin des secteurs qui concentrent actuellement la plupart des opérations préventives permettrait également de se saisir de dossiers d'aménagement d'une superficie inférieure à 3 ha dans les territoires actuellement les plus méconnus ;
- concernant les nécropoles tumulaires partiellement conservées en élévation, une demande de classement en zone non constructible dans le cadre des révisions de PLU devrait être envisagée, voire une protection MH pour les plus importantes, afin d'éviter la consommation de ces sites dans le cadre de fouilles préventives.

Les diagnostics

- afin de mieux détecter les vestiges souvent fugaces des occupations antérieures à La Tène C, une ouverture à 12 % devrait être privilégiée, avec des tranchées de 3 m de large ponctuellement élargies, lorsque des ensembles de trous de poteau, de fosses ou de sépultures sont mis au jour ;
- des datations radiocarbone, si possible sur micro-restes issus de tamisages, doivent être systématiquement mises en œuvre dès le diagnostic, si les ensembles de mobiliers s'avèrent insuffisants pour caractériser le site. Lorsque des fosses livrant du mobilier sont identifiées, sans que les indices justifient la prescription d'une fouille préventive, leur fouille devrait être exhaustive, notamment pour l'âge du Bronze et le premier âge du Fer, afin de recueillir des ensembles permettant d'alimenter les corpus régionaux ;
- les Pays de la Loire constituent une région-clé pour cette période, un carrefour culturel entre la Bretagne et la Normandie, au nord, le Centre-Val de Loire, à l'est, et l'Aquitaine, au sud. Développer les recherches sur la protohistoire ancienne dans cette région devrait être une priorité ;
- l'usage de détecteurs de métaux doit être encouragé, sans pour autant que cela se traduise par une chasse à l'objet, avec le prélèvement systématique de ceux inclus dans la terre labourée ou la fouille dès le diagnostic de l'ensemble des dépôts ;
- des parcellaires protohistoriques sont souvent mis en évidence, sans toujours être bien caractérisés. Des coupes dans les fossés devraient être pratiquées, ainsi que des

élargissements ponctuels pour mieux déterminer leurs orientations (environ 6 m de longueur pour que cela soit efficient). Sur les secteurs les plus favorables à la détection de leurs tracés, inclure dans la prescription de fouille la réalisation d'une prospection géophysique préalable permettrait de mieux cibler ensuite les décapages des habitats et ensembles funéraires, ainsi que les endroits/secteurs les plus judicieux pour la compréhension du réseau.

Les fouilles préventives et leurs rapports

- il apparaît nécessaire, notamment pour les sites de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer le plus souvent difficiles à correctement caractériser lors du diagnostic, de prescrire des décapages suffisamment vastes, d'au moins un hectare en tranche ferme avec des moyens mécaniques suffisants permettant ensuite des élargissements dans le cadre de tranches conditionnelles. Cette méthode semble adaptée à l'étude de petits habitats et d'ensembles funéraires associés souvent distants les uns des autres de 100 à 150 m. La fouille exhaustive des structures mises au jour est, pour ce type d'occupation, recommandée. Des datations ¹⁴C doivent être réalisées, plus particulièrement lorsque les occupations se succèdent rapidement dans le temps ou que les ensembles mobiliers s'avèrent insuffisants ;
- pour les occupations de la fin du premier et du second âge du Fer, l'étude des fossés peut se pratiquer par sondages aux endroits les plus déterminants pour l'établissement de la chronologie relative ou la caractérisation ou datation des occupations. L'analyse spatiale des rejets doit être généralisée, avec la mise en place de SIG facilitant le calcul des volumes fouillés, au regard de celui des vestiges mis au jour. La présentation du phasage des occupations devrait être améliorée dans les rapports par la présentation d'un diagramme stratigraphique simple synthétisant les recoupements observés ;
- concernant les parcellaires, les données issues du diagnostic éventuellement complétées, si les terrains sont favorables, par celles issues d'une prospection géophysique effectuée préalablement à la fouille, devraient alimenter la réflexion sur l'insertion du site fouillé dans son terroir ;
- les études de spécialistes sont trop souvent déconnectées de la présentation des vestiges, et leurs résultats mal intégrés dans la réflexion générale. Il serait nécessaire d'améliorer le processus des travaux post-fouille, sous l'autorité du responsable d'opération, en précisant la commande et en fournissant aux spécialistes les données nécessaires pour la réalisation de leurs études. L'équipe devrait prévoir une session de travail permettant ensuite d'intégrer les résultats au phasage et à la caractérisation des occupations.

L'archéologie programmée

- la recherche sur les occupations littorales devrait être encouragée, en lien avec le Drassm, dans ces régions riveraines de l'Atlantique et de la Manche, tant pour les installations de sauniers que pour la recherche de ports protohistoriques ;
- une recherche des mines anciennes et des installations de fabrication et de transformation des métaux mériterait d'être développée, au sein du massif armoricain riche en minerais ;
- l'étude de contextes d'enfouissement de dépôts d'objets métalliques, pour l'âge du Bronze comme le premier âge du Fer, devrait être envisagée, les premiers travaux engagés s'étant avérés très prometteurs, en termes d'évolutions méthodologiques et de caractérisation des occupations ;

- l'étude de sites fortifiés de hauteur ou de sanctuaires, rarement abordés par l'archéologie préventive, permettrait de mieux réfléchir à l'organisation des territoires ;
- toujours dans cette perspective, un travail de typo-chronologie des sites enclos, dont près des deux tiers sont attribuables à la protohistoire d'après les travaux effectués en Bretagne, serait utile, accompagné de la réalisation de quelques sondages pour les types mal datés.

Diffusion des connaissances, publications et dispositifs de valorisation

Une politique ambitieuse de diffusion des connaissances devrait être mise en œuvre, au regard de la masse de données accumulées à l'issue des multiples opérations effectuées. Elle suppose la mise en place de procédures inter-institutionnelles et de moyens adaptés, par les opérateurs comme les services de l'État. L'expérience montre que la réalisation d'articles est plus facile que celle d'ouvrages, notamment lorsqu'ils sont rédigés dans le cadre de colloques. Sans prétendre à l'exhaustivité, la liste suivante donne une idée des priorités identifiées lors de l'échange :

Âge du Bronze

- l'article de synthèse sur les occupations campaniformes serait à actualiser, les connaissances progressant rapidement dans le cadre de l'archéologie préventive ;
- le travail de typo-chronologie des céramiques de l'âge du Bronze effectué pour la Bretagne dans le cadre du PCR dirigé par S. Blanchet devrait être publié ;
- une série d'importants dépôts de l'âge du Bronze a été découverte et a bénéficié d'études archéologiques de leur contexte d'enfouissement. Leur publication sous la forme d'ouvrages monographiques constitue une priorité, pour les sites de Kergaradec à Gouesnac'h (Finistère), Bangor à Belle-Île (Morbihan), Kerboar à Saint-Igeaux (Côtes-d'Armor), Kersaliou à Quimper (Finistère). Une synthèse sur plusieurs dépôts découverts dans les Pays de la Loire serait également utile. Les vestiges d'artisanat de l'âge du Bronze mis au jour à Givrand (Vendée) devraient faire l'objet d'un article.

Âge du Fer

- un article sur l'évolution des cités armoricaines après la conquête de la Gaule devrait être envisagé en associant des chercheurs travaillant sur l'Antiquité ;
- il serait utile de rédiger un article sur la gestion de l'eau dans les établissements ruraux, prenant en compte les nombreux puits, citernes, mares, drains, puisards ou réserves dans les fossés mis au jour dans le cadre des fouilles préventives ;
- une synthèse sur les pratiques funéraires de l'âge du Fer en Bretagne est envisagée ;
- la publication de l'habitat littoral et de la nécropole d'Urville-Nacqueville (Manche) serait à encourager, une fois le dernier rapport et l'ensemble du mobilier remis au SRA ;
- la réalisation d'une synthèse sur les occupations du premier âge du Fer serait également nécessaire, au regard des données nouvelles accumulées récemment, ainsi qu'une publication sur le site de Mervent, prenant en compte l'ensemble des études engagées sur le Massif ;
- une étude portant sur les ensembles associant mobiliers métalliques et céramiques, notamment ceux mis au jour dans certaines nécropoles de Normandie, permettrait de clarifier les phasages et chronologies proposées ;
- des synthèses portant sur les données environnementales seraient également bienvenues, afin de mieux percevoir l'évolution des paysages de l'Ouest de la France au cours de la protohistoire ;

- la publication des occupations de hauteur de Basly et Port-en-Bessin est fondamentale, ces sites ayant été étudiés sur de vastes superficies dans le cadre d'opérations programmées ;
- les publications de la tombe à char et de l'habitat d'Orval (Manche), des habitats élitaires d'Inguinzel (Morbihan) et de Trémuson (Côtes-d'Armor) ainsi que du dépôt monétaire de Laniscat (Côtes-d'Armor), au sein d'un enclos interprété comme une place de marché, constituent des priorités ;
- plusieurs agglomérations gauloises ont bénéficié de fouilles extensives, dont les principaux résultats devraient être diffusés dans le cadre d'articles ou d'ouvrages : Quimper-Kergolvez (Finistère), Trégueux-La Ville Pollo (Côtes-d'Armor), ainsi que celles du Mesnil à Moulay (Mayenne), du Tertre à Allonnes (Maine-et-Loire) et La Pilette à Mauves-sur-Loire, lorsque les rapports auront été évalués par la CTRA ;
- l'édifice mis au jour au Pâtis à Vielleville (Loire-Atlantique) sera également à publier, en prenant en compte son environnement sur cette commune et les occupations étudiées sur la commune voisine de Boufféré ;
- la rédaction d'un ouvrage de synthèse portant sur l'âge du Fer dans l'Ouest de la France est envisagée, avec des appels à contribution de membres et collaborateurs du thème consacré à cette période dans l'UMR 6566 de Rennes.

AMÉLIORER LES CONNAISSANCES SUR L'ANTIQUITÉ DANS L'OUEST DE LA FRANCE

Atelier du 25 mai 2022. Coordination : G. BRKOJEWITSCH et B. BAZIN, membres de la CTRA, et N. COULTHARD et I. BOLLARD-RAINEAU, conservatrices régionales de l'archéologie de Normandie et des Pays de la Loire. 15 participants

Bilan synthétique

L'Antiquité concerne 25 % de l'activité de la commission Ouest avec 310 opérations sur les 1220 dossiers étudiés. L'activité a été stable, constante durant ces quatre années.

Archéologie programmée

- plus d'un quart de l'activité de la commission Ouest avec près de 90 dossiers ;
- 25 % à 40 % du budget alloué aux subventions dans les SRA ;
- hétérogénéité des pratiques dans l'interrégion liée à l'historique des services : de la commande au pragmatisme, en passant par l'incitation ;
- baisse des fouilles programmées ; nombre de PCR en augmentation.

Archéologie préventive

- bonne qualité tant sur le terrain que dans les rapports d'opération ;
- au niveau de la forme des rapports, les mots-clefs des thesaurus, les tableaux récapitulatifs et les fiches d'état sont parfois lacunaires ou mal remplis. Très souvent, les tableaux récapitulatifs ne distinguent pas les périodes chronologiques, ce qui les rend inutiles ;
- une tendance à la surinterprétation est parfois observée avec la construction de chronologies très ou trop complexes compte tenu des données recueillies. En corollaire, ce manque de clarté entraîne des difficultés de lecture dans les contextes complexes ;
- les études spécialisées sont généralement de bonne qualité.

Échanges autour du bilan, des initiatives à développer et des actions à entreprendre

Outils/méthodes

Déficits constatés :

- contextualisation archéologique et historique souvent insuffisante ;
- absence de tests pour les études paléo-environnementales au moment du diagnostic ;
- les outils informatiques spécifiques, dont des SIG, sont employés mais peu expliqués ; les architectures des modèles SIG ne sont pas présentées et l'état d'avancement des saisies est rarement mesuré (les rapporteurs ne peuvent juger ni la pertinence des outils élaborés ni l'avancement de la démarche) ;
- les résultats des prospections géophysiques sont souvent juste présentés à l'état du rapport des géomaticiens, sans intégration d'une analyse critique commune avec/par les archéologues ;
- les datations radiométriques, pour les opérations d'archéologie préventive sont très inégalement employées et souvent trop parcimonieusement ;
- certains rapports, notamment les diagnostics, font parfois l'économie de la présentation du mobilier (notamment l'*instrumentum* et la faune). Le mobilier fait de plus en plus rarement l'objet de dessins. On pointera aussi l'extrême rareté des études carpologiques qui est regrettable, notamment pour l'approche des gestes funéraires ou des pratiques agraires.

Initiatives à développer :

- disposer d'analyses ^{14}C dès le diagnostic ;
- inciter, orienter voire commander des projets de recherche par le SRA (sollicitations directes) ; développer la forme appel à projet, dont le sujet pourrait être discuté avec le SRA ;
- le SIG est un outil très utilisé pour les études : son utilisation doit être maintenue et développée mais avec une meilleure maîtrise des enjeux et une meilleure approche méthodologique ;
- développer un modèle informatique conceptuel interrégional, ou *a minima* définir un thésaurus commun ? Si certaines formes d'habitation/occupation sont bien reconnaissables, d'autres restent souvent très difficiles à appréhender avec des réseaux fossoyés peu caractéristiques. Un outil regroupant les principales informations, conçu avec un modèle conceptuel de données concertées, pourrait faciliter l'exploitation des découvertes ;
- généraliser les vues aériennes de manière systématique ;
- renforcer la tranche ferme des CCS.

Acteurs/Partenaires

Déficits constatés :

- les bénévoles (non étudiants) ne trouvent plus leur place. D'un côté, de moins en moins de fouilles accueillent des amateurs et, de l'autre côté, les démarches administratives et techniques plus explicites découragent les quelques porteurs de projets actuels et potentiels ;
- manque de formation de terrain pour les étudiants ;
- manque de relèvements, notamment pour les études de mobilier.

Initiatives à développer :

- mieux associer les bénévoles à la recherche archéologique afin de recréer un réseau utile à l'alimentation de la carte archéologique.

Résultats scientifiques

Incertitudes subsistantes ou écarts régionaux constatés :

- manque de projets interrégionaux ;
- manque d'études portant sur la culture matérielle.

Axes de recherche à développer ou soutenir :

- l'archéologie monumentale de l'Antiquité ;
- le fait urbain, se référant à des études réalisées ailleurs ;
- les études d'enceintes et les études de bâti exemplaires ;
- la collecte, transformation et consommation des ressources du littoral ;
- les réseaux économiques (analyse flux production et consommation mobilier).

Valorisation de la recherche

Déficits constatés :

- rendre une visibilité aux dossiers universitaires.

Initiatives à développer :

- mettre en place une politique ambitieuse de diffusion des connaissances ;
- le SRA doit jouer un rôle d'incitateur et d'accompagnateur en lien avec les opérateurs et les revues spécialisées afin d'encourager les responsables d'opération à publier.

PLAN D'ACTION

Archéologie programmée

Action 1 – Améliorer les études au moment du diagnostic

- 1.1 Réalisation de datations ¹⁴C dès le diagnostic.
- 1.2 Développer les tests paléo-environnementaux dès le diagnostic et définir davantage les attendus dans le CCS de la prescription de fouille.
- 1.3 Étude du mobilier lors du diagnostic.

Action 2 – Rapport de diagnostic : améliorer la forme pour rendre l'accès à l'information plus aisé

- 2.1 Rigueur dans les thésaurus.
- 2.2 Augmenter la durée de la post-fouille (pour étude et rédaction et relecture du rapport).

Action 3 – Renforcer les CCS et notamment la tranche ferme

- 3.1 Intégrer les études classiques dans les tranches fermes.
- 3.2 Inciter et développer les études paléo-environnementales en tranche ferme.
- 3.3 Inciter et développer les études de l'*instrumentum* et de la faune.
- 3.4 Utilisation des détecteurs de métaux.
- 3.5 Généraliser les vues aériennes (drones par exemple).

Archéologie programmée

Action 1 – Mener une politique volontariste en archéologie programmée

- 1.1 Animer un réseau pour consolider la recherche.
- 1.2 Inciter la mise en œuvre de projets de recherche.
- 1.3 Inciter l'émergence de projets universitaires.

Action 2 – Réintégrer les bénévoles dans l'archéologie programmée

- 2.1 Favoriser l'intégration des bénévoles dans les équipes de projets programmés encadrés par des professionnels : fouille (et post-fouille), prospections, PCR...
- 2.2 Accompagner les potentiels porteurs de projets bénévoles dans le montage de leur dossier scientifique et financier, et dans la préparation de leurs rapports.
- 2.3 Valoriser leur travail dans le cadre des journées régionales de l'archéologie et encourager la publication des résultats.
- 2.4 Organiser des temps de formation (prospection, relevé du bâti, utilisation GPS...).

Action 3 – Renforcer la recherche universitaire

- 3.1 Inciter et valoriser les recherches des étudiants.
- 3.2 Convention SRA/Université.
- 3.3 Inciter, accompagner et soutenir les chantiers-école.
- 3.4 Encourager les étudiants à demander l'allocation de recherche d'État.

Action 4 – Inciter des projets interrégionaux

- 4.1 Identifier les thèmes qui fédèrent des chercheurs dans chaque région.
- 4.2 Identifier les personnes-ressource capables de coordonner et impulser ce type de projet collectif.
- 4.3 Développer les études de mobilier.

Action 5 – Le SIG : un outil à développer et à maîtriser

- 5.1 Accompagner les équipes au moment de la mise en place d'un SIG.
- 5.2 Valoriser les résultats du SIG à la fin des PCR par la mise en ligne des données.

Action 6 – Archéologie monumentale

- 6.1 Organiser une formation en archéologie du bâti sur un site antique dans l'interrégion.
- 6.2 Organiser une rencontre/table ronde sur le bâti antique en associant des spécialistes d'approches différentes pour croiser les regards.

Diffusion des connaissances, publications et dispositifs de valorisation

Action 1 – Mener une politique volontariste sur les publications scientifiques

- 1.1 Mener une politique de mise en ligne des rapports d'opération validés par la CTRA.
- 1.2 Inciter et accompagner les projets de publication.

PÉRIODES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE

Atelier du 10 juin 2022. Coordinateurs : S. FARAVEL et J.-L. PIAT, membres de la CTRA, et F. HENRION, conservateur régional adjoint de l'archéologie de Normandie. 18 participants

ACTIONS ENVISAGÉES

Anticiper les études archéologiques

- promouvoir l'archéologie du bâti dans les centres urbains anciens et les centres villageois : seuil des ZPPA à zéro dans ces zones ; privilégier l'intégration de la prescription archéologique générique dans les documents d'urbanisme (SPR ; PLU patrimoniaux) ; mettre en place des échanges réguliers de services avec SRA, CRMH et Udap dans la programmation des études préalables/diagnostics architecturaux ; sensibiliser à la plus-value d'associer un archéologue à la mission de l'architecte pour définir la qualité architecturale d'un quartier, d'un immeuble ; définir dans ces missions une gamme de niveaux d'expertise archéologique adaptée aux enjeux ;

- promouvoir des grilles d'évaluation du risque archéologique sur les projets d'aménagements urbains en fonction des résultats du diagnostic et des données de la carte archéologique (Ex. : Vernon) ; promouvoir cette politique avec les services archéologiques de collectivités et plus largement avec les métropoles urbaines dynamiques.

Lors des diagnostics

- engager un minimum d'analyses radiocarbone si des structures funéraires ou des structures contenant des charbons ne peuvent être datées par le mobilier ou la stratigraphie ;
- évaluer les potentialités des fonds d'archives si l'intervention se déroule dans un site urbain/villageois/castral/monastique/militaire et établir un état des connaissances historiques minimal ;
- multiplier, selon les possibilités, les prospections géophysiques au moment du diagnostic dès lors qu'il y a présomption d'activités de combustion ou d'indices sidérurgiques ou en préalable des réaménagements des centres anciens ou lors de tranchées de réseaux dans les centres anciens ;
- veiller à respecter un taux d'exploration supérieur à 5 % dans les centres anciens contraints par les réseaux et/ou le maintien de la circulation des riverains et jusqu'aux limites de cotes impactées par le projet.

Lors des fouilles préventives

- inciter les universités et les opérateurs à former davantage d'étudiants à l'archéologie du bâti et à l'archéologie des périodes modernes et contemporaines ;
- nommer dans les CCS la prescription d'études historiques plutôt que documentaires afin que celles-ci contextualisent les découvertes ; inciter aux études de démographie historique dès lors qu'il y a fouille de cimetière d'Époque moderne et contemporaine ;
- conduire des analyses spatiales croisant données archéologiques et historiques ; former les équipes à maîtriser les concepts de l'analyse spatiale ;
- homogénéiser les CCS sur les types d'analyses à engager ;
- demander à indiquer dans les RFO le fait générateur de l'enclenchement des tranches conditionnelles et combien ont été enclenchées en tout ou partie ;
- élargir les prescriptions à la période contemporaine sur l'archéologie industrielle en privilégiant les processus techniques et l'adaptation des structures aux sauts technologiques. Sur cette thématique, cibler les zones d'activités des principales villes où la faisabilité est possible plutôt que de disperser les moyens.

Archéologie programmée

- développer les projets sur l'archéologie des installations militaires d'Époque moderne ;
- permettre aux agents des SRA de se dégager du temps pour faire de la recherche afin de gagner en crédibilité scientifique en particulier dans le management scientifique des opérateurs en archéologie préventive et des acteurs de la recherche programmée. Les encourager à intégrer des UMR ;
- initier des projets d'échanges interrégionaux entre SRA pour échanger sur des bonnes pratiques ou pour intégrer la dynamique d'axes de recherche expérimentés par ailleurs (sous forme d'ateliers) ;
- promouvoir les PCR qui génèrent une dynamique de la recherche par la rencontre des équipes de plusieurs horizons disciplinaires ou institutionnels.

Valorisation de la recherche

- encourager l'édition de travaux monographiques sur les nécropoles alto-médiévales ;
- soutenir l'édition de référentiels sur les productions céramiques moderne à étendre pour l'époque contemporaine.

**RESTITUTION DES DÉBATS DU SÉMINAIRE INTERRÉGIONAL DU 29 JUIN 2022
(CAMPUS UNIVERSITAIRE DE BEAULIEU, RENNES)**

Par Y. MENEZ

Après les mots d'introduction, É. Goval, pour le **Paléolithique**, et C. Hamon, pour le **Néolithique**, restituent les principaux éléments du bilan 2017-2020, ainsi que les propositions d'actions à envisager pour améliorer les connaissances.

Pour le Paléolithique, la discussion porte sur la difficulté pour les opérateurs à engager des sondages profonds, préalablement à des aménagements qui affectent souvent les terrains à moins d'un mètre de profondeur. Pour la CTRA, le déficit de connaissance est tel que cela devrait pouvoir néanmoins être envisagé, non pas sur toutes les opérations, mais dans les secteurs les plus susceptibles de receler des occupations anciennes, en concertation avec le SRA et les maîtres d'ouvrage des projets. Par ailleurs, des vestiges du Paléolithique ou du Mésolithique peuvent être également mis au jour à quelques dizaines de centimètres de profondeur dans les contextes géomorphologiques les plus favorables.

La question de la formation initiale dans les universités, ou continue au sein des services régionaux de l'archéologie et des opérateurs, est également jugée fondamentale pour l'essor des connaissances sur le Paléolithique dans l'interrégion. Elle s'avère déterminante pour la prescription et la réalisation de diagnostics adaptés et correctement réalisés. Concernant le Néolithique, la question de la formation apparaît également comme essentielle, pour les études engagées sur le terrain comme en post-fouille. L'essor des connaissances repose sur un effort collectif de chercheurs compétents pour cette période, encore trop peu nombreux dans l'Ouest au sein des opérateurs comme des services régionaux de l'archéologie.

Pour la **protohistoire**, H. Froquet-Uzel et S. Marion présentent le bilan et les propositions d'actions. L'élargissement des diagnostics avec des godets de 3 m et un taux d'ouverture à 12 %, et la mise en œuvre de datations radiocarbone, afin d'améliorer la détection et la caractérisation des sites de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer, fait débat. Elle suppose des augmentations des moyens consacrés à la détection de ces sites. Elle est pourtant fondamentale pour l'ensemble des régions, plus particulièrement pour la région des Pays de la Loire qui apparaît comme un carrefour essentiel pour la compréhension des occupations de ces périodes. La question de la formation est à nouveau évoquée, comme celle de la participation des bénévoles aux recherches programmées.

G. Brkojewitsch présente le bilan qu'il a élaboré avec B. Clément et les propositions d'actions pour l'**Antiquité**. La question des tranches conditionnelles pour les études réalisées à l'issue des fouilles préventives est évoquée. Elles devraient être en nombre raisonnable, afin que le maître d'ouvrage comme les opérateurs puissent assez clairement identifier les moyens à mettre en œuvre pour ces opérations. Concernant les fouilles programmées, les exigences formulées par les services régionaux de l'archéologie et les CTRA, en termes de qualité des études et des rapports, ne sont pas toujours en adéquation avec les moyens attribués par le

ministère de la culture pour ces opérations. Cela peut expliquer que ces opérations soient de moins en moins nombreuses et dans l'incapacité d'accueillir des étudiants ou bénévoles en nombre suffisant. Ces fouilles ou études de bâti sont pourtant fondamentales pour la formation des étudiants et le développement de l'archéologie participative, intégrant des citoyens intéressés par ces recherches.

La date fixée en décembre pour la remise des rapports de ces opérations, le plus souvent réalisées durant la période estivale, est également peu compatible avec le calendrier universitaire, qui laisse peu de temps aux professeurs et maîtres de conférence pour achever les études et rédiger puis mettre en forme ces documents. Une solution évoquée lors des débats serait que ces opérations soient portées, notamment pour les chantiers-école dévolus à la formation des étudiants, non par un seul responsable, mais par une équipe plus à même d'assurer le respect du planning de l'opération. Une réflexion inter-institutionnelle devrait s'engager au sein des UMR, afin de faciliter la mise en place de chantiers-école contribuant à la formation professionnalisante de ces étudiants.

J.-L. Piat présente le bilan de l'atelier sur les **périodes médiévale et moderne**, établi en partenariat avec S. Faravel et F. Henrion. La question des études documentaires est débattue, notamment lorsqu'elle est demandée en amont des opérations, tout comme l'intérêt des études démographiques lors de la fouille de cimetières. Un retour d'expérience serait nécessaire, au niveau national, afin de déterminer l'intérêt de ces travaux consommateurs en moyens. Pour la CTRA, l'apport des études documentaires, en termes de potentiels d'archives lors des diagnostics, puis d'études plus abouties lors des fouilles, est indéniable pour les périodes du second Moyen Âge et de l'Époque moderne, et peut s'avérer essentiel pour des périodes plus anciennes, lorsque le potentiel existe.

L'intégration de l'archéologie dans les travaux d'aménagement en secteurs sauvegardés ou sur monuments protégés en lien avec les Udp ou la CRMH pose également question, avec la détermination du mode de mise en œuvre des opérations : archéologie préventive ou programmée ? par des opérateurs agréés ou habilités, des archéologues œuvrant dans le cadre de recherches universitaires ou comme prestataires habitués à travailler avec les ABF ou les CRMH ? Les procédures s'avèrent diverses au sein de l'interrégion, selon la nature des aménagements projetés et le stade auquel le dossier est transmis aux services régionaux de l'archéologie.

L'après-midi débute par la restitution par O. Hulot, C. Sauvage et S. Thiebaud de l'atelier consacré à **l'archéologie du littoral**. Les processus de l'archéologie programmée comme de l'archéologie préventive s'avèrent peu adaptés, en termes de délais de mise en œuvre et de financement, pour engager des actions adaptées à la disparition de sites archéologiques suite à l'érosion du littoral. Beaucoup de ces espaces littoraux sont gérés par les départements (ENS) ou le conservatoire du littoral, et devraient être abordés dans le cadre des plans de gestion établis généralement pour 5 ans. Cette érosion peut être aussi vue comme une opportunité de développer des inventaires, dans le cadre de l'archéologie participative, comme cela a été fait dans le cadre du programme ALERT, et de développer des connaissances dans des territoires ou sur des périodes méconnues. Cette archéologie du littoral constitue une zone grise, sur le plan réglementaire, avec une archéologie de sauvetage qui peine à trouver sa place entre archéologie programmée et archéologie préventive, en termes de méthodologie comme de financement.

Concernant la **diffusion des données**, évoquée par Y. Menez, si elle s'effectue de manière relativement satisfaisante dans le domaine de la Préhistoire, elle s'avère globalement insatisfaisante pour les périodes plus récentes, du fait de la masse des données fournies par les recherches préventives et, dans une moindre mesure, programmées. Les avis émis par la CTRA à l'issue de l'examen des rapports, encourageant la rédaction d'articles ou d'ouvrage, ne sont que de manière très mesurée suivis d'effets. Il semble illusoire d'envisager des monographies à l'issue de chaque fouille, du fait de l'essor des recherches, du caractère limité des moyens humains et financiers consacrés aux publications et du faible nombre de supports éditoriaux. La mise en ligne des rapports, éventuellement des archives de fouille ou du mobilier accompagnés du plan de gestion des données, serait de nature à constituer une première forme de diffusion de ces données et à faciliter la mise en œuvre de projets collectifs ouvrant vers des publications de synthèse. Cela peut également permettre de réfléchir autrement à la manière de publier les monographies, en diffusant sous la forme d'un article en ligne les avancées scientifiques les plus remarquables, et en renvoyant au rapport pour le détail de l'analyse et la présentation de l'ensemble des données ou de l'argumentation. Des appels à projets pourraient être émis par les services régionaux de l'archéologie pour engager des projets collectifs d'étude et de publications.

M. Leroy souhaite connaître le **regard des opérateurs** sur les propositions évoquées durant la matinée, suite aux ateliers associant les membres de la CTRA et des SRA. Concernant le diagnostic, l'examen des rapports est parfois mal vécu par les responsables d'opération ou les opérateurs, qui s'interrogent sur le niveau demandé au diagnostic. L'accroissement des opérations, avec des enveloppes de moyens le plus souvent constantes, induit une tension dans les équipes qui ne peuvent à la fois faire plus et mieux. Il est précisé que le premier niveau de dialogue est le SRA, qui établit les prescriptions, valide les projets scientifiques d'intervention et assure le contrôle scientifique et technique des diagnostics et des fouilles. Les responsables de ces services participent par ailleurs aux débats de la commission et mettent en perspective les diagnostics réalisés et les projets de prescription de fouille. La chaîne opératoire de prescription et de réalisation de ces opérations, et des suites à donner, est donc collective, et les remarques de la commission doivent être prises souvent comme des encouragements à améliorer les procédures, ce qui peut nécessiter quelques moyens supplémentaires en termes d'ouverture de vignettes ou de datations radiocarbone, lorsque la caractérisation des vestiges identifiés le nécessite.

Le président de la commission remercie les participants au séminaire pour ce temps d'échange avec la CTRA, qui devrait se prolonger par des réflexions au sein de chacune des institutions conviées, prenant pour base le compte-rendu du séminaire et des ateliers.

Commission territoriale de la recherche archéologique Outre-Mer

Présentation de la CTRA Outre-Mer

Par François FICHET DE CLAIRFONTAINE

Inspecteur général des patrimoines

La commission Outre-Mer couvre les départements et régions ultramarins (DROM) de Guadeloupe, Guyane, Mayotte et de La Réunion ainsi que des collectivités d'Outremer de Martinique Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle intègre aussi les Terres australes et antarctiques françaises (Taaf). Son siège est à la Dac de Martinique et son secrétariat et son organisation sont donc assurés par le service de l'archéologie à Fort-de-France. Elle a été présidée, en l'absence du préfet de région, de janvier à fin août 2022 par H. Guy Lalanne, puis à partir de septembre 2022 par L. Schemana, devenue cheffe du service, J. Sylvanielo assurant le secrétariat administratif. Si tous les chefs des services de l'archéologie (Antilles, Guyane et Réunion) participent toujours aux sessions ainsi que le plus souvent la direction du Drassm, par contre il doit être noté que les dossiers de Saint-Pierre-et-Miquelon ont été toujours examinés en l'absence de représentants du service régional de l'archéologie de Bretagne qui assure le CST de ceux-ci. Leur présence (ne serait-ce en visio) serait pourtant utile afin de soutenir les débats lors des examens en commission.

C'est une commission qui a été renouvelée le 02 mars 2021 par arrêté préfectoral (Préfecture de Martinique – arrêté n° 2021050-0001 SRA) et qui est composée de sept membres, deux d'entre eux ayant été élus pour la représenter au sein du Conseil national de la recherche archéologique (B. Bérard qui siège également à la COSM et S. Hurard) :

- Benoît Bérard (professeur à l'Université des Antilles) pour les périodes amérindiennes et précolombiennes ;
- Pierrick Fouéré (ingénieur de recherches à l'Inrap) pour les périodes amérindiennes et précolombiennes ;
- Hélène Barrant-Eman (archéo-anthropologue, SARL Antea) pour les dossiers d'anthropologie ;
- Christian Cribellier (conservateur général du patrimoine à la SDA), rapporteur pour les dossiers d'archéologie des périodes coloniales et contemporaine ;
- Séverine Hurard (ingénieure de recherches à l'Inrap), rapporteure pour les périodes coloniales et contemporaine ;
- Ivan Lafarge (assistant de conservation, bureau du patrimoine archéologique du département de la Seine-Saint-Denis), rapporteur pour les périodes coloniales et contemporaine * ;
- Dominique Rogers (maîtresse de conférences à l'Université des Antilles), rapporteure pour les périodes coloniales et contemporaine.

Très ponctuellement, pour des dossiers nécessitant une expertise particulière (construction navale, pêcheries...), il a été fait appel à des experts extérieurs dont Sébastien Jesset ancien membre de la CTRA (période coloniale et contemporaine), Grégor Marchand (Préhistoire, amérindien) et François Giligny (Préhistoire).

En 2022, la commission s'est réunie à cinq reprises : par visioconférence à trois reprises (Février, Septembre et décembre), et en présentiel, en mars 2022 à Fort-de-France (Martinique) puis en juin 2022 à Paris. Afin de s'adapter aux horaires de chacun entre La Réunion, la France et les Antilles comme la Guyane, elle s'est réunie lors des visioconférences en 5 demi-journées, et sur 4 jours en présentiel. Le rajout d'une demi-journée (en février) avait pour objet d'assurer un bon examen des dossiers de préventif en profitant du débat au sein

de la commission, sans avoir à recourir au traitement en inter CTRA. Au total ces sessions ont été consacrées à l'examen de 50 de dossiers (25 de moins qu'en 2021), auxquels s'est ajouté un projet de création de ZPPA à Matoury (Guyane). 60 avis ont été rendus par les experts, qui peuvent ainsi être plusieurs à examiner un dossier de recherche, le plus souvent un rapport de fouille achevée (RFO), voire un rapport de diagnostic.

En sus, il faut ajouter l'avis rendu pour l'achat d'une hache en pierre à la demande du service de Guadeloupe saisi par le musée Edgar Clerc au Moule, 5 informations délivrées par le CRA de Martinique sur le développement du dossier de la co-cathédrale de Saint-Pierre, sur l'évolution du dossier de la nécropole de l'anse Bellay aux anses d'Arlet, et sur le site de Choisy à Carbet, une information du CRA de Guadeloupe sur la restauration de la sucrerie de l'habitation Belleville à Trois-Rivières. Par ailleurs, la CRA de La Réunion a informé la commission de l'étude historique et archéologique devant être consacrée au pénitencier pour mineurs de l'Îlet à Guillaume (1863-1879).

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de dossiers	70	58	52	75	50
Nombre d'avis rendus	81	59	56	89	60

Nombre de dossiers examinés par la CTRA (hors ZPPA) et nombre d'avis remis par les experts de 2018 à 2022.

Si l'année 2021 pouvait suggérer une reprise importante de l'activité de recherche, le volume des dossiers soumis à la commission semble en fait poursuivre la décrue constatée depuis 2019.

Rapporteur	Nombre d'avis	Chronologie
Benoit Berard	4	Périodes précolombiennes et amérindiennes
Pierrick Fouéré	7	Périodes précolombiennes et amérindiennes
Severine Hurard	14	Périodes coloniales à contemporain
Christian Cribellier	10	Périodes coloniales à contemporain
Dominique Rogers	6	Périodes coloniales à contemporain
Ivan Lafarge	11	Périodes coloniales à contemporain
Helene Barrand-Eman	5	Archéo-anthropologie
Rapporteurs extérieurs dont Gregor Marchand (2 dossiers) et François Giligny (1 dossiers)	3	Diachronique, spécialisé.
<i>Total</i>	<i>60</i>	

Nombre d'avis rendus par experts de la CTRA Outremer en 2022.

Comme constaté chaque année, les recherches sur les périodes modernes et contemporaines sont majoritaires à plus de 70 % et il faut encore une fois souligner l'importance des travaux sur la période contemporaine.

Archéologie préventive

En 2022 l'activité préventive a marqué le pas avec 30 dossiers et 2 RFO examinés, alors que l'année 2021 avait recensé 34 dossiers de prescriptions et 8 RFO. L'évolution apparaît de fait assez chaotique à juger des 11 dossiers et 5 RFO examinés seulement en 2020. Alors que la

règle générale était précédemment par trop celle d'une instruction des projets de prescription en inter CTRA, une évolution plus favorable est notée avec moins de 10 % des dossiers examinés en inter CTRA. Les services ont ainsi souhaité bénéficier des avis de la CTRA après débat et chacun s'est accordé sur la nécessité de tenir une session supplémentaire (février) en distanciel pour mieux gérer les dossiers de prescription.

	Diag/CCS/PSI	RFO
Martinique	8	2
Guadeloupe	11	0
Guyane	6	0
La Réunion	4	0
Mayotte	1	0
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
<i>Total</i>	<i>30</i>	<i>2</i>

Archéologie préventive : Types de dossiers examinés par région en 2022.

Si les opérations concernant la période coloniale demeurent majoritaires (habitation la Rose à Goyave, habitation Bisdary à Gourbeyre (Guadeloupe), usine du Baril à Saint-Philippe (la Réunion) ou habitation Château-Gaillard aux Trois-Ilets (Martinique), il faut noter que les découvertes effectuées sur des sites précolombiens sont nombreuses et ont marqué l'année 2022 comme à Macouria et Remire-Montjoly (Guyane) ou Saint-Barthelemy. Sur cette dernière île, l'important développement de l'archéologie préventive renouvelle depuis peu en profondeur les connaissances sur les premières phases d'occupation humaine, auparavant peu reconnues.

Parmi les opérations préventives, celle concernant la mosquée de Tsingoni à Mayotte se signale dans un contexte où la recherche en est à son premier développement. Elle émerge de surcroît dans un cadre particulier qui en rend l'intégration complexe ; l'usage funéraire du lieu couplé à des vestiges de cimetière ancien dans le cadre d'un projet de restauration sur la mosquée la plus ancienne de France, classée monument historique depuis 2015 et toujours en activité. Les projets concernant les habitations sucrières demeurent présents comme sur l'habitation la Vieie à Saint-François (Guadeloupe). Il faut aussi signaler l'étude du bâti prescrites sur les remparts du fort Gustav à Saint-Barthelemy et surtout le diagnostic conduit à la Savane à Fort-de-France, lequel devrait permettre de mieux comprendre l'évolution de ce secteur proche du cœur de ville, anciennement occupé par une mangrove. En Guyane, le bon diagnostic conduit sur l'emprise du nouveau pont de Larivot à Macouria (Guyane) vaut d'être signalé avec la mise en évidence d'une occupation précolombienne associée à un probable espace à vocation funéraire, et des vestiges d'époque coloniale. L'examen des RFO, lequel demeure trop peu fréquent, a permis de juger de la qualité des fouilles conduites à Saint-Pierre (Martinique), lesquelles ont permis d'étudier l'évolution du site urbain depuis la mise en culture jusqu'à la création d'îlots d'habitation (début XVIII^e-XIX^e siècles) et de leur évolution jusqu'à la destruction de 1902

En règle générale les rapports sont examinés favorablement par la commission, qui peut regretter parfois le manque de moyens pour la réalisation de certaines opérations comme à Saint-Pierre (Martinique).

Archéologie programmée

	Fouille	Sondage	Prospections Thématiques	PCR	Analyse – étude mobilier	AE-APP	Total
Martinique		2	1	1			4
Guadeloupe				1			1
Guyane	2		1	2	1		6
La Réunion	1				1		2
Mayotte							0
Saint-Pierre- et-Miquelon	2		3				5
Total	4	2	6	4	2	0	18

Archéologie programmée : type de dossiers examinés par régions en 2022.

Avec l'année 2022 on constate une baisse importante des opérations programmées, dont le nombre passe de 28 en 2021 à seulement 18. Après deux années de relative stabilité, cette baisse se constate sur toutes les Antilles et Guyane, avec par exemple 6 dossiers seulement pour la Guyane alors que la région se signalait par une forte activité en 2021 (12 dossiers) et surtout la Guadeloupe. Il se peut que pour ce dernier département, le long intérim du service ait été un facteur défavorable. Mais à l'évidence, les départements et régions ultramarins peinent à mobiliser des équipes, alors que le potentiel patrimonial est important. Plusieurs opérations n'ont pas été reconduites (PTH sur le fort Ceperou en Guyane) ou se sont par ailleurs achevées. Les services tentent de remédier à ces difficultés en tentant d'attirer les chercheurs par le biais d'appels à projets (Guadeloupe, Guyane). Des sujets telle que l'étude des habitats serviles (voir par exemple la fouille de l'habitation Roura (Guyane), en particulier les recherches sur les sites de marronnage comme sur les rues Cases-Nègres méritent une grande attention, tout comme la recherche sur l'émergence et le développement urbain (Fort-de-France, Saint-Pierre, Gustavia par exemple). Le recours très bénéfique aux prospections thématiques et surtout aux PCR est une constante, avec en ligne de mire le PCR sur le bagne en Guyane, et ceux consacrés aux matières premières lithiques ou encore les gravures rupestres de l'important site de Trois-Rivières (Guadeloupe). Ces opérations qui permettent de dynamiser des équipes et de renforcer leur pluridisciplinarité (PCR *Bagne* associant Université, association, Inrap, SRA...) concentrent plus de 55 % des dossiers examinés. A l'inverse on peut s'inquiéter du trop faible nombre de fouilles programmées pourvoyeuses de données inédites, absentes sur les Antilles. Pour terminer, il faut aussi s'inquiéter de l'absence de demande d'aide à l'édition comme de préparation à la publication. Le trop faible nombre de publications est noté depuis des années, la parution d'articles (peu nombreux) dans les colloques ou des revues ne pouvant pallier celle de synthèses de fond (sur les habitations sucrières ou les récents acquis de l'archéologie amérindiennes/précolombiennes).

Il est étonnant de constater le dynamisme de la recherche sur Saint-Pierre-et-Miquelon qui malgré sa faible surface concentre près de 28 % des opérations des OM, principalement des prospections sur des sites d'époques moderne et contemporaine et surtout une fouille programmée centrée sur l'important site préhistorique de l'anse à Henry à Saint-Pierre (phase indien ancien et Groswater paleo-esquimaux ancien). Il y a là une effervescence bienvenue mais qu'il faudra canaliser (voir paragraphe suivant). Pour la Guyane outre le PCR sur le bagne,

il faut noter le développement d'un programme recentré sur les haches en pierre et la conduite d'une campagne de prospection thématique sur l'habitation la Caroline à Roura. En Guyane, le sondage conduit sur le village contemporain de Yanamale-Kawanhakan à Maripasoula est prometteur et doit être suivi d'une fouille programmée pluriannuelle « ethno-archéologique » associant les populations locales.

Comme cela est constaté chaque année, on remarque que la commission est exigeante sur la qualité des recherches programmées et les dossiers lui apparaissent parfois incomplets ou insatisfaisants sur la forme ou le fond. À la différence de 2021, elle a été cependant conduite à n'émettre qu'un avis défavorable sur un sondage. Il semble ainsi que les projets soient mieux accompagnés par les services. On notera à contrario les difficultés rencontrées par les opérations conduites sur Saint-Pierre-et-Miquelon, avec parfois un risque de chevauchement de plusieurs opérations sur un même secteur prospecté. C'est la raison pour laquelle, la CTRA a demandé que deux experts (Préhistoire et moderne-contemporain) puisse se rendre compte de visu de l'avancement des dossiers, afin de mieux apprécier les solutions à apporter.

	2019	2020	2021	2022
Martinique	4	8	8	4
Guadeloupe avec St-Martin et St-Barthelemy)	6	7	9	1
Guyane	9	7	12	6
Réunion et Mayotte	2	5	2	2
Saint-Pierre-et-Miquelon	3	4	2	5
TAAF	0	1	0	0
TOTAL	24	32	32	18

Evolution des opérations programmées examinées par la CTRA de 2019 à 2022.

Les intervenants de la recherche

La lecture des procès-verbaux de la CTRA pour 2022 permet de recenser 48 mentions de responsables certains cités à plusieurs reprises et responsables d'au moins 2 opérations. Les agents de l'Inrap qui réalisent tous les diagnostics et la plupart des fouilles préventives sont majoritaires à plus de 55 %, comme en 2021. Ils sont suivis par les chercheurs (18,3 %) des universités (surtout américaine et canadienne et universités des Antilles et de Guyane) puis à part égale par des membres du CNRS, de la Culture et du monde du bénévolat. Ces derniers souvent responsables de prospections thématiques ou de sondages et qui appartiennent aux associations œuvrant sur le recensement, l'étude ou la valorisation du patrimoine sont moins nombreux en 2022.

Origine	Nombre d'occurrences	%
INRAP	27	55,10 %
CNRS	4	8,16 %
Bénévoles	4	8,16 %
Privé	1	2,1 %
Coll	0	0 %
Université	9	18,3 %
Culture	4	8,16 %
Total	49	99,98 %

Recherches archéologiques en Guadeloupe : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Jean-François MODAT

Chef du service de l'archéologie

	Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	
Préventif	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	501	/
Diagnostics prescrits	36	42,5
Fouilles prescrites	18	1,6
Diagnostics réalisés	23	10,9
Fouilles réalisées	6	0,26
Programmé	Nb	
Fouilles	0	
PCR	2	
PT	1	
PI	0	
SD	1	
Relevés art rupestre	1	

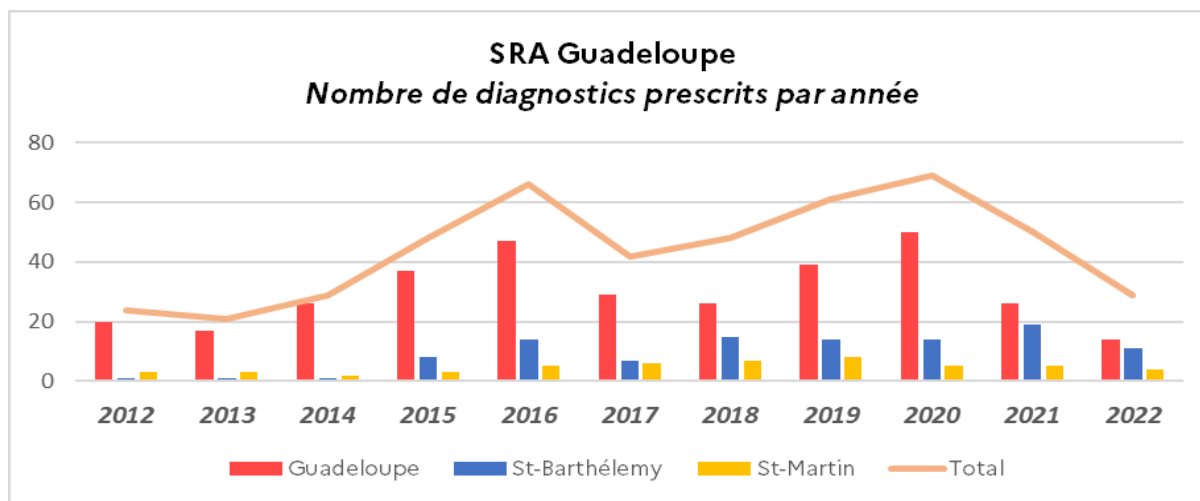
Activités du service

Trois évènements ont influé sur l'activité et l'organisation du service en 2022 : le changement de chef du service après 6 mois d'intérim assuré par l'adjoint, les déménagements de la Direction des affaires culturelles et du dépôt archéologique de Guadeloupe dans de nouveaux locaux sis à Baillif, et l'arrêt longue maladie de l'adjoint au chef du service.

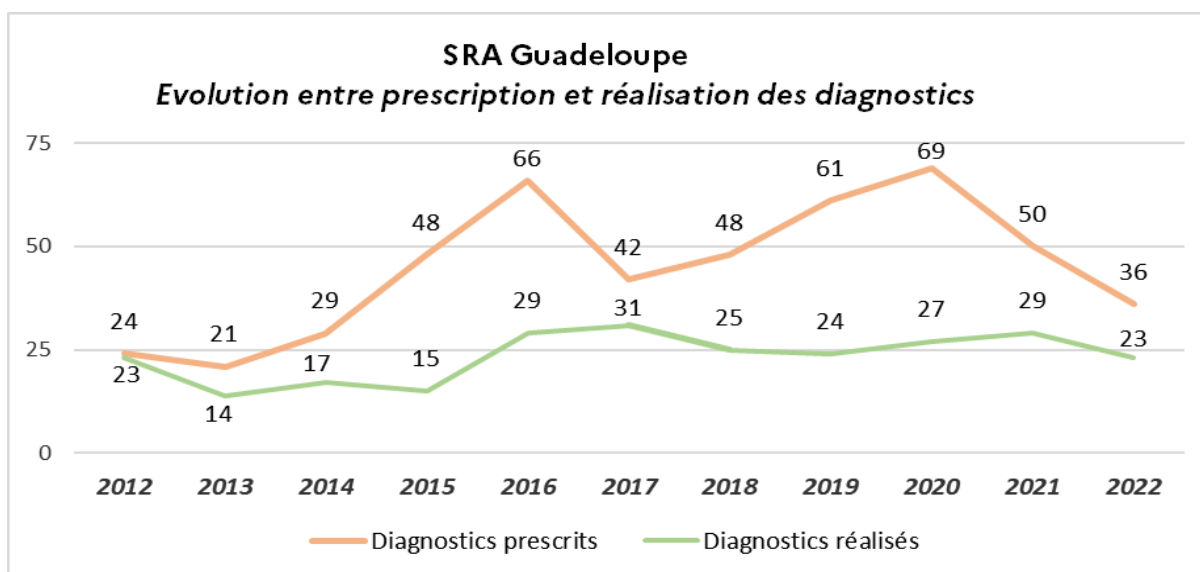
L'effectif étant réduit et l'activité demeurant assez élevée, certaines missions ont dû être prioritaires (réorganisation du service, instruction des dossiers d'urbanisme, suivi des opérations, gestion du dépôt et des collections) au détriment d'autres (valorisation, diffusion, mise à jour du zonage archéologique, impulsion de nouveaux programmes de recherche).

En ce qui concerne l'archéologie préventive, l'augmentation progressive du nombre de dossiers d'urbanisme instruits se maintient : sur les 10 dernières années un accroissement de 64,8 % de dossiers réceptionnés est observé (304 en 2012 contre 501 en 2022) pour un même nombre d'Ingénieur en charge. Comme pour l'année passée, les permis de construire représentent près de 70 % des dossiers réceptionnés, contre 17 % de consultations préalables, 3,6 % de déclaration préalable et 2,4 % de permis de démolir.

Le plan de charge de l'Inrap, seul opérateur en outre-mer pour la réalisation des diagnostics, contraint le service à adapter sa politique de prescription afin de diminuer la pression existante sur le dispositif d'archéologie préventive de Guadeloupe. Ainsi, le taux de prescription de diagnostic diminue progressivement depuis 2020 pour atteindre 5,8 % en 2022. Bien que moins nombreuses, les prescriptions de diagnostic couvrent une surface plus importante avec 42,5 hectares en 2022 contre 34,57 en 2021, et depuis 2018 les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy représentent entre les deux-tiers et la moitié des dossiers d'urbanisme et des prescriptions (51,7 % des diagnostics en 2022).



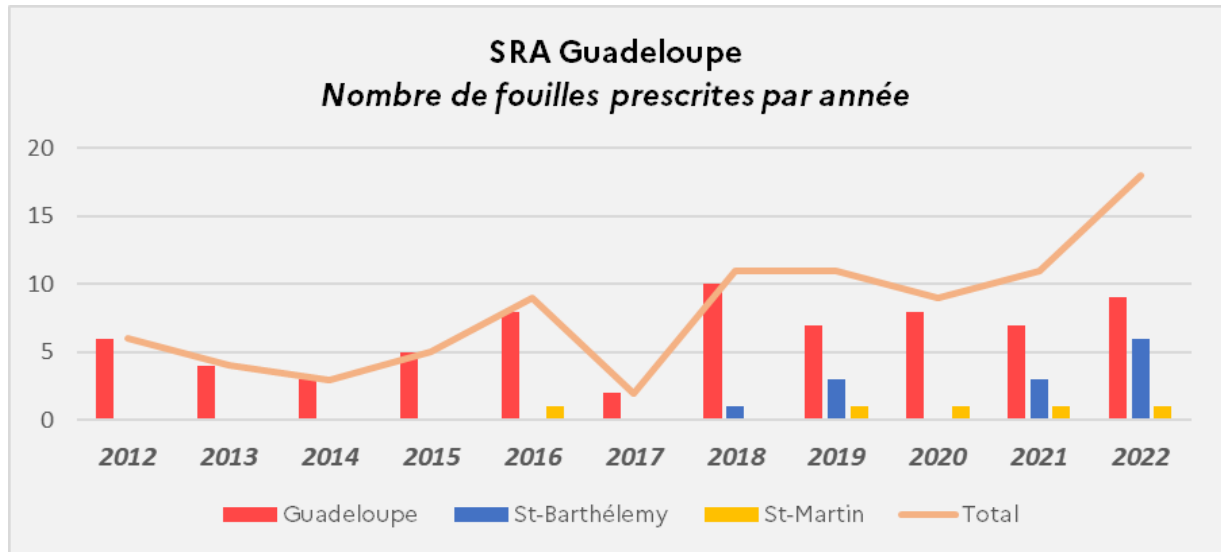
Le nombre de diagnostics réalisés par l'opérateur unique est en légère baisse par rapport aux quatre dernières années, tout comme la surface traitée qui est deux fois moins étendue qu'en 2021. Le taux de positivité des diagnostics réalisés en 2021 et 2022 étant important, le nombre de prescriptions complémentaires s'accroît. C'est ainsi que 18 arrêtés de fouilles ont été émis en 2022 par le service (contre 11 en 2021), dont 4 pour la période précolombienne et 14 pour les périodes moderne et contemporaine.



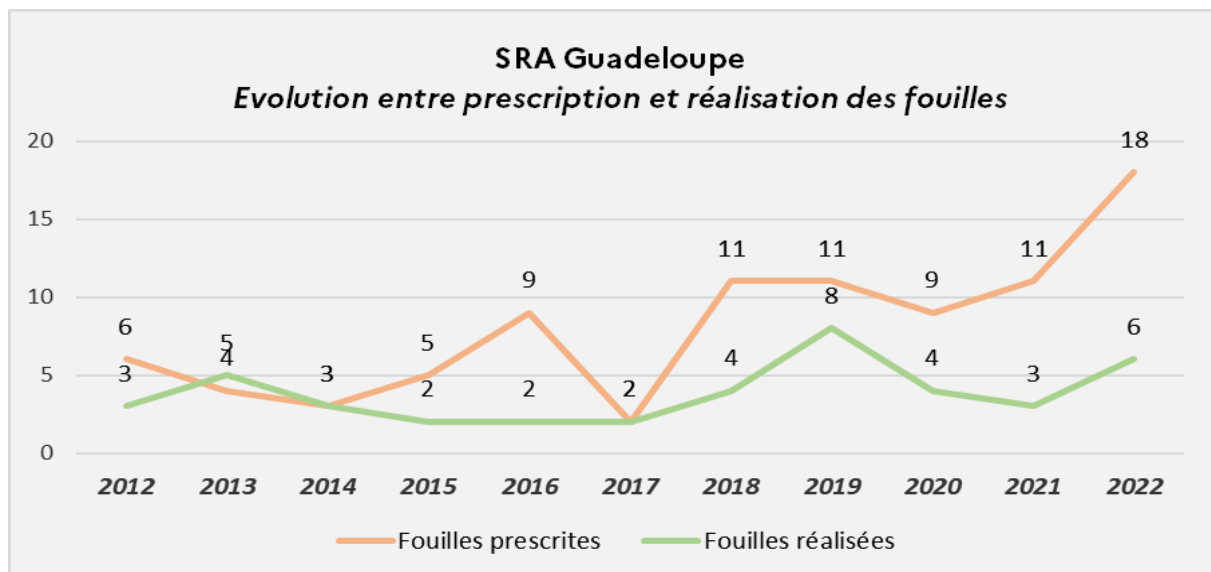
Six fouilles ont été réalisées en 2022 (contre 3 en 2021) par les deux opérateurs d'archéologie préventive intervenant dans l'archipel guadeloupéen, dont 2 relatives à des vestiges précolombiens précéramiques mis au jour à Saint-Barthélemy et 2 habitations en Basse-Terre et en Grande-Terre.

L'écart entre prescription et réalisation des fouilles d'archéologie préventive restant important, le stock s'accroît progressivement d'année en année du fait, notamment, de la saturation du plan de charge des responsables d'opération intervenant régulièrement sur ce territoire antillais. En effet, le nombre de rapports de fouille non remis à date est conséquent et pèse

également sur le dispositif d'archéologie préventive du territoire : fin 2022, 18 rapports de fouille restaient en attente de réception par le service.



À noter qu'une mission de vérification de l'avancement des prescriptions archéologiques non réalisées a été engagée grâce à une vacance. Représentant 127 dossiers répartis sur 28 communes, et relatifs aux années 2002 à 2022, l'objectif de cette mission est d'abroger les prescriptions devenues sans objet (projet abandonné avec notification des services instructeurs) mais aussi de rappeler la réglementation en matière d'archéologie préventive aux différents acteurs concernés.



La stratégie du service en matière de recherche archéologique a été axée sur la protection du patrimoine et les programmes pluriannuels à fort potentiel d'acquisition de connaissances sur le territoire.

C'est ainsi que le dernier volet du projet *État des risques sur l'art rupestre* a été engagé en fin d'année pour dresser le plan de gestion des sites d'art rupestre de Guadeloupe. Le rapport est attendu pour 2023 et permettra en suivant le lancement du projet *Valorisation de l'art rupestre de Guadeloupe* en partenariat avec le Conseil départemental.

À la suite de la tempête Fiona de septembre 2022, une mission de reconnaissance a été organisée par le service afin de dresser un bilan archéologique des modifications apportées aux sites ornés et aux roches gravées, suite à cet épisode de catastrophe naturelle. Sur les six cours d'eau du sud Basse-Terre prospectés et malgré des modifications parfois majeures de la topographie des sites, l'ensemble des roches gravées ont montré une résilience face à cet aléa climatique, bien que certaines aient subi des déplacements conséquents. Au final, 14 roches gravées et blocs à polissoir(s) n'ont pas été retrouvés (recouvrement sédimentaire, densité du couvert végétal ou emportées par les crues), et neuf nouvelles roches ont été découvertes lors de cette mission. Ces découvertes motiveront une campagne de numérisation 3D et une prise de points topographiques pour géoréférencement.

Les projets portés conjointement avec la Région ont été recherchés dans l'optique de répondre aux problématiques de mémoire sociale. À ce titre, l'étude documentaire *L'archéologie est-elle en capacité d'identifier l'emplacement d'un événement historique ? Le cas de l'habitation d'Anglemont en Guadeloupe*, a été menée à bien et constitue le socle d'une deuxième phase visant à déceler, par le biais de méthodes non intrusives, les traces éventuelles du suicide collectif du général Louis Delgrès et de ses troupes le 28 mai 1802, que les nombreuses sources archivistiques et cartographiques anciennes ont permis de localiser à Matouba.

Outre l'activité d'archéologie préventive et programmée, une grande partie de l'activité s'est organisée autour de l'aménagement du nouveau dépôt archéologique de l'État à Baillif, du transfert des collections de Guadeloupe (2200 bacs) et de l'installation de nouveaux équipements dont une salle d'étude équipée, une salle à atmosphère contrôlée et l'acquisition d'une plateforme élévatrice. De nouveaux aménagements ainsi réalisés permettront d'accueillir des chercheurs et des professionnels des biens archéologiques mobiliers, et ainsi développer des axes de recherche sur les collections et de mener une vraie politique de suivi, de restauration et de conservation des biens mobiliers gérés par l'État.

En lien avec la SDA, une assistance à maîtrise d'ouvrage a été mandatée pour guider le service dans le futur chantier des collections archéologiques de Guadeloupe et de Saint-Martin qui débutera en 2023. À noter qu'à cette occasion, le budget du service a été abondé en fin de gestion par la DAC pour finaliser l'aménagement du dépôt et garantir la conservation et l'exploitation des collections archéologiques.

Dans le cadre de la convention DGPA-DGGN de juillet 2022, le service a noué des liens avec le référent local de la Gendarmerie nationale afin d'échanger, en lien avec la SDA et le Drassm, sur les modalités et processus respectifs en matière de lutte contre le pillage et la dégradation des sites archéologiques.

Principales découvertes

Le projet collectif de recherche Matières premières lithiques des Antilles (MAPLA 2021-2023), étude interrégionale portant sur l'origine des matières premières lithiques des Antilles exploitées par les populations précolombiennes, dirigé par A. Queffelec (CNRS), s'est poursuivi. Les objets et outils amérindiens fabriqués en pierre constituent un des rares corpus permettant d'étudier les mobilités des groupes, la mobilité des biens, des personnes, grâce aux caractéristiques intrinsèques des roches. Malgré le faible nombre d'artefacts récupérés dans les sites précolombiens antillais, ils n'en demeurent pas moins relativement diversifiés dans la nature des roches utilisées. En effet, cinq grands types de matériaux aux fonctions et origines géologiques différentes ont été identifiées : les roches volcaniques vitreuses, les roches sédimentaires siliceuses, les roches vertes pour la confection d'objets de parure, les roches rares et très dures

(jadéite, cherto-tuffite) et les roches volcaniques plus communes (dacites, andésites), ces dernières catégories ont été utilisées pour la fabrication des haches. Quatre types de matériaux ont pour le moment été intégré à ce projet pluridisciplinaire, dont la campagne 2022 a fourni des résultats analytiques pour les roches volcaniques, les turquoises, les silicites et le silex.

Le PCR *Images rupestres et espaces insulaires gravés de Guadeloupe (IREIS 2021-2023)*, qui consiste en une prospection thématique et relevés d'art rupestre, dirigé par J. Monney (Edytem) a permis d'ouvrir des perspectives. En effet, les avancées sont importantes en matière de compréhension du fonctionnement hydrographique des cours d'eau de la Basse-Terre, en lien avec l'identification de lieux favorables à la conservation des roches gravées.



Trois-Rivières (Guadeloupe).
Couverture photographique d'une
roche gravée près de la cascade
de la Coulisse (cliché J. Monney,
EDYTEM – Université Savoie-
Mont-Blanc).

Des logiques de sites à roches gravées conservés apparaissent et pourrait s'appliquer à de grands secteurs de l'île, permettant de guider les prospections et la sensibilité pour l'archéologie préventive. Les observations faites, notamment à la suite de la tempête tropicale Fiona, indiquent que les tronçons de rivière conservant encore des roches gravées précolombiennes se trouvent restreint à quelques centaines de mètres. Ces prospections ont également mis en évidence l'impact des aménagements modernes et coloniaux dans la bande côtière de la Basse-Terre, ainsi que la mise en évidence d'une exclusion spatiale entre les roches gravées et les sites précolombiens d'une part, et les coulées andésitiques supérieures récentes de la Madeleine. Des implications chronologiques et spatiales considérables en matière de compréhension des modalités de socialisation de l'espace aux périodes précolombiennes. Enfin, les procédures de numérisation engagées sur le terrain ont permis l'acquisition de plus de 15 000 clichés qui assureront une conservation haute résolution des modèles 3D de 89 roches gravées et/ou à polissoir(s).



Trois-Rivières (Guadeloupe). Roche gravée précolombienne dans une bananeraie (cliché J. Monney, EDYTEM – Université Savoie-Mont-Blanc).

Le bilan archéologique des modifications apportées, durant la catastrophe naturelle de septembre 2022, aux sites ornés et aux roches gravées sur les six cours d'eau du sud Basse-Terre prospectés, ont permis de découvrir neuf nouvelles roches qui feront l'objet d'une proposition de passage en CRPA pour une inscription au titre des monuments historiques.



Anse de Saint-Jean (Saint-Barthélemy). Relevé de la séquence stratigraphique littorale et son paléosol néoindien (cliché N. Sellier-Ségard, Inrap Guadeloupe).



Anse de Saint-Jean (Saint-Barthélemy). Aire de cuisson avec éclats de galets d'origine locale et vestiges coquilliers, mise au jour sur une paléodune sableuse (cliché N. Sellier-Ségard, Inrap Guadeloupe).

Deux opérations de fouille archéologique préventive réalisées à Saint-Barthélemy, dans l'Anse de Saint-Jean, sur des parcelles contiguës, ont livrées pour la première fois sur ce territoire des vestiges d'occupations précolombiennes de type campement littoraux de population nomade. Situé sur un cordon sableux littoral large de 75 m bordé au nord par la mer et au sud par un étang comblé en 1970, le site est soumis dans sa partie nord aux influences des agressions de la mer entaillée par un front d'érosion. L'ensemble vient en recouvrement du socle volcanique rocheux et de sa frange d'altération reconnu par les sondages géotechniques entre 7 et 9 m de profondeur. Les vestiges apparaissent entre 0,50 m et près de 2 m de profondeur par rapport au sol actuel qui pourrait correspondre à un seul et même niveau d'occupation identifié par des sables gris (paléosol).



Anse de Saint-Jean (Saint-Barthélemy). Préformes d'herminette sur labre de lambi *Aliger gigas* (cliché N. Sellier-Ségard, Inrap Guadeloupe).

La présence d'une cache à préformes de lames d'herminettes en lambi rapproche ce gisement de celui de la Baie Orientale à Saint-Martin. Au travers de ces opérations, il est possible d'apporter de nouveaux éléments sur le mode d'existence et l'organisation des populations précolombiennes qui se sont succédées dans la baie de Saint-Jean pour les périodes mésoindiennes et néoindiennes.

La prospection diachronique du littoral du Petit cul-de-sac marin (Baie-Mahault, Petit-Bourg et Goyave) s'est poursuivie cette année dans le cadre du projet *Alerte Littoral Outre-Atlantique* (ALOA), sous la responsabilité de M. Ariza de l'Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne. Les observations témoignent que dans cette frange littorale de 24 km de long, les processus d'érosion et dépôts de sédiments ont évolué à des rythmes différents. Des vestiges des périodes moderne et contemporaines ont été identifiés à cette occasion : une probable habitation du XVIII^e siècle, l'assise d'un pont, un tunnel et une voie ferrée utilisée durant la première moitié du XX^e s. La rareté des vestiges précolombiens identifiés a été relevée lors de la prospection de cette zone du littoral. Ce projet participatif porté par l'Université de Rennes, vise à une meilleure détection des sites affectés par l'érosion du littoral afin d'anticiper les mesures nécessaires à la sauvegarde du patrimoine. Les cimetières d'esclaves, à haute valeur mémorielle, sont concernés par les phénomènes d'érosion marine de même que les nombreux éléments bâtis, à l'instar de la poudrière de Sainte-Marie qui s'est inexorablement effondrée en août 2022.

Les sondages réalisés à l'îlet à Cabrit, aux Saintes, se sont poursuivis afin de livrer des informations complémentaires quant au potentiel lieu d'inhumation de l'équipage de l'Anémone qui a fait naufrage en 1824. Le site funéraire d'époque coloniale, comportant pour l'instant un effectif de 5 individus dont 4 adultes et 3 de sexe masculin, témoigne d'un mode d'inhumation allant dans le sens d'une gestion de décès rapprochés dans le temps et certainement liés à une situation d'urgence (présence de deux sépultures doubles). Néanmoins, à ce stade ne peut être exclues l'hypothèse d'une population résidant sur l'îlet aux XVIII^e-XIX^e siècles, composée essentiellement d'hommes adultes (militaires, prisonniers, travailleurs engagés indiens en quarantaine) et dont la pratique d'inhumation double est également attestée durant des épisodes de fortes mortalités parmi les militaires.

Recherches archéologiques en Guyane : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Eric Gassies avec la collaboration de Régis Issenmann
Chef par interim du service de l'archéologie

	Guyane	
Préventif	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	273	
Diagnostics prescrits	39	
Fouilles prescrites	10	
Diagnostics réalisés	20	
Fouilles réalisées	5	
Programmé	Nb	
Fouilles	3	
PCR	3	
PT	3	
PI	0	
SD	2	
Relevés art rupestre	0	

Principales découvertes

Plusieurs opérations réalisées en 2022 ont apporté des informations nouvelles concernant des problématiques de fond de l'archéologie guyanaise sur une fourchette chronologique étendue, de la protohistoire aux époques moderne et contemporaine. Les études attachées aux opérations de fouille préventive réalisées sont évidemment encore en cours, mais les vestiges mis au jour lors des fouilles autorisent d'ores et déjà à penser qu'elles marqueront une étape importante pour la connaissance de ces types de site.

Pour la période précolombienne, l'opération de diagnostic préventif de 2021 autour du pont du Larivot sur la rivière de Cayenne (commune de Macouria), qui incluait une partie terrestre rive gauche (prescription SRA) et une partie fluviale sur les deux rives (prescription Drassm), s'est poursuivie par la fouille d'un peu plus de 12 000 m² en rive gauche. L'opportunité saisie dans la phase de diagnostic, pour des opérations conjointes terrestres et fluviales, avait permis d'ouvrir une tranchée entre ces deux espaces, offrant une continuité inédite dans la lecture stratigraphique de ce type de milieu ripicole estuarien, soumis à une dynamique littorale amazonienne particulièrement active.

Le site s'inscrit en outre dans un contexte reconnu autour de l'Île de Cayenne depuis de nombreuses années (Katoury, Mestre 2005 ; Ecolodge de Stoupan, Delpech 2010 ; Chennebras, Delpech 2010 ; Kreola Park, Delpech 2011 ; Cimetière Poncel, Van den Bel 2013 ; Mombin 2, Delpech 2015 ; Le Grand Beauregard, Seguin 2017 et 2020). Pour autant, la fonction des structures observables sur ces sites, essentiellement constituées de concentrations de fosses semblant s'organiser en petites unités groupées, recouvertes de céramique amérindienne disposée à plat ou de chant, témoignant apparemment de choix délibérés, n'est toujours pas déterminée. En l'absence de matériel osseux associé aux structures, l'hypothèse formulée dès 2010 de reconnaître là des ensembles funéraires amérindiens, ne peut-être validée.

Les résultats de l'opération menée sur le site du pont du Larivot qui a livré plus de 900 structures (fosses simples ou complexes, trous de poteau, fossés, foyers...) et qui a en outre bénéficié d'une étude géomorphologique attachée à la compréhension du milieu, devraient ainsi constituer dans ce cadre, un jalon important pour la compréhension de ce type singulier d'occupation.

La fouille des vestiges de l'habitation Scott/Beauséjour a permis d'appréhender une exploitation agricole localisée sur le versant sud-ouest de la montagne du Mahury, qui perdure depuis l'Époque moderne jusqu'au début des années 1930, produisant du cacao, du café et du manioc, puis, après l'abolition, ponctuellement des cocotiers entre 1859 et 1869, enfin des arbres fruitiers à la fin du 19^e siècle. La permanence de cette habitation entre la fin du 18^e et le début du 20^e siècle, fait plutôt rare, est venu renforcer l'intérêt d'une fouille préventive qui s'inscrit dans l'étude des habitations de la période coloniale ; l'un des axes forts de la recherche archéologique guyanaise mais généralement dans son versant programmé.

L'opération qui visait à déterminer la nature et de préciser le phasage des différentes constructions en élévation ou affleurant, consistant en la maison de maître, ses dépendances (cuisine, écurie) ainsi que des logements d'ouvriers, un grand bâtiment à la fonction indéterminée et une ancienne voie hippomobile, a permis de confirmer une datation moderne pour la fondation de cet établissement et d'en suivre son évolution sur pratiquement deux siècles. Le croisement des vestiges et des sources archivistiques venant préciser encore la contextualisation historique de cet ensemble. Dernier point, l'acquisition d'une couverture orthophotographique avec le modèle 3D produit, autorisent une approche novatrice sur les questions relatives à la présence d'un tel établissement sur un cône d'éboulis et les travaux d'aménagements préalables d'envergure, venus modifier de manière conséquente la topographie des lieux, qu'une telle implantation présuppose.

L'étude archéologique préalable menée dans les cours intérieures de la demeure Franconie, une maison créole de Cayenne protégée au titre des monuments historiques qui abrite le musée et la bibliothèque éponymes depuis le début du 20^e siècle, est la première du genre sur un bâtiment appartenant à la Collectivité territoriale de Guyane. L'intervention a permis de définir la nature, l'agencement spatial et chronologique, et l'état de conservation de ces vestiges, en vue d'une éventuelle intégration aux travaux à venir, et de collecter l'ensemble des données susceptibles d'orienter les choix du maître d'ouvrage en matière de réhabilitation. Localisé dans le centre historique, l'ensemble, établi en 1821, s'inscrit dans l'emprise des fortifications bastionnées édifiées à partir de 1689, qui fixe jusqu'à aujourd'hui la limite sud-ouest des défenses de la ville ancienne. Trois phases d'occupation d'époque coloniale ont été mis en évidence avec des éléments bâtis liés aux premiers états de ce bâtiment ainsi qu'une occupation antérieure d'époque précolombienne. Cette dernière dont la nature exacte reste à préciser, pourrait correspondre aux derniers vestiges de la présence amérindienne à Cayenne avant l'installation des Européens.

Le projet d'archéologie programmée : *Prospection et archéologie participative Yanamale-Kawemhakan (Haut Maroni)* est porté depuis 2020 par l'ethnologue et archéologue de formation, R. Duin, qui a développé en Guyane une approche ethnologique sur la problématique des *Paysages socio-politiques wayana*, prenant en considération les deux disciplines. Ce projet constitue non seulement un prolongement naturel de ses recherches par la mise en œuvre d'un programme de terrain, associant étroitement ethnologie et archéologie, mais il s'inscrit également dans la politique du service de l'archéologie qui vise, depuis de

nombreuses années, à favoriser les recherches de terrain menées à l'échelle de micro-région ou de micro-territoire.

L'ambition du programme reste d'étudier l'ensemble des problématiques corrélées au mode d'implantation, à la structuration ainsi qu'à l'occupation de l'espace dans et autour d'un village wayana des années 1950. La relocalisation précise en 2000 avec l'aide d'anciens habitants, l'existence d'une couverture photographique du village et de son quotidien (réalisée par D. Darbois en 1952) et le fait que le lieu n'ait jamais été réoccupé depuis son abandon, ont guidé le choix du village de Yanamale-Kawemhakan, occupé entre 1948 et 1953.

L'un des aspects essentiels de ce projet est de combiner les approches archéologiques et ethnologiques, voire de les croiser, au service non seulement de l'étude du site lui-même, dans sa composante habitat/zones de subsistance, mais également en vue de la mise en évidence des interactions entre l'Homme et son milieu, au sein d'un territoire défini. Le volet archéologique réalisé sur le terrain en 2022 est venu compléter les données déjà acquises précédemment, notamment sur la cartographie des espaces, mais surtout les analyses radiocarbone d'échantillons pris dans les sondages ont confirmé la présence d'au moins deux occupations antérieures du site contemporain : autour de 771 et 884 et 1035 et 1180 de notre ère.

Les entretiens avec les descendants Wayana, l'élaboration et l'utilisation de fiches d'*ethnoécologie* inédites, qui permettent la description systématique d'un site, du sol, de la flore et son « environnement » en langue amérindienne, sont autant d'approches croisées qui participent d'une étude d'archéologie participative, encore inédite localement et qui prolongent une collaboration solidement établie et de longue date, entre le chercheur et le service archéologique de la Guyane.

Le PCR sur le bagne de Guyane

Parmi les projets de recherche menés sur le territoire, l'un des trois PCR est ici à évoquer. Ce projet s'inscrit pleinement dans la politique scientifique édictée par le SRA, et aborde *L'implantation et le développement des établissements pénitentiaires en Guyane entre 1850 et 1946 : transformation du paysage et implications sociales*.

Il rassemble une vingtaine d'historiens, d'archivistes et d'archéologues autour de la grande thématique du bagne de Guyane et son insertion dans le paysage social ancien et actuel. La première année de la triennale en cours a permis d'enrichir le corpus de données à disposition, par le biais conjugué d'opérations de terrain (essentiellement de prospection pédestre et de relevés topographiques) et de recherches en archives, notamment marquées cette année par la découverte de documents cartographiques inédits relatifs à l'occupation pénitentiaire dans le secteur de la Comté. Le dynamisme du projet se révèle très prometteur. Il reste à accélérer le développement de l'outil SIG mis en œuvre et construit comme le support principal du projet, que les chercheurs devront pouvoir alimenter puis, dans un second temps, requêter selon les thèmes abordés.

L'apport à la connaissance historique est déjà notable, et la problématique qui se dégage de ces premières années de mise en place, liée à la circulation des biens et des personnes au sein du territoire pénitentiaire, constitue désormais un axe commun, autour duquel historiens et archéologues vont unir leurs compétences et leurs méthodes pour éclairer ces aspects de l'histoire récente guyanaise.

La coordination de l'enseignement en archéologie à l'Université de Guyane

Depuis 2017, le Service de l'archéologie coordonne l'enseignement d'archéologie en licence d'histoire à l'Université de Guyane, en l'absence d'enseignant en poste. La charge de cours rassemble divers chercheurs du SRA, des opérateurs et d'autres organismes selon leurs compétences, dans le cadre d'une maquette pédagogique générale.

Depuis 2020, un chantier-école a été mis en place, consistant en la fouille d'un bâtiment colonial, attribué au XIX^e siècle, à Saint-Ange Méthon (Rémire-Montjoly). Une quinzaine d'étudiants est ainsi initié à la pratique de l'archéologie de la préparation d'un chantier jusqu'au rendu du rapport.

Outre l'enrichissement des connaissances de nos étudiants, l'objectif principal est de susciter des vocations et former les archéologues guyanais de demain sur le territoire même.

Recherches archéologiques en Martinique : bilan et perspectives

Par Lucie CHEHMANA

Cheffe du service de l'archéologie

	Martinique	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	810	
Diagnostics prescrits	20	14,2
Fouilles prescrites	5	0,7
Diagnostics réalisés	20	9
Fouilles réalisées	1	0,02
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles		
PCR	1	
PT		
PI		
SD	3	
APP/AE		
Relevés art rupestre	1	

Activité du service

Le service de l'archéologie a été mobilisé en 2022 par l'accueil des membres de la CTRA Outre-mer en Martinique, du 8 au 11 mars. Ce fut l'occasion de présenter les sites et les secteurs de l'île faisant l'objet d'une actualité de la recherche : les centres-villes de Fort-de-France et de Saint-Pierre en premier lieu, puis les reliefs du nord-atlantique où sont localisés les plus anciennes occupations humaines de l'île. Des visites privilégiées ont également été organisées sur des lieux connus pour le travail effectué sur la mémoire de l'esclavage et sa transmission, comme le domaine de la Pagerie aux Trois-Îlets, ou encore le cimetière de l'Anse Bellay aux Anses d'Arlet. Depuis les débuts de la pandémie de Covid-19, les membres de la CTRA ne s'étaient pas réunis en présentiel en Outre-mer. Ces visites ont donc suscité un grand enthousiasme et nous avons de nouveau perçu ensemble l'importance de faire découvrir ces territoires ultramarins aux membres de la CTRA afin de mieux appréhender les contextes d'intervention sur lesquels ils ont un avis à donner.

En outre, en avril 2022, dans un contexte social tendu où les atteintes aux patrimoines se sont multipliées ces dernières années (statues déboulonnées, monuments aux morts dégradés), un nouvel acte de vandalisme a été constaté sur une roche gravée précolombienne cette fois-ci. Située sur la commune de la Trinité, cette roche fait partie d'un ensemble inscrit récemment au titre des monuments historiques (2020). La présence de peinture bleue sur ses trois faces a été signalée par S. Guimaraes, conservatrice du musée Edgard Clerc et du parc des Roches gravées en Guadeloupe, lors de son passage en Martinique. Un dépôt de plainte contre X a été adressé à la procureure de la République par nos services au nom du préfet. La DAC a par ailleurs soutenu la commune pour la réalisation d'un relevé par photogrammétrie des roches gravées du Galion qui n'avait encore jamais été réalisé. Parallèlement à ces actions, le service de l'archéologie a aussi été fortement mobilisé par sa participation au comité de pilotage dédié au projet de ré-inhumation des ossements humains du cimetière d'esclaves de l'Anse Bellay. Auprès du sous-préfet du sud de la Martinique, chargé de piloter ce projet et du conservatoire du littoral, nous avons travaillé de concert pour atteindre les objectifs : à savoir, faire en sorte que les études scientifiques et tous les prélèvements pour analyse en laboratoire soient

réalisés sur les ossements humains avant leur ré-inhumation programmée fin 2022. Une responsabilité et une pression importantes ont pesé sur les archéologues en charge de ces études alors que la pandémie avait retardé le travail sur les collections. Par la mobilisation, notamment du responsable de l'opération et de son institut qui a permis sa mise à disposition, et celle des anthropologues qui font partie de son équipe, l'objectif a été atteint. À l'issue de ce travail, sur proposition du Directeur des affaires culturelles, le Ministre des outre-mer a reconnu l'investissement du responsable scientifique de l'opération dans la recherche et auprès du Comité citoyen Anse Bellay (KAB) et lui a décerné la médaille de l'engagement ultramarin.

Concernant l'activité en archéologie préventive sur le territoire de la Martinique, le nombre de dossier d'urbanisme instruit se maintient (entre 800 et 900) ainsi que celui des consultations préalables. À noter que nous avons opéré en 2022 une baisse drastique du nombre de prescription de diagnostics (passant de 55 à 20) et que l'Inrap en a réalisé autant cette même année, sur les communes de Bellefontaine, Le Carbet, Gros-Morne, Fort-de-France, Le Diamant, Les Trois-Îlets, Saint-Pierre, Rivière Salée, Le Vauclin, et Sainte-Anne. En sus des diagnostics, le contrôle scientifique et technique des opérations a été effectué sur une fouille réalisée au domaine de Château Gaillard, aux Trois-Îlets, et sur un sauvetage urgent à la cathédrale de Saint-Pierre. Cette même année, 5 fouilles ont été prescrites dont 3 en procédure directe. À ce stade, il faut également rappeler l'investissement du service dans la phase de préparation des diagnostics et le soutien à l'Inrap dans cette mission en raison de l'absence d'agents sur place. Autre point marquant de l'année, d'août à décembre 2022, nous avons accueilli en stage de spécialité une conservatrice stagiaire du patrimoine qui a suivi sa formation de 5 mois au sein du service ainsi qu'un nouvel ingénieur d'études issu de l'Inrap, recruté pour son expérience dans les Outre-mer et pour ses compétences en archéologie du bâti et urbaine.

Principales découvertes

Les découvertes les plus marquantes de l'année sont issues de la cathédrale de Saint-Pierre lors des travaux de restauration et du constat que le permis d'autorisation de travaux n'avait jamais été examiné par le service de l'archéologie, alors que la cathédrale est protégée au titre des monuments historiques et en ZPPA. Suite à une découverte fortuite, il a donc fallu intervenir rapidement, les travaux ont été arrêtés et un sauvetage urgent a été mis en œuvre. Il a été réalisé en deux phases, du 24 au 28 janvier dans la cathédrale, et du 7 au 9 février sur ses abords. C'est à l'entrée de la cathédrale que l'atteinte aux vestiges aura été la plus importante. Ailleurs, les échanges avec l'architecte en chef ont permis de faire en sorte que les travaux impactent le moins possible le sous-sol. Malgré tout, de nombreuses sépultures ont été mises au jour, à l'entrée de la cathédrale et aux abords, à l'emplacement de l'ancien cimetière de la commune, qui complétera le cimetière du Fort identifié comme plus ancien encore. Les sondages exécutés par l'État ont été couplés à une étude historique et archivistique et à une prospection géophysique qui est intervenue quelques mois plus tard. Cette prospection géophysique a permis de révéler l'emplacement des murs de la première église sous la cathédrale actuelle et d'une crypte dont les textes indiquent qu'elle pourrait contenir les tombes des anciens évêques de Martinique. A terme, cette information sera peut-être vérifiée. Des résultats importants qui pourront être valorisés dans le projet du centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine, Saint-Pierre étant détentrice du label Ville d'art et d'histoire. Le service continue sa vigilance et suit le programme des travaux, ici et ailleurs, sur d'autres monuments protégés, et tente de mettre en place un travail concerté avec le service des monuments historiques.

Une fouille préventive et 2 diagnostics réalisés en 2022 ont permis l'intervention sur d'anciennes habitations coloniales. Sur une habitation de taille modeste d'abord, à Château Gaillard, sur la commune des Trois-îlets, la fouille a permis de mettre au jour les fondations d'une ancienne sucrerie avec l'emplacement du moulin, de la purgerie, etc. Puis, au Vauclin et sur la commune du Carbet, des diagnostics d'ampleurs ont permis de sonder plusieurs secteurs des anciennes habitations sucrerie dont l'une deviendra l'usine centrale du Vauclin. Au Carbet, sur l'habitation Lajus, c'est entre autres l'emplacement de la première sucrerie du XVII^e siècle qui a été identifié sur un promontoire escarpé. Ces résultats ont donné lieu à des prescriptions de fouille. Une fois obtenus, ils permettront, par comparaison, de caractériser plus précisément la diversité des formes d'habitations et des anciennes sucreries en Martinique, leur organisation économique et leur évolution au cours du temps. La CTRA a également été favorable à des investigations supplémentaires à l'emplacement de probables cases de travailleurs de l'habitation Pinel, quartier Malevault, au Vauclin.

Plusieurs diagnostics d'intérêt ont aussi été réalisés sans être suivis de prescription de fouille. Nous tenons à signaler la qualité des interventions et des résultats sur les parcelles d'une maison du début du XX^e siècle, situé en contrebas du Fort Tartenson, à Fort-de-France, lieu-dit de Cour Campêche, dans l'église du Gros-Morne également ainsi que sur le site de Choisy, au Carbet, dont le diagnostic apporte des connaissances sur l'occupation précolombienne du secteur.

Les dernières avancées nous les devons aussi aux opérations programmées et à l'investissement des chercheurs. La Collectivité territoriale de Martinique (CTM) a accueilli une équipe de chercheurs américaine sur le domaine de la Pagerie où des prospections LiDar ont été réalisées afin d'aider à identifier la localisation des habitats serviles et l'emplacement de la maison de maître. Des zones d'ombre qu'il convient de combler pour compléter la connaissance du site et son nouveau programme de valorisation. De nouvelles prospections géophysiques sont attendues pour finaliser la première phase d'études. Enfin, les avancées les plus significatives sont celles issues du projet collectif de recherche (PCR) consacré aux plus anciennes occupations humaines de l'île, situées dans le nord-atlantique et dont les résultats seront présentés dans le cadre d'un colloque organisé en Martinique en 2023. Un programme financé par l'Université d'Harvard a également permis d'entamer les recherches sur les ADN anciens des populations précolombiennes de l'île avec une campagne de prélèvements organisée en 2022 et qui a fait l'objet d'un conventionnement avec la DAC Martinique.

Recherche archéologique dans l'Océan Indien : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Virginie MOTTE

Cheffe du service de l'archéologie

	Réunion		Mayotte		Océan Indien	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	380	/	1	/	381	/
Diagnostics prescrits	7	62,4	1	11,05	8	73,45
Fouilles prescrites	2	11,6	1	0,02	3	11,62
Diagnostics réalisés	9	29,05	1	42,1	10	71,15
Fouilles réalisées	3	15,9	1	11,9	4	27,8
<i>Programmé</i>	Nb					
APP/AE	2					

Activité archéologique de terrain en forte augmentation et une situation du service alarmante

En 2022 l'activité archéologique de terrain dans l'Océan Indien a quasiment triplé par rapport à 2021, alors que la situation du SRA était tendue avec un seul agent en poste pour La Réunion, Mayotte et les TAAF. En effet, après le départ de l'ingénieur d'étude mi-mai 2022, la conservatrice régionale de l'archéologie est restée seule jusqu'à novembre 2022, aidée par un ingénieur chargé du patrimoine qui est l'interlocuteur régulier du SRA à Mayotte. Aucune des missions du SRA n'a été mise de côté au prix d'une année chargée, sans congé, sans aucune possibilité de relâche. Fin 2022, un collègue CDI de l'Inrap l'a rejoint sur le poste laissé vacant, mais les deux derniers mois de l'année ont demandé un fort investissement en formation de ce nouvel agent aux missions du SRA.

Précisons que sur ces territoires le SRA porte la discipline. Il n'y a pas de service de collectivités territoriales et seul l'Inrap, présent à La Réunion depuis 2016, intervient dans la zone. L'action du service et sa visibilité entraînent des demandes d'expertises au-delà des territoires français dans l'océan Indien émanant des pays limitrophes (Maurice, Les Comores). Depuis 2010 et la mise en place active de cette politique publique de l'État, les agents du SRA (1 CSV jusqu'en 2013, puis 1 CSV et 1 INGE depuis 2013) ont conduit une politique audacieuse et entreprenante pour développer la discipline dans toutes ces composantes et sur les trois territoires.

En 12 ans, plus de 130 opérations archéologiques ont été conduites, chaque année voyant croître progressivement l'activité. Ces travaux révèlent un patrimoine riche, polymorphe, parfois rare et inédit comme en témoignent les 3 premiers bilans scientifiques du service. Les nombreuses actions de médiation et de transmission des données scientifiques sont abondamment relayées par la presse. Et aujourd'hui cette discipline publique a trouvé sa place auprès des partenaires institutionnels et des aménageurs. Le SRA est assurément devenu un acteur reconnu de démocratisation culturelle et scientifique de l'archéologie au service d'un public large.

Toutes les opérations ont généré un nombre exponentiel de données scientifiques (biens archéologiques mobilier, biens culturels maritimes et documentation afférente) dont la gestion à La Réunion est partagée de manière pérenne et sous convention avec l'Inrap depuis 2020. Des besoins, est né le projet de construction de CCE soutenu par la SDA et le responsable régional de la politique immobilière de l'État qui en assure l'accompagnement technique. La future construction neuve, labellisée par le préfet de La Réunion en 2021, pour laquelle la

MOE a été choisie par la DAC de La Réunion à l'issue d'un concours en juillet 2023 verra le jour fin 2026. À Mayotte, un projet de transfert de ces biens au Département requiert au préalable un chantier de propriété qui se poursuit en 2022.

Afin de répondre à l'évolution de la discipline archéologie dans l'Océan Indien (La Réunion, Mayotte et TAAF), le besoin d'un ETP de catégorie A est exprimé, y compris par l'inspection métier, depuis 2018. Il a été formulé auprès de J.-M. Knop en mai 2022 et L. Allaire en décembre 2022 lors de leurs venues à La Réunion. Ce besoin figure dans les dossiers de conférence stratégique 2023-2025 et 2024-2027 dans lequel la DAC alerte sur l'urgence à consolider l'équipe du SRA. La SDA, l'Inspection, la DAC de La Réunion et le DAC de Mayotte s'accordent pour soutenir la création d'un poste supplémentaire au SRA de La Réunion. À ce jour (25/07/2023), la fiche de poste validée par la DAC de La Réunion et le DAC de Mayotte est publiée.

Pour les **opérations les plus significatives** notons premièrement la plus grande fouille réalisée à ce jour dans les territoires ultramarins, Villèle (plus d'1 an de fouille, 1 600 000 euros).

À Saint-Paul, le domaine de Villèle s'étend sur un plateau dominant l'océan à près de 400 m d'altitude. Il s'agit de l'ancienne propriété Desbassayns qui tient une place importante dans l'histoire de La Réunion, tant elle est emblématique des points de vue de l'histoire d'un domaine colonial, de l'esclavage, ou encore de l'innovation technique dans le champ de l'industrie sucrière. L'origine du domaine remonte au dernier quart du XVIII^e siècle. Il était situé au cœur d'une importante exploitation agricole. L'habitation (au sens créole du terme) regroupe autour de la maison de maître, achevée en 1788, l'ensemble des bâtiments de service et de production. La maison abrite aujourd'hui le musée de Villèle et le domaine est classé au titre des monuments historiques depuis 2019.

Le conseil départemental de La Réunion a voté de nouvelles orientations destinées à donner un nouveau souffle au musée. Projet phare pour le Département de La Réunion et sa mandature actuelle le projet porte sur la réalisation d'un musée de l'habitation et de l'esclavage prenant appui sur les particularités historiques, architecturales et sociales du domaine. Il prévoit une opération d'aménagement sur plusieurs années, consistant à créer un parcours muséographique prenant en compte tous les témoignages architecturaux, archéologiques et paysagers du site.

Le volet archéologique du projet est exemplaire. Anticipé par le Département dès 2017, il donne lieu aujourd'hui à la réalisation d'une fouille préventive par l'Inrap. Quatre emprises font l'objet de fouilles sédimentaires et d'archéologie du bâti. Deux premières phases sous la responsabilité de L. Amami (Inrap) ont été conduites fin 2022 et de précieuses données scientifiques sont déjà livrées par ces travaux. Les deux dernières phases se poursuivent en 2023 et s'achèveront début 2024.

Toutes ces nouvelles données archéologiques couplées aux études historiques et documentaires accroissent les connaissances de ce fascinant domaine sucrier. Elles sont utilisées au fur et à mesure par les architectes pour faire évoluer le projet de réhabilitation des découvertes comme en témoigne le dossier APD présenté début juillet 2023. Elles seront également transmises au public grâce à la nouvelle muséologie nourrie de cet apport. Enfin la fouille fait l'objet d'un partenariat artistique avec Dolce Cartolina qui réalise plusieurs campagnes photographiques commandées par la DAC.



La Réunion, Saint-Paul, Musée de Villèle, session 1, 5 et session 2,27. Photographie réalisée par Eliza et Luca Giussani pour Dolce Cartolina & Dolce Cartolina Drone / @dolcecartolina - www.dcvitals.fr



Notons aussi :

- la fouille préventive menée par l'Inrap 11 rue de l'hôpital à Saint-Paul, du 5 octobre au 9 décembre 2023, dans le cadre du projet de réhabilitation du site de l'EPSMR, sur une surface de 5200 m². Elle a révélé une densité de vestiges remarquable et qui témoigne d'une continuité d'occupation du site dont les plus anciens témoins remontent aux premières occupations de l'île, à la fin du XVII^e – début du XVIII^e siècles ;

- la fouille conduite par l'Inrap en 2022 sur le pénitencier pour enfants de l'Îlet à Guillaume, dans la continuité de l'étude de 2020 dirigée par T. Cornec sous l'impulsion du Département de La Réunion ;
- la fouille de l'Inrap préalable à la construction d'un lycée à Koungou, Longoni (Mayotte), a permis d'étudier les vestiges industriels et résidentiels d'une ancienne usine sucrière, répartis sur une superficie de 11 900 m² ;
- fin 2022 a été examiné en CTRA le rapport de fouille programmée des Lataniers (2016-2017 et 2019) portée par la conservatrice régionale de l'archéologie. Les résultats scientifiques seront valorisés dans le cadre d'une exposition temporaire à la Cité du Volcan en 2024.

TAAF

En 2022, le SRA a participé activement à l'élaboration du schéma directeur pour le patrimoine historique des TAAF dans le cadre de la convention d'assistance liée au préfet de La Réunion et le préfet des TAAF. Pour répondre aux besoins d'opérations archéologiques identifiés, deux projets portés par le SRA : mission de prospection Glorieuse et mission de sauvegarde par l'image à Kerguelen.

Enseignement à l'université

L'archéologie à l'université est enseignée dans le cadre d'une unité d'enseignement ouverte (UEO) de 20 h et d'une UE d'archéologie de 40 h en L3 d'histoire. Ces enseignements sont assurés par les agents du SRA et de l'Inrap pour donner aux futurs étudiants un socle de connaissances sur l'archéologie de l'océan Indien et les bases de la discipline. Chaque année un ou deux étudiants de master assurent leur stage et mémoire auprès du SRA et de l'Inrap.

Valorisation de la recherche archéologique, publications et colloques

Les actions de valorisation et de médiatisation se multiplient d'année en année. Résultat d'un long travail associant de très nombreux contributeurs, *Archéologie dans l'océan Indien* est en ligne afin de présenter une belle vitrine de l'archéologie réunionnaise dans la collection de référence du ministère de la Culture *Grands Sites Archéologiques*. Le volet les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) est en cours et le volet Mayotte complètera plus tard ce beau projet.

Deux expositions légères de l'Inrap, appelées *archéocapsules*, et dont les thèmes sont l'archéologie de l'esclavage colonial et l'archéologie des migrations à travers le monde, font l'objet d'une itinérance sur le territoire réunionnais. En 2022, elles ont donc été accueillies par la médiathèque François Mitterrand, par la bibliothèque universitaire de Saint-Denis, le musée Stella Matutina, ainsi que par le musée historique de Villèle.

À l'occasion de l'événement la Nuit européenne des Musées 2022, le samedi 14 mai le SRA était présent au musée Stella Matutina afin d'accueillir le public sur l'espace d'exposition de l'archéocapsule *Migration* et a fait la promotion de *Grands Sites Archéologiques*. Plus de 300 personnes ont visité le stand et échangé avec les archéologues.

Les Journées européennes de l'archéologie ont eu lieu cette année du 17 au 19 juin. De multiples activités, gratuites et familiales, ont été proposées ainsi qu'une offre numérique permettant au public d'accéder à de nombreux supports valorisant la recherche archéologique à La Réunion. Au musée Stella Matutina, plusieurs ateliers, conférences et expositions ont été mis en place. À Saint-Philippe, plusieurs événements ont également eu lieu : installation des deux bâches *Archéologie Australe* du SRA sur les opérations archéologiques menées sur le

territoire de cette commune entre 2019 et 2022 à l'Hôtel de Ville et restitution par les élèves de l'école du Baril qui participaient au projet *Mini reporters du patrimoine* et avaient pu échanger avec un archéologue de l'Inrap sur les récentes fouilles qui ont été menées au Baril. La bibliothèque intercommunale Alain Peters a quant à elle accueilli l'exposition *Vous avez dit archéologie ? de la direction des affaires culturelles*. À Mayotte, grâce au concours du MuMA et de la mairie d'Acoua, les élèves de la commune ont pu participer tout au long de la semaine à divers ateliers d'archéologie, dont un bac de fouille qui reproduit une des sépultures fouillées au-dessus du village par M. Pauly et M. Ferrandis. Ces mêmes ateliers ont été déployés le samedi pour le grand public, ainsi que les bâches *Archéologie Australe* en lien avec le territoire et une conférence a été tenue par M.-H. Jamois sur l'archéologie et la fouille préventive alors en cours sur l'ancienne usine sucrière de Longoni (Koungou). Enfin, sur le site officiel des Journées européennes de l'archéologie, plusieurs ressources numériques ont été mises en ligne pour un approfondissement des connaissances sur l'archéologie à La Réunion, Mayotte et les TAAF.

Comme chaque année, plusieurs interventions en milieu scolaire ont été organisées en 2022 afin de sensibiliser le jeune public à l'archéologie et à la sauvegarde du patrimoine archéologique. Au mois de mars, deux classes de seconde du lycée de Bois d'Olive à Saint-Pierre ont pu profiter de la présence d'un archéologue de l'Inrap pour comprendre les liens étroits tissés entre l'histoire et l'archéologie. En avril, les élèves du collège Bory de Saint-Vincent à Saint-Philippe ont pu bénéficier du même programme et découvrir la mallette pédagogique « anthropologie ». En 2022, à Sainte-Marie, le projet *Archéologie à Cerneau* du collège Adrien Cerneau a vu le jour et implique les écoles élémentaires et maternelles des environs.

Fin mars – début avril 2022 un séminaire intitulé *Du battant des lames au sommet des montagnes. La lecture du paysage* a été organisé par le Pôle de ressources pour l'éducation artistique et culturelle (PREAC) *Arts, nature, culture*, à Mascarin, le jardin botanique de La Réunion. C'était l'occasion pour les archéologues du SRA et de l'Inrap de donner une conférence consacrée à la façon dont l'archéologie permet d'appréhender les paysages à partir de plusieurs méthodes. L'exemple du programme de recherche mené sur l'anthropisation du cirque de Mafate a servi comme illustration de cette démarche.

En septembre était inaugurée l'exposition *TITRAIN LONTAN : l'aventure ferroviaire de La Réunion* aux Archives départementales en partenariat avec de nombreux partenaires dont l'Inrap et le SRA. Les opérations d'archéologie ferroviaire sont de plus en plus nombreuses à La Réunion et elles apportent leur lot d'informations et de mobilier. L'exposition a été l'occasion pour F. Gerber et P. Galibert de l'Inrap de présenter les résultats de ces opérations et de faire découvrir cette nouvelle discipline au public. J. Vidal a relevé, en 3D et pour cette occasion, la locomotive à vapeur Schneider 030 T à voie métrique du chemin de fer stationnée à la Grande Chaloupe, construite en 1878 au Creusot en 11 exemplaires, dont 9 pour La Réunion.

Enfin et pour la première fois, en lien avec l'association Sourire de l'enfant, les enfants hospitalisés ont pu découvrir l'archéologie à travers l'archéomaquette de l'Inrap, en novembre 2022, au sein du CHU Felix Guyon à Saint-Denis.

Pour les colloques et séminaires, et nous terminerons sur ce point, quatre belles prestations sont à remarquer. Rendez-vous phares de la programmation événementielle proposée par les TAAF dans le cadre du 250^e anniversaire de la découverte des archipels Crozet et Kerguelen, les TAAF et les Archives nationales ont organisé du 7 au 9 juin 2022, trois journées d'étude *Terres australes et antarctiques françaises : de la Nouvelle Amsterdam à la terre Adélie*,

archives du bout du monde. Trente conférenciers et modérateurs sont intervenus sur toutes les disciplines liées à l'histoire des terres australes. La seconde partie de la première journée a été lancée par J. Vidal et sa communication *Archéologie des terres australes, confronter les sources aux données de terrain et archiver les vestiges pour demain*.

À l'invitation du musée des arts décoratifs de l'océan Indien (MADOI), le SRA a fait une communication intitulée *Archéologie mahoraise et cristal de roche* dans le cadre d'un cycle de conférences proposé au domaine de Maison Rouge. Ce cycle accompagnait l'exposition nationale lancée par le Louvre *Arts de l'Islam - Un passé pour un présent* et sa déclinaison au MADOI.

A. Bolle et V. Motte ont participé au séminaire pluridisciplinaire des 23-24 septembre 2022 à Saint-Denis de La Réunion organisé par le mémorial Camille Jurien et intitulé *Travail, Liberté et Solidarité dans la société coloniale post-esclavagiste de La Réunion*. Leur communication intitulée *Comment les données de l'archéologie préventive peuvent-elles documenter les conditions de vie des travailleurs engagés ? L'exemple du camp des travailleurs de l'usine du Baril à Saint-Philippe* montre comment l'archéologie aide à renseigner les pratiques sociales, offrant ainsi de stimulantes avancées pour les études historiques.

Enfin, les 07 et 08 octobre 2022, se sont déroulées, au musée d'histoire de Saint-Paul-Trois-Châteaux, les 36^e rencontres de l'Afav. L. Serra a présenté les résultats des études de verres issus des fouilles archéologiques, par le biais d'une communication et d'un poster *Verres de La Réunion* édité par le SRA. Sa communication intitulée *Du chirurgien de la Compagnie des Indes au pharmacien diplômé, trois siècles de flacons de verre à la Réunion (1660-1860)*. L'apport des fouilles préventives de la ville de Saint-Denis est important. Les opérations 119 rue Chatel et Quadrilatère Océan présentent deux ensembles de flacons de verres remarquables et permet d'aborder un domaine essentiel de la vie au quotidien sur l'île de La Réunion : l'hygiène et la santé, des premières occupations permanentes vers 1660 jusqu'à l'apogée du métier de pharmacien dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Bilan 2022 de la CTRA Outre-Mer

PÉRIODE PRÉCOLONIALE

Par Benoît BERARD, Pierrick FOUÉRE et Hélène BARRAND-EMAM
Membres de la CTRA

Une vingtaine de dossiers, tous types d'opérations confondus, ont été traités en 2022 pour la période précoloniale, traduisant une baisse significative par rapport aux années précédentes (15 en 2019, 27 en 2020, 29 en 2021), ce malgré un retour aux conditions normales après la pandémie. Le taux de prescription est comparable pour les trois régions concernées (Martinique-Guadeloupe-Guyane) autour de cinq dossiers, avec une activité notable pour l'île de Saint-Barthélemy (3 dossiers) ainsi qu'à Saint-Pierre-et-Miquelon avec la poursuite de la fouille programmée de l'Anse à Henry. En revanche, aucun dossier n'a été traité cette année pour St-Martin.

Parmi les cas examinés, cinq ont concerné des cahiers des charges de fouille directe, sans diagnostics préalables. Ces prescriptions, assez peu utilisées jusqu'à présent, étaient ici justifiées par des surfaces de faible ampleur, dans des contextes à fort risque archéologique, déjà reconnus dans l'environnement immédiat de l'emprise. Cela a été le cas pour deux parcelles à Rémire-Montjoly en Guyane, en contexte funéraire, à Saint-Pierre en Martinique, sous un contexte urbain déjà éprouvé, ou dans le Parc des Roches gravées de Trois-Rivières en Guadeloupe.

Outre, les quelques nouvelles découvertes qui restent à concrétiser, apportées par les diagnostics, les résultats archéologiques ont été plutôt maigres en 2022. Les sites précéramiques repérés autour de l'anse Saint-Jean à Saint-Barthélemy constituent sans nul doute l'apport le plus novateur pour la connaissance des premières occupations d'une île encore peu investie sur le plan archéologique et, au-delà, des sociétés anciennes des Petites Antilles. Les quelques opérations liées à l'archéologie funéraire précolombienne se sont concentrées uniquement sur le territoire Guyanais. Outre les prescriptions de fouille directes sur la montagne de Rémire au lieu-dit Le Grand Beauregard, évoquées précédemment qui se sont finalement révélées négatives, on soulignera la découverte de deux nouveaux sites d'habitats associés à des concentrations de fosses à dépôts de céramique à fonction funéraire supposée sur la commune de Macouria aux lieux-dits Belle Humeur et Nouveau pont du Larivot, dont les résultats viendront enrichir les connaissances sur les pratiques funéraires mises en œuvre au cours de la période Thémire. Comme les années précédentes, la CTRA souligne l'importance de la mise en place d'un travail de synthèse à l'échelle régionale qui nécessitera une concertation entre les différents acteurs intervenant sur le territoire guyanais. Enfin, aucun rapport de fouille préventive n'a été examiné cette année par la commission pour la période amérindienne.

La fouille du site de l'Anse à Henry sur le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, débutée en 2021 dans le cadre d'une opération programmée pluriannuelle franco-canadienne, a été sans doute un des points forts des opérations ultramarines. Il s'agit du premier site d'habitat pré-européen fouillé sur l'île présentant une succession d'occupations paléo-Inuit, au moins depuis la phase Groswater (500-200 av. J.-C.) jusqu'au Dorsétien (450-950 de notre ère). Les apports scientifiques de ce site, menacé par l'érosion marine, sont considérables, tant sur la connaissance de ces occupations humaines que sur les données paléoenvironnementales. La commission espère que ces travaux trouveront leur aboutissement, en mémoire du regretté porteur de l'opération, G. Marchand, malheureusement trop tôt disparu.

Comme les années précédentes, les programmes de recherche (PCR) assurent une certaine stabilité de la recherche en Outre-Mer. Certains, pourtant initiés en 2021, n'ont pas encore donné lieu à un rapport (*L'occupation précolombienne de l'île de Cayenne et ses abords ; Occupation en contexte non-littoral de la Guadeloupe...*). D'autres se mettent progressivement en place (*MAPLA* porté par A. Queffelec, CNRS concernant la caractérisation des matières premières lithiques dans les Antilles françaises et un autre sur l'économie des productions lithiques guyanaises, porté par L. Rousseau, Inrap), ou sont en voie d'achèvement (*Approche micro-régionale de l'occupation céramique ancienne de la Martinique*, dirigé par B. Bérard, Université des Antilles). Ce dernier, bien que n'ayant pas apporté tous les résultats espérés, a été d'un apport de première importance pour la connaissance des premières occupations à céramique de l'île. Il recense 19 sites de cette période, connus ou nouvellement découverts, et potentiellement conservés sous les cendres de l'éruption dite P2 de la montagne Pelée, datée vers la fin du IV^e millénaire.

Enfin on regrettera à nouveau le manque de publications, notamment en ce qui concerne les apports de l'archéologie préventive, de nombreux sites de première importance demandant encore à être portés à la connaissance de tous.

PÉRIODES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Par Severine HURARD, Ivan LAFARGE, Christian CRIBELLIER et Dominique ROGERS
Membres de la CTRA

Comme les années précédentes, la part des dossiers réservée au colonial est majoritaire. Elle concerne les deux tiers des dossiers examinés qu'il s'agisse des cahiers des charges émis par les SRA, des rapports de diagnostic, des opérations préventives comme programmées. Le nombre de dossiers est relativement constant. Contrairement aux contextes précolombiens, on observe une recherche programmée moins collective et/ou transversale, dans le sens où elle implique des équipes moins larges et moins diverses, mais on doit aussi constater que les porteurs de ces projets et les équipes sont plus souvent ancrés sur les territoires ultramarins et s'inscrivent dans une dynamique de recherche territoriale raisonnée. Encore trop peu de PCR ou projets collectifs interdisciplinaires voient le jour sur ces territoires.

De manière globale et malgré la qualité des travaux examinés, peu de publications voient encore le jour pour porter à la connaissance le résultat de travaux pourtant riches et bien menés. Les supports de publication pour les périodes modernes et contemporaines manquent encore largement et n'encouragent pas à publier dans des supports qui dépassent le cadre ultramarin. Sur les habitations coloniales, leurs quartiers serviles, en particulier, la multiplication des sites et des données est à un stade où les travaux de synthèse sont déjà possibles. Outre qu'ils composeraient de véritables référentiels pour l'archéologie, ils permettraient de mieux orienter les stratégies de recherche pour les années ou décennies à venir.

Les habitations comprenant habitat résidentiel, habitat servile, équipement industriel (chais de la distillerie de Grande Anse à Marie-Galante), plus rarement structures agraires, tiennent le haut du pavé et concentrent les actions préventives comme programmées. Les secteurs explorés dépendent évidemment des opportunités, mais une part importante des dossiers montre une prise en compte de la complexité sociologique, topographique et matérielle de ces grands domaines fonciers et de la diversité de leurs occupants.

Les quartiers serviles sont au cœur des préoccupations et font depuis quelques années l'objet d'une attention accrue ainsi qu'en témoignent les travaux entrepris en Guadeloupe à Saint-François ou sur l'habitation Guyonneau à Deshaies. Les études associent tant que faire se peut les archives et les données archéologiques. Elles peuvent également, quand les sites s'y prêtent, faire l'objet de prescriptions en matière d'archéologie sur le bâti. Un diagnostic archéologique mené à Spoutourne, sur la commune de la Trinité en Martinique, a permis de lancer une enquête conjointe entre le domaine d'une habitation du tout début du XVIII^e siècle et son articulation avec le littoral. Inscrites dans le DPM, les parcelles font l'objet d'une étude documentaire, d'un diagnostic terrestre et d'un diagnostic subaquatique. Le diagnostic a révélé l'importance des données archéologiques et paléoenvironnementales en lien avec une zone humide et un débarcadère, données qui permettront d'éclairer de manière assez nouvelle les relations entre habitation et littoral et la pratique du cabotage comme moyen d'approvisionnement en biens et matériaux et d'écoulement des productions.

L'année 2022 se caractérise par un essor certain des opérations menées sur les contextes urbains. À Cayenne (ancien couvent des jésuites), à Saint-Denis de la Réunion, à Saint-Martin (Gustavia), les opérations livrent des données inédites sur l'extension urbaine dans des milieux souvent gagnés sur la mangrove ou le cordon littoral au prix de terrassements et d'aménagements importants. À Fort-de-France et Saint-Pierre en Martinique, les données cumulées composent désormais un échantillon riche permettant de proposer des modèles quant à la planification et à l'évolution du phénomène urbain.

À Saint-Denis de la Réunion, le site de la rue Rontaunay, a livré les vestiges du milieu du XVIII^e au milieu XIX^e siècles d'un quartier ancien de la ville, situé à l'emplacement du Palais de justice et des bâtiments de l'Intendance. À Fort-de-France, Quartier Calvaire, la lecture de six phases d'occupation conservées a permis de documenter l'évolution d'un ancien îlot urbain passant d'un secteur d'habitation classique à une possible maison close au XIX^e siècle, dont témoignent les assemblages de matériel mobilier.

Rue Rontaunay comme à Fort-de-France ou à Saint-Pierre de la Martinique où deux nouvelles opérations sont venues compléter la carte archéologique, la CTRA a déploré de manière répétée la faiblesse des moyens mis en œuvre ou envisagés (pour les CCS) concernant ces opérations urbaines. La commission a émis des préconisations quant à l'augmentation des moyens sur les projets de prescriptions de fouilles préventives, mais elle n'a pu que regretter pour les prescriptions plus anciennes, leur insuffisance sur le terrain comme en post-fouille dont les rapports examinés rendent compte.

Les contextes militaires, minoritaires dans les dossiers examinés, n'ont été marqués que par une opération sur le Fort Gustav à Saint-Barthélemy qui permet néanmoins de compléter la connaissance de la mise en défense des Antilles dans des contextes géopolitiques mouvants.

Les études de bâti restent peu nombreuses, les dossiers ont essentiellement concerné des études partielles au sein de diagnostics (Tsingoni, Saint-François, Chemin de Pic à Boeuf) ou de procédures de classement (Maison Girardin à Saint-Pierre - SPM) ou de prescriptions de fouilles directes (église de Terre de Haut, Cayenne anciennes cuisines du couvent des Jésuites). Quoiqu'il en soit et bien que les données soient partielles, il ressort que chaque territoire a ses spécificités en matière de construction et de forme architecturale, même si de la Guyane à La Guadeloupe il y a une forme de parenté caraïbe. La première de ses spécificités est certainement liée à des variations dans les matériaux disponibles, bien qu'en dehors de Saint-Pierre et Miquelon tous les territoires soient largement pourvus en roches volcaniques. Pour autant quelques résultats, bien qu'encore partiels sont à souligner en

particulier pour la Mosquée de Tsingoni à Mayotte dont les enduits successifs sont susceptibles de livrer des décors peints et dont la forme architecturale se rattache aux autres îles des Comores et plus globalement au style des mosquées shiraziennes originaire d'Afrique de l'Est, sachant que la typologie architecturale des mosquées de cette région reste embryonnaire aujourd'hui. Les résultats de cette fouille-étude de bâti sont de fait attendus.

En contexte funéraire et cultuel, seules quelques opérations ont été examinées. On soulignera entre autres la prescription de fouille de la Mosquée de Tsingoni à Mayotte (XII^e-XIV^e siècles) ainsi que la réalisation de sondages suite à une campagne de prospection sur l'arrière-plage de l'Anse-à-Chaux sur l'Îlet à Cabrit (Terre-de-Haut /Guadeloupe) et dont l'objectif est de déterminer si les inhumations découvertes correspondent au lieu d'inhumation de l'équipage de l'Anémone, goélette de la Marine royale ayant fait naufrage en 1824 au large des Saintes. Les opérations bien que peu nombreuses témoignent de la diversité des contextes explorés et des problématiques de recherche mises en oeuvre. En ce qui concerne Tsingoni, une difficulté demeure : celle d'un lieu de culte encore actif et lié à son cimetière, dont les fouilles et l'étude des mausolées associés (potentiellement à partir du XIV^e siècle) ont de fait été extrêmement limitées.

Six dossiers concernant Saint-Pierre-et-Miquelon ont été examinés. Ils témoignent d'une croissance notable des opérations sur cet archipel où l'archéologie se développe significativement ces dernières années. La quasi-totalité des interventions y sont programmées. Elles sont souvent menées pour la partie coloniale par des équipes canadiennes pilotées par l'Université de Laval (Québec) ou l'Université de Terre-Neuve. L'exploration des gisements liés à l'exploitation halieutique et à la pêche hauturière, puis à l'installation des communautés européennes guident une recherche qui, jusqu'à une date récente, cherchait à déterminer l'état de conservation des sites.

Face au grand écart souvent observé entre les attentes méthodologiques de la recherche française, ainsi qu'avec son cadre réglementaire, la CTRA a émis le souhait de mettre en place des échanges plus serrés avec les équipes sur place et les responsables culturels. Ces échanges n'ont pas pu avoir lieu en 2021 et 2022 et restent encore à concrétiser.

On notera qu'exceptionnellement des études portant sur des périodes très récentes, parfois post-coloniales, ont lieu, notamment en Guyane avec les travaux de R. Duin autour du site amérindien de Yanamale-Kawemhakan, sur la commune de Maripasoula.

Le rapport de la première année d'activité du projet collectif de recherches portant sur l'implantation et le développement des établissements pénitentiaires de la Guyane couvrant la période 1852 à 1953 a déjà montré le potentiel informatif considérable offert par le croisement des sources historiques et documentaires avec la recherche archéologique de terrain pour comprendre la construction territoriale et sociétale guyanaise à travers l'étude des modes d'occupation par les institutions, les rôles économiques, politiques et sociaux des différents acteurs et la grande fragilité de ce patrimoine contemporain oublié.

Cette évocation succincte et sélective du contenu des travaux de la CTRA en 2022 ne peut pas éviter de rappeler qu'en dépit d'une bonne qualité globale des dossiers soumis et examinés, des problèmes méthodologiques persistent. Sur les opérations en contexte rural, les relevés stratigraphiques manquent souvent aux rapports de diagnostic. En fouille, les études de mobilier ne sont pas toujours accompagnées de planches de dessin, entravant la constitution de catalogues de référence pour les périodes récentes. De manière générale, il y a encore des efforts à faire pour envisager les moyens alloués à l'étude archivistique en lien avec les

sites, pour sortir d'une lecture trop superficielle des données, pas toujours habilement articulées entre elles. Au regard de l'importance des données collectées depuis une décennie, il y a sans doute matière à une réflexion de fond sur la manière de coordonner les études conjointes pour une meilleure compréhension de la complexité des sociétés coloniales et de leurs évolutions.

Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Est

Présentation de la CTRA Sud-Est

Par Jean Olivier GUILHOT
Inspecteur général des patrimoines

La CTRA Sud-Est est composée des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Son siège est à Aix ; la présidence et le secrétariat scientifique de la commission sont assurés par le SRA PACA.

L'interrégion couvre une superficie de près de 109 833 km², soit 20,2 % de la surface métropolitaine, où résident 13,46 M d'habitants (20,8 % de la population métropolitaine – chiffres INSEE 2018). Elle totalise un PIB de 231,6 milliards d'euros (19,4 % du PIB métropolitain – chiffres INSEE 2018).

Fonctionnement de la commission

Composition

Nommée pour quatre ans par arrêté du 26 février 2021, modifié par arrêté du 2 juillet 2021, la commission est composée de dix membres. L'un d'entre eux, remplacé en cours d'année du fait d'un changement de rattachement administratif, est devenu expert extérieur permanent pour la protohistoire :

- Morgane Dachary, au titre du ministère de la Culture, rapporteure pour le Paléolithique et le Mésolithique ;
- Philippe Lefranc, au titre de spécialiste, rapporteur pour le Néolithique ;
- Ivan Praud, au titre de l'Inrap, rapporteur pour le Néolithique ;
- Gilles Pierrevelcin, au titre de spécialiste, rapporteur pour la protohistoire ;
- Julien Ollivier, au titre de spécialiste, rapporteur pour l'Antiquité ;
- Laudine Robin-Zivanovic, au titre d'un opérateur agréé, rapporteure pour l'Antiquité ;
- Pierre Martin, au titre de l'Université, rapporteur pour le Moyen Âge ;
- Jean-François Goret, au titre d'une collectivité territoriale, rapporteur pour le Moyen Âge et l'Époque moderne ;
- Henri Amouric, au titre de spécialiste, rapporteur pour l'Époque moderne ;
- Aurore Schmitt, au titre du CNRS, rapporteure pour l'archéo-anthropologie.

Par arrêté du 19 juillet 2021, sont également nommés six experts extérieurs permanents auprès de la CTRA :

- Patrick Paillet, pour l'art pariétal paléolithique ;
- Nicolas Valderon, pour le Mésolithique
- Kewin Pêche-Quilichini, pour l'âge du Bronze ;
- Thierry Dechezleprêtre, pour la protohistoire ;
- Didier Bayard, pour l'Antiquité ;
- Yves Billaud, pour l'archéologie subaquatique.

Les membres de la commission ont été ponctuellement assistés par six experts extérieurs :

- Vincent Guichard (BIBRACTE), pour l'âge du Fer ;
- Jean-Pierre Legendre (MC), pour l'archéologie contemporaine ;
- Sabrina Marlier (COLL), pour l'archéologie sous-marine ;
- Rebecca Peake (Inrap), pour l'âge du Bronze
- Éric Rieth, pour l'archéologie sous-marine ;
- Élisabeth Veyrat (Drassm), pour l'archéologie sous-marine.

Le secrétariat scientifique (élaboration de l'ordre du jour des séances, formalisation des avis en séance, élaboration des PV de la commission) a été assuré jusqu'en septembre par Stéfán Tzortzis (SRA PACA). Cette mission a par la suite été confiée jusqu'à fin 2022 à Sarah Berraho, vacataire.

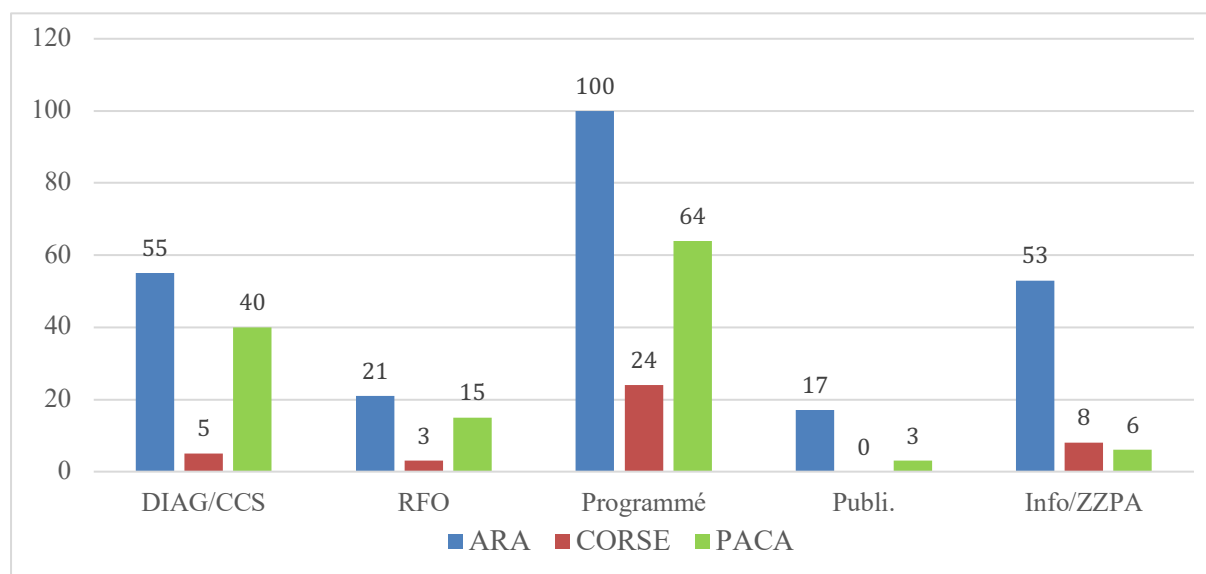
La commission s'est réunie huit fois. Si les sessions de la CTRA se sont principalement tenues à Aix, la commission s'est déplacée à Nice les 17-18 mai et à Vichy les 15 et 16 juin. Ces déplacements ont permis de visiter plusieurs sites archéologiques.

Nombre de dossiers examinés et répartition par régions et par périodes

La commission a eu à examiner 414 dossiers en 2022. Les séances les plus chargées restent celles consacrées à l'examen des opérations programmées. Celle de mars a ainsi examiné 124 dossiers. Ces volumes restent très stables par rapport à ceux des cinq années passées, de même, leur répartition entre les trois régions : 59,4 % pour Auvergne-Rhône-Alpes, 30,9 % pour Provence-Alpes-Côte d'Azur et 9,7 % pour la Corse. Un examen par catégorie de dossiers révèle pourtant une forte baisse des RFO examinés (- 29 % par rapport à 2021) et une très nette augmentation des ZPPA soumises à la CTRA, élaborées quasi exclusivement par AURA (45 sur 46). La baisse de l'examen des RFO s'explique vraisemblablement par un report de ceux-ci quand l'ordre du jour des CTRA est trop chargé. Il conviendra d'y être attentifs en 2023 afin de ne pas accumuler du retard.

	Diag/CCS/ PSI	RFO	Progr.	Publi.	Infos CRA	ZPPA	Total
2017	74	38	220	8	28	2	370
2018	97	80	205	8	26	5	421
2019	78	57	213	15	32	2	397
2020	92	47	197	18	31	2	387
2021	107	64	190	17	27	15	420
2022	100	39	188	20	21	46	414

Nombre de dossiers examinés en CTRA en 2021, en comparaison de ceux de 2017-2021.



Dossiers examinés par régions en 2022.

Enfin, comme les années précédentes, les périodes chronologiques restent très inégalement réparties et dans des proportions semblables : l'Antiquité et le Moyen Âge/Contemporain représentant plus de 63 % des dossiers examinés.

Chronologie	Avis	
Paléolithique-Mésolithique	36	9,8 %
Néolithique	35	9,5 %
Âges des Métaux	64	17,4 %
Antiquité	125	33,9 %
Moyen Âge à Contemporain	108	29,4 %

Dossiers examinés par périodes chronologiques en 2022.

Examen de l'activité en archéologie préventive

L'examen de l'activité en archéologie préventive des trois régions fournit plusieurs enseignements. Le premier, c'est une baisse générale de 10,1 % du nombre de dossiers instruits/reçus entre 2021 et 2022 (- 6,3 % en AURA, - 21 % en Corse, - 10,6 % en PACA).

On observe que cette baisse se reporte, comme mécaniquement, sur le nombre de diagnostics prescrits (- 10,1 %). Cependant, si le nombre de diagnostics prescrits baisse, les surfaces prescrites en diagnostic sont quasi similaires (2601 ha en 2021 et 2677 en 2022).

Il est par ailleurs intéressant de rapprocher les surfaces diagnostiquées en 2022 des surfaces artificialisées. Ainsi en AURA, celles-ci représentent 20,8 % (628 ha) des surfaces artificialisées (3018,6 ha, en moyenne annuelle entre 2011 et 2020)⁴, en Corse, 29,7 % (462,86 ha)⁵ des surfaces artificialisées (214,1 ha) et en PACA, 48 % (665 ha) des surfaces artificialisées (1387,5 ha)⁶.

Le taux de prescription de diagnostics (nb diagnostics/nb dossiers instruits) en Sud-Est s'élève à 10,5 % (11,8 % en AURA, 3,7 % en Corse, 10,7 % en PACA).

	Auvergne-Rhône-Alpes				Corse				Provence-Alpes-Côte d'Azur			
	2021		2022		2021		2022		2021		2022	
	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Préventif												
Dossiers instruits	4068	/	3814	2012	1004	1978,5	795	720,4	3373	6279	2985	6989
Diagnostics prescrits	501	1220	450	1297	55	155,8	29	75,37	324	1225	318	1305
Fouilles prescrites	85	87	66	43	7	2,9	5	5,67	36	21	45	24,5

Péventif : nombre et surface des dossiers instruits, des diagnostics et des fouilles, prescrits en 2021 et 2022 en Auvergne-Rhône-Alpes, Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

⁴ <https://mondiagnosticartificialisation.beta.gouv.fr/project/20889/tableau-de-bord/consommation>

⁵ <https://mondiagnosticartificialisation.beta.gouv.fr/project/20893/>

⁶ <https://mondiagnosticartificialisation.beta.gouv.fr/project/20823/tableau-de-bord/consommation#conso-annuelle>

Recherche archéologique en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Karim GERNIGON*, François DUMOULIN et Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL**, Julie CHARMOILLAX***, Fabien DELRIEU***, Luc FRANÇOISE-DIT-MIRET***, Élise NECTOUX****

*Conservateur régional de l'archéologie, **Conservateurs régionaux adjoints, ***Ingénieurs d'études, ****Conservatrice

	Auvergne-Rhône-Alpes		Site de Clermont-Ferrand		Site de Lyon	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	3814	2012	956	1074	2858	1078
Diagnostics prescrits	450	1297	142	560	308	737
Fouilles prescrites	66	43	32	31	34	12
Diagnostics réalisés	321	628	105	329	216	299
Fouilles réalisées	49	67	12	15	37	52
Programmé	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	42		13		29	
PCR	16		6		10	
PT	36		13		23	
PI	22		5		17	
SD	2		1		1	
Relevés art rupestre	5		0		5	

En 2022, le niveau d'activité de l'aménagement du territoire et de son impact sur le patrimoine archéologique, tel que marqué par le nombre de dossiers d'urbanisme reçus, a connu un léger infléchissement (environ 3800 dossiers reçus, contre 4000 environ en 2019 et 2021). Cette baisse ne paraît pas refléter le niveau d'activité réel, mais semble davantage liée aux difficultés de mise en place de la dématérialisation de la gestion des autorisations d'urbanisme. Promise initialement pour 2020, puis repoussée à 2022, cette dématérialisation n'est dans la réalité intervenue en Drac qu'au niveau des unités départementales de l'architecture et du patrimoine. Plusieurs fois promis, l'accès des SRA à Patronum n'a cessé d'être repoussé. Dans ces conditions, certains services d'instruction des autorisations d'urbanisme déjà engagés dans une démarche de dématérialisation ont fait l'effort d'une transmission au SRA par des canaux détournés (serveurs de gros fichiers, réimpression et envoi papier), mais d'autres ont cessé tout envoi par d'autres canaux que Plat'AU. La part de perte est difficile à quantifier, mais sa déclinaison géographique devrait pouvoir être réalisée pour 2023, un certain nombre de communes zonées paraissant avoir cessé l'envoi de dossiers. Dans ce contexte de dématérialisation partielle de fait, il faut également noter l'absence de déploiement au SRA, pourtant prévue dans le cadre d'Eclair'SI, d'un écran tactile de très grandes dimensions permettant de lire les plans et coupes des dossiers reçus.

Parallèlement, le déploiement de la visio-conférence (et les changements successifs et incompréhensibles de logiciels dédiés, sans liens avec une quelconque amélioration du dispositif) a réduit à néant les effets des efforts d'augmentation de la capacité des réseaux, pourtant fondamentaux pour le maintien de la viabilité de l'application Patriarche, sans laquelle la carte archéologique nationale ne peut être enrichie ni consultée. L'année 2022 a été marquée par une dégradation progressive des outils informatiques quotidiens et obsolètes du SRA et une incertitude quant aux modalités et au calendrier de leur remplacement, avec des

annonces successives remplacées par des reports, voire par de nouveaux silences (tel que celui sur le devenir du logiciel de gestion de la redevance d'archéologie préventive, le logiciel RAP). Les calendriers non crédibles et les annonces non suivies d'effet ont eu un effet négatif sur la capacité des équipes du SRA à accompagner favorablement les changements programmés, alors même que des départs, à la retraite ou volontaires (7 départs sur le site de Lyon, soit un tiers de l'effectif, entre le 31 décembre 2021 et le 1^{er} janvier 2023) alourdissaient la charge des collègues restants, le temps de recruter et de former les vacataires ou les nouveaux arrivants. Face à une charge de travail multiforme croissante, une capacité de recrutement corsetée par des plafonnements d'effectifs contraints à un niveau insuffisant et une contractualisation des nouveaux recrutés sur des durées courtes, les difficultés ont été très fortes en 2022 et n'ont pu être surmontées que par une solidarité interne forte (exprimée notamment par la gestion scientifique à distance du territoire du département de la Loire par des agents clermontois) et un soutien constant de la direction et du secrétariat général de la Drac.

L'année 2022 a également été marquée par les incertitudes sur la capacité du SRA à assurer le soutien nécessaire à l'archéologie programmée, malgré les assurances du cabinet de la ministre en ce sens. Ce contexte national a été amplifié régionalement par l'obligation d'assurer le financement d'une fouille exécutée par l'État à Villefranche-sur-Saône (Rhône) sur un cimetière médiéval et moderne découvert à l'occasion des travaux de terrassement d'un projet de parking municipal. L'absence de soutien national a heureusement été compensé par celui de la conservation régionale des monuments historiques, qui a accepté de décaler certaines opérations, afin que l'activité d'archéologie programmée ne soit pas mise en péril et que le SRA puisse assurer ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage d'un parking faisant partie du programme *France relance*.

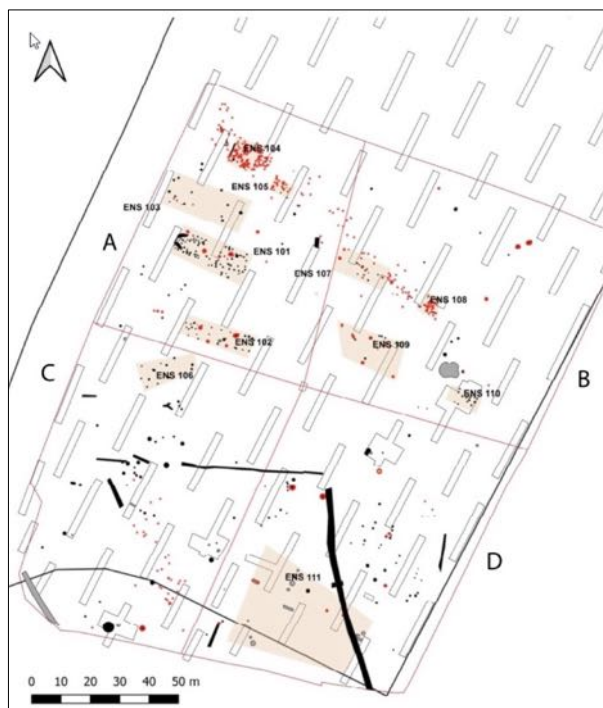
Dans ce contexte morose, la seconde année de la présidence française du groupe de coordination internationale du bien Patrimoine mondial *Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes* a permis de redonner du sens aux missions du SRA et de générer une dynamique collective utile à sa cohésion. Le bien *Sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes* est un bien sériel, inscrit depuis 2011 sur la liste du Patrimoine mondial et partagé par six pays, Allemagne, Autriche, France, Italie, Slovénie et Suisse. Il regroupe 111 sites néolithiques et de l'âge du Bronze conservés dans des milieux humides (tourbières issues de l'atterrissement d'anciens lacs) ou sous la surface des lacs alpins et constituant une documentation exceptionnelle sur ces périodes. Les 11 sites français sont situés en Auvergne-Rhône-Alpes (9 sites localisés dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie) et en Bourgogne-Franche-Comté (2 sites localisés dans le département du Jura). La coordination de la partie française est assurée par le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes. Un groupe de coordination internationale a été constitué et sa présidence, tournante, a été assurée par la France en 2021 et 2022, avant d'être transmise à l'Allemagne en 2023. En 2022, les deux réunions annuelles ont été tenues à Aiguebelette en Savoie, puis à Lyon. Adossées à ces réunions et à l'occasion de cette présidence française ont été organisés une régate de répliques de pirogues préhistoriques et un colloque international sur la question du *Patrimoine archéologique face au réchauffement climatique*. Après avoir accueilli dans ses locaux, la réunion du groupe de coordination internationale, la Communauté de Communes du lac d'Aiguebelette a organisé une régate internationale de répliques de pirogues préhistoriques. Remportée par l'équipe slovène, cette compétition a été un moment fort de valorisation du patrimoine palafittique auprès de la population locale et de cohésion des équipes de la Drac engagées dans la régate. La dernière réunion française du groupe de coordination

internationale a été suivie par un colloque international organisé par la Drac (SRA et Pôle action culturelle territoriale) sur le thème du *Patrimoine archéologique face au réchauffement climatique*. Suivi par plus d'une centaine de participants venus de sept pays européens, ce colloque a permis de dresser l'état des divers types de patrimoine archéologique dont la conservation est menacée par le réchauffement climatique et de débattre des mesures à mettre en œuvre pour contrer cette dégradation des milieux de conservation ou intervenir lorsque cette transformation du milieu est inexorable (comme dans le cas de la fonte des glaciers alpins). Cette manifestation scientifique a eu l'intérêt de mettre l'accent sur la nécessité de donner aux SRA davantage d'outils de conservation in situ du patrimoine archéologique que ne le permet la réglementation actuelle.

Afin d'illustrer cette année 2022 par les résultats obtenus sur le terrain, quatre opérations ont été finalement retenues, toutes issues de l'archéologie préventive, menées en divers points du territoire (sur quatre départements différents) et couvrant une chronologie allant, pour l'essentiel, de l'âge du Bronze au Moyen Âge.

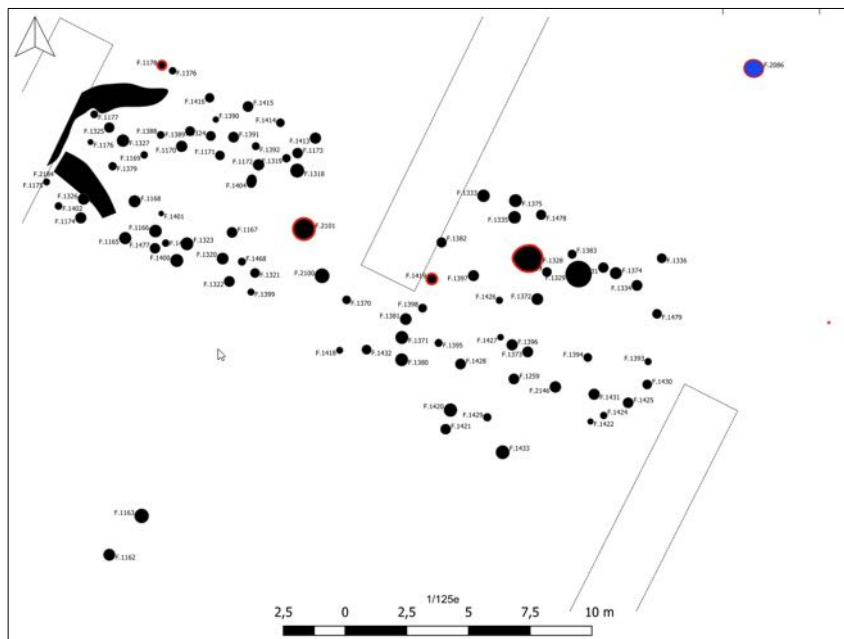
Janneyrias (Isère), âge du Bronze ancien. Fouille préventive Inrap, responsable scientifique F. Isnard

De novembre 2021 à avril 2022, une importante fouille d'archéologie préventive s'est déroulée sur la commune de Janneyrias, à l'ouest du département de l'Isère. Conduite sous la direction de Fabien Isnard (Inrap), cette vaste opération qui a concerné une emprise de 1,5 hectare environ, a permis d'identifier la présence d'un important site d'habitat du Bronze ancien. Le post-fouille est toujours en cours et l'attribution chronologique précise de cet ensemble domestique reste encore à affiner, mais il semble qu'elle recoupe les étapes moyenne et récente du Bronze ancien.



Janneyrias (Isère). Plan général du site.

Plusieurs centaines de structures en creux ont été identifiées et concernent des fonctions très variées allant de la simple fosse détritique au silo, à la structure de combustion. Au-delà de la découverte de ce contexte domestique concernant une séquence chronologique fort mal documentée à l'est de Lyon, c'est principalement la mise au jour de bâtiments associés à cette occupation qui confère à cette fouille un statut de référence. En effet au moins trois, voire plus probablement cinq bâtiments de format oblong voire naviforme ont été identifiés dans l'emprise de fouille. Possédant tous la même orientation (longueur dans l'axe ONO/ESE), ils se caractérisent également par une certaine récurrence à la fois dans la mesure de l'axe de longueur qui avoisine généralement les 20 mètres que pour celui de la largeur qui évolue généralement entre 7 et 10 mètres.



Janneyrias (Isère). Relevé en plan d'un des bâtiments naviformes.

La présence de ces grands bâtiments est tout à fait inédite pour le Bronze ancien d'Auvergne-Rhône-Alpes, si l'on excepte quelques structures proches mises au jour sur les fouilles du Pôle industriel de la plaine de l'Ain dans le département voisin de l'Ain, mais non encore publiées. Elles sont généralement caractéristiques du Bronze ancien de régions plus septentrionales, à l'instar de la Bourgogne qui a révélé, dès les années 1990, un premier bâtiment de ce type mis au jour à l'est de Dijon (Izier-Genlis). La documentation actuelle permet de caractériser l'extension au Bronze ancien et début du Bronze moyen de ces bâtiments dans l'ensemble du nord-est de la France, en Allemagne du sud, mais également en Suisse occidentale. Les exemplaires mis au jour à Janneyrias font donc figure de manifestation la plus méridionale de ce phénomène qui est absent également plus à l'ouest, notamment dans la région de Clermont-Ferrand, pourtant un des secteurs les mieux documentés en Europe pour les contextes domestiques du Bronze ancien.

L'assemblage céramique associé à ce contexte est encore en cours d'étude et permettra certainement de préciser la datation, voire le phasage au sein du Bronze ancien, de cette occupation. Il faut cependant, d'ores et déjà noter que le plan inédit de cet habitat, à la fois général, mais aussi celui des bâtiments en tant que tels, confèrent à ce site un statut de référence à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour une séquence chronologique fort mal connue dans la région, si l'on excepte les contextes contemporains exceptionnels de la région clermontoise.

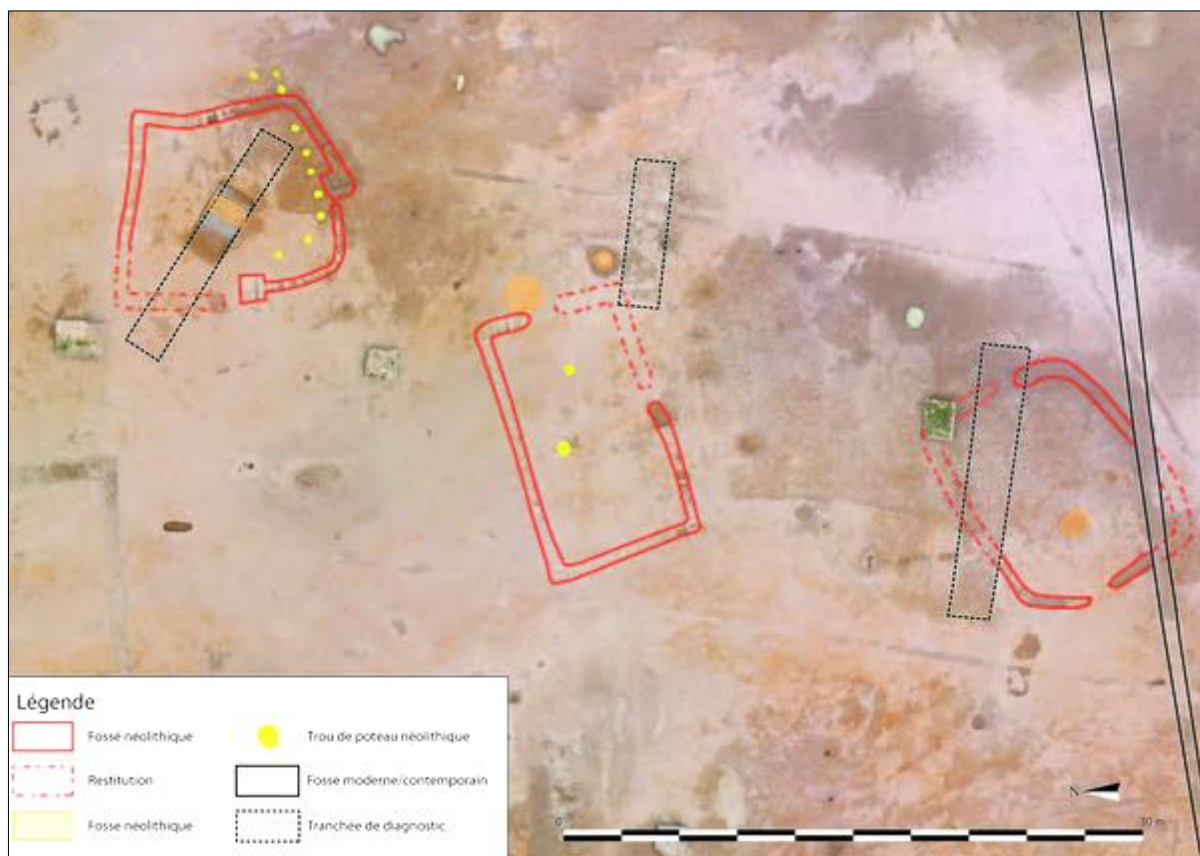


Janneyrias (Isère). Urne en céramique grossière du Bronze ancien associée à un gobelet déposé à l'intérieur (service à boire ?).

Creuzier-le-Neuf (Allier), Néolithique, âge du Fer et Moyen Âge. Fouille préventive Inrap, responsable scientifique B. Oury.

Au cours de l'année 2022, une importante fouille d'archéologie préventive s'est déroulée sur le futur projet d'extension de la ZAC des Ancises à Creuzier-le-Neuf, à six kilomètres environ au nord de Vichy. Effectuée sous la direction de Benjamin Oury (Inrap), cette importante fouille a concerné une emprise de 6,5 hectares dans un secteur très mal documenté, à l'exception d'un diagnostic conduit en 2009, qui avait déjà permis d'identifier un ensemble funéraire du second âge du Fer. Cette importante opération a permis d'identifier au moins quatre occupations différentes s'échelonnant du Néolithique moyen 2 à la fin du Moyen Âge soit l'équivalent de cinq millénaires d'anthropisation de ce modeste plateau dominant la vallée du Mourgou.

L'occupation la plus ancienne mise au jour dans l'emprise de fouille concerne une série de trois enclos funéraires attribuables au Néolithique moyen 2. Inédits dans le département de l'Allier, ces aménagements prennent la forme d'enclos fossoyés très érodés. Ils possèdent un format quadrangulaire avec des côtés, dont la longueur varie de 6 à 10 mètres. Ils sont dotés d'une à deux interruptions d'un mètre de large, dont l'orientation est très variable. Leur fonction funéraire est probable, si l'on en croit la présence d'une importante fosse au centre de l'un d'entre eux.



Creuzier-le-Neuf (Allier). Trois enclos funéraires du Néolithique moyen 2.

La présence d'une petite occupation attribuable au Bronze ancien a également été mise au jour dans l'emprise de fouille. Elle est très érodée, comme les aménagements funéraires du Néolithique moyen 2. Elle se caractérise à la fois par la cohabitation d'un contexte domestique avec la présence d'au moins deux sépultures, probablement contemporaines. Plusieurs fosses ayant livré la présence de vases de stockage en place ont ainsi été mises au jour. Les

sépultures voisines présentent des aménagements inédits pour le nord de l'Auvergne, mais bien attestés dans la région clermontoise, comme un coffre de pierre ou encore un tumulus servant tous deux de réceptacles à autant de sépultures, dont quelques restes osseux ont été conservés de manière sporadique.



Creuzier-le-Neuf (Allier). Vase de stockage du Bronze ancien en place dans une fosse.

Plus au nord que l'occupation du Bronze ancien, un important enclos fossoyé de 25 mètres de côté a été mis au jour. Colonisant le point haut de ce petit plateau, sa fouille exhaustive a permis de mettre en évidence la présence de plus de 90 fosses quadrangulaires orientées nord/sud correspondant à autant de sépultures à inhumation. Le fonctionnement de cette remarquable nécropole semble s'échelonner entre le Hallstatt D3 et La Tène B soit entre les V^e et III^e siècles av. J.-C. En raison de l'acidité du sol, *les restes osseux des défunts ne sont pas conservés. La constitution des dépôts funéraires accompagnant les défunts est cependant remarquable. Outre les habituelles parures annulaires qui caractérisent cette période dans le centre de la France, on note surtout la présence de deux remarquables épées à manche anthropoïde dotées de fourreaux ornés et bimétalliques (bronze et fer) et de plusieurs vases peints en céramique fine. L'assemblage de mobilier funéraire comme l'architecture des tombes ou encore leur organisation spatiale au sein d'un enclos monumental et quadrangulaire sont autant d'éléments qui tranchent nettement avec les ensembles funéraires contemporains du bassin clermontois proche. Les éléments de comparaison se localisent plutôt au nord du bassin parisien, en Champagne notamment et sont généralement associés à la culture Aisne/Marne décrite par J.-P. Demoule. En attendant la suite du post-fouille et la définition plus précise du contexte chrono-culturel de cette nécropole, force est de constater qu'elle représente une découverte inédite pour la région et exceptionnelle à bien des égards.*



Creuzier-le-Neuf (Allier). Deux épées à manche anthropoïde et fourreau bimétallique de La Tène B et vase peint à piedouche en cours de dégagement.

Les vestiges de la période médiévale se concentrent dans la partie est de l'emprise de fouille avec une zone haute occupée par un bâtiment maçonné interprété comme un moulin hydraulique accompagné d'édifices annexes sur poteaux et une partie basse où se développe une activité d'extraction d'argile (fosses d'extraction, fosse de décantation, aire de séchage) à proximité d'un four de tuilier. À la jonction des deux secteurs, un puit profond a livré de nombreux éléments organiques (noix, noyaux de fruits, vanneries, vaisselle en bois, etc.) et des céramiques, dont plusieurs cruches et pichets quasiment entiers.

L'ensemble est structuré par différents chemins, ainsi que par des fossés délimitant un parcellaire régulier. La majorité du mobilier (objets métalliques, monnaies, céramiques, etc.) place cette occupation aux XV^e et XVI^e siècle, mais les études post-fouilles devront le confirmer, notamment par des datations radiocarbone. Le diagnostic réalisé en 2009 avait en effet révélé une occupation extrêmement étendue, comprenant de nombreux bâtiments sur poteaux ou sur solins de bois, une zone de fours et des puits, s'organisant de part et d'autre d'un chemin repéré sur plus de 300 m, mais datée des XIII^e -XIV^e siècles. Or, une quantité minime de ces vestiges a été retrouvée lors de la fouille et lorsque c'était le cas (notamment un des fours) leur niveau d'arasement était bien supérieur à celui de 2009.

Au-delà de l'acquisition de nouvelles données sur un site à vocation artisanal en périphérie des espaces villageois connus, cette fouille va donc nous fournir l'opportunité de nous interroger sur divers aspects, aussi bien taphonomiques que sur nos critères de datation.

3 place Dumas-de-Loire à Lyon (Rhône). Fouille préventive Service archéologique de la ville de Lyon. Responsable scientifique S. Carrara.

La fouille du 3 Place Dumas de Loire à Vaise (9^e arrondissement de Lyon), entre le 7 juin 2022 et le 28 octobre 2022, a permis la mise au jour d'un site diachronique dont les vestiges et les mobiliers paraissent confirmer la vocation culturelle.

Les premières traces d'une occupation structurée du site remontent au Hallstatt D3. Elles se manifestent par la présence d'un enclos quadrangulaire, partiellement reconnu, d'au moins 27 m par 13 m, se développant au sud, hors emprise de fouille. Cet enclos est constitué de deux larges fossés formant l'angle nord-ouest de ce dernier. Leur profil en V et à fond plat est conservé sur 0,80 à 1,16 m de profondeur pour une largeur variant entre 2,50 m et 3,20 m selon les tronçons (espace IV).



Trois place Dumas-de-Loire à Lyon (Rhône). Plan des vestiges protohistoriques.

Les observations géomorphologiques de leurs comblements et un niveau de nodules carbonatés parallèles aux fossés confirment la présence d'un talus à l'intérieur de l'enclos, doublant les fossés. Le mobilier, assez indigent et fragmenté, provient pour l'essentiel des comblements inférieurs et ne semble pas en position primaire. Il est constitué presque exclusivement de tessons de céramique indigène et de matériel faunique. Après son abandon, la structure est progressivement comblée par l'érosion du talus qui la bordait. Cependant, les fossés partiellement obstrués semblent avoir persisté dans le paysage sous la forme de cuvettes longilignes qui accueilleront, près de trois siècles plus tard, les premiers dépôts de mobiliers de La Tène D1a. En l'état, la destination de cet aménagement demeure difficile à trancher, les deux hypothèses les plus probables étant celles d'un enclos à vocation funéraire ou cultuelle. Après un hiatus chronologique d'environ 250 ans, le site est réoccupé à La Tène finale. Deux fossés palissadés bifurquant vers le nord paraissent former le dispositif d'entrée septentrionale d'un vaste enclos laténien, englobant la structure hallstattienne (espaces V et VI). Ses limites exactes demeurent indéterminées et paraissent largement dépasser l'emprise de fouille. La partie nord-est de l'enclos laténien est bordée d'un double fossé en avant de la palissade. A l'intérieur de l'espace ainsi délimité, une centaine de trous de poteau associés à plusieurs négatifs de cloisons en clayonnage ou sur sablière basse appartiennent à des bâtis de forme allongée évoquant des portiques. L'un d'entre eux, en L, se superpose parfaitement

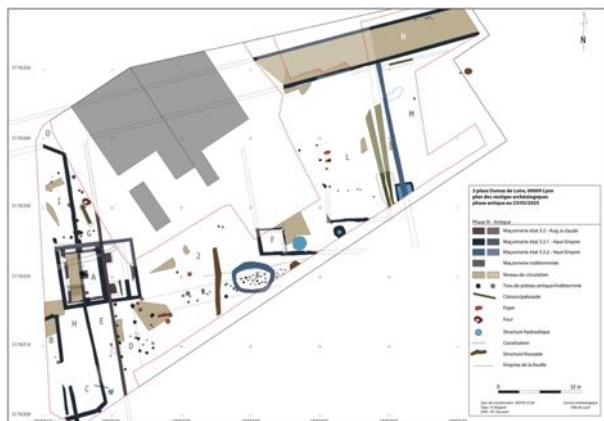
aux fossés hallstattiens et abrite quatre à cinq dépôts de mobilier céramique (Dressel 1, Campanienne A, céramiques indigènes) ou faunique associés à des pièces de parure en verre, de la vaisselle métallique, des instruments culinaires et des monnaies. Ces amas de mobiliers sont déposés directement dans la dépression qui marque l'emplacement des fossés hallstattiens.



Trois place Dumas-de-Loire à Lyon (Rhône). Dépôt de faune F1285.

L'un de ces dépôts, très spécifique, est constitué presque exclusivement d'ossements de faune. Il contient plus de 237 cochons et caprinés, dont le débitage a privilégié certaines parties (épaules, gigots, crânes). Les assemblages des mobiliers et leurs faciès évoquent un espace rituel et permettent de proposer l'identification des vestiges comme ceux d'un sanctuaire. Du point de vue architectural, c'est sans doute avec le sanctuaire à enclos palissadé de Mirbeau-sur-Bèze que le site entretient les plus grandes similitudes (Joly, Barral 2007). Trois à quatre états se succédant entre l'occupation laténienne et augustéenne indiquent une continuité fonctionnelle du site entre la protohistoire récente et l'Antiquité, cependant le sanctuaire connaît un important remaniement sous le règne de Tibère. Le rapport de fouille en cours ne permet pas encore de détailler précisément les différentes phases antiques et l'évolution architecturale du sanctuaire. Dans leurs états du 1^{er} et 2^e siècle apr. J.-C., les vestiges permettent de restituer un portique à au moins 3 ailes, se développant à l'ouest hors emprise de fouille. L'aile orientale dégagée sur près de 42 m de longueur et restituable sur 48 m, englobe un bâtiment rectangulaire de 11,50 m par 9 m placé en position centrale (bâtiment A). Pour l'heure, l'identification entre un vaste porche d'entrée ou un temple intégré à un portique n'est pas encore établie. De même, dans la partie nord-est de la fouille, une

épaisse couche de gneiss concassé maintenue par deux murs parallèles, espacés de 5 m, correspond à une aire de circulation installée dans l'axe de l'aile nord du portique.



Trois place Dumas-de-Loire à Lyon (Rhône). Plan des vestiges antiques.



Trois place Dumas-de-Loire à Lyon (Rhône). Voie F2004.

Si l'identification d'une voie monumentale (ou processionnaire) peut être avancée, on ne peut exclure que cette construction corresponde à l'aile septentrionale d'un second portique, plus vaste, encadrant l'esplanade du sanctuaire. Le plan restituable entretiendrait ainsi de nombreux points de comparaison avec le plan du sanctuaire gallo-romain de Ribemont-sur-Ancre (Brunaux *et al.* 1999). Deux faits marquants caractérisent le fonctionnement de l'esplanade. Le premier est l'importante quantité de monnaies (près de 500) mises au jour dans cet espace et dont une partie semble plus particulièrement se concentrer en façade est du bâtiment A. Le second est une cinquantaine de trous de poteaux, entremêlés sur une longueur de plus de 15 m et une largeur de 1,50 m, qui forment un alignement est/ouest placé dans l'axe de l'angle sud-est du bâtiment A.



Trois place Dumas-de-Loire à Lyon (Rhône).
Alignements de trous de poteaux (partie est, à gauche et partie ouest, à droite).



Les négatifs de poteaux, de diamètres et de profondeurs variés, présentent pour la plupart des systèmes de calage. Leurs comblements ont permis la mise au jour de « dépôts » d'une à deux monnaies qui permettent une datation de l'aménagement entre la fin du I^{er} siècle av. J.-C. et la période flavienne. Cet aménagement ne paraît pas correspondre à un bâtiment, mais évoque une forêt de poteaux de différentes hauteurs et de différents diamètres évoluant et se densifiant pendant près d'un siècle. Il serait séduisant de reconnaître dans ce phénomène les traces d'une série de mâts ou de poteaux anthropomorphes, dont la

proposition de remise en contexte pourrait rappeler celle du sanctuaire de la Sources des Roches à Chamalières (Poux 2019).

Le sanctuaire semble fonctionner au moins jusqu'au II^e siècle et quelques éléments de mobilier pourraient attester son utilisation au III^e siècle. De même, si la découverte de nombreuses monnaies du IV^e siècle atteste la fréquentation du site à cette période, sa nature exacte n'est pas certaine : fréquentation cultuelle et/ou spoliation du matériel lithique ?

Saint-Paulien (Haute-Loire). Fouille préventive Inrap, responsable scientifique V. de Leonardis.



Saint-Paulien (Haute-Loire). Vue aérienne du site en cours de fouille

La fouille de Saint-Paulien (Haute-Loire), chef-lieu de cité des vellaves, petite cité d'Aquitaine limitrophe de la Narbonnaise au sud (Helviens) et de la Lyonnaise au nord (Ségusiaves), dont l'organisation de l'urbanisme est encore largement méconnue, mais la trame urbaine est partiellement restituable, marque une avancée notable de l'année 2022. Le centre monumental était jusqu'à présent supposé, grâce aux données d'un diagnostic mené en 2008 par G. Alfonso (Inrap). Cette même parcelle a fait l'objet d'une fouille à l'été 2022 par V. de Leonardis (Inrap), qui a confirmé cette hypothèse.

Ruessium, Saint-Paulien, est une capitale éphémère, fondée à la période tibérienne. Son déclin s'amorce dans le courant du III^e siècle de notre ère, comme dans la majorité des villes de Gaule, mais le chef-lieu est déplacé au Puy-en-Velay dans le courant des V^e-VI^e siècles. Subsiste sur place une occupation que l'on peine à percevoir, attestée notamment par des vestiges funéraires, puis par la construction d'une motte castrale en plein cœur de l'ancienne cité, emmottant sans doute des bâtiments situés en surplomb, en position de bord de pente. La motte castrale appartient à la famille de Polignac, elle a la fonction de péage routier et la chapelle castrale constitue une paroisse à part entière jusqu'à la Révolution (Notre-Dame de Haut-Solier). Saint-Paulien dispose alors de deux centres urbains, celui constitué par la motte castrale du Haut-Solier au nord (dont l'emprise s'étend dans la parcelle fouillée), et au sud, le bourg enserré dans des remparts, autour de l'église Saint-Georges.

Plusieurs capitales éphémères sont localisées sur l'axe routier nommé Voie Bolène reliant Feurs à Rodez, dont la vitalité ne semble pas optimale : Feurs, Saint-Paulien, Javols. Ainsi, l'étude de la construction publique de cette ville, mise en lien avec celle des autres capitales éphémères, apporte en miroir des informations sur les efforts portés par les évergètes dans la capitale, en regard de ceux fournis sur d'autres sites comme le sanctuaire du Puy-en-Velay. Au-delà de l'Antiquité, l'étude de constructions médiévales liées à la motte est un second événement. Très peu de mottes castrales sont recensées en Velay, Saint-Paulien est actuellement le seul site qui peut apporter une documentation archéologique sur ce type d'occupation.



Saint-Paulien (Haute-Loire). Vue du site en cours de fouille.

L'emprise de fouille correspond à une parcelle en lanière de 1650 m² globalement nord-sud, située au cœur de la ville romaine telle qu'elle est connue. Des maçonneries en petit appareil particulièrement soigné ont été documentées dans la moitié nord, formant un podium soutenu par une galerie voûtée formant cryptoportique. L'utilisation de cryptoportiques est connue en Velay dans l'architecture publique, au sanctuaire du Puy-en-Velay notamment, comme dans de nombreux centres monumentaux antiques comme Feurs et Alba-la-Romaine dans les cités voisines. Des niveaux de sol de travail ont été retrouvés, mais les niveaux de sol d'occupation

ne sont pas conservés. Les éléments lapidaires appartiennent à une des élévations classiques, qui peuvent être celles de monuments publics. La chronologie est actuellement très large (I^{er}-III^e siècle) en raison du faible corpus céramique. La nature du monument découvert n'est pas assurément connue, les hypothèses formulées sont soit le temple du forum, ce qui est le plus probable, soit des thermes, en raison de la présence d'hypocaustes dans la parcelle voisine.

Au sud de la parcelle, un petit bâtiment médiéval a été fouillé, il est sans doute lié à la motte castrale du Haut-Solier, localisée en bordure de parcelle. Il s'installe sur les remblais liés à la mise en place d'une vaste esplanade établie durant l'Antiquité au sud du centre monumental sur cryptoportique. Ces remblais recouvrent à l'extrémité sud de la parcelle un mur en grand appareil, uniquement documenté en fond de sondage.

Recherche archéologique en Corse : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Franck LÉANDRI

Directeur régional des affaires culturelles

	Corse	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	795	720,37
Diagnostics prescrits	29	75,37
Fouilles prescrites	5	5,67
Diagnostics réalisés	27	63,5
Fouilles réalisées	4	3,24
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	12	
PCR	1	
PT	2	
PI	6	
SD	5	
Relevés art rupestre	1	

Le territoire corse rend compte d'un certain dynamisme de la recherche archéologique préventive, avec des problématiques illustrant les spécificités et le caractère exceptionnel des vestiges archéologiques mise au jour en contexte méditerranéen insulaire. Ainsi, 37 opérations préventives ont été prescrites en 2022 et 13 ont été réalisées, avec un prisme chronologique et thématique large. L'on notera ensuite le maintien d'une forte activité en matière d'archéologie programmée, avec un total de 27 opérations toutes catégories confondues, avec une diversité marquée entre fouilles, prospections thématiques, relevés.

Parmi ces découvertes, est à souligner l'important dynamisme de l'archéologie rurale comme en témoignent les actes du colloque *Vingt années de recherches sur le peuplement rural en Corse durant l'Antiquité*, paru en 2022, à l'issue de la manifestation tenue à Ajaccio en 2017. Si les deux colonies romaines de Corse ont véritablement fait l'objet de grands projets de recherche, il n'en va pas de même des établissements ruraux de l'Empire qui leur sont contemporains. La publication rend ainsi compte des découvertes réalisées sur ces vingt dernières années tant à travers les fouilles préventives que les chantiers programmés qui ont permis de renouveler et d'enrichir l'état des connaissances sur l'espace rural corse. Les trois opérations sous la responsabilité de S. Longepierre à Bastia, Venzolasca et Lucciana ou encore celle à Maison Piraggi dirigée par L. Vidal.

En outre, ces découvertes ont permis d'étudier les différentes formes de l'habitat dans les campagnes durant la domination romaine de l'île entre le III^e s. av. J.-C. et le V^e s. apr. J.-C., analysées et interprétées sous un angle à la fois typologique, spatiale et temporelle. Nous citerons entre autres les petites unités rurales à vocation viticole qui présentent dans leur plan des similitudes dans leur chronologie de fondation et leur durée de fonctionnement, sous une forme standardisée. Les recherches mettent ainsi en évidence les principales dynamiques d'occupation et d'aménagement du terroir dans la perspective de proposer des modèles de peuplement des campagnes sur la longue durée. Elles rejoignent les problématiques de l'axe 7 de la programmation nationale, actualisée en 2023. Enfin, est à souligner l'apport des nouvelles technologies et relevés numériques dans ces découvertes.

Ainsi, face à la diversité des opérations et activités scientifiques et de valorisation réalisée en 2022, trois découvertes et temps forts peuvent être particulièrement mise en avant pour la Corse :

- l'habitat néolithique récent/final de Dilligato à Sotta (Corse-du-Sud) dont les structures, exceptionnellement conservées, permettent de caractériser trois phases principales d'occupation du site à partir des IV^e – III^e millénaires av. J.C. ;
- l'établissement littoral d'époque romaine de Piede Tignoso à Aléria (Haute-Corse) ;
- les découvertes valorisées dans le cadre de l'exposition *Aldilà* qui se tient actuellement au musée de Sartène.

Habitat néolithique de Dilligato à Sotta (Corse-du-Sud). Fouille préventive Inrap, responsable scientifique F. Soula

La fouille de Dilligato, réalisée entre novembre 2022 et mars 2023, a permis de documenter les modes de vie des populations qui ont habité la Corse au cours du néolithique récent / final, quand les premières activités de transformation du cuivre sont mises en œuvre. A proximité directe du site de Punta Campana, situé tout en haut de la pente, c'est un site de l'âge du Bronze et une occupation néolithique qui étaient attendue à l'issue du diagnostic préventif réalisé en avril-mai 2022 (RO C. Ranché). Dans les environs, à moins de 500 m vers l'est, une structure de l'âge du Fer a été fouillée, à Cavallo Bianco, par P. Nebbia, J.-L. Ottaviani et A. Milleliri en 1986.

La fouille a bien confirmé l'existence d'une fréquentation au cours de l'âge du Bronze et de l'âge du Fer matérialisée par de rares vestiges céramiques retrouvés dans les unités stratigraphiques les plus superficielles. Mais c'est la découverte de 6 à 8 structures domestiques néolithiques, qui a permis de mieux caractériser le gisement. Ces structures étaient implantées sur des terrasses dont la stabilité sédimentaire était assurée par des murs de contention composés parfois de plusieurs assises, implantées contre un probable creusement en sape.



Dilligato à Sotta (Corse-du-Sud). Vue oblique d'une structure néolithique final appartenant à la dernière phase d'occupation (photo F. Soula, Inrap).

La première phase d'occupation, datée au Basien (début du IV^e millénaire avant notre ère), a été mise en évidence par la fouille des restes d'une structure polylobée en pierre, localisée dans la zone 1. Ici, un atelier de taille de l'obsidienne, une matière première exogène provenant de Sardaigne, a été documenté par la présence de tous les éléments techniques de production (déchets de taille, nucléus, supports lamellaires plus ou moins fragmentés, lamelles et autres objets finis) enrichissant nos connaissances sur les modalités d'exploitation

de cette matière première. Cette structure a subi une forte érosion et les vestiges céramiques sont rares et mal conservés.



Dilligato à Sotta (Corse-du-Sud). Nucléus et supports lamellaires en obsidienne de la phase du Néolithique récent (photos L. Manca, MC).

La fouille de structures d'un même type, en fer à cheval, a permis de montrer la présence d'une deuxième phase néolithique mieux documentée, datée au Terrinien (IV-III^e millénaires avant notre ère). Appartenant à au moins trois phases différentes d'occupation, matérialisées par l'arasement et par la reconstruction des murs des habitations surtout dans la partie nord de la zone 1, les structures d'habitat sont exceptionnellement bien conservées. La structure la plus récente se présentait sous la forme d'un arc de cercle à double parement incurvé vers l'intérieur. Le parement interne est formé de dalles disposées verticalement surmontées de plusieurs assises de blocs à plat en panneresse à joints croisés. Les élévations et le toit de cette structure devaient être réalisées en matières périssables. Divers éléments de cet établissement ont été identifiés : un « couloir » permettait d'accéder à la partie haute du secteur 1 où se trouve une structure complexe nommée « bastion » ; des trous des poteaux et des fossés convergents, palissadés, qui pouvaient jouer à la fois un rôle défensif et un rôle de drainage. L'étude et les analyses géomorphologiques et sédimentaires en cours visent notamment à mieux caractériser les dynamiques relatives à ce dispositif et à reconstituer plus globalement l'aménagement interne de l'habitat. Les niveaux du Néolithique final sont très riches en mobiliers archéologiques. Soulignons notamment la découverte de plusieurs vestiges en métal : outre les objets finis (alènes bi-pointes, spatule, anneau, « zébulon »), de nombreux petits éléments liés aux activités de fonte (et vraisemblablement pas de fusion) ont été découverts (lingotières, gouttes et coulures de cuivre, laitiers, lingots et/ou fragments de plaquettes de cuivre). L'ensemble de vestiges découverts sur le site et les nombreux échantillons de sédiments prélevés lors de l'opération (étude anthracologique et carpologique) sont en cours de traitement.

Enfin, les résultats de ces études seront croisés avec les données contextuelles de la fouille et la réalisation de plusieurs datations absolues qui permettront de mieux comprendre le phasage et l'évolution interne au sein des plusieurs horizons d'occupation identifiés au cours du Néolithique final.

Aléria, Piede Tignoso (Haute-Corse). Fouille programmée, responsable scientifique G. Brkojewitsch (Metz Métropole)

Le site de *Piede Tignoso* est localisé dans la plaine d'Aléria, il occupe la partie méridionale d'une longue butte orientée nord-ouest /sud-est qui domine au sud d'anciens marais. Actuellement, il est inclus dans le domaine foncier du pénitencier de Casabianda exploité en pâturage. Connu par l'archéologie aérienne, il a donné lieu à une opération programmée qui a débuté en 2019. Celle-ci avait livré alors les vestiges d'une structure attribuée à une *villa* dont la fonction vinicole était avancée sur la base de la découverte d'une cuve maçonnée.

La campagne 2022, qui s'est déroulée du 3 au 23 octobre, a consisté en un décapage général du terrain sur 1500 m² s'appuyant sur l'emprise observée par la photographie aérienne ainsi que sur les sondages effectués en 2019. Le premier constat établi suggérait un état dégradé des vestiges enfouis. La nouvelle opération a permis de constater en revanche sur la partie nord des structures suffisamment bien conservées pour être étudiées et permettre d'en dresser le plan général.



Aléria, Piede Tignoso (Haute-Corse). Vue aérienne.

À l'issue de cette opération, deux bâtiments ont été identifiés :

- le premier au sud a été reconnu sur toute son emprise (1100 m²). Il est constitué de 3 zones, la première à l'est est parcourue par 3 canalisations, la seconde zone localisée au centre a été identifiée comme un espace de transition, la troisième à l'ouest très arasée par les travaux ruraux est constituée de 8 salles. Les éléments et la qualité des décors de sol associés (plaques de marbre, tesselles) ainsi qu'une cuve identifiée comme un probable bassin sont de nature à évoquer *la pars urbana* d'une *villa* ;
- le deuxième bâtiment (une annexe ?) partiellement dégagé (125 m²) est situé au nord du premier. Il est séparé de celui-ci par un passage d'1 m. Au moins 3 pièces ont été reconnues à l'occasion de cette intervention. La technique de construction pour ces deux

bâtiments a nécessité l'utilisation des galets en blocage parfois taillés sur une face pour une mise en place en façade.

Certains blocs (grés) prélevés sur place ont été réutilisés pour les chaînages et différentes parties de maçonnerie des façades. On retrouve également des terres cuites architecturales pour la couverture des bâtiments ou en réemploi dans les maçonneries plus particulièrement les canalisations, les bassins/cuves ainsi que le four d'un potier.

La découverte de ce type de structure, qui illustre toutes ses phases opératoires du travail du potier (fosse d'extraction, bassin de décantation, emplacement du tour, four), est une première en Corse pour la période. Cette activité s'installe *in situ* à l'emplacement d'un pressoir. Au regard des artefacts mis au jour la production des céramiques s'avère limitée dans le temps. Les études de mobilier dont des éléments de ratés de cuisson, ouvrent des perspectives de recherche d'un grand intérêt scientifique, notamment dans le cadre de la collaboration avec le Centre Camille Jullian. L'étude finalisée devrait permettre d'établir un catalogue de ces productions insulaires s'inscrivant dans la première moitié du I^{er} s. de n.è parmi lesquelles au moins 2 types d'amphores, 4 modèles d'*ollae* ainsi que d'autres éléments de céramiques culinaires et de table ont pu être reconnus parmi ces éléments de rejet. À noter également la présence d'aménagements hydrauliques remarquables (bassins, canalisations) qui apportent des témoignages inédits sur les modalités de gestion de l'eau au sein de la *villa*.

L'analyse des restes archéozoologiques souligne une consommation préférentielle pour les coquillages (huitres plates, amandes de mer, bucardes, coques et rochers fasciés) avec des apports pour l'heure observés de manière limitée de quelques vestiges osseux de porcins et bovins. Parmi les éléments mis au jour on note également l'inventaire du mobilier métallique divisé en métaux cuivreux, ferreux et plombifère.

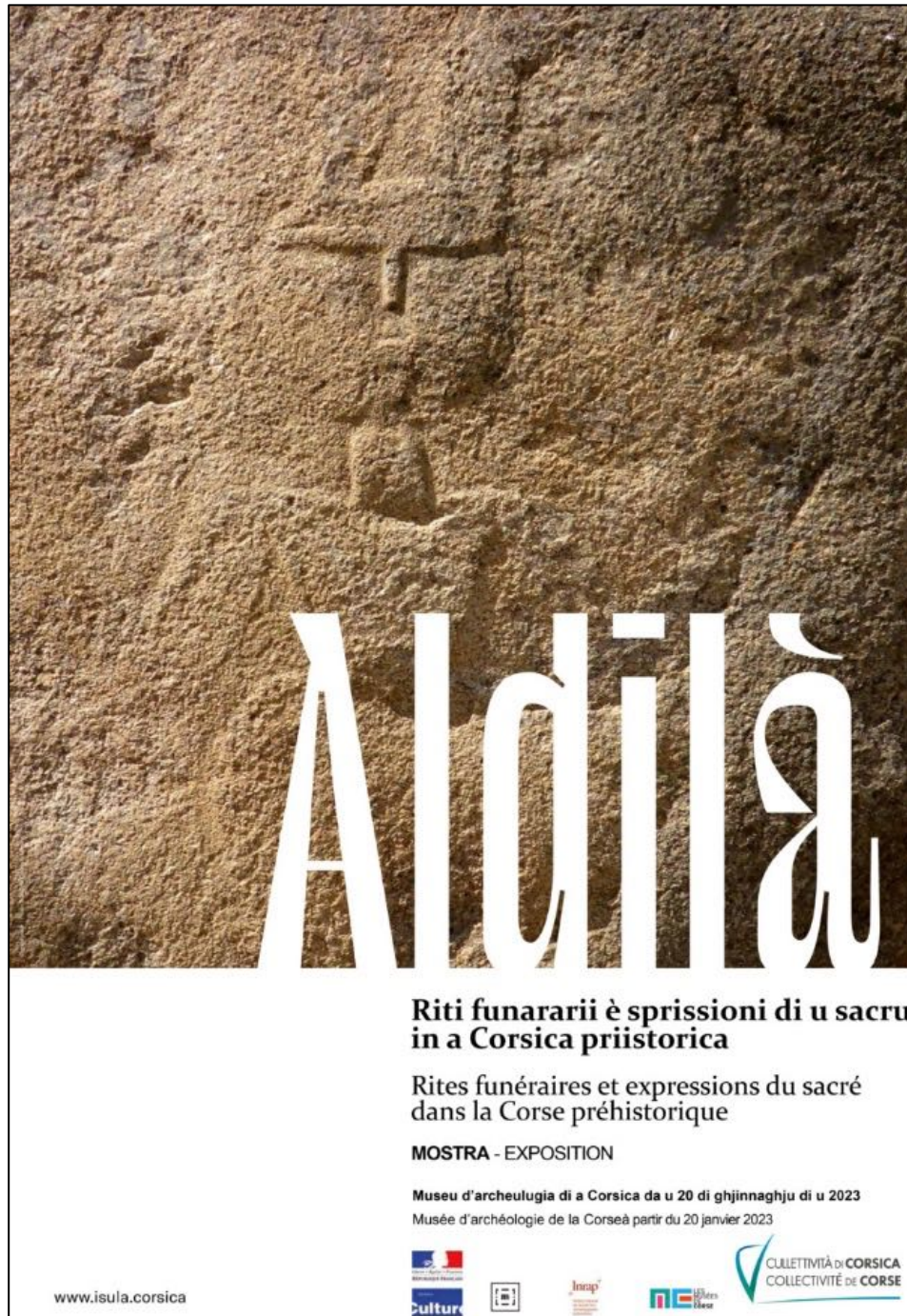
Cette découverte rejoint l'axe 7 de la PNRA 2023 relative à l'étude des habitats, des productions et de l'économie des territoires ruraux de l'Empire.



Aléria, Piede Tignoso (Haute-Corse). Cuve de décantation en cours de fouille.

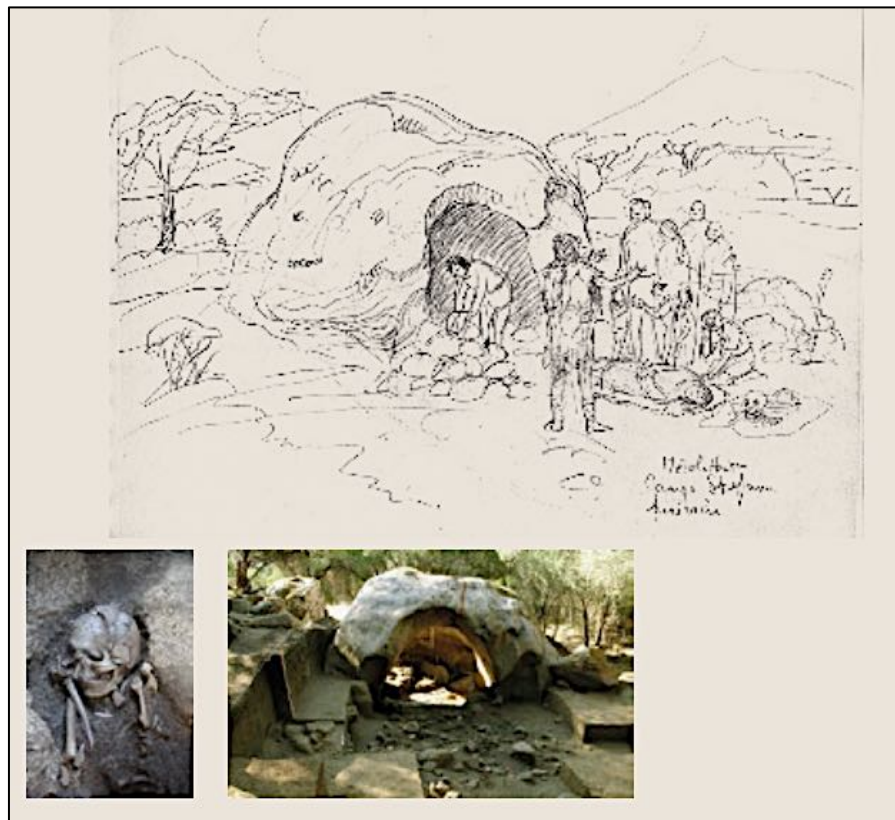
- Exposition Aldilà, musée d'archéologie de la Corse, Sartène (1^{er} janvier- 31 décembre 2023)

L'exposition *Aldilà* (commissaire d'exposition F. Léandri, Drac Corse) retrace, dans une approche diachronique, l'histoire de l'évolution des rites funéraires et des expressions du sacré en Corse de la Préhistoire jusqu'à la période étrusque. En outre, l'accent est mis sur les espaces funéraires, les dispositifs sépulcraux et de sacralisation, les mobiliers d'accompagnement et de prestige, avec une place particulière réservée au phénomène mégalithique. Il est notamment question des influences chronologiques et culturelles méditerranéennes, mais aussi sur la diversité des pratiques rituelles. Se posent aussi, suivant les époques, la singularité et la spécificité corses, au cœur des contextes socioculturels.



Aldilà : affiche de l'exposition.

La première partie de l'exposition traite des premières sépultures découvertes en Corse. Il s'agit d'inhumations généralement réalisées dans des abris sous roche. Elles peuvent avoir un caractère collectif comme dans le niveau inférieur de l'abri de Campu Stefanu à Sollacaro, ou individuel, comme pour la Dame de Bonifacio, ou celle du sujet de l'abri de Torre d'Aquila à Pietracorbara. La pluralité de ces tombes, ainsi que les résultats d'analyses biologiques confortent l'hypothèse d'une origine mésolithique des premiers peuplements insulaires.



Campu Stefanu à Sollacaro (Corse-du-Sud). Vues de la sépulture (© MC/DRAC). Évocation du site (G. Tosello © MC/DRAC).

La deuxième partie de l'exposition est consacrée aux pratiques funéraires des premiers paysans. Les sépultures attribuables aux premiers agriculteurs insulaires sont rares et mal conservées. Parmi les sites significatifs on retiendra celui de l'Araguina à Bonifacio où une sépulture individuelle a été attribuée au Néolithique ancien. Il s'agissait d'un adulte inhumé peut-être en position contractée sur un lit de cendres blanches. Les ossements présentaient des atteintes arthrosiques, dont certaines sont peut-être liées à des malformations anatomiques. Un petit récipient contenant du sable rouge pourrait correspondre à un dépôt. Ces quelques observations permettent d'envisager un sens symbolique à cette mise en scène de la mort, de même qu'un statut particulier du défunt.

La 3^e partie est dédiée aux sépultures monumentales liées à l'émergence des élites locales. Concernant les modes sépulcraux des V^e et IV^e millénaires av. J.-C., l'apparition des tombes en coffre lithique illustre un contexte social hiérarchisé et l'émergence de personnages dominants ou d'une élite, inhumés avec des biens de prestige.

La quatrième partie porte quant à elle sur les monuments cérémoniels, dolmens et alignements de menhirs du IV^e millénaire. En outre, les dolmens, tombes collectives familiales ou communautaires, constituent, au plan funéraire, l'expression emblématique du

mégalithisme corse entre la fin du V^e millénaire et la fin du IV^e millénaire av. J.-C. Ils ne sont pas très nombreux (une trentaine sont répertoriés). Il s'agit souvent d'une simple petite chambre, de plan rectangulaire ou trapézoïdale, formée par l'agencement d'épais piliers lithiques supportant une table de couverture. Parmi les plus spectaculaires, on retiendra le dolmen de Fontanaccia (Sartène), qui a perdu ses structures d'accès et son tumulus. Les dolmens du Monte Revincu dans l'Agriate sont les mieux conservés et les plus complets, car ils ont conservé toutes leurs structures : couloir d'accès et tumulus circulaire à ceinture de dalles lithiques périphériques.

À travers les sites les plus emblématiques, l'exposition met en perspective le caractère exceptionnel des découvertes réalisées sur le territoire corse en matière d'archéologie funéraire. Celles-ci participent au renouvellement et approfondissement des connaissances sur les rites funéraires et pratiques culturelles en contexte méditerranéen et insulaire, et plus généralement en Europe. Ces découvertes renvoient à l'axe 8 de la programmation nationale, consacré aux pratiques rituelles, lieux de culte, espaces funéraires et autres formes d'expression, du Néolithique à l'époque contemporaine.

Lien reportage France 3 :

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/corse/corse-du-sud/sartene/au-musee-d-archeologie-de-sartene-l-exposition-aldila-retrace-les-rites-funeraires-de-la-corse-de-la-prehistoire-2721650.html>

Recherche archéologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Xavier DELESTRE

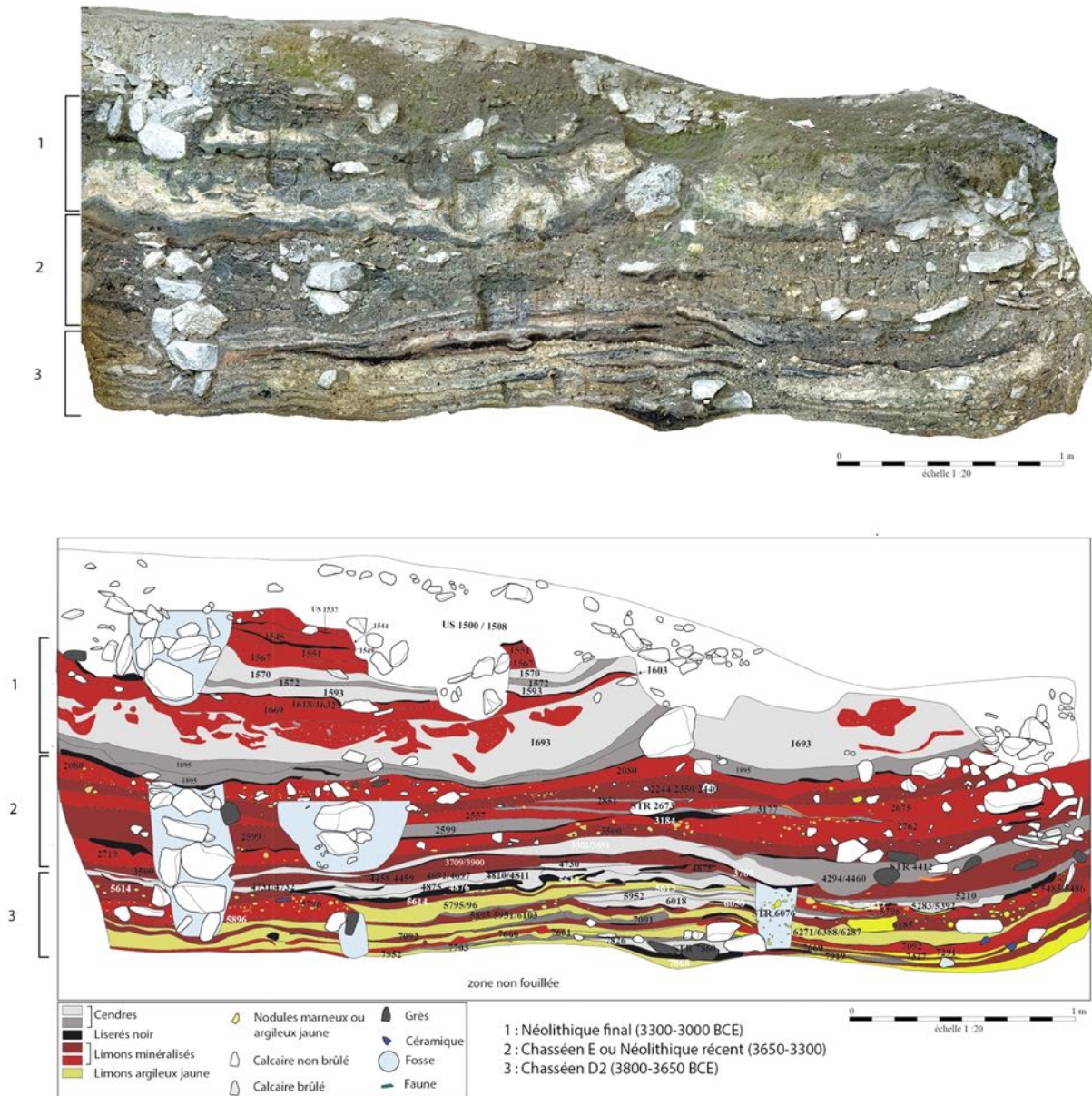
Conservateur régional de l'archéologie

	Provence-Alpes-Côte d'Azur	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	2985	6989
Diagnostics prescrits	318	1305
Fouilles prescrites	45	24,5
Diagnostics réalisés	230	665
Fouilles réalisées	25	8
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	16	
PCR	10	
PT	12	
PI	10	
SD	15	
Relevés art rupestre	3	

En 2022, 329 opérations ont été autorisées sur le territoire régional, dont 235 relèvent de l'archéologie préventive (18 fouilles préventives). Concernant la répartition des opérations, on note que le département des Bouches-du-Rhône demeure le principal pôle d'activité et une confirmation de l'augmentation de l'activité dans les départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes avec des résultats scientifiques notables.

Pour la recherche programmée, les apports scientifiques concernent principalement la préhistoire avec des résultats significatifs à Comps-sur-Artuby (Var) (site de la beaume de Monthivert) où ont été mises en évidence deux phases d'occupation séparées par une phase sédimentaire stérile. La première occupation se place à la fin du pléistocène (11639 +/- 11980 +/- 60BP) ; la seconde, qui a livré un important mobilier, (850 silex taillés, 2 percuteurs, 18 perles réalisées à partir de coquillages marins, plusieurs dizaines d'oxyde de fer se place dans le courant du 9^e siècle (culture Sauveterrienne).

Le site de Perthus II à Méailles (Alpes-de-Haute-Provence. Responsable scientifique C. Lepère, Éveha) a livré une stratigraphie comportant une quarantaine d'entités typiques du chasséen D2 Provence. Les successions sédimentaires montrent des cycles composés (de bas en haut) d'un limon massif, compact à débit généralement polyédrique résultant de la minéralisation lente d'énormes masses d'excréments ; cinq cycles complets ont pu être documentés. Le mobilier archéologique suggère des activités peu diversifiées, brèves et répétées.

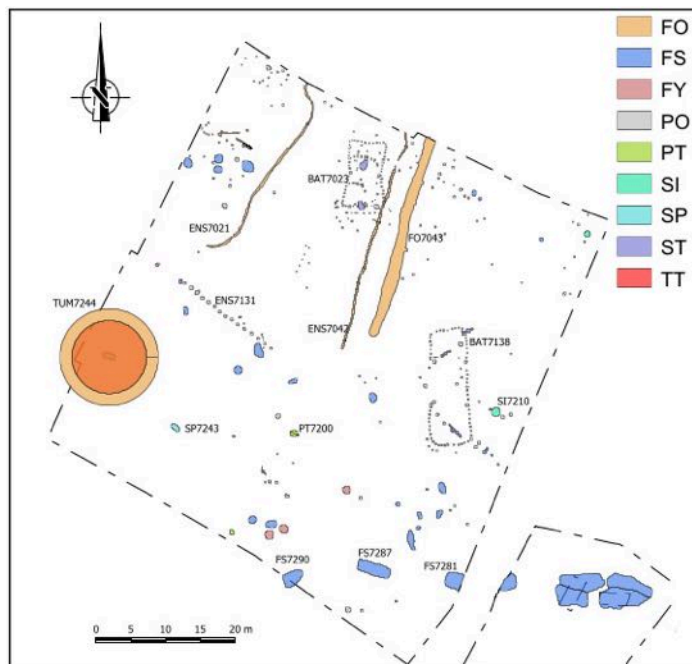


Site de Pertus II à Méailles (Alpes-de-Haute-Provence). Coupe stratigraphique - C. Lepère.

Cette dynamique de la recherche en préhistoire sur le territoire régional est confirmée par les travaux menés dans le cadre d'un projet collectif de recherche régional (PPSup) et les études conduites sur les collections des fouilles de la grotte du Lazaret (Nice, Alpes-Maritimes). On peut également mentionner le projet collectif de recherche sur le territoire de Saint-Maximin (Var) qui permettra à terme de disposer de la plus longue séquence sédimentologique et climatique pour la Provence et une valorisation des résultats des nombreuses opérations préventives menées ces dernières années.

Pour l'archéologie préventive, on retiendra ici les résultats des fouilles menées à Céreste (Alpes-de-Haute-Provence), sur le site de la nouvelle gendarmerie qui ont révélé une concentration de mobiliers lithiques paléolithiques.

À Aubagne (Camp de Sarlier - Bouches-du-Rhône. Responsable scientifique D. Dubesset, Inrap), plusieurs fouilles ont permis de mettre au jour un ensemble funéraire du Bronze ancien et de l'âge du Fer avec, pour cette dernière séquence, des inhumations sous tumulus dotées d'un riche mobilier. À proximité de ces fouilles ont été mis en évidence deux bâtiments.



Camp de Sarlier à Aubagne (Bouches-du-Rhône). Plan général des vestiges - DAO D. Dubesset (Inrap)



Camp de Sarlier à Aubagne (Bouches-du-Rhône). Relévé photogrammétrique d'une sépulture, N. Bourgarel (Inrap).

Dans le Var, à Ollioules (site de Faveroles) a été dégagé une sépulture multiple comprenant trois individus et des structures d'habitat (fosses, foyers) datées du Bronze ancien. Dans les Hautes-Alpes, à La Roche des Arnauds, (site du Châtelar), a été découvert de nombreuses fosses et structures de combustion datables de l'âge du Bronze. Les carottages réalisés dans une zone humide située au centre de l'emprise diagnostiquée, ont permis la réalisation d'une étude géologique et environnementale documentant plus de 20 000 ans d'histoire paysagère, végétale et climatique de la vallée du Petit Buëch. Enfin, à Mâne (Alpes-de-Haute-Provence), ont été étudiées des structures appartenant à au moins un bâtiment et/ou un grenier datés du premier âge du Fer.

Dans les Alpes-Maritimes, suite aux destructions occasionnées par la tempête Alex, plusieurs interventions archéologiques ont été réalisées. **Sur la commune de Roquebillière (Alpes-Maritimes. Responsable scientifique R. Mercurin, SANCA), c'est la fouille d'une villa romaine sur l'emprise de laquelle a été construite l'église Sainte-Marie de Gordolon** dont on ne connaissait jusqu'ici l'existence que par des textes. À cet édifice religieux est associé dès le 8^e siècle un espace funéraire dont l'utilisation a perduré jusqu'au 13^e siècle.



Site de Gordolon à Roquebillière (Alpes-Maritimes). Vue aérienne zénithale du site (photo E. Sanchez, SANCA).

Dans la vallée de la Rota, la fouille d'un pont médiéval et moderne avec un bâtiment, vraisemblablement un octroi.

En conclusion, de ce bilan on retiendra la dynamique des recherches dans le domaine de la préhistoire tant dans le champ du préventif que de la recherche programmée, le maintien de l'activité préventive avec une augmentation du nombre d'opérations dans les départements alpins. Enfin, un net ralentissement de la recherche programmée pour les périodes protohistoriques et antiques qui jusqu'à ces dernières années était l'une des caractéristiques de l'archéologie régionale. En revanche, le nombre de titres parus dans des revues régionales

nationales et internationales confirme la dynamique de valorisation des résultats. Plusieurs expositions et la requalification de l'archéosite de Quinson (Alpes-de-Haute-Provence) s'inscrivent également dans cette perspective de valorisation du patrimoine archéologique régional. Parmi celles-ci plusieurs actions de sensibilisation (colloque international/ expositions) ont été réalisées sur le thème du pillage archéologique dont on mesure aujourd'hui les conséquences gravissimes pour la recherche.

Bilan 2022 de la CTRA Sud-Est

Coordonné par Laudine ROBIN-ZIVANOVIC et Jean-François GORET

Membres de la CTRA, représentants au CNRA

Avec les contributions d'Henri AMOURIC, Morgane DACHARY, Philippe LEFRANC, Pierre MARTIN, Kevin PÊCHE-QUILICHINI, Gilles PIERREVELCIN, Ivan PRAUD, Julien OLLIVIER, Aurore SCHMITT

Membres de la CTRA

Le fonctionnement de la commission

La commission a connu en 2022 un rythme et un afflux de dossiers sensiblement égal aux années précédentes. Elle a examiné, en huit séances, 414 dossiers dont 327 concernaient des opérations préventives ou programmées (9 instruites par le Drassm). La répartition des dossiers entre les trois régions qui composent l'interrégion évolue peu avec 246 dossiers pour la région AURA (59,4 %), 128 pour la région PACA (31 %) et 40 pour la Corse (9,6 %). Le nombre de dossiers instruits par chacun des rapporteurs est très variable suivant les périodes avec un nombre total de dossiers oscillant entre 30 et 70.

Périodes	Nombre d'experts en 2022	Nombre d'avis		
		2020	2021	2022
Paléolithique/Mésolithique	1	40	28	36
Néolithique	2	39	39	35
Âges des Métaux	2	63	75	64
Antiquité	2	129	153	125
Moyen Âge	2	125 (dont Moderne et Contemp.)	105	74
Moderne/Contemporain	1	/	16	34
Anthropologie	1	/	/	44
Total	11+10 ext.	396 (348 opérations)	420 (361 opérations)	414 (327 opérations)

La répartition des dossiers entre les principales périodes continue de présenter un fort déséquilibre l'époque romaine étant une nouvelle fois la période la plus pourvue. La prise en charge des dossiers concernant les périodes moderne et contemporaine par un expert dédié explique la baisse progressive des dossiers traités par les deux rapporteurs pour la période médiévale depuis 2021. Les tendances générales observées années après années se confirment en 2022 avec une recherche en Préhistoire en grande part dans le cadre programmé, alors que le rapport préventif/programmé s'équilibre pour les autres périodes à l'exception notable de l'Antiquité où ce sont les dossiers préventifs qui dominent. Dans une très grande majorité des cas, les RFO font l'objet d'avis favorables avec des recommandations en termes de publication. Les rapports de diagnostics donnent lieu à des avis plus contrastés avec des déficits relevés dans la présentation et la contextualisation des résultats.

PALÉOLITHIQUE ET MÉSOLITHIQUE

En 2022, la Préhistoire ancienne a fait l'objet de 36 examens de dossiers, par deux experts dont un extérieur. Ce nombre correspond à une substantielle augmentation par rapport à l'année 2021 (29 dossiers), permettant de revenir à un volume proche des années 2018-2019.

Dans le détail, un unique dossier relève du préventif, marquant de ce point de vue une forte baisse par rapport à l'année passée.

Les opérations programmées correspondent à des demandes de sondage, de fouille, d'analyse, de PCR, de prospection avec relevé d'art rupestre ou d'aide à la publication, balayant tout le spectre chronologique. La méthodologie mise en œuvre est classique bien qu'elle s'accompagne, pour un nombre conséquent de cas, d'approches novatrices voire exploratoires. Deux projets transchronologiques couvrent l'ensemble de la région : le PCR *Lithothèque* (P. Fernandès) qui se poursuit depuis de nombreuses années, et le tout jeune projet de pigmentothèque (E. Chalmin). L'un comme l'autre ambitionnent la réalisation d'un atlas des ressources minérales (silicites pour l'un, matières colorantes pour l'autre) afin de reconstituer les territoires d'approvisionnement des Paléolithiques.

Plusieurs thématiques phares se dégagent. La première relève de l'environnement et du monde animal, marqué par une dynamique forte et originale centrée sur l'étude des avens pièges et des cavités occupées par les ours. À titre d'exemple, notons l'Aven des Planes 1 (Monieux, E. Crégut-Bonnoure), pour laquelle est proposée une analyse des traces laissées par des insectes nécrophages, ou bien le Trou des Artios (Saint-François-de-Salle, C. Griggo) aven-piège livrant des aurochs datés du Mésolithique. Le PCR consacré à la grotte du Lazaret (Nice, E. Desclaux) développe une approche multidisciplinaire des restes de faune dont l'objectif est de mieux appréhender ses relations avec les groupes humains du Paléolithique ancien : analyses isotopiques, des micro-usures et paléogénomiques permettent de reconstituer les régimes alimentaires voire les déplacements de la faune mammalienne.

Une deuxième thématique relève de la caractérisation des occupations humaines du stade isotopique 5, fortement investie au niveau national. L'abri du Maras (M.-H. Moncel), la Baume des Ifs (Plan d'Aups, A. Defleur) et la grotte des Auzières (J.-B. Fourvel) s'inscrivent dans ce cadre. L'un des résultats les plus spectaculaires est l'identification de la consommation de tortues de Hermann dans la grotte des Auzières.

La transition entre Paléolithique moyen et récent est documentée par les fouilles de la grotte Mandrin (L. Slimak), qui livre des données sur les toutes premières incursions de l'Homme anatomiquement moderne dans la partie occidentale de l'Europe, et par les recherches menées à la grotte des Fées (Châtelperron, R. Angevin) qui, sur la base d'un bilan complet de la documentation sédimentaire et archivistique, dresse un état des lieux de la conservation et du potentiel encore à explorer pour ce site éponyme de la toute première culture du Paléolithique récent.

La caractérisation d'occupations humaines traditionnellement considérées comme à la marge de régions riches en habitat du Paléolithique récent, sont l'un des points communs de nombreuses opérations.

L'étude et la publication des premières salles de la grotte Chauvet (Vallon-Pont-D'Arc, C. Fritz), que l'on ne présente plus, en est l'une des illustrations les plus emblématiques.

Le site de plein-air gravettien du Mas d'Aguilhon (Saint-Marcel-d'Ardèche, P. Guillermin), le bilan documentaire pour la grotte ornée d'Ebbou (Vallon-Pont-d'Arc, B. Gely) mais aussi le programme d'étude géomorphologique consacré à l'évolution des entrées de cavités, voire des processus et temporalité de leur fermeture en aval de l'Ardèche (Grotte de la Tête du Lion, Saint-Marcel-d'Ardèche, J.-J. Delannoy) constitue un pôle dynamique centré sur le Paléolithique récent moyen en Ardèche. On peut leur adjoindre l'original projet de prospection

thématique, inventaire de l'ensemble des indices de passage (animaux et humains), déposé pour le réseau souterrain de Saint-Marcel (Bidon, D. Dupuy).

La Provence, zone de passage obligé entre Europe centrale et occidentale connaît une très forte dynamique de recherche dans le cadre du PCR *La Provence au Pléistocène Supérieur (PPSup)* porté par G. Porraz. Au départ centré sur l'arrière-pays, ce projet a pour objectif de fédérer une équipe scientifique autour de quatre grands thèmes de recherche : environnement et espace de Provence, chronologie-archives et séquences sédimentaires, territoire-frontières et aires culturelles, ainsi que tradition-transition et processus historique. Le site de plein-air paléolithique récent des Prés de Laure (Combs-sur-Artuby, A. Tomasso) ayant tout récemment livré une longue séquence tardiglaciaire et la Baume de Monthiver (Combs-sur-Artuby, G. Ricci), abri occupé au Sauveterrien, constituent une partie des déclinaisons de terrain. Dans ce dernier site est développé un dosage du delta 13C sur charbon proposant un nouveau moyen de restituer le cadre environnemental. En parallèle, le PCR consacré à la Plaine de Saint-Maximin (Saint-Maximin-La-Sainte-Baume, C. Landuré) développe une approche environnementaliste multidisciplinaire portée par une équipe multi-institutionnelle. Il permet de reconstituer l'évolution géomorphologique de cette zone de plaine et, in fine, les changements environnementaux qui en ont résulté. S'appuyant notamment sur un bilan des opérations préventives menées depuis plus de 20 ans, ces travaux autorisent une meilleure perception de son anthropisation sur le temps long, plus particulièrement au Néolithique et aux âges des Métaux.

Enfin, à l'est de la région Auvergne-Rhône-Alpes, plusieurs opérations continuent d'alimenter les recherches consacrées à la reconquête par l'Homme du milieu montagnard à partir de la fin du Pléistocène. La reprise des déblais de la fouille du site des Hoteaux (Rossillon, G. Bereiziat), la demande de financement de cinq datations sur restes de Bouquetins tardiglaciaires (G. Monin) et la demande d'aide à la publication pour les occupations magdaléniennes et aziliennes de belle saison du site des Pierres (Villard-de-Lans, G. Monin) entrent dans ce cadre. L'enjeu est de mieux percevoir la complémentarité entre vallées et zones d'altitude - notamment investie pour la chasse à la Marmotte et au Bouquetin. La fouille des niveaux d'occupation les plus anciens de la grande Rivoire (Sassenage, A. Angelin) documente, quant à elle, le début du Mésolithique.

Deux projets de publications ont par ailleurs été soumis. Ils concernent le site multistratifié du Blot (Cezat, V. Delvigne) et les occupations sous abri d'Enval (Vic-le-Comte, F. Surmely). Bien que leur état d'avancement soit très différent, ces deux projets ont en commun de proposer une reprise de données de terrain largement inédites ainsi qu'un bilan transdisciplinaire des études menées sur le mobilier.

Enfin un dossier de fouilles préventives a été examiné : il s'agit d'une occupation mésolithique identifiée dans des colluvions, chemin des Passons à Aubagne, à proximité d'indices datés du Néolithique et de l'Age du Bronze. L'état de fraîcheur des vestiges permet de supposer la présence d'un habitat mésolithique non remanié à proximité immédiate des tranchées de diagnostic. La rareté des occupations mésolithiques dans ce secteur géographique a conduit le Service régional de l'archéologie à proposer une étude poussée des vestiges mis au jour, y compris en contexte remanié.

NÉOLITHIQUE

En 2022, trente-cinq dossiers relatifs à la période néolithique ont été examinés en commission. Les opérations programmées sont les plus nombreuses (21 sur 35), elles concernent

notamment des demandes d'aides à la préparation de publication dans le cadre d'achèvement de fouilles ou de PCR, mais aussi de sondages et de fouilles programmées (6), de demandes d'analyses (5), d'opérations de relevé d'art rupestre (2), de prospection thématique (1) et d'une fouille exécutée en urgence par l'État.

Les dossiers d'archéologie préventive, au nombre de quatorze, se répartissent entre dix rapports de diagnostic/ccs et quatre RFO. Le nombre de dossiers examinés en paca et aura est à l'avantage de paca. En Corse, les dossiers concernent surtout des opérations programmées (sondages et fouilles), même s'il faut noter l'instruction de deux fouilles préventives sur ce territoire.

En paca, le projet de recherche demeter vise à caractériser les facteurs environnementaux et socio-économiques qui ont conduit les populations, depuis le Néolithique jusqu'à aujourd'hui, à sélectionner certaines espèces animales (porc, mouton, chèvre). L'étude englobe une vaste zone géographique du Sud de la France à la Catalogne en Espagne et se base essentiellement sur la distinction du couple mouton/chèvre, la demande d'accès aux collections fauniques de quatre-vingt-onze sites (toutes périodes confondues) du sud-est de la France devrait permettre de mener des analyses morphométriques et moléculaires sur les restes osseux.

Après plusieurs tentatives avortées par manque d'ADN fossile, une nouvelle demande d'autorisation de prélèvement sur les restes humains du dolmen de l'Ubac a été soumise à la commission. L'objectif est d'élaborer une cartographie des liens de parenté, des traces d'endogamie ou de lignage (paternelle et/ou maternelle) entre les individus inhumés dans le monument. En parallèle et pour répondre à la temporalité d'existence de ce monument, une nouvelle série de datations radiocarbone sur des échantillons sélectionnés pour leur valeur stratigraphique est proposée.

Les relevés d'art rupestre à Saint-Paul-sur-Ubaye, Les Oullas (Alpes de Haute-Provence) se sont poursuivis dans le cadre d'un projet de recherche consacré aux figurations schématiques postglaciaires de France méridionale. Parmi les résultats les plus intéressants recueillis lors de cette nouvelle campagne, des indices de chronologies relatives ont pu être mis en évidence. Les peintures ramiformes de couleur ocre rouge datées du Néolithique sont recouvertes en partie par des poignards de type Remedello (datés en Italie entre 3350-2500 BCE) livrant ainsi un terminus ante quem à ces représentations rupestres. L'activité de recherche autour des représentations graphiques holocènes connaît un dynamisme soutenu grâce à une équipe pluridisciplinaire emmenée par Claudia Defrasne qui teste une approche novatrice sur l'Abri Otello (Bouches-du Rhône) site majeur des figurations holocènes dans le sud-est de la France.

La poursuite des fouilles des niveaux Chasséens récent à Méailles, grotte de Pertus II, livre des données scientifiques de très grande qualité sur les systèmes de mobilité et sur les problématiques liées aux cycles saisonniers d'exploitation des reliefs.

Enfin, le PCR consacré aux occupations humaines de la plaine de Saint-Maximin (Var) a connu des avancées notables, malgré quelques difficultés d'organisation, tant dans la restitution de l'évolution paysagère sur plusieurs millénaires que dans les approches chrono-culturelles des assemblages néolithiques.

La recherche programmée en aura n'a pas connu beaucoup d'interventions sur le terrain, à l'exception d'une prospection thématique dans la haute vallée de l'Allier cherchant à documenter le Néolithique et l'âge du Bronze. Les efforts se sont concentrés dans l'exploitation

des données de terrain. Nous avons donc réexaminé deux demandes d'aide à la publication : il s'agit de la monographie de la Grande Rivoire (Sassenage, Isère), processus engagé en 2019 et qui devrait aboutir prochainement et de la publication, sous la forme d'une série d'articles monographiques, des données recueillies dans les années 1970-1990 sur le site mésolithique et néolithique de la Baume de Ronze (Ornac l'Aven, Ardèche). Enfin, un dernier projet porte sur la publication du site d'altitude le Rocher du Château (Bessans, Savoie) connu pour ses peintures rupestres et les fouilles menées dans les années 2000.

Le PCR intitulé *Du Néolithique final à l'âge du Bronze moyen en région Auvergne-Rhône-Alpes*, n'a pas suivi les recommandations souhaitées par la commission l'an passé qui visaient à recentrer le projet sur le Bronze ancien.

Une demande d'analyse sur des vestiges anthropologiques est portée dans le cadre d'une ANR (*WomenSOFar*, 2022-2026) par une équipe pluridisciplinaire dont l'objectif est de rechercher des nouveaux éléments de réflexion sur la place de la Femme au sein des sociétés néolithiques en développant des approches bioarchéologiques.

Les opérations de fouille préventive ont porté sur trois habitats couvrant toutes les étapes du Néolithique. Ils sont localisés pour deux d'entre eux dans les Bouches-du-Rhône et le dernier dans le Var. Les phases anciennes, relatives à un horizon pré-chasséen, livrent peu de mobilier et se révèlent bien souvent par des datations fiables du radiocarbone. Les recherches sur l'habitat, entamées suite à la découverte d'un bâtiment rectangulaire, doivent être étendues à l'ensemble du Néolithique final régional.

En Corse, l'apport des opérations d'archéologie préventive reste relativement modeste en 2022 : l'opération conduite à Bonifacio Sainte-Croix a permis de mettre au jour des niveaux du milieu du 4^e millénaire attribués à la transition Basien-Terrinien, période encore très peu connue, et à Sotta, ce sont des niveaux et des éléments architecturés probablement terriniens qui ont été observés.

En ce qui concerne les fouilles programmées, on notera la poursuite des études menées sur l'habitat Cardial d'A Petra (Haute-Corse), sur le plateau de Balchiria (Corse du Sud) et sur l'habitat de Basi (Corse-du-Sud). À Balchiria, l'opération a montré une occupation pérenne matérialisée par un alignement de blocs bruts ainsi que par un petit bâtiment sub-quadrangulaire sur solins de pierres. Les premières éléments recueillis orientent la datation vers le 5^e millénaire. Les résultats les plus marquant ont été obtenus sur le site de Basi, avec la découverte d'un fragment de statuette anthropomorphe de type Ozieri et de deux fragments d'un même objet en cuivre issus d'un contexte basien assuré. Il s'agit là, ni plus ni moins, de la plus ancienne attestation de ce métal sur l'île. À noter également, sur le même site, un niveau ayant livré des éléments permettant une attribution large au Mésolithique, période encore inédite sur le gisement.

Enfin, l'extraction de mégalithes à l'aide d'engins mécaniques sans autorisation au pied des statues-menhirs du site d'Apazzu (Sartène, Corse) a provoqué l'indignation et une réaction immédiate des services de l'État afin de documenter l'état du site, d'évaluer la conservation des couches archéologiques et de tenter la récupération d'informations sur son fonctionnement et sa chronologie.

ÂGES DES MÉTAUX

En 2022, 64 dossiers portant sur les âges des Métaux ont été examinés par la commission, donnant lieu à la rédaction de 67 avis. Ces chiffres correspondent à une moyenne haute

comparativement aux années précédentes (par ex. 55 dossiers en 2020 et 70 en 2021). Le pourcentage des dossiers par rapport à l'ensemble des avis de la commission (opérations et publications) atteint 18,4 %, chiffre qui a oscillé ces cinq dernières années entre 15,5 et 18,5 %. La répartition géographique entre les trois régions reste toujours à l'avantage d'Auvergne-Rhône-Alpes (35 dossiers), les autres dossiers se partageant de manière équilibrée entre Provence-Alpes-Côte d'Azur (15) et Corse (14). Le déséquilibre entre les trois régions s'est toutefois atténué cette année, à la faveur d'une baisse du nombre de dossiers en AURA et d'une hausse dans les deux autres régions (les dossiers d'AURA représentent cette année environ la moitié du volume total, contre plus des deux tiers en 2021). S'agissant de la répartition entre opérations préventives et programmées, les taux restent sensiblement les mêmes, avec toujours une prépondérance de ces dernières sur l'ensemble de l'interrégion (37 dossiers traités, soit 58 %). Par contre, les variations régionales évoluent, puisque cette année la répartition est similaire en AURA et PACA, où préventif et programmé sont à peu près à l'équilibre. Cela illustre, par rapport à 2021, une hausse notable de la part du préventif en PACA (47 % en 2022, contre 30 % en 2021). En Corse, les opérations préventives représentent en 2022 un cinquième des dossiers (contre 8 % en 2021), ce qui reflète là aussi une augmentation du nombre d'opérations préventives examinées (le nombre de programmées est resté stable).

Si l'on observe ces 64 dossiers en fonction des deux grandes périodes, quelques réflexions et axes d'étude privilégiés peuvent être dégagés, notamment au regard des thématiques abordées.

Pour l'âge du Bronze, ce sont 17 dossiers en programmée (4 en Auvergne, 9 en Rhône-Alpes, 4 en Corse) et 10 dossiers en préventif (2 en Auvergne, 4 en PACA, 3 en Rhône-Alpes, 1 en Corse) qui ont été examinés, tendance qui traduit un léger infléchissement de l'activité en préventif. Parmi les projets examinés, figure une seule (mais conséquente) demande d'aide à l'édition, concernant la synthèse des travaux de J. Vital sur la vallée du Rhône.

Dans l'ensemble, ces recherches permettent des avancées significatives, notamment pour le nord de l'Auvergne, plus particulièrement pour la genèse des habitats de hauteur du Bronze final et leur lien avec les dépôts non funéraires (PCR *Le Pays de Gannat de la protohistoire à l'Antiquité* et fouilles du puy Saint-Romain). Cet élan se prolonge dans l'Ain (Mont-Châtel), voire dans le Rhône (Dorieux-Besancin), avec des projets qui livrent des informations partielles mais superposables. Toujours dans le domaine de l'habitat du Bronze final, il faut souligner la constance des recherches effectuées sur les palafittes savoyards (Conjux, Mémard, lac d'Annecy), permettant d'entrevoir à moyen terme des synthèses sur la question. En revanche, les résultats du PCR *Du Néolithique final à l'âge du Bronze en région Auvergne-Rhône-Alpes* tardent à se concrétiser et l'opération a dû être recalibrée.

En Corse, l'activité est essentiellement concentrée sur les sites de hauteur, principalement en Corse-du-Sud et pour les périodes entre le Bronze ancien et le Bronze moyen (Filitosa, Castellu di Coscia, Casteddu di Tappa et Tavera - I Casteddi). La fouille de Castiglione complète ce panel de sites de hauteurs, cette fois pour la Haute-Corse et pour une fourchette chronologique plus tardive, entre le Bronze moyen et le début du Bronze final.

Concernant les espaces funéraires, l'opération la plus marquante est celle réalisée à Saint-Vulbas dans l'Ain, avec la fouille de plusieurs enclos du Bronze final 3b.

Au final, comme les années précédentes, aussi bien en programmée qu'en préventive, le thème privilégié est celui de l'habitat et le Bronze final apparaît comme la période la mieux représentée par la recherche en 2022 (en AURA). Toujours dans la continuité, les secteurs les

plus « actifs » sont l'Auvergne centro-septentrionale, les vallées de l'Ain et du Rhône ainsi que la Corse méridionale. La région PACA, notamment la Côte d'Azur, apparaît encore comme une région où l'activité de recherche sur l'âge du Bronze reste faible. Toutefois, le nombre et la distribution des prescriptions de fouilles préventives permettent d'envisager un rééquilibrage des données sur plusieurs années.

Pour l'âge du Fer, 40 dossiers ont donné lieu à 43 avis. On recense 19 dossiers en préventif (13 en AURA, 3 en PACA et 3 en Corse) et 21 en programmé (8 en AURA, 7 en PACA et 6 en Corse). La tendance est sensiblement la même qu'en 2021, si ce n'est qu'on note une augmentation de l'activité préventive en PACA et en Corse (6 opérations contre une), ainsi qu'une baisse de l'activité programmée en AURA (8 opérations contre 13). En termes de typologie de dossiers, on compte 30 opérations de terrain, 4 projets d'analyse et/ou étude, 5 PCR et un unique dossier d'aide à l'édition (à la suite du PCR *Nécropoles gauloises des Alpes*).

Les thématiques abordées concernent cette année encore principalement les contextes domestiques ou agro-pastoraux, pour près des trois quarts des dossiers. On peut à gros traits observer une distinction entre l'activité préventive et programmée. La première se caractérise par l'examen d'établissements ruraux le plus souvent ouverts et du second âge du Fer, principalement en AURA, mais aussi dorénavant en Corse (Vescovato, Bastelicaccia et peut-être Sotta). On relève également quatre sites de la Drôme et de PACA ayant livré en diagnostic des fosses à galets chauffés, qui semblent ici plutôt à placer au premier âge du Fer. Pour l'archéologie programmée, et à l'instar de l'âge du Bronze, la thématique des sites de hauteur reste très prégnante (11 dossiers), sur les trois régions. L'ensemble de la période est couvert, même si, sans surprise, les dossiers les plus nombreux concernent la transition premier/second âge du Fer ainsi que la fin du second âge du Fer (*oppida* vellaves et arvernes). La typologie des dossiers est constituée principalement de fouilles programmées, mais on recense également deux PCR (*Pays de Gannat* et *Mourre de Sève*) et une opération préventive (*oppidum* de Bègues). Enfin, plusieurs dossiers, issus de contextes chrono-culturels très différents, traitent d'habitats à caractère urbain ou aggloméré (hors *oppida*), comme Marseille place Jules Verne, Aléria ou encore l'agglomération ouverte laténienne d'Aulnat-Gandaillat (Clermont-Ferrand, av. du Brézet).

Pour le volet funéraire, seuls six dossiers sont concernés, répartis à parts égales entre préventif et programmé. Dans le premier cas, seules les périodes hautes ont été appréhendées, entre la transition Bronze/Fer et le début du second âge du Fer (avec notamment les enclos funéraires de Saint-Vulbas - PIPA). Les dossiers de programmées concernent quant à eux des reprises de données anciennes (PCR *Le Chablais au second âge du Fer* et publication du PCR *Nécropoles gauloises des Alpes*), mais également la fouille d'une des nécropoles d'Aléria (Mattonata).

Pour le reste, il faut encore mentionner quatre dossiers d'études de mobilier, correspondant à autant de catégories et matériaux différents, là aussi dans des contextes chrono-culturels variés : céramiques non tournées du Var, parures en verre de Corse, boulets de catapulte massaliètes en pierre et mobilier métallique issu de fouilles anciennes d'Aléria.

Ce rapide examen permet de constater que toutes les périodes de l'âge du Fer sont représentées ; cependant, en programmé, le second âge du Fer fait globalement l'objet d'une plus grande attention. L'intérêt porté aux sites de hauteur reste toujours aussi important, même si l'on a pu noter une variété d'autres thématiques développées par ailleurs. Parmi les observations saillantes, on retiendra également l'augmentation du nombre d'opérations

préventives dans des secteurs où ce type d'intervention était auparavant moins fréquent, comme les contextes alpins ou la Corse, dynamique que l'on ne peut que soutenir.

ANTIQUITÉ

Les avis relatifs à l'Antiquité rendus par la CTRA sont au nombre de 125 contre 152 en 2021. Ce travail, assuré par deux membres permanents (116 avis) et un rapporteur extérieur (9), a principalement concerné l'archéologie préventive (72 avis, soit 57,6 %) et la région Auvergne-Rhône-Alpes demeure la principale pourvoyeuse de dossiers (72), devant paca (41) et la Corse (12).

Une nouvelle fois, les dossiers d'archéologie préventive examinés a priori – rapports de diagnostic et cahiers des charges scientifiques pour des fouilles préventives – proviennent majoritairement de la région aura, avec 31 dossiers, contre 17 pour la région paca et 2 pour la Corse.

En milieu urbain, on soulignera en premier lieu l'absence surprenante de dossiers lyonnais. En revanche, les travaux menés à Aix-en-Provence, Clermont-Ferrand ou encore Valence fournissent de nouvelles opportunités de parfaire nos connaissances sur leurs origines antiques, avec parfois des projets d'une superficie appréciable, comme celui de la place Huguenel à Valence, colonie romaine encore largement méconnue. Les agglomérations de moindre envergure font également l'objet d'un suivi étroit, avec plusieurs opérations de fouille préventive prescrites à Aoste, Saint-Paulien et surtout Lezoux, où pas moins de cinq prescriptions ont été établies pour l'année 2022. Quelques fouilles s'annoncent prometteuses, comme celles prévues dans le quartier monumental du Haut-Solier à Saint-Paulien ou au 11, rue des Chartreux à Aix-en-Provence, dans un quartier résidentiel cossu déjà exploré à la fin des années 1980. En contexte rural, des territoires encore mal connus vont probablement être appréhendés grâce à de futures opérations notamment à Izernore, à Gap ou au Rocher Mistral aux abords du château de La Barden. Les questions relatives à l'extension, la topographie et la caractérisation des agglomérations secondaires seront au centre des opérations qui vont se dérouler à Bègues, à Thiez, à Gannat, à Lapalisse ou encore à Izeure.

Les rapports finaux d'opération examinés sont au nombre de 23 (12 en aura, 9 en paca et 2 en Corse).

Lyon concentre le plus grand nombre de rfo, ce qui confirme que l'absence de nouvelles prescriptions de fouille préventive en 2022 constitue bien une anomalie. Sans entrer dans le détail de chacune d'entre elles, on soulignera, pour les fouilles en milieu urbain, la multiplication des opérations de faible superficie, bien souvent réalisées dans des conditions particulièrement contraintes (enfouissement de conteneurs enterrés, suivis de réseaux souterrains, etc.). Malgré leur caractère ingrat pour les équipes en charge de ces fouilles, il convient de souligner la qualité du travail effectué et des résultats obtenus. C'est notamment le cas de la fouille du 1, rue de l'Antiquaille à Lyon, dirigée par T. Silvino, qui a permis d'étudier une partie d'un édifice interprété comme des thermes thérapeutiques, ou du suivi assuré par A. Aujaleu pour l'extension du réseau de chaleur en partie nord et ouest d'Aix-en-Provence, particulièrement riche d'enseignements pour la connaissance de l'urbanisme de ces quartiers (réseau viaire, chronologie des phases d'investissement et d'abandon). En contexte rural, la fouille de petites superficies devient aussi très fréquente. Le cas de Lezoux est assez révélateur avec des opérations dans le cadre de construction de maisons individuelles qui livrent des aires artisanales que l'on a parfois du mal à rattacher à un groupe d'ateliers. Les opérations en tranches et en lots se poursuivent dans le pôle industriel du PIPA à Saint-Vulbas,

avec la découverte fréquente d'habitats fossoyés, comme on les découvre très fréquemment dans cette agglomération. Des surfaces de plus grande ampleur, notamment dans des secteurs plus méridionaux, ont permis de mettre au jour plusieurs exploitations agricoles (zac de Maubec à Montélimar, quartier Quiez 2 à Ollioules, 993 chemin de la République à Gémenos).

L'archéologie programmée représente 42,4 % des dossiers examinés par la Commission (53 avis). Ils sont là encore principalement issus de projets menés en région aura (29 avis), devant paca (16) et la Corse (8).

Parmi les travaux en milieu urbain, plusieurs sont concentrés sur quelques villes et sont liés à une longue tradition de la recherche locale (Lyon, Vienne, Glanum) ou à une dynamique plus récemment relancée par des entreprises fédératrices (Aléria). Il s'agit le plus souvent de projets collectifs, de prospections ou de publications (Vienne, galeries en arêtes de poisson et Sarrasinières, atlas lyonnais, etc.), plus rarement de fouilles qui sont relativement proches des opérations préventives, aussi bien pour les contraintes rencontrées que pour les méthodes employées (Lyon, Clos de la Visitation, sous la direction de B. Clément). Des projets de grande ampleur se sont poursuivis en 2022 et apportent encore et toujours des résultats remarquables. On pense notamment au PCR mené sur *Arausio 105* qui s'attache aux territoires celtiques et romains autour d'Arausio entre la période de La Tène moyenne et la fin du Haut-Empire romain, intégrant l'opération programmée de la colline du Lampourdier. Les avancées sont tout autant considérables pour le PCR sur le port romain de Fréjus dont la topographie et l'extension sont de mieux en mieux appréhendées. Les opérations annuelles menées sur le col de Ceyssat portant sur une portion de la voie d'Agrippa et le relais routier renseignent précieusement ce type de bâtiment dans un paysage de moyenne montagne. Enfin, la question des établissements littoraux et ruraux en Corse a pu être abordée cette année par l'opération menée sur le site de Piede Tignoso en périphérie de la colonie d'Aleria même si la fonction du bâtiment mis au jour doit encore être précisée.

MOYEN ÂGE

C'est un total de 73 dossiers qui ont été rapportés en 2022 pour la période médiévale avec la répartition géographique suivante : 50 pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, 20 pour la région paca et 3 pour la Corse. Cela représente une baisse sensible par rapport à 2021 (105 dossiers). La part des dossiers préventifs (32) est cette année inférieure à celle des dossiers programmés (37) à laquelle il faut ajouter les demandes d'aide à l'édition et à la publication (4). Globalement, pour les rfo, il s'agit de dossiers de qualité ayant donné lieu à des avis favorables et au souhait de voir les résultats publiés. Notons que 13 dossiers ont été traités en commun avec le membre chargé des questions d'anthropologie.

Sept axes de recherche sont représentés parmi les 41 dossiers programmés (axes 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 15). Avec 13 dossiers dans les deux cas, c'est ceux qui concernent les édifices de culte chrétien depuis la fin de l'Antiquité (Axe 8) et les constructions élitaires (axe 11) qui dominent.

Pour le premier, de solides projets de fouille ou de valorisation scientifique sont portés par des chercheurs expérimentés (colline du Château à Nice, monastère de l'Île-Barbe à Lyon, la basilique Saint-Ferréol à Saint-Romain-en-Gal, la chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez, aide à l'édition de la monographie sur l'abbatiale de Cruas, aide à la publication des actes du colloque sur L'espace monastique au féminin). On relève par contre une nette recrudescence des demandes de prospection thématique par des étudiants de l'Université de Lyon 2 (4 dossiers)

dont la qualité reste hétérogène en l'absence de résultats. Pour le site de la chapelle Saint-Maurice à La Palud-sur-Verdon, la genèse et les états successifs de développement de l'établissement prieural sont de mieux en mieux renseignés.

Une très forte dynamique en région AURA, et dans une moindre mesure en région PACA, se maintient pour ce qui relève des constructions élitaires. Les nombreuses opérations abordent l'ensemble des problématiques propres à cet axe, depuis les établissements de hauteur du haut Moyen Âge, dont les sites du Mont Châtel à Val-Revermont ou de La Couronne à Molles forment de remarquables exemples, jusqu'aux transformations de nature résidentielle ou défensive qui interviennent à partir de la fin du Moyen Âge. La qualité des études menées sur les sites des châteaux de Clermont, de Châteauneuf-en-Valromey et de Chalencon est une nouvelle fois à souligner. L'intégration des données issues d'une majeure partie de ces opérations se poursuit au sein des réflexions du PCR *Fortifier les Alpes au Moyen Âge (V^e-XVI^e s.) : du Rhône à la Durance* (régions PACA et AURA).

Les opérations relevant du phénomène urbain (Axe 9, 4 dossiers) démontrent toujours une belle vitalité en Auvergne-Rhône-Alpes avec la poursuite du projet collectif de recherche sur l'atlas de Vienne, une demande de prospection thématique (Le-Puy-en-Velay) ainsi que l'émergence d'une opération provençale (Saint-Mitre-les-Remparts). Pour l'axe 10, la dynamique est moins soutenue avec deux demandes de sondage sur un oratoire isolé (Glières-Val-de-Borne, Bonlieu) et un abri sous roche (Annot, La Gourdianno). Enfin, pour l'axe 7, il est nécessaire de mentionner une demande d'analyses en prévision du montage d'un projet collectif de recherche sur la nécropole de *Boutae* (Annecy) et la poursuite des travaux du PCR *Présence de la lèpre en Provence* aux résultats contrastés.

Comme en 2021, deux PCR montrent une très bonne dynamique toujours accompagnée par une méthodologie et des résultats significatifs et riches en perspectives pour l'atlas de la ville médiévale de Vienne et le monastère de l'Île-Barbe à Lyon. On soulignera également la poursuite de la FPP sur l'abbaye d'Entremont à Glières-Val-de-Borne qui assure une formation aux étudiants en Histoire de l'Université de Chambéry mais dont l'expression des résultats demeure encore confuse.

Pour l'archéologie préventive, 32 dossiers concernaient la période médiévale, dont 7 RFO, 24 CCS (17 sur l'appui d'un diagnostic) et un PSI. Les diagnostics ont porté généralement sur des emprises relativement réduites en zone urbaine ou rurale, sur des thématiques variées : occupation religieuse et funéraire (Clermont-Ferrand, Thiers, Feurs avec un avis rendu sur Randan mais pour lequel la prescription a été abrogée et un autre avis sur Le Coliseum avec une problématique centrée sur l'évolution urbaine depuis l'Antiquité), installations artisanales (four de potier à Lezoux, tanneries à Riom), habitat urbain (place de la Providence à Marseille, place Charles Huguenel à Valence), établissements ruraux (Zae Les Fontaines à Dompière-sur-Besbre et Za RN7 à Lapalisse). Concernant les études de bâti, deux églises ont été diagnostiquées avec, là encore, des problématiques liées à l'occupation funéraire : Notre-Dame-du-Bourguet à Forcalquier et La Madeleine à Aix-en-Provence (dont le CCS a été en partie repris et a fait l'objet de deux avis successifs). Dans l'ensemble, la qualité des rapports est tout à fait convenable mais on doit parfois souligner des propos et des relevés pour le moins laconiques qui limitent grandement les apports attendus de la démarche (Feurs, Le Coliseum). Quant aux CCS pour fouille immédiate soumis par les SRA AURA et PACA, ils ont tous concerné des bâtis protégés au titre des monuments historiques : édifices religieux (églises de Ternand et de Saint-Geniez, ancienne cathédrale de Marseille), résidences urbaines élitaires (Logis du Dauphin à Forcalquier, Castel-franc à Vichy), fortifications et sites castraux

(Gréoux-les-Bains, château de l'Emperi à Salon-de-Provence, Ollioules). Dans l'ensemble, ces ccs comportent tous les éléments nécessaires et prennent le pli de ne pas réduire les moyens en post-fouille par rapport à ceux fixés pour le terrain avec une tendance à systématiser les opérations de bâti, ce qui doit être largement encouragé.

Pour les rfo, les dossiers reçus étaient majoritairement en lien avec une occupation religieuse. Deux d'entre eux concernaient le site des Grivettes à Domérat : l'opportunité de fouiller deux parcelles presque contigües à proximité d'une motte castrale a livré les vestiges d'une ancienne chapelle entourée d'une aire funéraire présentant manifestement une autre zone d'attraction antérieure, malheureusement hors prescription. Si à l'issue de la première opération, on aurait pu souhaiter la mise en place d'un projet collectif de recherche, les conditions liées à la seconde intervention se sont avérées plus difficiles en termes de projection scientifique, malgré l'excellence de l'expression des résultats et une très belle restitution du contexte de l'occupation sur la longue durée. Quant au très bon rapport sur le suivi de restauration de l'église Saint-Jean-de-Malte à Aix-en-Provence, il souligne l'intérêt de l'implication des services de collectivité pour des opérations ce type, non seulement pour les aspects logistiques mais surtout pour l'érudition et la qualité de mise en perspective des résultats. L'année 2022 a donné lieu également au rendu du rapport des fouilles complexes menées sur l'Îlot Saint-Géraud à Aurillac. Malgré des problèmes constatés au niveau de l'analyse des données, notamment dans l'intégration des études anthropologiques, la publication des résultats exceptionnelles de cette opération est vivement attendue.

Enfin, à Marignane, l'opération de fouille préventive menée sur l'îlot 11 du centre ancien a révélé une occupation dès le VI^e siècle avec un vaste bâtiment difficile à cerner dans ses fonctions mais dont les modes de constructions renvoient à des édifices connus régionalement au sein de villa de l'Antiquité tardive ainsi que des vestiges en lien avec les étapes successives de constitution du bourg entre le VIII^e siècle et le XII^e siècle.

ÉPOQUES MODERNE ET CONTEMPORAINE

Pour les périodes moderne et contemporaine, 33 dossiers ont été examinés portant sur des sujets les plus divers : 16 relèvent de l'archéologie préventive 17 de l'archéologie programmée. Les avis ont été rédigés en binômes pour quatre d'entre eux, en trio pour cinq dossiers préventifs et 3 dossiers programmés. Cet ensemble comprend 3 RFO, 6 rapports de diagnostic avec validation d'un CCS et 7 CCS préalables à une fouille immédiate. Deux des diagnostics ont été évalués en inter CTRA. Le reste des dossiers examinés concerne des demandes diverses de Prospections thématiques, de fouilles programmées diverses et de sondages. La répartition institutionnelle est la suivante : 5 dossiers portés par les services de Collectivité Territoriales (Nice, Aix-en-Provence, Département de l'Allier, CT Corse, Ville de Lyon), 5 par l'Inrap, 3 par les sociétés Privées Archeodunum et Arkémine, 6 par les étudiants, 2 par des membres de structures associatives et 2 par des universitaires. L'examen de ce groupe très hétérogène illustre quelques tendances qui se prolongeront sans doute dans l'avenir. Au premier chef, un élargissement des thématiques et des champs d'investigation à des périodes de plus en plus récentes et à des sujets assez neufs a été constaté.

La prospection inventaire de 3 ans, conduite par F. Allegrini-Simonetti et son équipe sur les *Traces de la seconde guerre mondiale en Corse* fait entrer dans le champ du patrimoine archéologique les aménagements, les vestiges mobiliers, les sites de combats des années 1930 à 1944-1945. L'archéologie d'un établissement thermal - le parc des Sources à Vichy - prend en compte sur la très longue durée l'histoire de ce site jusqu'à l'époque actuelle en s'appuyant à la fois sur une bonne documentation historique et sur une fouille conduite dans

un contexte très difficile, qui acquiert en quelque sorte un statut expérimental. Plus modestement, l'idée d'une prospection thématique conduite sur les Lieux de Justice dans les Alpes-Maritimes est une idée intéressante, dont l'inadéquation des moyens mis en œuvre pour la réaliser n'efface pas l'intérêt du sujet. L'archéologie des jardins, qui est une affaire plus ancienne mais encore trop peu pratiquée, a donné quelques résultats intéressants dans le cas du château de la Chaize à Odenas (69), ainsi qu'à Clermont-Ferrand (espace Vercingétorix) où la fouille a révélé des vestiges bâtis et des reliefs de nombreux pots de fleurs liés à un jardin botanique.

Un très grand nombre de dossiers relèvent peu ou prou de l'archéologie du bâti et s'appuient sur le déploiement récurrent de la photogrammétrie et de la lasergrammétrie en sus des approches plus classiques du relevé pierre à pierre. Toutes sortes d'édifices, des plus modestes chapelles, maisons fortes, maisons urbaines, hôtels particulier, parties de couvent jusqu'aux enceintes urbaines (Colmars-les-Alpes, Gréoux) ont fait l'objet de demandes et de prescriptions dans la plupart des cas.

Il faut relever ici l'intérêt particulier des demandes concernant l'architecture vernaculaire montagnarde de bois, d'Époque moderne et contemporaine (Chalet des Morettes et Raccard du Crot en Haute-Savoie). De même les dossiers de la bastide moderne de Quiez à Ollioules (83) ou du Chevalier Roze à Marseille (13) peuvent contribuer à la connaissance de cette architecture civile commune ou plus élitaires en voie de transformation/disparition, finalement très méconnue dans l'économie rurale ou péri-urbaine provençale.

Les recherches en archéologie minière et en histoire de la métallurgie connaissent un renouveau aux résultats contrastés, en particulier dans le Rhône et en Savoie. On notera une fouille de carrières de moellons calcaires exploités apparemment depuis l'Antiquité jusqu'à l'Époque moderne qui a déjà livré d'intéressantes informations sur les techniques d'exploitation mises en œuvre.

L'archéologie des structures hydrauliques, que la politique d'effacement des « obstacles à l'écoulement » rend urgente à poursuivre, a donné des résultats contrastés faute de connaissances techniques suffisantes au préalable et faute de disposer de dossiers documentaires substantiels. Ce constat de faiblesse vaut aussi pour la fouille programmée qui faute de « culture hydraulique » n'atteint pas les objectifs initiaux (moulin des Écouges). L'exploration et le relevé de galerie de captages – de mines d'eau – se poursuit soit en contexte urbain (Lyon) soit en contexte rural (Tence). Il s'agit là surtout d'une approche conservatoire car, faute d'éléments de datation probants et/ou de dossier documentaire solide, les fouilleurs restent dans la consignation plus que dans l'interprétation. La fouille subaquatique est représentée par l'unique dossier Sanguinaires C. Elle est très bien menée, mais bien des interprétations restent à préciser et à étayer, sans surinterprétation concernant aussi bien la céramique, les meules et bien sûr le chargement de pierres à chaux.

In fine, il faut relever la bonne qualité générale des dossiers examinés et le bon usage qui est fait de toutes les techniques de datations et d'analyses. On regrettera une nouvelle fois la faiblesse, dans bien des cas, des dossiers historiques qui devraient conforter les archives du sol. Le caractère préventif de la majorité des opérations explique cette carence dans la plupart des cas, mais peut-être faut-il y voir aussi une méconnaissance persistante des ressources potentielles de la documentation archivistique primaire. *A contrario*, on ne peut que se féliciter du remarquable rapport d'étude documentaire pour les cimetières Saint-Jacques à La Ciotat et des Crottes à Marseille visant à l'exhaustivité et produit en parallèle et en complémentarité des analyses des séries ostéologiques.

En revanche, on peut regretter la négligence avec laquelle certains matériels de fouille sont traités. Des inventaires laconiques, non illustrés de dessins et de photos ne permettent en aucun cas de valider les propos lapidaires de certains spécialistes. La céramique si bien traitée dans certains rapports, comme dans ceux du service de Nice, est expédiée en quelques lignes ailleurs. Le verre, en particulier d'emballage, est tout aussi peu traité, comme c'est le cas à Nice (Caserne Filley et Nord de la rue Ségurane) ou à la Bastide Quiez d'Ollioules. Dans les deux cas il manque une étude sérieuse potentiellement riche d'enseignements.

Une dernière difficulté réside dans le volume de certains rapports (près de 3000 pages pour Nice) mobilisant une foule d'intervenants sur plusieurs années, qui conduisent inévitablement à des redondances et surtout à quelques contradictions que les réunions d'harmonisation ne suffisent pas toujours à éviter.

ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE

Le nombre de dossiers examinés en 2023 s'élève à 44. Vingt-sept sont liés à des opérations d'archéologie préventive et onze à des fouilles programmées. La majorité des ensembles funéraires se rapporte à l'Antiquité, au Moyen Âge et à la période moderne.

Les objectifs scientifiques et les méthodologies appliquées aux contextes mortuaires, de l'étude de la structure à celle des restes humains sont globalement bien détaillés dans les cahiers des charges des fouilles préventives. Toutefois, ceux-ci proposent trop souvent un examen paléopathologique sans qu'il soit justifié. Or, il s'agit d'une spécialité que maîtrisent très peu d'archéo-anthropologues. Par ailleurs, elle est très chronophage. Cette tendance est moindre cependant en région PACA. En effet, les CCS insistent désormais sur la nécessité d'évaluer le potentiel d'une série ostéologique en fonction de la conservation et la représentation des squelettes et précisent qu'il est nécessaire d'indiquer le choix des critères observés ainsi que les modalités d'enregistrement.

Concernant les opérations, globalement, en contexte préventif et programmé, les observations et enregistrements sur le terrain suivent les préceptes de la discipline. Les analyses taphonomiques qui permettent de restituer l'aspect initial du dépôt mortuaire sont en général de bonne qualité. Toutefois, les espaces de décomposition sont trop souvent perçus comme une fin en soi alors qu'ils participent à la caractérisation de la typologie des sépultures. Les catalogues de tombes sont, quant à eux, détaillés et bien illustrés et intègrent les données archéologiques (localisation spatiale et stratigraphique, forme et format des fosses, nature du comblement, le mobilier associé au défunt...). Les critères indispensables à une première étude du recrutement, l'estimation du sexe et de l'âge au décès, sont maîtrisés et les méthodes appliquées en accord avec ce qui se fait sur le territoire national. En revanche, non seulement les observations portant sur des variations anatomiques non métriques, des pathologies ou des mesures ne sont pas souvent exploitées mais l'intérêt de cet enregistrement n'est jamais précisé, sans compter que la méthodologie suivie est rarement indiquée (sélection des caractères, modalités d'enregistrement, prise en compte de l'absence des marqueurs ou de leur non-observabilité). Ce temps consommé pour rien gagnerait à être utilisé pour le traitement des ossements en position secondaire, le cas échéant.

Les ensembles funéraires antiques et médiévaux permettent d'affiner les connaissances régionales sur les pratiques mortuaires (par ex : Ollioules-Quartier Quiez en région PACA et Domérat Les Givrettes, rue de la Prade en AURA) et comblent également des lacunes documentaires (par ex : Pertuis-Saint-Roch, rue Léon Arnoux en région PACA et Aléria-Mattonata en Corse). Deux ensembles funéraires de la période moderne fouillés et étudiés en

contexte préventif apportent, quant à eux, de nouveaux éléments sur les traitements non funéraires, qui n'ont d'ailleurs pas été considérés comme tels dans les rapports d'opération. À la décharge des équipes concernées, ce sujet est encore un champ de recherche largement inexploré même si des programmes interdisciplinaires commencent à s'y atteler. La caserne Allègre à Toulon a livré une partie du cimetière paroissial de la porte Royale. Cet espace a reçu, d'après les archives, les dépouilles des bagnards ainsi que celles d'individus décédés pendant des épisodes épidémiques. Par ailleurs, certaines tranchées d'inhumations ont livré des restes de dissections ou de préparations anatomiques interrogeant sur le statut de tels vestiges au sein d'un cimetière. À Nice, sur le site de la rue Ségurane, de nombreuses inhumations situées dans le comblement d'un fossé associé au bastion ou un peu plus tardivement au pied de celui-ci, après son démantèlement, interrogent. Il pourrait s'agir de militaires décédés de maladie et/ou d'une mauvaise hygiène de vie. Reste à expliquer pourquoi ils n'ont pas été inhumés dans le cimetière.

Trois expertises ont porté sur des demandes d'analyse invasive sur des séries osseuses de la région PACA et de la Corse. Les deux premières avaient pour objectif d'effectuer des études paléogénétiques sur la série ostéologique médiévale de Notre-Dame-du-Bourg à Digne et sur les séries marseillaises de l'âge du Fer de Sainte-Barbe et du boulevard de Paris. La troisième ciblait une étude de pathogène (paléomicrobiologie) de la série issue de la cavité sépulcrale de Laninca. Ces dossiers montrent que les demandeurs éprouvent non seulement des difficultés à présenter et à tenir compte du contexte archéologique mais également à intégrer dans leurs études, les travaux antérieurs et/ou l'équipe ayant mené les opérations et rédigé les rapports de fouilles. Cette lacune montre que les dispositifs mis en place pour accompagner, recenser et cadrer ce type d'analyses sont justifiés et très utiles.

Notons également, le démarrage du PCR portant sur l'étude transchronologique de la Brucellose en Corse à partir de différents sets de données obtenues par la paléopathologie, la paléomicrobiologie et les archives historiques ainsi que l'achèvement de l'étude paléodémographique par la cémentochronologie des cimetières Saint-Jacques de la Ciotat et du cimetière des Crottes de Marseille dans le cadre du projet de publication de l'ouvrage monographique *La mort moderne et contemporaine à la lumière de fouilles récentes : les cimetières de la Ciotat et Marseille*.

Pour finir, il est dommage que comme en 2021, un certain nombre de dossiers d'archéologie préventive et programmée n'ont pas été soumis à l'archéo-anthropologue de la commission. Ce dysfonctionnement n'est donc pas encore tout à fait résolu.

Restitution du séminaire du 15 septembre 2022 du bilan quadriennal 2017-2020 de la CTRA Sud Est

Ce séminaire s'est déroulé à Aix-en-Provence sur une journée, de 9 h à 17 h 30. Il était ouvert à l'ensemble des agents des SRA/Drassm de l'interrégion Sud-Est, conviés pour échanger avec les experts de la CTRA sur la base des constats du rapport d'activité quadriennal 2017-2020 de la CTRA publié en mars 2022⁷.

Outre le bilan synthétique des quatre ans de mandat, ce rapport proposait en effet des approches plus prospectives afin d'aider les SRA dans le pilotage de la recherche en faisant ressortir, pour chaque spécialité, les forces et faiblesses de l'interrégion et en détaillant les programmes qu'il semblait important de conforter ou d'initier. Au regard de la richesse d'analyses que contiennent ces premiers bilans quadriennaux, il est apparu, à la SDA et à l'Inspection, qu'un débat entre les experts et les agents des SRA s'imposait autour des constats et des propositions avancées. Ce débat devait également permettre des confrontations entre régions autour des pratiques propres à chacune.

Ce séminaire a réuni une soixantaine de personnes et a permis de nombreux échanges. Le résumé ci-après reprend les points saillants des présentations, des constats et des débats⁸.

LES CARACTERISTIQUES DE L'INTERREGION SUD-EST

(Jean-Olivier Guilhot)

Sur les 6 interrégions françaises, Sud-Est se classe en deuxième position en *volume de dossiers examinés* durant la mandature 2017-2020, avec 1575 dossiers, soit 22 % de l'activité des CTRA métropolitaines, derrière Sud-Ouest (24 %) et devant Centre-Nord (20 %). Le nombre de dossiers examinés au cours du mandat reste assez stable.

En termes de *répartition des dossiers par périodes chronologiques*, l'interrégion Sud-Est se distingue des valeurs nationales par un pourcentage élevé de dossiers examinés concernant l'Antiquité (32,3 % contre 25,7 %) et, à l'inverse, par un faible pourcentage pour les âges des Métaux (16,4 % contre 20,7 % au national).

Si l'on regarde la *proportion archéologie préventive/archéologie programmée*, l'état des lieux est très contrasté au niveau national : l'équilibre préventif/programmé est quasi atteint en outre-mer ; le préventif domine nettement dans trois interrégions (Centre-Nord, Est, Ouest) ; alors que l'archéologie programmée l'emporte nettement en Sud-Est, et, dans une mesure moindre, en Sud-Ouest. Dans l'interrégion Sud-Est, le programmé est majoritaire quelle que soit la région : 58 % en AURA ; 59 % en PACA ; 74,5 % en Corse.

Au regard de la place de l'archéologie programmée en Sud-Est, il est intéressant d'observer le *rattachement institutionnel des responsables d'opérations programmées* :

- étudiants, 16 % ;
- universitaires, 14 % ;
- bénévoles, 12 % ;
- culture, 11 %
- collectivités territoriales, 9 % ;

⁷ Rapports d'activité 2017-2020 des CTRA, mars 2022

⁸ Ce compte-rendu rapide a été établi par J.-O. Guilhot sur la base des notes prises en séance par K. Gernigon et revues par l'ensemble des CRA et des experts présents le 15 septembre 2022.

- opérateurs privés, 8 % ;
- CNRS, 8 % ;
- Inrap, 4 %

En Sud-Est, les étudiants sont donc en première position des organismes de rattachement, devant les universitaires. On relève la place très importante des bénévoles⁹. Il en est de même de celle des agents de la Culture, ce qui est un indicateur très positif de leur implication dans la recherche nationale. La faible représentation des agents CNRS peut surprendre.

Enfin, on se doit de souligner, en Sud-Est comme au niveau national, le *niveau dramatiquement bas des demandes d'aides à la préparation de publication, d'aides à l'édition ou à la tenue de colloques* (49 en quatre ans) sur lesquels les services pourraient être plus incitateurs.

PALÉOLITHIQUE

(Pierre-Jean Texier)

Force des PCR (Matières premières, Colorants...).

Publications : certains retards de publications monographiques sont en partie dus à la volonté des auteurs de mettre à jour leur projet de publication au fur et à mesure de l'évolution des techniques (argentine/numérique, 3D ...). Hypothèse de lancer des appels d'offre pour la publication en souffrance sur les sites-clefs.

NÉOLITHIQUE

(Philippe Lefranc)

Des sites outrepassant les seules problématiques régionales.

Des rapports généralement de qualité.

Toutefois, pour les habitats, trop de plans publiés rapidement, sans avis de la CTRA sur leur fiabilité.

Sépultures de « relégation » : mise en évidence d'un décalage chronologique avec l'Est.

Encourager les PCR dans le cas d'opérations morcelées sur un même secteur (à l'image du PCR conduit par C. Landuré sur la Camargue), par exemple sur la plaine de Trets et Aubagne.

À publier :

- sépulture la Hoguette (Méximieux, la Grange) ;
- structures de type Passy (Ambérieu-en-Bugey, Sous-la-Chaume et Aiguebelette, Beau Phare) ;
- nécropole Chamblandes (Thonon-les-Bains) ;
- menhirs (Massongy et Lyon, Vaise
- crémation NMB (Quincieux, Grange Rouge).

ÂGES DES MÉTAUX

(Anne-Marie Adam et Gilles Pierrevelcin)

16,5 % des dossiers examinés en CTRA ; 47 % proviennent du préventif.

Constat que le funéraire est sous-représenté.

⁹ La catégorie « bénévoles » ne recouvre plus la réalité antérieure aux années 80/90. Les retraités de l'Université, du CNRS, de la Culture ou des collectivités ont pour partie remplacés les bénévoles au sens traditionnel du terme.

Constat également d'un tarissement des opérations de grande ampleur, comme les déviations, les aménagements de la plaine de Vaise ou de la plaine de l'Ain, le site du Vermontot. Importance des travaux sur les sites de hauteur (Bronze et Fer).

Rappel de la motion de la CTRA sur les palafittes.

Publications : nécessité d'actions collectives de publication sur Saint-Vulbas (PIPA) et Vaise (Lyon) et la plaine de Saint-Maximin (Var).

ANTIQUITÉ

(Laudine Zivanovic)

L'Antiquité, c'est 32 % des dossiers examinés en CTRA ; 60 % proviennent du préventif. Concernant les programmées, trop de petits sondages dont l'ambition se limite à compléter les données de l'archéologie préventive, des PCR dont la moitié n'aboutit pas et de moins en moins des fouilles. En urbain, le préventif concerne aujourd'hui souvent des surfaces trop réduites, sauf à Clermont-Ferrand.

Des opérations significatives :

- pour le funéraire, on citera la place Eugène-Wernert (Lyon), le PIPA (Saint-Vulbas) et le PCR Martres-de-Veyres ;
- en urbain, une unique opération programmée (Lyon, Visitation) ; satisfaction de la publication des Atlas de Fourvière, Lyon et Clermont-Ferrand.

Des difficultés à produire des synthèses, notamment sur Lezoux.

Le domaine militaire reste un axe sous développé malgré des découvertes exceptionnelles (PCR colline du Lampourdier à Orange ; découvertes en lien avec bataille d'Orange).

Les thématiques en retrait : les contextes de montagne, le paysage religieux, l'artisanat hors céramique, les campagnes hors *villae*.

À publier :

- villa du 24, rue de Ternay à Sérézin-du-Rhône ;
- Quincieux ;
- Chazeau 2 à Messimy ;
- Puy d'Argentière à Blot-l'Église (mine ou artisanat de pierres semi-précieuses).

MOYEN ÂGE

(Jean-François Goret)

Édifices de culte chrétiens : beaucoup de projets émanant de bénévoles ou de collectivités

En urbain : des surfaces modestes ; beaucoup d'archéologie du bâti, associée souvent à du sédimentaire.

Châteaux : beaucoup de dossiers de grande qualité, mais peu de mise en perspectives ; on saluera le PCR *Fortifier les Alpes* qui travaille à y remédier.

Époque moderne : investir le passé industriel et les activités économiques, mais aussi l'archéologie des jardins.

À publier :

- site de hauteur du Mont Châtel à Val-Revermont ;
- forteresse de Sail-sous-Couzan ;
- en rural, Aoste (les Communaux) et Vertaizon ;
- sur la thématique mines, Brandes.

ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE

(Aurore Schmitt)¹⁰

Rappel de la définition de l'archéo-anthropologie : l'étude des restes humains à l'échelle de l'individu, de la structure de l'ensemble funéraire/du site, de la région, etc.

Il y a deux profils d'archéo-anthropologues :

- ceux qui ont vraiment les deux compétences (archéologie et anthropologie), qui sont par conséquent capables d'assurer une responsabilité d'opération et qui sont souvent spécialistes d'une période ;
- ceux qui interviennent sur tout type de sites et de chronologies et qui ne peuvent, de ce fait, avoir le temps d'approfondir la contextualisation. Dans ce deuxième cas de figure, l'archéo-anthropologue a tendance à multiplier les observations biologiques sans questions préalables spécifiques à la problématique du site. Ce temps pourrait être utilisé à des fins plus pertinentes comme l'inventaire des ossements en position secondaire ou le tri des résidus de crémation.

Le manque patent de dialogues entre les RO et les archéo-anthropologues posent également problèmes et conduit à des redites importantes, voire à des contradictions dans le cadre des rapports.

Les CCS demandent souvent des études paléopathologiques, alors que c'est plutôt le potentiel des séries ostéologiques qui devrait être évalué afin de savoir s'il sera pertinent de mener, en dehors du cadre du rapport (sauf si l'opérateur possède dans ses équipes un véritable paléopathologiste), une étude paléopathologique dans la mesure où la problématique du site le mérite.

Les demandes d'analyse destructrices (notamment génétiques et isotopiques) se réalisent dans le cadre de projets de recherche. Il est suggéré de laisser le choix à l'opérateur d'avoir recours ou non à ce type d'analyses plutôt que de l'inscrire dans le CSS.

Pour les sites funéraires livrant des crémations, un temps de 120 % de post-fouille n'est souvent pas suffisant pour le tamisage. Les études sont donc incomplètes et les prélèvements non traités encombrant les bases logistiques des opérateurs et/ou les laboratoires ainsi que les dépôts archéologiques.

La publication des grands ensembles funéraires repose souvent sur des collaborations avec des unités de recherche mais il y a peu de laboratoires d'archéo-anthropologie en France et ils ne peuvent donc assumer une telle charge. Afin d'améliorer le taux de publications des fouilles d'ensembles funéraires, celles-ci pourraient porter sur le recrutement, la conservation des restes osseux et dentaires et les pratiques mortuaires, sans attendre d'éventuelles études biologiques complémentaires (paléopathologie, biométrie, variations anatomiques non métriques, marqueurs d'activités etc.).

REMARQUES GÉNÉRALES DES RAPPORTEURS CTRA

Sur l'examen des prescriptions

Des diagnostic trop souvent insuffisants (structures non fouillées, pas de mise en contexte, absence d'études mobilier, problèmes d'interprétation).

¹⁰ Un lexique destiné à aider les SRA dans la rédaction des CCS est joint à ce compte-rendu de la journée du 15 septembre 2022.

L'inventaire a tendance à remplacer l'étude des mobiliers et les photographies, à remplacer les dessins.

Trop de prescriptions de fouille examinées en inter-CTRA et donc sans discussion en commission.

De grandes variations dans les CCS sur les indications de moyens et temps de post-fouille.

Sur l'examen des RFO

Un ressenti de très grande qualité des rapports de fouille préventives et programmées.

On relèvera toutefois :

- un usage abusif de la 3D, qui n'est pas un enregistrement des données, mais un outil d'analyse des données ;
- des résultats d'études de mobilier de moins en moins pris en compte dans l'analyse globale du site ;
- des phasages parfois peu argumentés, ou au contraire trop poussés par rapport à ce que peut dire le terrain.

Formation

Est constaté le manque de RO protohistoriens, d'anthropologues et de géomorphologues ; la multiplication de RO avec un peu d'expérience, mais peu de publications.

RÉACTIONS DE LA SALLE ET DÉBATS ENTRE CTRA ET SRA

Le dialogue sur le bilan entre la CTRA et les SRA a mis en évidence un décalage de temporalité : les experts de la CTRA ont à l'esprit les RFO, alors que dans celui des SRA, ce sont les prescriptions nouvelles qui sont leur actualité. Ce dialogue a néanmoins été fructueux, débouchant tant sur des constats, partagés ou non, que sur de vrais échanges.

Parmi les constats, on retiendra : l'importance de promouvoir des recherches et des publications sur l'espace rural médiéval ; les programmes sur le milieu montagnard indispensables pour aborder des espaces peu investis par le préventif, alors qu'ils constituent une part substantielle de l'espace de l'interrégion et permettent de multiplier les collaborations avec les paléo-environnementalistes ; la qualité des RFO souvent proches d'une publication ; la réduction des emprises en milieu urbain qui pourrait/devrait conduire à réviser nos stratégies. L'attente que les SRA s'affirment plus porteurs d'initiatives concernant les programmes de recherches et de publications

Les débats se sont focalisés sur trois points principaux : les spécialistes, la formation, l'archéologie urbaine.

Les spécialistes

Comment éviter la sectorisation entre des RO spécialistes du terrain, mais démunis pour identifier par exemple du mobilier datant, et des spécialistes de mobilier ou autres domaines comprenant difficilement l'origine des lots qu'ils étudient ? Cette question est amplifiée par la situation des responsables de secteurs, souvent plus précaires que les RO, et pour lesquels on n'a pas la garantie qu'ils resteront jusqu'à la remise du rapport.

Les débats ont fait ressortir l'importance pour les SRA de veiller au dialogue RO/spécialistes et pour cela de renforcer le CST durant la post-fouille.

La formation

Est posé le problème de l'accès des étudiants, futurs professionnels, aux séries issues du préventif. Que peuvent faire les SRA pour orienter la recherche ? La solution passe-t-elle par leur intégration à des PCR, des appels à projets ?

Il est constaté que les étudiants méconnaissent les SRA, car leurs professeurs eux-mêmes connaissent mieux les opérateurs, où leurs étudiants partent en stage. Encore trop d'enseignants-chercheurs sont largement ignorant de l'archéologie préventive et du rôle des agents des SRA. Pour trouver des sujets, les enseignants passent donc directement par les opérateurs. Il faudrait pouvoir proposer aux étudiants des stages de plusieurs mois en SRA qui leur permettraient de découvrir le rôle de ce service et les métiers qui le compose.

Il est proposé d'organiser des réunions conjointes SRA, opérateurs, profs, pour identifier les mobiliers mal étudiés et susceptibles de faire l'objet de sujets de master ou de doctorats. Mais aussi de faire vivre les UMR, lieux naturels de discussion entre SRA, opérateurs et enseignants-chercheurs sur les sujets à donner aux étudiants. Il est également avancé d'organiser les journées régionales de l'archéologie à l'université pour que les étudiants y assistent.

L'archéologie urbaine

Sur les emprises réduites, quelle est la méthodologie adaptée entre fouille immédiate, diagnostic préalable, suivi de travaux ? Figurer dans la liste des concessionnaires de réseaux et ainsi de recevoir l'ensemble des projets de travaux, est très efficace, mais néanmoins très chronophage. La difficulté n'est pas d'attraper les dossiers, mais de les gérer ensuite.

Il faut proposer autant que possible de privilégier l'archéologie du bâti sur des fenêtres sédimentaires trop réduites, car le bâti permet de donner rapidement et plus complètement des informations sur l'îlot urbain. Il est recommandé de multiplier à ce stade la photogrammétrie pour disposer rapidement de supports d'enregistrement.

PETIT LEXIQUE D'ARCHÉO-ANTHROPOLOGIE*qui n'engage que son auteur*

Aurore SCHMITT (CNRS, UMR 5140 ASM, Montpellier)

- **Archéothanatologie** : terme qui a remplacé l'anthropologie de terrain en 2005¹¹ mais qui est, en réalité, synonyme d'archéologie de la mort dont les objectifs vont bien au-delà de la restitution des gestes mortuaires puisqu'elle vise la reconstitution et l'interprétation des gestes en lien avec toutes les autres données archéologiques¹². Lorsqu'il s'agit des études et analyses taphonomiques et biologiques, lui préférer le terme archéo-anthropologie qui signifie que les restes humains sont étudiés en tenant compte de leur contexte, en collaboration avec les autres spécialistes et le responsable d'opération.
- **Vestiges anthropobiologiques = VAB** : désigne les restes humains de tous types issus de contextes archéologiques (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045149424>).
- **Mortuaire** : adjectif factuel qui se réfère aux morts quel que soit le traitement de son cadavre. Il est notamment préféré à funéraire lorsque la fonction funéraire (qui sous-entend que le ou les défunts ont bénéficié d'une sépulture) n'est pas d'emblée évidente et qu'elle devra faire l'objet d'une démonstration, le cas échéant. Ex : un individu jeté dans un puits ou dans une fosse dans une position qui n'est pas conforme à ce qui est connu pour une période.
- **Ensemble funéraire** : terme descriptif utilisable pour toutes les périodes pour désigner un ensemble de sépultures.
- **Nécropole** : vient de *nécropolis* : ville des morts. Terme plutôt employé pour l'Antiquité bien qu'il ne trouve aucun fondement historique si ce n'est qu'il désigne un lieu précis dans l'Alexandrie antique.
- **Cimetière** : vient de *cœmeterium* (transcription latine du terme grec désignant un dortoir) : littéralement, lieu où l'on dort. Terme plutôt employé pour le Moyen Âge et l'Époque moderne.
- **Dépôt** : terme factuel, il s'agit d'un assemblage d'ossements (en connexion ou non) dans une structure, un remblai, une couche...
- **Dépôt primaire** : dépôt d'un cadavre « frais » dans un lieu définitif, où se déroule la décomposition.
- **Dépôt secondaire** : dépôt d'ossements dans un lieu définitif, le décharnement du cadavre s'étant déroulé dans un autre lieu.
- **Dépôt primaire de mobilier** : mobilier qui a été déposé sur le bûcher avant/pendant sa mise à feu. Un dépôt primaire de mobilier peut être collecté et transféré dans un vase ossuaire par exemple.
- **Dépôt secondaire de mobilier** : mobilier non brûlé qui a été déposé après la crémation sur le bûcher ou dans la tombe définitive.
- **Sépulture** : terme interprétatif, lieu où sont déposés les restes d'un ou plusieurs individus et où il subsiste suffisamment d'indices pour déceler un geste funéraire (soit une intentionnalité positive dans le cadre chrono-culturel de référence).
- **Dépôt/sépulture individuel(le)** : contenant un seul individu.
- **Dépôt/sépulture pluriel(le)** : contenant plusieurs individus.
- **Dépôt/sépulture multiple** : contenant plusieurs individus dont les dépôts ont été effectués simultanément dans un même espace.
- **Dépôt/sépulture collectif(ve)** : contenant plusieurs individus dans un même espace, qui ont été déposés de façon échelonnée dans le temps (terme employé surtout pour le Néolithique et l'âge du Bronze).
- **Inhumation** : cadavre mis en terre, enseveli, qu'il soit installé dans un contenant ou non. L'inhumation s'oppose à la crémation. C'est aussi un terme qui est une bonne alternative à sépulture lorsqu'il n'est pas évident qu'elle en soit une.

¹¹ Boulestin, B. et H. Duday 2005. Ethnologie et archéologie de la mort : de l'illusion des références à l'emploi d'un vocabulaire, in C. Mordant et G. Depierre (eds) *Les pratiques funéraires à l'âge du Bronze en France* :17-30. Sens, Paris : Société archéologique de Sens, Comité des Travaux Historiques et Scientifiques.

¹² Zemour, A. 2016. De l'anthropologie de terrain à l'archéologie de la mort : histoire, concepts et développements, in P. Lauwers et A. Zemour (eds) *Qu'est qu'une sépulture ?* 23-34. Antibes : APDCA.

- **Crémation** : elle consiste à brûler un corps humain. Ce terme remplace incinération qui a été abandonné depuis plusieurs années car il est lié au traitement des déchets.
- **Sépulture à crémation** : lieu du dépôt définitif du défunt qui a été préalablement brûlé.
- **Primaire** : il n'a pas été transféré après sa crémation = dépôt primaire de crémation
- **Secondaire** : ses restes ont été transférés après sa crémation dans un lieu différent de l'aire crématoire = dépôt secondaire de crémation
- **Ossuaire** : amas d'ossements dans un lieu qui n'est pas une sépulture (fosse, reliquaire, puits, catacombe, etc.) dans un temps en dehors du temps funéraire. A ne pas confondre avec les « vases-ossuaires » ou « ossuaires » qui conservent les restes osseux d'individus brûlés (crémation).
- **Vase-ossuaire** : contenant de pierre, de plomb, de céramique ou de verre voué à la réception des restes osseux brûlés. Urne cinéraire : terme vieilli, à proscrire.
- **Recrutement** [d'un ensemble funéraire] : il s'agit de la sélection anthropique des défunts sur critères biologiques et/ou culturels. Son étude répond à la question Qui est inhumé dans l'espace funéraire ?
- **Étude taphonomique** : ce terme désigne à l'origine les différents processus affectant les restes humains à partir de leur dépôt dans une structure quelle qu'elle soit (décomposition, déplacements osseux, conservation, altération, interventions animales). Par extension, ce terme désigne l'ensemble des processus qui affectent toute structure d'origine organique à partir de sa mise en place dans le sol. Les observations taphonomiques de terrain (ou ancienne « anthropologie de terrain ») visent à reconstituer l'appareil funéraire en partant de la disposition des vestiges conservés et en remontant toutes les étapes de la décomposition des matières putrescibles.

Commission territoriale de la recherche archéologique Sud-Ouest

Présentation de la CTRA Sud-Ouest

Par Stéphane RÉVILLION

Inspecteur général des patrimoines

Activités de la commission

La CTRA SUD-OUEST, qui regroupe les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, s'est réunie 8 fois¹³ en 2022, ce qui représente 25 journées de travail. En raison des conditions sanitaires issues du contexte de la crise de la Covid-19 depuis 2021, les trois premières sessions de l'année se sont déroulées en visioconférence. La reprise des réunions en présentiel a permis à la commission de siéger à Bordeaux et à Limoges en Nouvelle-Aquitaine, mais également de se déplacer en Occitanie. Ainsi, elle a été accueillie dans les locaux du musée de la Romanité à Nîmes, où elle a pu visiter l'exposition « *Étrusques, une civilisation de la Méditerranée* » et le chantier d'archéologie du bâti en cours dans le cadre de la restauration des arènes romaines. De même, à Toulouse, elle a pu visiter l'exposition « *Le mystère de Mithra. Plongée au cœur d'un culte romain* » au musée Saint-Raymond et les fouilles programmées en cours sur les fortifications antiques de la ville.

En 2022, répondant à la demande de la direction générale des patrimoines et de l'architecture la commission a procédé à la restitution des rapports quadriennaux auprès des services, après leur présentation au Conseil national de la recherche archéologique. Sept journées ont ainsi été consacrées aux séminaires de réflexion rassemblant les agents des services régionaux de l'archéologie et les experts de la précédente mandature et des actuelles commissions.

Le nombre des opérations archéologiques et le dynamisme de la recherche dans l'interrégion, expliquent l'ampleur du travail de la commission territoriale de la recherche archéologique qui reste la plus importante en nombre de dossiers examinés et d'avis rendus. Les réunions prioritairement consacrées à l'examen des dossiers d'archéologie programmée de janvier et de mars 2022 comptabilisent à elles seules 9 journées de travail en raison du volume de demandes de ce type. L'organisation matérielle de la commission (logistique, réservations, accueil des experts), qui incombe au service régional de l'archéologie de la région siège, c'est-à-dire à la Nouvelle-Aquitaine, représente un important travail assuré par Sophie Peyras, gestionnaire instructeur administratif au SRA Nouvelle-Aquitaine, site de Bordeaux. Il en est de même du secrétariat scientifique de la commission, confié désormais à Ewen Ihuel, conservateur du patrimoine au SRA Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges, qui assure dans ce cadre le secrétariat des séances et l'édition des procès-verbaux de la commission. Notons qu'avec 859 pages en 2022, le volume des procès-verbaux de la CTRA SUD-OUEST est en nette augmentation.

La composition de la CTRA SUD-OUEST, définie par arrêté préfectoral le 17 mars 2021, a été modifiée le 2 septembre 2022 suite au départ de M. Roscio, archéologue du bureau d'études Éveha, spécialiste de la protohistoire et du second âge du Fer, qui siégeait au titre de représentant d'une société privée agréée en archéologie préventive. L. Le Clezot archéologue du bureau d'études Éveha, spécialiste de la protohistoire lui a succédé et a été nommé au titre de représentant d'une société privée agréée en archéologie préventive.

¹³ Du 25 au 28 janvier, du 7 au 11 mars, le 8 avril, du 10 au 13 mai, du 21 au 23 juin, du 6 au 8 septembre, du 12 au 14 octobre, du 6 au 8 décembre.

En 2022, la commission est donc composée de :

- Hélène Djéma (conservatrice du Patrimoine, DGPA, SDA) spécialiste du Paléolithique Inférieur et Moyen, au titre du ministère de la culture et de la communication ;
- Ludovic Mevel (chargé de recherche au CNRS, UMR 7041 Arscan, équipe ethnologie préhistorique) spécialiste du Paléolithique supérieur, au titre du CNRS ;
- Caroline Renard (archéologue au service départemental d'archéologie du Val d'Oise) spécialiste du Néolithique, au titre des services de collectivités territoriales ;
- Régis Labeaune (ingénieur, chargé de recherche à l'Inrap Bourgogne-Franche-Comté) spécialiste de la protohistoire (âge du Bronze et premier âge du Fer), en tant que spécialiste ;
- Mafalada Roscio (archéologue du bureau d'études Éveha) spécialiste de la protohistoire (second âge du Fer), au titre d'une société privée agréée en archéologie préventive, jusqu'au 2 septembre 2022 ;
- Laurence Le Clezio (archéologue du bureau d'études Éveha) spécialiste de la protohistoire, au titre d'une société privée agréée en archéologie préventive, depuis le 2 septembre 2022 ;
- Pierre Nouvel (professeur à l'Université de Bourgogne) spécialiste de l'Antiquité, au titre de l'enseignement supérieur ;
- Mathieu Thivet (ingénieur de recherche à l'Université de Franche-Comté, Laboratoire chrono-environnement) spécialiste de l'Antiquité, au titre des spécialistes ;
- Stéphane Ardouin (archéologue du service archéologique de la ville de Lyon) spécialiste du Moyen Âge, au titre des spécialistes ;
- Cédric Moulis (ingénieur d'études à l'Université de Lorraine) spécialiste du Moyen Âge et de l'Époque moderne, au titre des spécialistes ;
- Catherine Rigeade (ingénieure, chargée de recherche à l'Inrap Midi-Méditerranée) archéanthropologue spécialiste du Moyen Âge et de l'Époque moderne, au titre de l'Inrap.

En raison de la charge de travail des membres de la commission ou de la nature spécifique des dossiers examinés (archéologie subaquatique et sous-marine, art rupestre, mines, époque contemporaine, métallurgie, etc.), la présidence de la commission a fait appel à l'avis de 28 experts extérieurs dont : Annie Dumont (2 avis), Arnaud Blin (1 avis), Brigitte Boissavit-Camus (3 avis), Catherine Crétin (1 avis), Charlotte Gaillard (1 avis), Sibille Thiébaud (1 avis), Corinne Sanchez (1 avis), Cyrille Billard (1 avis), Fabien Blanc-Garidel (5 avis), Frédéric Surmely (1 avis), Gaëlle Dieulefait (2 avis), Guillaume Porraz (1 avis), Michel Prestreau (4 avis), Mickael Landolt (2 avis), Olivia Puel (1 avis), Olivier Blin (1 avis), Patrick Fernandez (1 avis), Patrick Paillet (1 avis), Régis Issenmann (1 avis), Valentin Villaverde (1 avis), Vincent Carpentier (2 avis), Yann Labory (1 avis). Ont été plus particulièrement sollicités :

- Diégo Garaté Maidagan (6 avis), musée archéologique de Biscaye, pour les recherches en grottes et les études d'art rupestre (6 avis) ;
- Joseph Gauthier, (21 avis) Chargé de recherche CNRS – UMR Chrono-environnement 6249 spécialiste en histoire des techniques, archéologie médiévale, mines et métallurgie, innovation et savoir-faire ;
- Jean-Yves Dufour, chargé d'étude à l'Inrap, spécialistes des périodes moderne et contemporaine (16 avis).

Notons enfin que S. Ardouin et P. Nouvel siègent en tant que représentants de la CTRA SUD-OUEST au CNRA et que C. Rigeade, siège au même titre à la COSM.

Après une légère diminution en 2021, le nombre des dossiers examinés en 2022 par la commission est en augmentation de 17 % (451 en 2021 ; 526 en 2022). Le nombre des dossiers examinés pour la Nouvelle-Aquitaine est en progression de plus de 14 % (255 en 2021 ; 291 en 2022), celui des dossiers occitans augmente de 20 % (196 en 2021 ; 236 en 2022).

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nouvelle-Aquitaine	188	215	272	288	255	291
Occitanie	218	195	175	198	196	235
Total	406	410	447	486	451	526

Nombre de dossiers (hors ZPPA) examinés annuellement en CTRA sud-ouest entre 2017 et 2022.

Le nombre total des avis des experts évolue de plus de 25%, passant de 476 en 2021 à 598 en 2022. Il confirme la progression amorcée depuis 2018 dont l'origine réside au moins en partie dans l'action combinée de : l'augmentation globale du nombre de dossiers ; de celui des opérations diachroniques ou spécifiques nécessitant l'avis de plusieurs spécialistes ; et du recours plus systématique à l'avis d'experts extérieurs.

Rapporteur	Nb. avis	Prév.	Prog.	Chronologie
Hélène Djema	28	2	26	Paléolithique ancien et moyen
Ludovic Mevel	46	3	43	Paléolithique supérieur
Caroline Renard	44	7	37	Néolithique
Mafalda Roscio *	24	15	9	Âge du Bronze
Laurence Le Clezio **	6	6	-	Âge du Bronze
Régis Labeaune	46	26	20	Âge du Fer
Matthieu Thivet	45	17	28	Antiquité
Pierre Nouvel	80	40	40	Antiquité
Stéphane Ardouin	76	48	28	Moyen Âge
Cédric Moulis	81	46	35	Moyen Âge et moderne
Catherine Rigeade	46	29	17	Archéanthropologie
Experts extérieurs	76	19	57	
Total	598	258	340	

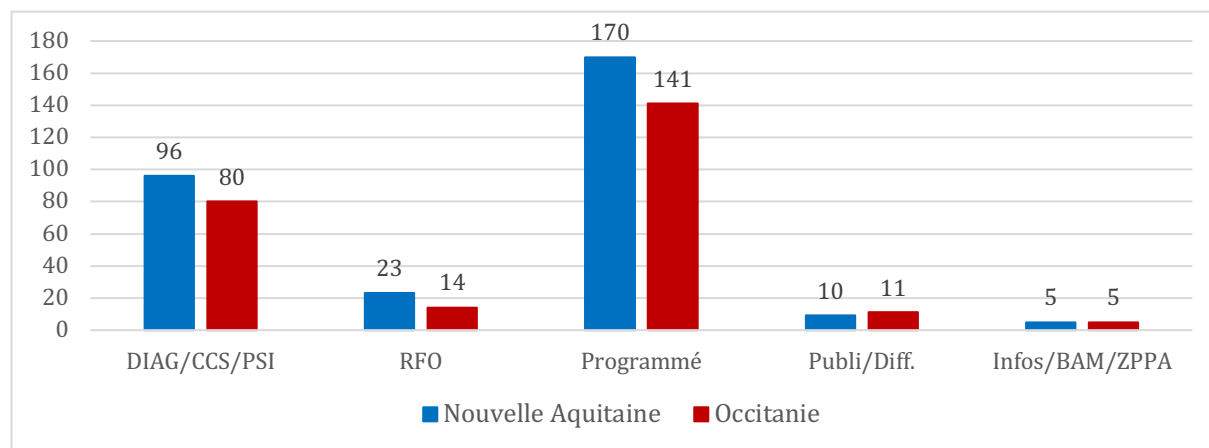
*jusqu'au 2 septembre 2022. **depuis le 2 septembre 2022.

Nombre d'avis rendu par les experts de la CTRA sud-ouest en 2022.

Face à cette évolution et depuis plusieurs années, les experts de la commission, qui examinent les dossiers d'une vaste portion du territoire national, soulignent de manière récurrente le poids de la charge de travail qui leur incombe, notamment lors des CTRA de programmation en début d'année.

La présidence de la commission a adopté en ce sens un certain nombre de pratiques pour tenter de remédier à cette situation. Ainsi, le recours aux avis des experts extérieurs est plus systématique. En 2022, ils ont rédigé 78 avis, soit environ 13 % du total de la commission, dont environ 75 % concerne des opérations d'archéologie programmée. Le principe d'une information détaillée a également été adopté pour l'examen de certaines opérations pluriannuelles dont le déroulement ne soulève pas de questions. Les avis des experts concernés étant nécessairement sollicités, cette dernière mesure fait surtout ses preuves dans l'allègement du déroulement des commissions.

Malgré toutes ces adaptations pragmatiques, les observations faites à l'issue de la présentation du bilan 2017-2020 de la CTRA Sud-Ouest, conservent toute leur actualité. Le nombre d'experts reste trop limité pour cette grande inter région dont l'activité archéologique est croissante. À cela s'ajoutent les difficultés rencontrées en cours de mandat pour le remplacement de certains experts dont l'évolution professionnelle ne leur permet plus de siéger au titre de leur nomination initiale dans la commission.



Types de dossiers examinés par région en 2022.

Archéologie programmée

Avec 311 dossiers, l'archéologie programmée représente, plus des deux-tiers des opérations sur lesquelles la commission a eu à émettre un avis en 2022. Avec une progression de plus de 21% par rapport aux 257 dossiers soumis en 2021, ce nombre confirme l'augmentation sensible de l'activité que connaît cette interrégion depuis 2018 (209 dossiers).

Cette hausse s'exprime de manière différente en fonction des régions. En Nouvelle-Aquitaine, on constate une augmentation de plus de 25 % du nombre des demandes d'opérations d'archéologie programmée, alors qu'en Occitanie l'augmentation est limitée à 15 %. Les sites de Bordeaux et de Toulouse avec respectivement 93 et 81 dossiers en 2022, apparaissent les plus dynamiques.

	2018	2019	2020	2021	2022
Nouvelle Aquitaine	108	143	173	135	170
Occitanie	109	106	119	122	141
Total	217	249	292	257	311

Évolution du nombre d'opérations programmées examinées par la CTRA de 2018 à 2022.

Il est à noter que les avis de la commission sont très rarement négatifs, validant à de très rares exceptions près les choix opérés par les services régionaux de l'archéologie. Néanmoins, un nombre croissant de demandes fait l'objet d'ajournement en attente de données complémentaires de la part des responsables scientifiques d'opérations. De même, les experts de la commission sont amenés à formuler régulièrement des préconisations scientifiques ou méthodologiques pour le bon déroulement des opérations.

Les fouilles programmées, le plus souvent pluriannuelles, sont majoritaires (119 op. 38 %). Le nombre des projets collectifs de recherche (66 op. 21 %) témoigne quant à lui du dynamisme des recherches conduites par des collectifs pluridisciplinaires et interinstitutionnels à l'échelle de plusieurs départements et moins fréquemment au niveau de l'inter région. Dans plusieurs

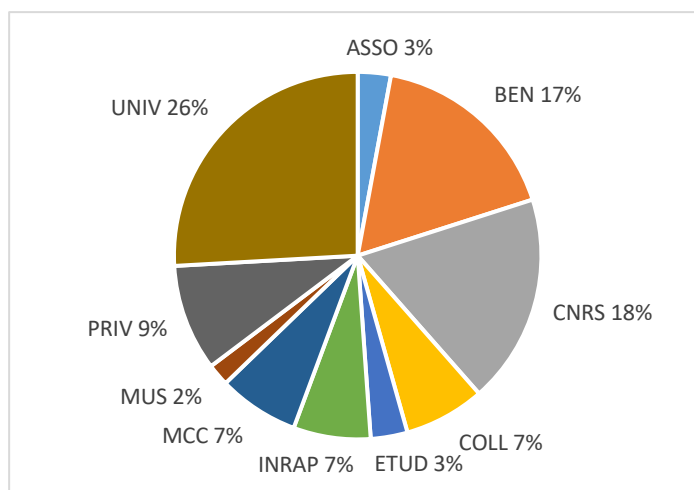
cas, ces derniers comprennent des opérations archéologiques de terrain qui constituent une partie des demandes d'autorisations de prospections (57 op.18 %) et de sondages (35 op.11 %).

	Fouille	Sondage	Prospections	PCR	ANA	RAP	AE-APP	Total
Bordeaux	29	12	21	17	3	3	8	93
Limoges	10	6	8	3	1	0	1	29
Poitiers	22	6	10	9	0	0	1	48
Nouvelle-Aquitaine	61	24	39	29	4	3	10	170
Montpellier	29	1	2	16	4	0	8	60
Toulouse	29	10	16	21	2	0	3	81
Occitanie	58	11	18	37	6	0	11	141
Total	119	35	57	66	10	3	21	311

Archéologie programmée : types de dossiers examinés par région et sites en 2022.

En 2022, la commission a examiné 21 dossiers d'aide à la préparation de publication et d'aide à l'édition, confirmant le dynamisme de l'interrégion en matière de publication. Cependant, l'augmentation quasi continue de ce nombre depuis 2017 semble atteindre une certaine phase de stabilité. Les dossiers d'aide à la préparation de publication ont trait à un travail de mise en forme pour obtenir un manuscrit publiable dans le cadre d'un projet d'édition à partir de données de terrains (rapports d'opération, résultats de PCR, ACR, actes de colloques ou d'autres travaux universitaires). Parmi les dossiers examinés cette année, citons ceux de la publication : des occupations solutréennes et badegouliennes du site de référence du Cuzouls du Vers, à Vers (Lot) ; du site magdalénien de la Combe Cuillier, à Lacave (Lot) ; de la Grotte du Phare, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) fréquentée du Badegoulien jusqu'à la fin de l'âge du Bronze ; ou encore des nécropoles du second âge du Fer de Geloux (Landes) et antique des Dunes à Poitiers (Vienne). Enfin, l'étude sur les potiers gallo-romains de Sallèles-d'Aude (Aude) et les résultats de la fouille de l'exceptionnelle résidence fossoyée de la Mothe (X^e-XII^e s.) à Pineuilh (Gironde), ont fait l'objet de dossiers de demande d'aide à l'édition permettant la réalisation du produit fini à partir d'un manuscrit achevé.

Les responsables scientifiques des opérations archéologiques programmées sont majoritairement rattachés aux universités régionales (26 %) et en moindre proportion au CNRS (18 %). On note l'importance des bénévoles (17 %) et la présence limitée des responsables appartenant à des opérateurs privés (9 %) ou aux services de collectivités territoriales (7 %). Les agents du ministère de la Culture (7 %), ingénieurs comme conservateurs, sont impliqués dans la recherche archéologique programmée.



Archéologie programmée : organisme de rattachement des responsables d'opérations.

Archéologie préventive

	2018		2019		2020		2021		2022	
	DIAG	RFO	DIAG	RFO	DIAG	RFO	DIAG	RFO	DIAG	RFO
Nouvelle Aquitaine	60	47	106	23	77	38	103	16	96	23
Occitanie	55	29	42	27	55	24	53	21	80	14
Total	115	76	148	50	132	62	156	37	176	37

Évolution du nombre de dossiers de prescription (rapport de diagnostic, CCS, fouilles directe, dossier vu en inter CTRA, etc.) et de RFO examinés par la CTRA entre 2018 et 2022.

La commission a examiné 213 dossiers d'archéologie préventive. Ce nombre est en augmentation d'un peu moins de 10% par rapport aux 194 dossiers examinés en moyenne tous les ans depuis 2018. Si la Nouvelle-Aquitaine conserve de ce point de vue une évolution assez irrégulière d'année en année, ce n'est pas le cas de l'Occitanie qui a soumis 94 dossiers d'archéologie préventive à l'avis de la commission, soit 27 % de plus qu'en 2021.

Parmi les 176 dossiers qui concernent la prescription de fouilles archéologiques préventives, 70 sont des rapports de diagnostics accompagnés du cahier des charges scientifiques de fouille et 65 sont des cahiers des charges scientifiques relatifs à la prescription directe d'opérations préventives sur des sites avérés par des études documentaires ou des opérations anciennes.

	Diag/CCS/PSI	RFO	Total
Nouvelle Aquitaine	96	23	119
Bordeaux	42	11	53
Limoges	7	2	9
Poitiers	47	10	57
Occitanie	80	14	94
Montpellier	19	5	24
Toulouse	61	9	70
Total	176	37	215

Archéologie préventive : types de dossiers examinés par région en 2022.

On remarque une augmentation du nombre des dossiers traités en inter CTRA (18 dossiers soit 11,4 % en 2021 ; 23 dossiers soit 13 % en 2022) pour répondre à l'urgence de certaines situations liées aux délais imposés par le code du patrimoine. Enfin, 19 dossiers sont des rapports de diagnostic dans l'attente de prescription, les projets d'aménagement n'étant pas encore finalisés. Il est à noter que la commission a eu à se prononcer sur le projet scientifique d'intervention d'un opérateur. 37 rapports de fouilles préventives ont été examinés en 2022. Ce nombre apparaît relativement réduit au regard du nombre d'opérations prescrites et réalisées.

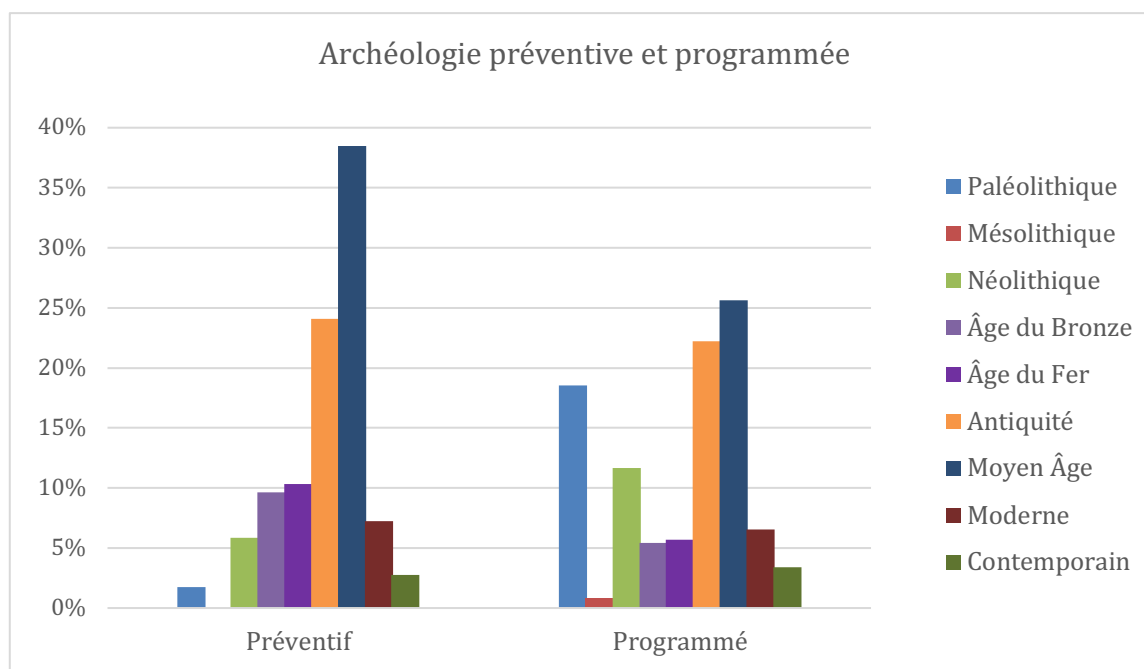
Comme en 2021, les experts constatent une certaine baisse de qualité des rapports de diagnostics tant sur la forme que sur le fond, qui témoigne de moyens insuffisants accordés à certaines opérations, tant sur le terrain que pour la post-fouille. Sont régulièrement mis en avant : la qualité de l'enregistrement ou des illustrations, l'insuffisante contextualisation ou le caractère trop limité de l'exploitation des données, par exemple. L'examen de certains rapports a ainsi été ajourné en attente de compléments.

La commission a examiné 88 rapports d'opérations préventives de l'Inrap dont 68 diagnostics et 20 fouilles. Elle s'est également prononcée sur 27 rapports dont 22 diagnostics et 5 fouilles conduites par les services archéologiques de collectivités territoriales parmi lesquels le Centre d'archéologie préventive de Bordeaux Métropole, le Service de l'inventaire patrimonial et de l'archéologie de Toulouse Métropole, ou encore le Service départemental de l'archéologie de la Dordogne. Enfin, 10 rapports de fouilles réalisés par les opérateurs privés Hadès, Éveha et Atemporelle ont été évalués en 2022.

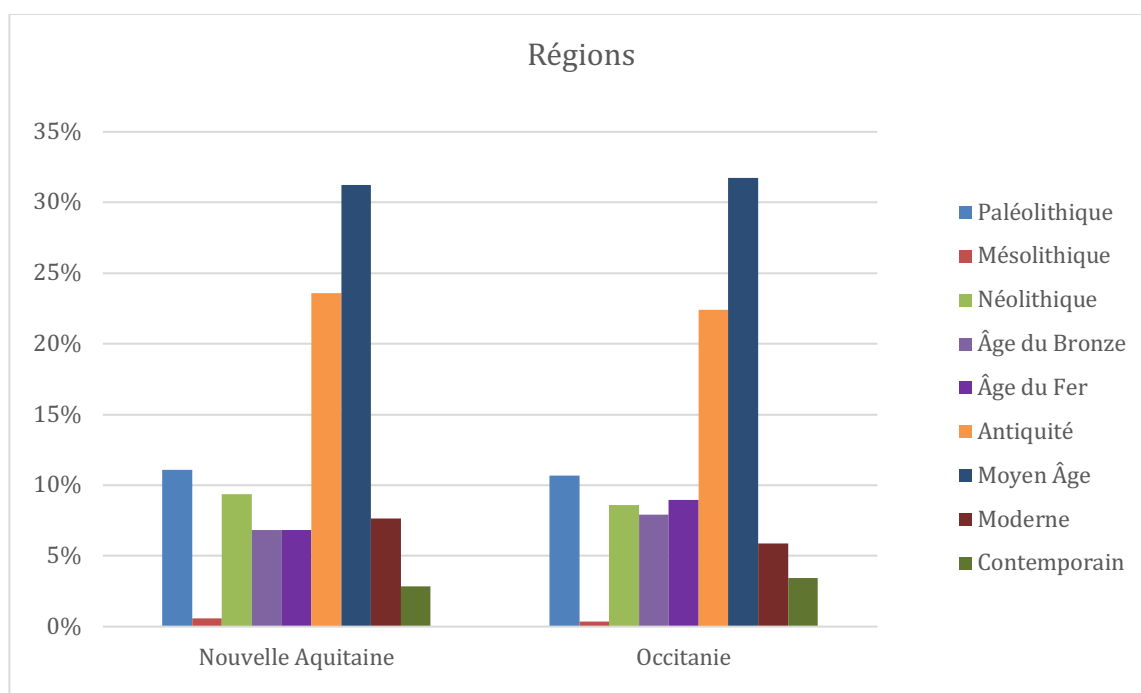
Enfin, la commission s'est prononcée sur le caractère exceptionnel (au titre de l'article R.523-48 du Code du patrimoine) de la découverte des vestiges d'une agglomération protohistorique interprétée comme un *portus* gaulois, dans le cadre de la fouille préventive d'un établissement antique au sud de la ville de Beaucaire (Hérault). Elle a également été informée de la découverte fortuite d'un réseau de cavités reconnu actuellement sur 1,4 km, appelé Le réseau de la Licorne, sur les territoires des communes de Saint-Projet-Saint-Constant et La Rochefoucaud-en-Angoumois (Charente). Dans ce contexte ont été observés de nombreux vestiges attribués à l'âge du Bronze final (IIIa-IIIb) dont un grand nombre de céramiques entières ou fragmentées, des foyers, des crânes humains isolés, des vestiges funéraires et d'exceptionnelles empreintes de pieds et de mains préservées dans des zones humides.

Périodes traitées

D'une manière générale, on remarque l'existence d'importants déséquilibres entre les différentes périodes chronologiques sur lesquelles la commission a eu à émettre des avis que cela soit dans le cadre de l'archéologie préventive ou de l'archéologie programmée. Ce déséquilibre est patent pour la Préhistoire, qui constitue moins de 8 % des dossiers d'archéologie préventive et 32 % des dossiers d'archéologie programmée. On constate une situation inverse pour les dossiers relatifs aux âges des Métaux, qui représentent moins de 20 % des dossiers d'archéologie préventive et un peu plus de 10 % du programmé.



Périodes chronologiques traitées en archéologie programmée et en archéologie préventive (interrégion).



Périodes chronologiques traitées par région (archéologie préventive et programmée).

La prédominance de la période médiévale avec 38 % des dossiers d'archéologie préventive et 26 % des dossiers d'archéologie programmée, apparaît clairement aux côtés de l'Antiquité seule période où un relatif équilibre peut-être constater (24 % des dossiers d'archéologie préventive et 23 % des dossiers d'archéologie programmée). Il est par ailleurs intéressant de constater que la répartition chronologique des dossiers par région présente certaines similitudes.

Recherche archéologique en Nouvelle-Aquitaine : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Xavier Margarit

Conservateur régional de l'archéologie

	Nouvelle-Aquitaine	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	5959	NR
Diagnostics prescrits	501	1714,7
Fouilles prescrites	123	61,2
Diagnostics réalisés	269	605
Fouilles réalisées	74	142,35
<i>Programmé</i>	Nb	
Fouilles	48	
PCR	24	
PT	14	
PI	15	
SD	13	
Relevés art rupestre	2	

	Site de Poitiers		Site de Limoges		Site de Bordeaux	
<i>Préventif</i>	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)	Nb	Surface (ha)
Dossiers instruits	3756	NR	760	NR	1443	NR
Diagnostics prescrits	243	566,6	83	751	175	397,1
Fouilles prescrites	61	31,4	7	3,4	55	26,4
Diagnostics réalisés	140	306,4	47	85	82	213,6
Fouilles réalisées	44	28,25	6	13	24	101,1
<i>Programmé</i>	Nb		Nb		Nb	
Fouilles	22		10		16	
PCR	8		3		13	
PT	5		5		4	
PI	6		6		3	
SD	1		8		4	
Relevés art rupestre	0		0		2	

Contexte

Le SRA de Nouvelle-Aquitaine (41 agents) est structuré en 3 équipes sur les 3 sites respectivement de Bordeaux, siège de la DRAC (17 agents, 5 départements), puis de Poitiers (14 agents, 4 départements) et de Limoges (10 agents, 3 départements). D'un point de vue fonctionnel le service a été notablement affecté en 2022 par des départs non remplacés en cours d'année sur les sites de Bordeaux et de Poitiers, dont principalement celui de la CRA adjointe de Bordeaux en septembre. L'équipe de ce site toujours en cours de renouvellement demeure donc plutôt instable (une dizaine de départs d'agents et autant d'arrivées en guère plus de 2 ans sur le seul site de Bordeaux).

Pour ce qui concerne la CTRA, dont la Nouvelle-Aquitaine est la région siège, l'année 2022 a été marquée par l'organisation du bilan du précédents mandat quadriennal 2017-2020, ainsi

que notamment, par la défection du secrétariat scientifique de la commission durant 5 mois (avril à août).

D'un point de vue opérationnel, l'année 2022 a vu 289 dossiers inscrits pour Nouvelle-Aquitaine en CTRA Sud-Ouest, soit 119 pour l'archéologie préventive et 170 pour l'archéologie programmée. Concernant l'archéologie préventive, 479 diagnostics (501 dont 22 abrogés) et 121 fouilles préventives (123 dont 2 abrogées) ont été prescrits. Le taux de diagnostic est de 8,04% relativement au nombre de dossiers de consultation reçus, soit dans la moyenne nationale. L'activité régionale demeure donc relativement stable : toujours forte en Poitou-Charentes qui monopolise environ la moitié des prescriptions de diagnostics et de fouilles régionale, également soutenue bien que de façon un peu moindre en Aquitaine, et nettement moindre en Limousin. Cette activité de 2022 doit certainement aux dispositifs de soutien à la relance économique, qui ont eu pour effet de voir émerger des dossiers de vastes superficies, ainsi qu'à la loi de zéro artificialisation nette, qui a vraisemblablement réorienté un certain nombre d'aménagements vers les centres-bourgs.

Résultats significatifs

Pour ce qui concerne la Préhistoire, la mise en évidence en diagnostic d'un site tardiglaciaire associant vestiges lithiques aziliens et faune de mammoth à Saint-Astier (Dordogne) en amont d'un projet de complexe industriel mérite d'être signalée pour sa rareté. Les principaux acquis préhistoriques de 2022 relèvent pourtant de l'archéologie programmée, essentiellement par la mise en évidence de nouveaux restes humains inédits dans la grotte de Cussac (Dordogne), ainsi que par l'étude des niveaux les plus anciens du site de la Roche à Pierrot à Saint-Césaire (Charente-Maritime), et de l'exceptionnelle séquence stratigraphique de la grotte Bouyssonie (Corrèze).

Le Néolithique pour sa part, constitue une période parmi les moins bien connues régionalement, aussi la fouille préventive en 2022 à Royan (Charente-Maritime) d'un habitat à enceinte de la phase finale, et de rares fosses de chasses potentiellement de la phase moyenne, méritent-ils d'être signalés (opération conjointe Inrap et service archéologique départemental). Il en est de même de la fouille préventive à Saint-Sever (Landes) de vestiges funéraires campaniformes par l'opérateur Archeodunum.



Royan (Charente-Maritime), enceinte néolithique.

Plusieurs acquis significatifs intéressent également la protohistoire, tels que ceux de la fouille du site funéraire de sept enclos à Forges (Charente-Maritime) pour les âges du Bronze et du Fer, et ceux de l'habitat également de l'âge du Fer remarquablement structuré d'un système

d'enclos fortifiés à entrées multiples à Chaniers (Charente-Maritime, Archeodunum). Ce site a livré de nombreux bâtiments sur poteaux dont un circulaire, le plus méridional connu à ce jour pour cette période. Deux autres fouilles préventives d'établissements ruraux du second âge du Fer ont été réalisées à Isle (Haute-Vienne), celles de La Chabroulie (Inrap) et du Génétie (Éveha), livrant notamment chacune un enclos fossoyé, des bâtiments sur poteaux, et pour l'un des traces d'extraction de minerai. Ce type d'établissement avait été jusqu'ici très rarement abordé dans l'est de la Nouvelle-Aquitaine. Pour ce qui concerne l'archéologie programmée protohistorique, les résultats de la fouille de La Peyrouse intéressant l'insertion du sanctuaire dans une agglomération du second âge du Fer méritent également d'être signalés.



Forges (Charente-Maritime), Terre de l'Augerie. Enclos de l'âge du Fer.



Chaniers (Charente-Maritime), Chemins de la Tonnelle ». Bâtiments de l'âge du Fer.

La période antique, quant à elle, a été marquée par la fouille exécutée par l'État sur le site des termes antiques d'Evaux-les-Bains (Creuse), site éminent dont témoigne le classement au titre des MH dès 1840. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une réflexion préparatoire au projet d'aménagement du complexe contemporain de balnéothérapie (modalités d'une étude préalable MH). Ont été mis au jour dans ce cadre un bassin antique rectangulaire central dans un remarquable état de conservation (sur 1,50 m d'élévation) et un bâtiment en exèdre inconnu jusqu'alors. L'opération a également permis de reconnaître les dimensions des deux bassins latéraux, leurs parements internes en dalles de calcaire fin, leurs accès, et les réseaux hydrauliques correspondant. Trois campagnes de travaux de réaménagements ont été mises en évidence au cours des I^{er}-II^e siècles.



Evaux-les-Bains (Creuse), bassins et thermes antiques.

Par ailleurs, il convient de signaler la fouille de 2 ha sur le site de Céros à Saint-Paul-les-Dax (Landes) par l'opérateur Éveha qui a permis d'étudier l'intégralité de la *pars urbana* d'une villa gallo-romaine auquel succède un lieu de culte et un cimetière au haut Moyen Âge. Enfin, à Saint-Sever (Landes) une fouille d'Archeodunum a permis de documenter sur une vaste superficie (10 ha) différents vestiges d'occupations antiques offrant une lecture originale d'une portion de terroir. Les recherches programmées pour leur part se sont principalement attachées pour l'Antiquité à la précision de nos connaissances de l'habitat, tel celui de Luxé (Charente) groupé autour d'un sanctuaire et celui aristocratique de Plassac (Gironde) en bordure de l'estuaire de la Gironde.

Pour le Moyen Âge, la fouille exhaustive par l'Inrap du cimetière de Notre-Dame de Cougnes, l'une des paroisses les plus importantes de la ville médiévale de La Rochelle (Charente-Maritime), se signale par la qualité des vestiges mis au jours. Outre la découverte d'un secteur

funéraire uniquement consacrés aux immatures, cette opération complètera plus largement les données anthropologiques urbaines déjà acquises à proximité, par exemple lors de la fouille du cimetière protestant réalisé par l'Inrap en 2007. Par ailleurs la fouille par l'opérateur Hadès du couvent des Cordeliers à Cognac (Charente) mérite d'être soulignée pour sa grande amplitude chronologique. À Échillais (Charente-Maritime), la fouille place de Verdun a permis l'étude détaillée d'un ensemble bâti dense, parfois remarquable, essentiellement médiéval à proximité immédiate d'une église, sous et aux alentours de l'ancien presbytère, en lien avec un cimetière paroissial (XII^e et le XIV^e s.) (fig. 5). L'archéologie programmée pour sa part a permis l'acquisition de nouvelles données sur l'habitat élitair au Moyen Âge (axe 11). C'est le cas pour la fouille de Châteauneuf à La Porcherie (Haute-Vienne) (aula et bâtiment au sommet de la motte), pour celle du Château de Ségur à Ségur-le-Château en Corrèze (première enceinte, tour à contreforts et cuisine), ainsi que pour celles sur le palais des comtes de Poitiers. Cette dernière a permis de préciser les modalités d'organisation du palais antérieur à celui commandité par Jean de Berry. Elle a également confirmé la bonne conservation des niveaux antiques à proximité du rempart de cette époque.



Échillais (Charente-Maritime), place de Verdun, sépulture médiévale.

La période Moderne, pour sa part, a été particulièrement bien documentée par la fouille de l'Inrap sur un îlot de la place forte de Brouage (Charente-Maritime), occupé entre la seconde moitié du XVI^e siècle et la fin du XVIII^e siècle. Plusieurs phases de reconstructions y illustrent la tendance manifeste au morcellement des parcelles déjà proposées par d'autres fouilles alentours, et la richesse des mobiliers recueillis doit permettre de mieux contextualiser la vie quotidienne des populations concernées. La fouille à La Rochelle par l'Inrap (Charente-Maritime), du système de fortifications de la ville sous Louis XIII, durant le siège de Richelieu, est également tout à fait notable non pas tant pour ce qui concerne le contexte de ce haut fait historique que pour la compréhension diachronique plus globale de la structuration urbaine. La recherche programmée quant à elle, s'est singularisée par un apport de données novatrices

pour les périodes, tant moderne que médiévale, sur la construction à pan de bois à Limoges (Haute-Vienne) relativement au développement d'un PCR sur ce thème. Malgré un corpus important, cette architecture n'avait encore été jusque-là que très peu étudiée (en particulier pour les modes de construction, des datations par dendrochronologie et l'approvisionnement en bois avec origines géographiques).

Concernant la période contemporaine il convient de signaler la fouille conjointe de l'Inrap et du service départemental à Royan (Charente-Maritime) de tout un complexe de batterie de bunkers allemands de la Seconde Guerre mondiale remarquablement conservés (y compris les cheminements extérieurs, hangars à canon, rampes) appartenant au Mur de l'Atlantique. Cette opération compte en effet parmi les toutes premières régionalement sur cette période et ce thème émergent en Nouvelle-Aquitaine.



Royan (Charente-Maritime), Mur de l'Atlantique.

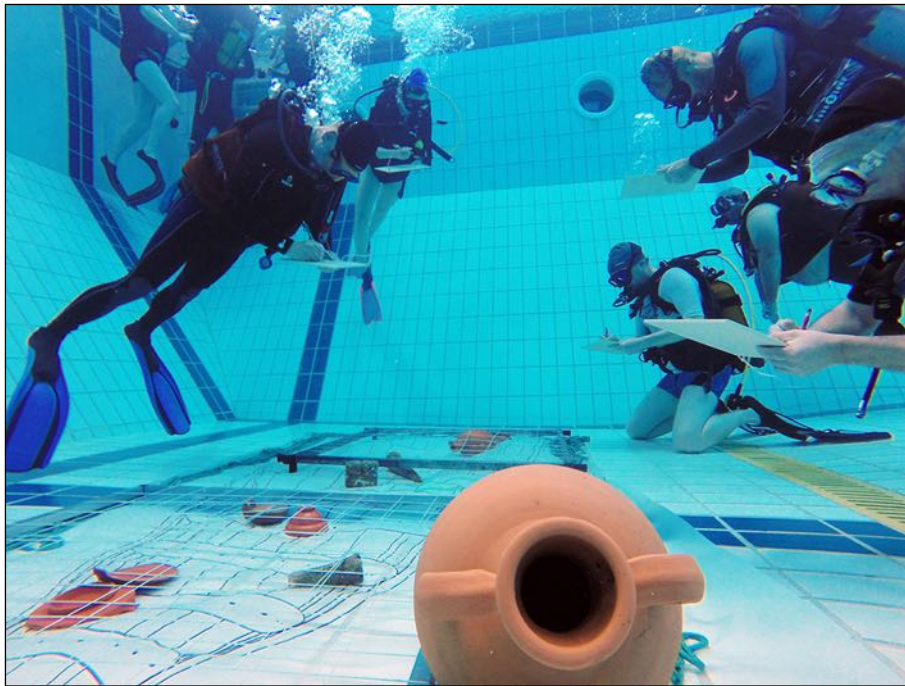
Synthèse opérationnelle et stratégique

Ce panorama de résultats parmi les plus significatifs pour 2022 ne recouvre naturellement pas à lui seul le détail du champ scientifique de l'archéologie régionale, mais il permet d'en illustrer les principales caractéristiques stratégiques : une recherche programmée en Préhistoire de haut niveau pour une région majeure de Préhistoire nationale et internationale, et une orientation volontariste pour une meilleure connaissance de la protohistoire, notamment ses habitats, encore trop méconnue régionalement. Quant à la problématique littorale, si elle demeure encore discrète dans ces résultats significatifs (*villa* de Plassac, Mur de l'Atlantique), elle n'en constitue pas moins un objectif stratégique en cours de développement de la politique archéologique régionale. Enfin, l'activité soutenue pour les périodes médiévale et moderne se trouve être dynamisée tant par la qualité des projets et des acteurs qui œuvrent régionalement sur ce thème que par un développement de l'archéologie préventive dans les centres-villes et les centres-bourgs.

Enfin, comme les années précédentes, le SRA s'est attaché à soutenir la diffusion scientifique par l'aide à la publication de monographies telle celle du dépôt gaulois de Tintignac (Naves, Corrèze). Il en est de même par le soutien volontariste au développement de colloques tels

ceux, en 2022, sur l'archéologie des conflits contemporain en Nouvelle-Aquitaine (Bordeaux), ou les Rencontres Nord-Sud de Préhistoire récente (La Rochelle).

Cette politique de diffusion s'est également attachée aux retours vers de plus larges publics, et les opérations d'EAC menées en 2022 autour de la fouille/prospection subaquatique programmée dans la rivière Vienne à Limoges (Haute-Vienne) mérite d'être signalée tant pour son très large succès que pour son originalité. En effet, outre la formation d'étudiants en archéologie subaquatique, plusieurs classes d'écoles primaires ont ainsi bénéficié de visites sur site, mais aussi de baptêmes de plongées en piscine encadrées par la fédération nationale (FFESSM) pour des ateliers de sensibilisation à l'archéologie subaquatique (fac-similés immergés à 2 et 4 m).



Limoges (Charente-Maritime), médiation FFESSM.

Recherche archéologique en Occitanie : bilan chiffré et résultats significatifs

Par Didier Delhoume

Conservateur régional de l'archéologie

Bilan chiffré

Non communiqué.

Vaste région de 13 départements, fusion des ex-régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, la région Occitanie présente d'importants contrastes, du point de vue géographique comme économique, entre des régions montagneuses encore largement enclavées (Massif pyrénéen au Sud, Causses et Montagne Noire au Nord), une plaine littorale très densément occupée et aménagée, et les territoires métropolitains de Toulouse et Montpellier qui drainent une très grande part de l'activité. Ces déséquilibres territoriaux se reflètent non seulement dans la répartition géographique des prescriptions et des opérations d'archéologie préventive, mais également dans le paysage de la recherche archéologique.

Une recherche archéologique dynamique

Dans le domaine de l'archéologie programmée, les chercheurs actifs sur le territoire de la région sont majoritairement issus des trois principales UMR intervenant sur le territoire régional (UMR sous co-tutelle du ministère de la Culture), à savoir TRACES (UMR 5608 Toulouse), Archéologie des Sociétés méditerranéennes (UMR 5140 ASM, Montpellier) et PACEA (UMR 5199 Bordeaux). Ces chercheurs sont également présents par le biais de collaborations scientifiques avec les opérateurs d'archéologie préventive (conventions existantes : Inrap, Cellule départementale d'archéologie du Lot, Direction départementale d'archéologie de l'Aveyron ; 3 autres conventions sont en projet avec ASM).

D'autres laboratoires interviennent également dans la région, mais de manière plus limitée : dans le domaine de la Préhistoire ancienne, le Laboratoire d'Histoire Naturelle de l'Homme Préhistorique (UMR 7194 HNHP, Tautavel) et l'UMR 7269 LAMPEA (Aix-Marseille) ; pour l'Antiquité et le Moyen Âge en Languedoc oriental, le LA3M (UMR 7298, Aix-en-Provence). Enfin, quelques projets de recherche mis en œuvre dans la région sont portés par des chercheurs relevant de l'Université de Pau, de l'Université de Perpignan-Via Domitia ou d'universités franciliennes...

On constate que le paysage actuel de la recherche archéologique programmée - tel qu'il est reflété par les projets de recherche et rapports d'opération examinés par la CTRA Sud-Ouest - correspondant pour une large part aux dominantes identifiées dans les champs de recherche privilégiés par les membres de ces UMR – qui fédèrent l'essentiel des archéologues chercheurs actifs sur le territoire.

La recherche en archéologie médiévale dynamique est en grande partie impulsée par les chercheurs membres de l'UMR TRACES, mais très inégalement répartie sur le territoire : la majorité des fouilles programmées et PCR autorisés et soutenus par le SRA Occitanie concernent les départements riverains de Toulouse (Tarn, Tarn-et-Garonne, Aude) et les Pyrénées-Orientales. Le nord et l'est de la région (départements du Lot, de l'Aveyron, de la Lozère, du Gard) restent encore des territoires assez délaissés par la recherche en archéologie médiévale...

La recherche en archéologie antique est essentiellement active dans l'est de la région (ex-Languedoc-Roussillon), et notamment à Narbonne (ancienne capitale de la Province) et

Nîmes, dont les territoires bénéficient des avancées d'importants PCR (resp. C. Sanchez, J.-Y. Breuil) ainsi que sur le territoire du département de l'Hérault, où les chercheurs de l'UMR ASM constituent une force de frappe considérable. Le déficit de projets côté occidental, alors que le corpus de sites à étudier est considérable, a pu être un peu compensé par le lancement d'un important programme sur l'agglomération de *Lugdunum* des Convènes (Saint-Bertrand-de-Comminges, Haute-Garonne), sous la responsabilité de W. Van Andringa) ou d'une opération sur l'agglomération de Cadayrac (Salles-la-Source, Lot). A l'horizon 2022 se profile également la reprise de recherches sur Eauze (*Elusa*, Gers), ancien chef-lieu de cité.

L'archéologie de la protohistoire souffre d'un déséquilibre territorial inverse : à l'ouest, peu de projets et d'opérations en cours, à l'exception du Sud-Aveyron (P. Gruat), situé dans la sphère d'intervention des chercheurs de l'UMR ASM de Montpellier. Néanmoins, la mise en place de l'ambitieux projet de recherche et de médiation « Occidunum », en réponse à un appel à projets « Défi-Clé Sciences du passé » lancé par un consortium régional d'UMR sur des fonds attribués par la Région Occitanie, devrait permettre de dynamiser la recherche et de fédérer efficacement les équipes de chercheurs des différentes UMR. Ce projet est orienté sur l'étude et la valorisation des habitats de hauteur protohistoriques à l'échelle régionale, avec une dimension de consolidation de corpus, de recherche expérimentale à partir de méthodes non invasives et de mise en valeur patrimoniale. Le projet fédère des opérations déjà en place (Roquelaure dans le Gers, Ensérune, Bessan, Mourel-Ferrat à Olonzac dans l'Hérault...) à de nouvelles zones d'investigation (Quercy).

A contrario la recherche archéologique relative à la période néolithique se révèle plus dynamique à l'ouest qu'en ex-Languedoc-Roussillon (où elle est devenue relativement anecdotique), avec des opérations de grande qualité réalisées sous la direction de chercheurs membres de l'UMR TRACES en Rouergue (T. Perrin, M. Maillé), en Quercy (V. Ard), avec de nouvelles opérations lancées dans les Pyrénées (Hautes-Pyrénées, Ariège).

Enfin, le dynamisme de la recherche en Préhistoire ancienne ne se dément pas, sur la totalité du territoire de l'Occitanie, grâce à des chercheurs émanant essentiellement des UMR PACEA, TRACES et de l'unité de Tautavel. Sans surprise, le département du Lot est celui abritant le plus grand nombre d'opérations archéologiques programmées (une dizaine par an).

Le soutien à la recherche programmée a constitué, en 2022 comme pour les années précédentes, la première priorité au plan budgétaire pour le SRA. Une diminution notable des crédits notifiés a néanmoins supposé des arbitrages draconiens dans le montant des financements Culture à affecter à chaque opération. Cette diminution de crédits s'est inscrite dans le contexte d'un dynamisme accru de la recherche archéologique programmée en Occitanie, constaté depuis quelques années et une nouvelle fois confirmé en 2022.

Même si quelques nouvelles demandes d'opérations ont dû être reportées à 2023 faute de financement, 132 opérations ont été autorisées en 2022 (dont 35 fouilles programmées et 22 PCR). Le programme de ces opérations a dû, pour la majeure partie d'entre elles, être revu à la baisse, notamment sur leur volet d'analyses ou d'études. Bon nombre de ces opérations ont cependant pu bénéficier de l'appui pérenne de la Région Occitanie, dont les crédits affectés au soutien à la recherche archéologique programmée ont été encore en légère augmentation en 2021 dans le cadre d'une co-programmation mise en place avec le SRA depuis quatre ans.

Au titre des opérations emblématiques ayant mobilisé des financements notables de l'État, on peut évoquer les ambitieux PCR, comportant des volets de fouilles programmées et développés autour de sites antiques de premier plan que sont Narbonne ou Saint-Bertrand de-

Comminges, de sites castraux (château de Penne dans le Tarn, de Sainte-Christie d'Armagnac dans le Gers...), de l'étude des activités métallurgiques anciennes – notamment dans le massif pyrénéen (Pyrénées-Orientales et Ariège)– ou autour de thématiques d'étude des occupations préhistoriques de la région (vallée de la Cèze dans le Gard, grotte du Mas-d'Azil en Ariège)...

Archéologie préventive : une région aux acteurs multiples

Le territoire de la région illustre de manière particulièrement claire la variété du paysage des opérateurs, issu des lois et décrets sur l'archéologie préventive promulguées en 2001-2003. Pour ce qui concerne l'Inrap, le territoire de la région Occitanie relève de la direction interrégionale Inrap Midi-Méditerranée, qui a son siège à Nîmes et dont le périmètre d'intervention s'étend également aux territoires des régions PACA et Corse. Dans la région Occitanie, les moyens humains et techniques de l'Inrap sont répartis dans une demi-douzaine de centres opérationnels (Saint-Orens et Montbeton en Haute-Garonne, Montauban, Nîmes, Villeneuve-les-Béziers dans l'Hérault, Saint-Estève dans les Pyrénées-Orientales). L'établissement met ainsi en œuvre la totalité des diagnostics prescrits par le préfet de région sur les territoires dépourvus de services de collectivités territoriales (210 opérations réalisées en 2021) et intervient sur le territoire régional dans la réalisation des fouilles préventives, bien que de manière très déséquilibrée (cf. *infra*).

6 services archéologiques de collectivités territoriales de la région Occitanie sont habilités par le Ministère de la Culture à réaliser des opérations d'archéologie préventive : il s'agit du Service archéologique départemental des Pyrénées-Orientales, du service archéologique de la communauté d'agglomération Sète Agglopôle Méditerranée (SAM), du service archéologique municipal de Béziers (SAMB), de la Direction départementale de l'archéologie de l'Aveyron (DDA12), de la Cellule Départementale d'Archéologie du Lot (CDAL) et du Service de l'Archéologie de Toulouse Métropole (SATM). En 2020, ces services ont réalisé 55 opérations de diagnostic sur le territoire de la région, ce qui représente environ 1/4 de l'activité en ce domaine, ainsi qu'un petit nombre de fouilles préventives – dans la plupart des cas en régie directe, dans le cadre de projets d'aménagement portés par leur collectivité de rattachement.

Par ailleurs, plusieurs opérateurs privés agréés réalisent régulièrement des opérations de fouilles préventives dans la région. Les plus présents ont implanté des centres opérationnels dans la région : c'est le cas par exemple des sociétés Éveha (L'Union – 31), Hadès (L'Union – 31), Archeodunum (Tournepieu – 31), Acter (Pézilla – 66) ou Mosaïques archéologie (Courmonterral – 34).

Archéologie préventive : une région d'activité forte mais déséquilibrée

Au cours des dernières années (2019-2022), le nombre de dossiers d'aménagements instruits chaque année par le SRA Occitanie au titre de l'archéologie préventive s'est établi à environ 2700, toutes catégories confondues (demandes de PC, PA, ZAC, etc). Ces dossiers, pour l'essentiel, sont transmis en application des zonages de présomption de prescription archéologique (ZPPA) mis en place sur les parties du territoire régional présentant une sensibilité particulière en matière d'identification et de protection du patrimoine archéologique. Il convient de signaler que sur ce total, entre 250 et 300 dossiers par an ont été transmis à l'initiative des porteurs de projets, en amont du dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme, comme le permet le Code du patrimoine. La pratique en hausse de ces saisines

anticipées permet de fluidifier notablement le calendrier de programmation des diagnostics éventuellement prescrits à la suite, à réaliser par l'Inrap ou les services de collectivités.

Au vu du nombre de dossiers instruits, celui des prescriptions de diagnostic édictées par l'État s'est établi en 2022 à un niveau relativement (431 prescriptions pour 40 abrogations, soit un solde de 391 diagnostics prescrits), au-dessus de la moyenne des dernières années, qui s'établissait autour de 300-350 diagnostics par an. Près de 1700 hectares de terrains ont été concernés par ces prescriptions. Ce taux relativement élevé s'explique par le fait qu'une majorité des dossiers sont transmis par les services instructeurs en application des zonages (ZPPA) mis en place et concerne donc, de manière privilégiée, des secteurs dont on connaît déjà la forte sensibilité archéologique. La surface moyenne diagnostiquée par opération fluctue, d'une année sur l'autre, entre 3 et 4 hectares.

Les fouilles préventives

Sur la base des résultats des diagnostics archéologiques réalisés par les opérateurs publics, en 2022, 97 arrêtés de prescription de fouille préventive ont été notifiés, chiffre en forte hausse par rapport à l'année précédente (51 prescriptions en 2021), ce qui n'est pas sans conséquence sur le volume de rapports de diagnostics et projets de prescriptions à faire examiner par la CTRA. On peut interpréter ce net regain comme un effet de redémarrage des projets d'aménagements après la longue période d'étiage qu'a représenté celle de la crise sanitaire.

Le nombre comme le taux de prescriptions connaît une remarquable stabilité depuis plusieurs années. Au cours des trois dernières années, la surface moyenne à fouiller par opération a varié entre 0,5 et 2 hectares.

44 opérations de fouille préventive ont été réalisées au cours de l'année 2022 ; on relèvera que pour 60 % de ces fouilles la prescription avait été édictée la même année, ce qui témoigne d'une vraie dynamique de reprise de projets d'aménagement illustrée par la grande réactivité des aménageurs pour la mise en place des opérations.

40 % des fouilles préventives réalisées en 2022 l'ont été par l'Inrap. Sur ces 18 opérations Inrap, les 2/3 ont concerné le territoire de l'ancienne région Languedoc-Roussillon. La faiblesse constatée de l'opérateur national en ex-Midi-Pyrénées s'explique en partie par le contexte de forte concurrence des opérateurs privés auquel celui doit faire face. À cet égard, on peut rappeler que le même nombre et pourcentage (40 %) des fouilles préventives réalisées en 2022 dans la région l'ont été par des opérateurs privés (dont 6 opérations attribuées à Éveha et 6 à la Scop Hadès). Enfin, 10 % du total des opérations (soit 8 fouilles) a été pris en charge par des services archéologiques de collectivités (essentiellement la Cellule archéologique départementale du Lot et Cellule archéologie de Toulouse Métropole), dans le cadre de fouilles en régie directe.

Au final, on constate que le niveau d'activité en région Occitanie dans le domaine de l'archéologie a été marqué en 2002 par une tendance nette à la hausse et se situe légèrement au-dessus des moyennes nationales.

Principales opérations 2022

Parmi les fouilles préventives les plus notables réalisées dans la région en 2022, plusieurs fouilles de l'Inrap ont porté sur plus de 3 ha situés dans le périmètre de la ZAC Ode à la Mer à Lattes (Hérault), ainsi qu'à Mazeran, commune de Béziers, dans des secteurs occupés sur la longue durée, du Néolithique à l'époque médiévale et qui a déjà fait l'objet de plusieurs

importantes opérations préventives. D'autres opérations de fouille préventive ont également été mises en œuvre dans la partie occidentale de la région, comme par exemple une importante opération (Paléotime) qui a permis de caractériser à Montbartier (Tarn-et-Garonne) les vestiges de plusieurs occupations des Paléolithique moyen et supérieur sur des terrasses de la Garonne. Une occupation protohistorique très étendue a par ailleurs été identifiée à Belle-Enseigne dans la commune de Villeneuve-Tolosane (Haute-Garonne), opération réalisée par la Cellule archéologie de Toulouse Métropole. Dans le même département, les vestiges d'un probable entrepôt à grains daté du Haut-Empire, en très bon état de conservation, a pu être étudié à Ceseret, commune de Carbonne (fouille Éveha).

La conservation des collections archéologiques

La plupart des projets de CCE inscrits au schéma régional ont suivi leur cours, sur la base de financements de l'État. On peut ainsi évoquer l'achèvement des travaux d'aménagement du nouveau CCE départemental de l'Aveyron sur le site du SDIS (maîtrise d'ouvrage CD Aveyron), avec pour corollaire d'achèvement du chantier des collections mis en place depuis 3 ans en amont de l'ouverture du CCE départemental de l'Aveyron (partenariat CD Aveyron / DRAC-SRA) ; la poursuite des travaux d'extension du CCE d'agglomération de Montans, sous la maîtrise d'ouvrage de la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet ; d'autres projets en sont encore au stade des études : achèvement des études de maîtrise d'œuvre du CCE départemental des Pyrénées-Orientales (adossé à l'extension du bâtiment des Archives départementales) ; rendu de l'étude de programmation pour le projet de CCE d'agglomération porté par Montpellier Métropole sur le site de Lattara (Hérault) (Montpellier Méditerranée Métropole) et de l'étude de programmation pour le projet de CCE de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée à Agde. Parallèlement a été lancée une étude de faisabilité pour un projet de CCE départemental de la Lozère à Lanuéjols (portage : Département de la Lozère). Le lancement de l'étude de faisabilité pour un CCE départemental de Haute-Garonne, portée par le Conseil départemental de Haute-Garonne a été reporté au début de l'année 2023.

On peut rappeler ici que les projets de CCE relatifs à Lattes et Lanuejols ont été inscrits au titre du CPER 2021-2027.

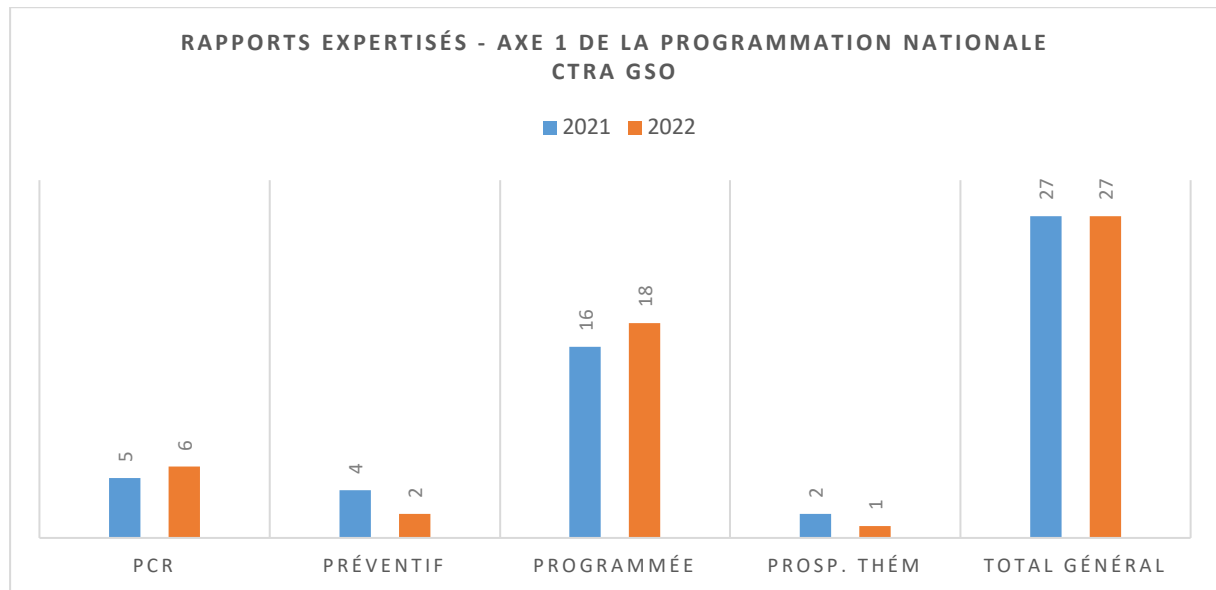
Bilan 2022 de la CTRA Sud-Ouest

PALÉOLITHIQUE ANCIEN ET MOYEN

Par Hélène DJEMA

Membre de la CTRA

L'année 2022 a été l'occasion d'expertiser 27 dossiers, soit un nombre équivalent à celui de 2021. La répartition des dossiers par nature d'opération reste sensiblement la même, avec un nombre réduit de dossiers relevant de l'archéologie préventive et de prospections thématiques. Les rapports relatifs aux opérations de fouilles programmées et de PCR occupent toujours une place importante pour les sites attribués au Paléolithique inférieur et moyen de l'inter-région.



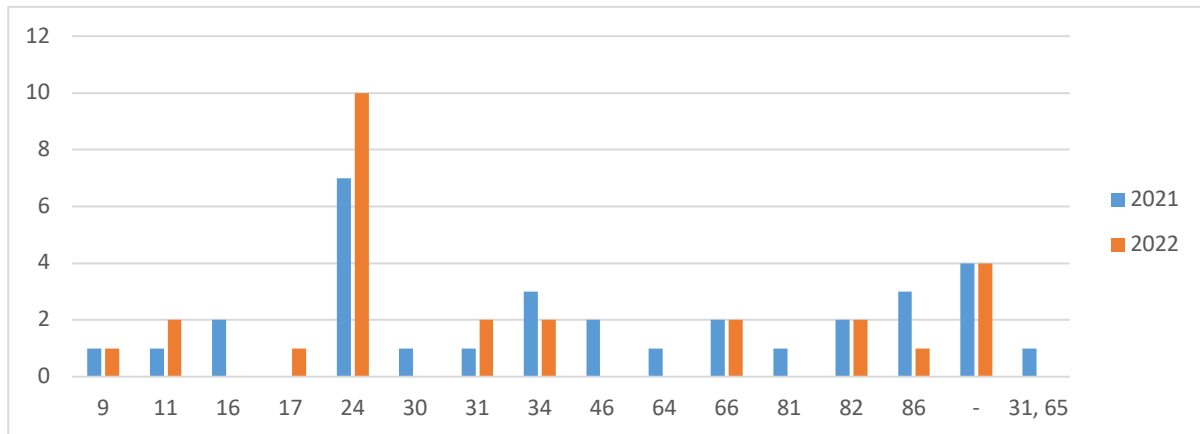
Nature des dossiers expertisés par année (mandat 2021-2022)

Comparée à 2021, la répartition géographique des rapports expertisés en 2022 montre une plus grande contraction des territoires investis. Pour la région Nouvelle-Aquitaine, la Dordogne centralise à elle seule 80 % des dossiers instruits, dont toutes les opérations d'archéologie préventive expertisées cette année (rapport de fouilles de Chauzeys et CCS de fouille de Saint-Astier). Quant à la région Occitanie, le quart nord-est et l'extrémité occidentale de la région ont été délaissés au profit du centre du territoire. La nature des terrains parcourus ne suffit pas à elle seule à expliquer ces vides. Le positionnement historique de certains laboratoires sur le territoire est mis en avant ; le cas de la Dordogne étant particulièrement flagrant.

La dynamique de la recherche reste donc toujours très variable d'un territoire à un autre, avec des départements qui restent les parents pauvres des travaux portant sur le Paléolithique inférieur et moyen, comme l'ex-région limousine, alors que des gisements en grotte ou en plein air de la région de Brive ne manquent pas (Chez-Pourré-Chez-Comte, La Chapelle-aux-Saints), ou encore une grande partie de l'ex-région Aquitaine.

Parmi les dossiers expertisés pour les périodes anciennes du Paléolithique, comme l'an dernier, les travaux relatifs aux occupations du Paléolithique moyen récent occupent une place prépondérante. Elles se divisent en deux thématiques de recherche : d'un côté, la transition Paléolithique moyen/Paléolithique supérieur (Tourtoirac en Dordogne, Saint-Césaire en Charente-Maritime), de l'autre, la reconnaissance d'une entité culturelle « Quina » soutenue

par l'ERC Quina-World (Abri des Merveilles, Combe-Grenal en Dordogne). Deux seuls sites concernent des occupations rapportables au Pléistocène moyen, il s'agit du site de Bruniquel dans le Tarn-et-Garonne et de Lunel-Viel dans l'Hérault. Soulignons, fait suffisamment rare, qu'un seul site émerge sur des recherches purement paléontologiques (site de l'Aven au Lion dans l'Aude). Un seul site, le site du Bois de Riquet à Lézignan-la-Cèbe, relèverait de la fin du Pléistocène inférieur.



Nombre de dossiers expertisés par département (mandat 2021-2022)

Comme l'an dernier, les sites en contexte karstique pour ces périodes restent l'apanage de l'archéologie programmée alors que les sites de plein air sont appréhendés uniquement grâce à l'archéologie préventive. Il s'agit par ailleurs d'occupation conservée en contexte alluvial, secteur favorable à l'implantation des préhistoriques. Les autres contextes (versant, plateau) ne sont pas appréhendés, limitant de fait la portée des investigations sur les modalités d'occupation du territoire par les premiers hominidés.

Le dynamisme de la recherche sur le Paléolithique inférieur et moyen dans le sud-ouest de la France doit beaucoup aux travaux des chercheurs de trois laboratoires : PACEA, TRACES et LAMPEA. Les deux premiers travaillent essentiellement sur la révision des archéoséquences des sites en grotte datés du Paléolithique moyen, le dernier sur les premiers peuplements européens. Ces travaux permettent d'approfondir notre connaissance d'un site à travers la révision des données et l'enrichissement de ses collections (Le Moustier, La Balutie, Bruniquel).

Les travaux de synthèse s'appuyant sur des données diachroniques et issues de différents contextes géomorphologiques, sont, quant à eux, principalement portés par des opérateurs d'archéologie préventive (Inrap et opérateur privé). Ces travaux prennent la forme de PCR visant à établir, soit un cadre chrono-stratigraphique de référence pour les périodes anciennes à partir des études géo-morpho-stratigraphiques issues des opérations programmées mais aussi préventives (PCR *ChroTAll* de J. Piana – Inrap – sur les terrasses alluviales du Tarn, de la Garonne ou de l'Isle), à fédérer les travaux sur les matières colorantes (PCR *Pigmentoθήque* de L. Dayet et M. Lebon – CNRS) ou encore, dans le domaine technique, à étudier le lien entre propriétés mécaniques des matières premières exploitées par les préhistoriques et propriétés fonctionnelles des produits confectionnés (PCR *De la matière aux gestes* de C. Viallet – Paléotime).

Une prospection thématique (*Prospections des hautes et moyennes terrasses de la vallée de la Têt*, coordonnées par C. Viallet, Paléotime) a ouvert la voie à un nouveau terrain d'étude en Occitanie, et plus particulièrement dans les Pyrénées orientales.

Enfin, signalons une opération qui augure d'un changement profond dans notre façon d'appréhender la genèse de certaines formations karstologiques et qui dépasse le cadre de l'axe 1 de la programmation nationale. Il s'agit du PCR *Biocorrosion* porté par L. Bruxelles (Inrap). L'extraordinaire diversité des approches scientifiques, techniques, méthodologiques et disciplinaires mises en œuvre dans ce projet ambitieux produit déjà de précieux résultats et prédit un futur très stimulant pour la recherche dans le domaine de l'art pariétal préhistorique et dans le domaine de la conservation des grottes ornées.

Nous ne formulerons pas cette année d'observations de portée générale car elles restent inchangées par rapport à l'an dernier. Nous souhaitons juste souligner la bonne facture des demandes et des rapports d'opération soumis en 2022. De ce point de vue, on ne peut que se féliciter de la qualité scientifique des travaux développés par les équipes de recherche sur les occupations datées du Paléolithique inférieur et moyen en région Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

PALÉOLITHIQUE SUPÉRIEUR ET MÉSOLITHIQUE

Par Ludovic MEVEL

Membre de la CTRA

En 2022, nous avons examiné 46 dossiers d'opérations archéologiques concernant le Paléolithique supérieur et le Mésolithique.

Pour ce qui concerne l'archéologie préventive, nous avons examiné 4 dossiers (2 rapports de diagnostics + CCS) et 2 RFO. Les diagnostics ont permis de mettre au jour une occupation probable de l'Aurignacien récent (Marsac-sur-L'Isle) et du Tardiglaciaire (Saint-Astier-La Jarthe). Dans les deux cas, la rareté des occupations de plein air pour ses périodes justifiait pleinement la prescription d'une fouille préventive. Pour leur part, les 2 RFO examinés (un avis reporté à la session de février 2023) étaient de bonne qualité et mettaient justement en évidence d'intéressants témoignages d'occupations tardiglaciaires (Bourbouissou, 34 – J. Recchia dir.) et Aurignacien (Chauzeys, 24 – J.-P. Chadelle dir.). Toutefois, ainsi que nous l'avons souligné au cours du séminaire organisé dans le cadre de notre CTRA, on reste étonné par la rareté des opérations de diagnostics qui livrent, au final, des indices d'occupations du Paléolithique supérieur et du Mésolithique dans un secteur géographique allant de Poitiers à la méditerranée.

Les opérations programmées constituent donc l'essentiel de notre activité d'évaluation des dossiers : 13 FP ; 12 PCR ; 6 PT ; 4 APP ; 5 SD ; 1 RAR. Les dossiers provenant de Bordeaux (22) et Toulouse (14) restent majoritaires (Poitiers : 3 ; Montpellier : 3). D'un point de vue des opérations, peu d'évolutions par rapport à 2021. On notera la création de deux nouveaux PCR (*MAGDALAM*, Langlais et Delvigne dir. ; Gravettien, Cormarèche et Vignolles dir.) dont le potentiel scientifique est indéniable..., mais qui ont subi de plein fouet l'importante baisse de crédits de l'année 2022 et n'ont finalement pas véritablement été entamés. On regrettera aussi que le PCR *ChroTAIL* (Piana dir.) n'est reçu aucun jour PAS (pour la deuxième année consécutive) alors que ce programme de recherche important mobilise, pour l'essentiel, des agents de l'Inrap.

Pour ce qui concerne les FP, aucune nouvelle opération n'a été demandée en 2022... C'est heureux, puisqu'elle n'aurait certainement pas pu être financée. Pour les PT, notons deux nouveaux programmes (Vallée de la Nive, P. Marticorena dir. et Rouffignac, M. Calligaro dir.). Plusieurs opérations de sondages ont motivé un avis de notre part. Ces demandes – toutes validées – s'inscrivent dans des problématiques assez diverses : fouilles subaquatiques (Forêt

mésolithique de Carnon-Palavas, Jezegou dir.), accumulations naturelles de faunes pléistocène (Igue des Sirènes, Castel dir.), nettoyage à visée patrimoniale (Abri du Château, Bonnet-Jacquement dir.), sondages limités sur un site déjà largement exploré (Isturitz, Normand dir.) et sondages dans de potentiels abris occupés pendant le Mésolithique au préalable d'un programme de plus grande ampleur (Xoldokogaina, Soto dir.). 4 APP ont fait l'objet d'une évaluation. Pour deux dossiers, ce sont des programmes en cours (Chez Thuilet, Michel dir ; Combe Cuiller, Langlais dir.), un dossier concernait le bilan d'une demande ancienne (2016, Igue du Gral, Boudadi-Maligne dir.) et la dernière concernait un nouveau programme consacré au site de référence pour le Solutréen et le Badegoulien du Cuzoul-de-Vers (Ducasse et Renard dir.).

NÉOLITHIQUE

Par Caroline RENARD

Membre de la CTRA

En 2022, 36 dossiers portant, pour tout ou partie, sur le Néolithique ont fait l'objet d'un avis, dans le cadre de la CTRA sud-ouest (tabl. 1). Ce chiffre est inférieur à celui de 2020 (38 de janvier 2020 à mars 2021), mais conforme à l'année 2019.

Les CTRA de 2022 ont donné lieu à plus d'examens de dossiers d'archéologie programmée : 10 dossiers d'archéologie préventive contre 26 de programmée. Le nombre de rapports de diagnostic s'établit à 7, un chiffre qui revient dans la moyenne des années 2017 à 2020 (seulement 4 en 2021, pour rappel).

	Occitanie														Nouvelle-Aquitaine														Inter-régional	Total
	9	1 1	1 2	3 0	3 1	3 2	3 4	4 6	4 8	6 5	6 6	8 1	8 2	1 6	1 7	1 9	2 3	2 4	3 3	4 0	4 7	6 4	7 9	8 6	8 7					
février-22		2		1				1										2										6		
mars-22				1														1	1							2	1	6		
avril-22			2		1									3										2		1		9		
mai-22							2								1													3		
juin-22							1								1			1										3		
sept-22		1		1	1										2							2						7		
oct-22														1														1		
déc-22																		1										1		
Total		3	2	3	2		3	1						4	4			5	1			2		2	2					
Total par région	14														20														2	36

Répartition des dossiers expertisés par type d'opération.

	Archéologie préventive		Archéologie programmée					Total
	rapport diagnostic ou CCS	rapport fouille préventive	rapport prospection/sondages	rapport PCR	rapport fouille programmée	Nouvelle demande	Divers	
février-22	1	1	1	1			1 APP 1 AE	6
mars-22			1		4	1		6
avril-22	1			1	6	1		9
mai-22					2	1		3
juin-22	1				1	1		3
sept-22	3	3				1		7
oct-22					1			1
déc-22	1							1
Sous-total	7	4	2	2	13	5	2	36
Total	10		26					

Répartition des dossiers expertisés par département.

Le nombre de dossiers à traiter sur l'Occitanie est moins élevé que le nombre de dossiers sur la Nouvelle-Aquitaine, comme cela était le cas en 2020 (2021 paraît donc comme une exception). La dynamique archéologique reste très variable d'un département à l'autre.

Des départements sont dépourvus d'opérations sur le Néolithique : Ariège, Corrèze, Creuse, Gers, Landes, Lozère, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne. Au contraire, certains départements sont particulièrement actifs : la Dordogne et les Charentes (en prenant en compte les opérations programmées pluriannuelles en cours). C'est là le résultat d'une activité aussi bien d'archéologie programmée que préventive (prescriptions de fouille). Pour les Charentes, la présence combinée d'une université et d'un service archéologique départemental peut expliquer ce phénomène. La Haute-Garonne, qui bénéficie aussi d'une université et d'un service de collectivité pour la métropole, ne présente pas de chiffres comparables.

Les PCR dynamisent naturellement plusieurs zones : le PCR *Monumentalisme et territoires au Néolithique entre Loire et Charente. Formes et environnements des mégalithes et des enceintes* et les opérations à Oléron pour les Charentes ; le PCR *Mégalithisme et territoires dans les Pyrénées nord-occidentales* pour les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées ; le PCR *Occupations humaines sur le plateau de Méjannes-le-Clap et les gorges de la Cèze à la transition Néolithique final – début de l'âge du Bronze* pour le Gard. L'année 2022 a vu 5 nouveaux projets émerger (6 en 2021), variés, (demande de fouille programmée, de prospection, de sondage) mais pas de nouveau PCR.

Concernant l'analyse des cahiers des charges scientifiques, elle a donné lieu à des échanges très constructifs, dans un souci d'amélioration des CCS, avec les services prescripteurs. Ils ont porté notamment sur la méthodologie et la stratégie de fouille à appliquer pour les occupations ne livrant que des structures à galets chauffés, le nombre de datations radiocarbone ou la nécessité de la présence d'un archéologue spécialisé sur le Néolithique au sein des équipes de fouille. Fréquemment, les moyens humains et mécanique ont été revus à la hausse sur demande de la rapporteure. Quelques questions ont été soulevées à plusieurs reprises : la prise en compte ou non des temps de décapage dans les moyens humains et mécaniques ; la demande, selon nous irrecevable, de la présence d'un agent ayant un CACES permettant la conduite d'une mini-pelle.

Toutes les phases du Néolithique sont représentées à travers ces différentes opérations, mais les travaux sur le Néolithique ancien sont moins nombreux. Le Néolithique moyen est

documenté par l'archéologie préventive et programmée, tout comme le Néolithique récent et final. Une majorité des recherches portent sur le phénomène mégalithique et les pratiques funéraires (donc plutôt sur la fin du Néolithique). L'existence d'une opération programmée portant sur le Campaniforme, dans un contexte délicat d'étran et de risque de pillage, est à souligner.

La qualité scientifique et formelle des demandes et des rapports d'opération soumis en 2022 est en grande majorité satisfaisante. Les problèmes rencontrés ont porté sur des demandes d'opérations incomplètes, insuffisamment argumentées ou dont l'argumentation manquait de pertinence. La rapporteure et la Commission ont soulevé à plusieurs reprises la grande dynamique liée au PCR *Monumentalisme et territoires au Néolithique entre Loire et Charente. Formes et environnements des mégalithes et des enceintes* mais aussi ses écueils : pas moins de 7 opérations en 2022 sont liées à ce PCR et à l'ANR. Ces nombreux travaux sont parfois de qualité inégale. Par ailleurs, l'investissement sur les différents sites, qui semble parfois trop ponctuel, questionne notamment sur la conservation à long terme des monuments funéraires qui risquent d'être fragilisés. La grande qualité de plusieurs rapports de fouille préventive, tout opérateur confondu, se confirme une nouvelle fois.

AGE DU BRONZE

Par Mafalda ROSCIO et Laurence LE CLEZIO

Membres de la CTRA

Généralités

Pour l'année 2022, 32 dossiers portant pour tout ou pour partie sur la protohistoire ancienne de façon générale et/ou l'âge du Bronze en particulier ont fait l'objet d'un avis dans le cadre de la CTRA Sud-Ouest. Il est à noter une légère augmentation des dossiers de 2022 par rapport à l'année 2021 (30), ce chiffre dépassant également le nombre de dossiers étudiés les années précédentes, compris entre 20 et 29 (cf. Bilan 2017-2021).

L'archéologie préventive est mieux représentée que l'archéologie programmée, avec 22 opérations pour la première et 10 pour la seconde. Concernant le préventif, 16 rapports de diagnostic associés à un cahier des charges scientifique ont été examinés en 2022, un PSTI et 5 rapports de fouilles. L'archéologie programmée est essentiellement représentée par des fouilles programmées et des sondages (6), mais également par une demande de prospection thématique, une demande de poursuite d'un PCR et deux demandes d'aide à la publication.

	Archéologie préventive				Archéologie programmée					
	Diag.CCS	RFO	PSTI	Total	Prosp.	PCR	FP/SD	APP	Div.	Total
2021	22	1	0	23	0	3	2	2	0	7
2022	16	5	1	22	1	1	6	2	0	10

Répartition des dossiers expertisés par type d'opération.

D'un point de vue géographique, le déséquilibre constaté l'année précédente entre les deux régions tend à se réduire, même s'il reste toujours légèrement en faveur de la Nouvelle-Aquitaine. La spécificité du département de la Charente-Maritime, observé en 2021, est moins flagrante en 2022. Même si de nouveaux départements semblent se démarquer cette année en Occitanie (Hautes-Pyrénées et Hérault), la façade atlantique reste toujours la zone la plus dynamique, notamment autour de la Gironde.

	Occitanie														Nouvelle-Aquitaine													
Dept.	9	11	12	30	31	32	34	46	82	48	65	66	81	Total	16	17	19	23	24	33	40	47	64	79	86	Total		
2021	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2	1	2	8	2	9	0	0	1	3	0	2	2	2	1	22		
2022	0	0	1	1	2	0	3	0	0	0	4	1	1	13	2	5	0	0	1	4	2	2	2	1	0	19		

Répartition des dossiers expertisés par région et par département.

Acquis pour l'année 2022

Comme pour l'année précédente, les principaux acquis scientifiques pour l'année 2022 concernent des vestiges d'occupations domestiques détectées lors d'opérations de diagnostic (15), auxquels il faut ajouter les rapports d'opérations de fouille préventive (4). La majorité des sites (12) sont principalement matérialisés par des structures en creux de nature variée (trous de poteaux isolés ou en concentrations, fosses de toutes dimensions, foyers à pierres chauffées... : Louzy (Deux-Sèvres), Trouillas (Pyrénées-Orientales), Castillon-du-Gard (Gers), Eysines (Gironde), Azereix Tr3 et Tr6 (Hautes-Pyrénées), Corneilhan (Hérault), Mansle (Charente), Vendargues (Hérault), Abzac (Gironde), Lamothe-Montravel (Dordogne) et Saint-Jory (Haute-Garonne).

Selon les contextes sédimentaires, d'autres se démarquent par des concentrations notables de mobilier ou autres vestiges anthropiques hors structures, traduisant soit la présence de creusements dont les contours ne sont plus lisibles, soit l'existence de niveaux de sol à confirmer lors de leurs futures fouilles : Castelginest (Haute-Garonne) et Buzet-sur-Baïse (Lot-et-Garonne). Enfin, d'autres proposent des vestiges domestiques plus structurés, composés notamment de bâtiments : St-Vivien (Charente-Maritime), St-Aubin du Médoc (Gironde), Royan (Charente-Maritime) et surtout le site remarquable de Longève (Charente-Maritime). Enfin, à Mont-de-Marsan (Landes), sur un diagnostic urbain, une élévation de terre, possible rempart, viendrait compléter l'image de ses occupations domestiques rurales qui semblent majoritairement ouvertes. Les découvertes de ces sites se concentrent surtout sur la période du Bronze ancien (8) ou du Bronze final et du début du premier âge du Fer (8). L'âge du Bronze moyen n'est ici représenté que par 2 sites : Eysines (Gironde) et Buzet-sur-Baïse (Lot-et-Garonne). Le site de Castelginest (Haute-Garonne) n'est daté, à l'heure actuelle, que de la pré-protoculture ancienne.

L'archéologie programmée vient compléter les données déjà disponibles dans ce domaine d'étude. Le rapport de la campagne 2021 du site de Val-d'Auge (Charente) a permis d'obtenir des informations supplémentaires sur une enceinte du Néolithique récent, déjà explorée en 2018, notamment en renseignant l'occupation de l'âge du Bronze. De même, le premier rapport intermédiaire de la triennale 2021-2023 de la fouille subaquatique de l'habitat Bronze final de la Motte I à Agde, dans le fleuve Hérault, confirme le potentiel d'étude pluridisciplinaire et très enrichissant des milieux humides.

Si elles étaient déjà moins bien documentées l'année précédente, les découvertes appartenant au domaine du funéraire le sont encore moins cette année 2022. Pour l'aspect préventif, l'opération de fouilles du site de Colayrac-Saint-Cirq (Lot-et-Garonne) apporte des informations sur une nécropole à incinération datée de la transition entre l'âge du Bronze et le premier âge du Fer (VII^e-VI^e s. av. n.è.). À Lannemezan (Hautes-Pyrénées), le suivi de travaux,

réalisé en début d'année 2023, s'il n'atteint pas les monuments funéraires déjà identifiés, pourrait cependant en renseigner la périphérie. Il est ici à noter qu'aucun diagnostic présenté cette année ne concerne de vestiges funéraires. Les fouilles programmées de la sépulture collective en grotte de Accous (Pyrénées-Atlantiques), datée de l'âge du Bronze moyen/final et la fouille en laboratoire d'une urne funéraire de l'âge du Bronze final prélevée lors d'une découverte fortuite à St-Médard-en-Jalles (Gironde) viennent cependant compléter les données dans ce domaine.

Les fouilles programmées s'intéressent également à d'autres types de vestiges. Le rapport pluriannuel 2018-2020 et une demande de programmée 2022-2024 permettront de poursuivre les recherches engagées notamment sur les occupations de l'âge du Bronze et du premier âge du Fer constituées d'élévations de stèles et de tertres sur le site de St-Jean et St-Paul (Aveyron). Enfin, un rapport de prélèvement et la demande d'étude d'un dépôt de haches médocaines du Bronze moyen retrouvées dans un lac ont permis d'aborder la thématique des dépôts de mobilier métallique.

À toutes ces données se rajoutent les travaux de prospection thématique de *l'Île de Ré aux âges des Métaux* et le PCR sur les *Dynamiques d'occupation et d'exploitation du sel dans les golfes charentais, du Néolithique à l'âge du Fer*, qui rassemblent de nombreux chercheurs et combinent à la fois des recherches documentaires, des opérations de terrain, des études spécialisées et la mise en place de SIG.

Enfin, l'année 2022 a également vu deux demandes d'APP. La première est portée par P. Dumontier pour la finalisation d'une publication monographique du site de la *Grotte du phare* à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Le projet d'origine n'ayant pas pu aboutir, il s'agit ici de reprendre toutes les données obtenues depuis les investigations de 1966 jusqu'à la dernière triennale de 1999-2001 et de réaliser, à cette occasion, des études spécialisées complémentaires. À terme, la publication devrait avoir lieu dans la série des Archives d'écologie préhistorique de Toulouse. La seconde demande est portée par P. Boissinot et concerne l'éperon barré occupé de façon discontinue entre le Néolithique et le haut Moyen Âge à Puylaurens (Tarn). Le support envisagé est celui d'un article dans les Documents d'archéologie méridionale ainsi qu'un article dans la Revue archéologique de Narbonnaise.

Conclusions, préconisations

Les conclusions et préconisations varient peu de ce qui a déjà été évoqué l'année précédente. L'interprétation spatiale et la compréhension fine des sites d'habitat (architecture et plans de bâtiments, identification de zones d'activités dédiées, zones de circulation...) sont dépendantes de la taille des fenêtres d'observation. Les décapages extensifs dans le cadre de prescriptions de fouilles préventives demeurent à ce titre toujours indispensables. Il est ici à noter que la moyenne des surfaces prescrites à la suite des diagnostics présentés en 2022 semble légèrement plus grande que celle des rapports de fouilles présentés cette même année (de 7920 à 13878 m²).

Les protocoles d'étude des sites stratifiés et de ceux présentant de possibles niveaux de sols doivent encore faire l'objet de réflexions poussées afin d'exploiter scientifiquement au mieux ces contextes dans un cadre préventif (caractère chronophage et pourtant essentiel de la fouille et des relevés manuels, du tamisage vs limites des méthodes de mécanisation, d'orthophotographie et de photogrammétrie, d'automatisation de certaines tâches...). Les futures fouilles de la levée de terre de Mont-de-Marsan (Landes) et celles des sites de

Castelginest (Haute-Garonne) et Buzet-sur-Baïse (Lot-et-Garonne) permettront de nous donner des référents sur les méthodes de fouilles mises en place et les résultats obtenus.

	Ville	Dpt	Surf. Diag (m ²)	% sondé	Surf. Prescrite (m ²)
Diag et CCS	Louzy	79	8923	13	8900
	Trouillas	66	43255	10	29000
	Castillon du Gard	30	12500	12	3421
	Casteginest	31	61451	9,2	5000
	Eysines	33	19948	12,83	7600
	Azereix - Tr3	65	26000	8,1	10000
	Azereix - Tr6	65	33000	7,6	14430
	Corneilhan	34	70000	10,5	10735
	St-Vivien	17	75000	10,5	37000
	St- Aubin du Médoc	33	49560	9,25	7456
	Mont de Marsan	40	1684	12	1625
	Buzet-sur-Baïse	47	107600	7,9	40000
	Abzac	33	178000	9	4000
	Lamotte-Montravel	24	37963	6,1	13010
	Royan	17	22414	12	16000
Moyenne			49820	10	13878
RFO	Colayrac-St-Cirq	47			800
	St-Jory	31			21000
	Mansle	16			5000
	Longève	17			6800
	Vendargues	30			6000
Moyenne					7920

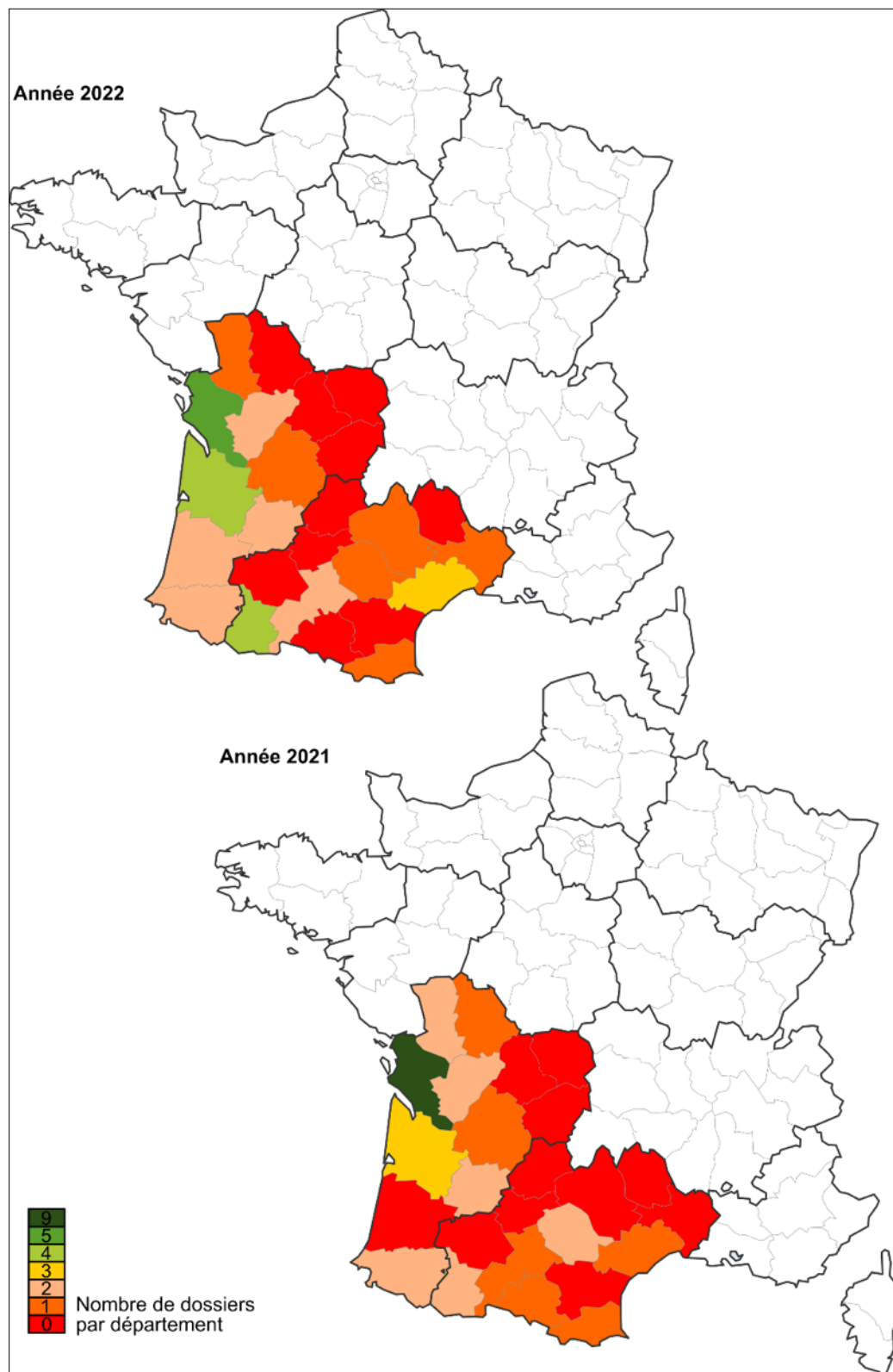
Surfaces et pourcentages sondés des prescriptions de diagnostic et de fouilles pour les sites de la protohistoire ancienne.

Les protocoles d'étude des sites stratifiés et de ceux présentant de possibles niveaux de sols doivent encore faire l'objet de réflexions poussées afin d'exploiter scientifiquement au mieux ces contextes dans un cadre préventif (caractère chronophage et pourtant essentiel de la fouille et des relevés manuels, du tamisage vs limites des méthodes de mécanisation, d'orthophotographie et de photogrammétrie, d'automatisation de certaines tâches...). Les futures fouilles de la levée de terre de Mont-de-Marsan (Landes) et celles des sites de Castelginest (Haute-Garonne) et Buzet-sur-Baïse (Lot-et-Garonne) permettront de nous donner des référents sur les méthodes de fouilles mises en place et les résultats obtenus.

Concernant le domaine funéraire, la rareté de ces contextes en regard de la grande variabilité des pratiques funéraires observées dans les régions de l'Ouest rend difficile la mise en place de modélisations. Ces derniers doivent faire l'objet d'une attention toute particulière en cas de détection dès le diagnostic, même si les vestiges sont parfois très ténus (petits dépôts de crémation sans contenant par exemple).

Enfin, il convient de rappeler le rôle essentiel et complémentaire de l'archéologie programmée, des prospections thématiques et des PCR à l'échelle nationale. Ils participent bien évidemment

à la formation des étudiants mais sont également à la base du développement de problématiques de recherche indépendantes de la logique de l'aménagement du territoire. Ils viennent enrichir des découvertes majoritairement issues de l'archéologie préventive, rares comme c'est le cas des découvertes associées au domaine du funéraire et qui peuvent parfois sembler redondantes pour les vestiges domestiques issus de contextes ruraux.



Cartes de répartition du nombre de dossiers relatifs à l'âge du Bronze et/ou à la protohistoire ancienne, expertisés pour les années 2021 et 2022, par département.

PREMIER ET SECOND ÂGES DU FER

Par Régis LABEAUNE

Membre de la CTRA

Au total pour cette année 2022, 40 dossiers ont été examinés pour les périodes concernant le premier et le second âge du Fer ce qui correspond à une augmentation de plus de 125 % des dossiers par rapport à 2021.

23 dossiers concernent l'archéologie préventive et 17 sont liés à des opérations programmées ou à une demande de publication.

	Archéologie préventive		Archéologie programmée				
	Rapport diag. / CCS	Rapport fouille préventive	Prospection	PCR	Fouille prog./ sondages	APP	Divers
2022	20	3	2	3	10	2	
Total	23		17				

Répartition des dossiers expertisés par type d'opération.

Les rapports de diagnostics et les cahiers des charges scientifiques représentent la moitié des dossiers présentés en 2022 comme en 2021.

	Occitanie														Nouvelle Aquitaine													
Dept.	9	11	12	30	31	32	34	46	82	48	65	66	81	16	17	19	23	24	33	40	47	64	79	86	87			
2022	0	1	1	2	4	2	8	0	2	0	1	0	0	0	5	0	2	2	1	3	1	2	2	0	1			
Total	21														19													

Répartition des dossiers expertisés par département et par région.

La répartition géographique des opérations est pratiquement équilibrée avec 21 opérations en Occitanie et 19 en Nouvelle-Aquitaine.

Archéologie programmée

Pour cette année 2022, les huit fouilles programmées concernent des habitats de hauteurs fortifiés. Une grande partie de ces opérations prolongent les travaux du PCR *Fortipolis* qui avaient débuté en 2016 et qui couvrent les deux régions de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie. Cependant, même si la répartition de ces fouilles est hétérogène avec 2 opérations en Nouvelle-Aquitaine et 6 en Occitanie, la chronologie de l'occupation de ces habitats est identique débutant à la fin du premier âge du Fer et couvrant tout le second âge du Fer. Les fouilles effectuées à Nissan-les-Enserune sont intégrées dans le PCR sur l'agglomération protohistorique d'Enserune.

Un dossier de demande d'APP a été demandé par P. Gardes pour préparer la publication de la monographie des résultats de fouilles réalisés depuis 2006 sur le site de Roquelaure. Cette dynamique de fouilles sur les habitats de hauteur est le point fort de la recherche archéologique protohistorique de cette région.

Pour compléter cette recherche, deux PCR s'intéressent à réaliser des bilans essentiellement issus des résultats obtenus lors des fouilles préventives. Le premier concerne la synthèse de 20 ans de recherche sur le territoire des Volques Tectosages et le second aborde le sujet des sites à enclos fossoyés de la moyenne vallée de la Garonne. Ce sont des projets d'intérêts fondamentaux et très ambitieux qui apportent une nouvelle vision sur l'occupation aux âges

du Fer dans la vallée de la Garonne. Ils permettent de rétablir un équilibre géographique entre les habitats de hauteur et ceux de plaine et de proposer une première réflexion générale de l'organisation spatiale de ces habitats.

Deux nécropoles ont fait l'objet d'une demande de fouilles programmées à Tartas (40) et à Guéret (23). La nécropole de Tartas correspond à une fouille exécutée par l'Etat et sert de chantier école « anthropologie » pour l'Université de Bordeaux. Elle remplace la fouille de la nécropole de Geloux qui s'est terminée et qui, pour 2022, fait l'objet d'une demande de publication (APP).

Enfin, deux dossiers de prospections thématiques concernant l'occupation spatiale de deux territoires (Pyrénées Atlantiques et l'île de Ré) ont été déposés.

Archéologie préventive

Les rapports de diagnostics et les CCS examinés sont plus de 6 fois plus nombreux que les rapports de fouilles. Dans l'ensemble, ces opérations sont bien menées même si parfois il semble que la préparation (prise en compte des contextes archéologiques et environnementaux) et le temps d'intervention sur le terrain ne correspondent pas toujours aux besoins nécessaires pour appréhender et approfondir les résultats mis au jour.

Ces dossiers témoignent également d'un « déséquilibre chronologique » très marqué en faveur de l'habitat du second âge du Fer. Cette disparité pourrait peut-être s'expliquer par une plus forte densité des structures au sein des différents habitats qui, pour la période laténienne, sont plus faciles à caractériser (concentration de structures, habitats délimités par un enclos...).

Seulement 3 rapports (un pour l'Aquitaine et deux pour l'Occitanie) de fouilles ont été examinés lors de cette année. Ils concernent un habitat rural du premier âge du Fer ceint par une palissade à Longève (17), un habitat du second âge du Fer entouré par un fossé à Baraqueville (12) et un espace cultuel et funéraire à Cournonterral (34).

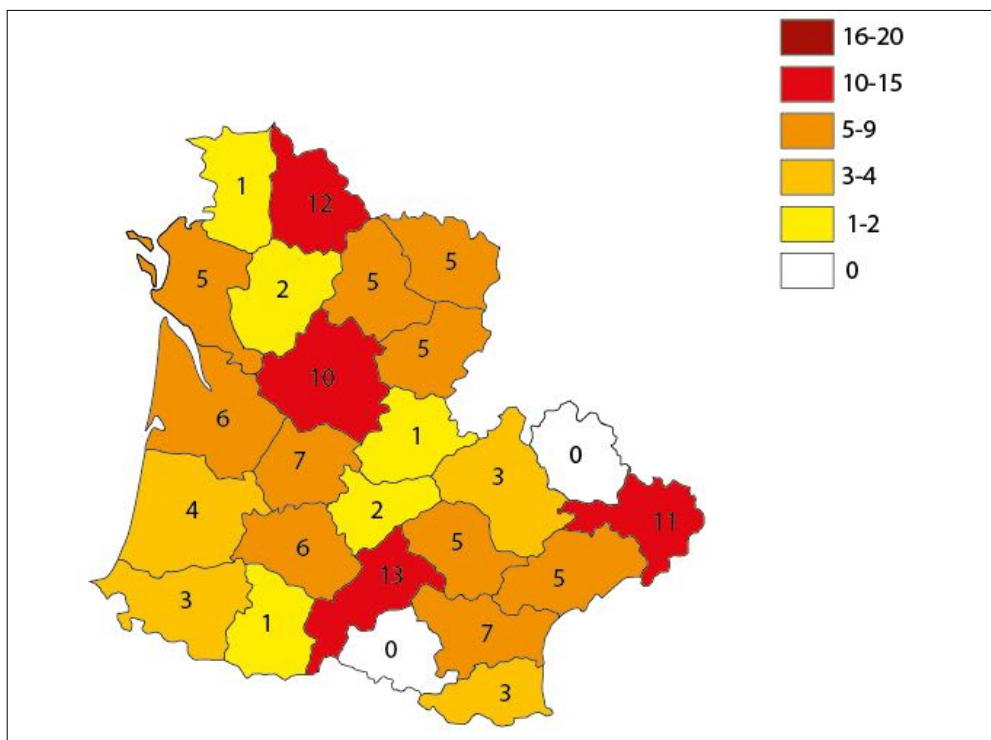
Ces rapports sont de très bonne qualité avec des synthèses bien menées. L'intégration de nombreuses études complémentaires dont celles liées au paléo-environnement apportent des données supplémentaires indispensables à la compréhension du fonctionnement de ces habitats et des différents gestes funéraires effectués. Il est impossible de faire une synthèse scientifique pour la CTRA sur la base de 3 rapports examinés car la chronologie, le contexte géographique régional et le type de site sont tous différents. Il est regrettable également que pour des raisons de temps le nombre de RFO examinés lors des séances de la commission soit si peu nombreux.

ANTIQUITÉ

Par Pierre NOUVEL et Matthieu THIVET
Membres de la CTRA

Après la forte augmentation notée en 2020 (84 dossiers PN + 52 dossiers MT = 136) et le léger tassement de 2021 (59 dossiers PN + 41 dossiers MT), l'année 2022 a vu une remontée du nombre de dossiers traités par les deux experts antiquisants (82 dossiers PN + 45 dossiers MT). Ce sont au total 127 expertises qui ont été rendues, contre 123 en 2019, 136 en 2020 et 100 en 2021. Une seule d'entre elles (chantier école de M. Joly à Cadayrac, Aveyron) a été confiée à C. Sanchez, pour des raisons de déontologie. Face à cette charge, il a été proposé

que des experts extérieurs (métallurgie) ou interne (archéo-thanatologie) puissent réaliser certaines évaluations.



Nombre de dossiers traités par département concernant l'Antiquité en 2022.

	DIAG et ou CCS	FP	PI	PT	PCR	FP/SD	APP/AE	divers	Total	CTRA écrite
P. Nouvel	28	9	0	5	12	26	1	1	82	3
M. Thivet	14	3	1	12	5	7	2	1	45	2
<i>Total</i>	42	12	1	17	17	33	3	2	127	5

Nombre de dossiers traités par types par P. Nouvel et M. Thivet en 2022.

Dept.	9	11	12	16	17	19	23	24	30	31	32	33	34	40	46	47	48	64	65	66	79	81	82	86	87	Total
P. Nouvel	0	6	1	6	4	3	1	7	10	11	4	4	5	0	0	5	0	1	0	0	0	3	1	7	3	82
M. Thivet	0	1	2	2	1	2	4	3	1	2	2	2	0	4	1	2	0	2	1	3	1	2	1	5	5	49
<i>Total</i>	0	7	3	8	5	5	5	10	11	13	6	6	5	4	1	7	0	3	1	3	1	5	2	12	8	131

Nombre de dossiers traités par départements par P. Nouvel et M. Thivet en 2022.

La proportion préventif / programmée, de l'ordre de 42 % / 58 % (54 contre 73), reste similaire à ce qui s'observe dans le secteur depuis une dizaine d'années.

En ce qui concerne l'archéologie préventive, le nombre de cahiers des charges scientifiques de fouilles préventive (42) est similaire à celui de 2021 (41). Il faut relever le nombre toujours plus important de suivis de travaux, linéaires ou non, traités sous forme d'autorisations de fouille directe. Ce processus est toujours justifié. Il dénote une densification de la

connaissance dans les centres-villes sur substrat antiques et la mise en œuvre de sauvegardes par l'étude de longs linéaires urbains (par exemple à Périgueux, Cahors, Dax, Oloron-Sainte-Marie) ou de containers enterrés. Ces opérations, qui n'étaient pas prescrites auparavant, apportent dans les faits des informations de première main pour reconstituer l'évolution des topographies urbaines, pour un investissement somme-toute modeste. C'est aussi la bonne solution pour des compléments d'opération sur un site majeur anciennement connu (par exemple Evaux-les-Bains dans la Creuse).

Malgré le plan de charge nous avons pu examiner une douzaine de rapports finaux d'opérations préventives. Ceux sélectionnés nécessitaient un avis préalable au renouvellement d'agrément, à la promotion du responsable ou à une demande d'aide à la publication. Leur qualité est toujours bonne, ce qui permet de remplacer, dans l'attente d'une synthèse, les illusoires publications monographiques. La montée en gamme des cahiers des charges scientifiques, par exemple en milieu urbain, est perceptible. Principalement visible jusque-là dans le pôle Montpellier, il est également à souligner cette année dans les autres régions. Les remarques faites sur les cahiers des charges sont généralement marginales, concernant des analyses complémentaires ou des densifications de moyens en post fouille.

Toutefois, les experts s'inquiètent de la baisse de qualité des rapports de diagnostics, déjà pointée en 2021. Il est évident que ce phénomène ne répond pas à une cause unique. À quelques défaillances individuelles, il faut ajouter des moyens trop modestes tant pour la phase terrain que pour la post-fouille, par exemple pour l'étude des mobiliers. La qualité de l'enregistrement, ou celle de la remise en contexte et de l'exploitation des données sont aussi régulièrement critiquées. Cela témoigne de la mise en tension de l'opérateur principal, l'Inrap, mais le fait a ponctuellement été observé aussi pour des dossiers pris en charge par des collectivités. Plusieurs rapports ont été refusés, devant ces lacunes trop criantes, ce qui n'était pas arrivé depuis quelques années.

La répartition géographique des opérations préventives révèle toujours les mêmes tendances, avec deux secteurs dynamiques, au nord-ouest (anciens départements du Poitou-Charentes, Deux-Sèvres mis à part, Gironde, Dordogne) et du sud-est (ancien Languedoc, Lozère et Pyrénées-Orientales mise à part). Ces caractères sont partagés par quelques espaces intermédiaires de l'Aquitaine ou du bassin de la Garonne, comme les départements urbanisés de la Haute-Garonne, ou ceux, plus ruraux, du Gers et du Lot-et-Garonne. L'absence ou le faible nombre de dossiers instruits dans les départements du Tarn-et-Garonne, du Lot ou du Tarn sont avant tout la conséquence d'une faible activité économique actuelle. Cette répartition est heureusement pondérée par celle des opérations préventives, qui se répartissent de manière plus homogène sur le territoire. Notons cependant la sous-exploitation récurrente de la Lozère, dans une moindre mesure de l'Aveyron, des Hautes-Pyrénées et de l'Ariège, qui subissent l'effet d'un désintérêt récurrent.

Les trois seuls dossiers de demande d'aide à la publication concernent des opérations programmées (complément d'étude sur l'atelier d'amphore de Sallèles-d'Aude), des hommages (B. Cauuet) et un ouvrage de synthèse sur la métallurgie régionale.

Comme par le passé, l'année 2022 a été marquée par l'intensité des opérations dans les *capitis civitatis* d'Aquitaine, dans une moindre mesure de Narbonnaise. Presque tous ont été concernés par des opérations préventives (Auch, Dax, Agen, Oloron-Sainte-Marie, Limoges) parfois couplées ou associées à des opérations programmées (Eauze, Périgueux, Poitiers, Bordeaux). Plusieurs rapports de fouilles préventives évalués à Saintes rappellent l'urgence d'y réaliser une ambitieuse synthèse des nouvelles connaissances. Cette agglomération est

l'une des rares, avec Nîmes et Cahors, où des contextes péri-urbains (et funéraires) ont été étudiés. Face à ce dynamisme, on doit constater l'absence de projets dans d'autres villes, comme à Toulouse (où l'attention est surtout portée sur les phases pré et post romaines), Rodez, Angoulême, Béziers, sans parler de Carcassonne, Bazas ou d'Albi pour lesquels nous n'avons pas vu passer de dossier depuis des années.

Il semble nécessaire d'inciter au développement de travaux collectifs pour produire des données spatialisées renouvelées sur le temps long, replaçant à leur juste place les grandes opérations préventives urbaines des années passées. C'est le but de l'utile programme qui a démarré à Poitiers. Son support numérique SIG semble plus adapté à une exploitation collective rapide que les traditionnels « atlas topographique » dont la production marque le pas depuis plusieurs années dans la région. Cette mise en commun de l'information et l'objectif de visualisation de l'évolution urbaine sur le temps long peut aussi être obtenue par des PCR de site. Cela permet de nouvelles acquisitions extensives non invasives et quelques fouilles. C'est l'objectif de celui qui démarre cette année sur Eauze et la grande qualité de celui, animé depuis quelques années par W. Van Andringa, sur Saint-Bertrand-de-Comminges. Sur ce dernier site, la fouille du camp militaire situé au cœur des *suburbia* n'a malheureusement pas été autorisée en 2022.

L'interrégion réduit peu à peu son retard dans le domaine des agglomérations secondaires. L'activité est toujours aussi intense sur les *oppida ignomina* de la cité de Nîmes, à *Ambrussum* / Villetelle (M. Scrinzi, avec de très intéressants résultats), *Lattara* / Lattes (G. Piquès), Gaujac (S. Agusta-Boularot). Deux nouveaux projets étendent cette dynamique vers le sud-ouest (Roussillon et Montferrand dans les Pyrénées orientales et l'Aude). Notre connaissance de ce réseau se diversifie grâce à une politique suivie de prescriptions préventives (Nages, Villevieille, Balaruc-les-Bains, Uzès). La fouille instruite l'an dernier sur celle de Beaucaire, a débouché en 2022 sur une remarquable opération, qui a cependant nécessité une inscription de découverte exceptionnelle (quartier gaulois très bien conservé, masqué par un niveau d'inondation). Nous n'oublions pas non plus, bien sûr, l'exceptionnel PCR sur les environs de Narbonne qui apporte encore, dans une dynamique fondée sur longue durée, des éléments nouveaux et pertinents.

Les opérations concernant les agglomérations secondaires des régions non méditerranéennes restent un peu plus dispersées, puisqu'il manque ici le cadre d'un programme collectif à large échelle. Les cités des Pictons et des Lémovices font cependant exception. À côté d'approches traditionnelles, centrées les complexes monumentaux, comme le projet collectif au long cours de Chassenon-du-Poitou *Cassinomagus*, ou la fouille pluriannuelle du sanctuaire des Bouchaux à Saint-Cybardeaux, de nouvelles perspectives s'ouvrent grâce aux opérations préventives et aux prospections thématiques. Chez les Lémovices, le PCR *HAGAL*, remplit ce rôle déterminant de support régional. Il a maintenant atteint son rythme de croisière en développant des études ponctuelles (fouilles à la Souterraine, opérations à Ahun, opérations plus ponctuelles à Naves) et des inventaires.

Chez les Pictons, trois agglomérations (Vendeuvre-du-Poitou, Civaux, Mansles et Vivonne) ont été concernées par des diagnostics / suivis de travaux préventifs, alors que des travaux de prospections croisées et complémentaires ont été lancées à Chauvigny, Luxé et Ardin. On peut attendre de ces derniers travaux, portés par de jeunes chercheurs, un fort renouvellement de la donnée.

Entre ces deux secteurs dynamiques, seule la politique de prescription poursuivie à Montans et Villeneuve-sur-Lot permet d'apporter des résultats de portée nationale (quatre opérations

encore en 2022). Une synthèse sur ce dernier site devient maintenant incontournable. Mais nous ne connaissons toujours rien des réseaux urbains secondaires de toute cette région comprise entre Pyrénées, Massif central et plateaux de la Charente. Comme cela a déjà été rappelé, la mise en évidence des réseaux de groupements modestes ne pourra faire l'économie d'un réexamen approfondie du réseau routier, mettant en évidence les points nodaux où se développent les agglomérations. Mais ces questions ne sont pas toujours par à l'ordre du jour dans l'inter-région.

La mise en évidence d'une origine laténienne de beaucoup de ces sites est sous-jacente dans la plupart des dossiers. Elle n'est vraiment au centre des interrogations que dans la remarquable opération multicritère touchant le site ouvert de Saint-Félix-de-Villadeix, qui a pris une nouvelle ampleur en 2022. Elle porte sur l'agglomération préromaine et son sanctuaire périphérique avec la mise en place d'une expertise multiscale. Le développement de fouilles programmées sur le sanctuaire périphérique produit enfin des résultats comparables et confrontables à ceux disponibles dans le nord ou l'est de la France pour la fin de la période gauloise.

Les espaces ruraux sont également bien investis par l'archéologie régionale, en particulier préventive. Toute une série d'établissements, avec des antécédents laténiens (par exemple la belle opération de Baynac en Dordogne) ou des continuités d'occupation tardo-antiques ont été documentés. Le cadre préventif permet d'appréhender les espaces productifs, malheureusement laissé en dehors du champ d'étude programmé, sauf en Languedoc (Aspiran, Beaucaire). À Baziège, la fouille d'une grande ZAC va enfin permettre d'espérer disposer d'une vision à large échelle autour d'un établissement rural du Toulousain. Une opération à signaler encore, celle d'un petit établissement rural des environs de Lunel (Hérault), ou des vergers bien préservés ont pu être étudiés. Malheureusement, les moyens n'ont pas été mis sur le paléoenvironnement, limitant l'apport scientifique des résultats pourtant fort rares.

L'archéologie programmée n'est pas plus discrète dans les campagnes, avec des programmes relativement variés. L'effort d'exploration exhaustive d'établissements ruraux se poursuit en Poitou-Charentes (Civaux) et en Languedoc (Loupian, Aspiran, La Nautique, Gruissan, *Mas des Tourelles* à Beaucaire). Cet intérêt est aussi perceptible au nord-ouest de l'inter-région, avec les projets concernant les établissements de Petit Bersac en Dordogne, Castelculier (interprété comme un sanctuaire car monumental) et Saint-Saturnin-du-Bois. Le Limousin se démarque à nouveau par l'existence d'un PCR régional traitant de l'occupation de la moyenne montagne. Quoiqu'un peu en sommeil depuis 2021, il génère toujours de l'activité, avec des fouilles programmées intéressantes (Bugeat). À l'inverse, l'opération de prospection thématique sur les sanctuaires du même secteur n'a pas apporté les résultats espérés. Entre ces deux zones dynamiques, on attend beaucoup du développement progressif du PCR *Antiquité tardive dans l'isthme aquitain*, qui contribue à la réactivation de l'intérêt pour plusieurs *villae* majeures du secteur (Plassac, Cazères, ...). Des lacunes persistent dans la qualité des synthèses proposés par les acteurs de l'archéologie préventive, qui manquent de connaissances sur les formes de l'occupation rurale et sur les questionnements actuellement soulevés par les spécialistes de la question (cas du site de Castelculier par exemple).

L'étude des espaces ruraux, plus particulièrement des dynamiques de peuplement et d'exploitation sur le temps long ne peut pas seulement s'envisager à partir de l'étude de sites ponctuels. Le recours à des opérations de prospections à large ou moyenne échelle est incontournable. Elles marquent cependant le pas dans l'ensemble du sud-ouest. Comme nous

l'avions déjà souligné, les dossiers d'opérations de prospections, inventaires ou thématiques qui sont soumises à la commission sont trop peu nombreux. Il n'existe par exemple aucun programme de prospections aériennes sur la totalité des 25 départements de la CTRA sud-ouest. Les programmes d'études intégrées de territoires sur des échelles multiscales, sont pourtant incontournables non seulement pour poursuivre l'indexation dans la CAN et la gestion du patrimoine archéologique, mais aussi pour le développement de PCR interrégionaux de qualité et la confrontation des données à large échelle. Il faut toutefois signaler le projet *RHEFOREST* et ses ramifications diverses autour d'Agén, ainsi que les opérations de télédétection en haute Montagne autour d'Enveitg / Bourg-Madame. Le PCR *Fortipolis* et les opérations de prospections thématiques réalisées par C. Venco sur le piémont pyrénéen, centrées sur des périodes plus précoces ou plus tardives, apportent aussi des données intéressantes dans des secteurs peu connus. Nous n'avons pas reçu beaucoup de dossiers concernant des demandes de prospections au détecteur à métaux. Celle expertisée rappelle la nécessaire rédaction, à l'échelle nationale, d'un protocole scientifique de prélèvement et d'étude qui permettrait à ces opérations de prendre toute leur nécessaire ampleur.

En prenant un peu de recul, on notera que le Limousin se démarque nettement des autres régions par la volonté des acteurs locaux de mettre sur pied des programmes collectifs thématiques supralocaux. Un PCR sur les agglomérations (*HAGAL*), une prospection thématique sur les sanctuaires (qui mériterait une autre ampleur et une équipe élargie), un PCR sur les territoires ruraux (plateaux de Millevaches et moyenne montagne limousine), sans oublier le programme de recherche sur les paysages funéraires lémoins (porté par Erwan Nivez) forment un canevas scientifique cohérent. Malgré des initiatives qu'il faut saluer (PCR *Aquitania Ornata : formes, matériaux techniques du décor pariétal en Aquitaine romaine*, PCR *Antiquité tardive dans l'Isthme aquitain*), il faut concéder que cet effort de concertation et de mise en réseau ne s'observe pas ailleurs. L'étude des espaces fluviaux et lacustre est l'une des particularités de la région (par exemple les fouilles de Courbiac et Agde), quoique cette dimension reste modeste au regard du linéaire côtier. On espère ici beaucoup des travaux en cours sur le littoral de la Gironde et sur le lac de Sanguinet, qui a redémarré en 2022.

Pour terminer ce tour d'horizon, il convient de rappeler que cette région se caractérise par la persistance de belles études dans les domaines métallurgiques et miniers. Aux fouilles régulières sur les sites miniers dans les Pyrénées atlantiques comme à Mehatze sur le site de Banca s'ajoutent le PCR de *Melle / Métal des Rois Francs* (avec un volet expérimental de premier plan), le PCR *FERAPO (Fer en Ariège et dans les Pyrénées-Orientales)* ou encore le PCR *METALLA*. La plupart de ces dossiers sont maintenant évalués par un expert spécialisé. Signalons également la suite de la fouille du site meulier de Saint-Crépin-de-Richemont (Dordogne, R. Rivaud-Labarre), répercussion de la dynamique du groupe « meule », jusqu'à présent inactif dans le centre-ouest de la France. Dans ce domaine économique, la riche fouille des ateliers métallurgiques et potiers de Fanjeaux fait figure d'exception.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (PREMIER MOYEN ÂGE)

Par Stéphane ARDOUIN
Membre de la CTRA

En 2022, le nombre de dossiers examinés s'élève à 76 sur l'ensemble des 8 sessions de la CTRA, en intégrant la séance supplémentaire d'avril, devenue récurrente et indispensable au regard du nombre de dossiers examinés lors des deux premières séances (18 lors de la

session de janvier, 16 lors de celle de mars). Ces 76 dossiers correspondent à 9,5 dossiers traités en moyenne par séance au cours de l'année. Cela correspond à 12 dossiers supplémentaires par rapport à 2021, soit une augmentation de près de 19 % en un an, pour beaucoup dû à l'augmentation du nombre de dossiers examinés pour la première séance, où nous n'étions que rapporteurs invités en 2021 auprès des membres de l'ancienne CTRA. Cet accroissement est toutefois sous-évalué au regard des dossiers écartés vers d'autres rapporteurs (diagnostics et cahiers des charges scientifiques) ou reportés (rapports finaux d'opérations) aux séances de 2023 faute de temps pour les examiner correctement. Durant l'année 2022, 10 dossiers de CCS en préventif ont dû aussi être traités en inter CTRA, soit 3 de plus qu'en 2021. D'exceptionnel en début d'année 2021, ce mode de fonctionnement est devenu récurrent depuis l'été 2021. Cette densité explique encore le très faible nombre de RFO de fouille préventive (7, soit un seul de plus qu'en 2021) expertisés en 2022, reportés de séances en séances faute de temps pour les rapporter dans de bonnes conditions. Ce constat, partagé par les autres rapporteurs amenés à examiner des dossiers concernant les périodes récentes (archéologie du bâti et funéraire), pose la question de l'insuffisance, de toute évidence, du nombre de rapporteurs permanents amenés à traiter ces trois périodes pour cette CTRA.

	Nouvelle Aquitaine			Occitanie		Total	Nb de dossiers
	Bordeaux	Poitiers	Limoges	Toulouse	Montpellier		
CCS seul	4	4	1	12		21	47
Rapport de diag. et CCS	2	7		4	5	18	
Rapport de diag. et phasage de prescription				1		1	
RFO de fouille préventive		2	1	3	1	7	
FP, PCR, étude de mobilier, APP, découverte fortuite	7	4	1	10	7	29	29
<i>Nombre de dossiers examinés</i>	<i>13</i>	<i>17</i>	<i>3</i>	<i>30</i>	<i>13</i>		<i>76</i>

Répartition des dossiers par type d'avis selon les SRA.

Ces dossiers concernent en grande majorité l'archéologie préventive (47, soit près de 62 % des dossiers), avec 19 rapports de diagnostic expertisés (dont 1 associé à un phasage devant déboucher sur plusieurs prescriptions), 39 cahiers des charges scientifique et 7 RFO. Ce nombre est relativement stable par rapport à 2021 (44 dossiers), la majeure partie de l'augmentation constatée en 2022 étant liée à celle du programmé, APP et découverte fortuite, passé de 20 en 2020 à 29 en 2022. Il faut noter l'importance dans ce décompte des CCS pour fouille préventive directe (21). Le programmé rassemble 29 dossiers en incluant les 8 PCR examinés, les 3 demandes d'aide à la publication, une demande d'étude de mobilier et une expertise concernant la découverte fortuite d'un dépôt monétaire.

Répartition géographique

Sur les 76 dossiers examinés en 2022, 43 sont portés par les 2 SRA d'Occitanie contre 33 par les 3 SRA de Nouvelle-Aquitaine, ce qui correspond à une inversion des équilibres de 2021, en grand partie dû à une baisse des dossiers portés par le site de Poitiers, qui demeure celui de Nouvelle-Aquitaine qui nous a confié le plus de dossiers (17), mais avec 6 de moins qu'en 2021. L'augmentation du nombre de dossiers d'Occitanie est essentiellement dû au SRA de Toulouse qui nous a confié 30 dossiers, soit quasiment le double (16 de plus) qu'en 2021, augmentation qui concerne surtout le préventif (20 dossiers en 2022 contre 8 en 2021). Le

nombre de dossiers confiés par les sites de Bordeaux et Montpellier (13 chacun) demeure relativement stable par rapport à 2021 (11 chacun). Le site de Limoges demeure, comme en 2022, le moins représenté, avec seulement 3 dossiers rapportés en 2022 (contre 5 en 2021).

Répartition par axes de la programmation nationale

Les axes de la programmation nationale abordés par les dossiers sont les axes 7 à 14 qui sont parfois présents conjointement. Les aspects concernant la ville médiévale et moderne ont particulièrement été abordés dans les dossiers examinés en 2022, puisque l'axe 9 est présent dans 29 des dossiers examinés (contre 15 en 2021). L'axe 10 sur le rural est encore bien représenté avec 24 dossiers examinés. Les axes 7 (11 dossiers), 8 (13 dossiers), 11 (14 dossiers) et 12 (5 dossiers) sont également régulièrement présents. L'axe 13 demeure marginal (1 ou 2 dossiers). Le décompte n'a pas été fait pour l'axe 14 consacré aux périodes récentes, qui recouvre très souvent les autres axes.

Forme éditoriale et qualité des rapports

Les rapports examinés sont globalement de bonne qualité. Moins soumis aux contraintes temporelles que ceux du préventif, ceux des opérations programmées et de PCR sont souvent de grande qualité. Les 7 RFO de fouille préventive sont également de bonne qualité.

On note encore, comme en 2022, des problèmes récurrents dans les rapports de diagnostics. Nombre de responsables scientifiques ignorent toujours d'inclure une fiche d'état de site dans la première section. On peut également regretter, pour des rapports traitant des périodes médiévale, moderne ou contemporaine, des contextes historiques souvent traités en quelques lignes, ce qui se répercute naturellement dans la qualité des synthèses, parfois limitées à de courts paragraphes. De nombreux rapports de diagnostics sont malgré tout de bonne qualité.

Cahiers des charges

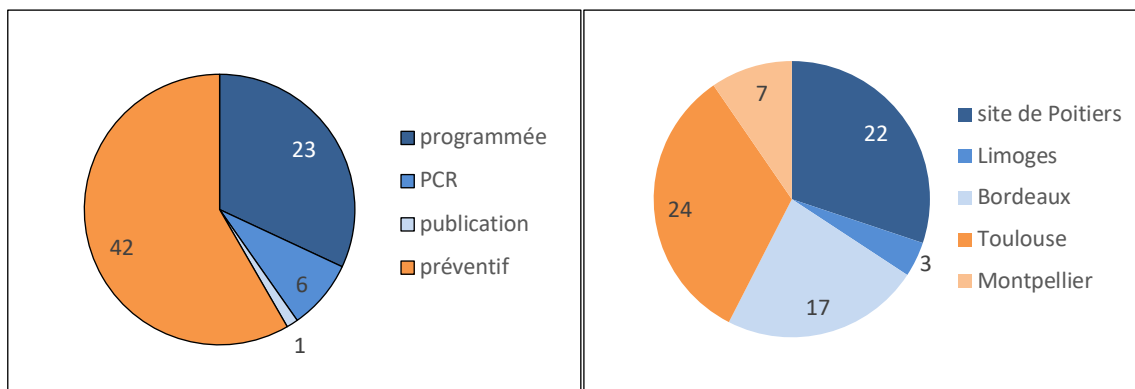
Les cahiers des charges sont globalement très complets et ne nécessitent bien souvent que des modifications à la marge. Les suggestions de modification les plus importantes sont liées à la minoration des effectifs, notamment pour les CCS de fouille directe, en phase terrain et surtout en post-fouille lors des suivis de travaux.

ÉPOQUES MÉDIÉVALE, MODERNE ET CONTEMPORAINE (CHÂTEAUX ET ÉDIFICES RELIGIEUX, MONUMENTAL, BÂTI)

Par Cédric MOULIS

Membre de la CTRA

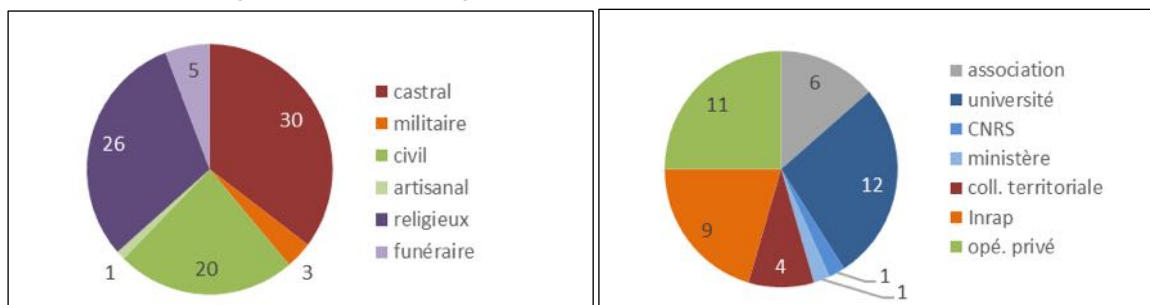
Pour l'ensemble des huit sessions de la CTRA de 2022, m'ont été soumis pour expertise 73 dossiers différents, soit cinq de plus qu'en 2021. Voici sous forme de graphiques la répartition de ces dossiers. On constate comme en 2021 une nette domination des opérations préventives par rapport aux programmées dans les dossiers qui m'ont été adressés, alors que les années 2019 et 2020 tendaient plutôt à l'équilibre.



Nombre d'opérations, au total et par site, concernant les châteaux, édifices religieux, bâti, examinés en 2022.

Le nombre de dossiers traités par sites administratifs s'équilibre cette année entre Poitiers, Toulouse et Bordeaux. Cette année, Poitiers et Toulouse ont livré un nombre de dossiers presque identique, en particulier les départements de la Vienne (8 dossiers traités) et la Charente (7) et la Haute-Garonne (7), ce qui s'explique pour le premier par l'activité de Nicolas Prouteau et de ses étudiants et doctorants de l'Université de Poitiers en archéologie castrale. Pour le troisième, cela s'explique par une recrudescence des prescriptions dans l'agglomération de Toulouse. Seuls trois départements n'ont fait l'objet d'aucune expertise de notre part (Gard, Lozère, Haute-Vienne). En plus des trois premiers cités, cinq autres départements, la Charente-Maritime, la Dordogne, le Gers, le Lot-et-Garonne, et le Tarn, atteignent ou dépassent également le seuil de 5 dossiers traités.

Si les opérations visant des sites militaires/castraux restent en tête au nombre de dossiers traités, la part du religieux a augmenté. Nous observons ainsi un bel équilibre entre castral/militaire, religieux/funéraire légèrement en défaveur du civil/artisanal.



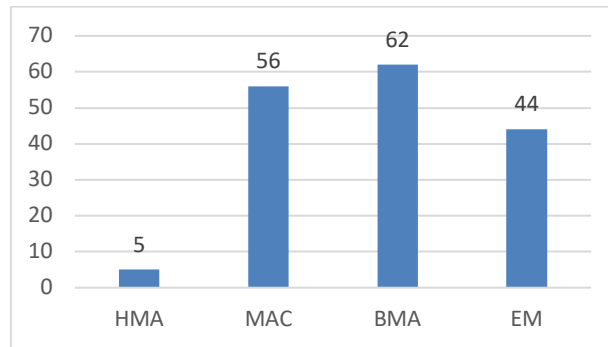
Nombre d'opérations par nature de site et par rattachement des responsables en 2022.

La part des universités, des opérateurs privés et de l'Inrap reste relativement équilibrée. D'une manière générale, le service public reste l'interlocuteur privilégié, dans des formes diverses (CNRS, SRA, Collectivités territoriales, Inrap). La part des opérateurs privés a encore diminué par rapport à 2021.

Quarante quatre dossiers ont concerné des sites ruraux ou semi-ruraux, contre 29 des sites urbains. La part urbaine a donc chuté alors que dans le même temps, le nombre d'opérations rurale a fortement augmenté. Parmi ceux-ci, 48 ont amené à une étude de bâti, dans des degrés toutefois très différents selon les cas (de quelques observations sur les élévations à de véritables relevés et analyses approfondies). Ces 48 dossiers concernant principalement des châteaux et des maisons civiles mais aussi des édifices religieux. Ils se répartissent pour moitié tant dans le domaine rural que pour l'urbain. Il nous est plaisant de constater ainsi que les prescriptions sur le bâti restent en progression constante au fil des années et s'améliorent

qualitativement, en synergie avec le service des monuments historiques et les architectes. Les progrès sont assez disparates d'une région à l'autre. Comme les années précédentes, les services de Toulouse et Poitiers restent les plus efficaces en ce domaine.

62 des 73 sites ont concerné le bas Moyen Âge, ce qui reste une constante très logique au fil des ans, surtout en contexte urbain et castral. La part belle est également faite pour le Moyen Âge central et l'Époque moderne. Sept sites dont l'expertise m'a été confiée ont présenté une diachronie avec l'Antiquité. Le haut Moyen Âge est très peu représenté puisqu'il ne s'agit pas de ma spécialité.



Répartition des sites examinés en 2022 par période

Sur les 73 dossiers, 33 d'entre eux étaient ou contenaient un CCS. Face aux 11 diagnostics ou sondages, 26 fouilles directes ont été prescrites, ce qui est en forte augmentation et traduit une nette volonté d'accélérer les calendriers lorsque l'intérêt archéologique semble évident, ce qui fait gagner du temps et de l'argent à tout le monde. 22 rapports en préventif ou en programmée ont été rendus. Ce nombre est encore en baisse par rapport à 2021, et traduit la priorité donnée à la prescription.

Concernant la forme des rapports, on ne peut que se féliciter de la grande qualité formelle de ceux-ci, qui n'ont bien souvent rien à envier à une véritable publication, et tout particulièrement chez les opérateurs publics ou privés. Le bémol est qu'inconsciemment, cette qualité éditoriale devient peu à peu la norme de base, ce qui peut vite handicaper les dossiers des associations et des universités. Dans le contenu, la qualité des dossiers examinés reste d'un très bon niveau.

Il est honnêtement difficile de sélectionner certains dossiers tant la qualité scientifique des opérations s'est maintes fois révélée. Toutefois, plusieurs rapports et travaux peuvent être signalés pour leur qualité ou leur grand intérêt scientifique. Citons cette année encore les différentes opérations menées par Laura Soulard pour la société LandArc. L'ensemble des opérations menées par les étudiants de Nicolas Prouteau (lui-même auteur d'un excellent rapport sur le palais comtal de Poitiers) sur les sites castraux en Poitou reste conséquent, et semble se relancer par le biais d'étudiants devenus entretemps des doctorants (Gençay, Scorbé-Clairvaux, Château-Larcher, etc.). Retenons également les diverses opérations de qualité menées depuis plusieurs années à Sainte-Christie-d'Armagnac (Gers) ou encore Villeneuve-les-Maguelone (Hérault). Signalons également les travaux menés sur les sites de Noailhac, Ségur-le-Château ou sur la tour Saint-Nicolas de La Rochelle. Il convient enfin de mentionner la publication prochaine et très attendue des fouilles de la motte de Pineuilh (Gironde), qui va devenir la nouvelle référence dans ce domaine de recherche.

Nous avons en 2022 retrouvé le rythme des sessions en présentiel après deux années compliquées par les restrictions sanitaires. Cette proximité a de nouveau favorisé le nombre

et la qualité des échanges et des débats sur les dossiers lorsque cela était nécessaire. L'année 2022 fut encore une fois bien chargée pour les experts en archéologie médiévale et moderne. L'aide bienvenue de plusieurs rapporteurs extérieurs a permis cette année de diminuer d'une vingtaine le nombre de dossiers examinés. Il conviendrait toutefois de réfléchir à l'arrivée d'un expert supplémentaire pour le Moyen Âge.

ARCHÉOLOGIE FUNÉRAIRE

Par Catherine RIGEADE

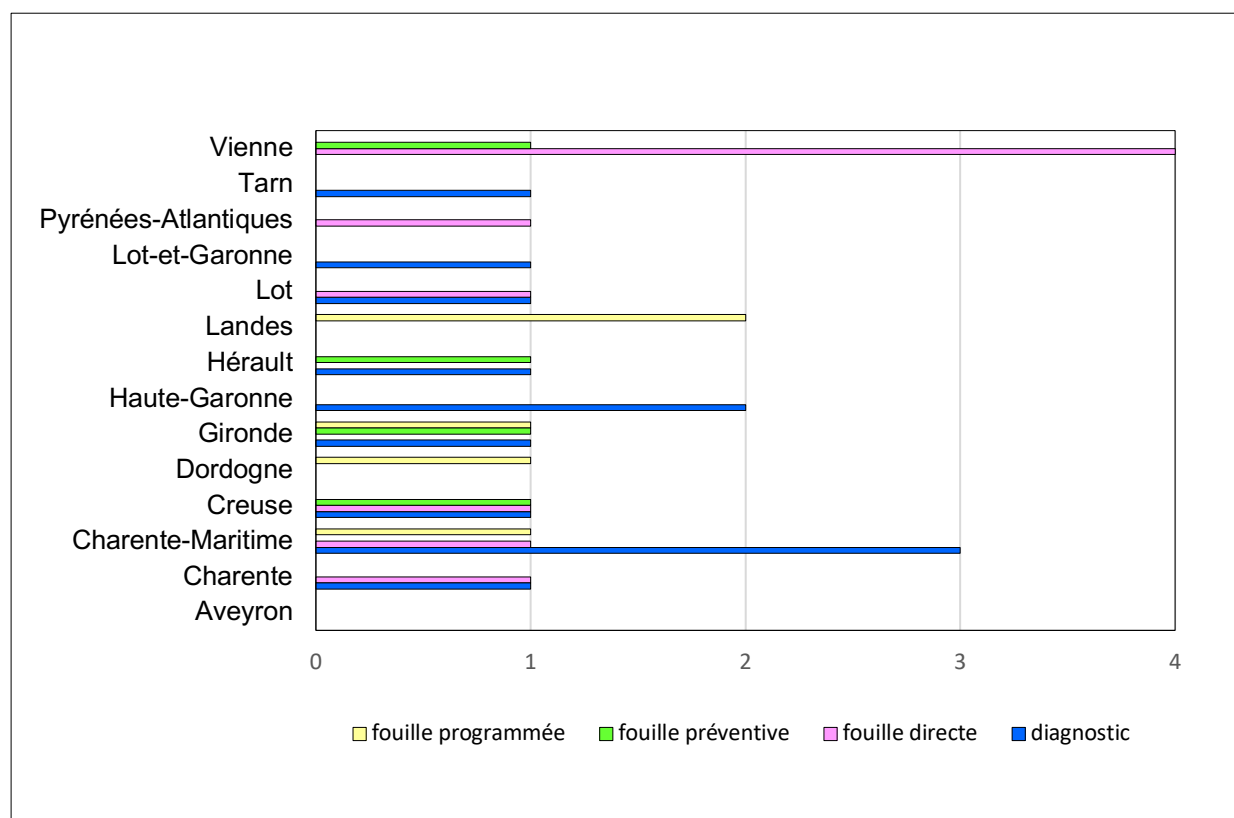
Membre de la CTRA

En 2022, 39 dossiers au total ont pu être examinés. 5 dossiers ont été évalués en inter CTRA. L'archéologie préventive représente plus de 60 % des dossiers étudiés. Si l'on regarde la répartition géographique, 12 dossiers concernent l'Occitanie et 27 dossiers concernent la Nouvelle Aquitaine.

Principaux résultats obtenus et thèmes abordés

Parmi les dossiers examinés en 2022, 31% des dossiers sont des rapports de diagnostic (12 dossiers) accompagnés d'un examen du cahier des charges, auquel s'ajoute 9 dossiers examinés pour une fouille directe. Cette répartition est similaire à l'année précédente, tout comme le nombre de dossiers de fouille programmée examinées qui s'élève à 5 dossiers.

À cela s'ajoute deux demandes d'APP concernant respectivement une nécropole antique et un cimetière médiéval. La nouveauté de l'année 2022 réside dans le traitement de demandes d'analyses. Il y en a eu 4 au total pour cette année : il s'agit de 3 demandes paléogénétiques et d'une demande d'analyses de matières organiques sur du mobilier métallique.

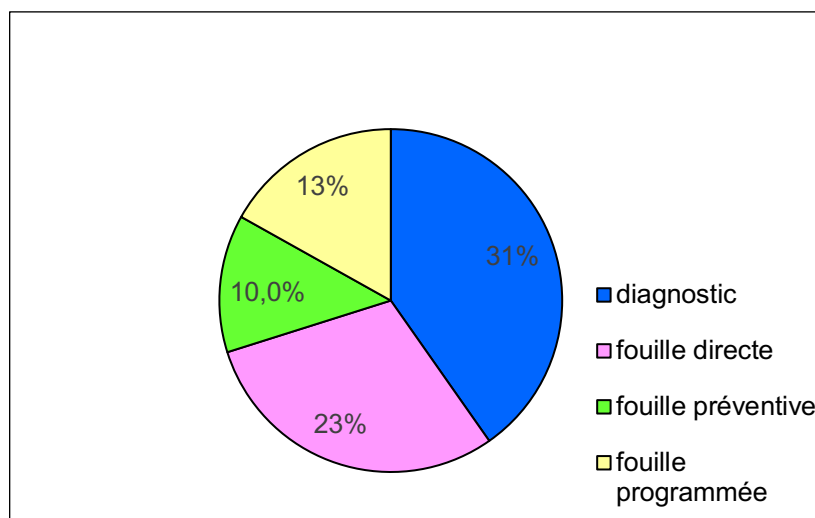


Type d'opérations évalués sur la thématique du funéraire en 2022, par département.

Département	Nombre de dossiers examinés en 2021
Aveyron	1
Charente	2
Charente-Maritime	5
Creuse	3
Dordogne	3
Gironde	3
Haute-Garonne	3
Hérault	3
Landes	2
Lot	2
Lot-et-Garonne	1
Pyrénées-Atlantiques	2
Tarn	1
Vienne	6

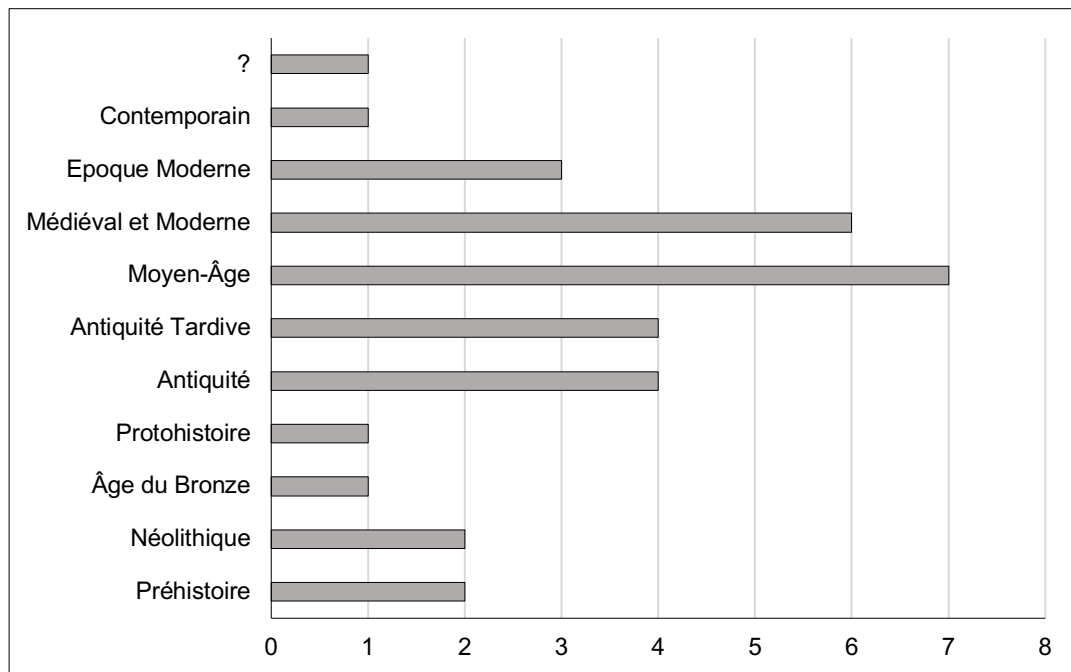
Nombre de dossiers examinés sur la thématique du funéraire en 2022, par département.

Comme pour l'année 2021, l'essentiel des dossiers examinés en 2022 concernent la période médiévale et l'Epoque Moderne. Plus précisément 7 sites ont livré des vestiges se rattachant uniquement à la période médiévale, tandis que 3 sites intéressent l'Epoque Moderne.



Type d'opérations examinées en 2022.

Les périodes médiévales et moderne sont fréquemment abordées de manière conjointe (6 dossiers) car il s'agit, dans la majeure partie des cas, de cimetières fonctionnant durant ces deux périodes. On notera que pour une opération de diagnostic la période chronologique n'a pas pu être déterminée. Le rapport a reçu d'ailleurs un avis défavorable pour sa réception en CTRA. Deux dossiers au total ont d'ailleurs reçu un avis défavorable par la CTRA ; il s'agit de deux rapports de diagnostic. En ce qui concerne les rapports de diagnostic, le principal défaut de ces deux rapports résidait dans l'absence d'inventaires techniques et l'absence d'éléments datant qui ne permettaient pas *a posteriori* de proposer une prescription adaptée.



Nombre d'opérations par période chronologique examinées en 2022.

Forme éditoriale et qualité des rapports

En ce qui concerne les rapports de diagnostic, nous pouvons malheureusement formuler les mêmes remarques que pour l'année précédente. À savoir que les éléments attendus par le prescripteur (et souvent précisés dans les prescriptions de diagnostic) ne sont que très exceptionnellement fournis dans le rapport d'opération, notamment en ce qui concerne la manière d'appréhender les vestiges funéraires. Cela est particulièrement préjudiciable pour la qualité et le travail du CCS de la fouille, voire même de la fouille préventive elle-même (notamment pour les estimations du nombre de sépultures, densité, cimetières stratifiés, etc.). Il convient de signaler que ce constat avait déjà été fait dans le rapport d'activité 2017-2020 des CTRA et on ne peut déplorer que ce constat soit toujours d'actualité.

On pointera également, comme en 2021, l'absence quasi systématique des restes osseux, alors que la céramique est à minima traitée au sein des rapports de diagnostic. Les vestiges anthropobiologiques ne font ainsi jamais l'objet à *minima* de fiches de conservation (pourtant exigibles lors du versement des collections au sein des dépôts archéologiques). Cela pose un problème évident notamment lors de la réalisation d'analyses destructrices comme le radiocarbone.

À ce sujet on peut s'étonner du faible nombre de demandes d'analyses (4 dossiers) alors que la plupart des dossiers de fouilles préventives, de PCR ou de demandes d'APP indiquent que des analyses destructrices (paléogénomiques, radiocarbone...) seront réalisées. On pointera également l'absence de demandes concernant les projets ANR qui impactent les collections ostéo-archéologiques du sud-ouest.

Difficultés rencontrées

Les deux véritables difficultés rencontrées en 2021 restent les mêmes pour l'année 2022 en ce qui concerne les sites funéraires appréhendés dans le cadre du préventif. Il s'agit de

l'absence de datations (notamment radiocarbone) et l'absence de sépultures « testées » lors du diagnostic. Les données se limitent fréquemment au seul repérage des tombes en surface.

Ces deux lacunes méthodologiques entravent considérablement la qualité et l'ajustement des prescriptions pour la fouille préventive des ensembles funéraires.

Les datations radiocarbone ne sont que très exceptionnellement réalisées dans le cadre des diagnostics. Cela est préjudiciable notamment pour la qualité des prescriptions des fouilles préventives qui en découlent. De la même façon, dans le cadre des ensembles funéraires, les sépultures ne sont que très exceptionnellement testées. De ce fait il demeure très difficile de pouvoir élaborer une prescription adaptée en ce qui concerne le nombre de sépultures envisagées, les études complémentaires à fournir (comme la paléopathologie ou la réalisation d'analyses paléomicrobiologiques par exemple).

Conclusion

En conclusion, la région Nouvelle-Aquitaine apparaît toujours très dynamique pour la recherche en archéologie funéraire, avec notamment une majorité de prescription sur des ensembles funéraires émises pour les départements de la Vienne et de Charente-Maritime. Les opérations de suivi de travaux (fouille directe) sur les centres villageois anciens, prescrites dans le cadre de l'archéologie préventive, sont particulièrement nombreuses et concernent très fréquemment les abords directs d'édifices religieux et des cimetières attenants.

Après deux années d'exercice on peut toujours faire le constat de manquements importants dans les rapports concernant les méthodes pour appréhender les ensembles funéraires et le traitement des vestiges anthropologiques. Plus généralement on déplorera l'absence de fiche de conservation dans les rapports, très préjudiciable lorsque les ossements ont été détruits lors de la réalisation d'analyses et notamment lors des datations radiocarbone.

Globalement, à l'issue de cette seconde année d'expertise sur la thématique du funéraire, on peut toujours constater une grande sollicitation pour les prescriptions dans le cadre du préventif et une demande d'examen nettement moindre pour les fouilles programmées. En effet, la présence d'un spécialiste en anthropologie semble nécessaire et évidente, dès lors que sont examinés en CTRA les demandes d'analyses ou des demandes de protocole et/ou de méthodologie pour des études anthropologiques en post-fouille. Toutefois la nécessité d'un regard de spécialiste dans le cadre des fouilles programmées ne semble pas nécessaire et notamment pour certaines périodes chronologiques où on pointera l'absence totale de dossiers soumis concernant les périodes plus anciennes : nécropoles néolithiques, protohistoriques et antiques. Il est probable que les dossiers relatifs à ces périodes soient traités par d'autres rapporteurs, spécialistes de la période. Il n'est donc pas possible de connaître la manière dont les vestiges funéraires et plus particulièrement les vestiges anthropobiologiques sont traités pour ces périodes. Toutefois on peut s'étonner comme en 2021, qu'un seul dossier de fouille programmée pour la période médiévale et moderne, n'ait été soumis à expertise. Ce constat est paradoxal par rapport au nombre important de dossiers relevant du préventif, rattachés à ces périodes. Par conséquent, le bilan et le regard sur l'archéologie funéraire en général reste toujours biaisé et limité à l'issue de cette seconde année.

Restitution des séminaires du bilan quadriennal 2017-2021 de la CTRA Sud-Ouest

Par Xavier MARGARIT

Conservateur régional de l'archéologie de Nouvelle-Aquitaine

La restitution du bilan quadriennal 2017-2021 de la CTRA Sud-Ouest auprès des agents des SRA de l'inter-région a été coordonnée par service régional de l'archéologie de Nouvelle-Aquitaine, région siège de la CTRA en collaboration avec S. Révillion, inspecteur des patrimoines. Ces échanges et travaux ont été organisés avec les membres experts de la CTRA de la mandature en cours en 2022 et dans la mesure de leur disponibilité, avec ceux de la mandature précédente, ainsi qu'avec tous les agents de la filière scientifique des deux SRA de l'inter-région Nouvelle-Aquitaine – Occitanie.

Les experts de la commission et les agents des SRA des deux régions ont ainsi été invités à échanger selon 8 axes de réflexion : cinq bilans chronologiques¹⁴, deux séminaires thématiques¹⁵ et un atelier méthodologique¹⁶. Une dernière session sous la forme d'une journée de séminaire synthétisant l'ensemble des conclusions du travail mené dans les différents ateliers, s'est tenue à Bordeaux, le 8 décembre. En dehors des experts concernés par les différentes thématiques, ces restitutions ont réuni une moyenne de 15 à 20 agents des services. Une quarantaine de ces agents ont assisté à la dernière session à laquelle ont participé plusieurs experts de la mandature précédente (54 participants soit 27 en présentiel et 27 en visioconférence dénombrés en matinée du 8 décembre).

PALÉOLITHIQUE

Restitution du séminaire de Bordeaux du 19 octobre 2022.

Préparation / animation : O. Ferullo, É. Deneuve. 14 participants.

Le bilan quadriennal de la CTRA pour le Paléolithique souligne le déséquilibre existant entre les fouilles programmées en grottes et celles de sites de plein air, dont la rareté dans le cadre préventif est à la fois soulignée et débattue. En dépit d'évolutions favorables notables, par exemple en Occitanie et en Dordogne où des sites de plein-air ont été identifiés puis fouillés dans le cadre préventif, des problèmes de détection de ces sites demeurent dans plusieurs secteurs ou départements.

La question de la complémentarité des données obtenues grâce aux opérations conduites en grotte avec celles fournies par l'étude des occupations de plein air, pourrait ainsi constituer l'un des axes de la programmation scientifique inter-régionale concernant le Paléolithique. Pour certains secteurs, sont proposées une reprise des ZPPA et la prescription systématique de sondages profonds réalisés par des géomorphologues dans des contextes sédimentaires favorables.

Le rôle incitateur des SRA dans l'orientation des recherches programmées, pourrait également porter sur le développement d'approches plus contextualisées des sites pariétaux qui demeurent insuffisantes, sur celui d'études novatrices auxquelles certains sites se prêtent et sur la nécessaire harmonisation des formats des données numériques de terrain qu'il convient de capitaliser sur le long terme grâce à un archivage adapté. Néanmoins, en regard du nombre

¹⁴ Paléolithique, le 19 octobre à Bordeaux ; Néolithique et la Protohistoire, le 11 octobre à Toulouse ; Antiquité, le 2 décembre à Montpellier ; Périodes médiévale, moderne et contemporaine, le 20 octobre à Limoges.

¹⁵ Archéologie du bâti, le 10 novembre à Poitiers ; archéologie funéraire, le 17 novembre à Poitiers.

¹⁶ Outils, méthodes et détection, le 11 octobre à Toulouse.

de préhistoriens dans les services, le contrôle scientifique et technique de l'ensemble des opérations portant sur cette période reste parfois problématique.

Enfin, les participants à cet atelier s'accordent sur le fait que la programmation régionale, qui ne peut être envisagée sans la définition de priorités partagées, pourrait tirer avantage du développement de véritables échanges avec les chercheurs (UMR CNRS, Universités ...) intervenant dans l'inter-région.

Constats

- Surreprésentation des fouilles de grottes ou abris au regard des sites de plein-air ;
- Inadaptation de certaines ZPPA ;
- Problèmes de RFO en souffrance ;
- Si des problèmes persistent, la détection et la fouille des sites paléolithiques en archéologie préventive ont évolués notamment en Occitanie.
- Trop peu de sondages profonds, problème des moyens humains en compétences pour les diagnostics, d'absences parfois de géomorphologues ou géoarchéologues.
- Faiblesse du nombre des préhistoriens dans les SRA.
- Difficulté pour les SRA à hiérarchiser, voire à ne pas autoriser certains projets d'opération programmée, en raison d'avis presque systématiquement positifs de la CTRA.
- Peu de prise en compte de la question du Mésolithique dans les débats.
- Nécessité d'un dialogue interne au MC sur l'archivage des données, problème des formats de stockage, d'enregistrement, de gestion et de restitution (grottes ornées notamment).
- Problèmes de publications : absences pour certains sites, question de l'accompagnement, des moyens.

Pistes d'évolution

- Rôle incitateur des SRA pour l'orientation des recherches programmées, de contextualisation des sites pariétaux, d'étude de sites de plein-air (toutefois sans opposer mais rééquilibrer les interventions vis-à-vis des sites en grottes).
- Géomorphologues sur les opérations dès les diagnostics.
- Développement de zonages (ZPPA) adaptés à la préhistoire en concertation avec des préhistoriens.
- Développement d'informations pédagogiques entre collègues des SRA, par exemple par une cartographie de petites vallées à forte sensibilité préhistorique ; voire de formations dédiées.
- Solution pour les SRA de ne pas valider certaines opérations (rapports de diagnostic).
- Développement d'appels d'offres de recherches programmées.
- Inciter les UMR à apporter des réponses à ces problèmes.
- Mieux profiler des responsables d'opération, mieux formés chez et par les opérateurs.
- Bloquer l'attribution de jours PASS Inrap, pour débloquer la finalisation de RFO en souffrance.
- Notions de programmations scientifiques régionales avec les UMR.
- Encourager les études et approches contextualisées des sites pariétaux.
- Question du systématisme des études de biocorrosions dans les grottes ornées.
- Évaluer l'art pariétal paléolithique, mais aussi rupestre holocène au sein de la CTRA en termes de programmation.

- Rôle fondamental des SRA pour motiver/favoriser les publications : accompagner mais faire des choix ; prendre en compte le passif de fouilles « anciennes » ; veiller à l'enclenchement du processus de publication des sites importants dès la fin de leur fouille.

NÉOLITHIQUE ET PROTOHISTOIRE

Restitution du séminaire de Toulouse du 11 octobre 2022.

Préparation / animation : E. Ihuel, X. Margarit - 16 participants.

Si le bilan quadriennal souligne l'excellent état de conservation et le haut potentiel des sites appartenant à ces périodes, il indique néanmoins l'existence de décalages entre Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, en mettant en lumière une couverture territoriale disparate et une avancée différenciée des recherches. L'un des points de la programmation pourrait être constitué par l'habitat, dont les chronologies et les géométries sont souvent lacunaires et méconnues.

Le bilan occitan est très positif avec la reprise des données de fouilles anciennes et la mise en évidence de secteurs d'activités distincts des zones d'habitat proprement dites, pour le Néolithique. En raison de la situation géographique des deux régions, l'étude de l'habitat offre aussi l'opportunité d'aborder les questions liées à la présence de différentes influences culturelles s'exerçant dans une zone de contact entre mondes méditerranéen et atlantique. Le déficit des études de synthèse et l'importance des PCR pour l'étude de l'habitat des âges des Métaux sont soulignés en particulier pour le début de l'âge du Fer.

Enfin, l'interregion étant l'une des grandes régions européennes du mégalithisme, les participants à cet atelier soulignent l'importance des problématiques de gestion et de conservation de ces monuments, face aux enjeux scientifiques, patrimoniaux et de mise en valeur dont ils sont l'objet.

Constats

- Territoires encore couverts de façon disparate (par exemple décalage Occitanie / Nouvelle-Aquitaine pour l'habitat).
- Plans de maison et plans d'habitat globalement encore plutôt méconnus, tant pour le Néolithique, que les âges du Bronze et du Fer.
- Dichotomie entre monde méditerranéen et atlantique.
- Défaut de concordance entre sites d'habitats et sites funéraires pour le Néolithique.
- Faiblesse pour ces périodes des pôles universitaires néo-aquitain ; autres pôles de recherches éloignés (Universités et UMR de Toulouse, Rennes, etc.).
- Question des compétences encore parfois posée : qualité des diagnostics et problèmes de la détection des sites.
- Question de prescription de fouilles préventives et de décapages extensifs sur la base des données de diagnostic insatisfaisantes.
- Constats d'une recherche programmée vieillissante pour le mégalithisme en Occitanie.
- Enjeux architectural du mégalithisme tant scientifique que conservatoire, de restauration et de mise en valeur.

Pistes d'évolution

- Développer la connaissance de l'habitat (approche extensive, contextes et logiques paléoenvironnementales, etc.).
- Importance à appréhender les bâtis de terre crue par la micromorphologie.

- Rationaliser les approches de fouille des foyers à pierre chauffées.
- Concevoir la dimension interrégionale comme un atout (orientation programmation).
- Développer les travaux avec les CRMH et UDAP sur ces questions.
- Intégrer les aspects de conservation dès le montage des projets.

ANTIQUITÉ

Restitution du séminaire de Montpellier du 2 décembre 2022.

Préparation / animation : G. Marchet-Legendre, P. Nouvel, C. Pellecuer. 21 participants.

Le bilan concernant l'Antiquité met en lumière l'importance de l'étude des régions romaines du Sud-Ouest qui pourrait constituer un élément fédérateur de la programmation interrégionale, prenant en compte les particularismes régionaux et leur signification à l'image du Languedoc riche jusqu'à l'époque flavienne puis en déclin ou encore des régions Aquitaine et Lyonnaise qui connaissent un développement plus progressif au I^{er} siècle et plus important qu'en Narbonnaise jusqu'au III^e siècle.

Dans ce cadre, l'étude des paysages et des territoires, des voiries et de leurs agglomérations, des relations entre villes et campagnes et des capitales de cités, pourrait être encouragée. Il en est de même des corpus céramiques régionaux et des études numismatiques, qui font parfois défaut et conduisent à une insuffisante caractérisation et contextualisation des données recueillies.

Une politique incitative en faveur de PCR ambitieux conduirait progressivement à d'intéressantes synthèses régionales tout en participant au développement d'équipes pluridisciplinaires et interinstitutionnelles.

Constats

- Difficultés des opérations préventives à sortir de leurs focales d'intervention ;
- Rareté des PCR élargis (ou PCR « chapeau »).
- Manque de référentiels pour les diagnostics sur la caractérisation des occupations « lâches ». Nécessité du programmé pour combler ce manque.
- Manque d'antiquisants et problème dans la formation des étudiants en archéologie antique qui n'est plus privilégiée (problème pour les recherches, habilitations, agréments des opérateurs et universités).
- Nécessité de rappels d'objectifs « intrasites » pour certaines fouilles antiques : vision chronospatiale évolutive (plans phasés, coupes, chronostratigraphie), caractérisation fonctionnelle des espaces, identification des points potentiellement exploitables, thématiquement et chronologiquement, dans des synthèses plus ambitieuses.
- Rappel du diagramme stratigraphique attendu mais plus forcément essentiel : travailler et phaser surtout les US de création, d'occupation, d'abandon.
- Parfois, problème de méthode pour l'étude chronologique et référentiels de datation (mauvaise exploitation des niveaux superficiels, déficit d'utilisation du détecteur à métaux, problèmes d'identification des éléments non résiduels dans les ensembles mobiliers).
- Question du III^e siècle (occupations des années 220 – 260) dans le nord-est du bassin aquitain (Poitou-Charentes et Limousin).
- Nécessité d'une véritable archéologie de la monnaie : défaut de vraies études numismatiques (simples identifications d'émissions monétaires, sans études de corpus globaux, croisées avec les données de caractérisation des sites étudiés).

Pistes d'évolution

- Développement de PCR ambitieux (régionaux / interrégionaux) tels que sur les agglomérations ou le monde rural, à l'échelle régionale pour fournir des référentiels de qualité.
- Orienter la programmation pour combler le déficit de référentiels : notamment favoriser les prospections inventaires, aériennes, articulées avec la Carte archéologique de la Gaule.
- Veiller à mieux intégrer les résultats du préventif dans les PCR et programmes de recherches
- Remise à plat de la documentation, y compris en préventif, nécessaire comme préalable.
- Privilégier les études paléoenvironnementales sur les couches adaptées.
- Nécessité du détecteur de métaux dès la phase de décapage pour identifier, entre autres, les phases de transitions (avec référents DDM dans les SRA et chez les opérateurs).
- Afin de permettre la montée en gamme sur ces points et études spécialisées (ex. numismatique) il faut que la phase post-fouille soit de 120% du temps de la fouille, et non 100%
- Mise à disposition de la documentation et inter-opérabilité des données.
- Définir des protocoles communs de dépôts des données au sein de SIG.
- Accompagner les CCS du livre blanc du consortium MASA et du livre blanc du consortium 3D ; et respecter les recommandations de ces 2 livres blancs.
<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01683842v1> (lien livre blanc du Consortium 3D SHS) <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-03561376/> (lien livre blanc MASA) <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02159453> (lien apports critiques matériels et logiciels 3D).

MÉDIÉVAL, MODERNE, CONTEMPORAIN

Restitution du séminaire de Limoges du 20 octobre 2022.

Préparation / animation : H. Mousset, J. Roger, P. Conte. 22 participants.

Le bilan quadriennal pour l'archéologie médiévale, moderne et contemporaine a embrassé un champ chronologique trop large pour permettre des échanges à la fois complets et détaillés. Ainsi, les débats ont-ils surtout porté sur le Moyen Âge au relatif détriment des périodes plus récentes.

Les problèmes de méthodes, surtout pour l'archéologie préventive, ont cristallisé les discussions. L'adaptation des CCS et des CST doit pouvoir répondre au moins en bonne partie à ces questions méthodologiques.

Plus largement, les débats ont également permis de mettre en exergue des attentes de la recherches tant spatiales (déséquilibres géographiques tels que milieu montagnard, milieu forestier) que thématique (par exemple habitat vernaculaire, patrimoine industriel, patrimoine des jardins) de façon justement souvent transversales, du Moyen Âge à l'époque contemporaine.

Il convient également de souligner un certain nombre de constats positifs, notamment pour ce qui concerne l'intérêt manifeste pour ces périodes des opérations de suivis de travaux

restreints (réseaux, plantations, containers), mais aussi par exemple la relative bonne intégration de l'architecture en terre au Moyen Âge, ou la prise en compte récente de l'archéologie des conflits contemporains.

Constats

- Une période très représentée et conséquemment affectée de surcharge en CTRA (43% des dossiers de l'ordre du jour de la CTRA de septembre 2022).
- Des structures modernes parfois non décrites.
- Déficit de connaissance de l'habitat du haut Moyen Âge.
- Difficultés de saisines pour les espaces montagnards et forestiers (expression d'une « RCE » silencieuse en forêt) ; en dépit de quelques opérations programmées notamment en Occitanie.
- Des thèmes délaissés ou à développer : habitat urbain, patrimoine hospitalier, industriel, des jardins.
- Difficulté à faire valoir les prescriptions sur seuls patrimoines contemporains, plus facile à faire valoir si parallèle à des prescriptions sur périodes plus anciennes.
- Problème du frein que constitue la pollution des sites.
- Constat positif du thème « religieux » traité et équilibré entre programmé et préventif.
- Pour les sites religieux les bâtiments de dépendances sont rarement pris en compte.
- Mieux lier les données du bâti à celles du sédimentaire (sites religieux notamment).
- Problème de la rareté (et de la saisine des dossiers au titre de l'archéologie préventive) pour l'habitat vernaculaire.
- Constat positif d'acquis notables issus des suivis des travaux de réseaux et de containers a des petites villes et villages.
- Renouvements récents par la prise en compte de l'architecture en terre.
- Développement de l'archéologie des conflits contemporains.
- Discussion sur l'harmonisation des CCS, mais rappel qu'au-delà de nécessités généralités, le CCS demeure un exercice au cas par cas.

Pistes d'évolution

- Idée d'un programme ARTEMIS de l'OSL.
- Faire en sorte que des agents non médiévistes puissent être épaulés pour l'élaboration des CCS.
- Développer les tests de tamisages fins à l'eau pour des sédiments adaptés en vue d'apports aux problématiques économiques (paléocarpologie, ichtyologie, etc.).
- Pour certains patrimoines en déshérence (industriels, hospitaliers, etc.) : engager des prospections thématiques, ou PCR pour recensement.
- Travaux de synthèse à faire sur la ville ; développer les **atlas** archéologiques ou historiques et topographiques, les PCR, des colloques associés à la publication d'actes.
- Faire davantage de géophysique car moindre que dans d'autres régions.
- Révision de ZPPA.
- Développer les liens avec le Service régional de l'Inventaire.
- Pour l'habitat du haut Moyen Âge, deux pistes : plus grande attention à l'occupation prolongée des sites antiques, et développement des recherches à la périphérie des villages.
- Systématiser l'utilisation du détecteur de métaux.
- Pour les cahiers des charges et CST : insister sur l'exigence d'études documentaires, sur l'importance des études géomorphologiques et paléoenvironnementales, ainsi que

pour l'archéologie du bâti sur l'importance à traiter les toutes petites élévations même de très faible amplitude, et à relever les traces d'outils.

OUTILS, MÉTHODES, DÉTECTION

Restitution du séminaire de Toulouse du 11 octobre 2022.

Préparation / animation : X. Margarit, E. Ihuel. 17 participants.

Les débats de l'atelier « Outils, méthodes, détection » ont surtout concernés les aspects méthodologiques, essentiellement pour l'archéologie préventive. De ce point de vue, les discussions ont convergé vers la responsabilisation des acteurs sur leur pratique : d'une part les SRA quant à la prescription et son suivi (CST), et d'autre part les opérateurs et responsables d'opération quant à la rigueur de leur intervention et analyse scientifique.

On notera que le terme de « détection » qui se voulait relatif à l'identification des sites en général et à la question des diagnostics en particulier a davantage été compris et abordé sous son aspect de technique et géophysique.

La question des outils, quant à elle, a permis d'aborder sans l'approfondir le sujet des nouvelles technologies qui amènent à modifier nos réflexions et nos pratiques. Elle renvoie aux questions de responsabilisation des acteurs (opérateurs et SRA) en mettant en garde contre la facilité du systématisme (géoradar, analyses d'ADN ou isotopiques).

D'une façon générale cet atelier s'est fait le catalyseur de toute une série de constats et de questions dont les autres ateliers se sont aussi fait l'écho, tels que des problèmes de CST, de CCS, ou la nécessaire utilisation du détecteur de métaux.

Constats

- Constats pour les diagnostics, de permanence de problèmes de détection de sites, de profondeurs parfois insuffisantes de sondages, de formation chez les opérateurs, de validation de RO en limite de compétences, d'identification des sites préhistoriques, et de taux d'ouverture des sondage (débats autour de 10 % voire 15 % pour davantage d'efficacité). Débats autour des pratiques de sondages en tranchées continues ou discontinues.
- Réitération de l'importance du CST (y compris de post-fouille) et des comptes rendus écrits.
- Intérêt souligné de la photogrammétrie mais problèmes de stockage, d'accessibilité et de normalisation de la donnée.
- Nécessité de formation et de gestion de l'archivage (« métier ? »).

Pistes d'évolution

- Nécessité d'enregistrement vestiges dès l'opération de diagnostic. Nécessité de données et archives interopérables entre diagnostics et fouilles
- Consensus pour le développement du détecteur de métaux en diagnostic et en fouille préventive, voire en archéologie programmée (cahiers des charges, autorisations spécifiques).
- Prospections géophysiques : intérêt mais limites des méthodes sur les aspects chronologiques ;
- Consensus pour une utilisation du géoradar en diagnostic, ponctuelle, seulement en appoint pour des cas particuliers.

ARCHÉOLOGIE FUNÉRAIRE

Restitution du séminaire de Poitiers du 17 novembre 2022.

Préparation / animation : S. Bach-Foltran, E. Veau. 16 participants en matinée, 12 l'après-midi.

Comme pour l'atelier méthodologique précédent les échanges pour le bilan quadriennal funéraire ont largement porté sur une nécessaire précision des pratiques de l'archéologie préventive tant pour ce qui concerne les CCS et le CST opéré par les SRA, que les pratiques et les rendus des opérateurs. Il en ressort que la donnée funéraire de terrain doit être davantage investie en diagnostic.

Ces échanges ont permis de préciser les modalités d'échantillonnage de la donnée, tout en faisant valoir la grande spécificité des sites mégalithiques. Par ailleurs, le problème récurrent des opérations de suivi de travaux restreints en contexte funéraire (travaux de réseaux principalement) a permis de préciser qu'une nécessaire adaptation opérationnelle au cas par cas était de mise.

En revanche, et paradoxalement, les débats ont peu abordé la question des problématiques et stratégies scientifiques régionales ou interrégionales, si ce n'est à travers celle des publications. Ces dernières demeurent en effet encore insuffisantes, leur développement attendu constitue un enjeu qui aidera assurément à orienter les futures recherches en ce domaine.

Constats

- Constat de diagnostics trop limités sur la caractérisation de la donnée funéraire.
- Idée que l'interventionnisme en diagnostic n'est pas un sacrifice de la donnée funéraire mais une adaptation de la pratique.
- Nécessité de travailler sur le CCS du CST et ses comptes rendus écrits.
- Spécificité des architectures funéraires : problématique rural/urbain et chronologie.
- Pour les sites mégalithiques, insister sur la problématique des interventions, veiller aussi à la préservation des niveaux sépulcraux des monuments ; veiller à ce que la documentation existante soit bien gérée en amont des dossiers de fouilles ou dans le cadre des PCR.
- Pour les suivis de réseaux : privilégier une gestion au cas par cas : intérêt très limité parfois, mais grand intérêt si le contexte local est méconnu, même si ne sont appréhendées que des sépultures incomplètes. Étendre ou ne pas étendre les tranchées selon le cas.
- Problèmes de grands sites funéraires jamais publiés.
- Problème des analyses type parasitologie (échantillonnage par prélèvement sédimentaire) mobilisation de moyens et de temps difficilement estimable. Nécessité de recourir à une étude de faisabilité avant d'échantillonner.
- Hausse des demandes aux SRA pour prélèvements anthropobiologiques (cf. séminaire PAHOCE de Marseille) impliquant une surcharge de gestion, telles que « Link ». Intérêt du traitement conjoint de certaines demandes interrégionales ex : Aquitaine et Occitanie).
- Question et problème de la reconnaissance des colloques comme formation (agents MC).

Pistes d'évolution

- Nécessité de diagnostics plus entreprenants : la sépulture (en fouiller une si le nombre le permet) ; le cimetière (insister pour l'évaluer en profondeur) ; la crémation (en prélever une si possible) ; le bûcher (faire une coupe à son aplomb).
- Nécessité du CST terrain et phase rapport.
- Importance des fiches de conservations des individus dans les rapports (ou de patrons photographiques si manque de temps) ; des catalogues des tombes ; de davantage de liens entre études de sépultures et études des mobiliers.
- Nécessité de la présence d'anthropologues sur le terrain.
- Nécessité de traiter les dépôts secondaires car ils participent à la compréhension du site.
- Les CCS doivent : insister sur l'importance des datations par le 14C ; fixer des objectifs plutôt que des listes d'analyses ; inclure de la photogrammétrie pour l'enregistrement de certaines sépultures.
- Consultation systématique de la CTRA pour analyses isotopiques ou d'ADN (recommandation PAHOCE).
- Pour le mégalithisme, action prospective des SRA pour faire émerger la documentation ancienne.
- Plutôt que d'échantillonner certains individus, il est préférable de les prélever tous, quitte à alléger les protocoles d'enregistrement.
- Proposition pour les SRA de bilans à dresser pour les publications, à *minima* d'organiser des réunions ciblées avec les interlocuteurs.
- Développer des politiques volontaristes de publication.
- Favoriser le développement de PCR dédiés ou la promotion d'articles et d'actes de colloques.

ARCHÉOLOGIE DU BÂTI

Resitution du séminaire de Poitiers du 10 novembre 2022.

Préparation / animation : P. Bouvard, B. Gissinger, F. Juchauld-Zinsner. 25 participants en matinée, 26 l'après midi.

Le bilan quadriennal de la CTRA pour l'archéologie du bâti a mobilisé le plus de participants et a suscité de très nombreux échanges. Ceux-ci ont permis de mettre en lumière plusieurs dénominateurs communs à cette « méthode », parmi lesquels ses dimensions foncièrement diachroniques, de la protohistoire à nos jours, et la diversité de ses champs d'application (habitats, édifices publics, culturels, industriels, etc.).

Cette perception s'est fait le révélateur de plusieurs insuffisances et de plusieurs attentes de la recherche : architectures néolithiques mégalithiques, antiques non monumentales, historiques vernaculaires, espaces montagnards, etc. La question des CCS s'est avérée ambivalente, car certains ont été signalés comme perfectibles du point de vue de la problématique ou des objectifs, alors que d'autres ont été salués pour leur très bonne complétude. Ce constat appelle donc à une meilleure harmonisation de la démarche au sein des SRA.

Ce bilan n'a pas fait exception au signalement de problèmes récurrents identifiés dans le cadre de plusieurs autres séminaires : harmonisation et archivage des données numériques ; difficultés à l'aboutissement de publications. Enfin, il a fait ressortir le besoin d'une archéologie du bâti qui doit être mieux partagée : tant au sein des SRA, qu'avec d'autres service (CRMH,

UDAP), mais aussi sur le terrain de façon géographique et chronologique (fort potentiel informatif technique et chronologique des vestiges).

Constats

- Définition de l'archéologie du bâti comme « méthode d'enregistrement » plutôt que comme discipline.
- Très large champ chronologique du Néolithique à la période contemporaine.
- Le recours à la fouille directe particulièrement développée dans le sud-ouest est salué positivement.
- Déficit de connaissance des bâtis vernaculaires.
- Déficit de pratique sur les architectures de l'Antiquité (autres que grand monuments).
- *Terra incognita* de l'archéologie du bâti dans l'espace montagnard.
- Nécessité d'échanges inter-service, de sensibilisation, voire de formations internes.
- La question de l'harmonisation, particulièrement des RFO, a été discutée sinon souhaitée, mais une cette démarche s'est révélée receler plusieurs limites.
- Signalement positif des SRA pour les publications (APP, SPDRA, publications locales, revues ...).
- Signalement d'une nette amélioration des CCS, souvent salués comme très complets.
- Toutefois, nécessité de bien définir les problématiques (phasage du bâtiment, caractérisation technique des matériaux et de leur mise en œuvre).
- Nécessité de rappeler de lier les informations du bâti à celles sédimentaires.
- La question des prélèvements n'est pas problématique sinon que ceux-ci doivent être rationalisés quantitativement.
- La question des études de bâti hors autorisation des SRA a été soulevée mais sa considération comme un problème n'est pas partagée.
- Question des prescriptions sur MH nécessitant anticipation en lien avec les services concernés.
- Questions des données numériques : besoin d'harmonisation des prescriptions pour les élévations, problèmes des volumes de stockage, de l'interopérabilité des données.
- Problèmes de publications en suspens sinon en déshérence.

Pistes d'évolution

- Développer le suivi des déconstructions.
- Développer les approches d'études de bâti pour les architectures mégalithiques.
- Nécessité à ce que les SRA travaillent mieux avec les CRMH.
- Idées de programmes de datation OSL d'édifices, toutefois conçu comme difficile à mettre en œuvre.
- Pour la numérisation, nécessité d'un *vadémécum* (formats commun, espaces d'archives dimensionnés et sécurisé).
- Inciter au développement des prescriptions sur le bâti vernaculaire, notamment en milieu montagnard.

SYNTHÈSE ET PROPOSITIONS

Restitution du séminaire de Bordeaux du 8 décembre 2022.

Préparation / animation : X. Margarit. 54 participants.

La journée de réunion plénière du 8 décembre à la DRAC de Bordeaux, siège de la commission, a été l'occasion de présenter et de discuter collégialement les principaux constats et

propositions qui ont émergés des différents ateliers de réflexion, en un mot de synthétiser ce bilan quadriennal de la CTRA Sud-Ouest. Il n'est pas anodin de signaler qu'au terme de cet exercice, l'intérêt des travaux réalisés a été quasi unanimement reconnu par les experts et les agents des SRA qui ont autant les uns que les autres avantageusement nourri les discussions.

L'objectif de la commande nationale qui avait été donné pour ces échanges était de définir des stratégies interrégionales et régionales. Force est de constater que si plusieurs orientations scientifiques ont effectivement été distinguées et discutées, les débats ont toutefois davantage porté sur les pratiques plutôt que sur les problématiques de la recherche (par exemple, modalités des diagnostics, des CST, des cahiers des charges scientifique, cadre des données numériques, etc.). Ce point n'est d'ailleurs pas un écueil, mais manifeste le fait que pour être efficiente, la stratégie doit aussi s'adapter à un cadre opérationnel. En cela, cet exercice de bilan aura donc permis, certes, de dégager des orientations stratégiques mais aussi d'éclairer sinon d'alerter sur l'amélioration du cadre de leur mise en œuvre.

Enseignements du bilan et attentes

Plusieurs enseignements ressortent de ce bilan. Les plus importants se signalent par leur récurrence et par l'éminence des enjeux qui y ont été attachés, nonobstant certains décalages infra ou supra régionaux :

- Développer la dimension exploratoire de la recherche, pour certains territoires ou thèmes ou chronologies, notamment par des études de synthèse et PCR ciblés ou élargis.
- Faire évoluer les ZPPA.
- Améliorer la mise en œuvre de certains CCS et CST.
- Dynamiser la publication de données majeures en souffrance.
- Encourager la formation continue (SRA, opérateurs).
- Répondre aux forts enjeux d'instabilité de la donnée numérique (normalisation, Interopérabilité, archivage).

D'autres points méritent également d'être signalés pour l'intérêt consensuel qui leur a été accordés, tels que :

- Élargir l'utilisation du détecteur de métaux.
- Poursuivre le suivi archéologique des travaux restreints (réseaux, containers, plantations).
- Étendre le champs d'exercice de l'archéologie du bâti.
- Favoriser les échanges d'informations entre agents des SRA, tant en interne qu'à différentes échelles (CRMH, UDAP, UMR).

Problématiques interrégionales : entre Atlantique et Méditerranée

La dimension interrégionale sud-ouest de la CTRA se révèle un atout pour mieux faire dialoguer mondes atlantique et méditerranéen. Pour le Paléolithique, cette échelle, exonérée de barrières administratives structurelles, constitue d'ailleurs une entité inédite extrêmement cohérente archéologiquement et dont l'intérêt international est majeur. La question de la complémentarité des données entre opérations de grotte et de sites de plein doit pouvoir constituer à ce titre un axe de programmation scientifique interrégionale.

Pour la protohistoire au sens large, incluant le Néolithique, l'habitat encore plutôt méconnu au nord et à l'ouest de l'inter-région, et en revanche plutôt mieux documenté au sud, doit constituer un axe de recherche privilégié. Celui-ci, s'intéressera à la place des entités culturelles très diverses en s'efforçant de questionner les zones de contacts et les zones lâches ou supposées telles. Par ailleurs, la question des relations entre Atlantique et Méditerranée étant fondamentale pour le mégalithisme européen, et l'inter-région étant l'une

des plus riche en ce domaine, cet axe devra être également privilégié, non sans y intégrer les impératifs de conservation des monuments.

Pour les périodes historiques, l'étude des régions romaines dans la transversalité Méditerranée-Atlantique doit constituer un élément fédérateur de la programmation interrégionale (paysages et territoires, voiries et agglomérations, relations entre villes et campagnes et des capitales de cités). De même l'origine des villes et de l'habitat groupé, notamment en lien avec le phénomène castral constitue un axe à privilégier.

Questions en suspens

Outre le Mésolithique qui n'a pas été traité et l'archéologie des périodes contemporaine, voire moderne peu investies, d'autres points n'ont pu être abordé dans le cadre de ce bilan. Parmi ceux-ci, l'archéologie subaquatique et les milieux littoraux, fluviaux et lacustres qui participent à une dynamique territoriale de développement de la recherche, à l'image de celle qui a été projetée par exemple pour les espaces montagnards ou forestiers.

De même, la question plus générale et globale de la consommation de la donnée archéologique de terrain, plus précisément du rapport entre la fouille (donc la disparition) et la conservation de sites connus, n'a pas non plus été abordée. Pour autant, à l'aune du développement de technologies inédites qui renouvèlent la discipline archéologique comme cela a été justement acté lors de ce bilan (ADN sédimentaire, isotopes, etc.), cette question de la consommation des sites devra inévitablement être approfondie.

PROPOSITIONS D' ACTIONS				
Actions à conduire	Modalités et ressources (responsables/ acteurs/consultés/ informés)	Échéancier (délais, jalons)	Impacts (contraintes, risques, coûts)	Évaluation (critères, modalités de suivi)
Action 1 Motiver et soutenir des PCR (synthèses ou référentiels régionaux ou interrégionaux)	Incitations des acteurs en pré- programmation SRA	dès sept. 2023	Décalage opérationnel programmation à venir	Bilans régionaux CTRA annuels quadriennaux (2021-2024)
	Actions prospectives SRA (UMR, Univ. pour sujets masters / thèses, etc.)	à partir de 2023/2024	Dégager temps dédié agents SRA Risque indisponibilité acteurs	
Action 2 Motiver et soutenir recherches (dont PCR) intégrant des problématiques interrégionales Atlantique-Méditerranée ou Occitanie/ Nouvelle-Aquitaine	Incitations des acteurs en pré- programmation SRA	dès sept. 2023	Relations SRA Nouvelle Aquit/Occit. Décalage opérationnel programmation à venir	Bilans régionaux CTRA annuels quadriennaux (2021-2024)
	Actions prospectives SRA (UMR, Univ. pour sujets masters / thèses, etc.).	à partir de 2023/2024	Dégager temps dédié agents SRA Risque indisponibilité des acteurs	

Action 3 Motiver et soutenir des programmes de recherche de mutualisation de données (grottes/plein-air, préventif/programmé, opérateurs publics/privés)	Incitations des acteurs en pré-programmation.	dès sept. 2023	Décalage opérationnel programmations à venir	Bilans régionaux CTRA annuels quadriennaux (2021-2024)
	Sensibilisation des opérateurs	à partir de 2023/2024	Dégager temps dédié agents SRA	
Action 4 Développer les détectations et études de l'habitat protohistorique en Nouvelle-Aquitaine	Prescriptions et suivis adaptés d'archéologie préventive	à partir de 2024	Dégager temps dédié agents SRA	Bilans régionaux CTRA annuels quadriennaux (2021-2024)
	Incitation des acteurs (UMR, Univ., pré-prog., etc.)	à partir de 2023	Dégager temps dédié agents SRA	
			Risque indisponibilité acteurs	
Action 5 Sensibiliser les agents SRA à la précision des CCS	Organisation au SRA d'ateliers CCS	Test en 2023	Faire coïncider les calendriers	Réunions plénières du SRA
Action 6 Réactualiser certaines ZPPA	Etat des lieux	à partir de 2025	Dégager du temps dédié aux agents	Réunions carte archéo.
	Echéancier des reprises de ZPPA par département			Réunions plénières SRA
Action 7 Structurer une politique de publication des sites majeurs non encore édités	Réunions dédiées d'identification des sites	2024		Points d'étapes en réunions de sites SRA
	Réunions SRA-opérateurs, SRA-RO, planifications opérationnelle et budgétaire	2024	Risque d'indisponibilité des RO Coût important si reprises et analyses	
Action 8 Définir le cadre et les moyens d'une réception et conservation adaptées des données numériques archéologiques	Inscrire une politique dédiée à échelle Pôles patrimoine et DRAC	2024	Risque de non priorisation par la direction	Réunions de Pôle Conférence des CRA
	Solliciter administration centrale pour normalisation / moyens	2024	Risque d'étalement de la mission (technique, budgétaire)	
Action 9 Développer des programmes de restauration des mégalithes avec la CRMH	Organisation d'un colloque dédié à Poitiers	2024	Déjà financé	Réunion dédiée à échéance du colloque
	Identifier sites et acteurs (SRA, CRMH, archi., etc.) et protocoles	à partir de 2024-2025	Difficulté potentielle à lier restauration et recherches	Réunion DRAC de Pôle Patrimoine et architecture

**Le département des recherches archéologiques
subaquatiques et sous-marines
dans
les commissions territoriales de la recherche archéologique**

Recherche archéologique sous-marine : bilan chiffré

Par Arnaud SCHAUMASSE

Directeur du département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines

	FAÇADES LITTORALES													
	HdF & Normandie		Bretagne & PdIL (44)		N-Aquitaine & PdIL (85)		Occitanie		PACA		Corse		Outre-mer (971,972,973, 974,975,976)	
<i>Préventif</i>	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)	Nb	Surf. (ha)
Dossiers instruits	7	N/A	6	N/A	7	N/A	4	N/A	11	N/A	1	N/A	29	N/A
Diagnostics prescrits	2	0,2884	0	0	1	2,9553	1	17,4	2	93,0639	1	221,97	3	2,1479
Fouilles prescrites	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0,36
Diagnostics réalisés	1	0,2014	0	0	1	2,9553	1	17,4	3	93,965	0	0	2	3,758
Fouilles réalisées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Evaluations signées	1	1504	0	0	0	0	0	0	2	401,875	0	0	0	0
Evaluations réalisées	1	1504	0	0	1	10185	0	0	2	401,875	0	0	0	0
<i>Programmé</i>	SM/Estran		SM/Estran		SM/Estran		SM/Estran		SM/Estran		SM/Estran		SM/Estran	
PCR	0		0		1		1		0		0		0	
Fouilles	0		2		2		1		4		1		0	
Prospections	3		6		7		1		5		2		4	
Sondages	4		1		1		4		6		1		1	
IBCM	1		2		2		0				2		2	
Etude doc	1		2		0		0		3		0		1	

Données concernant le seul domaine maritime (sur 10 diagnostics prescrits en 2021, 4 ont été réalisés la même année ; les autres ont été prescrits les années précédentes. Les « ,5 » en Programmé signifient qu'une opération se déroule sur 2 façades).

SM = sous-marin

Le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (Drassm) est un service à compétence nationale établi à Marseille. En application du code du patrimoine, il est chargé de mettre en œuvre, en métropole comme en outre-mer, la législation sur les biens culturels maritimes, en liaison avec les administrations participant à l'action de l'État en mer (préfectures maritimes, direction des affaires maritimes, Douanes...). Il assure en outre auprès des SRA une mission de conseil et d'accompagnement des chantiers archéologiques dans les eaux intérieures, notamment en matière de traitement du matériel et de la documentation recueillis.

La compétence réglementaire du Drassm s'appliquant à chacune des façades maritimes françaises comme le montre le tableau chiffré ci-dessus, l'examen des dossiers d'archéologie sous-marine est effectué par les différentes CTRA concernées (Centre-Nord, Ouest, Outre-Mer, Sud-Ouest, Sud-Est). C'est pourquoi, le regard des experts des CTRA sur les opérations d'archéologie sous-marine se retrouve inséré à chacun des bilans interrégionaux.



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale
des patrimoines
et de l'architecture